

76

# STUDIA PODLASKIE



X

BIAŁYSTOK 2000

UNIwersytet w Białymstoku  
Instytut Historii

# STUDIA PODLASKIE

TOM X

Białystok 2000

## KOLEGIUM REDAKCYJNE

Stanisław ALEXANDROWICZ  
Michał GNATOWSKI (red. naczelny)  
Cezary KUKŁO (sekretarz)  
Władysław SERCZYK  
Andrzej WYCZAŃSKI

### **Adres Redakcji**

Instytut Historii  
Uniwersytetu w Białymstoku  
15-420 Białystok, Plac Uniwersytecki 1  
tel. (085) 745-74-44, fax 745-74-43

*Wydanie publikacji dofinansowane  
przez Komitet Badań Naukowych*

**ISSN 0867-1370**

WYDAWNICTWO UNIWERSYTETU W BIAŁYMSTOKU  
15-301 Białystok, ul. Mazowiecka 33, tel. (0 85) 745 70 59

Druk: Podlaska Spółdzielnia Produkcyjno-Handlowo-Usługowa  
Białystok, ul. 27 Lipca 40/3, tel./fax 675-48-02

JEAN-PIERRE BARDET (Paryż)

### FORMER LES JEUNES ESPRITS\*

Cet exposé est un cours que j'ai présenté aux étudiants de Białystok en 2000. Il ne s'agit nullement d'une œuvre personnelle ou érudite, mais d'une synthèse qui est fondée sur de nombreux travaux de collègues universitaires français que je mentionne en bibliographie en espérant n'en oublier aucun.

L'histoire de l'enseignement est assez bien connue: cette meilleure connaissance résulte du fait que l'enseignement est assez tôt institutionnalisé et a laissé des archives permettant soit une description généralisable, soit même une quantification des faits sociaux. Mais il ne faut pas non plus nourrir trop d'illusion même en ce domaine bien abordé par les spécialistes de l'éducation: il n'y a de véritable administration de l'instruction publique qu'assez tardivement. Heureusement, les archives éducatives sont abondantes dès l'ancien régime et plus encore par la suite. Les travaux sur ce sujet ont été nombreux et cette petite synthèse ne constitue qu'un survol un peu superficiel d'un très vaste champ de recherche.

Dans cette découverte de la formation des jeunes, j'attacherai une grande importance à l'enseignement élémentaire qui est resté jusqu'au XX<sup>e</sup> siècle, la seule formation pour la plus grande part des jeunes et qui est indiscutablement la base de la modernisation de l'Europe. De ce point

---

\* Jean-Pierre Bardet jest profesorem Uniwersyté de Paris-Sorbonne (Paris IV) i Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales w Paryżu oraz dyrektorem Centre Roland Mousnier w Paris IV. Zajmuje się wczesną historią nowożytną, głównie zagadnieniami społeczno-demograficznymi, choć sięgał również do problemów gospodarki i kultury. Autor m.in. *Rouen aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles. Les mutation d'un espace social*, t. 1-2, Paris 1983 i redaktor wspólnie z Jacques Dupâquier monumentalnej trzy tomowej *Histoire des populations de l'Europe*, Paris 1997-1999.

de vue, nous constaterons que la France ne se situe pas en tête de l'Europe, dépassée qu'elle est par l'Écosse, les Pays scandinaves ou l'Allemagne du Nord au XIX<sup>e</sup> siècle tout du moins et probablement avant.

Pour simplifier cette démarche, je partirai du constat de l'alphabétisation, puis je passerai à l'examen des apprentissages élémentaires, pour examiner enfin ce qui se passe au-delà des rudiments. (fait qui concerne un nombre très restreint de jeunes

## I. Un bilan global et nécessairement rudimentaire: de la mesure à l'analyse des motifs

### 1. Comment mesurer l'éducation scolaire?

Il y aurait 4,7 millions d'élèves dans les écoles en 1876–1877, contre seulement 900 000 en 1813, un début du XIX<sup>e</sup> siècle sans doute peu éloigné de l'ancien régime. Mais que signifient ces chiffres et quelle est l'efficacité des écoles? C'est un vrai problème quand on étudie la réalité scolaire qui a régné jusqu'au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. Le tissu scolaire est alors évanescent, hétéroclite, et l'enseignement de qualité inégale. Voyez ce que raconte le maçon limousin Martin Nadaud (né en 1815): il suit d'abord l'enseignement du maître d'école de son village qui est bedeau et réunit ses élèves de temps en temps; puis il a un excellent nouveau maître qui ne reste qu'un an au village; le troisième un nommé Martin est nul; le jeune Nadaud est alors mis en pension dans un village éloigné chez un 4<sup>ème</sup> instituteur, puis chez un 5<sup>ème</sup>. Instabilité du corps enseignant, ténacité sans doute exceptionnelle des parents de Martin Nadaud, apprentissage assez médiocre. Martin ne tarde pas à gagner sa vie en émigrant à Paris comme maçon. En réalité les taux de scolarisation et la description de l'appareil scolaire sont des références utiles, mais incertaines jusqu'au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle.

Signalons malgré tout une analyse quantitative, celle du Baron Dupin auteur des *Forces productives de la France* (1827) qui publie une carte de la scolarisation en France. Intéressante, car cette cartographie fait de lui l'inventeur du concept de la ligne Saint Malo Genève qui est souvent évoqué dans l'historiographie française. Il est vrai que son initiative est suivie d'effet puisqu'à partir de 1827, on se préoccupe de la statistique du niveau d'instruction des conscrits plus sûre que le comptage des écoles. A partir de 1854, la *Statistique Générale de la France* fournit des données sur la signature des conjoints au mariage. Idée reprise de manière rétrospective

par le recteur de l'académie de Nancy, Louis Maggiolo qui grâce au concours de 16 000 instituteurs lance en 1877 une enquête sur la signature des conjoints au moment de leur mariage à diverses dates (1686–1690, 1786–1790, 1816–1820).

Quel est l'intérêt et quelles sont les limite d'une telle enquête? Que vaut l'indication des signatures au mariage?

- Elles doivent concerner les seuls premiers mariés, pour éviter les redites.
- Il faut décaler les données d'une quinzaine d'années en arrière pour dater le moment de la scolarité.
- La signature est certes discutable comme indicateur de maîtrise de l'écriture car certaines signatures ne sont que des dessins. On peut mal signer et être analphabète ou mal signer et être très instruit.
- Mais au total, il s'agit d'un instrument solide car approximativement couvrant dans l'enquête de Maggiolo même incomplète. Il fournit une évolution et des caractéristique déjà intéressantes et confirmées par d'autres analyses.

## 2. Analyse des données d'alphabétisation

L'examen du tableau général est révélateur:

**Tableau 1.** Pourcentage de conjoints sachant signer au moment du mariage

Date de mariage	Enquête Maggiolo		Enquête INED		Angleterre		Ecosse		Prusse		Italie	
	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F
1686–90	26,5	13,5										
1786–90	47,0	27,0	46,0	25,0								
1816–20	54,0	34,0	53,0	33,0								
1850	60,0	55,0			69,0	54,0	89,0	77,0				
1870	78,0	65,0			80,0	73,0	90,0	80,0			39,0	22,0
1900	95,0	89,0				97,0	98,0	97,0	99,0	99,0	66,0	52,0

Constatons la croissance prodigieuse qui s'entame au XVIII<sup>e</sup> siècle et dans doute au XVII<sup>e</sup> siècle, car à tout prendre les rares indices disponibles pour la période antérieure (signatures des registres de notaires, listes d'émargements etc.) laissent apparaître un niveau très faible avant 1600,

sans doute proche de 10 à 12% pour les hommes. L'enquête nominative de l'INED confirme la validité des données de Maggiolo pourtant incomplètes.

Mais au-delà de cette évolution générale, la diversité l'emporte à bien des niveaux:

- Entre *hommes et femmes* comme nous le voyons sur le tableau. C'est surtout vrai au départ, moment où l'alphabétisation des mariées est presque inexistante dans certaines régions (7% dans l'Eure en 1686-89, 2 à 3% dans les Pyrénées). Il est clair que l'alphabétisation féminine s'est sensiblement améliorée ensuite. Il n'en demeure pas moins que ces décalages résultent comme nous le verrons plus loin d'actions de scolarisation différente et, in fine, d'une demande sociale d'instruction variable selon le sexe, aussi bien en terme d'encadrement des enfants que de contenu.
- La seconde différence sensible sépare *la ville de la campagne*.

A l'échelle française les différences sont sensibles et le demeurent même si elles tendent à s'atténuer.

**Tableau 2.** Alphabétisation des villes et des campagnes en France

Date de mariage	Campagnes		Villes	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
1740-1749	36	15	61	41
1770-1779	42	20	65	44
1800-1809	46	26	73	51
1820-1829	50	31	69	47

On pourrait multiplier les exemples. Ainsi dans la région de Rouen, l'écart est de plus de 30% entre Rouen et ses campagnes à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle et moindre en 1789 (10% du côté masculin et 20% du côté féminin). Dans le Nord de la France qui s'industrialise lourdement au XIX<sup>e</sup> siècle, l'évolution est frappante, car elle se traduit par une réduction, parfois même une inversion de la suprématie urbaine au 19<sup>ème</sup> siècle. Par exemple Lille compte 50,6% de signants et 40,3% de signantes dans la 2<sup>ème</sup> moitié du 18<sup>ème</sup> siècle alors que ses campagnes sont à 43,4% et 23,2%. Situation inversée en 1865 où Lille ne compte que 64% de signants et 51,5% de signantes contre respectivement 69,5% et 55,6% dans le reste du département. Ceci est assez commun à beaucoup de villes industrielles de

ce siècle, attirant par milliers des immigrants analphabètes et offrant peu de chance aux enfants attelés aux machines de s'instruire.

C'est un peu exceptionnel, car d'une manière assez fréquente les immigrants de la campagne semblent moins instruits que les natifs de la ville. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, c'est le cas à Rennes, à Bordeaux et dans beaucoup d'autres villes approvisionnées par des campagnes pauvres. Ce n'est pas le cas à Rouen, où au contraire les natifs et natives ouvriers signent moins bien que les immigrants de même condition. A cela, une explication proche de la précédente concernant Lille: même si la capitale normande est bien équipée pour l'enseignement primaire comme nous le verrons, elle est tôt industrielle et offre des emplois précoces de fileurs et de tireurs aux jeunes enfants des ouvriers. D'où le faible rendement des nombreuses écoles charitables de la ville. Dans les deux cas, nous retrouvons l'incidence du travail des enfants.

On n'étonnera personne, en signalant les *différences sociales* traduites ici par un simple tableau d'intérêt régional, portant sur la ville de Rouen, mais qui pourrait être multiplié à l'infini.

**Tableau 3.** Les signatures des conjoints à Rouen selon la période et le milieu social

Profession	1670–1699		1700–1729		1730–1759		1760–1792	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Notables	100	97	100	100	100	97	100	96
Boutiquiers	85	67	85	73	92	75	95	86
Artisans	75	46	81	62	87	67	90	75
Ouvriers	38	21	46	22	55	30	59	36

- Autre différence essentielle, la coupure de la France en deux autour d'une ligne Saint-Malo-Genève. Certes il serait facile de montrer que la démarcation entre Nord et Sud est moins tranchée qu'il ne paraît. Au Sud, on note cependant un extraordinaire développement de l'alphabétisation masculine dans les Hautes Alpes, dans les Alpes de Haute-Provence, et, dans une moindre mesure, dans les Pyrénées atlantiques ou dans le sud du Massif Central. On a parlé d'une avance protestante: il est vrai qu'au XVII<sup>e</sup> siècle, avant la Révocation, il y a un meilleur équipement scolaire protestant, mais cette avance s'estompe assez vite sous la pression catholique: et l'avance protestante quand elle est subsiste, tend à être d'abord sociale. Les exceptions dans l'atonie générale du Sud s'expliquent plutôt par une volonté de préparer les



enfants à l'émigration dans un contexte de surpeuplement relatif. Les Alpes, par exemple, sont une pépinière de maîtres d'école et de commis aux écritures, dûment entraînés surtout quand ils ne sont pas héritiers. Notez que les filles ne bénéficient guère de l'avance des zones en pointe. À ces exceptions montagnardes près, le contraste N-S est saisissant et permanent:

**Tableau 4.** Pourcentage de signants au mariage par zone (enquête Maggiolo)

Zones concernées	1686–1690		1786–1790		1816–1820	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
France du Nord	38.5	20.3	67.8	42.0	70.3	54.3
France du Sud	18.5	8.2	29.0	12.3	37.8	17.5
Total	26.5	13.0	43.7	24.2	50.8	32.2

Tous ces contrastes conduisent à s'interroger sur les causes du contraste entre le Nord et le Sud. Elles sont assurément économiques (le Nord est plus riche que le Sud et donc plus apte à financer des maîtres d'école), mais au-delà des conséquences scolaires, il faudra bien insister sur les motivations.

### 3. Les motivations

Constatons que sous l'ancien régime, l'Etat n'est pas fortement impliqué dans l'école, sinon motivé. Il ne légifère en ce domaine qu'en 1698 ayant jusque là, laissé la responsabilité de l'enseignement à la hiérarchie catholique (nombreux textes sur ce point en 1606, en 1685, 1695). Cependant, en 1698, une Déclaration ordonne qu'on établisse des écoles dans toutes les paroisses du Royaume et que les habitants soient imposés pour les financer: les enfants devant tous fréquenter l'école jusqu'à 14 ans. Mais ce texte pourrait être un document de circonstance visant au contrôle des nouveaux catholiques: en 1724, pourtant, les mêmes dispositions sont reprises. Certains historiens ont souligné que la volonté royale était bien présente: mais on n'aperçoit guère d'autres textes législatifs ou réglementaires de cette nature.

Il est bien difficile d'affirmer une visée très claire des intéressés eux-mêmes, même si on a des exemples de ténacité scolaire comme celui de Nadaud. Dans les campagnes, si certaines communautés d'habitants collaborent à la recherche et au salaire des maîtres, d'autres sont nettement

réticentes pour les payer. Cela est évidemment plus manifeste en campagne que dans les villes où les frais scolaires des pauvres sont plus ou moins pris en charges par les organisations charitables, comme on le verra. Mais l'on sait qu'il y a un antagonisme latent entre le travail des enfants et l'école.

En fait les opposants à l'instruction publique sont légion. On n'en finirait pas de les citer. On se contentera de quelques exemples caractéristique qui n'émanent pas de parents paysans préoccupés de faire travailler leurs enfants mais bel et bien de membres de l'élite, souvent de l'administration.

On en trouve jusque dans l'appareil d'Etat. Dans la première moitié du XVII<sup>e</sup> siècle, Richelieu est hostile au développement de l'école: *«ainsi qu'un corps qui aurait des yeux en toutes ses parties, de même l'Etat le serait-il, si tous les sujets étaient savants. On y verrait aussi peu d'obéissance que l'orgueil et la présomption y seraient ordinaires; le commerce des lettres bannirait absolument celui de la marchandise, il ruinerait l'agriculture, il remplirait la France de chicaneurs..»* De même, plus tard, Colbert est-il plus ou moins hostile aux études élémentaires des pauvres. En 1667, il avance un programme restrictif où: *«dans les petites écoles, on n'enseignerait seulement à lire et à écrire, chiffrer et compter, et en même temps on obligerait ceux qui sont d'une naissance basse et inapte pour les sciences à apprendre les métiers et on exclurait même de l'écriture ceux que la Providence a fait naître d'une condition à labourer la terre, auxquels il ne faudrait apprendre qu'à lire seulement, à moins qu'on ne remarquât en eux des semences de lumière et d'ouverture pour les sciences pour lesquelles, ils méritassent d'être exceptés de la loi commune».*

Les administrateurs du XVIII<sup>e</sup> siècle ne sont guère plus tendres. Le subdélégué de Castres en 1744 écrit sans état d'âme *«Comme, chacun tend à rendre sa condition meilleure, il arrive que le fils d'un paysan ou d'un artisan qui... parvient à savoir lire, croit que ses mains ne sont plus faites pour cultiver la terre ou pour manier les outils de ses pères...C'est ainsi que les arts et les métiers se trouvent dépourvus de gens qui les professent. Je sais que dans ces établissements (les petites écoles), on prend le prétexte de la religion en disant qu'il est important que les paysans sachent et connaissent par eux-mêmes ce qu'ils doivent croire: mais les instructions.. de leur curé ne doivent-elles pas suffire à cela: la science a fait peu de bons croyants et en a ignoré beaucoup d'autres..»*

Les hommes éclairé du XVIII<sup>e</sup> siècle sont encore plus radicaux. Lisez ce qu'écrivit en 1759, l'agronome Béliat des Vertus *«Les écoles ne devraient être ouvertes que les fêtes et les dimanches après Vêpres pendant l'été et à la nuit tombante de la Toussaint à Pâques. La plupart ne savent rien:*

à la bonne heure, ils ne sauront ni lire, ni écrire, mais ils auront des bras accoutumés à bêcher la terre».

Voltaire est aussi négatif en félicitant le célèbre La Chalotais procureur général du Parlement de Rennes pour son hostilité à l'instruction des humbles: *«Je vous remercie de proscrire l'instruction chez les laboureurs. Moi qui cultive la terre, je vous présente requête pour avoir des manœuvres et non des clercs tonsurés. Envoyez moi surtout des frères ignorantins pour conduire mes charrues et pour les y atteler».*

Rousseau est défavorable à l'instruction car il considère que *«ceux qui sont destinés à vivre dans la simplicité champêtre n'ont pas besoin pour être heureux du développement de leurs facultés., ils sont comme les mines d'or du Valais que le bien public ne permet pas qu'on exploite.. N'instruisez pas l'enfant du villageois, car il ne lui convient pas d'être instruit..».*

#### **4. Les arguments en faveur de l'école: conversion religieuse et service de la Révolution**

A vrai dire, les constants défenseurs de l'instruction populaire sont les clercs qui estiment nécessaires l'instruction pour approfondir la foi.

C'est un point essentiel: du point de vue de bien des clercs, les enfants vont à l'école d'abord pour apprendre le catéchisme. Toutes les instructions, toute l'éducation qui y est donnée est centrée sur la foi, le prière et les valeurs chrétiennes. Le savoir profane n'est considéré par les initiateurs de l'école au XVI<sup>e</sup> ou au XVII<sup>e</sup> siècle comme une sorte de sous-produit. L'opinion évolue sensiblement au siècle suivant en se laïcisant.

Le mouvement d'alphabétisation a d'abord été lancé par les Protestants désireux de faire lire les *Écritures* à leurs enfants: on connaît mal leur effort en France, mais on sait qu'il a été considérable un peu partout. Aux XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles, on compte un grand nombre de maîtres d'école protestants.

Les catholiques n'ont pas tardé aussi à jouer la carte scolaire -et ce d'autant plus- que les clercs vont être de plus en plus investis de la mission d'instruire par divers textes du roi. En fait dès 1606, Henri IV a confié l'enseignement à la hiérarchie catholique.

Les évêques répondent à cette attente en créant de nombreuses écoles, particulièrement en pays protestant. Ils souhaitent que chaque paroisse ait la sienne. Et les témoignages de l'intérêt continu des clercs pour l'école sont légion. Mais fait non négligeable, au XVIII<sup>e</sup> siècle, certains clercs s'inquiètent de la diffusion des mauvais livres et tentent de tempérer le

zèle alphabétisateur de leurs confrères en signalant ce qu'ils considèrent comme les risques de l'instruction: exemple de discours obscurantiste assez différents de ceux des philosophes, cette récrimination d'un curé en 1773 *«Je trouve -et la plupart de mes confrères trouvent- que la plus grande partie de ce que nous avons de moins chrétien dans nos paroisses est compris dans le nombre de ceux qui ont été aux écoles et que tout ce qu'il y a de plus simple, de plus innocent et de plus chrétien ne sait ni lire, ni écrire..»*. Un point de vue qui resurgira périodiquement au XIX<sup>e</sup> siècle. La religion tuée par les mauvais livres, cet argument ne convaincra cependant pas la plupart des clercs qui continueront à penser et à dire que bien orientée, l'instruction participe à la formation du croyant.

A côté d'eux, on trouve aussi des hommes des Lumières qui ne sont pas tous contre l'école loin de là. A la veille de Révolution, ils se multiplient. Parmi les illustres défenseurs de l'école, notons Diderot, Condorcet ou Bernardin de Saint Pierre pour ne citer qu'eux. Les physiocrates comme Quesnay lui sont aussi favorables. A la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle se développe un courant très favorable à l'instruction publique qui rebondit à partir de 1789. La Révolution s'inscrit dans cette perspective. Déjà, les cahiers de doléances exprimaient le souhait d'une meilleure organisation de l'école. Les dispositions révolutionnaires vont confirmer cet intérêt pour la mise en place d'un réseau scolaire favorable à l'élévation des plus modestes. Il ne s'agit plus de salut des âmes désormais, mais de réussite égalitaire, de reconnaissance du talent.

Il serait inutile de détailler les projets de cette période trop courte pour permettre l'aboutissement de réalisations qui nécessitent la durée: on opposera, par exemple, les propositions assez prudentes de Talleyrand qui prévoit une école primaire universelle et gratuite (mais les filles n'iront à l'école que jusqu'à 8 ans) à la vision ambitieuse de Condorcet présentée en octobre 1792 devant le Comité d'instruction publique: instruction commune aux deux sexes, sans culte religieux, laïque; on prévoit de nommer un instituteur dans chaque commune de 400 à 1500 habitants comptant donc entre 24 et 100 enfants d'âge scolaire; un instituteur et une institutrice se pour celles qui comptent 1500 à 4000 habitants (entre 100 et 300 enfants d'âge scolaire) ce qui n'est finalement pas beaucoup, mais encore peu réaliste en raison des moyens disponibles. Par la suite, les rapports, projets et décrets se succèdent.

En octobre 1793, un décret institue des écoles primaires dans les communes de 400 à 1500 habitants, projet remanié en décembre. Un nouveau décret est rédigé en novembre 1794, puis un autre encore en octobre 1795.

Il faudrait aussi noter la création des écoles centrales secondaires en 1795 et des lycées en 1802 et l'échec d'un premier projet d'école normale destinée à former les futurs maîtres. Cette effervescence traduit en même temps une forme d'impuissance, même s'il ne faut pas sous-estimer certaines réalisations. La période la plus dure de la Révolution, celle de la Convention a été plus active que la phase du Directoire. On verra qu'en raison des craintes qu'inspire l'école populaire le XIX<sup>e</sup> siècle hésitera longtemps à se lancer dans un vaste programme d'éducation nationale.

## **II. La mise en place du réseau des écoles et leur fonctionnement pendant l'ancien régime**

### **1. La présence scolaire dans les campagnes**

Il est difficile de mesurer la présence scolaire dans les campagnes. En 1826, date à laquelle les choses n'avaient probablement guère évolué depuis la Révolution, on trouvait, selon Dupin, des écoles dans 80% des communes de la France du Nord et dans 50% de celle du Sud. Mais celles-ci s'adressaient prioritairement aux garçons. On ne dispose pour l'ancien régime que des comptes partiels qui confirment la supériorité septentrionale et aussi le déséquilibre entre garçons et filles:

- Ainsi, dans le diocèse de Rouen vers 1710-1717, il y a pour 1159 paroisses, 855 écoles de garçons et 306 de filles;
- dans celui de Tarbes, en 1783, sur 407 paroisses, on compte 157 écoles de garçons et 14 écoles de filles.
- En 1789, dans le diocèse de Castres, sur 370 communautés, il n'y a que 80 écoles de garçons et 23 écoles de filles.

Mais, malgré les directives répétées des évêques (prévoyant de lourdes peines d'amende et révocation), nous avons la preuve que dans beaucoup de villages, les filles fréquentaient la même école que les garçons dans certains diocèses comme ceux de Reims ou de Châlons-sur-Marne (mais avec de strictes précautions pour séparer filles et garçons). Il n'en demeure pas moins que la moindre fréquentation scolaire des filles explique les décalages de la proportion de signants selon le sexe entre les régions. En outre, on le sait par des documents qualitatifs, les filles vont moins à l'école que les garçons quand cela leur est possible et moins longtemps. Ce qui résulte nettement d'un refus d'instruire les filles, aussi bien celles de l'élite que des classes populaires: personne ne considère que l'instruction féminine peut être

utile. La crainte de la promiscuité des garçons et des filles est manifeste. Par ailleurs, il était difficile de trouver des maîtresses d'écoles formées. Bernardin de Saint Pierre excluait bien les filles de son projet d'école de la patrie pour leur laisser le plaisir d'être instruites par leur mari. Nous reviendrons spécifiquement sur ce problème de l'instruction des filles.

Que sait-on du recrutement, de la formation et du financement des maîtres et maîtresses d'écoles ruraux? Assurément leur nombre s'accroît au XVIII<sup>e</sup> siècle, mais il est sans doute difficile de généraliser à partir de quelques exemples.

Maîtres et maîtresses d'école sont choisis et évalués par les curés de village et l'on attend d'eux trois niveaux de compétence qu'il n'est pas facile de vérifier pour un historien: aptitude à apprendre la lecture (essentielle du point de vue de l'Eglise), à écrire, et à calculer. Mais on attendait des instituteurs recrutés beaucoup d'autres services comme en témoigne la liste des diverses fonctions d'un maître d'école recruté dans un village près de Melun en 1788:

- Apprendre aux enfants le service de la messe
- Chanter les offices
- Accompagner le prêtre porteur du T.S.Sacrement
- Sonner *l'Angelus* 2 fois par jour. Sonner les obit
- Entretenir l'horloge de l'Eglise
- Entretenir les ornements liturgiques
- Balayer le chœur de l'Eglise
- Préparer l'autel
- Accompagner les enterrements
- Apprendre à lire, écrire et compter aux enfants

Sur 12 articles prévus dans le contrat, 3 seulement concernent l'école et ils sont placés en fin de liste. Il convient d'ajouter que les maîtres exercent éventuellement d'autres métiers, assez fréquemment cabaretiers ou barbiers. Rétif de La Bretonne raconte que le maître de son village bourguignon fendait de l'osier ou fabriquait des échelas (pieux pour soutenir les vignes) tout en écoutant ses élèves ânonner

Les salaires sont difficiles à cerner et très variables, car selon les lieux, le maître est payé sur la dîme, par les parents directement ou par la communauté. Une clause de gratuité est souvent annexée aux contrats en faveur des plus modestes enfants. Au total, ce n'est pas un métier tout à fait dédaigné, tant s'en faut: en 1769, dans un village de Champagne, un maître reçoit dans les 200 livres tournois (fournis par les élèves, par la communauté et par le curé). Les maîtresses sont moins bien payées, mais

assez souvent épouses des maîtres. Les salaires d'instituteurs paraissent intéressants par rapport à ceux des journalier ruraux: en outre noter les avantages en nature (logement, sans doute cadeaux divers qui se perpétuent jusqu'au XIX<sup>e</sup> siècle). Quand on recherche un maître, les candidatures sont assez nombreuses, plutôt locales dans le nord, à plus vaste rayon d'action dans le Sud. Il semble encore plus difficile de recruter les maîtresses d'écoles qui sont rares, du moins en ce qui concerne celles qui sont compétentes.

On ne sait pas grand chose du fonctionnement scolaire. Le maître enseigne chez lui, mais il existe notamment en Normandie des maisons-écoles pourvue de bancs et de tables.

- Ce qui caractérise cet enseignement, c'est sa soumission aux rythmes agraires. On note, quand on les connaît, une extrême dispersion des durées de l'année scolaire généralement concentrée sur la mauvaise saison: elle cesse de manière absolue au moment des gros travaux agricoles qui peuvent s'étaler durant 3 à 6 mois.
- L'horaire est généralement le même qu'en ville: de 8 à 11 heures et de 2 à 4 heures, plus ou moins modulé selon la saison. Il est vrai que les parents sont très inégalement intéressé par cet enseignement.

## 2. Un meilleur encadrement urbain

La ville a la réputation vérifiée plus ou moins par les statistiques -mais justifiée généralement - de mieux assurer que les campagnes la formation élémentaires des enfants. En fait on a des exemples contraires, même dans une grande ville comme Rouen où les immigrants ouvriers sont plus alphabétisés que les natifs.

En fait, c'est en ville -base stratégique de la réforme catholique- qu'ont été tentés le plus tôt la création d'infrastructures d'écoles gratuites (notamment à partir des hôpitaux) et également des expériences pédagogiques de premier plan: il n'y a ni frère des écoles chrétiennes ni Ursulines dans les villages.

Pour partir des écoles gratuites, notons leur existence à Rouen (dans les 4 quartiers) dès le XVI<sup>e</sup> siècle, à Paris (écoles des pauvres dans chaque paroisse) ou à Lyon.

Par la suite, l'expérience lyonnaise est intéressante: là un homme charitable, l'abbé Charles Démia (1637-1689) se fait l'apôtre de l'école car écrit-il *«si on ne les instruit pas, les enfants des pauvres deviennent indociles, libertins, joueurs, blasphémateurs, querelleurs, s'adonnent à l'ivrogne-*

*rie, à l'impureté, au larcin et brigandage...deviennent enfin les plus dépravés et factieux de l'État. C'est encore de ce défaut de bonne éducation que naît la difficulté de trouver des serviteurs fidèles et de bons ouvriers, que l'on voit tant de fainéants et vagabonds par les rues, qui ne sachant que boire et manger, et mettre au monde des misérables, causent dans la ville une fourmière de gueux qui pourraient faire appréhender les désordres publics».*

Il se fait confier par l'archevêque la direction des écoles du diocèse. S'appuyant sur le séminaire diocésain pour la formation des maîtres laïcs ou clercs. Il fonde ainsi 16 écoles gratuites de garçons et de filles et apporte une réflexion intéressante sur le contenu de l'enseignement, notamment par l'apprentissage de travail manuel assurant une embauche à la sortie de l'école.

L'expérience de Jean Baptiste de La Salle a eu plus d'ampleur. Tout débute à Rouen quand un certain Adrien Nyel économiste de l'Hôpital général s'avise de relancer les écoles des pauvres du 16<sup>ème</sup> siècle manifestement tombées en sommeil. De sa rencontre avec un chanoine de Reims, Jean Baptiste de La Salle naîtra l'important institut des frères des écoles chrétiennes, les frères ignorantins, comme on les a parfois injustement appelés. J.B de la Salle, (1650–1719), fils d'un officier de justice de Reims était l'exécuteur testamentaire d'un autre chanoine qui avait légué sa fortune pour encourager la formation d'écoles des pauvres destinées aux filles et aux garçons. JB se laissa persuader de ne s'occuper que des seuls garçons, quitta son canonicat et se lança à corps perdu dans une œuvre éducative très caractéristique de l'esprit de la Contre-Réforme.

- En 1687, il crée à Reims un séminaire de maître laïcs à qui il impose des vœux de pauvreté, de chasteté, d'obéissance à leur supérieur et de dévouement absolu à l'enseignement gratuit. Ils ne peuvent recevoir aucune rétribution pour leurs services, s'engagent au silence et à la dévotion, et à l'isolement dans leur communauté.
- On verra que ces frères ont répandu une pédagogie relativement neuve
- Ils sont urbains et tiennent plusieurs classes dans chaque école (deux étant un minimum). Ils forment donc communauté.
- Surtout leur succès est éclatant. Le noviciat central est plus tard établi à Rouen, mais il existe quatre autres lieux de formations dans le royaume d'où sortiront au XVIII<sup>e</sup> siècle plus de 3000 enseignants. On compte 22 écoles en 1719, 78 en 1751 et 116 en 1789. A ce moment 769 frères encadrent 30 000 élèves (40 par classe en moyenne). Leur action concerne surtout la formation élémentaire, mais ils ont quelques établissements de type «moderne-technique» comme on dirait



aujourd'hui où l'on enseigne la comptabilité, les langues vivantes, la navigation: à Rouen et à Marseille par exemple.

- Ils sont implantés dans toutes les grandes villes sauf Lyon où ils se heurtent aux fondations de Charles Démià. Il sont parfois mal perçus par les municipalités, toujours inquiètes de voir proliférer les fondations ecclésiastiques (exemptes d'impôts et mangeuses de terrains) et aussi par certains maîtres inquiets et jaloux de leurs succès qui leur reprochent de ne pas accueillir que des élèves pauvres.

On pourrait citer parmi les ordres féminins des exemples d'institutions scolaires pour les pauvres (Ursulines par exemple).

Dans une ville se côtoient jusqu'à cinq types d'écoles primaires, le double si l'on distingue les écoles des filles de celles des garçons. L'exemple de Paris est assez éclairant mais pas unique. On y trouve:

- Des écoles paroissiales gratuites destinées aux pauvres garçons et filles. Ces écoles sont pilotées par les curés de paroisse et financées par les fidèles. Pour les filles, on emploie souvent les sœurs de saint Vincent de Paul.
- Des écoles institutionnelles également gratuites comme celles des frères de St J.B. de La Salle, ou plus restreinte comme celles fondées par un certain Charles Tabourin (1677-1762) qui se sont multipliées: 32 écoles en 1785. Ou comme celles des Ursulines qui ne sont pas les seules à accueillir des petites filles pauvres: 28 communautés participent à cette œuvre à Paris au XVIII<sup>e</sup> siècle.
- Des écoles privées laïques et payantes dépendant du Chantre de la Cathédrale qui préside à la réception des maîtres et des maîtresses, en tire bénéfice et tente d'éviter la concurrence d'autres institutions. Il y a 150 maîtresses et autant de maîtres agréés en 1750 à Paris et 201 de chaque sexe en 1789. Il s'agit de gens dont la compétence a théoriquement été vérifiée.
- Des écoles religieuses payantes, car non seulement les frères contribuent à la formation primaire, mais aussi de nombreuses religieuses et même un certain nombre de collèges que nous serions tentés de percevoir uniquement comme secondaires.
- Enfin, des maîtres et maîtresses clandestins: soit parmi les maîtres écrivains qui ruinés par l'imprimerie, ouvrent des écoles buissonnières sous prétexte d'apprentissage de l'écriture, soit des isolés qui offrent leurs services hors cadre. Tenir compte aussi de nombreux personnages de compagnie, clerics ou non, qui sont les précepteurs des enfants bien nés. Il y en a beaucoup.

### 3. Une pédagogie qui se transforme

Ce qui frappe quand on aborde (même superficiellement) l'apprentissage scolaire, c'est l'extrême inefficacité du système d'enseignement ancien, inefficacité qui ne résulte pas seulement d'une éventuelle incompétence des maîtres, mais bel est bien des options pédagogiques traditionnelles:

- On distingue trois phases qui nécessitent beaucoup d'années pour parvenir à un niveau rapidement acquis dans la première année de nos écoles primaires: lire d'abord, puis écrire, puis calculer. Quand on sait que beaucoup d'enfants ne fréquentent que sporadiquement l'école et fort peu de temps, il ne faut pas s'étonner des limites d'une méthode par définition lente. Ajouter que dans bien des écoles, les enfants n'ont pas tous les mêmes manuels. Ajouter que l'apprentissage est individuel, chaque enfant à son rythme, apprenant ses lettres ou ses groupes de lettres de manière assez rudimentaire et toujours lente, pendant que les autres chahutent doucement dans leur coin. **L'écriture** qui n'est apprise qu'après l'apprentissage de la **lecture** ne l'est pas à tous les enfants et les conditions sont très lentes en raison de cette pédagogie individuelle. Le calcul est très difficile: on ne sait apprendre ni les divisions, ni les multiplications. Les difficultés sont démultipliées par la nécessité de tenir compte de système de poids et mesure ou de monnaie très complexe duodécimaux, cloisonnés. On s'en tient à des exercices d'abaque ou à des jeux de jetons.

Les frères des écoles chrétiennes vont contribuer à améliorer cette pédagogie.

- En prenant des lectures en français, ce que faisaient depuis longtemps les pédagogues protestants.
- En imposant les mêmes ouvrages de référence. En pratiquant une méthode simultanée.
- En insistant sur la prononciation des syllabes.
- Malgré tout, la méthode reste assez lente: 10 étapes pour apprendre à lire; 12 pour l'écriture. Pour les moins doués, il faut trois ans pour savoir simplement lire; autant pour écrire.
- En remplaçant les châtiments corporels assez fréquents par des sermons et en jouant sur l'émulation, ils contribuent non seulement à l'instruction, mais aussi à l'éducation et à la formation religieuse:
  - a) Il s'agit d'une éducation fortement religieuse comportant 6 heures d'instruction religieuse par semaine, messe quotidienne et de constantes prières

- b) Il s'agit aussi d'une œuvre destinée à contribuer à la civilité, l'art de bien se comporter en société. Erasme avait déjà proposé une *Civilité puérile et honnête*, idée reprise par La Salle dans une *Règle de la bienséance et de la civilité* qui entre dans les détails des bruits incongrus, de la manière de se moucher, de tenir sa tête etc.. Cette volonté éducatrice contribue fortement aux transformations des comportements et pénètrent donc toutes les couches de la société.

Il est manifeste que l'école urbaine enrichie par l'œuvre pédagogique de certains pionniers a fourni aux jeunes urbains des possibilités d'éducation plus riches que celles dont disposaient les enfants de la campagne et assurément plus continues, non écourtées par les travaux agricoles. Encore aurait-il fallu que les uns et les autres en profitent. Il est difficile de bien mesurer le potentiel pédagogique: selon Martine Sonnet, les écoles de filles de Paris existantes étaient susceptibles disposant de 12000 places environ vers 1760 de recevoir une fille sur quatre compte-tenu de ce que l'on sait de la population enfantine de Paris, un peu plus à mon avis. Le potentiel des garçons était encore plus favorable. Il en allait de même dans les villes comme Rouen. Pourtant quand on découvre que les anciens élève de l'Hôpital Général étaient inaptes à signer, on doit admettre que la volonté individuelle, celle des parents et celle des enfants jouaient aussi un rôle important. Ce qui est certain c'est que progressivement, l'offre d'éducation s'est accrue et qu'elle a reçue davantage d'échos. Ce qui est clair aussi, c'est que la carte de l'éducation primaire correspond bien à celle des signature de Maggiolo. L'école a commandé l'alphabétisation.

### 3. Au-delà des apprentissages de base: les garçons au collège

Nous laisserons de côté ici les formations que nous considérons comme supérieures aujourd'hui, universitaires ou écoles qui n'accueillaient qu'une très faible minorité des jeunes dans un monde où la fréquentation des collèges ne concernait déjà que très peu d'adolescents dont beaucoup ne passaient pas le baccalauréat. Au-delà de ce diplôme prestigieux rares étaient ceux qui prenaient des inscriptions dans les facultés de droit ou de médecine ou de théologie réservée à de futurs professionnels ou aux plus savants des clercs.

Au Moyen Age, les facultés des arts assuraient la préparation au baccalauréat premier grade de l'enseignement supérieur. On leur reprochait leur manque de progression et leur éloignement des familles des étudiants. A la

fin du Moyen Âge on commence donc à créer des sortes de délocalisations universitaires plus proches des utilisateurs et plus structurées. Tels sont en dehors de France, en Europe du Nord, les maisons des *Frères de la Vie commune* qui ouvrent des collèges permettant des études progressives. Le modèle est copié en France où l'on trouve de nombreux collèges urbains de cette nature au XVI<sup>e</sup> siècle, notamment chez les protestants.

Les Jésuites n'interviennent que tardivement dans cette entreprise. En 1548, ils ouvrent un collège à Messine en Sicile, puis à Rome en 1551. Au départ, ils ne songent qu'à encadrer la formation intellectuelle de leurs futures recrues. Peu à peu, ils accueillent aussi les enfants destinés à d'autres carrières. Ils s'installent en France un peu plus tard, disposant de 12 collèges en 1572, de 70 en 1640, de 105 en 1760, l'essentiel de leurs maisons ayant été fondées au XVII<sup>e</sup> siècle. On distingue les collèges de plein exercice des collèges d'humanités (dépourvus d'enseignement de philosophie) et des régences (consacrées au seul enseignement des classes de grammaire).

Leurs atouts:

- Un enseignement structuré en 7 ou 8 années de la 6<sup>ème</sup> aux deux années de philosophie comportant des étapes: grammaire, humanités et rhétorique, philosophie.
- Un enseignement gratuit pour les externes, donc assez ouvert socialement. Mais on compte davantage d'internes au XVIII<sup>e</sup> siècle.
- Une hiérarchie d'âge qui s'impose progressivement: 11-12 ans en 6<sup>ème</sup>, 16-18 ans en rhétorique (1<sup>ère</sup>).
- Un enseignement farouchement centré sur l'antiquité latine (peu de grec): très tôt les cours ont lieu en latin et alors les trois quart du temps maîtres et élèves doivent s'exprimer dans cette langue: les auteurs centraux sont Cicéron, Ovide, Virgile, Horace et plus tard Tite Live et Tacite. Une connaissance profonde de l'histoire romaine accompagne cette formation.
- Il s'agit de former des esprits logiques, construits et aussi des chrétiens. On retient des leçons antiques: l'abnégation et la modestie de Cincinnatus retournant à sa charrue après avoir eu tous les honneurs, le courage, la résignation devant la mort, la soumission à Dieu et au souverain. Du reste, l'exemple antique s'inscrit dans un contexte de dense spiritualité en consacrant beaucoup de temps à la prière et à la formation du croyant (messe quotidienne, offices, oraisons diverses, instruction religieuse) comme dans les écoles.
- Si l'on se méfie de la littérature française, le théâtre joue un grand rôle, occasion de travailler l'éloquence et le maintien.

- Peu des sciences: tous les collèges n'ont pas de chaire de mathématiques. Physique reste longtemps assez rhétorique et peu marquée par les innovations des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, ce qui est étonnant dans cette compagnie qui compte de bons savants.

L'expérience jésuite et leur succès suscite concurrence et émulation. On voit se développer les collèges d'Oratoriens initiés par Bérulle:

- Il y a 26 collèges en 1760.
- Leur pédagogie est réputée plus moderne que celle des Jésuites: enseignement en français, moins de latin.

D'autres ordres comme les Doctrinaires s'établissent dans le sud de la France (62 collèges en 1760). On trouve encore des collèges de Dominicains et d'autres ordres.

Une certaine crise se révèle au XVIII<sup>e</sup> siècle:

- Chute d'effectifs dans certains grands collèges: à Rouen, le collège jésuite comptait 2000 élèves en 1662 et seulement 800 en 1760. Chez les Oratoriens de Nantes, le nombre des collégiens passent de 1200 en 1669, à 1000 en 1705 et à 600 en 1765.
- Ce déclin n'est que relatif car il résulte en partie de la multiplication des lieux d'accueil, des petits collèges et de restriction apportées aux entrées en 6<sup>ème</sup> très ouvertes au XVII<sup>e</sup> siècle.
- La crise est toutefois indiscutable: on critique les limites de plus en plus perçues de formations destinées à fabriquer des honnêtes hommes, des magistrats.
- Haine des Jésuites aboutit à leur éviction en 1762: leurs collèges sont partiellement repris par les Congrégations, mais plus souvent dans des conditions un peu houleuses par les municipalités.
- On voit apparaître en même temps des établissements de type nouveau:
  - a) Des établissements de type «moderne» où l'on procure au futur négociant les formations qui lui seront utiles dans son état: comptabilité, cours d'hydrographie, algèbre, trigonométrie, langue vivantes. J'ai signalé plus haut les écoles des frères ressortissant à ce modèle.
  - b) Il existe beaucoup d'autres institutions de ce type religieuses mais aussi privées.
  - c) Noter encore les nombreuses académies et écoles militaires à destination des jeunes nobles qui ne fréquentent pas tous les collèges.

La pédagogie est à la mode dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle. Alors qu'on avait édité 51 livres sur l'éducation intellectuelle de 1715 à 1752, on en publie 161 de 1760 à 1789.

- Il est de bon ton de critiquer les formations classiques, d'insister sur la nécessité d'un enseignement des sciences ou de la nouvelle géographie nouvelle issue des découvertes.
- On propose des projets de réforme plus ou moins convaincants: par exemple celui des consuls de Lyon (fin XVIII<sup>e</sup>) qui suggèrent entre autre chose l'enseignement des langues vivantes et celui de l'histoire régionale
- On ose même parler d'enseignement laïque, préfiguration d'une éducation nationale. En 1783, un magistrat du Parlement de Paris insiste sur la nécessité «d'une éducation placée sous l'inspection de la puissance publique parce qu'elle doit être tournée vers l'utilité et le service de l'État.
- Signe annonciateur, à peu près au même moment, dans l'ancien collège des Jésuites de Caen, la messe quotidienne des élèves est abolie...

#### 4. Pour les filles bien nées: des Lumières modestes

On constate que l'enseignement féminin aboutit en général à un moindre succès que celui des garçons, si l'on en juge par les signatures. Il est probable que le réseau des écoles est défavorable, même si localement on découvre des densités scolaires féminines supérieures à celles offertes aux garçons. Il est clair aussi que l'enseignement primaire féminin est moins bon et se transforme souvent en enseignement religieux et ménager au détriment de la lecture et de l'écriture. Il est manifeste que la volonté sociale de réduire la formation féminine au strict minimum pèse dans cette affaire. On aperçoit le même désintérêt pour l'instruction féminine au sein des familles de l'élite.

Certes, il ne manque pas de voix pour demander que soit prise en compte la formation des futures mères mais en limitant les perspectives intellectuelles.

- **Vivès**, dans *l'Institution de la Femme chrétienne* (1523) prône une éducation pour les filles mais séparément des garçons avec un programme minimum:
  - a) Lire et écrire
  - b) Et une éducation centrée sur les tâches ménagères
- **Luther** favorable à instruction des filles pour lire la Bible
- **Avec C.R.**, solide réflexion sur éducation féminine pour lutter contre le Protestantisme:
- **Fleury** dans son *Traité sur le choix et la méthode des études* (1685)

consacre un chapitre à l'instruction des femmes au-delà de la lecture, il leur faut:

- a) Consacrer leur loisir à des études sérieuses plutôt qu'aux romans et rubans
  - b) Rédaction
  - c) Arithmétique
  - d) Pharmacopée
  - e) Un peu de droit en cas de veuvage
- **Fénelon** dans *De l'éducation des filles* (1687) propose même un peu de latin comme pis aller contre l'oisiveté.
  - **Madame de Maintenon** fondatrice de la Maison royale de Saint-Cyr prend en main l'éducation de 250 jeunes filles nobles mais désargentées. Avec un programme de ce genre.

On est parvenu pour la fin XVIII<sup>e</sup> siècle à reconstituer approximativement la trame de l'enseignement féminin à Paris grâce aux guides divers: 253 adresses de lieux éducatifs féminins avec une inégale concentration géographique. Ce qui nous intéressera ici, c'est ce qu'on offre comme éducation au-delà des rudiments aux jeunes filles bien nées.

#### Clientèle des pensionnats

Il s'agit de jeunes filles appartenant à des milieux comparables à ceux que l'on aperçoit dans les collèges, plutôt plus huppés, car on n'y trouve guère -à Paris du moins- d'enfants d'artisans bien présents dans les collèges de garçons:

- Nobles 10%
- Officiers 35%
- Financiers 5%
- Négociants 10%
- Marchand 24%
- Autres 15%

Les prix de pension sont élevés, parfois supérieurs à 1000 livres par an.

On a probablement exagéré le renfermement des jeunes filles. En tout cas, à Paris, la durée de séjour est finalement assez courte, peut-être plus longue en province. Sur plus de 1000 pensionnaires observées de 1704 à 1792, 35% ne demeurent qu'une année, 25% deux ans, 24% trois à quatre ans, 16% plus longtemps. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, beaucoup n'y vont que pour préparer leur communion. Les longs séjours sont liés à des circonstances particulières: orphelines, parents à l'étranger. Dans certaines maisons, on exige deux ou trois années pour permettre des cursus par paliers comparables à ceux des

collèges: c'est le cas à St Cyr (4 divisions) ou chez les Ursulines. Pour celles qui font un véritable cursus, l'âge d'entrée très variable: 6 à 8 ans, plus jeunes si orphelines. Sortie vers 16 ans.

### Les enseignantes

Les religieuses jouent un rôle important: elles sont nombreuses et se consacrent souvent parallèlement à l'alphabétisation des filles pauvres qui sont externes et à celui des filles bien nées, pensionnaires sans contact avec les enfants des classes populaires.

Les compétences de ces maîtresses font apparemment l'objet d'un soin particulier, du moins dans les ordres voués à l'enseignements: certaines maisons organisent de véritables recyclages des maîtresses. Mais ce qui est vrai chez les Ursulines ou à la congrégation Notre-Dame, ne l'est pas dans un grand nombre de maisons où l'on accueille les jeunes filles sans vraiment les former.

- Même dans les meilleurs cas, il est manifeste que ce corps enseignant ne se compare pas à celui des collèges où l'on compte d'authentiques savants et de véritables érudits. Tout est plutôt centré sur l'éducation d'une mondaine honnête et chrétienne. Dans les bonnes maisons, on note la présence de maîtres de musique, de maîtres à danser.
- On s'aperçoit du reste -autre différence par rapport au collège où l'année scolaire est très rythmée et la progression construite que le calendrier scolaire est inexistant au couvent où l'on entre et sort de manières variées (Ursulines plus strictes, on y entre au printemps et à l'automne).
- Seule règle stricte les horaires journaliers. Dans les couvents, les pensionnaires se lèvent tôt (entre 4 et 7 heures) et se couchent entre 19 heures 45 et 21 heures. Mais le temps scolaire proprement dit est de 5 à 6 heures

### Objectif éducatif faire des femmes du monde ayant du maintien

- Ségrégation entre âges, milieux etc.
- Surveillance constante (dans certaines maisons, deux sœurs travaillent ensemble pour mieux contrôler).
- Le corps est objet de méfiance. On lutte contre la gourmandise. On parle peu de l'intimité de la toilette en dehors de main et de figure et chevelure; on prohibe la nudité.
- On apprend à rendre le corps modeste, à contrôler sa voix, à veiller à son port: les religieuses vivent dans la crainte des penchants des filles à



la volupté. L'écolière idéale est silencieuse et immobile. Tout est dominé par l'idée que les jeunes filles portent le mal en elles et qu'il faut le leur arracher.

**Le contenu: de petites sciences**

– **AIMER ET CONNAITRE DIEU**

- a) Fondamental et sans cesse rappelé: le rôle de la catéchèse, de la prière, des intentions de travail
- b) Mots pour apprendre à lire sont empruntés aux thèmes religieux
- c) Messe quotidienne
- d) Catéchisme par cœur
- e) Processions
- f) Etape décisive de la 1ère communion vers 11–12 ans (un an plus tard pour les garçons). L'année de préparation des filles est plus marquée que celle des garçons. D'où l'utilité du couvent pour les filles bien nées: cela évite d'accompagner les enfants au catéchisme plusieurs fois par semaine. Il existe même des «classes blanches».

– **DES CONNAISSANCES QUI PERMETTENT DE SE FAIRE DISTINGUER.** Les couvents chics offrent une éducation destinée à l'agrément, mais crainte d'en apprendre trop aux filles qui leur enfleraient l'esprit.

- a) Musique, danse, histoire et géographie mais aussi approfondissement de l'orthographe et de la grammaire.
- b) Une formation morale et sociale car les femmes sont nées pour faire les délices de la société par les charmes de l'esprit et de la figure. Elle doivent en faire le bonheur par leur caractère et leur vertu (Jaillot, 1772).
- c) Au total, finalité proclamée est préparer les femmes à entrer en religion ou à se marier.
- d) Les hommes et beaucoup de femmes approuvent ce programme. Parmi les leaders révolutionnaires, beaucoup ne sont pas hostiles à cette éducation. Condorcet et certaines femmes de l'élite se rebellent contre un système qui les minorent. Cela reste marginal et il faudra un siècle encore pour que s'esquissent de vraies perspectives d'égalité.

## Conclusion

Il est difficile de mesurer le pourcentage des scolarisés dans la France d'Ancien régime. L'école pesait faiblement sur les petits paysans, mais obtient dans le nord du moins, surtout auprès des garçons d'assez jolis succès. Encore plus en ville où certains fils d'artisans accèdent au collège. Les inégalités sociales, sexuelles et régionales sont encore assez grandes, les motivations familiales incertaines. Malgré tout, le XVII<sup>e</sup> siècle très prosélytique et le XVIII<sup>e</sup> éclairé ont finalement été très favorables à l'envol de l'école. Avec des outils imparfaits l'Église y a fortement contribué. D'un certain sens, la Révolution et le XIX<sup>e</sup> siècle s'inscriront plus en continuité qu'en rupture avec succès: vers 1900, presque tous les petits Français seront scolarisés.

### III. Le XIX<sup>ème</sup> siècle: entre conservatisme et progrès

Ce titre peut sembler contenir un jugement plus ou moins sévère mais il rend compte d'un fait pratiquement immuable d'un bout à l'autre du siècle, celle d'une école à deux vitesses, en fait de deux écoles, celle des bourgeois et celle du peuple. Lisons ce texte de l'an VIII que Jules Ferry n'aurait pas renié.

*«..Dans toutes les sociétés civilisées, il y a nécessairement deux classes d'hommes, l'une qui tire sa subsistance du travail de ses bras, l'autre qui vit du revenu de ses propriétés ou du produit de certaines fonctions pour lesquelles le travail de l'esprit a plus de part que celui du corps. La première est la classe ouvrière, la seconde est ce que j'appellerai la classe savante. Les hommes de la classe ouvrière ont bientôt besoin de travail, et les enfants eux-mêmes ont besoin de prendre de bonne heure la connaissance et surtout l'habitude et les mœurs du travail pénible auquel ils se destine. Il faut qu'une éducation sommaire mais complète en son genre leur soit donnée et que bientôt ils puissent entrer dans les ateliers ou se livrer aux travaux domestiques ou ruraux. [Ainsi], il doit y avoir deux systèmes complets d'instruction qui n'ont rien de commun, l'un avec l'autre. Je regarde comme une grande erreur de croire que les écoles primaires se lient avec les écoles centrales et en sont comme le vestibule..».*

Ce texte paraît aujourd'hui incroyablement réactionnaire. Il reflète bien les mentalités bourgeoise du XIX<sup>e</sup> siècle de l'école et même en partie, celles du XX<sup>e</sup> siècle.

## 1. Les étapes de l'histoire scolaire

Après les fastueux projets de la période proprement révolutionnaire inaccomplis faute de temps et de moyens, Napoléon tend à retourner à la case départ. Il laisse l'enseignement primaire à la charge des communes. Une ordonnance de 1816 prévoit qu'il doit y avoir une école par commune et l'accueil gratuit des indigents: texte assez proche de ceux de l'ancien régime, mais cela se traduit guère par des réalisations concrètes ou des impulsions décisives. Le niveau d'alphabétisation assez honorable enregistré en 1820 est encore le résultat de la formation d'ancien régime que la Révolution a peut-être -mais à peine-ralentie. Il s'envole par la suite à partir d'une législation efficace. Peu à peu tous les enfants vont à l'école: Jules Ferry n'imposera la scolarité que lorsqu'elle sera effective et réalisée. En 1880, tout est déjà acquis. Ce qu'ajoute la loi, c'est une présence de plus longue durée et donc une efficacité accrue de l'école.

**Tableau 5.** Nombre des écoles et nombre des élèves (ces derniers en millions)

Date	Communes sans école	Garçons scolarisés	Filles scolarisées
1821		1,0	0,5
1832	11 438	1,2	0,7
1837	5 567	1,9	0,7
1847	3 213	2,2	1,3
1863	818	2,3	2,1
1880	159	2,7	2,6
1890	0	2,78	2,73

Diverses mesures réglementaires ou législatives vont contribuer à améliorer les conditions scolaires.

- En 1833, Guizot implique davantage l'État au plan financier et esquisse l'organisation d'une inspection départementale. On le verra, il se préoccupe aussi fortement de la formation des maîtres.
- En 1850, la loi Falloux crée un conseil académique: les instituteurs seront désormais nommés par des recteurs départementaux puis à leur disparition (avant l'instauration des académies) par les préfets. En fait opération catholique en faveur des congrégations qui menace un instant l'œuvre de Guizot. Les successeurs de Falloux seront moins favorables aux congréganistes.

- Sous le second Empire, de nouvelles dispositions financières permettent aux communes d'assurer la gratuité pour les familles sans ressource.
- Progressivement, les communes sans école se font plus rares: il y en a 14 000 en 1829, 3 123 en 1847 et 813 en 1863. En 1890, seulement 10% des garçons et 15% des filles ne savent pas signer leur nom au mariage. On a là, le résultat de l'œuvre scolaire avant l'effort de la III<sup>ème</sup> République.
- En 1882, la loi Ferry rend l'école obligatoire jusqu'à 13 ans (ou 12 ans pour les enfants obtenant le certificat d'études à cet âge). Le principal effet, très bénéfique, de la loi Ferry est d'accroître la proportion des grands enfants scolarisés; ainsi se construit une masse scolarisée plus importante. Les jeunes vont tous à l'école désormais et y demeurent plus longtemps.

## 2. Un encadrement toujours amélioré

Longtemps subsiste l'héritage du 18<sup>ème</sup> siècle de maîtres plus ou moins hétéroclites, venus d'horizons très divers:

- Nombreux religieux
- Rôle retrouvé des congrégation en ville et même en campagne
- Cumul des mandats des instituteurs ruraux qui sont aussi sacristains et secrétaires de mairie.
- Problème de mauvais salaires contraignant à exercer d'autres métiers

En 1816, on leur impose un brevet de capacité délivré par les recteurs qui deviendra sous Guizot en 1833 le brevet élémentaire ou supérieur selon le degré. La loi de 1833 crée aussi un corps d'inspecteur académiques.

Pendant très longtemps les religieux congréganistes pour la plupart sont très présents dans le corps enseignant: encore en 1879, la plupart des maîtresses sont majoritairement des religieuses (plus de 60%) et pas toujours très savantes. A la même date, on compte encore 15% d'instituteurs qui sont des clercs. Les écoles des frères sz saint Jean Baptiste de la Salle accueillent plus d'élèves qu'au XVIII<sup>e</sup> siècle.

Le fait nouveau découle d'une volonté de **laïcisation** de l'enseignement. On commence tôt à créer des **écoles normales d'instituteurs**: dès 1828 pour les hommes: sous l'impulsion de Guizot qui en prévoit une par département, elles se multiplient. On en compte 71 en 1837 du côté masculin. Pour les maîtresses, l'évolution est plus lente: 8 en 1848, 11 en 1863, mais il existe des cours normaux moins poussés qui témoignent – même à ce niveau –

de l'acceptation passive de l'inégalité. Sous la III<sup>ème</sup> République, l'évolution est rapide cependant du côté féminin: 48 écoles normales féminines en 1881, 81 en 1886, 85 en 1891. Le système se met en place: recrutement par concours, octroi de bourses, formation limitée mais rigoureuse. Ajoutons que pour encadrer les écoles normales, ont été créées dans les années 1880 deux grandes écoles destinées à fournir les professeurs des futurs instituteurs l'Ecole normale supérieure (masculine) de Saint-Cloud et celle (féminine) de Fontenay (en 1880).

La réforme de Ferry outre l'obligation de scolarité déjà mentionnée aboutit à laïciser l'enseignement primaire public (par les lois de 1882 et de 1886, les prêtres sont écartés de l'école, le catéchisme doit être enseigné à l'extérieur des locaux scolaires, les crucifix sont supprimés dans les classes.; les instituteurs congréganistes doivent être remplacés dans les 5 ans; les institutrices aussi, mais les délais ne sont pas formulés.

Les instituteurs et a fortiori les institutrices formés dans les écoles normales ne sont en fait majoritaires dans les écoles qu'à la fin du siècle. On a souvent insisté sur l'aspect laïc, anticlérical de ces «hussards noirs de la République». A la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, il restent moins anti-religieux qu'on ne l'a dit: encore après Ferry, on récitera les prières dans certaines écoles publiques. Les vrais heurts sont ultérieurs et confortent un secteur privé qui dans le primaire n'est pas négligeable.

Ce qui est évident, c'est l'amélioration de la formation de 1800 à 1900. Mais c'est une œuvre par accumulation.

Ces instituteurs plutôt mal payés ne sont pas toujours les petits notables de village que l'on décrit: fraîches émoulues des écoles normales, les institutrices ne sont pas toujours bien accueillies. A cela s'ajouteront, à la fin du siècle, les luttes idéologiques.

Il convient aussi de noter une autre importante victoire qui est celle des constructions scolaires. Déjà un certain effort avait été fait sous le second empire, mais on en restait souvent à des locaux assez rustiques. Une véritable planification des constructions scolaires a lieu à partir de Jules Ferry qui sait voir grand: dès 1883, le gouvernement engage 264 millions de francs pour s'approprier ou construire 20 000 écoles, en renouveler le mobilier. Cet effort continu aboutit à des écoles types: garçons et filles sont séparés; des couloirs vitrés desservent des salles hautes, bien chauffées en hiver, des cours de récréation vastes, bitumés, plantés d'arbre accueillent les enfants, un matériel pédagogique type est mis à la disposition des maîtres: instruments de mesure du système métrique, cartes; les livres scolaires sont évidemment uniformisés.

### 3. Évolution des méthodes

Si l'enseignement simultané triomphe au XIX<sup>e</sup> siècle, il convient de signaler une expérience de **l'enseignement mutuel** imaginé et pratiqué au début du siècle par les anglo-saxons. Un seul maître pouvait prendre en charge plusieurs centaines d'élèves, ceux-ci s'entraîdant mutuellement compte-tenu de leur niveau: les forts s'occupant des faibles dans une matière sous la houlette d'un moniteur, élève choisi en raison de son niveau et de son aptitude au commandement. Le maître n'était plus qu'un chef d'orchestre, maître d'une symphonie fondée sur l'émulation. De grands esprits (Ampère, J.-B. Say, le duc de Broglie) soutenaient ce nouveau mode d'instruction élémentaire. Hugo s'en enthousiasma. En 1820, on compte 1300 écoles mutuelles et 150 000 élèves suivent ce mode d'enseignement soutenu par le gouvernement (qui y trouve une source d'économie) mais décrié par le clergé et surtout par les frères des écoles chrétiennes qui restaient attachés à l'enseignement simultané de type magistral. La tentative mutuelle s'effondra avec le retour des ultras au pouvoir: les écoles sont placées en 1822 sous la tutelle des évêques et les crédits retirés aux écoles mutuelles qui passent de 1500 en 1821 à 258 en 1827.

Il n'en demeure pas moins que le contenu scolaire progresse sensiblement. La lecture devient primordiale, puis l'orthographe et l'écriture que l'on réduit à la simple cursive. Les problèmes de calcul sont simplifiés avec le système métrique et grâce à la mise au point de techniques pédagogiques efficaces. L'enseignement religieux reste jusqu'à Ferry fortement présent.

Peu à peu l'emporte une vision encyclopédique des savoirs à acquérir, une vision cadrée, limitée aux perspectives sociales des élèves appartenant aux classes populaires. Le champ du savoir déborde la lecture, l'écriture ou le calcul et l'histoire sainte: il est une école du langage: on lutte notamment contre les langues régionales.

- La littérature française a une place avec un corpus de récitation (au centre l'inépuisable Victor Hugo).
- Une histoire nationale centrée sur la nation et quelques héros patriotes (de Vercingétorix à Jeanne d'Arc) et un poids particulier est attaché à la Révolution
- Une morale civique et républicaine attachée à l'égalité et à la liberté
- La croyance positive au progrès de l'esprit humain
- En fait trois thèmes sous-jacents: patriotisme, républicanisme, rationalisme.

C'est là le point terminal d'un enseignement qui se veut fédérateur qui le sera en 1914, où le service de la patrie républicaine a remplacé celui de l'Église.

Dans un cas comme l'autre, on note qu'il s'agit d'un enseignement de masse, coupé des élites. En 1900, tous les jeunes Français de 6 à 12 ans sont scolarisés, (y compris les filles): mis au travail intellectuel, en formation civique, tout en restant dans leur condition.

#### 4. Les élites restent classiques

On insistera peu sur l'enseignement secondaire masculin qui n'innove guère dans ce siècle après la réflexion assez neuve des écoles centrales de la Révolution qui était résolument moderne (langues vivantes etc..)

En 1802, une loi rétablit en fait le système d'ancien régime en créant les lycées (renommés collèges royaux de 1815 à 1849) au chef lieu de département et les collèges communaux dans les villes plus petites: en fait il n'y a que 37 lycées en 1812 et 86 en 1865, 100 en 1887. Toutes les préfectures n'ont pas forcément de lycée et Paris en a quatre. Le personnel des lycées est le plus qualifié et le mieux payé (agrégation de lettre, de grammaire et de science à partir de 1812). Les collèges sont moins bien encadrés. Ce qui caractérise le second degré du, c'est son immobilisme.

Faiblesse des effectifs partagés entre enseignement public et enseignement confessionnel (ce dernier favorisé par la libérale loi Falloux qui autorise les ouvertures d'écoles secondaires religieuses).

**Tableau 6.** Les effectifs du secondaire au XIX<sup>e</sup> siècle

<b>1806</b>	22 000 élèves dans les lycées et collèges d'État et 26 000 dans le privé, c'est l'effectif qu'on peut calculer déjà en 1789
<b>1820</b>	33 000 dans le public, 20 000 dans le privé
<b>1840</b>	45 000 dans le public, 31 000 dans le privé
<b>1865</b>	32 600 dans les lycées, 38 600 dans les collèges communaux et 35 000 dans les secondaires privés, augmentation à peine modifiée eu égard à la croissance démographique
<b>1880</b>	80 000 dans le public et 78 000 dans le privé on reste sur sorte de constante compte-tenu de l'évolution de la population

- En dépit des bourses, les études sont coûteuses surtout pour les pensionnaires nombreux dans les collèges libres (67% en 1865) et à peine moins dans le public (55% dans les lycées, 40% dans les collèges). Par définition, les enfants sont bourgeois ou petits bourgeois
- L'internat reste très fréquent:
  - a) 1809: 67,9%
  - b) 1865: 53,3%
  - c) 1898: 37,9% des élèves dans l'enseignement public, mais encore 67% dans l'enseignement confessionnel.
- La formation reste très axée sur les études classiques, calqué sur le modèle des Jésuites:
  - a) Importance du latin (10 heures hebdomadaires en 6<sup>ème</sup>) qui est présenté comme formateur et important pour le style et la pensée. Le latin imprègne tellement l'éducation que l'on s'inspire du modèle de la version latine pour apprendre les langues vivantes: un désastre.
  - b) On s'en tient aux auteurs classiques français et antiques
  - c) Volonté assez étrange de gratuité et de rhétorique
  - d) Néanmoins les sciences, écartées en 1821 jusqu'à la rhétorique sont réintroduites en 1826-1830 après la seconde, puis après la Troisième (en 1847, dès la 4<sup>ème</sup>) et les langues étrangères d'abord facultatives deviennent obligatoires. En 1852, on propose une bifurcation à partir de la 3<sup>ème</sup> entre la voie littéraire et la voie scientifique modifiée plus tard et partant alors de la seconde. Victor Duruy va tenter de créer un enseignement moderne spécial sans latin orienté vers la profession (durée de 4 années): succès certain qui conduit en 1886 à l'allonger et à mettre sur pied un baccalauréat spécial, rebaptisé moderne en 1891.

## 5. La lente émergence du secondaire féminin

Il y aurait beaucoup à dire sur l'éducation des filles du XIX<sup>e</sup> siècle dans la bourgeoisie qui programme de futures mères au foyer. D'où, pendant longtemps se perpétue l'éducation au couvent plus consacrée à la formation religieuse et mondaine qu'à une véritable instruction. Car il y a un modèle de femme à produire:

- Faible et gracieuse
- Affective
- Excellente dans le détail



- Peu créative
- Inégalité proclamée en somme: même Mgr Dupanloup prélat libéral du milieu du siècle est favorable à une éducation de femme et de mère, une femme d'intérieur, qui ne s'étend pas en dehors de la maison.
- Le but est bel et bien le mariage: une jeune fille quitte le couvent ou la pension vers 16 ans pour entrer dans le marché matrimonial.

La tentative de **Duruy** est intéressante dans la mesure où elle caractérise une première volonté de faire bouger les choses, non pas tant pour permettre aux femmes d'exercer un métier que pour lui faire assumer les transformations du monde. Il cherche aussi à mordre l'enseignement confessionnel. En 1867, il crée sans grand moyen dans une quarantaine de villes des cours secondaires pour jeunes filles: conférences en externat que suivent éventuellement les mères accompagnatrices. Pas de religion, des lettres, des sciences, des langues, du dessin, de l'histoire. Les réaction ecclésiastiques font capoter le projet.

La République va revenir sur ce sujet: par anticléricalisme pour arracher les femmes à l'Église, par conviction aussi. Vaste débat autour de la loi de **Camille Sée**, beaucoup de députés républicains ne cachant pas leur préférence pour la femme au foyer et les études désintéressées. Il n'en demeure pas moins qu'en 1881, un véritable enseignement secondaire de jeunes filles est créé et aussi l'École normale supérieure de Sèvres pour leur donner des femmes professeurs. Mais on insiste ainsi sur la féminité: agrégation féminine, fantasme sur la différence pédagogique. En 20 ans, 41 lycées et 29 collèges féminins sont ouverts en dépit des réticences d'une partie de la bonne société. De 1861 à 1896, moins 300 baccalauréats sont accordés aux jeunes filles, très peu parmi elles entrent dans l'enseignement supérieur. Les choses ont bien changé depuis comme le montre le tableau suivant.

**Tableau 7.** Les admissions au baccalauréat en France (1876–1998)

Année du bac	admis	Année		% d'une génération	
		du bac	de naissance	Garçons	Filles
1876	6100				
1909	6956				
1926	11372	1918	1900	2,6%	0,3%
1935	27315	1938	1920	5,6%	2,7%
1950	32362	1958	1940	10,7%	10,2%
1980	222429	1978	1960	21,2%	30,0%
1998	488054	1997	1979	54,6%	68,8%

## Conclusion

Du XVII<sup>e</sup> au XIX<sup>e</sup> siècle se met en marche un système qui aboutit à scolariser toute la jeunesse. C'est un fait essentiel aussi bien pour la vie des individus transformés par une instruction même minimale; c'est important pour la société qui s'homogénéise et s'identifie davantage dans une nation.

Parvenu à son premier terme -celui de Ferry- le progrès marque le droit à l'instruction et la fin du bagne des enfants qui désormais échappent au travail forcé.

Cependant, le système contribue à renforcer la ségrégation sociale ou du moins à la maintenir: le jeune des classes populaires a peu de chance d'accéder au secondaire. En 1886, la mise sur pied d'un enseignement primaire supérieur, cycle court de 4 années pour les meilleurs élèves du primaire répond à un besoin en s'inspirant des dispositions d'une législation de Guizot qui avait eu peu de succès en 1833. Elles accueillent les futurs instituteurs et ce qu'on appellerait aujourd'hui des agents de maîtrise ou des cadres intermédiaires. On comprend dans cette filière les cours complémentaires. Il faudrait aussi évoquer les assez nombreuses filières techniques qui se mettent alors en place (souvent dans l'enseignement confessionnel). Tout cela est évidemment important, mais très séparé de la filière bourgeoise des lycées et collèges.

La création des lycées féminins constitue un virage non perçu à l'époque: encore peu de baccalauréats, davantage de diplômes d'études secondaires. Il faudra attendre 1920 pour trouver un enseignement féminin homogénéisé et davantage pour reconnaître une jeunesse unique où du reste les filles réussissent mieux que les garçons, mais où subsistent bien des facteurs d'inégalité.

Deux autres sujets pourraient être encore abordés à propos de la scolarité du XIX<sup>e</sup> siècle: l'émergence d'une école maternelle réussie et le renforcement de l'enseignement supérieur (grandes écoles et résurrection des universités).

Ce qui est évident, c'est que la jeunesse est de plus en plus prise en main par l'État, après l'avoir été par l'Église. Changement important qui mord sur le rôle traditionnel de la famille en tant que lieu de formation et que cellule de travail.

Ce travail qui a tellement mobilisé les enfants des classes populaires longtemps écartés de l'école.

**Références**

- P. Albertini, *L'école en France XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles*, Paris, 1992
- R. Chartier, M. M. Compère et D. Julia, *L'éducation en France, du XVI<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, 1976.
- F. Furet et M. Ozouf, *Lire et écrire*, Paris, 1977, 2 volumes.
- M. Gontard, *L'enseignement primaire en France de la Révolution à la loi Guizot*, Paris, 1957.
- B. Groperrin, *Les petites écoles sous l'ancien régime*, Rennes, 1984.
- J. Houdaille, «Les signatures au mariage de 1740 à 1829», *Population*, 1977, 1, p. 65-90.
- M. Fleury et P. Valmary, «Les progrès de l'instruction élémentaire de Louis XIV à Napoléon III, d'après l'enquête de Louis Maggiolo (1877-1879)», *Population*, 1957, 1, p. 71-92
- A. Prost, *L'enseignement en France, 1800-1967*, Paris, 1979.
- R. Rémond, édit., *Histoire générale de l'enseignement et de l'éducation en France*, Paris, 1981, 4 tomes.
- J. de Viguerie, *L'institution des enfants*, Paris, 1978.
- A. Thiercé, *Histoire de l'adolescence*, Paris, 1999.

JEAN-PIERRE BARDET (Paryż)

## SZKOLNICTWO PODSTAWOWE I ŚREDNIE WE FRANCJI W XVII–XIX WIEKU (STRESZCZENIE)

Stan zachowanych materiałów źródłowych pozwala historykom na przeprowadzenie w miarę pełnych i szczegółowych badań nad szkolnictwem we Francji na przestrzeni XVII–XIX wieku. W celu określenia zasięgu szkolnictwa podstawowego (podlegała mu największa liczba dzieci) rozpoczęto w 1877 roku badania aktów ślubów. Badania te, w wyniku których przeprowadzono wnikliwą analizę podpisów składanych na dokumentach, objęły swoim zakresem następujące lata: 1686–1690, 1786–1790, 1816–1820. Zostały one zakończone wnioskami dotyczącymi stopnia alfabetyzacji małżonków i świadków, różnic pomiędzy kobietami i mężczyznami, poszczególnymi regionami Francji, środowiskami społecznymi oraz miastem i wsią.

Analiza sytuacji szkół wiejskich przysparza nieco większych trudności, niemniej można na jej podstawie wysnuć wnioski dotyczące warunków pracy nauczycieli, ich wynagrodzeń, obowiązujących programów nauczania, środowisk, z jakich wywodzili się uczniowie. Badania szkół miejskich (Rouen, Paryż, Lyon) podejmują podobną problematykę i wskazują na istnienie pięciu różnych typów szkół podstawowych oraz gimnazjów, w których obserwuje się zresztą spadek liczby uczniów w XVIII wieku (w 1669 r. – 1200 uczniów, w 1705 – 1000, w 1765 – 600). Niezwykle cenne dla uzyskania pełnego obrazu szkolnictwa we Francji wydają się ponadto wszystkie spostrzeżenia dotyczące tworzących się szkół dla dziewcząt i obowiązującego w nich modelu wychowania.

Wiek XIX odegrał najważniejszą rolę w procesie formowania we Francji zasad nowoczesnego szkolnictwa podstawowego i średniego. W 1882 r. ówczesny minister oświaty, Jules Ferry, wprowadził powszechny obowiązek nauki (do 13. roku życia), dzięki czemu już w 1900 r. wszystkie dzieci we Fran-

cji, zarówno chłopcy, jak i dziewczęta, podlegały obowiązkowi szkolnemu. W tym okresie również zreformowane zostało szkolnictwo wyższe kształcące coraz bardziej wykwalifikowaną kadrę nauczycielską. Zmalał wpływ Kościoła na proces wychowania i uczenia (laickie szkolnictwo elementarne), a zwiększyła się rola Państwa, co obserwujemy między innymi na podstawie doboru kadry oraz zmiany treści nauczania (wychowanie obywatelskie zgodne z republikańskimi zasadami równości i wolności, z wiarą w postęp i potęgę umysłu). Zmianie programów nauczania towarzyszyła walka z dialektami.

W wyniku wprowadzanych reform zwiększył się niewątpliwie dostęp do szkół dzieci wywodzących się z najuboższych warstw społeczeństwa. Należy jednak podkreślić, że o ile tworzony system nie wzmacniał istniejących już podziałów społecznych, to jednak w zdecydowany sposób je podtrzymywał.

KS. WITOLD JEMIELITY (Łomża)

## WSPÓLISTNIENIE NARODOWOŚCI I WYZNAŃ WE WSCHODNIM REJONIE KRÓLESTWA POLSKIEGO

### Wstęp

Jednym z ośmiu województw Królestwa Polskiego było województwo augustowskie. W 1866 r. z jego obszaru powstały gubernie łomżyńska i suwalska. Autor zamierza omówić współzycie narodowości i wyznań właśnie na tym terenie. Mieszkali tutaj Polacy, Litwini, Rusini, Rosjanie, Niemcy i Żydzi, a pod względem wyznaniowym: rzymskokatolicy, grekokatolicy, prawosławni, protestanci i starozakonni. Województwo augustowskie obejmowało części Mazowsza, Podlasia i Wielkiego Księstwa Litewskiego, z czego wynikała wielość narodowości i wyznań.

Temat dotyczy wprawdzie wschodniego rejonu, ale pośrednio przedstawia sytuację w całym Królestwie Polskim, bowiem przepisy rządowe i kościelne odnosiły się do wszystkich województw. Nikt dotąd nie zajmował się wprost tym zagadnieniem.

### I. Narodowości i wyznania

#### 1. Polacy – rzymskokatolicy

W 1897 r. w guberni łomżyńskiej Polacy stanowili 77,3% ogółu ludności, a w guberni suwalskiej: w powiecie augustowskim – 62%, kalwaryjskim – 3%, mariampolskim – 2%, sejneńskim – 20%, suwalskim – 64%, władysła-

wowskim – 0% i wiłkowyskim – 2%<sup>1</sup>. Byli rzymsko-katolikami, należeli do diecezji augustowskiej, czyli sejneńskiej, oraz do diecezji płockiej<sup>2</sup>.

## 2. Litwini – rzymskokatolicy

Na przełomie stulecia w guberni suwalskiej Litwini stanowili w powiecie augustowskim – 0%, kalwaryjskim – 77%, mariampolskim – 79%, sejneńskim – 60%, suwalskim – 8%, władysławowskim – 80% i wiłkowyskim – 70%<sup>3</sup>. Litwini i Polacy należeli do tych samych parafii, co ich do siebie zbliżało, ale pod koniec XIX wieku rodziło także i napięcia. Wówczas wśród Litwinów nastąpiło odrodzenie narodowe, które przybrało charakter ludowy. Wielką rolę w budzeniu świadomości odegrali księża litewscy. Miasto biskupie Sejny stało się ośrodkiem ruchu litewskiego, zwłaszcza po 1904 r., kiedy rząd zezwolił na używanie w druku czcionki łacińskiej<sup>4</sup>.

## 3. Rusini – grekokatolicy

Na obszarze województwa augustowskiego było dziewięć parafii unickich. Po 1866 r. dwie znajdowały się w guberni łomżyńskiej, pozostałe w guberni suwalskiej; razem liczyły ponad jedenaście tysięcy wiernych. Unicy i łacinnicy mieszkali często w tych samych wsiach. Ludność ruska zapominała rodzimego języka, księża unicy głosili kazania po polsku. W wyniku kasaty Unii w 1875 r. oficjalnie nie było grekokatolików. Po ukazie tolerancyjnym z 1905 r. większość unitów przeszła na obrządek łaciński<sup>5</sup>.

---

<sup>1</sup> E. Kaczyńska, *Spółeczeństwo i gospodarka północno-wschodnich ziem Królestwa Polskiego w okresie rozwoju kapitalizmu*, Warszawa 1974, s. 39, 41.

<sup>2</sup> W. Jemielity, *Diecezja augustowska czyli sejneńska w latach 1818–1872*, Lublin 1972, s. 1 i n.; idem, *Zarys dziejów diecezji augustowskiej czyli sejneńskiej*, Lithuania 2(1995)99.

<sup>3</sup> E. Kaczyńska, *Gubernia suwalska w świetle oficjalnych danych statystycznych w latach 1866–1914*, w: *Studia i materiały do dziejów Suwalszczyzny*, Białystok 1965, s. 249.

<sup>4</sup> B. Makowski, *Litwini w Polsce 1920–1939*, Warszawa 1986, s. 13.

<sup>5</sup> W. Jemielity, *Dekanat unicki augustowski w XIX i na początku XX wieku*, w: *Materiały do dziejów społeczno-religijnych w Polsce*, Lublin 1974, s. 157 i n.; idem, *Augustowski unicki dekanat*, w: *Z dziejów chrześcijaństwa w Augustowie*, Seria Episteme 2(1999)43–80; idem, *Kasata Unii w dekanacie augustowskim*, w: *Metraštis*, Vilnius 1998, s. 387–393 po litewsku, s. 395–403 po polsku.

#### 4. Rosjanie – prawosławni

Do powstania styczniewego wyznawcy prawosławia byli nieliczni w województwie augustowskim. Autor zajmował się szczegółowo dziekanatem prawosławnym, który pokrywał się z gubernią łomżyńską. Na jej terenie od 1834 r. była tylko jedna cerkiew wojskowa w Łomży. W 1858 r. przeszła ona pod zarząd biskupa diecezjalnego i wówczas powstała parafia. Stopniowo tworzone inne parafie: w 1878 r. w Grajewie, w 1904 r. – Ostrowi, w 1905 r. – Kolnie, w 1906 r. – Łapach. W 1870 r. do parafii w Łomży, która obejmowała zasięgiem terytorium guberni, należały 672 osoby, a w 1913 r. na tym samym terenie, już w kilku parafiach, mieszkało 7333 prawosławnych. Najwięcej było policjantów i urzędników, którzy osiedlali się w miastach i siedzibach gmin. W 1897 r. prawosławni stanowili 5% ogółu ludności guberni łomżyńskiej. Podczas pierwszej wojny światowej większość Rosjan opuściła Królestwo Polskie. W 1921 r. na terenie byłej guberni łomżyńskiej pozostały 1574 osoby wyznania prawosławnego, głównie rzemieślnicy i pracownicy kolei żelaznej<sup>6</sup>.

#### 5. Niemcy – protestanci i katolicy

W 1897 r. w guberni łomżyńskiej Niemcy stanowili 0,4% ogółu ludności, a w guberni suwalskiej: w powiecie augustowskim – 16%, kalwaryjskim – 4%, mariampolskim – 7%, sejneńskim – 1%, suwalskim – 7%, władysławowskim – 10% i wiłkowyskim – 18%. Do pierwszej guberni przybyli dopiero w XIX wieku, w drugiej mieszkali od dawna, najliczniej w bezpośrednim sąsiedztwie Prus. W guberni łomżyńskiej główne skupisko Niemców było w powiecie ostrowskim, w gminach Jasienica i Długosiodło. W pierwszej gminie w 1825 r. mieszkało 239 katolików i 866 ewangelików, w 1911 r. – 2227 ewangelików, w 1921 r. – 691 ewangelików. W gminie Długosiodło przed pierwszą wojną światową było 1060 ewangelików, z których w 1921 r. pozostało 489 osób. W powiecie łomżyńskim ewangelicy mieszkali w gminie Szumowo, we wsi Srebrny Borek: w 1822 r. – 400, w 1839 r. – 348, w 1902 r. – 480, w 1921 r. – 221 osób. Ponadto ewangelicy byli w miastach, na przykład w 1913 r. w Łomży – 339, w Łapach – 230, w Jedwabnem – 131. W 1921 r. w powiecie kolneńskim na 200 ewangelików, do narodo-

---

<sup>6</sup> W. Jemielity, *Łomżyński Dziekanat Prawosławny*, Studia Teologiczne 14 (1996) 181 i n.



wości niemieckiej przyznawało się 7 osób, w powiecie ostrowskim na 1219 – 404, w powiecie łomżyńskim na 758 – 289 osób<sup>7</sup>.

W guberni suwalskiej w 1904 r. istniały parafie ewangelickie w następujących miejscowościach: w Suwałkach z filiami w Augustowie i Sejnach, Wierzbołowie z filią we Władysławowie, Wiżajnach z filią w Wisztyńcu, Mariampolu z filiami w Kalwarii, Serejach i Wiłkowyszkach, Gudelach z filią w Prenach, Szakach z filią w Sudargach. Była również parafia ewangelicko-reformowana w Serejach<sup>8</sup>.

## 6. Żydzi

W 1897 r. Żydzi stanowili w guberni łomżyńskiej 15,8% ogółu ludności, w guberni suwalskiej: w powiecie augustowskim – 16%, kalwaryjskim – 14%, mariampolskim – 11%, sejneńskim – 16%, suwalskim – 16%, władysławowskim – 10% i wiłkowyskim – 9%. Zamieszkiwali głównie miasta i większe osady. W 1890 r. w miastach Królestwa Polskiego Żydzi stanowili 50% ludności, w gminach 8%, zaś w samej guberni suwalskiej procent ten wynosił odpowiednio 70% i 9,5% ogółu ludności<sup>9</sup>.

## II. Kontakty między katolikami

### 1. Parafie mieszane polsko-litewskie

Na początku XX wieku szczególnego znaczenia nabrała, dojrzewająca już od dawna, sprawa języka nabożeństw w parafiach mieszanych polsko-litewskich. W świątyniach ogniskowało się życie duchowe ludności, kościół więc mógł stać się ośrodkiem postępującej polonizacji bądź ostoją kształtującą się i umacniającą tożsamości litewskiej<sup>10</sup>.

W 1898 r. biskup sejneński Antoni Baranowski sporządził ankietę na temat życia religijnego w parafiach, pytał między innymi o język rodzimy ludności. Biskup ten nie ingerował w sprawy językowe, a w dekretach wizyta-

<sup>7</sup> W. Jemielity, *Kościół Ewangelicko-Augsburski w Łomżyńskim 1795–1940*, w: *Na przełomie stuleci. Naród – Kościół – Państwo w XIX i XX wieku*, Lublin 1997, s. 415.

<sup>8</sup> W. Jemielity, *Szkolnictwo w guberni suwalskiej*, Suwałki 1997, s. 108.

<sup>9</sup> E. Kaczyńska, *Spoteczeństwo*, s. 39.

<sup>10</sup> P. Łossowski, *Kwestia przynależności państwowej Sejneńszczyzny w latach 1918–1920*, w: *Materiały do dziejów ziemi sejneńskiej*, t. 1, Białystok 1963, s. 354.

cyjnych zaznaczał, by podczas nabożeństw niedzielnych zachowywać dawne zwyczaje i nic nie zmieniać bez zgody władzy diecezjalnej. Właśnie w tym czasie przetłumaczono na język litewski pieśń religijną *Święty Boże*. Niektórzy księża uznali, że mogą śpiewać suplikacje po litewsku. Po intonacji przez księdza Polacy śpiewali po dawnemu, sprawa trafiła do biskupa, który orzekł, by zachować język polski<sup>11</sup>.

Z odpowiedzi ankietowych wynika, że nawet przy niewielkiej liczbie Polaków w parafii mieszanej język polski dominował wyraźnie w śpiewach godzinek, różańca, suplikacji, kazaniach głoszonych przez księży, zwłaszcza w święta doroczne; językiem liturgicznym była łacina. Litwini uznali ten stan rzeczy za krzywdzący i to stało się zarzewiem narastającego antagonizmu polsko-litewskiego. W parafii Berżniki doszło do bójek w kościele i z tego powodu na trzy lata zamknięto świątynię. W 1907 r. dla wsi litewskich utworzono parafię w Kuciunach, dla Polaków wznowiono nabożeństwa w Berżnikach. Bójki, ale poza kościołem, zdarzyły się również w Kalwarii. Administrator diecezji, ks. Józef Antonowicz, ustalił szczegółowy porządek modłów dla obu narodowości i przywrócił tam spokój. Podobnie uczynił w parafiach: Lubowie, Olwicie, Smolanach, Wisztyńcu i innych mieszanych. Wszędzie chodziło o język nabożeństw, a nie o sprawy wiary i obyczajów; były to spory narodowościowe, nie religijne<sup>12</sup>.

Alumni obu narodowości uczyli się wspólnie. Wykładano zasadniczo po łacinie, podobnie jak w innych seminariach duchownych. Wśród alumnów przeważali liczebnie uczniowie gimnazjum w Mariampolu, a więc Litwini, na przykład w 1865/66 r. było ich 46 z Mariampola na ogólną liczbę 67. Również uczniowie gimnazjum suwalskiego mogli być narodowości litewskiej: w 1865/66 – sześciu. Pod koniec XIX wieku profesorami seminarium sejneńskiego byli głównie Litwini<sup>13</sup>. Tymczasem w pierwszej połowie XIX wieku przeważali duchowni pochodzenia polskiego i nawet nie znając języka litewskiego, byli proboszczami na Litwie. Pod koniec stulecia zdecydowaną większość stanowili Litwini, którzy znali język polski, pracowali oni także na

<sup>11</sup> W. Jemielity, *Biskup sejneński Antoni Baranowski*, w: *Biskup Antoni Baranowski (Antanas Baranauskas) 1835–1902. Orędownik pojednania litewsko-polskiego*, Warszawa 1998, Wydawnictwo Sejmowe, s. 44–53.

<sup>12</sup> W. Jemielity, *Język nabożeństw w parafiach mieszanych polsko-litewskich przed I wojną światową*, w: *Przeszłość natchnieniem dla teraźniejszości*, Ełk 1996, s. 259 i n. Por. idem, *Parafia jako wspólnota mieszkańców*, w: *Centra i peryferie*, pod red. B. Gołębiowskiego, Łomża 1999, s. 144–151.

<sup>13</sup> W. Jemielity, *Seminarium Duchowne w Sejnach 1826–1914*, Acta Baltico-Slavica 28(1988)193.

Mazowszu i Podlasiu. Dwaj ostatni biskupi diecezji sejneńskiej, Antoni Baranowski (1897–1902) i Antoni Karaś (od 1910), też byli Litwinami. Wydaje się, że współzycie księży obu narodowości było poprawne<sup>14</sup>.

## 2. Niemcy i Polacy

W 1825 r. proboszcz parafii Jasionicy, pisząc do biskupa, wymienił „kolonistów rzymskokatolickich i protestanckich”, na przykład w Kolonii Kowalówka były 4 rodziny katolickie i 1 mieszana, w Kolonii Pęchratka 5 rodzin katolickich i 2 mieszane, w Kolonii Paproć Duża 7 rodzin katolickich; razem było 239 katolików. Nie znali języka polskiego, ale ciężyli do parafii polskiej w Jasionicy. Po ich licznych prośbach do biskupa płockiego w Jasionicy objął stanowisko wikariusza nowo wyświęcony ksiądz Antoni Hochwald, znający język niemiecki; potem został on proboszczem w Jasionicy. Katolicy narodowości niemieckiej łączyli się z miejscową ludnością. Nawet władze carskie dostrzegały w nich mniej obcego ducha niż u ewangelików. W 1915 r. naczelnik powiatu ostrowskiego stwierdził, iż w gminie Jasionicy żyło około stu takich rodzin katolickich, mówiących po polsku, i – jak sądził – nie podlegających wysyłce do Rosji. Uważał ich raczej za „Niemców – kolonistów”; tymczasem porobiono ich spisy. Gubernator łomżyński zwrócił się do senatora Lubimowa, który zwolnił owe rodziny od wysyłki do Cesarstwa Rosyjskiego. Naczelnik powiatu ostrowskiego inaczej oceniał kolonistów wyznania protestanckiego: mówili oni bowiem po niemiecku, separowali się od miejscowej ludności, utrzymywali kontakty z mieszkańcami w Niemczech, zawsze ciężyli ku tamtym<sup>15</sup>.

Wspólne wyznanie katolickie zbliżało mieszkańców przy granicy Królestwa Polskiego i Prus. W 1825 r. biskup Augustyn Polikarp Marciejewski pisał, że katolicy w Prusach „od wieków w religijnych potrzebach do nas byli przyzwyczajeni”. Przybywali do nadgranicznych parafii polskich głównie na spowiedź wielkanocną albo księża jechali na kilka dni do Prus. Po powstaniu styczniowym zerwały się wszelkie kontakty<sup>16</sup>.

<sup>14</sup> W. Jemielity, *Diecezja*, s. 135

<sup>15</sup> W. Jemielity, *Kościół Ewangelicko-Augsburski*, s. 417, 422, 425.

<sup>16</sup> W. Jemielity, *Kontakty religijne katolików przy granicy Królestwa Polskiego i Prus*, *Studia Teologiczne* 17(1999)359–365.

### 3. Rzymskokatolicy i grekokatolicy

Unicy z omawianego terenu należeli do diecezji chełmskiej, a w niej do dekanatu augustowskiego. Cerkwie znajdowały się w sąsiedztwie parafii łacińskich, Rusini i Polacy mieszkali niejednokrotnie w tych samych wsiach. Wierni i duchowni obu obrządków świadczyli sobie religijną pomoc. Proboszczowie łacińscy zapraszali księży unickich na słuchanie spowiedzi wielkanocnej i podczas odpustów. W Wysokiem Mazowieckiem unicy odprawiali swoje nabożeństwa w świątyni łacińskiej do czasu wyremontowania własnej. Unicki proboszcz Hodyszewa zapraszał księży łacińskich na do roczne odpusty w miejscowym sanktuarium maryjnym. W latach pięćdziesiątych, a zwłaszcza po powstaniu styczniowym, władze cywilne wyolbrzymiały różnice pomiędzy obu obrządkami. Po kasacie Unii, grekokatolicy szukali pomocy duchowej u księży łacińskich. Chcąc temu przeszkodzić, rząd zniósł parafie łacińskie w Lipsku i Teolinie i często usuwał księży z parafii, na przykład w Adamowiczach w ciągu trzydziestu lat było aż szesnastu proboszczów<sup>17</sup>. Rzymskokatolicy i grekokatolicy spotykali się na modlitwie w sanktuariach maryjnych w Hodyszewie, Krasnymborze, Płonce Kościelnej i Studzienicznej. Do ostatniej miejscowości przybywali licznie także Litwini. Wydaje się, że na omawianym terenie unicy i łacinnicy byli sobie duchowo bliscy<sup>18</sup>.

### III. Prawosławni i katolicy

Można wyróżnić trzy okresy we wzajemnych kontaktach prawosławnych i katolików: przed 1830 r., po powstaniu listopadowym i w drugiej połowie XIX wieku. W pierwszym okresie było niewielu prawosławnych, brakowało cerkwi i duchownych. Zdarzało się, że prawosławni korzystali z postug religijnych u duchownych katolickich. 11 lutego 1835 r. komisja rządowa spraw wewnętrznych i duchownych zabroniła księżom udzielania pomocy prawosławnym, nakazując, by wyznawcy prawosławia udawali się do swoich duchownych. Już 9/21 lipca tego roku komisja rządowa cofnęła zakaz odnośnie spowiedzi i chrztu dzieci, gdy istniało niebezpieczeństwo śmierci, a w pob-

<sup>17</sup> W. Jemielity, *Dekanat unicki*, s. 163.

<sup>18</sup> W. Jemielity, *Sanktuaria maryjne w diecezji łomżyńskiej*, Łomża 1991, s. 13, 55, 95, 179.

liżu nie znajdował się duchowny ich wyznania. Dnia 12/24 grudnia 1846 r. komisja rządowa powiadomiła biskupów katolickich o wydaniu całkowitego zakazu udzielania przez księży pomocy religijnej prawosławnym. Mieli jej udzielać kapelani wojskowi tam, gdzie nie było proboszcza prawosławnego. Komisja rządowa tłumaczyła, że biskupi prawosławni gotowi byłiby przyjąć z bratnią miłością posługi religijne duchownych katolickich, gdyby oni zaraz powiadamiali najbliższego duchownego prawosławnego celem wpisania do ksiąg cerkiewnych daty chrztu i spowiedzi. Ponadto zdarzały się przypadki, że nie istniało zagrożenie dla życia tych osób, a księża świadczyli posługę religijną, nawet nie powiadamiając duchownych prawosławnych. Z tego powodu komisja rządowa podjęła decyzję, by odtąd księża katolicycy żadnemu prawosławnemu i pod jakimkolwiek pozorem nie udzielali żadnych posług religijnych.

Władze cywilne prowadziły kontrolę osób wyznania prawosławnego. Dnia 24 grudnia 1853 r. komisja rządowa spraw wewnętrznych i duchownych poleciła gubernatorom, by powiadamiali duchownych prawosławnych o każdym nowo przybyłym na swój teren wyznawcy prawosławia. Dnia 4/16 sierpnia 1856 r. komisja rządowa przypomniała to rozporządzenie, bowiem arcybiskup warszawski i nowogrodzki skarżył się na brak wiadomości. Gubernator augustowski zwrócił się do wójtów i burmistrzów, by podawali wykazy imienne odrębnie w każdym roku. Konsystorz prawosławny warszawski informował biskupów katolickich, które osoby z ich diecezji przeszły na prawosławie, aby księża nie spełniali wobec nich posług religijnych.

Po powstaniu styczniowym powstało wiele parafii „wyznania greckorosyjskiego”. W 1833 r. namiestnik Królestwa Polskiego stwierdził, że księża w ogłoszeniach i dokumentach nazywali prawosławnych schizmatykami, co sprzeciwiało się ukazowi cara i podlegało karze przewidzianej w rozdziale 8, paragrafach 78 i 19. Namiestnik przypomniał oficjalną nazwę – wyznanie greckorosyjskie. Biskup augustowski, Mikołaj Manugiewicz, polecił księżom używać jedynie tego określenia. Katolicy i prawosławni nie kontaktowali się więcej ze sobą na polu religijnym. Nie można stwierdzić między nimi zażyłości ani wrogości<sup>19</sup>.

---

<sup>19</sup> W. Jemielity, *Łomżyński Dziekanat*, s. 205.

## IV. Żydzi a chrześcijanie

### 1. Służba chrześcijan

Dnia 14 lutego 1824 r. komisja rządowa spraw wewnętrznych i duchownych powiadomiła biskupów, iż jest rzeczą nieprzyzwoitą, aby chrześcijanie przyjmowali służbę w domach żydowskich. Komisja wysłała uprzednio takie ostrzeżenie do wszystkich władz wojewódzkich i miejskich. W dwanaście dni potem komisja rządowa wyjaśniła, że chrześcijanie mają pozostać w służbie do zakończenia terminu zawartej umowy oraz że chodzi tylko o posługi domowe, a nie o prace w fabrykach i rzemiośle. I znów po następnych kilkunastu dniach komisja skierowała pismo do biskupa Marciejewskiego, w którym stwierdzała, iż w wielu miejscach zrozumiano zakaz niewłaściwie, a nawet że księża źle przedstawiają sprawę z ambon. Nie dozwala się bowiem jedynie prac domowych, można je natomiast podejmować w różnych zakładach. Biskup Marciejewski wyłożył to księżom dokładniej: by chrześcijanie nie trudnili się służbą wewnętrzną, szczególnie przy żydowskich szabasach, rozmaitych zabobonach i zwyczajach. Takich będzie karać policja krajowa, a duchowni odmówią sakramentów do czasu poprawy i porzucenia na zawsze służby. Księża zwracać się będą do biskupa o udzielenie im prawa do rozgrzeszania nieposłusznych<sup>20</sup>.

Szczególny zakaz odnosił się do kobiet piastujących dzieci żydowskie. Namiestnik Królestwa, Paskiewicz, w przepisach dla Żydów z 15 listopada 1847 r. wyraźnie zabronił kobietom chrześcijańskim podejmowania się takiej roli. Zaznaczył jednak, aby zakazu nie ogłaszać w prasie ani z ambony. Gubernatorzy poinformowali o tym naczelników powiatowych, a kancelaria biskupia (konsystorz) duchowieństwo. Konsystorz sejneński dodał od siebie, iż Kościół od dawna zakazywał służby u Żydów, a zwłaszcza karmienia pierśią, mianowicie papież Grzegorz XIII w 1581 r. i Benedykt XIV w 1751 r. Przebywanie z Żydami prowadzi bowiem do lekceważenia przepisów własnej religii i rodzi problemy moralne<sup>21</sup>. Na ile skuteczne były takie zakazy, trudno dociec. W 1873 r. proboszcz z parafii Balwierzyszki wśród wad parafian wymieniał służbę u Żydów tak przez cały rok, jak w dni szabasowe<sup>22</sup>.

<sup>20</sup> Archiwum Diecezjalne w Łomży (skrót: ArŁm). Zespół Ogólny (skrót: II), sygn. 32 k. 85, 90, 129, 153; II sygn. 52 k. 41.

<sup>21</sup> ArŁm, II sygn. 68 k. 38.

<sup>22</sup> ArŁm. Zespół Parafialny (skrót: I), sygn. 18.

## 2. Handel

W lutym 1824 r. komisja rządowa wyznań religijnych i oświecenia publicznego uznała za rzecz nieprzyzwoitą, aby Żydzi handlowali katolickimi książkami religijnymi. Chodziło o sprzedaż obnośną oraz w sklepach żelaznych lub bławatnych, nie zaś w księgarniach i drukarniach żydowskich. W dwa lata potem ojciec kapucyn powiadomił konsystorz, iż w Łomży starozakonni mają w sklepach różańce, koronki, obrączki, medaliki itp., które lud kupuje. Jest zgrozą dla wiary chrześcijańskiej, pisał, aby tymi przedmiotami mieli handlować Żydzi. Podał nazwisko i adres pewnej kobiety. Konsystorz zwrócił się do komisarza obwodowego, ten zlecił policji skonfiskować paciorki, obrączki itp. Do handlu rzeczami świętymi nawiązywano wielokrotnie. W 1883 r. generał gubernator warszawski wyjaśnił, iż ukaz cesarski z poprzedniego roku wzbraniający niechrześcijanom handlu przedmiotami religijnymi odnosi się tylko do obrazów, medalików, krzyży, różańców, koronek, szkaplerzy itp., nie zaś do książek o treści religijnej<sup>23</sup>.

Żydzi bywali szynkarzami. W 1816 r. namiestnik Królestwa zakazał im dawać włościanom trunki na kredyt lub za produkty. Groziła za to kara 30 zł, za ponowne przewinienie 60 zł, za trzecie – odebranie koncesji. Księża ogłaszali to z ambon przez cztery niedziele. W 1818 r. namiestnik zabronił proboszczom zatrudniać Żydów w swoich karczmach. W 1823 r. namiestnik wyjaśnił, iż osiedlenie się Żydów w dobrach kościelnych nie upoważnia ich do wyrabiania i sprzedaży trunków<sup>24</sup>.

## 3. Niepokoje

W 1801 r. Kamera Białostocka przekazała biskupowi wigierskiemu list królewski w sprawie Żydów. Podczas badań sądowych okazało się, iż część mieszkańców uważa zabicie starozakonnego za mniejsze zło niż zabicie chrześcijanina i sądzi, że za to nie przysługuje kara śmierci. Duchowni mieli w kazaniach pouczyć lud, iż dla wszystkich są jednakowe prawa. Biskup Michał Karpowicz uznał, że treść listu narusza honor duchowieństwa. Stwierdził, że to ktoś złośliwy i niechętny Kościołowi przedstawił rządowi, iż zabicie starozakonnego nie jest tak ciężkim grzechem, podczas gdy on sam od lat dziecinnych nie słyszał, aby zabicie wyznawcy mojżeszowego uszło komuś

<sup>23</sup> ArŁm, II sygn. 32 k. 90, 129; II sygn. 71 k. 114; II sygn. 313 k. 87.

<sup>24</sup> ArŁm, II sygn. 80 k. 35; II sygn. 83 k. 36; II sygn. 53 k. 59; II sygn. 31 k. 97.

bezkarnie. Od króla Kazimierza Wielkiego Żydzi nazywali Polskę swoim rajem. Skoro jednak rząd domaga się, żeby księża mówili wiernym o szacunku dla każdego człowieka, to on wyda taki nakaz<sup>25</sup>.

To, czego obawiali się Prusacy, nastąpiło pod koniec XIX wieku. W latach osiemdziesiątych pogromy przeniosły się z Kiszynia i Odessy do Królestwa Polskiego. W marcu 1881 r. naczelnik powiatu sejneńskiego informował biskupa Piotra Pawła Wierzbowskiego, iż wśród ludu krąży pogłoska, jakoby w pierwszy dzień Wielkanocy miała nastąpić ogólna bójka starozakonnych z chrześcijanami. Naczelnik powiatu nie widział jeszcze w tej pogłosce większego zagrożenia spokoju. W tydzień potem gubernator suwalski stwierdził, iż wśród ludu rozchodzą się wieści o rychłym przyjsciu Mesjasza i o tym, że gdy się zjawi, starozakonni będą zabijać chrześcijan. Ci ostatni, pragnąc to uprzędzić, zamierzają wyrznąć wyznawców możeszowych. W wielu miejscach już nastąpił popłoch. Zaaapelowwał więc do biskupa, by uspokoił nastroje. 27 maja tego roku biskup Wierzbowski wystosował odezwę adresowaną do duchowieństwa i wiernych. Pisał, iż złowrogie myśli przeniosły się w te strony z Cesarstwa. On sam jest pewien, iż chrześcijanie są posłuszni prawom bożym i ludzkim i nie posuną się do czynów ohydnych. W imię Boże wezwał do miłości wszystkich, niezależnie od wyznania. Księża mieli odczytać z ambon odezwę i szczegółowo wyjaśnić jej treść.

W końcu maja tego roku gubernator suwalski sugerował biskupowi, by w tym roku zaniechać obchodów święta Bożego Ciała i odpustów parafialnych. Biskup był innego zdania, uważał, iż to mogłoby zaostrzyć sytuację. Raczej niech Żydzi pozostaną w domach, zamkną sklepy i karczmy, a gdyby musieli wyjść z domów, niech okazują poszanowanie dla obrządku religijnego i zdejmują czapki, co nawet swoim wyznawcom polecali rabini. W parafii Balwierzyszki podczas odpustu doszło jednak do zamieszek. Biskup Wierzbowski winą obarczył władze cywilne, bowiem pomimo zakazu otwierania sklepów były one czynne, straż ziemską też nie uczyniła nic, aby pogodzić zwaśnionych. Wkrótce potem biskup Wierzbowski kilkakrotnie wzywał duchowieństwo i wiernych, aby nie ulegali podszeptom złych ludzi i przeciwstawiali się napaściom na starozakonnych. Mimo to w sierpniu 1882 r. doszło do zajść w parafii Prenach: tłum zaatakował Żydów i zniszczył wiele sklepów<sup>26</sup>.

<sup>25</sup> ArŁm, II 48 k. 42.

<sup>26</sup> ArŁm, II sygn. 71 k. 96, 107; II sygn. 74 k. 2. Przegląd Katolicki 1882, s. 671.



W 1906 r. wyznawcy mojżeszowi osady Olita powiadomili gubernatora suwalskiego, iż boją się pogromu. Gubernator zwrócił się do administratora diecezji, ks. Józefa Antonowicza, który polecił miejscowemu proboszczowi, aby w najbliższą niedzielę objaśnił z ambony, iż katolicy nawet nie powinni myśleć o biciu współmieszkańców, niszczeniu ich mienia lub znęcania się w jakikolwiek sposób. Ks. Antonowicz dodał, iż to, co stało się w Białymstoku, było złe<sup>27</sup>.

## V. Zmiana wyznania

### 1. Chrzest starozakonnych

W XIX wieku zmiana religii bądź wyznania była wspólną sprawą Kościoła i rządu. W 1809 r. biskupi Księstwa Warszawskiego powiadomili króla, iż od dawna jedynie urzędy duchowne egzaminowały starozakonnych oraz innych chrześcijan, którzy pragnęli być katolikami. Teraz zadanie to przejęły prefektury i dopiero po liście rekomendacyjnym od nich władza duchowna przeprowadza ostatni, trzeci egzamin. Biskupi proponowali prostszy sposób: w miastach egzamin przez urząd miejski, a po wsiach przez urząd gminny wspólnie z proboszczem miejsca, i następnie odesłanie zainteresowanego do biskupa<sup>28</sup>. Dopiero jednak w 1823 r. zmieniono przepisy. Badanie kandydatów odbywało się w obecności proboszcza i wójta lub burmistrza. Protokoły badania przysyłano do komisarza obwodu, ten do komisji wojewódzkiej, która z kolei zwracała się do konsystorza, by wskazał miejsce, gdzie przyszły neofita miał poznawać zasady wiary<sup>29</sup>.

Kandydat na katolika musiał udowodnić szczerą chęć przyjęcia chrztu, w tym celu odpowiadał na kilkanaście postawionych sobie pytań. Następnie przygotowywał się w klasztorze lub u proboszcza. W czasie trwania nauki za jego utrzymanie płacił rząd. Niektórzy starozakonni przerywali naukę, a niekiedy odchodzili nawet po otrzymaniu chrztu<sup>30</sup>. Obrzęd chrztu odbywał

<sup>27</sup> ArŁm, I sygn. 346 k. 161.

<sup>28</sup> ArŁm, II sygn. 503 k. 29.

<sup>29</sup> ArŁm, II sygn. 84 k. 11; II sygn. 31 k. 148; II sygn. 53 k. 28.

<sup>30</sup> II sygn. 5 k. 142, 162; II sygn. 6 k. 51; II sygn. 32 k. 167, 170; II sygn. 54 k. 76, 82, 83; II sygn. 58 k. 9, 16; II sygn. 59 a k. 104. Archiwum Kapucynów w Łomży, Akta od 1814.

się uroczyste, z udziałem znaczących osób danego miasta. Żydzi zmieniali imię, a do 1850 r. i nazwisko<sup>31</sup>.

Na omawianym terenie właściwie nie było mahometan. A jednak w 1822 r. pewna kobieta poprosiła o chrzest. Wójt gminy spisał protokół i przesłał do komisarza obwodowego. Ten posiadał jedynie przepisy dotyczące starozakonnych, wszakże uznał, że mahometanka też musi ukrywać swoje zamiary przed współwyznawcami oraz że powinna nauczyć się zasad nowej wiary. Zwrócił się więc do biskupa, by wskazał dla niej odpowiednie miejsce celem przygotowania do chrztu<sup>32</sup>.

## 2. Przejście ewangelików na katolicyzm

W 1838 r. biskup Paweł Straszyński pozwolił przyjąć do Kościoła Karolinę Zaborowską z parafii Sylwanowce, polecając na spowiedzi rozgrzeszyć ją z herezji. W parafii Piekuty Katarzyna Zamulowa złożyła wyznanie wiary wobec miejscowego proboszcza i ludu zgromadzonego na nabożeństwie niedzielnym. Podobnie w parafii Kuczynie – Karol Koch, w parafii Dąbrowa Wielka – Wilhelmina Galinat itd. Nic nie wspominało o przygotowaniu katechetycznym kandydatów. Autor nie spotkał żadnych rozporządzeń kościelnych i cywilnych w tym względzie. Jedynie w 1838 r. biskup Straszyński informował księży, iż mają go powiadamiać o pragnących przejść z protestantyzmu, on zezwoli na rozgrzeszenie z błędów, po fakcie chrztu proboszczowie złożą sprawozdanie<sup>33</sup>.

## 3. Katolicy i prawosławni

W diecezji augustowskiej czyli sejneńskiej z katolicyzmu na prawosławie przeszło osób: w 1852 r. – 5, 1853 r. – 1, 1854 r. – 5, 1855 r. – 1, 1856 r. – 2, 1857 r. – 2; głównie czyniły to kobiety, poślubiając mężczyzn tego wyznania. Więcej przejść było na przełomie stulecia. W guberni łomżyńskiej: w parafii Świętej Trójcy w Łomży 1899 r. – 4, 1913 r. – 5; parafii Hodyszewo 1912 r. – 1; parafii Łapy 1912 r. – 6; parafii Ostrów 1914 r. – 1. Przejścia z prawo-

<sup>31</sup> ArŁm, II sygn. 32 k. 170, 172; II sygn. 66 k. 46; II sygn. 68 k. 46, 103; II sygn. 69 k. 10; II sygn. 495 k. 285; II sygn. 505 k. 23. Por. W. Jemielity, *Kontakty religijne katolików i żydów w Królestwie Polskim*, w: Maqom R. 3 1998 Nr 1(5). Instytut dialogu katolicko-judaistycznego Akademii Teologii Katolickiej w Warszawie, s. 57–82.

<sup>32</sup> ArŁm, II sygn. 54 k. 87.

<sup>33</sup> W. Jemielity, Kościół Ewangelicko-Augsburski, s. 421. ArŁm, II sygn. 58 k. 16.

sławia na katolicyzm były liczniejsze, ale dopiero po ukazie tolerancyjnym 1905 r. i dotyczyło to głównie byłych unitów: Łomża 1911 r. – 56; Hodyszewo 1910 r. – 330, 1911 r. – 2; Łapy od 1905 r. – 1911 r. – 24; Grajewo 1911 r. – 8; Ostrów 1911 r. – 16, 1913 r. – 1, 1914 r. – 4 osoby<sup>34</sup>.

W niektórych latach w czasopismach kościelnych podawano liczby starozakonnych i ewangelików dla całego Królestwa Polskiego. Starozakonnych przeszło na katolicyzm: 1843 r. – 114, 1845 r. – 128, 1847 r. – 181, 1848 r. – 112, 1849 r. – 90, 1850 r. – 32, 1851 r. – 63, 1852 r. – 45, 1854 r. – 50, 1855 r. – 59, 1856 r. – 48, 1857 r. – 20, 1861 r. – 26; ewangelików: 1848 r. – 73, 1849 r. – 94, 1850 r. – 65, 1851 r. – 45, 1852 r. – 60, 1854 r. – 72, 1855 r. – 39, 1856 r. – 18, 1857 r. – 76, 1861 r. – 4 osoby<sup>35</sup>.

Do Kodeksu Napoleona rejestracja urodzeń, ślubów i zgonów miała cele wyznaniowe. Od 1 maja 1808 r. w Księstwie Warszawskim upaństwowioną rejestrację aktów stanu cywilnego powierzono urzędnikom świeckim, a duchowni nadal prowadzili księgi kościelne i tymczasowo cywilne. W miastach funkcje te pełnili burmistrzowie lub inne osoby, po wsiach proboszczowie, a gdzie było dużo Żydów – organiści lub inne osoby. W rok potem król Fryderyk August mianował duchownych na stałe do prowadzenia ksiąg. Spisywali oni także akta starozakonnych i przedstawicieli innych wyznań. W 1808 r. wyraźnie zaznaczono, iż urzędnicy nie mogą prowadzić osobnych ksiąg aktów żydowskich, a tylko odrębne metryki dla każdego wyznania, aby ułatwić robienie statystyk. Istotną zmianę wprowadził sejm w 1825 r. Dla wyznań chrześcijańskich połączył akta cywilne z metrykami kościelnymi i zlecił spisywanie aktów przełożonym urzędów parafialnych. Natomiast dla wyznania mojżeszowego i innych wyznań niechrześcijańskich sejm ustanowił urzędników w poszczególnych okręgach. Sejm usankcjonował więc podział obywateli według wyznań<sup>36</sup>. Może przyczynił się do tego opór niektórych grup ludności. W województwie płockim wielu starozakonnych nie spisywało aktów urodzeń, ślubów i zgonów. W 1817 r. rząd zagroził im karami, za przewinienia poszczególnych członków odpowiedzialnością obarczył kahały; należało uzupełnić akta za ubiegłe lata<sup>37</sup>.

<sup>34</sup> W. Jemielity, *Łomżyński Dziekanat*, s. 190, 206.

<sup>35</sup> „Pamiętnik Religijno-Moralny” t. 7, s. 274; t. 9, s. 368; t. 23, s. 646; t. 25, s. 540; t. 27, s. 547; t. 31, s. 297; seria II t. 1, s. 207; t. 2, s. 550; t. 10, s. 307.

<sup>36</sup> W. Jemielity, *Akta stanu cywilnego w Księstwie Warszawskim i Królestwie Polskim*, *Prawo Kanoniczne* 38(1995)163n. ArŁm, II sygn. 79 k. 154.

<sup>37</sup> ArŁm, II sygn. 80 k. 41, 139.

## VI. Małżeństwa mieszane

### 1. Prawosławnych z katolikami

Przy zawieraniu małżeństw mieszanych strona prawosławna była uprzywilejowana. Prawo o małżeństwie z 1836 r. paragraf 202 stanowiło: „Wolno jest przyszłym małżonkom żądać dopełnienia ślubu religijnego i przez duchownego strony, która nie należy do wyznania greckorosyjskiego, skoro już dopełniony był obrzęd przez duchownego tejże religii”. Dzieci z małżeństw mieszanych miały być wychowywane w prawosławiu, zgodnie z ustawą z 21 stycznia / 6 lutego 1829 r. W 1850 r. arcybiskup Fijałkowski wraz z innymi biskupami obecnymi w Warszawie zakwestionował prawo o małżeństwie z 1836 r., powołując się na kodeks karny z 1848 r. Car polecił surowo upomnieć biskupów, gdyż: zebranie odbyło się wbrew ustawie z 6/18 marca 1817 r., która zabraniała wspólnych zebrań biskupów bez uprzedniej zgody rządu; kodeks z 1848 r. nie znosił ustawy z 1836 r., tylko wyznaczał kary za wykroczenia przeciw dotychczasowemu porządkowi; ustawa z 1829 r. wskazywała na wyłączne uprawnienia biskupów prawosławnych w tych sprawach. Po powstaniu styczniowym przybyło do Królestwa wielu urzędników i policjantów. Niektórzy traktowali swój pobyt jako tymczasowy i nie zakładali rodzin, inni żenili się z miejscowymi katoliczkami. W 1890 r. w Łomży było czternaście takich małżeństw. W 1911 r. proboszcz z Ostrowi stwierdził, iż wielu mężczyzn ożeniło się z kobietami innego wyznania, i te nie przechodziły na prawosławie<sup>38</sup>.

### 2. Ewangelików z katolikami

Przy tych małżeństwach mieszanych głoszone zapowiedzi w świątyni katolickiej i ewangelickiej, a ceremonia ślubu odbywała się w parafii narzeczonej. W 1842 r. zaistniał miejscowy konflikt. Oto proboszcz z Raczek udzielił ślubu Ludwice Stelmachowskiej wyznania ewangelickiego i Karolowi Czarneckiemu ze swojej parafii. Pastor zaskarżył go o przekroczenie prawa krajowego. Władza cywilna i biskup upomnieli proboszcza z Raczek. W tymże roku Gottlib Rudatys chciał poślubić Annę Paraszkiewiczównę i złożył deklarację, że nie będzie jej wzbraniał spełniać praktyki i wychowy-

<sup>38</sup> W. Jemielity, *Łomżyński Dziekanat*, s. 190, 206.

wać dzieci po katolicku, ale sam nie zamierzał opuszczać wyznania ewangelickiego. Biskup Straszyński odmówił zezwolenia na to małżeństwo. Wyjaśnił, iż skończyły mu się upoważnienia dane przez Stolicę Apostolską, miał też wątpliwości, czy Anna, żyjąc w rodzinie luterańskiej, zdoła wypełnić swoje zobowiązania religijne. Niekiedy ślub łączył się ze zmianą wyznania. W 1839 r. uczynił tak Wilhelm Bronowicz, pięć lat potem Mateusz Wyłucki. W drugim przypadku biskup Straszyński wyjaśnił, iż Wyłucki, już jako katolik, nie potrzebuje głosić zapowiedzi przed pastorem.

W 1838 r. proboszcz z Szumowa podał, że mieszkańcy Srebrnego Borku chrzcili dzieci i zawierali małżeństwa w jego świątyni. Trzeba tu uwzględnić przepisy prawa cywilnego. Ewangelicy tej wsi nie mieli w pobliżu swojego duchownego, dla nich urzędnikiem stanu cywilnego był proboszcz katolicki, i odwiedzali go w tym charakterze<sup>39</sup>.

## VII. Szkolnictwo

Do 1864 r. szkoły elementarne były przy parafiach. Po powstaniu styczniowym opiekę nad nimi przejęły gminy. W 1875 r. zmieniono nazwy szkół wyznania katolickiego i prawosławnego, wprowadzając nazwy: szkoła wiejska, szkoła gminna i szkoła miejska. Ewangelickie kantoraty i szkółki żydowskie pozostały przy dawnych nazwach. W 1872 r. wprowadzono naukę czytania i pisania po rosyjsku, dwa lata potem w Warszawskim Okręgu Naukowym przyjęto ustalenia, jakie obowiązywały formalnie jedynie na obszarze Cesarstwa. W 1875 r. zobowiązano do nauczania wszystkich przedmiotów po rosyjsku, z wyjątkiem języka polskiego i religii. Język rosyjski był więc wspólny dla dzieci wszystkich wyznań i narodowości. Prywatne nauczanie było zakazane, wyjątek zrobiono dla kantoratów ewangelickich i chederów żydowskich, o charakterze wybitnie religijnym. W 1871 r. w guberni suwalskiej było 19 kantoratów, 1906 r. tylko 4; w guberni łomżyńskiej w 1876 r. 12, 1906 r. 2 kantoraty. Chederów było wszędzie dużo.

W województwie augustowskim znajdowały się jedynie gimnazja męskie w Łomży i Suwałkach. Po powstaniu styczniowym: w guberni łomżyńskiej gimnazjum męskie i gimnazjum żeńskie w Łomży, w guberni suwalskiej gimnazjum męskie w Suwałkach i Mariampolu, gimnazjum żeńskie w Suwałkach i seminarium nauczycielskie w Wejwerach; po 1905 r. powstało jeszcze kilka

<sup>39</sup> W. Jemielity, *Kościół Ewangelicko-Augsburski*, s. 421.

szkół średnich. W szkołach elementarnych uczyły się przeważnie dzieci jednej narodowości i wyznania, ale nie było to regułą. Na przykład w powiecie makowskim w Drażdżewie uczyło się 65 katolików i 4 żydów, w Krasnosielcu – 192 katolików, 2 ewangelików i 4 żydów, w Różanie – 50 katolików, 6 prawosławnych, 3 ewangelików i 3 żydów. W szkołach średnich było inaczej. W 1890 r. w gimnazjum męskim w Łomży uczniów wyznania katolickiego było 251, prawosławnego – 62, mojżeszowego – 17, luterańskiego – 7; w gimnazjum żeńskim w Łomży: katolickiego – 95, prawosławnego – 85, luterańskiego – 13, mojżeszowego – 7. W 1900 r. w Łomży wymieniono narodowości: w gimnazjum męskim Polaków było 260, Rosjan 94, Żydów 38, Niemców 8; w 1902 r. w gimnazjum żeńskim tamże: Polek 129, Rosjanek 84, Żydówek 30, Niemek 10. Przyszła inteligencja kształciła się razem, niezależnie od wyznania i narodowości. Po 1905 r. Polacy chętniej korzystali ze szkół prywatnych z polskim językiem nauczania<sup>40</sup>.

## VIII. Cmentarze

Przez stulecia zmarłych grzebano wokół kościołów. Pod koniec XVIII wieku zaczęto przenosić cmentarze grzebalne poza miasto i wieś, co upowszechniło się w kolejnym stuleciu. Pod względem prawnym najważniejsze było postanowienie Rady Administracyjnej Królestwa o cmentarzach z 31 maja/12 czerwca 1846 r. W obrębie niektórych parafii katolickich mieszkali prawosławni i protestanci. W 1834 r. rząd polecił wyznaczyć na cmentarzach katolickich „tam gdzie zachodzi potrzeba” oddzielne miejsce dla niekatolików. W 1842 r. rozciągnięto to na wszystkie cmentarze katolickie. Pięć lat potem stwierdzono, że niektóre parafie niechętnie przyjmowały innych wyznawców, a przecież powinny wydzielić jakąś część cmentarza. W 1857 r. władze cywilne nakazały wyodrębnić na stałe część cmentarza, gdyż dotąd grzebano prawosławnych nie zawsze na właściwym miejscu. Osiem lat wcześniej w parafii Rajgród dwaj włościanie pochowali zmarłego wyznania prawosławnego i przyszli do proboszcza spisać akt zejścia. Proboszcz kazał przenieść ciało na inne miejsce i dokonał wyświęcenia cmentarza. Jeszcze w 1911 r. generał gubernator warszawski poinformował biskupów, że w jednej parafii odmówiono prawosławnemu pogrzebu. Powołał się na postano-

<sup>40</sup> W. Jemielity, *Szkolnictwo w guberni suwalskiej*, Suwałki 1997, s. 17, 109, 117; tenże, *Szkolnictwo w guberni łomżyńskiej*, Warszawa 1994, s. 46, 111, 113, 118, 121.

wienie Rady Administracyjnej Królestwa z 1846 r., że nie może to być miejsce wspólne z dziećmi nie ochrzczonymi i samobójcami.

Protestanci częściej posiadali własne cmentarze, ale korzystali i z katolickich. W 1854 r. luteranin pochował żonę na cmentarzu w Bargłowie. Następnego dnia parafianie przenieśli ciało „na właściwe miejsce”. W końcu stulecia w tej parafii mieszkało szesnaście rodzin luterzańskich. Wchodzili wspólną bramą i przez cmentarz katolicki szli do swojego. W 1890 r. wykonano nową bramę i ogrodzono tylko cmentarz katolicki. Luteranie zanieśli skargę do naczelnika powiatu, który poradził im, aby ogrodzili swoją część i zrobili drugą bramę. We wsi Lekajcie wzniesiono kaplicę do spowiadania w okresie wielkanocnym chorych i starych. Proboszcz chciał poświęcić tę kaplicę, ale przy niej pochowano protestanta. Zwrócił się do biskupa z pytaniem, jak ma postąpić. Ten polecił proboszczowi dokonać poświęcenia, ale uczynić to po cichu, by nie urazić protestantów<sup>41</sup>.

Powyżej omówiono wyznawców żyjących w rozproszeniu. Parafia prawosławna w Łomży miała własny cmentarz, obok katolickiego. W 1887 r. powiększono obszar cmentarza i otoczono murem. W Grajewie do 1892 r. grzebano wiernych wyznania prawosławnego na cmentarzu luterzańskim, potem otwarto własny. W Ostrowi był własny, w Łapach wspólny z luteranami, w Kolnie wydzielono miejsce na cmentarzu katolickim<sup>42</sup>. W Łomży cmentarz dla ewangelików znajdował się obok katolickiego i był oddzielony murem. W Jasienicy ewangelicy mieli wydzielone miejsce na cmentarzu katolickim, a własne cmentarze w Paproci Dużej, Marianowie i Srebrnym Borku; w ostatniej miejscowości dla mieszkańców jednej wsi<sup>43</sup>.

Cmentarze żydowskie zawsze były w miejscu odrębnym, nie połączone z chrześcijańskimi. W 1858 r. w obwodzie łomżyńskim były 44 cmentarze: 44 katolickie, 1 unicki, 1 ewangelicki i 13 mogiłek żydowskich. Te ostatnie znajdowały się w miasteczkach i osadach, w których były równocześnie i parafie katolickie<sup>44</sup>.

We wschodnim rejonie Królestwa Polskiego licznie przeważali katolicy, na Suwalszczyźnie narodowości litewskiej, a w Łomżyńskim narodowości polskiej. Liczni byli Żydzi, niewielki procent Niemców, nieco Rusi-

---

<sup>41</sup> W. Jemielity, *Cmentarze w diecezji augustowskiej czyli sejneńskiej*, Prawo Kanoniczne 37(1994)268, 272.

<sup>42</sup> W. Jemielity, *Łomżyński Dziekanat*, s. 201.

<sup>43</sup> W. Jemielity, *Kościół Ewangelicko-Augsburski*, s. 420.

<sup>44</sup> Archiwum Państwowe w Łomży. Zespół naczelnika powiatu łomżyńskiego 1816–1866, sygn. 10 k. 1084.

nów, po powstaniu styczniowym wzógł się napływ Rosjan. W końcu XIX wieku wśród rzymskokatolików ujawniły się napięcia na tle używania języka polskiego i litewskiego w nabożeństwach. Kontakty katolików obrządków łacińskiego i greckiego przebiegały na ogół poprawnie. Obcość panowała między katolikami i prawosławnymi. Niemcy wyznania katolickiego wtapiali się w miejscową ludność, inaczej niż ci wyznania protestanckiego. Staroza-konni wyraźnie różnili się od chrześcijan. Wyznanie pokrywało się w zasadzie z narodowością, a zmiana wyznania łączyła się z opuszczeniem swojej nacji. W tym względzie rząd wydawał szczegółowe przepisy, głównie dla Żydów. Takich przejść z mozaizmu na katolicyzm było niewiele, także wzajemnie między wyznaniami chrześcijańskimi. Pomimo drobnych napięć narodowości i wyznania we wschodnim rejonie Królestwa Polskiego współistniały ze sobą poprawnie<sup>45</sup>.

COEXISTENCE OF NATIONS AND RELIGIO  
ON THE EASTERN AREAS OF THE CONGRESS KINGDOM  
OF POLAND

SUMMARY

Augustów County was one of the eight Congress Kingdom of Poland. In the year 1866 it was divided into Łomża and Suwałki guberniyas. Coexistence of different nations and religions on this area is discussed in the following work. As regards nations, there lived the Polish, Lithuanians, White Russians, Russians, Germans and Jews, however as it regards religions there lived: Roman – Catholics, Greek -Catholics, members of the Orthodox Church, Evangelical as well as Jewish faith.

In the end of the previous century one could observe differences as it comes to the use of the Polish and Lithuanian languages during the service in the Roman Catholic Church. Contacts of the Greek Catholics and the Catholics of the Latin rite were proper. The feeling of unfriendliness could be observed between Catholics and members of the Orthodox Church and

---

<sup>45</sup> W 2000 roku ukaze się Księga Pamiątkowa 80-lecia Seminarium Duchownego w Łomży. Znajdzie się tam pełny wykaz publikacji autora niniejszego opracowania.



to a smaller extent to Evangelics. There was a distinct difference between the Christians and members of the Jewish faith who made people feel great antipathy to them.

As a rule religion agreed with the nationality, any change of the religion meant abandonment of his own nation. The Government issued a lot of regulations and laws as regards the latter, mostly for the Jewish. Conversion from Mosaism to Catholic religion was not very popular, the same was between Christian religions. This conversion was mostly made due to mixed marriages.

Until the time of January Uprise each religion had its own elementary schools. After the year 1864 schools were overtaken by the civil parishes which introduced gradually Russian language as the common one for all of them.

MICHAŁ GNATOWSKI (Białystok)

## KULISY RADZIECKICH STARAŃ O PONOWNE WŁĄCZENIE REGIONU BIAŁOSTOCKIEGO W SKŁAD ZSRR (1942–1944)

W udostępnianych ostatnio radzieckich źródłach, część których publikuję w niniejszym tomie „Studiów...”, są informacje o kulisach radzieckich starań o ponowne włączenie regionu białostockiego w skład ZSRR. Jak wiadomo po 17 września 1939 r. w wyniku radzieckiej agresji, dokonanej w zmoście z hitlerowskimi Niemcami, ZSRR zajął ziemie wschodnie Polski, w tym i Białostoczczyznę i włączył je w skład swego państwa. 28 września 1939 r. Niemcy i ZSRR dokonały formalnego podziału ziem polskich, podpisując układ o granicach i przyjaźni.

Po wybuchu wojny radziecko-niemieckiej 22 czerwca 1941 r. i zajęciu tych ziem przez Niemców ZSRR utracił kontrolę nad wschodnimi ziemiami polskimi i pomimo że anulował porozumienia radziecko-niemieckie o podziale ziem polskich i podpisał porozumienie z polskim rządem na uchodźstwie, nie zrezygnował z roszczeń do nich. Pomimo sugestii w rozmowach z rządem polskim o możliwości zwrotu Białostoczczyzny Polsce za zgodę Polaków na zajęcie wschodnich ziem polskich, podejmowano energiczne działania w celu włączenia ponownie tego regionu do ZSRR.

W artykule przedstawiam szczegółowo działania radzieckich władz w celu przywrócenia kontroli nad regionem białostockim. Działania te trwały przez cały czas aż do wyzwolenia regionu spod niemieckiej okupacji. Starano się przede wszystkim rozbudowywać na tych ziemiach struktury terenowe radzieckiego podziemia a zwłaszcza podziemne komitety partyjne i komsomolskie oraz kierować tu grupy dywersyjno-zwiadowcze Narodowego Komisariatu Bezpieczeństwa Państwowego (NKGB). Ich podstawowym zadaniem było opanowanie terenu i zniszczenie polskiego podziemia wszystkimi dostępnymi środkami, włącznie z walką zbrojną.

Pod pojęciem „region białostocki” i zamiennie „Białostoczczyzna” rozumieć należy obszary regionu w granicach dowojennego województwa białostockiego, sprzed 1 kwietnia 1939 r., a pod pojęciem „ziemie północno-wschodnie” dowojenne województwa: białostockie, nowogródzkie, poleskie i wileńskie w ówczesnych ich granicach.

Ziemie północno-wschodnie Polski, włączone po 17 września 1939 r. do ZSRR, traktuję jako polskie: w 1939 r. zajęte i okupowane przez ZSRR a następnie od lipca 1941 r. przez Niemców. W radzieckich źródłach i w białoruskiej literaturze są one traktowane jako białoruskie i wszystkie kwestie ich dotyczące rozpatrywane są w granicach wprowadzonego tu na początku 1940 r. radzieckiego podziału administracyjnego, tj. w podziale na obwody i rejony. Traktując zmiany dokonane na tych ziemiach w 1939 r. za niezasadnione prawnie, będą jednak ze względów praktycznych posługiwał się ówczesnym podziałem administracyjnym. Według tego podziału bowiem również w latach okupacji niemieckiej powoływano na tych ziemiach ośrodki konspiracyjnych władz radzieckich, struktury partyzanckie i kierownictwa grup operacyjnych.

## 1. Zmiany w radzieckiej polityce w „sprawie polskiej” i ich konsekwencje dla regionu

Problemy radzieckiej polityki wobec Polski i Polaków w latach II wojny światowej były już w polskiej literaturze wielokrotnie omawiane<sup>1</sup>. Przypomnę zatem w skrócie tylko podstawowe kwestie.

W radzieckiej polityce wobec Polski i Polaków w omawianym okresie historycy wyodrębniają trzy podstawowe okresy.

Pierwszy okres trwał od 17 września 1939 r. do 22 czerwca 1941 r. W okresie tym, ujmując rzecz w skrócie, rząd ZSRR po dokonaniu wspólnie z Niemcami podziału ziem polskich odmawiał Polakom prawa do niepodległościowego bytu oraz w sposób brutalny, wspólnie z Niemcami, zwalczał dążenia niepodległościowe Polaków, których na zajętych terenach traktował jako kolonizatorów lub spolonizowanych Białorusinów i Ukraińców.

Drugi okres trwał od 30 lipca 1941 r. do 25 kwietnia 1943 r. W okresie tym ZSRR zagrożony niepowodzeniami na froncie radziecko-niemieckim

---

<sup>1</sup> Por. m.in. A. Głowacki, *Sowieci wobec Polaków na ziemiach wschodnich II Rzeczypospolitej 1939–1941*, Łódź 1997.

uznał państwo polskie i nawiązał stosunki dyplomatyczne z polskim rządem na uchodźstwie, podpisując znane umowy między państwowe. Polacy w ZSRR z „obcej masy”, przeznaczonej do usunięcia, stali się obcokrajowcami, w pewnym sensie na prawach szczególnych. Powstawały bowiem w ZSRR struktury polskich władz cywilnych (delegatury ambasady RP, mężowie zaufania), system pomocy społecznej i narodowe wojsko. „Sprawa polska”, traktowana dotąd przez ZSRR jako „problem wewnętrzny” tego państwa, została w pełni „umiędzynarodowiona”. ZSRR znaleźli się wspólnie z Polską w koalicji antyfaszystowskiej. Rząd ZSRR jednak, pomimo że anulował porozumienia radziecko-niemieckie z 1939 r., nie zrezygnował ze wschodnich ziem polskich i wywierał presję na rząd polski na uchodźstwie, by ten zaakceptował zmiany granicy wschodniej dokonane w 1939 r., na co Polska nie mogła się zgodzić. Komplikowało to w istotny sposób wykonanie zawartych porozumień i wspólną walkę z Niemcami. Równoległe z układaniem stosunków z rządem polskim na uchodźstwie ZSRR zaczął odbudowywać ruch komunistyczny w Polsce jako element nacisku i ewentualną alternatywę, gdyby rząd polski na uchodźstwie nie zechciał zaakceptować radzieckich żądań.

Trzeci okres trwał od 25 kwietnia 1943 r. do 21 lipca 1944 r., tj. do powołania Polskiego Komitetu Wyzwolenia Narodowego. W okresie tym rząd ZSRR rozwiązał „sprawę polską” według własnego scenariusza, poza rządem polskim na uchodźstwie. ZSRR postawił na komunistów, ponieważ ci godzili się na zmiany granicy wschodniej i gwarantowali wpływy ZSRR w Polsce, zgodnie z jego imperialnymi dążeniami. Odtąd radziecka polityka zmierzała już wprost, z jednej strony – do nieograniczonego wspierania komunistów polskich i sił z nimi związanych i z drugiej – do dyskredytowania i zwalczania wszystkimi środkami rządu polskiego na uchodźstwie i wspierających go sił w kraju, włącznie z oskarżaniem strony polskiej o współpracę z Niemcami.

Zmiana w 1943 r. radzieckiej polityki miała dla omawianych kwestii kluczowe znaczenie. Do tego czasu władze radzieckie powstrzymywały się od tworzenia struktur politycznych na wschodnich ziemiach Polski, zwłaszcza na Białostocczyźnie. Partyzantce w tym czasie stawiano głównie zadania militarne i zwiadowcze, związane z potrzebami frontu wschodniego. Nie występowało też otwarcie przeciwko polskiemu podziemiu, działającemu tu od pierwszych dni okupacji. Zrezygnowano nawet z tworzenia „bolszewickiego w treści i polskiego w formie” ruchu partyzanckiego.

Inne zadanie postawiono przed radzieckim podziemiem na północno-wschodnich ziemiach Polski po przerwaniu 25 kwietnia 1943 r. (faktycznie

zerwaniu) stosunków dyplomatycznych z polskim rządem na uchodźstwie, pod obłudnym pretekstem tzw. „sprawy katyńskiej”.

## **2. Polityczne cele radzieckiego podziemia na ziemiach północno-wschodnich Polski w latach 1943–1944**

W radzieckiej literaturze przez wiele lat cele radzieckiego podziemia na polskich ziemiach traktowano wybiórczo, eksponując przesadnie walkę z niemieckim okupantem i pomijając zasadniczy cel – opanowanie terenu i rozprawę z polskim podziemiem. Pomijano fakt, że działalność tego podziemia podyktowana była głównie względami politycznymi. Z tego powodu nakazywano przede wszystkim organizować komitety partyjne i rozwijać pracę polityczno-propagandową. Równocześnie intensyfikowano działalność na ziemiach polskich służb specjalnych. Cele polityczne spowodowały, że wprowadzano tu absurdalną w partyzantce, tzw. rejonizację, tj. równomierne rozmieszczanie partyzanckich brygad i oddziałów w poszczególnych rejonach niezależnie od sytuacji i warunków terenowych oraz tworzenie komitetów rejonowych Komunistycznej Partii (bolszewików) Białorusi [KP(b)B] i Leninowskiego Komunistycznego Związku Młodzieży Białorusi [LKZMB]. Utrzymywana była też w partyzantce funkcja komisarza, który na równi z dowódcą sprawował pełnię władzy i czuwał nad rozbudowywanym w terenie aparatem agitacyjno-propagandowym (redakcje gazet, grupy propagandowe, lektorzy). W formacjach partyzanckich tworzone również struktury władz bezpieczeństwa i wywiadu politycznego. Zadania te spełniały w zgrupowaniach i brygadach wydziały specjalne (osobyje oddziały), które w oddziałach i kompaniach miały swoich pełnomocników. Na wszystkich szczeblach struktur partyzanckich działały siatki informatorów. Rozbudowywano też sieć informatorów i agentów w terenie. Ponadto nad lojalnością „obywateli ZSRR” wobec partii i władzy radzieckiej czuwały oddziały i grupy specjalne NKGB, kierowane tu z za linii frontu, o czym będzie jeszcze mowa.

W polskich dokumentach odnotowano, że radzieckie podziemie dążyło do stwarzania wrażenia „wszechobecności”, zarówno na wsi jak i w mieście. Kierownictwo radzieckiego podziemia wydawało zarządzenia, które miały obowiązywać także miejscową ludność, regulowano sprawy wg radzieckiego prawa, obchodzono święta państwowe, w bazach partyzanckich organizowano szkoły. Tam, gdzie zdołano się umocnić, powoływano partyzanckie komendantury, aktywy, które miały regulować życie społeczne i gospodarcze,

np. pomagano w przeprowadzaniu siewów czy zbiorów z pól, przekazując wybranym gospodarzom konie i zboże lub sprzęt rolniczy. W radzieckich źródłach jest sporo informacji o rozmiarach okazywanej pomocy, lecz nie ma żadnych informacji o tym, skąd partyzanci radzieccy mieli przekazywane dobra. Przecież wszystkie niemieckie magazyny były już rozgrabione. Po prostu odbierano jednym i dawano „swoim”, a więc zajmowano się dystrybucją dóbr, zgodnie z radziecką „sprawiedliwością”.

Działalność taka wynikała zarówno z radzieckiego systemu, jak i potrzeb bieżącej polityki. Można więc powiedzieć, że radzieckie podziemie na tych ziemiach spełniało specjalną misję polityczną, którą w skrócie można określić jako demonstrowanie obecności i siły władzy radzieckiej oraz wymuszanie posłuszeństwa i lojalności. W praktyce walka z Niemcami, o której tak głośno było w propagandzie, schodziła na plan dalszy. Formacje partyzantkie przekształcone zostały w „partyjne wojsko”, służące przede wszystkim do walki z polskim podziemiem oraz z politycznymi i klasowymi przeciwnikami władzy radzieckiej. Potwierdzają to liczne dokumenty radzieckiego kierownictwa, m.in. tajny okólnik KC KP(b)B z 22 czerwca 1943 r. „O wojskowo-politycznych zadaniach pracy w zachodnich obwodach BSRR”, rozesłany w teren<sup>2</sup>. W okólniku tym radzieckie podziemie zobowiązane zostało do niszczenia wszystkimi dostępnymi środkami polskiego podziemia na ziemiach wschodnich Polski. Zalecenie to spowodowało liczne konflikty i doprowadziło do zbrojnych potyczek.

Cele polityczne i metody działania radzieckiego podziemia faktycznie wykluczały jakąkolwiek współpracę z innymi nurtami podziemia, które traktowano na polskich ziemiach jako bezprawne. Żądano od nich bezwarunkowego podporządkowania się, wyrzeczenia się swoich racji i reprezentowania wyłącznie interesów ZSRR. Odmowę natomiast traktowano jako akt wrogi wobec ZSRR, rozbijanie jedności frontu antyfaszystowskiego i działanie na rzecz Niemców.

Znikoma baza społeczna władz radzieckich na północno-wschodnich ziemiach Polski, zwłaszcza wśród miejscowej ludności, oraz duże wpływy polskiego podziemia niepodległościowego i ożywienie dążeń niepodległościowych Białorusinów, wspierane przez cywilne władze okupacyjne Niemiec, nie stwarzały specjalnych warunków do umacniania radzieckich wpływów. Dlatego radzieckie kierownictwo opracowało szczegółowe plany, których ce-

---

<sup>2</sup> Narodowe Archiwum Republiki Białoruś (NARB) w Mińsku, zesp. 4, spr. 3, t. 1243, k. 78-90.

lem było ponowne opanowanie tych ziem i ich sowietyzacja. Plany te obejmowały także Białostockie, które radzieckie kierownictwo traktowało jako „radziecki teren wymagający specjalnej troski”. Po pierwsze – dlatego, że wymagały tego określone wyżej cele radzieckiego podziemia i po drugie – że działało tu silnie rozbudowane i wspierane przez miejscową ludność polskie podziemie, a wręcz znikome wpływy miało podziemie radzieckie. Starano się zatem ten stan jak najszybciej zmienić.

### 3. Partyjni organizatorzy radzieckiego podziemia w regionie

Pierwsze prace związane z odbudową wpływów w regionie białostockim podjęto już jesienią 1942 r. 8 października 1942 r. wznowił działalność w Moskwie Komitet Obwodowy KP(b)B w Białymstoku, w dowojennym składzie. Do Moskwy wezwani zostali sekretarze: A. P. Elman, A. A. Kilbin i I. S. Krawczenko. 13 marca 1943 r. skład komitetu został poszerzony o I. N. Stryżaka – sekretarza Komitetu Obwodowego LKZMB, N. S. Gridasowa – naczelnika Zarządu Obwodowego Narodowego Komitetu Spraw Wewnętrznych (NKWD), W. S. Samutina – redaktora obwodowej gazety, W. R. Romanowa – sekretarza Komitetu Miejskiego KP(b)B w Białymstoku, a 13 lipca 1943 r. również o D. K. Sukaczowa – dotychczasowego pełnomocnika KC KP(b)B na obwód białostocki. Przygotowany został też szczegółowy plan działania w obwodzie na okres zimy 1942/43 r. Przewidziano w nim szeroki zakres działań organizacyjnych, określono skład imienny osób, które należy skierować na tyły, oraz potrzebną ilość broni i sprzętu. Wśród kierowników grup organizatorskich i aktywu partyjnego, przewidzianych do skierowania na tyły, były głównie osoby, które pracowały już w obwodzie w latach 1939–1941. Nie omawiam szczegółów tego planu, gdyż nie był on realizowany. Było to przedsięwzięcie w ówczesnych warunkach nierealne. Władze nie mogły wówczas przekazać do dyspozycji komitetu takiej ilości ludzi, broni i innego sprzętu niezbędnego w konspiracji. Nie miały także możliwości przetransportowania takiej ilości ludzi i sprzętu na tyły wroga.

Ważne decyzje w sprawie działalności radzieckiego podziemia na omawianych terenach podjęło V Plenum KC KP(b)B, obradujące w Moskwie w dniach 26–28 lutego 1943 r. Przede wszystkim zalecono podziemnym komitetom obwodowym KP(b)B z terenów wschodnich Białorusi, aby okazały daleko idącą pomoc w rozwoju podziemia w zachodnich obwodach Białorusi i na ziemiach polskich. Główną uwagę zwrócono na rozszerzenie pracy

masowo-politycznej i propagandowej, zwłaszcza na ziemiach polskich. I sekretarz KC KP(b)B P. K. Ponomarenko w obszernym referacie i w przemówieniu końcowym wiele miejsca udzielił „sprawie polskiej”, wskazując jednoznacznie, że trzeba podjąć walkę z „polskimi nacjonalistami”<sup>3</sup>.

Do nowych zadań dostosowano struktury KP(b)B. Odstąpiono od zasad statutowych wzmacniając centralizm i wprowadzając w zachodnich obwodach podwójne komitety obwodowe. Obok ewakuowanych komitetów działających na obszarach niezajętych przez Niemców powoływano podziemne komitety obwodowe i kierowano je na tyły wroga. Miały one stanowić centra kierownicze podziemia w obwodach. Wysyłano też do rejonów pełnomocników KC KP(b)B, zadaniem których było stworzenie podziemnych komitetów rejonowych. W taki sam sposób zalecono powoływać komitety obwodowe, miejskie i rejonowe LKZMB – pierwszego pomocnika partii.

Od wiosny 1943 r. przystąpiono już do praktycznego uruchamiania ośrodków kierowniczych podziemia radzieckiego na wschodnich ziemiach Polski. W marcu 1943 r. przerzucono do obwodu baranowickiego grupę organizatorów z W. Czernyszewem – I sekretarzem Podziemnego Komitetu Obwodowego KP(b)B na czele, do obwodu białostockiego – D. Sukaczowa, pełnomocnika KC KP(b)B i komitetu obwodowego, a do obwodu brzeskiego grupę aktywów pod kierownictwem S. Sikorskiego – I sekretarza Podziemnego Komitetu Obwodowego KP(b)B. W tym samym czasie, co D. K. Sukaczow, zrzucony został na tyły z zadaniem przejścia do obwodu białostockiego T. N. Stryżak – pełnomocnik KC LKZMB.

Latem 1943 r. zapadły kolejne decyzje w sprawie rozbudowy podziemia w obwodzie białostockim. 27 lipca tego roku powołany został w Moskwie, obok już istniejącego komitetu obwodowego KP(b)B, Białostocki Podziemny Komitet Obwodowy (BPKO). I sekretarzem Komitetu został Wasyl Jemieljanowicz Samutin, ps. Jemieljanow. Wybór W. J. Samutina na to stanowisko nie był przypadkowy. Znał on stosunki na tym terenie i język polski. W połowie lat 30. był sekretarzem komitetu okręgowego Komunistycznej Partii Zachodniej Białorusi (KPZB) w Białymstoku. W skład komitetu weszli: D. K. Sukaczow i T. N. Stryżak – skierowani wcześniej na tyły, a 23 listopada 1943 r. również gen. F. F. Kapusta – szef Obwodowego Sztabu Partyzanckiego i S. Majchrowicz – redaktor konspiracyjnej gazety „Biełostokskaja Prawda”.

---

<sup>3</sup> Tamże, spr. 20, t. 214 (stenogram).



Po instruktażu w KC KP(b)B 3 sierpnia 1943 r. W. J. Samutin wraz z grupą aktywu przerzucony został samolotem do obwodu mińskiego, gdzie na polecenie Białoruskiego Sztabu Ruchu Partyzanckiego (BSzRP) formowano Białostockie Zgrupowanie Partyzanckie (BZP). Wraz z nim powrócił z Moskwy gen. Filip Kapusta, wyznaczony na dowódcę zgrupowania, i kpt. Iwan Sienkiewicz powołany na szefa sztabu. Dołączyli do nich również pracownicy redakcji i komitetu obwodowego KP(b)B. Natychmiast po wylądowaniu nawiązali oni kontakt z Mińskim Podziemnym Komitetem Obwodowym KP(b)B i podjęli prace organizacyjne związane z formowaniem zgrupowania i przygotowaniem do rajdu na Białostoczczyznę.

Trwały też dalsze prace na zapleczu frontu. KC KP(b)B i białostocki Komitet Obwodowy KP(b)B w Moskwie przygotowywały i wysyłały na obszary Białostoczczyzny specjalne grupy organizatorskie. We wrześniu 1943 r. skierowano grupy: P. P. Bastuna, W. W. Kundowicza, J. M. Owsiejczyka, A. A. Stomy, A. G. Szłamanowa, J. S. Szurmana i A. D. Tracewskiego. Kierownicy grup organizatorskich spełniali funkcje pełnomocników KC KP(b)B na poszczególne rejony, a następnie objęli funkcje sekretarzy podziemnych komitetów partyjnych. Przerzucane na tyły grupy organizatorskie wyposażone zostały w niezbędny sprzęt i radiostacje, co zapewniało utrzymanie stałej łączności z centralnym ośrodkiem kierowniczym i ze zgrupowaniem w czasie rajdu. Otrzymały one też dodatkowe uzbrojenie dla oddziałów, które miały być tworzone na miejscu przeznaczenia. Część grup wyszła do obwodu już wcześniej, m.in. grupa D. N. Gordijenki do rejonu grajewskiego. Powołanie BZP i skierowanie grup organizatorskich podziemia na Białostoczczyznę nie kończyło procesu przerzucania oddziałów i grup organizatorskich na zachód. Trwał on aż do wyzwolenia.

Organizatorzy podziemia kierowali się w działalności przyjętymi w czerwcu 1943 r. specjalnymi wytycznymi KC KP(b)B i BSzRP. Stanowiły je m.in. wspomniany okólnik „O wojskowo-politycznych zadaniach pracy w zachodnich obwodach BSRR” oraz specjalna uchwała KC KP(b)B „O dalszym rozwoju ruchu partyzanckiego w zachodnich obwodach Białorusi”. Określały one przedsięwzięcia organizacyjne mające na celu szybkie przekształcenie ruchu partyzanckiego w obwodach białostockim i brzeskim w ruch masowy, rozszerzenie pracy politycznej wśród ludności i wyeliminowanie wpływów polskiego podziemia, określanego jako „nacjonalistyczne”.

Uchwała KC KP(b)B z 22 czerwca 1943 r. „O dalszym rozwoju ruchu partyzanckiego...” zadania dla obwodów białostockiego i brzeskiego formułowała następująco:

„a) w okresie od czerwca do sierpnia (1943 r.) powołać we wszystkich rejonach podziemne partyjne i komsomolskie komitety, utrzymujące stałą łączność z KC i przebywające przy jednym z największych i najsprawniejszych oddziałów partyzanckich;

b) przenieść z innych obwodów Białorusi do obwodów białostockiego i brzeskiego 40 oddziałów partyzanckich, po jednym do każdego rejonu, zwracając uwagę przy powoływaniu na specyfikę rejonu, w którym mają one działać, włączając do nich obowiązkowo po kilku oddanych nam Polaków i Białorusinów, znających język polski, oraz pracowników aparatu partyjnego pracujących do wojny w tych obwodach...;

c) skompletować i wysłać do wszystkich rejonów zachodnich obwodów, publikowane w prasie, dokumenty polityczne o stosunkach polsko-radzieckich, przedstawiające stanowisko rządu radzieckiego w sprawie granicy państwowej z Polską;

d) wzmocnić kadrowo redakcje gazet w obwodach białostockim i brzeskim, zwiększyć format i nakład gazet obwodowych. Uruchomić dodatkowo wydawanie w obu obwodach po 5 gazet rejonowych w języku rosyjskim i po 2 gazety w języku polskim oraz określić zakres ich kolportowania;

e) w celu zapewnienia optymalnej efektywności i wiarygodności wydawanych w zachodnich obwodach gazet polecić Wydziałowi Agitacji i Propagandy opracowanie wytycznych dla redaktorów tych gazet oraz plan okresowego przekazywania artykułów programowych”<sup>4</sup>.

Zobowiązano także kierownictwo LKZMB do opracowania planu działań zmierzających do aktywizacji działalności wśród młodzieży w zachodnich obwodach.

Białostocki podziemny komitet obwodowy KP(b)B, po przybyciu na tereny okupowane i założeniu stałej bazy w Puszczy Lipiczańskiej, starał się spełniać funkcje ośrodka kierowniczego podziemia na Białostocczyźnie. Znajdował się on jednak poza jej obszarami i jego oddziaływanie było znacznie ograniczone. Podejmował on jednak liczne działania zmierzające do rozwiązywania spraw podziemia i zadań, jakie stały przed nim. Jak podaje W. J. Samutin, od jesieni 1943 r. działalność komitetu koncentrowała się na dwóch podstawowych kierunkach:

– tworzeniu sieci podziemnych komitetów KP(b)B i LKZMB w rejonach i dużych miastach;

<sup>4</sup> Ibidem, spr. 3, t. 1243, k. 64.

– dążeniu do przejścia formacji partyzanckich na wyznaczone obszary działania w swoich rejonach<sup>5</sup>.

Część komitetów rejonowych rozpoczęła działalność już w trakcie rajdu zgrupowania. We wrześniu 1943 r. rozpoczęły działalność podziemne komitety rejonowe KP(b)B śniadowski i sopociński. Ich organizatorami i sekretarzami zostali, skierowani do tych rejonów, pełnomocnicy KC KP(b)B. W październiku i listopadzie 1943 r. rozpoczęły działalność kolejne komitety rejonowe, m.in. augustowski komitet międzyrejonowy, obejmujący również rejon grajewski. W grudniu 1943 r. rozpoczął działalność brański podziemny komitet międzyrejonowy KP(b)B, który obejmował też rejon ciechanowiecki. W 1944 r. nawiązali kontakt z komitetem obwodowym KP(b)B kolejni pełnomocnicy KC KP(b)B i podjęli działalność jako sekretarze komitetów rejonowych: w marcu A. A. Stoma – sekretarz czyżewskiego komitetu międzyrejonowego, obejmującego również rejon zambrowski, i w maju A. F. Sokolczyk – sekretarz łomżyńskiego komitetu międzyrejonowego, obejmującego również rejony jedwabnieński i kolneński. W lipcu 1944 r. formalnie w obwodzie białostockim było 14 komitetów KP(b)B: obwodowy, 4 międzyrejonowe i 9 rejonowych<sup>6</sup>.

Ważną „transmisją partii” na młodzież był LKZMB – organizator młodzieżowego podziemia. Podziemie to organizowano w obwodzie już od lata 1943 r. W tym czasie na wschodnie obszary przybył z obwodu mińskiego z grupą organizatorów T. N. Stryżak, pełnomocnik KC LKZMB. Wkrótce przybyli też inni działacze LKZMB, kierowani tu jako pełnomocnicy KC LKZMB na poszczególne rejony. W czerwcu zatwierdzony został skład osobowy BPKO LKZMB. Weszło do niego 3 sekretarzy i 8 członków. Członkowie otrzymali przydział obszarów działania, powołano pełnomocników na poszczególne rejony i jednocześnie przystąpiono do powoływania komitetów rejonowych. Do końca 1943 r. powołano 17 komitetów rejonowych i 2 miejskie.

W sierpniu 1943 r. powołane zostały podziemne komitety rejonowe LKZMB dla rejonów brańskiego i skidelskiego, w listopadzie – komitety miejskie w Białymstoku i Grodnie, a także rejonowe dla rejonów: bielskiego, grodzieńskiego, świsłockiego, łomżyńskiego, sopocińskiego, śniadowskiego

---

<sup>5</sup> W. J. Samutin, *So wsiej meroj partijnoj otwietstwiennosti*, w: *Partijnoje podpolie w Bietorussii 1941–1944*. Wilejskaja, Baranowiczskaja, Pinskaja, Brestskaja, Biełostockskaja obłasti, Mińsk 1986, s. 355–356.

<sup>6</sup> *Podpolnyje partyjnyje organy Kompartii Bietorussii w gody Wielikoj otieczestwiennoj wojny, 1941–1944*, Mińsk 1975, s. 52.

i zambrowskiego, w styczniu 1944 r. – ciechanowieckiego, czyżewskiego i sokólskiego, w kwietniu – białostockiego i krynkowskiego oraz w maju – knyszynskiego. Wszystkie komitety przebywały w brygadach i oddziałach partyzanckich, a więc miały – podobnie jak komitety KP(b)B – utrudniony kontakt ze „swoimi” obszarami działania.

W lipcu 1944 r. – według sprawozdań – LKZMB obejmował zasięgiem swojej działalności znaczne obszary regionu i sporą liczbę partyzantów. Działy w tym czasie: komitet obwodowy, 2 podziemne komitety miejskie (białostocki i grodzieński) oraz 21 komitetów rejonowych. Kierowały one 279 organizacjami terenowymi, 68 młodzieżowymi organizacjami antyfaszystowskimi i 96 organizacjami w brygadach i oddziałach partyzanckich. W radzieckiej literaturze podaje się, że w organizacjach tych było ponad 2600 członków, w tym w organizacjach terenowych 1511 i w partyzanckich formacjach 1115. Członkowie LKZMB stanowili w zgrupowaniu 26,3% składu osobowego, a łącznie z członkami i kandydatami KP(b)B – prawie 40%<sup>7</sup>.

Podziemne komitety partyjne i komsomolskie obejmowały znaczną część dowojennych rejonów, lecz w praktyce ich oddziaływanie było niewielkie. Sekretarze i pozostali członkowie komitetów przebywali stale w brygadach i oddziałach, które znajdowały się w partyzanckich bazach, znacznie oddalonych od ich rejonów. Brak znajomości terenu i wsparcia u miejscowej ludności powodował, że również wysyłani przez sekretarzy do swoich rejonów emisariusze nie byli w stanie pokonać wyznaczonych tras i albo ginęli w potyczkach z Niemcami, albo zwracali do baz położonych na wschodnich obszarach. Również wydawana przez komitety prasa, odezwy i ulotki rzadko docierały do wyznaczonych terenów.

#### **4. Komitety i organizacje antyfaszystowskie – oparciem dla radzieckich działań w terenie**

Do struktur radzieckiego podziemia włączone zostały też komitety i organizacje antyfaszystowskie. Powstawały one w latach 1941–1942, głównie na Polesiu i w Białostockiem, z inicjatywy b. działaczy KPZB. Na Polesiu organizowali je już w 1941 r. wysłannicy KC KP(b)B J. Urbanowicz, znany na tych terenach działacz KPZB, i I. Żyszko, którzy latem 1941 r. zostali

---

<sup>7</sup> *Podpolnyje komsomolskije organy Bielorusсии w gody Wielikoj otieczestwiennoj wojny, 1941–1944*, Mińsk 1976, s. 65.

skierowani na tyły wroga. Rozwinęli oni tu aktywną działalność, powołując Komitet Walki z Niemieckim Okupantem, który tworzył swoje ogniwa w rejonach i skupiał na początku 1943 r. w swoich szeregach kilkuset działaczy<sup>8</sup>.

W ogniwach terenowych radzieckiego podziemia zdania o roli komitetów antyfaszystowskich były podzielone. Część działaczy podziemia uważała, że działalność tych organizacji, ze względu na udział w nich ludzi niesprawdzonych lub napiętnowanych oskarżeniem o prowokację (byli działacze KPZB), stanowi okazję do przenikania do podziemia prowokatorów i stanowi istotne zagrożenie. Inni uważali, że była to dobra forma organizacji podziemia, lecz jedynie w okresie do powstania komitetów partyjnych, które teraz powinny przejąć ich funkcje i rozwijać dalszą działalność już na czysto bolszewickich zasadach. Byli też i tacy, którzy uważali, że komitety powinny pozostać i działać nadal jako „pas transmisyjny” komitetów partyjnych.

24 czerwca 1943 r. problem komitetów antyfaszystowskich był omawiany na posiedzeniu Biura KC KP(b)B, na którym zapadła decyzja akceptująca komitety jako jedną z form organizacji radzieckiego podziemia w zachodnich obwodach BSRR.

W notatce z obrad biura CK KP(b)B stwierdza się: „Te bezpartyjne organizacje trzeba zachować i rozwijać ich działalność. Stanowią one dobry, korzystny dla nas środek włączania do walki z faszyzmem tych ludzi, którym komunistyczne organizacje drażnią nerwy. Dla obwodów brzeskiego i białostockiego to świetna forma organizacji. Powinniśmy cieszyć się z ich powstania i rozwijać je. W warunkach tych obwodów duże znaczenie mają właśnie miejscowe kadry, utrzymujące stałą więź z narodem. Trzeba tylko, żeby obwodowy komitet antyfaszystowski utrzymywał stały kontakt z obokiem i przez ten był kierowany. Organizacje partyjne winny brać z organizacji antyfaszystowskich ludzi dojrzałych i aktywnych”<sup>9</sup>.

Podporządkowanie komitetów antyfaszystowskich komitetom KP(b)B sformalizowało ich struktury i doprowadziło do wtłoczenia ich do schematów, oderwanych od rzeczywistości. Świadczy o tym m.in. fakt powoływania w partyzanckich bazach, zakonspirowanych w lasach położonych daleko od obwodu, struktur obwodowych i rejonowych tej organizacji. Włączając organizacje antyfaszystowskie do radzieckiego podziemia scentralizowano ich

---

<sup>8</sup> NARB w Mińsku, zesp 3500, spr. 4, t. 258, k. 114–116; *Wsiennarodnaja borba Bielorusii protiv niemiecko-faszystyckich zachwacznykow w gody Wielikoj otieczestwiennoej wojny*, Mińsk 1984, t. II, s. 322–323.

<sup>9</sup> Zbiory Muzeum Wielkiej Wojny Narodowej w Mińsku, sygn. 34173.

struktury. 28 listopada 1943 r. utworzony został Białostocki Obwodowy Komitet Antyfaszystowski (BOKA) z siedzibą przy sztabie BZP w Puszczy Lipiczańskiej. Na przewodniczącego komitetu powołany został D. K. Sukałow, dotychczasowy pełnomocnik CK KP(b)B na te obszary. Do komitetu weszli także: A. Baranowski, J. Bąk, J. Tieleśz i N. Władko.

BOKA starał się poznać i utrzymywać – poprzez specjalnych instruktorów – łączność z organizacjami antyfaszystowskimi w terenie. W tym czasie według radzieckich źródeł działały już organizacje antyfaszystowskie w rejonach: białostockim, grodzieńskim, krynkowskim, skidelskim i świsłockim. W końcu listopada 1943 r. BOKA zatwierdził składy osobowe rejonowych komitetów antyfaszystowskich: wołkowyskiego i białostockiego, a w późniejszym okresie zabłudowskiego i łapskiego. W 1944 r. powołano także rejonowe komitety antyfaszystowskie: bielski, brański i śniadowski. Według danych z 1 maja 1944 r. BOKA utrzymywał łączność z 11 komitetami rejonowymi i 86 organizacjami antyfaszystowskimi. Skupiać miały one ponad 630 antyfaszystów. Członkowie organizacji antyfaszystowskich i ich sympatycy stanowili rezerwy partyzanckie, które oceniano w obwodzie na 3 tys. osób<sup>10</sup>.

W komitetach antyfaszystowskich działali głównie członkowie b. KPZB i aktyw radziecki, powstały na tyłach, w tym również członkowie KP(b)B. Ich wpływy w społeczeństwie były więc niewielkie. Na kierownicze stanowiska zaś wysuwano osoby przybyłe ze wschodnich obszarów. Rejonowe komitety antyfaszystowskie organizowano, tak jak komitety KP(b)B i LKZMB, w bazach partyzanckich, gdzie przebywały one do końca okupacji. Nie zawsze były one w stanie utrzymywać łączność z „własnymi” rejonami. W Puszczy Różańskiej np. przy oddziale partyzanckim im. S. Budionnego działał Rejonowy Komitet Antyfaszystowski w Śniadowie, który wydawał nawet dla ludności tego rejonu gazetę i ulotki. Drukowano je w języku rosyjskim, lecz nie miało to znaczenia, gdyż wydawnictwa te nigdy do rejonu nie docierały. Były to więc kolejne fikcyjne struktury tworzone w partyzanckich bazach odległych od regionu. Tak więc i komitety antyfaszystowskie, mające stanowić ważne ogniwo łączności radzieckiego podziemia z ludnością regionu, roli tej nie spełniły.

<sup>10</sup> NARB w Mińsku, zesp. 4, spr. 33a, t. 478, k. 46, 48 i in.

## 5. Radziecki partyzancki „Drang nacht Westen”

Z radzieckich źródeł wynika jednoznacznie, że „rozwój” radzieckiego podziemia odbywał się głównie w wyniku pospiesznego przetrzucania na te tereny ze wschodu nie tylko organizatorów podziemia, lecz całych formacji partyzanckich: zgrupowań, brygad i oddziałów. Zaopatrywano je następnie ze zrzutów w dodatkowe uzbrojenie, amunicję i sprzęt niezbędny w podziemiu oraz w materiały polityczno-propagandowe.

1 września 1943 r. wyszło z obwodu mińskiego na Białostoczczyznę BZP. W trakcie rajdu do zgrupowania dołączały inne formacje, m.in. brygada im. Czapajewa, skierowana z rejonu puchowickiego. Włączano do zgrupowania także grupy i oddziały partyzanckie skierowane do regionu wcześniej oraz powstałe na miejscu z pozostałych na tyłach wojskowych i zbiegłych z niewoli jeńców radzieckich. Po zakończeniu rajdu i zorganizowaniu w listopadzie 1943 r. stałej bazy w Puszczy Lipiczańskiej w składzie BZP były już 4 brygady i 4 operujące samodzielnie oddziały.

Jesienią 1943 r. BSzPR kontynuował przerzut „na zachód” dalszych formacji partyzanckich, zwłaszcza do obwodów białostockiego i brzeskiego. 23 listopada 1943 r. KCKP(b)B nakazał w kolejnej uchwale w sprawie dalszego rozwoju ruchu partyzanckiego w zachodnich obwodach BSRR przetrzucać na te tereny z obszarów wschodnich dodatkowe brygady i oddziały liczące łącznie około 12 tys. partyzantów. Jednocześnie KC zatwierdził kolejne ekipy sekretarzy rejonowych KP(b)B do obwodów białostockiego i brzeskiego. KC LKZMB został zobowiązany do podobnych działań<sup>11</sup>.

Plan działań na okres jesienno-zimowy 1943/44 r. przewidywał przetrzucenie na zachód z obszarów wschodnich 18 brygad i 10 oddziałów oraz skierowanie na Białostoczczyznę przeszkolonych w Moskwie 15 grup organizatorskich, składających się z działaczy partyjnych. Według stanu na dzień 1 marca 1944 r. wyruszyło na zachód 9 brygad, 10 oddziałów i 15 grup organizatorskich<sup>12</sup>.

W ślad za BZP BSzRP skierował na Białostoczczyznę kolejne formacje partyzanckie. Do rejonu kolneńskiego 4 września 1943 r. wyszedł z rejonu drisieńskiego obwodu witebskiego oddział „Biesstrasznij”. W trakcie przeprawy przez Dźwinę został on zaatakowany koło Nowego Siola przez Niemców i musiał stoczyć nierówną walkę, w czasie której został rozproszony.

<sup>11</sup> Ibidem, spr. 3, t. 1247, k. 309–311.

<sup>12</sup> Ibidem, zesp. 3500, spr. 2, t. 1026, k. 4–6.

Rajd został przerwany, na co dowódca uzyskał zgodę BSzRP. 26 września oddział wyruszył ponownie na zachód i tym razem przy wsparciu miejscowego oddziału „Śmierć faszystom” przeszedł linię kolejową Połock – Daugawpilis a następnie rzekę Dźwinę. Na początku listopada 1943 r., pokonując przeszło 300 km, zatrzymał się w rejonie iwienieckim obwodu baranowickiego. 13 listopada 1943 r. za zgodą BSzRP przerwał rajd i wszedł w skład I Baranowickiej Brygady Partyzanckiej, a następnie skierowany został do rejonów nowogródzkiego i koreliczeskiego. W końcowym okresie okupacji liczył 125 partyzantów. Dowódcą oddziału w trakcie rajdu był Nikołaj Tietiern, a od listopada 1943 r. Stanisław Zacharewicz<sup>13</sup>.

Do rejonu grajewskiego został skierowany z obwodu witebskiego 208 pułk im. Stalina. 10 grudnia 1943 r. wyszedł on z ukraińskich lasów w daleki rajd na zachód. W skład pułku wchodziły początkowo 3 bataliony, 4 samodzielne kompanie, pluton zwiadowczy oraz drużyny: gospodarcza i sanitarna. Łącznie liczyły one prawie 1100 partyzantów. Pułk był dobrze uzbrojony. Posiadał dwa działka 45 mm, 12 moździerzy, 6 rusznic przeciwpancernych, 60 ciężkich i ręcznych karabinów. Była to doświadczona w walkach formacja. W ciągu 58 dni rajdu pułk przeszedł ponad 660 km, forsując 8 rzek i 3 linie kolejowe, i zatrzymał się na Polesiu. 3 lutego 1944 r. dowódca pułku otrzymał polecenie z BSzRP pozostać aż do odwołania w rejonie telechańskim obwodu pińskiego<sup>14</sup>.

W grudniu 1943 r. z obwodu mińskiego wyszła do rejonów ciechanowskiego i czyżewskiego brygada im. Ponomarenki. Zorganizowano ją w listopadzie tegoż roku z oddziałów „Sokół” i im. Timoszenki, wydzielonych z II Mińskiej Brygady Partyzanckiej. Do brygady włączono jeszcze oddział im. Tałalichina i później szwadron kawalerii im. Stalina. W lipcu 1944 r. w skład brygady włączono działający samodzielnie oddział im. Ponomarenki, przy którym był A. A. Stoma, sekretarz międzyrejonowego komitetu w Czyżewie. Brygada przed rajdem została dobrze uzbrojona i wyposażona w niezbędny sprzęt. W trakcie rajdu dwukrotnie otrzymywała zrzucone broni i sprzętu. Cały czas utrzymywała łączność z BSzRP za pośrednictwem radiostacji. Na jej wyposażeniu były m.in. 2 działka 45 mm, rusznice przeciwpancerne, karabiny maszynowe, automaty oraz spory zapas amunicji i materiałów wybuchowych. Brygada przeszła ponad 500 km przez obszary czterech obwodów i w końcu czerwca 1944 r. zatrzymała się w rejonie Huty Michalin,

<sup>13</sup> Ibidem, spr. 4, t. 258, k. 114–116.

<sup>14</sup> Ibidem, spr. 4, t. 300, k. 148 i t. 301, k. 7, 37, 87; *Wsienarodnaja borba...*, t. II, s. 325–326.



w pobliżu brygady im. Czapaiewa. Podczas postoju w rejonie Huty Michalin brygada odebrała kolejne zrzućy broni i sprzętu. Na początku lipca 1944 r. wyruszyła do rejonu świsłowskiego<sup>15</sup>.

Do rejonu łomżyńskiego skierowany został samodzielnie działający oddział im. Dzierżyńskiego. Powstał on w listopadzie 1943 r. na bazie grupy pełnomocnika KC KP(b)B na rejon łomżyński – A. F. Sokolczyka, skierowanego z Moskwy na tyły wroga, oraz grup partyzanckich wydzielonych z innych formacji w obwodach mińskim i pińskim. Dowódcą oddziału był do czerwca 1944 r. I. A. Szutkow, a następnie G. S. Miśnik. Oddział nie dotarł do rejonu przeznaczenia<sup>16</sup>.

W sprawozdaniu KC KP(b)B z maja 1944 r. stwierdza się, że w okresie od stycznia do maja skierowano dodatkowo do zachodnich obwodów 29 oddziałów, liczących łącznie 5207 partyzantów. Kierowano je głównie do obwodów białostockiego i brzeskiego. Oprócz tego przygotowano jeszcze 9 oddziałów, liczących 1920 partyzantów, specjalnie dobranych i przeszkolonych, do działalności w rejonach łomżyńskim, śniadowskim, czyżewskim i dąbrowskim<sup>17</sup>. Autorzy sprawozdania nie wyjaśniają, na czym polegało owo „specjalne przygotowanie”. Wiadomo natomiast, że miały one działać na obszarach, gdzie nie było wówczas innych niż polska narodowości.

Większość oddziałów kierowanych do regionu nie dotarła na obszary Białostoczczyzny. Część z nich doszła do obwodów: baranowickiego, brzeskiego i pińskiego i tutaj, na zlecenie BSzRP, pozostała.

Dotychczasowe niepowodzenia w przetrucaniu formacji partyzanckich na zachód nie zniechęciły radzieckiego kierownictwa. Podejmowano wciąż nowe próby. Jak stwierdza raport Wydziału Operacyjnego BSzRP z 25 marca 1944 r. zalecono kierownictwom obwodów białostockiego i brzeskiego następujące działania:

„W celu opanowania przewidzianych dla Was dyslokacji, w okresie najbliższych 10–15 dni, sformować należy 2–4 grupy po 25–50 osób każda, dobrze je uzbroić, zapewnić zapasy amunicji i skierować w celach zwiadowczych na zachód. W wypadku sprzyjającej sytuacji osiądą one w zachodnich rejonach i będą działać do nadejścia głównych Waszych sił. Kontakt z grupami utrzymywać za pośrednictwem łączników. Grupy przetrucacie rzu-

<sup>15</sup> NARB w Mińsku, zesp. 3500, spr. 4, t. 299.

<sup>16</sup> Ibidem, t. 186.

<sup>17</sup> Ibidem, spr. 29, t. 518, k. 68–72.

tami, stopniowo zwiększając odległości rozlokowania. Uzbrojenie zrzućmy Wam w pierwsze pozwalające na loty dni”<sup>18</sup>.

Dużo uwagi poświęcano opanowaniu Białostoczczyzny. Jak wynika ze sprawozdania BSzRP z 1 marca 1944 r. zalecono kierownictwu obwodu białostockiego:

„a) z brygad i oddziałów znajdujących się w pobliżu granic obwodu białostockiego wydzielić oddziały bojowe liczące 50–100 osób i włączyć w ich skład pełnomocników do poszczególnych rejonów wraz z ich radiostacjami;

b) sformowanym oddziałom określić konkretne zadanie bojowe zmierzające do jednoczesnego wyjścia do wyznaczonych rejonów z różnych kierunków w celu dezorientowania przeciwnika i niedopuszczenia, by mógł zgrupować swoje siły na określonym jednym kierunku. W wypadku komplikacji przy przechodzeniu linii kolejowych polecić miejscowym brygadam, by zapewniły ochronę i pomoc będącym w marszu oddziałom;

c) po przejściu oddziałów do swoich rejonów rozwinąć działalność w celu opanowania sytuacji w rejonach i przygotowania baz dla kierowanych tu później brygad;

d) rozpocząć działania bojowe na drogach kołowych i liniach kolejowych w celu dezorganizacji tyłów przeciwnika”<sup>19</sup>.

Zalecane działania nie dawały w praktyce oczekiwanych rezultatów, dlatego w kwietniu 1944 r. w KC KP(b)B i BSzRP zapadła decyzja o zorganizowaniu w lasach grodzieńskich dużej stałej bazy przerzutowej radzieckich formacji partyzanckich na zachód. Opracowano w związku z tym plan operacyjny, w którym wykonanie tego zadania powierzono zgrupowaniu 6 brygad partyzanckich obwodu mińskiego, liczących łącznie ponad 4900 partyzantów, dobrze uzbrojonych i wyposażonych w niezbędny sprzęt i środki łączności. Do zgrupowania włączono brygady: Brygadę im. Kirowa, pod dowództwem M. I. Kreszkowa, Brygadę „Krasnoje Znamia”, pod dowództwem I. Z. Kuźniecowa, Brygadę „Razgrom”, pod dowództwem K. Ch. Bałana, Brygadę „Za SowietSKUju Biełaruś”, pod dowództwem A. N. Bazylewicz, Brygadę „Burewiestnik”, pod dowództwem M. G. Mormulewa i Brygadę „Narodnyje Mstiteli” im. Woroniańskiego, pod dowództwem G. F. Pokrowskiego<sup>20</sup>.

<sup>18</sup> Ibidem, spr. 2, t. 1026, k. 26–27.

<sup>19</sup> Ibidem, k. 4–6.

<sup>20</sup> Ibidem, zesp. 3630, spr. 1, t. 7, k. 71.

Plan operacyjny przewidywał, że w terminie 15 dni od otrzymania dyrektyw brygady wyruszą do lasów grodzieńskich. Zalecano w związku z tym skierować do północnej strefy obwodu mińskiego, skąd miały wyjść brygady, przedstawiciela BSzRP, który miał za zadanie:

- a) zapoznać dowódców i komisarzy brygad z zadaniami operacji;
- b) powołać grupę operacyjną w składzie: dowódca N. Ch. Bałan (zachowywał dowództwo brygady), przedstawiciel BSzRP i dwóch pomocników dowódcy – ds. operacyjnych i wywiadu – których miano wyznaczyć na miejscu;
- c) wspólnie z dowództwem grupy operacyjnej przygotować brygady do wymarszu do lasów grodzieńskich;
- d) przyjąć i rozdzielić, wspólnie z dowództwem grupy operacyjnej, uzbrojenie i inny sprzęt ze zrzutów;
- e) informować BSzRP o przygotowaniach do wymarszu brygad i jego przebiegu;
- f) wspólnie z kierownictwem obwodu białostockiego opracować plan rozbitcia niemieckich posterunków i opanowania lasów grodzieńskich.

Plan operacyjny przewidywał ponadto:

1. W celu zapewnienia stałej łączności podczas marszu z dowództwem grupy operacyjnej przekazanie dowództwom brygad radiostacji wraz z obsługą, pochodzących ze zrzutów.

2. Dostarczenie partyzantom dostatecznej ilości uzbrojenia i sprzętu, nie mniej niż 2 tony na brygadę.

3. Zapewnienie dowództwu grupy operacyjnej niezbędnych informacji wywiadowczych z trasy przemarszu w celu uniknięcia walk z dużymi siłami przeciwnika.

Plan zakładał, że brygada „Narodnye Mstitieli” wyruszy do celu oddzielnie i będzie otrzymywała rozkazy za pośrednictwem radiostacji. W kwietniu przewidziano zrzucenie brygadam i oddziałom zmierzającym do obwodu białostockiego ponad 9 ton uzbrojenia i sprzętu, w tym: 2,5 tony trotylu prasowanego, 150 tys. szt. amunicji (3,3 ton), 100 karabinów (0,4 tony), 60 automatów (0,3 tony), 160 tys. szt. amunicji do pistoletów TT, 20 ręcznych karabinów maszynowych (0,3 tony), 6 kompletów moździerzy (0,4 tony), 4 kompletów rusznic przeciwpancernych (0,4 tony) a także uzbrojenie minerskie, lekarstwa, 20 kompletów umundurowania, mydło (20 kg) i tytoń (20 kg)<sup>21</sup>.

---

<sup>21</sup> Ibidem, k. 72–73.

W końcowej części planu podkreśla się, że jego wykonanie będzie zależeć od zachowania dyscypliny i tajemnicy wojskowej oraz poprawnych wzajemnych stosunków z ludnością i miejscowym podziemiem.

Po opanowaniu lasów grodzieńskich znaczna część sił partyzanckich miała przejść dalej na zachód do regionu łomżyńskiego, np. brygada „Razgrom” miała działać w rejonie ciechanowieckim. Do łomżyńskiego zmierzały skierowane wcześniej oddziały: oddział im. Chmielnickiego, pod dowództwem N. W. Palczewskiego (ponad 120 osób), do rejonu brańskiego i ciechanowieckiego, oddział im. Dzierżyńskiego, pod dowództwem S. J. Stiepanowa (do maja 1944 r.) i S. F. Krzyżanowskiego (ponad 70 osób), do rejonu śniadowskiego oddział im. Budionnego, pod dowództwem A. L. Kunickiego (do grudnia 1943 r.) i A. F. Baryczewa (około 200 osób) i do rejonów augustowskiego i grajewskiego oddział im. Żukowa, pod dowództwem S. J. Tołmaczewa (do stycznia 1944 r.) i P. J. Piesockiego (ponad 100 osób).

Zgodnie z decyzją BSzRP wiosną 1944 r. w poszczególnych brygadach i oddziałach BZP zintensyfikowano prace przygotowawcze do ponownych prób przejścia na wyznaczone obszary. Na początku marca 1944 r. dowódca brygady „Wo imia Rodiny”, stacjonującej w Puszczy Różańskiej, wyszedł z 26-osobową grupą do Puszczy Białowieskiej. Tym razem udało się mu przeniknąć w głąb puszczy i zorganizować obóz partyzancki, z którego wysyłano kilkuosobowe grupy do rejonów bielskiego i brańskiego oraz zwiad do rejonów białostockiego i łapskiego. Nawiązano kontakty z ukrywającymi się oficerami i żołnierzami Armii Czerwonej, zbiegłymi jeńcami oraz zbiegami z gett. Do współpracy włączyła się też część działaczy b. KPZB oraz pozostali na tyłach „wostocznic”. Z nich to właśnie, określonych jako „miejscowi”, dowódca brygady utworzył trzy nowe oddziały: im. Dzierżyńskiego, im. Parchomienki i im. Żukowa<sup>22</sup>.

W marcu 1944 r. wyszedł z Puszczy Lipiczańskiej w rejon Białegostoku dowódca brygady im. Kalinowskiego z doborową grupą partyzantów. Nawiązał on, podobnie jak dowódca brygady „Wo imia Rodiny”, kontakt z pozostałymi na tyłach „wostocznikami”. Z nich i częściowo z miejscowych działaczy i sympatyków KPZB utworzył 1 maja 1944 r. w lasach na wschód od Białegostoku oddział partyzancki im. Kalinowskiego. Następnie przeszedł w okolice Osowca, gdzie latem 1944 r. współdziałał z oddziałami AK<sup>23</sup>.

<sup>22</sup> Ibidem, zesp. 3500, spr. 4, t. 291.

<sup>23</sup> Zbiory Muzeum w Grodnie, sygn. 7247 i 7345.

W kwietniu 1944 r. również brygada im. Newskiego przeszła z Puszczy Lipiczańskiej na Świtezkie Błota, a będące w jej składzie oddziały „Za Rodinu” i im. Suworowa do lasów grodzieńskich<sup>24</sup>. Swoich emisariuszy, w asyście małych grup partyzanckich, wiosną i latem 1944 r. wysyłali do „swoich rejonów” również sekretarze KP(b)B i LKZMB. Nie docierali oni na ogół do celu. Nie znając terenu, bez wsparcia miejscowej ludności, popadali w zasadzki, organizowane przez Niemców, ginęli lub ratowali się ucieczką i następnie wracali do baz, skąd ponownie kierowano ich na zachód.

Tabela 1 przedstawia dane statystyczne o ilości radzieckich formacji partyzanckich, partyjnych grup i grup specjalnych NKGB, kierowanych do regionu białostockiego. Był to duży wysiłek organizacyjny, prowadzony z determinacją i uporem.

**Tabela I.** Zestawienie statystyczne radzieckich formacji partyzanckich, organizatorskich grup partyjnych i specjalnych grup i oddziałów NKGB, skierowanych ze wschodu, którym udało się dotrzeć w latach 1942–1944 do granic regionu białostockiego

Wyszczególnienie	Ogółem	W tym w latach		
		1942	1943	1944
Brygad partyzanckich	2	–	1	1
Oddziałów w brygadach	7	–	3	4
Oddziałów samodzielnie działających	8	1*	6	2
Oddziałów z za linii frontu	1	–	1	–
Organizatorskich grup partyjnych	14	–	14**	–
Grup specjalnych NKGB	32	5	16	11

\* W lipcu 1942 r. oddział wycofał się na wschód.

\*\* W tym dwie grupy kierownictwa obwodowego: D. K. Sukaczowa – pełnomocnika Białostockiego Komitetu Obwodowego KP(b)B i T. N. Stryżaka – pełnomocnika KC LKZMB, skierowane wiosną 1945 r.

Źródło: Zestawienie autora na podstawie źródeł radzieckich z różnych zespołów.

Pomimo niepowodzeń w opanowaniu ziem polskich od wiosny 1944 r. rozpoczęto intensywne przygotowania do przejmowania władzy w terenie, w tym również na Białostocczyźnie. W kwietniu 1944 r. powołana została

<sup>24</sup> NARB w Mińsku, zesp. 3500, spr. 4, t. 290, k. 60 i in.

specjalna grupa operacyjna na obwód białostocki na czele z D. K. Sukaczowem, mająca za zadanie odbudowę radzieckich władz terenowych, tj. obwodowego, miejskiego i rejonowych komitetów wykonawczych. Przygotowywano też grupy operacyjne dla miast i rejonów. Członków grup operacyjnych przeszkolono na specjalnych kursach w Moskwie, a następnie w Homlu.

W maju 1944 r. powrócił na tereny okupowane D. K. Sukaczow – jak sam pisze – tym razem już jako przewodniczący obwodowego komitetu wykonawczego rady delegatów ludu pracującego w Białymstoku<sup>25</sup>. Był on tylko organizatorem obispołkomu. 8 lipca 1944 r. Biuro KC KP(b)B zatwierdziło na przewodniczącego Obispołkomu w Białymstoku Piotra Iwanowicza Ratajko – zastępcę przewodniczącego Rady Komisarzy Ludowych BSRR oraz skład Biura Komitetu Obwodowego KP(b)B. Do biura obkomu weszli: Andrej Pietrowicz Elman, Nikołaj Iwanowicz Roditielew – sekretarz KC, Piotr Iwanowicz Ratajko, Iwan Pawłowicz Muraszkin, Daniło Kirejewicz Sukaczow i Iwan Siergiejewicz Krawczenko<sup>26</sup>.

## 6. Grupy i oddziały dywersyjno-zwiadowcze NKGB

Prace związane z działalnością NKGB na tyłach niemieckich rozpoczęto w pierwszych dniach wojny i prowadzono w bardzo trudnych warunkach, podczas wycofywania się Armii Czerwonej na wschód, pod silnym naciskiem wojsk hitlerowskich. Pracownicy NKGB do działalności na terenach okupowanych nie byli przygotowani, gdyż radziecka doktryna wojenna zakładała, że po wybuchu wojny działania wojenne przeniesione zostaną na terytorium wroga. Brakowało też doświadczonych kadr kierowniczych, które przerzedziły represje z końca lat trzydziestych. Jednak pomimo trudności już w pierwszych dniach wojny rozpoczęto starania w celu powołania grup i oddziałów NKGB i skierowania ich na okupowane obszary. 26 czerwca 1941 naprędce zorganizowano w Mohylowie, gdzie ewakuował się NKGB BSRR, 14 oddziałów specjalnego przeznaczenia, liczących łącznie ponad 1 tys. osób<sup>27</sup>. Przerzucano je na tyły niemieckie, lecz na skutek niedostatecz-

<sup>25</sup> D. K. Sukaczow, *W bojach i pochodach*, w: *W priniemanskich lesach. Wspominaia partizan i podpolszczykow*, Mińsk 1975, s. 35. W styczniu 1944 r. D. K. Sukaczow wysłany został za linię frontu do KC KP(b)B w celu sprawdzenia działalności w obwodzie białostockim.

<sup>26</sup> NARB w Mińsku, zesp. 4, spr. 61, t. 51, k. 15–16.

<sup>27</sup> Ibidem, zesp. 3500, spr. 4, t. 346, k. 87.

nego przygotowania bojowego, braków w uzbrojeniu i sprzęcie, a zwłaszcza braku środków łączności, nie mogły one spełnić oczekiwań i zorganizować na okupowanych terenach sprawnie funkcjonujących struktur.

Do wiosny 1943 r. większość grup i oddziałów kierowana była na obszary Białorusi, później, zwłaszcza od lata 1943 r., głównie już na północno-wschodnie ziemie Polski. Część grup i oddziałów działających na Białorusi otrzymała rozkaz przejścia na zachód. Tak więc grupy i oddziały ze wschodu przesuwały się na północno-wschodnie ziemie Polski, gęsto je pokrywając. W lipcu 1944 r. z 226 grup i oddziałów liczących 3104 osób aż 177 (2456 osób) działało na ziemiach polskich, tj. ponad 78% grup i oddziałów i 79% osób. Na ziemiach polskich najwięcej grup i oddziałów NKGB skierowano do obwodów białostockiego – 32, pińskiego – 22 i wileńskiego – 20<sup>28</sup>. Grupy kierowane do obwodu białostockiego były najliczniejsze, liczyły średnio po 11 osób, podczas gdy grupy kierowane do innych obwodów – średnio po 6 osób. Część grup działających na Białorusi, zanim trafiła na ziemie polskie, wycofywana była za linię frontu, gdzie przeszła dodatkowe przeszkolenie, po którym przetrucano je znów na tyły. Dodać należy, że znaczną część grup i oddziałów NKGB i NKWD ZSRR kierowano również na ziemie polskie. Część ich znalazła się w obwodzie białostockim. Białostoczczyzna była pod szczególną „opieką” radzieckich służb specjalnych.

Grupy i oddziały NKGB prowadziły walkę z Niemcami i wywiad na rzecz Armii Czerwonej, lecz głównym ich zadaniem był kontrwywiad i wywiad polityczny. Wspierały one radziecki ruch partyzancki, przejmując w praktyce nie tylko partyzancki kontrwywiad i strzegąc „czystości” kadr partyzanckich, lecz również inspirować działania związane z walką z wrogami wewnętrznymi, zwłaszcza z działającym na omawianych obszarach polskim podziemiem. W wydziałach specjalnych sztabów radzieckiej partyzantki na Białorusi, zajmujących się wywiadem i kontrwywiadem oraz walką z wrogami wewnętrznymi, pracowało 564 pracowników NKGB, głównie w formacjach działających na ziemiach polskich. Informacje o tej działalności są niestety w archiwach NKGB, które są nadal niedostępne.

Akcje terrorystyczne były skierowane, jak to wówczas określano, przeciwko „wrogom władzy radzieckiej”, „elementom kontrrewolucyjnym” oraz wszelkiego rodzaju „swołoczy”. Są to określenia dosyć pojemne i można było faktycznie dokonać rozprawy z każdym, kto stanął na drodze władzom radzieckim. Stosowany przez grupy i oddziały NKGB terror nie wynikał tylko

<sup>28</sup> Ibidem, t. 329, k. 14, 18.

z warunków wojennych, stanowił on metodę działania, istotny środek do osiągnięcia celów. W końcowym, zbiorczym sprawozdaniu z działalności grup i oddziałów NKGB wymienia się m.in. że ustalono 37446 osób, określanych jako „wrogi element”. W liczbie tej było 6109 niemieckich agentów, 14377 „zdrajców”, 16960 „wrogów władzy radzieckiej” i 338 współpracowników niemieckiego wywiadu. W wymienionym sprawozdaniu stwierdza się też, że rozstrzelano 801 niemieckich agentów i 1276 „zdrajców ojczyzny” oraz wykryto 33 przywódców kontrrewolucyjnych organizacji i ich agentów<sup>29</sup>.

W celu rozpoznania polskiego podziemia NKGB wykorzystywało sąsiedzkie kontakty, jakie utrzymywała AK z radzieckimi oddziałami partyzanckimi. „Przysłani specjalnie z Rosji NKWD-ziści – pisze J. Prawdzic-Szlaski, komendant okręgu nowogródzkiego AK – budowali w terenie, z zachowaniem jak najdalej idącej konspiracji, siatkę wywiadu nastawioną na rozpracowywanie czynnie pracujących członków polskiego ruchu podziemnego i likwidowali przywódców (np. zorganizowany zamach na mjr. »Kotwicza-Macieja«, zamach na Kazimierza Klukowskiego, zamach na kwatermistrza okręgu, ppor. »Dunina«, zamach na »Jana«, prawą rękę kwatermistrza okręgu, usiłowanie zamachu na komendanta kompanii konspiracyjnej rtm. »Antoniego«”, na komendanta obwodu Szczuczyn i cały szereg innych). Stałą siedzibą NKWD była Puszcza Nalibocka i Lipiczańska<sup>30</sup>. NKGB likwidowało również działaczy białoruskiego ruchu niepodległościowego.

Grupy i oddziały NKGB, penetrując przeciwników, stworzyły rozległą sieć konfidentów i informatorów. Według danych z niepełnego przecięż wykazu grup i oddziałów działających na ziemiach polskich było ich ponad 2680. Zdobywane w ten sposób informacje przekazywano do centrali w Moskwie, a część dotycząca polskiego podziemia i innych wrogów władzy radzieckiej – także obwodowym centrom radzieckiego podziemia.

Bezpośrednio do regionu białostockiego skierowano, według radzieckich źródeł, 32 oddziały i grupy NKGB. Większość tych grup dotarła do wschodnich obszarów regionu lub na wschodnie obszary do regionu przylegające. Według danych z 11 grup, liczyły one w latach 1943–1944 od 108 do 633 osób, zorganizowały siatkę agenturalną liczącą ponad 500 osób<sup>31</sup>. W regionie białostockim działały, m.in. następujące grupy NKGB: „Czerwonnyje”

<sup>29</sup> Ibidem, k. 15–16.

<sup>30</sup> J. Prawdzic-Szlaski, *Nowogródzczyzna w walce 1940–1945*, Londyn 1976.

<sup>31</sup> NARB w Mińsku, zesp. 3500, spr. 4, t. 348, k. 4–44; A. K. Sokołow, *Oni diejstwowali pod raznymi psiewdonimami*, Mińsk 1994, s. 176.



(dowódca N. W. Czernoniebow), „Dalnije” (dowódca N. A. Chmielewcew), „Družba” (dowódca I. A. Żołobow), „Ilińskiego” (dowódca N. S. Iliuszkin), „Patrioty” (dowódca D. I. Manuiłow), „Rozowa” (dowódca W. S. Cwietkow), „Sława” (dowódca I. W. Wasiuk), „Wpieriod” (dowódca P. M. Sołatkij) i „Zapadnyje” (dowódca F. S. Piljugin) oraz dwa oddziały: „Nowatory” (dowódca B. M. Litwinskij), liczący 126 osób i „Wiest” (dowódcy A. G. Mironow (do 16 X 1943) i L. A. Agabiekow), liczący 250 osób.

Reasumując należy stwierdzić, że oddziały i grupy NKGB prowadziły na szeroką skalę działania związane z oczyszczaniem terenu z „wrogów władzy radzieckiej”. Stanowiły one ważne ogniwo w realizacji radzieckich starań o ponowne zawładnięcie wschodnimi ziemiami polskimi, w tym i regionem białostockim. Współuczestniczyły jednocześnie w kreowaniu radzieckiej polityki w „sprawie polskiej”, przekazując radziekiemu kierownictwu stosowne informacje o postawach politycznych ludności, o trwającym oporze wobec radzieckiej polityki, o polskich organizacjach niepodległościowych. Ważną kwestią będzie w dalszych badaniach ustalenie, na ile były to wiarygodne informacje i w jaki sposób je uzyskano.

## **7. Radziecka propaganda w regionie białostockim w latach 1943–1944**

Propagandę traktowano w radzieckim podziemiu jako jeden z ważnych środków realizacji radzieckich celów politycznych. Prowadzono ją pod ogólnymi hasłami walki z okupantem, akcentowano wspólnotę celów w tej walce i jedność narodów słowiańskich. Głoszono, że radziecka polityka jest „jedyną słuszną i sprawiedliwą polityką”, służącą ludziom pracy wszystkich narodów. Jednocześnie wskazywano, że radzieckie podziemie – jak odnotował to szef sztabu BZP w dzienniku – obok broni ma inny skuteczny oręż – swoją (tj. komunistyczną) ideologię<sup>32</sup>.

Głównymi formami szerzenia ideologii komunistycznej i radzieckiej polityki w podziemiu była podziemna prasa i inne wydawnictwa oraz ustna propaganda. Prasę podziemną wydawały głównie ośrodki partyjne i komсомolskie, rzadziej inne struktury podziemia. Nawet wtedy, gdy w podtytule figurowała inna struktura podziemia, np. komitet antyfaszystowski, faktycznym wydawcą był komitet KP(b)B.

<sup>32</sup> I. Sienkiewicz, *Rejd na Zachód*, „Połymia”, 1969, nr 9.

7 listopada 1943 roku ukazał się pierwszy numer „Białostockiej Prawdy”, którą określano w podtytule: „Organ Białostockiego Obkomu KP(b)B i Obwodowej Rady Delegatów Ludu Pracującego”. Gazetę redagował S. Majchrowicz, skierowany do tego celu z Moskwy wraz ze zgrupowaniem. „Białostockaja Prawda” wychodziła systematycznie co kilka dni, w małym formacie (15 x 21), o objętości 4–6 stron. Ostatni, podwójny numer 61–62 ukazał się z datą 6 lipca 1944 r.

W tym samym czasie wydawano też podziemną gazetę LKZMB „Molodoj Partizan”. W podtytule umieszczono napis „Młodzieżowa gazeta antyfaszystowska obwodu białostockiego”. Pierwszy jej numer ukazał się już 28 października 1943 r. w trakcie rajdu. Był to numer specjalnie przygotowany na 25-lecie Komsomołu. Jej redaktorem był Jakow Koczan, dziennikarz wydawanej w Moskwie gazety „Sowietskaja Bieloruś”. „Mołodoj Partizan” wychodził raz w tygodniu w nakładzie 300–400 do 500 egzemplarzy. Jedynie nr 1, okolicznościowy, ukazał się w podwójnym nakładzie. Ukazało się 55 numerów tego pisma.

Obie wymienione gazety były drukowane w języku rosyjskim w drukarni BZP, którą skierowano wraz z organizatorami podziemia z Moskwy.

Obok wymienionych dwóch gazet o zasięgu obwodowym wydawano 15 gazet rejonowych. M.in. w 1943 r. rozpoczęto wydawanie gazet – organów KP(b)B w rejonach: świsłockim – „Świsłocka Prawda”, śniadowskim – „Za Naszu Pobiedu”, skidelskim – „Krasnoje Znamia”. W 1944 r. wydawały swoje gazety również komitety KP(b)B w rejonach: brańskim – „Wpieriod na Wraga”, grodzieńskim – „Za Sowietskuju Rodinu”, łąpskim – „Znamia Pobiedy” (do 6.IV.1944 – „Krasnoje Znamia”), czyżewskim – „Patriot Rodiny” i łomżyńskim – „Smierć faszystowowi”. Swoje gazety wydawały też niektóre komitety antyfaszystowskie.

Podziemne gazety rejonowe ukazywały się w języku rosyjskim, nieregularnie, w małym formacie i niskim nakładzie. Pisano w nich głównie o walce z Niemcami i na frontach, i na tyłach oraz o pracy politycznej wśród ludności. Dominowały w nich materiały ogólne, rzadko publikowano informacje dotyczące regionu. W większości były to przedruki z prasy centralnej.

Poszczególne komitety oraz Obwodowy Sztab Ruchu Partyzanckiego wydawały również ulotki i odezwy do ludności oraz komunikaty Radzieckiego Biura Informacyjnego o sytuacji na froncie w serii: „Ostatnie wiadomości”. Drukowano je w małych formatach, częściowo jednostronnie, żeby można je było rozklejać na parkanach, ukazywały się one w olbrzymiej większości w języku rosyjskim. Ich nakład, ze względu na brak papieru i technikę druku, był niski. Łącznie radzieckie podziemie kolportowało w regionie po-

nad 260 tytułów różnych odezw i ulotek drukowanych lub odbijanych na powielaczach, maszynach do pisania lub pisanych ręcznie<sup>33</sup>. Znaczna ich część zawierała komunikaty Radzieckiego Biura Informacyjnego o sytuacji na froncie, hasła nakazujące bojkot zarządzeń władz okupacyjnych i wzywające do walki z faszyzmem.

Część odezw adresowano do ludności polskiej. Jak informował D. K. Sukaczow komitet obwodowy KP(b)B wydał do 300 tys. egzemplarzy odezw i ulotek w języku polskim, wzywających do walki z Niemcami<sup>34</sup>. Uważano bowiem, zgodnie z tezami propagandowymi, że walczyć można tylko w szeregach radzieckiego podziemia, że w polskim podziemiu walki takiej nie prowadzi się, że odciąga ono od walki, a nawet z Niemcami współpracuje. Jednocześnie przypominano Polakom, że kwestia granicy wschodniej rozwiązana została ostatecznie w 1939 r.

Prasa i inne wydawnictwa przeznaczone dla zachodnich obszarów Białostoczczyzny nie różniły się pod względem formy i treści od pozostałej, a przecież na tych terenach żyła głównie ludność polska, której postawy i cele były inne, walczyła ona aktywnie z okupantem, by żyć w wolnej i niezależnej Polsce.

W ostatnich miesiącach okupacji w pracy politycznej i propagandowej uwagę koncentrowano na kwestiach bezpośredniego zabezpieczenia powrotu władzy radzieckiej na obszary Białostoczczyzny. Głoszono przy tym, że wraz z wyzwoleniem przez Armię Czerwoną nastąpi w regionie „swobodne i radosne życie”. Nowym elementem jest to, że w wydawanych odezwach i ulotkach, obok komitetów partyjnych, do ludności zwracają się już przedstawiciele „radzieckich władz terenowych”.

Reasumując należy stwierdzić, że oddziaływanie radzieckiej propagandy, zarówno zę względu na jej treści, jak i formę (sloganowe hasła w obcym języku) było znikome. Do tego docierano z nią tylko do części ludności zamieszkującej na wschodnich obszarach regionu, w ostatnich miesiącach okupacji.

---

<sup>33</sup> Liczbę ulotek ustalono na podstawie zachowanych egzemplarzy. Według relacji niektórych uczestników walk z faszyzmem było ich znacznie więcej.

<sup>34</sup> NARB w Mińsku, zesp. 2, t. 49, k. 167.

## 8. Fiasko radzieckich starań o ponowne opanowanie Białostoczczyzny w latach 1943–1944

Kierowani na ziemie polskie radzieccy partyzanci zastawali tu zupełnie inną sytuację, niż im zapowiadano przed wymarszem. Diametralnie odmienna była zwłaszcza sytuacja na Białostoczczyźnie. Pomimo formalnej unifikacji tych ziem z BSRR w 1939 r. zachowały się tu istotne różnice w strukturze społeczno-gospodarczej oraz w postawach i świadomości ludności. Antypolska polityka ZSRR i stosowane represje nie zdołały pozbawić Polaków dominującego wpływu w regionie. Partyzanci radzieccy zetknęli się na polskich ziemiach z dobrze zorganizowanym, głęboko tkwiącym w terenie i wszechstronnie wspieranym nie tylko przez Polaków polskim podziemiem. Wejście do regionu radzieckiego podziemia i jego działalność polityczno-propagandową traktowano jako „akt skierowany przeciwko państwowości polskiej”<sup>35</sup>. Uznanie tych ziem za radzieckie traktowano jako kontynuację agresji z 1939 r. Szczególnie raziło miejscową ludność oskarżanie – wbrew faktom – polskiego podziemia o bezczynność w walce z okupantem a nawet „wspieranie” Niemców. Polskie podziemie walczyło przecież z Niemcami wszystkimi dostępnymi środkami i przeciwstawiało się skutecznie eksterminacyjnej polityce okupanta.

Czy w takiej sytuacji, przy silnym i wspieranym przez ludność polskim podziemiem i braku szerszego oparcia wśród miejscowej ludności, radzieckie podziemie miało szansę wejścia na te tereny i opanowania ich? Hasła, z jakimi wchodziło ono na te tereny, nie rokowały szans powodzenia. Restytucja stosunków, siłą wprowadzonych w 1939 r., nie znajdowała zwolenników. Nie było też szans na „stworzenie” sobie liczących się sojuszników. Komuniści, skompromitowani wspieraniem antypolskiej polityki radzieckiej w latach 1939–1941, nie mieli na tych terenach istotnych wpływów. Nie można też było liczyć na „podporządkowanie” sobie polskiego podziemia. A jednak z wejścia na Białostoczczyznę nie rezygnowano. Z determinacją i uporem wciąż kierowano nowe siły i środki, by ten cel osiągnąć.

Pomimo usilnych starań i wielokrotnych prób nie udało się radzieckiemu podziemiem wejść na stałe na obszary Białostoczczyzny. Nie osiągnęły też na tych terenach zakładanych celów grupy specjalne NKGB. Tylko część skierowanych tu sił dotarła do Puszczy Lipiczańskiej i Różańskiej, skąd następnie pojedyncze grupy i oddziały próbowały iść dalej, lecz bez większych

<sup>35</sup> Archiwum Akt Nowych w Warszawie, Oddział VI, 202/III-134, k. 368.

rezultatów. Inne pozostały w obwodach baranowickim, brzeskim, pińskim i wileńskim. Stwierdzenie S. Prytyckiego, i w ślad za nim innych autorów, że pomimo trudności radzieckie podziemie wykonało na tym terenie swoje zadanie, nie da się racjonalnie uzasadnić<sup>36</sup>.

Prowadzona na Białorusi od lata 1943 r. rejonizacja i centralizacja struktur podziemia była na tych terenach nie tylko sprzeczna z istotą konspiracji i zasadami jej efektywności, lecz i oderwana od gleby, na której może rozwijać się ruch partyzancki. Przerzucane na nieznane tereny radzieckie formacje zatracaly siłę wynikającą ze znajomości terenu i poparcia miejscowej ludności. Zmuszało to je do szukania nowych sposobów „utrzymania się” w terenie. Brygady i oddziały kryły się w dużych, trudno dostępnych masywach leśnych obwodu baranowickiego i brzeskiego i działały tylko małymi patrolami, bez trwałej więzi i stałego wsparcia miejscowej ludności. Nie wykonano opracowanego z rozmachem planu operacyjnego w sprawie zorganizowania w lasach grodzieńskich bazy partyzanckiej. Skierowane w tym celu brygady partyzanckie po drodze, daleko przed celem, „osiadły” w obwodach wschodnich.

Analiza przebiegu rajdu poszczególnych formacji, dokonana na podstawie zachowanych sprawozdań dowódców oraz wspomnień i relacji uczestników, wskazuje, że „marsz na zachód” nie przebiegał wzorowo i sprawnie – jak oceniają to autorzy historii ruchu partyzanckiego na Białorusi<sup>37</sup>. Partyzanci mieli duże trudności w rozwiązywaniu spraw aprowizacji na nowych, nieznanach terenach oraz w nawiązywaniu łączności z miejscową ludnością. Często musieli z braku miejscowych przewodników krążyć po lasach i bagnach, co w istotny sposób utrudniało, a niekiedy uniemożliwiało przemarsz, lub popadali w zasadzki organizowane przez Niemców.

Wśród partyzantów, pędzonych na nieznane im ziemie, rodziły się uzasadnione wątpliwości. Jeśli rzeczywiście celem była walka z Niemcami, tak jak oficjalnie ogłoszono, to czy nie lepiej było bić Niemców na własnej ziemi, wykorzystując znajomość terenu i wsparcie ludności? Jeśli natomiast trzeba było zaktywizować walkę z okupantem na tych terenach – takie hasła też głoszono – to czy nie wystarczyło skierować tu grupy organizatorów i uzbrojenie? Dlaczego kierowano całe zgrupowania, brygady i oddziały i do tego starano się je równomiernie rozmieszczać w dowojennych rejonach, niezależnie od warunków terenowych. Podkreślić też należy, że stwierdzenie o „małej

---

<sup>36</sup> S. O. Prytyckij, *Za swobodu i niezawisomosc rodziny*, w: *Niepokorionnaja Bietorusija*, Moskwa 1963, s. 308 i in.

<sup>37</sup> *Wsienarodnaja borba...*, t. II, s. 328–329.

aktywności w walce z okupantem” miejscowej ludności jest nieprawdziwe. Walkę z Niemcami prowadzono tu od początku okupacji we wszystkich znanych formach. Obok różnorodnych form biernego i czynnego oporu cywilnego istniała cała sieć ogniw terenowych ZWZ-AK, z rozbudowanymi strukturami w okręgach, inspektoratach obwodowych, obwodach, rejonach i placówkach. Działyły też struktury partyzanckie i dywersyjne („Wachlarz”, „Kedyw”).

Nie udało się też radzieckiemu podziemiu wyeliminować polskiego podziemia. Podziemie radzieckie przebywało na stałe w ukrytych bazach w lasach, polskie zaś we wsiach i miasteczkach, ukrywane przez wspierającą je ludność. Było ono dla wielu mieszkańców tych ziem znakiem sprzeciwu wobec radzieckiej polityki przemocy i – co ważne – nadzieją na zmianę sytuacji. Nie zdołano też rozpracować konfidencyjnie siatki konspiracyjnej ZWZ-AK, pomimo skierowania na te tereny dużej ilości specjalnych grup NKGB i zorganizowania w partyzanckich sztabach specjalnych wydziałów. Pomimo dużych wysiłków penetracja polskiego podziemia była ograniczona.

Reasumując należy stwierdzić, że dopiero wiosną i latem 1944 r. niewielka część radzieckiego podziemia weszła na wschodnie obszary Białostoczczyzny i nawiązała łączność z osobami związanymi przed wojną z ruchem komunistycznym. Nawiązano też kontakty z istniejącymi tu komitetami antyfaszystowskimi. Kontakty dotyczyły niewielkiej ilości osób i nie można ich uznać za „wejście w teren”. Obok złych doświadczeń z lat 1939–1941 i wnoszonej przez radzieckie podziemie obcej ideologii odgradzało je od ludności wrogie traktowanie polskiego podziemia, z którym olbrzymia większość ludności wiązała swoje nadzieje, w którym aktywnie uczestniczyła i które wszystkimi środkami wspierała. Traktowanie „wrosłego w teren” masowego polskiego podziemia przez przybyszów jako „agentów Londynu”, prowadzących rzekomo „grę z okupantem”, nie mogło zapewnić im poparcia, zwłaszcza że głoszono nadal, że są to radzieckie ziemie, włącznie z Łomżyńskiem i tą częścią Białostoczczyzny, gdzie nie było ludności białoruskiej.

26 lipca 1944 r., podczas rozmów delegacji PKWN z rządem radzieckim, zapadła decyzja o skorygowaniu ustalonej w 1939 r. zachodniej granicy ZSRR zgodnie z tzw. Linią Curzona. Większa część regionu białostockiego pozostała Polsce. Wiadomość o zmianach dotarła do wyzwolonego 27 lipca 1944 r. Białegostoku w końcu lipca. Do tego czasu powołano na wyzwolonych obszarach ognia terenowe radzieckich władz. Między innymi w Białymstoku rozpoczęła działalność Miejska Rada Delegatów Ludu Pracującego, w terenie próbowano uruchamiać rady rejonowe i wiejskie. Na wyzwolonych obszarach prowadzono mobilizację roczników urodzonych w la-

tach 1894–1926 do Armii Czerwonej. W związku z tym uruchomiono aparat propagandowy i podjęto szerokie działania organizacyjne. Przedstawiciele polskiego państwa podziemnego, ujawniających się w akcji „Burza”, aresztowano i zesłano do obozów.

Brak dostatecznej ilości źródeł, zwłaszcza dostępu do wszystkich źródeł NKWD (NKGB), nie pozwala jeszcze jednoznacznie stwierdzić, kto forsował walkę o ponowne włączenie Białostoczczyzny w skład ZSRR – władze Białoruskiej SRR czy władze ZSRR. W radzieckich ocenach Białostoczczyznę już w 1920 uznano za teren niepolski. Dlaczego jednak zrezygnowano z większości tego terenu w 1944 r.? Sądzę, że głównym czynnikiem, który zdecydował o tym, była niezłomna postawa mieszkańców regionu, zarówno w latach 1939–1941, jak i w latach okupacji niemieckiej. Piętrzące się trudności w opanowaniu tego terenu skłoniły władze ZSRR do rezygnacji. Pewną rolę mogła też odegrać chęć zademonstrowania „kompromisowego” stanowiska. J. Stalin, gdy osiągnął swój cel w „sprawie polskiej”, zgodził się na mały gest wobec nowego polskiego „sojusznika”, licząc też zapewne na efekty propagandowe i jego wdzięczność.

HANNA KONOPKA (Białystok)

## NAUCZANIE RELIGII W SZKOŁACH POLSKI LUDOWEJ (1944-1950)

Status religii, jako przedmiotu nauczania, był od wieków mocno ugruntowany w szkolnictwie polskim. Był on odbiciem wysokiej rangi Kościoła katolickiego w państwie i społeczeństwie polskim. Przemiany ustrojowe, zapoczątkowane w szkolnictwie polskim po zakończeniu II wojny światowej, zmierzały między innymi w kierunku laicyzacji i przepojenia go ateistyczną ideologią komunistyczną. W pierwszych powojennych latach Kościół, duchowieństwo oraz nauczyciele religii znaleźli się w swej ogromnej większości w obozie, który „władza ludowa” darzyła nie skrywaną wrogością. Postępowanie komunistów w stosunku do katechizacji szkolnej odbierane było w świadomości społecznej przede wszystkim jako ich stosunek do religii, do wiary<sup>1</sup>.

Problematyka stosunków między władzami partyjno-państwowymi, w tym oświatowymi, a hierarchią, duchowieństwem i wierzącym społeczeństwem, w związku z nauczaniem religii w szkołach, to splot zagadnień:

- przede wszystkim podstaw prawnych obecności religii w szkolnictwie, ich przestrzegania i urzędowej interpretacji,
- statusu prawnego nauczycieli religii, ich angażowania, kwalifikacji i zwalniania,

---

<sup>1</sup> Ramy niniejszego artykułu pozwalają jedynie na zasygnalizowanie ważniejszych zagadnień. Szerzej: H. Konopka, *Religia w szkołach Polski Ludowej. Problem nauczania religii w polityce państwa (1944–1961)*, wyd. II, Białystok 1998; *17 lat nauczania religii w Polsce Ludowej. Wybór dokumentów*, opr.: H. Konopka, Białystok 1998. Także: J. Żaryn, *Kościół a władza w Polsce (1945–1950)*, Warszawa 1997; S. Wójcik, *Katechizacja w warunkach systemu totalitarnego. Na przykładzie Administracji Apostolskiej Dolnego Śląska w latach 1945–1961*, Wrocław 1995.



- możliwości i zakresu katechizacji zgodnie z misją Kościoła
- oraz wykonywania praktyk religijnych na terenie szkoły.

Pomimo konfrontacji między komunistycznymi władzami państwa a Kościołem w ciągu pierwszych siedemnastu lat istnienia Polski Ludowej religia pozostawała jednak przedmiotem nauczania szkolnego. Co prawda jej status ulegał zmianie, jednak ciągle pozostawała ona w planach lekcyjnych, przynajmniej w części szkół. Był to ewenement w skali „krajów demokracji ludowej”.

„Władza ludowa” od początku swego istnienia dążyła do wprowadzenia i egzekwowania swoiście rozumianej zasady rozdziału Kościoła od państwa. Jednak do 22 lipca 1952 r., to jest do uchwalenia Konstytucji PRL, formalnie obowiązywały podstawowe założenia Konstytucji marcowej 1921 r. Szkolnictwo funkcjonowało w zasadzie na podstawie przedwojennego ustawodawstwa oświatowego. W nowej rzeczywistości politycznej władze oświatowe tendencyjnie interpretowały jednak te regulacje. Stanowiło to zarzewie konfliktów: kwestia nauczania religii stała się fragmentem walki politycznej i ideologicznej na gruncie systemu oświatowego.

Powojenna przebudowa oświaty polskiej miała na celu zmianę ustroju szkolnego: jego podstaw organizacyjnych, ale przede wszystkim dotychczasowej ideologii wychowawczej<sup>2</sup>. Chodziło o zmianę istoty wychowania młodzieży polskiej: z państwowego i narodowego – religijnego, na socjalistyczne – świeckie. Walka o to była płaszczyzną ciągłych napięć w polskiej oświacie. Początkowo otwieraniu nowych szkół i wznowianiu w nich zajęć lekcyjnych towarzyszyły tradycyjne obrzędy religijne oraz podejmowanie nauki religii. Próby przeciwdziałania tym praktykom, zabiegi mające na celu ograniczenie obecności Kościoła na terenie szkoły, spotykały się z powszechną i ostrą reakcją kleru, nauczycieli, rodziców i dzieci.

W Tymczasowym Rządzie Jedności Narodowej stanowisko ministra oświaty powierzono Czesławowi Wycechowi (28 czerwca 1945 r.). Sprawiać mogło to wrażenie, że rząd, utworzony na szerszej bazie społecznej i politycznej, w projektowanej reformie szkolnictwa odstąpić może od najbardziej drastycznych zmian – m.in. w zakresie ograniczania nauczania religii i praktyk religijnych w szkołach. Proponowana przez władze oświatowe fakultatywność nauki religii została ostro zaatakowana w prasie katolickiej. Ks. Jan Piwowarczyk pisał: „Odrzucając przymus Kościół stoi jednak na stanowisku

---

<sup>2</sup> Szerzej m. in.: S. Mauersberg, *Reforma szkolnictwa w Polsce 1944–1948*, Wrocław 1974; B. Potyrała, *Przemiany oświaty w Polsce w latach 1944–1948*, Wrocław 1991.

obowiązkowości nauki religii i praktyk religijnych w szkole dla dzieci zapisanych jako katolickie”<sup>3</sup>. Nadzieje części działaczy oświatowych, związane z osobą Wycecha, nie spełniły się jednak. W wywiadzie udzielonym kilka dni po objęciu stanowiska Wycech potwierdził respektowanie przez ministerstwo zasady wolności sumienia i wyznania, a w stosunku do osób, które „...nie mogą się zmieścić w ramach określonych związków wyznaniowych, nie będzie stosowany przymus praktyk religijnych”<sup>4</sup>.

Zagadnienie nauczania religii w szkołach, a raczej jej ograniczania, wymagało rozwiązania co najmniej dwóch problemów prawnych: ustaleń wynikających z Konkordatu oraz postanowień Konstytucji marcowej. Uchwała Tymczasowego Rządu Jedności Narodowej z 12 września 1945 r. o wygaśnięciu Konkordatu rozwiązywała formalnie problem pierwszy<sup>5</sup>.

Dруга kwestia wymagała znalezienia odpowiedzi na pytania:

- czy w świetle postanowień Konstytucji marcowej nauka religii w szkołach jest obowiązkowa dla wszystkich uczniów mających mniej niż 18 lat
- oraz jak ma być udzielana nauka religii uczniom, których rodzice (opiekunowie) należą do związku religijnego dotychczas prawnie nieuznawanego?

Odpowiedzi na te pytania zawierał *Okólnik Ministra Oświaty z dn. 13 września 1945 r.*<sup>6</sup> Istota okólnika sprowadzała się do stwierdzeń, że nauka religii jest obowiązkowa dla uczniów przynależnych do wyznań uznanych przez Państwo, natomiast uczniowie, których rodzice (prawni opiekunowie) zadeklarują, iż nie życzą sobie, by dzieci ich pobierały naukę religii, ponieważ nie odpowiada to ich przekonaniom religijnym, są od nauki tego przedmiotu zwolnieni. Okólnik wprowadzał więc nowy stan prawny. Z uczenia się religii, formalnie nadal będącej przedmiotem obowiązkowym, można było zrezygnować poprzez złożony przez rodziców (opiekunów) sprzeciw.

---

<sup>3</sup> J. Piwowarczyk, *Projekt reformy a wychowanie*, „Tygodnik Powszechny” nr 12, 10 czerwca 1945.

<sup>4</sup> „Życie Warszawy” nr 186, 13 lipca 1945 r.

<sup>5</sup> Rada Ministrów powołała się na opinię Komisji Prawniczej przy Ministerstwie Sprawiedliwości, przygotowaną w sierpniu 1945 r. Por.: *Dwie opinie prawne z dziedziny stosunków Kościoła i państwa*, „Demokratyczny Przegląd Prawniczy” 1945, nr 1. Sprawa Konkordatu – jego „wypowiedzenia”, „jednostronnego uchylecia”, czy też „wygaśnięcia”, leżąca poza zasadniczym tematem rozprawy, rzutowała jednak na rozpatrywanie kwestii szkolnego nauczania religii.

<sup>6</sup> Okólnik nr 50 z 13 września 1945 r. w sprawie nauki szkolnej religii, Dz. Urz. MOśw. 1945, nr 4, poz. 189.

Sprawa świeckiego charakteru szkoły pojawiła się na marginesie obrad II Konferencji Nauczycieli Członków PPR (7–8 października 1945 r.), Ogólnopolskiego Zjazdu Nauczycieli Członków PPS (16–17 listopada 1945 r.) oraz na konferencji aktywu nauczycielskiego PPS i PPR (23–24 marca 1946 r.)<sup>7</sup>. Uczestnicy konferencji wzywali m.in. do popularyzowania w szkołach okólnika w sprawie zwalniania dzieci od przymusu pobierania nauki religii oraz zwracali uwagę nauczycieli, że nie są oni zobowiązani do nadzorowania udziału dzieci w praktykach religijnych.

Działalność Kościoła w nowych warunkach stała się przedmiotem obrad pierwszej po zakończeniu wojny Konferencji Plenarnej Episkopatu (3–4 października 1945 r.)<sup>8</sup>. Biskupi zwrócili się do katolików polskich z apelem o zapewnienie młodzieży nauki religii w szkołach i wychowanie w duchu chrześcijańskim<sup>9</sup>. Konferencja Plenarna powołała Komisję Szkolną Episkopatu<sup>10</sup>.

Egzekwowanie wykonania Okólnika z 13 września 1945 r. nie sprawiało kłopotu. W pierwszej kolejności zwrócono uwagę na licea pedagogiczne<sup>11</sup>. W programie nauczania w liceach pedagogicznych w roku szkolnym 1946/47, pozostawiono 1 godzinę lekcyjną na naukę religii<sup>12</sup>. W szkołach zawodowych i dla dorosłych, w roku szkolnym 1946/47, zmniejszono liczbę godzin nauki religii z 2 do 1 godziny tygodniowo<sup>13</sup>.

<sup>7</sup> S. Mauersberg, op. cit., s. 107 i n. Kongresy te obradowały w Warszawie.

<sup>8</sup> Biskupi obradowali pod przewodnictwem prymasa kard. Augusta Hlonda, który wrócił do kraju w lipcu 1945 r. Po powrocie do kraju prymas Hlond przebywał w Poznaniu, nie śpiesząc się z nawiązaniem kontaktów z władzami państwowymi w Warszawie. Prymas opuścił Poznań i przeniósł się do Warszawy 29 kwietnia 1946 r. Szerzej: M. Piotrowski, *Służba idei czy serwilizm? Zygmunt Felczak i Feliks Widy-Wirski w najnowszych dziejach Polski*, Lublin 1994, s. 245 i n.

<sup>9</sup> *Listy pasterskie Episkopatu Polski. 1945–1974*, Paryż 1975, s. 23–24. Także: J. Wolny, *Ostatnie lata działalności kościelnej Adama Stefana Sapieha*, w: *Księga Sapieżyńska*, pr. zb. pod red. ks. Jerzego Wolnego, t. II, Kraków 1986, s. 520 i n.

<sup>10</sup> W skład komisji weszli: abp Adam Stefan Sapieha, biskupi: Włodzimierz Jasiński, Stanisław Rospond, Juliusz Bieniek oraz prałat Andrzej Wronka. Por. m.in.: M. Jakubiec, *Abp Adam Stefan Sapieha jako przewodniczący Komisji Szkolnej Episkopatu Polski*, w: *Księga Sapieżyńska...*, s. 71–85. Także: W. Pomykała, *Kościół milczenia?*, Warszawa 1967, s. 43.

<sup>11</sup> Na mocy zarządzenia Ministra Oświaty z 12 czerwca 1945 r. (Dz. Urz. MOśw., 1945, nr 2, poz. 57) w liceach pedagogicznych religia przestała być przedmiotem egzaminacyjnym podczas matury, a nauczycieli religii wyłączono z komisji egzaminacyjnych.

<sup>12</sup> Okólnik nr 10 z dn. 11 lutego 1946 r., Dz. Urz. MOśw. 1946, nr 2 poz. 50. Religię pominięto natomiast w programie 4-tygodniowego kursu wakacyjnego, przygotowującego nauczycieli niekwalifikowanych.

<sup>13</sup> Archiwum Akt Nowych Ministerstwo Oświaty (AAN MOśw.), sygn. 412, Zarządzenie z dn. 20 maja 1946 r. nr III. 1191/46 w sprawie organizacji roku szkolnego 1946/47 w szkołach zawodowych.

Nawarstwianie się spraw związanych z nauczaniem religii, wychowaniem religijnym itp. spowodowało, że Episkopat Polski podjął te problemy na kolejnej Konferencji Plenarnej w dn. 22–24 maja 1946 r. W jej trakcie ustalono zasady postępowania duchowieństwa wobec władz<sup>14</sup>. Biskupi wyrazili troskę o religijne wykształcenie i wychowanie młodzieży, uznali, że „młodzież w obecnych stosunkach jest wystawiona więcej niż kiedykolwiek przedtem na moralne niebezpieczeństwa, Kościół musi ją otoczyć głęboką ojcowską opieką, aby nie wypaczyło się jej młode życie”<sup>15</sup>.

Reforma oświatowa, zapoczątkowana przez działaczy PPR, w okresie od lipca 1945 r. do stycznia 1947 r. nie była jednak realizowana konsekwentnie. Oddanie resortu oświaty w ręce Wycecha było kompromisem między zwolennikami i przeciwnikami kierunku reformowania oświaty. Wycech nie realizował w pełni ideałów wychowawczych postulowanych przez PPR, ale też nie występował otwarcie przeciwko nim. Postępowanie takie było dość trudne, ponieważ Departament Reformy Szkolnej, na czele którego stała Żanna Kormanowa, znajdował się pod wpływem PPR. W kształtowaniu i realizacji polityki oświatowej działacze PPR ważne miejsce przewidywali dla nauczycieli. Uważając, że nauczyciel nie może być apolityczny, postawili sobie za cel przebudowanie jego światopoglądu. Komuniści i ich sojusznicy przeciwni byli kierunkowi działań reformatorskich realizowanych przez PSL-owską ekipę ministra Wycecha. Oceniali, że w resorcie nasiliły się tendencje reakcyjne, a zamiarem ludowców było odejście od reformy i przełożenie jej na „nieoznaczony termin”<sup>16</sup>.

Po uchwaleniu małej Konstytucji 19 lutego 1947 r. władze oświatowe za miarodajną wykładnię kwestii nauczania religii przyjęły *Uwagi o nie-*

---

<sup>14</sup> „Poszczególni biskupi mogą rozmawiać z władzami jedynie w sprawach dotyczących ich diecezji, natomiast generalne zagadnienia związane z problematyką stosunków państwa z Kościołem leżą w kompetencji konferencji plenarnej episkopatu oraz Komisji Głównej. Stanowiło to zabezpieczenie przed próbami różnicowania stanowiska poszczególnych hierarchów w sprawie sposobu uregulowania sytuacji Kościoła. (...) Unikać należy postawy, która by mogła być interpretowana jako aprobata polityki rządowej lub jako kolaboracja z nim”. Protokół Plenarnej Konferencji Episkopatu z 22–24 maja 1946 r., w: W. Kozub-Ciembroniewicz, J. Majchrowski, *Najnowsza historia polityczna Polski. Wybór źródeł*, cz. IV, 1945–1948, Kraków 1993, s. 108. Por.: A. Dudek, *Państwo i Kościół w Polsce 1945–1970*, Kraków 1995, s. 9.

<sup>15</sup> *Listy Pastorskie Episkopatu...*, s. 39.

<sup>16</sup> B. Jakubowska, *Przeobrażenia w szkolnej edukacji historycznej w Polsce w latach 1944–1956*, Warszawa 1986, s. 134 i n.

których zagadnieniach ustaw konstytucyjnych z 4 i 19 lutego 1947 roku<sup>17</sup>. Mała Konstytucja nie tylko nie znosiła Konstytucji marcowej, ani Manifestu Lipcowego PKWN, ale wręcz na wstępie stwierdzała, że Konstytucję tę nadaje się w oparciu o podstawowe założenia tych aktów. Przyjęto, że z chwilą uchwalenia małej Konstytucji moc prawną zachowywały tylko te zapisy Konstytucji marcowej, które zostały w niej wyraźnie przytoczone. Ponieważ żaden z artykułów Konstytucji marcowej dotyczących szkolnictwa i nauczania nie został w nowej Konstytucji powołany, uznano więc, że w tym zakresie ustawodawca nie podlega żadnym poprzednim ograniczeniom konstytucyjnym<sup>18</sup>.

Po zwycięstwie wyborczym Bloku Stronnictw Demokratycznych w styczniu 1947 r. utrzymywanie pozorów współpracy z lewicowym odłamem PSL (na dotychczasowych zasadach) okazało się dla komunistów zbędne. Ministrem oświaty został ponownie Stanisław Skrzeszewski. Zapoczątkowano wówczas wymianę kuratorów i inspektorów szkolnych związanych dotąd z PSL. W latach 1947–1948 nastąpił także gwałtowny wzrost liczby członków PPR, a następnie PZPR wśród nauczycieli<sup>19</sup>.

Nowa, PPR-owska ekipa zapowiadała zmianę sytuacji w szkolnictwie, kontynuację przebudowy treści edukacji szkolnej i przygotowania w jej ramach ogólnej strategii politycznej swej partii do planowanej *ofensywy ideologicznej*<sup>20</sup>. Decyzję jej podjęcia wśród nauczycielstwa Biuro Polityczne KC PPR uchwaliło w kwietniu 1947 r. Pod hasłem „upaństwowienia” nauczania większy nacisk położono na zagadnienia polityczne, ekonomiczne i społeczne. Realizacja tych zagadnień miała dać wychowankom „zdrowe podstawy” pod budowę nowego, materialistycznego światopoglądu<sup>21</sup>.

Po wyborach do Sejmu Ustawodawczego nowego wydzwiku nabraly sprawy nauczania religii i propagowania treści wychowania religijnego w szkole. Środowisko katolickie w Sejmie (posłowie: Jan Frankowski, Aleksander Bocheński i Witold Bienkowski). stanowiło wobec komunistów opo-

---

<sup>17</sup> *Uwagi o niektórych zagadnieniach ustaw konstytucyjnych z 4 i 19 lutego 1947 r.*, „Demokratyczny Przegląd Prawniczy” 1947, nr 3.

<sup>18</sup> AAN MOśw., sygn. 414, Zestawienie przepisów o nauce religii rzymskokatolickiej za okres przed uchwaleniem małej Konstytucji z 1947 r.

<sup>19</sup> Szerzej: B. Potyrała, op. cit., s. 94 i n.

<sup>20</sup> Szerzej: J. Jakubowski, *Polityka oświatowa...*, s. 138–141; *Historia wychowania. Wiek XX*, pod red. J. Miąso, T. I, Warszawa 1981, s. 334–338; H. Chylińska, *Ideał wychowawczy w okresie rewolucji społecznej w Polsce (1944–1948)*, Warszawa 1981, s. 60–70.

<sup>21</sup> B. Orłowski, *O upolitycznieniu*, „Głos Nauczycielski” 1947, nr 8.

zycją nikłą, jednakże przejawiającą znaczną aktywność polityczną. Głos głosów katolickich nie mógł jednak wpłynąć na zmianę sytuacji, o której decydowała lewicowa większość.

Kontrowersje wokół stosunków między władzą ludową a Kościołem, pojawiające się w debatach sejmowych, sygnalizowały narastający, coraz trudniej skrywany, antagonizm między tymi podmiotami życia społecznego i politycznego. Władza starała się stwarzać pozory dążenia do układania poprawnych stosunków z Kościołem. Deklarowała respektowanie uczuć religijnych społeczeństwa. Eksponowała przywiązanie do zewnętrznych przejawów tradycji chrześcijańskich. I tak, na przykład, program Polskiego Radia rozpoczynała pieśń *Kiedy ranne wstają zorze*, działacze PPR uczestniczyli w procesjach i innych uroczystościach religijnych, a „bezpartyjny” prezydent Bierut kończył swoją przysięgę słowami: *Tak mi dopomóż Bóg!* Takich przykładów można by przytoczyć znacznie więcej, jednak „za tą fasadą kryła się zdecydowana ofensywa przeciw Kościołowi”<sup>22</sup>. Również strona kościelna uwikłana była w swoistą grę pozorów. Ze względów zasadniczych nie mogła ustąpić przed ofensywą komunistów, jednak nie była też w stanie wydać im otwartej walki. Taka, nienaturalna sytuacja nie mogła trwać zbyt długo. Z trudem skrywana niechęć, przeradzała się w coraz wyraźniejszą wrogość, z tym, że fizyczna siła państwa była w rękach komunistów.

Rozpoczynający się rok szkolny 1947/48, w dziedzinie nauczania religii i wychowania religijnego prowadzonego w szkołach, zapowiadał się jako trudny. Strona kościelna wiedziała, że stosunek władz szkolnych do religii jest nieprzychylny i nieszczerzy: atak skierowany jest na nauczanie religii w szkole, na osobę katechety i na samą treść nauki religii. Problematykę tę Komisja Szkolna Episkopatu poddała gruntownej analizie podczas obrad 4 września 1947 r. W czasie tego posiedzenia kierownictwo Komisji Szkolnej objął bp Jan Stepa, gdyż kard. Sapieha złożył ten urząd na jego ręce. Plo-nem obrad były rezolucje skierowane do Rządu. Dotyczyły one przywrócenia dwóch godzin religii tygodniowo w szkołach zawodowych oraz usunięcia ze szkoły wszystkiego, co podważa i obraża religię i moralność katolicką (chodziło zwłaszcza o wprowadzenie do programów szkolnych uświadomienia seksualnego). Stosowne rezolucje skierowano też do Episkopatu. Dotyczyły one legalizacji Sodaliczki Mariańskiej i Krucjaty Eucharystycznej jako orga-

---

<sup>22</sup> K. Kersten, *Narodziny systemu władzy Polski 1943-1948*, Paryż 1986, s. 167.

nizacji szkolnych, braku kwalifikowanych prefektów na ziemiach odzyskanych<sup>23</sup>.

Komisja Szkolna Episkopatu zdawała sobie sprawę z tego, że słabym punktem strony kościelnej w starciu z władzami oświatowymi jest poziom przygotowania pedagogicznego katechetów. Dlatego proponowała, aby Episkopat ustalił wymagania egzaminu kwalifikacyjnego dla katechetów, zwłaszcza do szkół średnich. Do programu miałyby wejść takie przedmioty, jak pedagogika, katechetyka i psychologia pedagogiczna. Komisja wyraziła zdanie, że nie należy mianować prefektami księży bez odpowiednich kwalifikacji. Proponowała też organizowanie obowiązkowych kursów dokształcających dla księży katechetów w czasie wakacji.

W drugiej połowie 1947 r. coraz wyraźniejsze stało się odchodzenie władz państwowych od stwarzanych dotąd pozorów „pokojowego współistnienia” z Kościołem. Wygodnym dla władzy pretekstem stała się *Odezwa biskupów polskich do wiernych*, odczytana w kościołach 28 września 1947 r. Odezwa odnosiła się w części do spraw szkolnych i wychowania młodzieży<sup>24</sup>.

Jednym z narzędzi polityki władz państwowych w sprawie nauczania religii w szkołach było wydawanie rozporządzeń i przepisów wykonawczych w trybie administracyjnym, coraz częściej rezygnując z ich ogłaszania. Jesienią 1947 r. minister oświaty rozesłał do kuratoriów okręgów szkolnych projekt rozporządzenia w sprawie szkolnej nauki religii. Przedstawił w nim przypadki wykraczania prefektów poza nauczanie religii, wykorzystywanie lekcji do innych celów itp. Jednocześnie nakazał władzom szkolnym przeciwstawianie się „przerostom klerykalizmu i bigoterii”, nadużywaniu tradycyjnego uprzywilejowania prefektów. Zalecił przeciwstawiać się „stosowaniu w szkole praktyk religijnych w zakresie przekraczającym nawet tradycje przedwojenne w tym względzie”. Polecał ograniczać działanie na terenie szkół organizacji religijnych, przeciwstawiać się utrudnianiu działania organizacjom młodzieżowym – ZMW, OMTUR, a także „chronienie od przerostów klerykalnych istniejących na terenie szkoły organizacji młodzieży, a w szczególności zaś ZHP”. Przypominał o dopuszczalności użycia tylko

---

<sup>23</sup> Archiwum Sekretariatu Konferencji Episkopatu Polski (ASKEP), Rezolucje Komisji Szkolnej Episkopatu z dn. 4 września 1947 r. Szerzej o działalności biskupa Jana Piotra Stepy: B. Kumor, *Diecezja Tarnowska. Dzieje ustroju i organizacji. 1786–1985*, Kraków 1985, s. 292–295.

<sup>24</sup> Asumpt do bardzo ostrej reakcji władz komunistycznych dał *passus* mówiący, że w Polsce powstały „zakłady wychowawcze na modłę osławionych szkół hitlerowskich”. ASKEP, *Odezwa biskupów polskich do wiernych*, podpisana przez Prymasa Hłonda (do odczytania z ambon wszystkich świątyń w dn. 28 września 1947 r.), s. 2.

tych podręczników religii, które miały aprobatę Ministerstwa Oświaty. Kuratorów zobowiązywano do natychmiastowego zawiadomienia ministerstwa „o konkretnych wypadkach jaskrawych przerostów klerykalizmu oraz wszelkich trudnościach, jakie zachodzić mogą przy realizowaniu powyższych poleceń”<sup>25</sup>. Działania Kościoła na terenie szkół, które wybiegały poza dotychczasowe, rutynowe zachowania, traktowane były przez władze oświatowe jako nasilenie procesu klerykalizacji szkoły. Hasło przeciwdziałania jej stało się w roku szkolnym 1947/48 najbardziej bodajże nośnym kierunkiem działań na niwie reformowania wychowania szkolnego.

Wzmożenie przez władze państwowe walki z „klerykalizacją” polskiej szkoły było zarazem sposobem odwracania uwagi od własnych działań mających cel wprost przeciwny – stopniowe usuwanie ze szkoły nauczania religii i wychowania katolickiego na rzecz jej pełnego zeświecczenia. Wydaje się, że strona kościelna zdawała sobie z tego sprawę, jednak przechodziła do coraz głębszej defensywy.

Należy w tym miejscu przypomnieć, że **do roku szkolnego 1947/48 wyłącznie w zasadzie we wszystkich szkołach nauczano religii**. Religia, jako obowiązkowy przedmiot nauczania, znajdowała się w programach szkolnych, a w planach godzin nadal była na pierwszym miejscu. Co prawda zakres tego nauczania w wielu przypadkach był ograniczony, jednak zajęcia odbywały się. Działania władz oświatowych nie były wymierzone bezpośrednio w ten przedmiot, a głównie swoiście rozumianą „klerykalizację” szkoły. Znacznie bardziej wyraźne były utrudnienia w zakresie nominacji, przeniesień i zwalniania prefektów. Władze oświatowe pragnęły doprowadzić do sytuacji, w której mogłyby traktować prefektów podobnie jak nauczycieli innych przedmiotów.

Opracowanie nowych wytycznych organizacyjno-strukturalnych dla szkolnictwa na rok szkolny 1948/49 powierzono wiceministrowi oświaty, Władysławowi Bieńkowskiemu (PPR). Ich przygotowanie i wstępna realizacja odbywała się w atmosferze narastającego napięcia poprzedzającej przesilenie polityczne jesieni 1948 r. Zjednoczenie ruchu młodzieżowego, sierpniowo-wrześniowe plenum KC PPR poświęcone tzw. odchyleniu prawicowo-nacjonalistycznemu, coraz bliższe zjednoczenie polskiego ruchu robotniczego, zapowiadało radykalny zwrot również w polityce oświatowej PPR. Zmierzała ona w kierunku coraz ostrzejszej walki ze wszystkimi przeja-

---

<sup>25</sup> AAN MOśw., sygn. 414, Projekt w sprawie szkolnej nauki religii do Kuratorów Okręgów Szkolnych.



wami, uznanymi za wrogie przekształceniom socjalistycznym. Niebawem jednak Bieńkowski, autor wytycznych na nowy rok szkolny 1948/49, odwołany został ze stanowiska członka KC PPR za „tendencje prawicowo-nacjonalistyczne”<sup>26</sup>.

W roku szkolnym 1947/48 władze oświatowe nasiliły szykany przeciwko nauczycielom religii. Utrudnienia przybierały różne formy. Wbrew dotychczasowej praktyce, niektóre kuratoria żądały nowych, indywidualnych podań o pracę. Wielu księży prefektów zwolniono bez porozumienia z właściwą kurią. Sprawa misji kanonicznej, jako warunku nauczania religii, uznawana była jednak nadal przez władze oświatowe jako sprawa wewnętrzna Kościoła. Sprawą, która stanowiła przedmiot wielu utarczek między władzami szkolnymi i kościelnymi, był natomiast termin prowadzenia rekolekcji szkolnych. Częstą praktykę prowadzenia ich na początku roku szkolnego starano się zmienić. Władze oświatowe sugerowały, by rekolekcje szkolne prowadzić w okresie Wielkiego Postu.

W atmosferze zaostrzającej się walki politycznej, 30 października 1948 r. odbyła się w Warszawie krajowa narada aktywu oświatowego PPR. Podczas narady krytyce poddano uleganie „fałszywym i reakcyjnym teoriom naukowym i wychowawczym, uginanie się pod presją ideologii drobnomieszczańskiej”<sup>27</sup>. Analogiczna narada aktywu oświatowego PPS odbyła się 15 listopada 1948 r. Skrytykowano na niej politykę oświatową PPS, jej „bezkrytyczny stosunek do nauki burżuazyjnej”<sup>28</sup>. Ustalenia obu partyjnych narad oświatowych stały się kanwą obrad konferencji kuratorów okręgów szkolnych, która odbyła się 18–20 listopada 1948 r. Podczas roboczych narad oświatowych, przeprowadzonych we wszystkich okręgach szkolnych, omawiano wytyczne Ministerstwa Oświaty dotyczące wdrażania nowych kierunków wychowania<sup>29</sup>.

Sprawa laicyzacji szkół i zakładów wychowawczych podjęta została również podczas konferencji działaczy oświatowych Stronnictwa Ludowego, która odbyła się w 11–13 grudnia 1948 r., w Warszawie<sup>30</sup>.

Kongres Zjednoczeniowy polskiego ruchu robotniczego i jego uchwały w istotny sposób zaważyły na określeniu nowej linii polityki oświatowej.

<sup>26</sup> W. Góra, *Polska Ludowa 1944–1984*, Lublin 1986, s. 267.

<sup>27</sup> Szerzej: S. Skrzyszewski, *Podstawowe zadania oświatowe*, Warszawa 1948, s. 11.

<sup>28</sup> *Aktyw oświatowy PPS przygotowuje się do realizacji nowych zadań*, „Robotnik” nr 137, 17 listopada 1948 r.

<sup>29</sup> Szerzej: S. Mauersberg, op. cit., s. 234 i n.

<sup>30</sup> Por.: S. Mauersberg, op. cit., s. 237–238.

Jednym z głównych jej celów stała się laicyzacja szkolnictwa. Wyraźne i otwarte stanowisko władz partyjnych mówiące o budowaniu laickiego systemu oświatowo-wychowawczego, zapowiadało w konsekwencji zasadniczą zmianę w podejściu do kwestii nauczania religii w szkole<sup>31</sup>.

Sytuacja w szkolnictwie po Kongresie Zjednoczeniowym była pilnie obserwowana i analizowana przez Komisję Szkolną Episkopatu. Już w styczniu 1949 r. komisja uznała, że jest ona coraz bardziej napięta, zauważyła, że „sfery oficjalne” przyjęły nową taktykę: starają się, aby dzieci szkolne same żądały usunięcia religii z programu szkolnego. Innym, często stosowanym sposobem, było wywieranie nacisku na rodziców uzależnionych od państwa, by wycofywali swe dzieci z nauki religii. Usunięcie religii ze szkół ułatwiać miało także planowanie lekcji tego przedmiotu jako pierwszej lub ostatniej w danym dniu, by ułatwić uczniom unikanie tych lekcji. Służyć to miało przygotowywanej w roku szkolnym 1949/50 zmianie statusu religii – z przedmiotu obowiązkowego na nadobowiązkowy<sup>32</sup>. Podczas posiedzenia komisji uzgodniono również sposoby bardziej aktywnego przeciwdziałania usuwaniu religii ze szkół<sup>33</sup>. Przejście do ofensywnego przeciwdziałania zamierzeniom laicyzacji szkolnictwa było, według członków komisji, najlepszą bronią przeciw poczynaniom władz oświatowych. Postulowano ponadto by odpowiednim listem pasterskim oświecić i pobudzić rodziców do protestów masowych, mobilizować duchowo społeczeństwo, zachęcając je do „gotowości do cierpienia w służbie Boga”, informując o paragrafach prawa, które bronią religii. Konferencja Plenarna Episkopatu w dn. 25–26 stycznia 1949 r. potwierdziła wnioski Komisji Szkolnej<sup>34</sup>.

Sytuacja w szkolnictwie, a zwłaszcza nauczanie religii, była obiektem zainteresowania Biura Politycznego KC PZPR. Na posiedzeniu w lutym 1949 r. podjęło ono w tej kwestii ważne decyzje i ustalenia<sup>35</sup>. Kuratorzy okręgów

---

<sup>31</sup> J. Jakubowski, *Z problemów polityki oświatowej PZPR w latach 1948–1960*, „Z pola walki” 1980, nr 1, s. 44 i n.

<sup>32</sup> Protokół posiedzenia Komisji Szkolnej Episkopatu w Krakowie 24 stycznia 1949 r., w: *Wybrane dokumenty z dowodów rzeczowych procesu przeciwko bp. Czesławowi Kaczmarskiemu i innym*, cz. I, s. 109. Dokumenty te, zszyte i oprawione, znajdowały się w Bibliotece d. Urzędu do Spraw Wyznań, a następnie Departamentu Wyznań Urzędu Rady Ministrów, sygn. bibl. 1532, s. 1–2.

<sup>33</sup> Ibidem, s. 3.

<sup>34</sup> Protokół Konferencji Plenarnej Episkopatu w Krakowie w dn. 25–26 stycznia 1949 r., w: *Wybrane dokumenty...*, sygn. 1532, s. 6.

<sup>35</sup> AAN KC PZPR, P. 1, T. 4. s. 100–104, Załącznik do protokołu nr 4 z posiedzenia BP KC PZPR z dn. 2 lutego 1949 r.

szkolnych mieli otrzymać polecenie usunięcia do dnia 1 września 1949 r. księży, zakonników i zakonnice – nauczycieli przedmiotów świeckich oraz wychowawców. Sprawa była dość istotna, pomimo że dotyczyła jedynie 239 osób pracujących w szkołach podstawowych, w tym 35 kierowników (w szkołach podległych Ministerstwu Oświaty pracowało w tym czasie ponad 110.000 nauczycieli). W sprawach dotyczących nauczania religii w szkole zdecydowano wydać okólnik. Dopuszczał on możliwość zwalniania się przez uczniów mających 14 i więcej lat od uczęszczania na lekcje religii, nakazywał przesunięcie nauki religii na pierwsze i ostatnie godziny lekcyjne oraz zapowiadał wprowadzenie regulaminu egzaminów dojrzałości bez religii jako przedmiotu egzaminacyjnego. Ministerstwo zalecało wzmożenie nadzoru administracyjnego i kontroli pedagogicznej nad nauką religii i działalnością katechetów. W programach kształcenia zawodowego nauczycieli postanowiono ograniczyć lekcje religii do 1 godziny tygodniowo.

„Przyspieszenie” antykościelnych działaniach partii i władz państwowych w oświacie na przełomie 1948 i 1949 r. zapowiadało nowy etap tej walki. Wydaje się, że władze kościelne nie spodziewały się tak zdecydowanych działań swych przeciwników. Reakcja Kościoła, bazująca na protestach i odwoływaniu się do przepisów prawa, nie miała większych szans powodzenia. Wszakże władze partyjno-państwowe zamierzały swe działania oprzeć o nowo tworzone przepisy. Ich realizację zapewniać miały instytucje i organizacje podporządkowane tym władzom. Nie bez znaczenia były też pozaprawne środki nacisku zarówno na Kościół, jak i społeczeństwo. W walce tej kwestia szkolnego nauczania religii była bodaj najważniejszą płaszczyzną konfrontacji.

Działania władz oświatowych zmierzały w kilku kierunkach. Przede wszystkim zwrócono uwagę na nauczycieli religii. Przystąpiono do częstszego wizytowania księży prefektów. W arkuszu spostrzeżeń odnotowywano ocenę lekcji, a zwłaszcza czy stosunek katechety do obecnej rzeczywistości jest pozytywny, czy negatywny, jakie jest jego zachowanie podczas przerw, stosunek do organizacji i życia szkolnego. Władze szkolne miały równocześnie sprawiać pozory pełnego przestrzegania wolności religijnych. Unikać należało mechanicznego usuwania krzyży z izb lekcyjnych na rzecz przewieszania ich na boczne ściany „przy okazji” – w czasie remontu, wakacji itp.

Zabiegom władz o wyparcie Kościoła i nauczania religii towarzyszyły działania wspierające te zamiary. Proces laicyzacji szkoły polskiej władze oświatowe rozpoczęły faktycznie już w 1945 r. Pierwsza szkoła „świecka” – bez nauczania religii – powstała 5 lutego 1945 roku w powiecie jarociń-

skim<sup>36</sup>. Działające w kraju organizacje: **Robotnicze Towarzystwo Przyjaciół Dzieci** i **Chłopskie Towarzystwo Przyjaciół Dzieci** miały na celu przygotowanie gruntu pod zupełnie nową koncepcję świeckiego systemu oświatowego<sup>37</sup>. Połączenie RTPD i ChTPD w **Towarzystwo Przyjaciół Dzieci** (TPD) umożliwić miało eliminowanie wpływów Kościoła z oświaty i wychowania. Zasadniczą dziedziną działania TPD było współdziałanie z państwem w prowadzeniu szkół świeckich, zwłaszcza świeckich liceów pedagogicznych w celu intensywnego szkolenia kadr nauczycielskich. W końcu 1948 roku RTPD i ChTPD posiadały w kraju łącznie 805 placówek. Swym działaniem obejmowały kilkadziesiąt tysięcy dzieci. Ambitne plany rozwojowe na 1949 rok przewidywały ponad trzykrotny wzrost prowadzonych przez TPD świeckich szkół podstawowych i liceów pedagogicznych (odpowiednio z 33 do 100 szkół podstawowych i z 4 do 15 liceów pedagogicznych)<sup>38</sup>.

Wydaje się, że gwałtowność i zakres antykościelnej ofensywy władz partyjno-państwowych na terenie szkolnym w 1948 r. zaskoczył Episkopat. Masowe rozmiary przyjęła akcja zwalniania księży, sióstr zakonnych i katechetów świeckich. Równocześnie utrudniano lub uniemożliwiano katechetom świeckim zastępowanie księży prefektów, którzy z różnych powodów przestawali uczyć religii w szkołach. W wielu inspektoratach przetrzymywano wnioski o pozwolenia na nauczanie religii. Stało się to przyczyną tego, iż w niektórych szkołach nastąpiła z tego powodu nawet kilkumiesięczna przerwa w nauczaniu religii. Wedle ocen kościelnych stan nauczania religii w szkołach powszechnych, w kwietniu 1949 r., przedstawiał się źle: „w 20% nauki religii w szkołach nie ma, w 35% jest nauka religii wyznaczona na papierze w jednej godzinie tygodniowo, a w praktyce jej nie ma, w reszcie % odbywa się w jednej lub w dwóch godzinach tygodniowo”<sup>39</sup>.

---

<sup>36</sup> J. F. Godlewski, *Kościół rzymsko-katolicki wobec sekularyzacji życia publicznego*, Warszawa 1978, s. 148.

<sup>37</sup> Robotnicze Towarzystwo Przyjaciół Dzieci powstało w 1919 r. w Warszawie przy CKW PPS. Nazwę tę przybrało w 1926 r. Prowadziło zakłady opiekuńczo-wychowawcze, szkoły i przedszkola, wychowując dzieci w duchu socjalistycznym. W 1946 roku wznowiło działalność. W kwietniu 1949 r., po połączeniu z Chłopskim Towarzystwem Przyjaciół Dzieci, powstało TPD.

<sup>38</sup> AAN KC PZPR, P. 1, T. 6, Zestawienie oddziałów, placówek i dzieci objętych akcją wychowawczą RTPD i ChTPD na dzień 1.12.1948 r., s. 218. J. F. Godlewski, *Kościół...*, s. 155 – przytacza za: K. Jabłońskim („Problemy Wyznań i Laicyzacji”, 1975, nr 44) inne dane: w 1947 r. – 6 szkół TPD (1 943 dzieci), 1948 r. – 31 szkół (10 488 uczniów).

<sup>39</sup> Protokół Konferencji Plenarnej Episkopatu odbytej w Gnieźnie dn. 24 i 25 kwietnia 1949 r., w: *Wybrane dokumenty...*, sygn. 1532, s. 152.

Decyzje podejmowane przez kierownictwo partyjne wiosną 1949 r. zapowiadały w nowym roku szkolnym 1949/50 nieuchronne zmiany. Nie ukrywano, że przeobrażenia, którym poddana będzie oświata i kierunek wychowania w szkołach znajdują się w centrum uwagi władz. Krytyce poddano zwłaszcza dotychczasowe programy nauczania<sup>40</sup>. W planie godzin dla 11-letniej szkoły ogólnokształcącej pozostawiono 2 godziny lekcyjne nauki religii, a w wykazie przedmiotów szkolnych religia znalazła się na ostatnim miejscu<sup>41</sup>. Sygnalizowało to, że władze oświatowe traktują nauczanie religii jako czynnik co najmniej konkurencyjny wobec odgórnie przyjętego, laickiego i materialistycznego systemu wartości wychowawczych, mających obowiązywać w reformowanej szkole.

Posunięcia władz partyjnych i państwowych, w tym zapowiedź zmian programowych, wywołały żywą reakcję Kościoła. W ocenie Komisji Głównej Episkopatu Polski charakter i kierunek działań władz „jest tak dziwnie jednolity, że wskazują na istnienie planu całkowitej laicyzacji życia indywidualnego i społecznego obywateli, ograniczającego ich prawo do wolności sumienia, zakłócającego głęboko wewnętrzne życie kościoła i niweczącego wartości moralno-religijne życia publicznego. (...) Wychowanie materialistyczne jest w swych założeniach wrogię etyce chrześcijańskiej i nauce Kościoła Katolickiego. Praktyka wychowawcza, w duchu materialistycznym, potwierdza tę wrogość i ją potęguje”<sup>42</sup>. Stanowisko Kościoła nie wpłynęło oczywiście na zmianę postawy władz.

Wakacje 1949 r. władze wykorzystały na nadanie nowego kierunku szkole polskiej. Nasilenie ofensywy ideologicznej na gruncie oświaty prowadziło do gruntownego przeobrażenia ideowo-wychowawczego oblicza szkoły. Latem 1949 r. Sekretariat KC PZPR w swych pracach sporo uwagi poświęcił problemowi stosunków z Kościołem oraz organizacji nowego roku szkolnego. Północnił opracować deklarację lojalności, którą katecheci mieli podpisać na początku nowego roku szkolnego<sup>43</sup>.

---

<sup>40</sup> Szerzej: S. Dobosiewicz, *O masową i publiczną krytykę programów*, „Nowa Szkoła” 1950, nr 3/4, s. 130–131. Programom zarzucano m.in.: wulgaryzowanie polskiej drogi do socjalizmu, obciążenie elementami nacjonalistycznymi itp.

<sup>41</sup> Ibidem, s. 10 i n.

<sup>42</sup> AAN Ministerstwo Administracji Publicznej (MAP), sygn. 983, s. 132 i n., Pismo Prymasa Polski Stefana Wyszyńskiego i kard. Adama Sapięhy w imieniu Komisji Głównej Episkopatu Polski z dn. 28 czerwca 1949 r. do Rządu Rzeczypospolitej Polskiej.

<sup>43</sup> AAN KC PZPR, P. 2, T. 7, Protokół nr 31 posiedzenia Sekretariatu KC PZPR z dn. 28 lipca 1949 r., s. 11–12 oraz Protokół nr 32 posiedzenia Sekretariatu KC PZPR z dn. 30.07.1949 r.

Równoległe z poczynaniami władz partyjnych i oświatowych przygotowania do rozpoczęcia nowego roku szkolnego podjęły także władze kościelne. Komisja Szkolna Episkopatu na posiedzeniu 23 sierpnia 1949 r. dokonała oceny sytuacji w szkolnictwie oraz problemów zarysowujących się w nowym roku szkolnym. Komisja przewidywała narastanie trudności w nauczaniu religii, wzmożenie akcji władz oświatowych mających na celu dążenie do laicyzacji szkoły. W tej sytuacji Komisja uznała, że należy organizować naukę religii w kościołach dla uczniów tych szkół, w których z różnych powodów przedmiotu tego nie wykłada się. Podczas posiedzenia wiele uwagi poświęcono problemowi ideologii wychowawczej systemu socjalistycznego – analizie stanowiska PZPR w kwestii miejsca i roli szkoły w budowie zrębów socjalizmu, kierunków nauczania i wychowania opartego na fundamencie „światopoglądu naukowego”. Komisja Szkolna uchwaliła również dyrektywy do rozmów z Rządem w sprawach szkolnych. Sprowadzały się one do postulatów zapewnienia nauczania religii w szkole w wystarczającej ilości godzin, powierzenia nauczania religii wyłącznie nauczycielom posiadającym misję kanoniczną, domagania się od władz, aby obsadzanie, zwalnianie i przenoszenie nauczycieli religii odbywało się w porozumieniu z właściwą kurią biskupią, ułatwienia spełniania przez młodzież szkolną praktyk religijnych, a zwłaszcza jej udziału we mszy św. w niedziele i święta oraz na początku i końcu roku szkolnego, spowiedzi i komunii św. trzy razy w roku, a w okresie wielkanocnym w rekolekcjach, nie utrudniania praktyk religijnych młodzieży w internatach i na koloniach<sup>44</sup>. Większość tych postulatów nie miała szans realizacji.

Wyrazem postawy władz PZPR wobec spraw wysuniętych przez Episkopat, było stanowisko zajęte przez Sekretariat KC PZPR 22 września 1949 r. Stwierdzano w nim m.in., że „Rząd nie zamierza zmienić obecnego stanu nauczania religii w szkołach (...) władze szkolne nie będą stawiały przeszkód uczniom w braniu udziału w obrzędach religijnych poza szkołą”<sup>45</sup>.

Nowy rok szkolny 1949/50 rozpoczął się w atmosferze nie sprzyjającej pozytywnemu rozwiązywaniu kościelnych postulatów dotyczących nauczania religii w szkołach, normalizacji statusu duchownych i świeckich na-

---

<sup>44</sup> ASKEP, Protokół z posiedzenia Komisji Szkolnej Episkopatu z dn. 23 sierpnia 1949 r. w Krakowie wraz z Załącznikiem C, Uchwały Komisji Szkolnej Episkopatu jako dyrektywy w sprawach szkolnych dla rozmów z rządem (23 sierpnia 1949 r.).

<sup>45</sup> AAN KC PZPR, P. 2, T. 7, Protokół nr 38 posiedzenia Sekretariatu KC PZPR z dn. 22 września 1949 r., wraz z Załącznikiem: „Nasze stanowisko w sprawach wysuniętych przez Episkopat”, s. 226 i n. Także: AAN KC PZPR, P. 2, T. 4, Protokół nr 22 Posiedzenia Biura Politycznego KC PZPR w dn. 21 września 1949 r., s. 570 i n.

uczycieli tego przedmiotu. Konferencja Plenarna Episkopatu, obradująca 20–21 września 1949 r. na Jasnej Górze, krytycznie oceniła stan spraw szkolnych. Systematyczne ograniczanie katolickiego szkolnictwa prywatnego, narastające utrudnienia w nauczaniu religii oraz postępująca laicyzacja oświaty napawały niepokojem.

Na początku roku szkolnego pewne zamieszanie w szeregach księży katechetów spowodowała sprawa „przyrzeczenia służbowego”, którego składania wymagały władze szkolne. Komisja Szkolna Episkopatu wyraziła zdanie, „że przyrzeczenia zasadniczo nie zawierają sprzeczności ze światopoglądem katolickim; ponieważ zaś od złożenia przyrzeczeń uzależnione jest w głównej mierze przyjęcie księży do szkolnictwa, księży katecheci, zarówno etatowi, jak i nieetatowi powinni przyrzeczenia składać – o ile władze szkolne będą tego żądały”<sup>46</sup>. Stanowisko to podzieliła również Konferencja Plenarna Episkopatu. Owe deklaracje lojalności, obmyślane przez Sekretariat KC PZPR na początku wakacji, choć stały się przyczyną chwilowego zamętu i niepewności, nie dały jednak władzom oświatowym pretekstu do niezatrudniania nauczycieli religii.

We wrześniu 1949 r. zarysował się początek procesu, który w efekcie doprowadził do podpisania w dniu 14 kwietnia 1950 r. Porozumienia między przedstawicielami Rządu Rzeczypospolitej Polskiej i Episkopatu Polski<sup>47</sup>. Droga do porozumienia nie była łatwa. W rozgrywkach z Kościołem „władza ludowa” wykorzystywała wszelkie możliwe sposoby, w tym „rutynowe” naciski na Kościół: m.in. utrudnienia i szykany w oświacie i wychowaniu oraz w normalnym wykonywaniu praktyk religijnych<sup>48</sup>.

Rozmowy Komisji Wspólnej Rządu RP i Episkopatu Polski przebiegały ze sporymi oporami. W skład komisji wchodził: Władysław Wolski, Edward Ochab i Franciszek Mazur oraz biskupi Zygmunt Choromański, Michał Klepacz i Tadeusz Zakrzewski. Do grudnia 1949 r. odbyło się 12 posiedzeń.

---

<sup>46</sup> Tamże. Również: ASKEP, Protokół z Posiedzenia Komisji Szkolnej Episkopatu z dn. 19 września 1949 r. w Częstochowie.

<sup>47</sup> Tekst opublikowała prasa, por. m.in.: *Porozumienie między Rządem RP a Episkopatem*, „Słowo Powszechne”, 16 kwietnia 1950 r. Także: *Listy pasterskie Episkopatu...*, s. 91 i n.

<sup>48</sup> W Dzienniku Urzędowym MAP nr 50, z dn. 5 grudnia 1949 r., poz. 365 ukazał się Okólnik nr 107 z dn. 23 listopada 1949 r. o zgromadzeniach publicznych, który wprowadzał obowiązek uzyskania zezwolenia władz administracyjnych nie tylko na procesje, pielgrzymki itp. odbywające się poza kościołami, ale również odbywające się w obrębie kościołów lecz „nie w sposób ustalony tradycją lub przewidziany w akcie uznającym dane wyznanie”.

Wtedy to, po posiedzeniu w dn. 19 grudnia, zarysował się impas w rozmowach. Tymczasem „sprawa dalszych rozmów z klerem” stanęła na porządku kolejnego posiedzenia Sekretariatu KC PZPR w dn. 12 stycznia 1950 r. Sekretariat postanowił rozwinąć akcją polityczno-propagandową przeciwko klerowi za jego nieprzychylnie stanowisko wobec Polski Ludowej. W jej wyniku doszło do nasilenia nagonki propagandowej na Kościół. Głównym pretekstem pozostawała sprawa „Caritasu”<sup>49</sup>.

23 lutego 1950 r. „stanowisko Episkopatu” omówił na swym posiedzeniu Sekretariat KC PZPR. Min. Wolski zaproponował, aby wydać oświadczenie Komisji Rządowej o stosunku Episkopatu do Rządu Polski Ludowej oraz uchwalić Ustawę, która uzależniałaby usuwanie i obsadzanie księży na probostwach od zgody władz administracyjnych. „W dyskusji członkowie Sekretariatu wypowiedzieli się przeciwko projektowanej Ustawie, uważając ją **za przedwczesną** (podkr. – H. K.). Sekretariat uchwalił ogłosić oświadczenie Rządu, które powinno szeroko informować społeczeństwo o wrogiej postawie kierowniczych kół Episkopatu do Polski Ludowej i do przemian, jakie zaszły w Polsce z podkreśleniem, że przywileje Episkopatu, przekreślone na skutek przemian społecznych w Polsce, nie mogą być utrzymane. (...) Sekretariat stwierdził, że w związku z tym, że Episkopat zajmuje coraz bardziej agresywną postawę, nie należy się ograniczać do wydania oświadczenia, lecz przejść do konkretnych posunięć”<sup>50</sup>. Uchwała Sekretariatu KC PZPR szybko przybrała konkretny kształt. Na posiedzeniu Sejmu w dn. 6 marca 1950 r. premier Józef Cyrankiewicz przedstawił rządowy projekt Ustawy o przejęciu przez państwo dóbr martwej ręki, o poręczeniu proboszczom posiadanych gospodarstw rolnych i o utworzeniu Funduszu Kościelnego<sup>51</sup>.

<sup>49</sup> Szerzej: P. Raina, *Kardynał Wyszyński. Droga na Stolicę Prymasowską*, t. I, Warszawa 1993, s. 180 i n.; A. Micewski, *Kardynał Wyszyński. Prymas i mąż stanu*, t. 1, Paryż 1982, s. 68 i n.; idem: *Współzgodzić czy nie kłamać? Pax i Znak w Polsce. 1945–1976*, Paryż 1978, s. 43 i n.; S. Markiewicz, *Państwo i Kościół w Polsce Ludowej*, Warszawa 1981, s. 88 i n. 23 stycznia 1950 r., po rewizjach i kontrolach funduszy „Caritasu” na terenie całego kraju, na podstawie zarządzenia ministrów: pracy i opieki społecznej, oświaty oraz administracji publicznej, powołany został zarząd przymusowy tego zrzeszenia.

<sup>50</sup> AAN KC PZPR, P. 3, T. 16, Protokół nr 58 posiedzenia Sekretariatu KC PZPR w dn. 23 lutego 1950 r., s. 224 i n.

<sup>51</sup> *Pozostałości feudalizmu i obszarnictwa będą zlikwidowane. Fundusz Kościelny wraz z troskami Państwa o istotne potrzeby Kościoła i duchowieństwa. Przemówienie premiera Cyrankiewicza w Sejmie*, „Życie Warszawy”, 7 marca 1950. Sejm RP uchwalił Ustawę o przejęciu przez państwo dóbr martwej ręki, poręczeniu proboszczom posiadania gospodarstw rolnych i utworzeniu Funduszu Kościelnego uchwalił w dn. 20 marca 1950 r.



Rozmowy Komisji Wspólnej Rządu i Episkopatu dobiegły końca w gęstniejącej atmosferze. Ich uwieńczeniem stać się miało niebawem Porozumienie między Rządem RP a Episkopatem z 14 kwietnia 1950 r. Miało ono sprzyjać tworzeniu atmosfery wewnętrznego spokoju oraz podstaw wzajemnego zrozumienia i współdziałania władz państwowych i kościelnych<sup>52</sup>. W ówczesnych warunkach Porozumienie było efektem dyktatu ze strony partyjno-rządowej. Episkopat w punktach 1–9 Porozumienia podpisywał *de facto* deklarację lojalności wobec Rządu Polski Ludowej. W zamian Rząd deklarował co najwyżej tolerowanie istniejącego, mocno ograniczającego swobodę Kościoła, *status quo*. Że deklaracje te nie były szczere, pokazał najbliższy czas. Porozumienie odnosiło się nie tylko do ogólnych problemów związanych ze stosunkami między państwem a Kościołem – rozbudowany punkt 10, dotyczył szczegółów związanych z nauczaniem religii w szkołach<sup>53</sup>.

Porozumienie, zawarte 14 kwietnia 1950 r. skłaniać dziś może do krytycznych ocen. Było ono jednak ewenementem w „krajach demokracji ludowej”. Stosunki między państwem a Kościołem układały się w Polsce znacznie łagodniej niż państwem a kościołami w Jugosławii, Czechosłowacji, Rumunii, Albanii, Bułgarii i na Węgrzech, nie mówiąc już o ZSRR. Wydaje się, że w Polsce, jak nigdzie indziej w tej części Europy, udało się uniknąć najbardziej drastycznych przejawów walki „władzy ludowej” z Kościołem. I choć wszelki relatywizm w porównywaniu różnych postaci zła wydaje się nie na miejscu, jednak należy podkreślić, iż zawdzięczać to można „specyfice polskiej”. Podstawy prawno-ustrojowe większości krajów demokracji ludowej oraz wynikająca stąd organizacja szkolnictwa, powodowały, że jedynie w Polsce szkolne nauczanie religii, choć stale napotykało opór władz partyjno-państwowych, było realizowane przez siedemnaście powojennych lat.

---

<sup>52</sup> „Pismo Okólne” 1989, nr 17, s. 28–31. Także m.in.: *Listy pasterskie Episkopatu...*, s. 91–93. Tekst porozumienia publikowała także prasa codzienna.

<sup>53</sup> *Porozumienie między Rządem RP a Episkopatem*, „Słowo Powszechne”, 16 kwietnia 1950 r. Szerzej m.in.: A. Dudek, G. Pytel, *Bolesław Piasecki. Próba biografii politycznej*, Londyn 1990, s. 186 i n. Autorzy określają Porozumienie wielkim osobistym sukcesem, ogromnym tryumfem w działalności Bolesława Piaseckiego.

TOMASZ WESOŁOWSKI (Białystok)

„SZTRAFNIKI”<sup>1</sup> –  
JEDNOSTKI KARNE ARMII CZERWONEJ  
W LATACH 1940-1945

Przez kilkadziesiąt lat po wojnie oficjalna historiografia i literatura sowiecka pomijała fakt istnienia w czasie wojny oddziałów karnych, często wręcz mu zaprzeczała. Wychodzono z założenia, że skoro w ZSRR nie ma i nigdy nie było przestępczości, jednostki karne były niepotrzebne. Radykalna zmiana nastąpiła dopiero w okresie pierestrojki za sprawą jednego ze znanych prozaików sowieckich Morisa Simaszki.

Moris Dawidowicz Simaszko (prawdziwe nazwisko: Szamis) urodził się w 1924 r. w Odessie. Wybuch wojny niemiecko-sowieckiej zastał go jako 17-letniego kursanta jednej z lotniczych średnich szkół wojskowych. W latach 1941–1942 Simaszko walczył w piechocie, gdzie dosłużył się stopnia sierżanta i stanowiska pomocnika dowódcy plutonu. Jesienią 1942 r. skierowano go do 11 Wojskowej Szkoły Pilotów pod Tazkientem, skąd za przewinienie dyscyplinarne trafił jesienią 1943 r. do karnej kompanii. Po odsłużeniu kary został instruktorem pilotażu. Po wojnie zamieszkał w Ałma-Acie w Kazachstanie, pracował w charakterze korespondenta sowieckiej prasy centralnej. Przez wiele lat zajmował się historią i kulturą Azji Środkowej, opublikował kilkanaście książek z tej dziedziny<sup>2</sup>.

Swoje przeżycia z pobytu w karnej kompanii Simaszko opublikował w książce *Hu-ha* (rosyjski tytuł *Gu-ga*). Powieść wydana w 1987 r. przez wydawnictwo „Družba Narodow” wywołała falę krytyki w ZSRR. Autora

---

<sup>1</sup> Termin „sztrafnik” jest potocznym określeniem żołnierza wcielonego do oddziału karnego (od rosyjskiego słowa „sztraf” – kara).

<sup>2</sup> W Polsce wydano dotąd cztery tomiki prozy M. Simaszki: *Mag ze świętymi ognia*, *Jemszan*, *Dłużnik Dabira* oraz *Hu-ha*.

oskarżono o fałszowanie historii i szkalowanie dobrego imienia żołnierza sowieckiego. Jednocześnie w prasie sowieckiej zaczęły się pojawiać, początkowo jeszcze nieśmiało, pytania o „sztrafników”, ich przewinienia i wkład w zwycięstwo nad III Rzeszą. W 1989 r. Odeskie Studio Filmowe zrealizowało film fabularny w reżyserii Iriny Wasiliewy i Aleksandra Jeremiejewa, oparty na wspomnieniach Simaszki. W tym samym roku powieść w tłumaczeniu Michała Jagiełły ukazała się nakładem wydawnictwa Ministerstwa Obrony Narodowej na rynku polskim<sup>3</sup>. Mimo sporego nakładu książka przeszła w Polsce niemal bez echa. Nieco więcej uwagi zwrócił film dokumentalny *Sztrafniki* w reżyserii Leonida Daniłowa, do Polski nie dotarły jednak głosy polemiki toczonej wokół tego filmu w Rosji<sup>4</sup>.

Dziwi fakt, iż nad problemem „sztrafników” zdołano tak łatwo przejść do porządku dziennego. Poza kilkanaście artykułami prasowymi nie powstały żadne, bardziej wyczerpujące temat, ujęcia monograficzne. Ograniczono się jedynie do publikacji kilkunastu dokumentów, pozostawiając ocenę tego wstydliwego zjawiska czytelnikom. Niniejsza praca jest więc przede wszystkim próbą wyjaśnienia przyczyn, które doprowadziły do utworzenia sowieckich oddziałów karnych, a także oceny ich roli militarnej oraz „wychowawczej” w II wojnie światowej.

W maju 1940 r., na jednej z narad, zastępca Ludowego Komisarza Obrony i jednocześnie członek Głównej Rady Wojennej gen. lejtn. I. I. Proskurow stwierdził: „[...] powinienem powiedzieć wprost, że takiej nieodpowiedzialności i niskiego stopnia dyscypliny, jak u nas, nie ma w żadnej innej armii”<sup>5</sup>. Słowa te stanowiły podsumowanie katastrofalnego braku ładu i porządku wewnętrznego Armii Czerwonej, która okazała się nieprzygotowana do jakiegokolwiek konfliktu zbrojnego nie z powodu niedostatecznej liczebności czy nieodpowiedniego uzbrojenia, lecz właśnie niskiego morale i chaosu dyscyplinarnego. Przyczyn takiego stanu rzeczy należy się doszukiwać w trwających w latach 1937–1938 intensywnych czyszczeniach, które gruntownie przerzedziły szeregi kadr Armii Czerwonej. Wielu oficerów i komisarzy poddano represjom, pozostali, starając się unikać za wszelką cenę jakichkolwiek podejrzeń i oskarżeń, zachowywali się biernie. Gwałtownie awansowani młodszy dowódcy często słabo radzili sobie na nowych stanowiskach, tracili kontrolę nad podległymi żołnierzami. Sprzyjało to stopniowemu roz-

<sup>3</sup> M. Simaszko, *Hu-ha*, Warszawa 1989.

<sup>4</sup> V. Krikunov, *Štrafniki*, w: „Voенно-Istoričeskij Žurnal”, 1990, nr 6.

<sup>5</sup> A. Chorkov, *Grozowej ijun*, Moskwa 1991, s. 84.

luźnianiu dyscypliny i pojawianiu się zjawisk patologicznych na zwiększoną skalę.

W szczególny sposób problemy z dyscypliną w Armii Czerwonej ujawniły się podczas aneksji wschodnich terenów II Rzeczypospolitej, kiedy to w jednostkach nastąpił lawinowy wzrost przestępstw, popełnianych przede wszystkim na jeńcach i ludności cywilnej. Mnożyły się przypadki zabójstw, gwałtów, grabieży i podpaień<sup>6</sup>. W większości przestępstwa te były tolerowane przez kadrę dowódczą i polityczną, wyciąganie konsekwencji dyscyplinarnych wobec winnych szło opornie. Nie bez znaczenia był fakt, iż w wielu wypadkach to właśnie kadra inspirowała popełnione przestępstwa, a nawet w nich uczestniczyła. Przy okazji ujawniła się mała skuteczność organów jurysdykcji wojskowej, nie posiadających odpowiedniego autorytetu wśród żołnierzy.

Po raz drugi masowe problemy z dyscypliną zaczęły występować podczas konfliktu zbrojnego z Finlandią. W jednostkach sowieckich, walczących w niezwykle ciężkich warunkach terenowych i atmosferycznych, wystąpiły liczne przypadki braku woli walki, odmowy wykonania rozkazu, panikarstwa i dezercji. Pojawiło się też nowe zjawisko – poddawanie się do niewoli bez walki.

Zaniepokojone władze sowieckie sięgnęły po doraźne środki restrykcyjne. 26 stycznia 1940 r. wspólnym rozkazem Ludowego Komisarza Obrony i Ludowego Komisarza Spraw Wewnętrznych nr 003/093 nakazano sformowanie, ze składu pułków operacyjnych NKWD zabezpieczających tyły walczących armii, oddziałów kontrolno-zaporowych. Utworzenie tych jednostek motywowano koniecznością „zlikwidowania przypadków dezercji [...] i oczyszczenia tyłów działających na sowiecko-fińskim froncie armii z wrogiego elementu”. Do zadań oddziałów kontrolno-zaporowych należało m.in. organizowanie obław na tyłach jednostek, kontrola dokumentów pojedynczo poruszających się żołnierzy i cywili, wyłapywanie dezertów. Obowiązek utworzenia tych oddziałów powierzono pomocnikom dowódców 7, 8, 9, 13 i 14 Armii do spraw ochrony tyłów. W krótkim czasie sformowano łącznie 27 oddziałów zaporowych, liczących średnio po 100 żołnierzy i funkcjonariuszy NKWD. Oddziały te wspierane były przez terenowe organa NKWD

---

<sup>6</sup> Sprawozdanie szefa Zarządu Politycznego Kijowskiego Specjalnego Okręgu Wojskowego dla szefa Głównego Zarządu Politycznego Armii Czerwonej o wypadkach nadzwyczajnych i zjawiskach amoralnych w jednostkach KSOW – 28 listopada 1939 r., w: *Agresja sowiecka na Polskę 17 września 1939 w świetle dokumentów*, t. 2, Warszawa 1996, s. 273–282.

oraz podlegające Ludowemu Komisariatowi Spraw Wewnętrznych wojska pogranicza. Schwytani żołnierze podejrzani o dezercję byli natychmiast stawiani przed trybunałami wojskowymi i bez szczególnych starań udowodnienia winy rozstrzeliwani. Gwałtownie wzrastająca liczba egzekucji nie zmniejszała jednak liczby przypadków dezercji i samowolnych oddaleń, a już wcale nie miała wpływu na coraz niższe morale walczących wojsk.

W najwyższych władzach sowieckich w pełni zdawano sobie sprawę z tymczasowości i zawodności tego rozwiązania. Po raz pierwszy represje okazywały się spóźnione i mało skuteczne. Te nowe, negatywne doświadczenia zmusiły władze sowieckie do wyciągnięcia wniosków i zastosowania odpowiednich środków zapobiegawczych.

6 lipca 1940 r. Prezydium Rady Najwyższej ZSRR wydało dekret „O zmianie punktów a-g artykułu 193 Kodeksu Karnego ZSRR”. Uchwalone zmiany zaostrzały odpowiedzialność karną żołnierzy za samowolne oddalenia i dezercje, będące wówczas istną plagą Armii Czerwonej. Odtąd samowolne oddalenie na okres do dwóch godzin pociągało za sobą przekazanie sprawy sądowi koleżeńskiemu i karę dyscyplinarną. Samowolne oddalenie na okres do dwóch godzin popełnione przez żołnierza po raz kolejny lub oddalenie na okres powyżej dwóch godzin, nawet po raz pierwszy, pociągało już za sobą przekazanie sprawy trybunałowi wojskowemu i było karane skierowaniem do batalionu dyscyplinarnego na okres od 6 miesięcy do 2 lat. Samowolne oddalenie na okres powyżej 1 doby traktowane było jako dezercja, karana pozbawieniem wolności na okres od 5 do 10 lat, a w trakcie wojny – rozstrzelaniem z konfiskatą mienia<sup>7</sup>. Dekret ten, rozkazem Ludowego Komisarza Obrony nr 192 „O odpowiedzialności karnej za samowolne oddalenia i dezercje”, został odczytany przed frontem wszystkich pododdziałów Armii Czerwonej<sup>8</sup>.

13 lipca 1940 r. Rada Komisarzy Ludowych zatwierdziła rozporządzenie o batalionach dyscyplinarnych Armii Czerwonej. Dwa dni później, rozkazem Ludowego Komisarza Obrony nr 214, rozporządzenie zostało wprowadzone w życie<sup>9</sup>. Od tej chwili bataliony dyscyplinarne stały się dla dla szeregowych i podoficerów Armii Czerwonej miejscem odbywania nałożonych przez try-

---

<sup>7</sup> Приказ Народного Комиссара Оборony Nr 192 об уголовной ответственности за самовольные отлучки и дезертирство 8 июля 1940 г., w: *Приказы Народного Комиссара Оборony СССР 1937-июн 1941 г. Русский Архив*, t. 13, cz. 1, Moskwa 1994, s. 154.

<sup>8</sup> Ibidem, s. 154-155.

<sup>9</sup> Положеніе о дисциплинарном баталіоне в Красной Арміи, w: *Приказы Народного Комиссара Оборony...*, s. 157.

bunały wojskowe kar pozbawienia wolności. Żołnierze skazani na pobyt w batalionach dyscyplinarnych nie byli wykreślani z ewidencji swych macierzystych jednostek. Kara nie był wliczana do okresu służby w armii, w związku z czym żołnierz po powrocie z batalionu dyscyplinarnego musiał odsłużyć resztę dni, pozostałych mu do zakończenia służby. Dodatkową karą było odbieranie skazanym oraz ich rodzinom, na okres pobytu w batalionie dyscyplinarnym, prawa do ulg przysługujących pełniącym służbę żołnierzom i członkom ich rodzin. W batalionach dyscyplinarnych stosowano metodę wychowywania przez pracę. Obowiązywał w nich 12-godzinny dzień pracy, z czego 9 godzin przeznaczano na prace budowlane i gospodarcze, zaś pozostałe 3 na szkolenie polityczne i wojskowe. Samowolne oddalenie z batalionu dyscyplinarnego pociągało za sobą przekazanie sprawy trybunałowi wojskowemu i traktowane było jako dezercja. Skazani, popełniwszy przestępstwo podczas służby w batalionie dyscyplinarnym, przekazywani byli trybunałowi wojskowemu i odbywali nowe wyroki w zakładach karnych (więzieniach i obozach), przy czym do nowego wyroku dodawano nieodbytą karę pobytu w batalionie dyscyplinarnym.

Bataliony dyscyplinarne organizowane były według osobnych etatów i podlegały bezpośrednio dowództwu okręgu wojskowego lub samodzielnej armii. Zarówno dowódcy batalionów, jak również ich zastępcy ds. politycznych wyznaczani byli bezpośrednio przez Ludowego Komisarza Obrony, zaś pozostała kadra dowódcza i polityczna tych jednostek – przez dowódców okręgów wojskowych lub samodzielnych armii. Dowódca batalionu dysponował kompetencjami dyscyplinarnymi dowódcy pułku, dowódcy kompanii – kompetencjami dowódcy batalionu, zaś dowódcy plutonów – kompetencjami dowódcy kompanii. Poszerzone w ten sposób prerogatywy miały umożliwić kadrze batalionów „zapewnienie srogiej dyscypliny wojskowej pośród skazanych, nie dopuszczającej nawet najmniejszego odstępstwa lub pobbłażania...”<sup>10</sup>.

Utworzenie batalionów dyscyplinarnych było niewątpliwie posunięciem słusznym. Unikano w ten sposób usuwania z wojska osób skazanych za przewinienia dyscyplinarne. Ponadto odbywanie kary w batalionach dyscyplinarnych, zamiast w więzieniach czy obozach, miało duże znaczenie wychowawcze – skazani znajdowali się pod stałym nadzorem oficerów politycznych.

---

<sup>10</sup> Ibidem.

Kolejnym krokiem było opracowanie i wprowadzenie, rozkazem Ludowego Komisarza Obrony nr 356 z 12 października 1940 r., nowego regulaminu dyscyplinarnego Armii Czerwonej, mającego zastąpić wycofywany tymczasowy regulamin dyscyplinarny z 1925 r.<sup>11</sup> Nowy, zaostrożony regulamin rozszerzał przede wszystkim uprawnienia dyscyplinarne dowódców jednostek oraz ich zastępców ds. politycznych. Jednocześnie wprowadzał nowe definicje wykroczeń dyscyplinarnych, zwiększając jednocześnie zakres odpowiedzialności żołnierzy za przewinienia. Następnym etapem była, przeprowadzona jesienią 1940 r. przez Ludowy Komisariat Obrony, gruntowna reorganizacja prokuratur i trybunałów wojskowych, upraszczająca jednocześnie procedurę wydawania i wykonywania wyroków.

Nowe przepisy oraz zintensyfikowana praca organów jurysdykcji wojskowej nie spowodowały jednak spadku ilości dokonywanych przez żołnierzy Armii Czerwonej czynów o charakterze przestępczym. Utrzymywała się wysoka liczba zabójstw i umyślnych okaleczeń, rosła ilość samobójstw i zbiorowych pijaństw<sup>12</sup>. Nadal jednak podstawowym problemem w utrzymaniu dyscypliny była plaga samowolnych oddaleń i dezercji. Tylko na podstawie rozkazu „O odpowiedzialności karnej za samowolne oddalenia i dezercje” w okresie od lipca do grudnia 1940 r. trybunały wojskowe osądziły i skazały w Leningradzkim, Zachodnim i Kijowskim Okręgu Wojskowym aż 8341 żołnierzy<sup>13</sup>. Dekret Prezydium Rady Najwyższej, nowy regulamin dyscyplinarny i rozkazy Ludowego Komisarza Obrony nie wywołały więc zamierzonego efektu. Patową sytuację dyscyplinarną Armii Czerwonej mogło rozstrzygnąć jedynie drakońskie i brutalne zaostrożenie dyscypliny, a to mogło nastąpić w jednym tylko przypadku – wybuchu wojny.

Natychmiast po rozpoczęciu przez III Rzeszę działań wojennych przeciwko dotychczasowemu sojusznikowi, 22 czerwca 1941 r. Prezydium Rady Najwyższej ZSRR na podstawie artykułu 49 punktu „p” Konstytucji ZSRR wydało dekrety:

- „O ogłoszeniu stanu wojny na poszczególnych terenach ZSRR”,
- „O stanie wojny”,
- „O zatwierdzeniu rozporządzenia o trybunałach wojennych na terenach objętych stanem wojny i w rejonach działań wojennych”.

<sup>11</sup> *Disciplinaryj Ustav Krasnoj Armii, Moskva 1940, s. 1.*

<sup>12</sup> *A. Chorkov, op. cit., s. 83.*

<sup>13</sup> *Ibidem, s. 84.*

Dwa pierwsze dekryety wprowadzały, początkowo tylko na części terenów ZSRR, stan wojny. Na terenach objętych stanem wojny przekazywały pełnię władzy administracyjnej w ręce władz wojskowych – rad wojennych okręgów, frontów i armii<sup>14</sup>. Ustanawiały też nowe trybunały wojskowe, które miały przejąć większość funkcji cywilnych organów sądowych. Stan wojny rozszerzał znacznie uprawnienia tych trybunałów, które w myśl dekretu miały rozstrzygać sprawy o:

- przestępstwa przeciw państwu,
- wszystkie przestępstwa popełnione przez wojskowych,
- naruszenie własności społecznej i państwowej,
- rozbój,
- umyślne zabójstwa,
- ucieczki z zakładów karnych i spod straży,
- uchylanie się od obowiązku wojskowego i sprzeciwianie się przedstawicielom władzy,
- nielegalny zakup, sprzedaż, grabież lub posiadanie broni<sup>15</sup>.

Ostatni dekret precyzował zasady funkcjonowania trybunałów wojskowych. W myśl wprowadzonego tym dekretem rozporządzenia trybunałom wojskowym przysługiwało prawo karania żołnierzy i oficerów:

- trybunałom przy dywizjach – do dowódcy kompanii włącznie i odpowiadających mu stanowiskami osób,
- trybunałom przy korpusach – do dowódcy batalionu włącznie i odpowiadających mu stanowiskami osób,
- trybunałom przy armiach i flotyllach – do pomocnika dowódcy pułku włącznie i odpowiadających mu stanowiskami osób,
- trybunałom przy okręgach wojskowych, frontach i flotach – do dowódcy niesamodzielnej brygady włącznie i odpowiadających mu stanowiskami osób<sup>16</sup>.

Sprawy dowódców dywizji, korpusów, armii i frontów rozpatrywać miał osobny trybunał przy Kolegium Wojskowym Sądu Najwyższego ZSRR. Dopiero w późniejszym okresie część tych uprawnień przekazano trybunałom przy dowództwach frontów.

---

<sup>14</sup> Ukaz Prezidiuma verchnogo soveta SSSR o voennom položenii 22 ijunja 1941 g., w: *Skrytaja pravda vojny: 1941 god. Neizvestnye dokumenty*, Moskwa 1992, s. 53–54.

<sup>15</sup> Ibidem, s. 54.

<sup>16</sup> Položenie o voennyh tribunalach v mestnostjach objavlennych na voennom položenii i v rajonach voennyh dejstvij, w: *Skrytaja pravda...*, s. 55–56.



Trybunały wojskowe miały obowiązek rozpatrywania spraw już po upływie 24 godzin od wręczenia aktu oskarżenia. Obradowały zazwyczaj w składzie 3 stałych członków. Przewodniczący trybunałów rekrutowali się spośród kadrowych pracowników pionu jurysdykcyjnego Armii Czerwonej, pozostali członkowie spośród prawników powołanych z rezerwy. Przewodniczący trybunałów mieli obowiązek bieżącego informowania rad wojennych okręgów, frontów, armii, a także dowództwa korpusów i dywizji o przebiegu i wynikach pracy trybunałów. Wyroki trybunałów wojskowych nie podlegały apelacji. O każdym wydanym wyroku śmierci trybunały wojskowe zobowiązane były powiadomić telegraficznie przewodniczącego Kolegium Wojskowego Sądu Najwyższego ZSRR oraz Naczelnego Prokuratora Armii Czerwonej (lub Marynarki Wojennej). W przypadku nieotrzymania w przeciągu 72 godzin telegraficznej decyzji Kolegium Wojskowego o wstrzymaniu egzekucji, wyrok zostawał wykonany. Pozostałe wyroki, wydawane przez trybunały wojskowe, nabierały mocy prawnej z chwilą ich ogłoszenia i były natychmiast wykonywane<sup>17</sup>.

Już w niedługim czasie po rozpoczęciu działań wojennych dotychczasowy system dyscyplinarny Armii Czerwonej okazał się niewydolny i nieskuteczny. W sytuacji chaotycznego odwrotu organy jurysdykcji wojskowej przestawały funkcjonować. Kierowanie naruszających dyscyplinę żołnierzy do batalionów dyscyplinarnych, rozlokowanych na bezpiecznych tyłach frontów, straciło sens. Już 15 lipca 1941 r. Ludowy Komisarz Marynarki Wojennej, admirał N. G. Kuzniecowa, wydał radom wojennym Floty Bałtyckiej, Północnej i Czarnomorskiej dyrektywę, nakazującą uwolnienie z batalionów dyscyplinarnych wszystkich wykazujących poprawę marynarzy i podoficerów, niezależnie od ciążących na nich wyroków, i skierowanie ich na okręty bojowe<sup>18</sup>. Identyczna sytuacja zaistniała wkrótce w wojskach lądowych, gdzie większość żołnierzy odbywających kary w batalionach dyscyplinarnych skierowano do jednostek walczących na pierwszej linii frontu. Niedługo potem większość batalionów dyscyplinarnych rozwiązano, kilka z nich pozostawiono we wschodnioazjatyckich okręgach wojskowych.

Żołnierzy karanych dyscyplinarnie przez dowództwa jednostek lub skazywanych przez trybunały wojskowe, w przypadku nałożenia kar pozba-

<sup>17</sup> Ibidem, s. 57–58.

<sup>18</sup> Direktiva Narodnogo Komissara VMF Nr 339/š o napravlenii na korabli ispravivšichsja krasnoflotčev iz disciplinarnych batalionov 15 ijulja 1941 g., w: *Priказы i direktivy Narodnogo Komissara VMF v gody Velikoj Otečestvennoj vojny 1941–1945. Russkij Archiv*, t. 21, Moskva 1996, s. 35.

wienia wolności, kierowano do oddziałów toczących walki na pierwszej linii frontu. Korzystano tu z możliwości, jakie dawał punkt 2 artykułu 28 Kodeksu Karnego RSFSR, pozwalający na zawieszenie wykonania kary do czasu zakończenia działań wojennych, przy natychmiastowym skierowaniu skazanego na front<sup>19</sup>. W trakcie działań wojennych skazany mógł więc „odkupić swą winę własną krwią” i, w uznaniu zasług, zostać uwolniony od ciężącego na nim wyroku<sup>20</sup>.

Desperackie i bezwzględne próby zatrzymania bezładnego odwrotu wojsk sowieckich oraz brak dostatecznej kontroli nad funkcjonowaniem trybunałów wojskowych potęgowały chaos i nadużycia w systemie jurysdykcyjnym Armii Czerwonej. Oficerów i komisarzy winnych nieplanowanych odwrotów sowieckich związków taktycznych masowo rozstrzeliwano. Co prawda, na pewien czas przywracało to dyscyplinę w kadrze dowódczej, lecz pomnażane w ten sposób straty mogły okazać się wkrótce nie do nadrobienia. Przykładowo: rozkaz nr 054 dowodzącego wojskami Frontu Zachodniego gen. armii G. K. Żukowa wydany 3 listopada 1941 r. informował o rozstrzelaniu p.o. dowódcy 133 Dywizji Strzeleckiej ppłk. A. G. Gierasimowa oraz jego zastępcy ds. politycznych – komisarza brygadowego F.G. Szabałowa. Egzekucję wykonano za „zdradzieckie niewykonanie rozkazu i wycofanie dywizji”<sup>21</sup>. W ten sposób pozbywano się setek oficerów i komisarzy, którzy w kilkumiesięcznych walkach odwrotowych nabrali już choć trochę doświadczenia. Rozstrzelanych zastępowano kolejnymi, niedoświadczonymi zazwyczaj oficerami, którym za ewentualny odwrót groziła analogiczna kara. Surowe represje przyniosły w końcu spodziewany skutek. Oficerowie i żołnierze bardziej bali się trybunałów wojskowych niż przeciwnika. Szczególnie dawało się to odczuć podczas walk na przedpolach Moskwy zimą 1941/1942 r. Wydawało się, że sytuacja wewnętrzna w Armii Czerwonej została opanowana i najgorsze chwile władze sowieckie mają już za sobą.

Jednak na przełomie wiosny i lata 1942 r. nastąpił krach sowieckiej koncepcji obrony strategicznej. Nieudana operacja zaczepna pod Charkowem (maj-czerwiec 1942 r.) zbiegła się w czasie z utratą Krymu oraz nie-

<sup>19</sup> *Sovetskoe pravo v period Velikoj Otečestvennoj vojny*, t. 1, Moskwa 1948, s. 129–130.

<sup>20</sup> *Ibidem*, s. 130–131; V. Čhikvadze, *Sovetskoe voenno-ugolovnoe pravo*, t. 1, Moskwa 1947, s. 97.

<sup>21</sup> Prikaz komandującego wojskami Zapadnego Fronta Nr 054 o nakazaniu komandowania 133-j strelkovej divizii za samovolnyj otchod s zanimaemogo rubeža 3 nojabrja 1941 g., w: *Stavka V GK. Dokumenty i materialy. Russkij Archiv*, t. 16, cz. 1, Moskwa 1996, s. 408.

miecką ofensywą na kierunku południowym. W krótkim okresie czerwca – lipca 1942 r. wojska sowieckie, tocząc ciężkie walki odwrotowe pod Woroneżem i w Zagłębiu Donieckim, zmuszone zostały do odwrotu o 150–400 km. Wycofanie wojsk przybierać zaczęło coraz częściej formę bezładnego, niekontrolowanego odwrotu przy lawinowo rosnących stratach. Tylko w okresie 28 czerwca – 24 lipca wojska jedynie trzech sowieckich frontów utraciły łącznie niemal 570 000 poległych, zaginionych i rannych żołnierzy<sup>22</sup>. Co prawda Niemcom nie udało się okrążyć głównych sił Frontu Południowo-Zachodniego oraz Frontu Południowego, niemniej Wehrmacht opanował Krym, Zagłębie Donieckie, dotarł do Łuku Donu, zagrażając bezpośrednio Stalingradowi i Północnemu Kaukazowi. Niepowodzenia na froncie wpłynęły niekorzystnie na zdolność bojową wojsk sowieckich. Pojawiające się wcześniej wypadki tchórzostwa, panikarstwa i upadku dyscypliny zaczęły przybierać masowy charakter. Kadra jednostek traciła panowanie nad sytuacją.

Zaniepokojone Naczelne Dowództwo Armii Czerwonej uciekło się do najbardziej radykalnego środka. 28 lipca 1942 r. ogłoszono, podpisany przez Stalina, rozkaz Ludowego Komisarza Obrony nr 227, znany też jako rozkaz „Ani kroku wstecz!”<sup>23</sup>. W owym osobliwym rozkazie sowiecki dyktator potępiał wszystkich żołnierzy, pocieszających się tym, iż Armia Czerwona może cofać się w nieskończoność na olbrzymich przestrzeniach ZSRR. Wyliczał, iż opuszczając Ukrainę, Białoruś, tereny nadbałtyckie i Donbas, państwo sowieckie utraciło ponad 70 mln obywateli, miliony ton żywności i surowców. Przypominał, że każdy dalszy odwrot powoduje osłabienie państwa: „...z tego wynika, że pora kończyć odwrot. Ani kroku wstecz! Takie powinno być teraz nasze hasło”<sup>24</sup>. Winą za niepowodzenia na froncie Stalin obwiniął dowódców, komisarzy i żołnierzy, którzy bez rozkazu wycofywali się z zajmowanych pozycji bojowych. Żołnierzy tych nazywał zdrajcami, panikarzami i tchórzami, którzy „powinni być tępieni na miejscu”<sup>25</sup>.

Stalin przypominał również, że podczas zimowego odwrotu armia niemiecka sformowała ponad 100 karnych kompanii z żołnierzy naruszających dyscyplinę tchórzostwem. Jednostki te skierowano na trudne odcinki frontu, dając możliwość żołnierzom odkupienia swych win własną krwią. Dodał po-

---

<sup>22</sup> *Grif sekretности snjat. Poteri voorużenych sil SSSR v vojnach, boevych dejstvijach i voennyh konfliktach. Statističeskoe issledovanie*, Moskva 1993, s. 177–178.

<sup>23</sup> Prikaz Narodnogo Komissara Oborony Nr 227 – 28 ijunja 1942 g., w: „Voenno-Istoričeskij Žurnal”, 1989, nr 8, s. 73–75.

<sup>24</sup> Ibidem, s. 74.

<sup>25</sup> Ibidem, s. 75.

nadto, iż utworzono również około 10 batalionów karnych, do których kierowano skazanych oficerów, odbierając im uprzednio odznaczenia i wysyłając ich na najtrudniejsze odcinki frontu. W dodatku to Niemcy rzekomo jako pierwsi utworzyli specjalne oddziały zaporowe, lokowane na tyłach niepewnych dywizji z rozkazem rozstrzelania na miejscu panikarzy samowolnie opuszczających pozycje. Te kroki, według Stalina, pozwoliły Niemcom na opanowanie chwiejącej się dyscypliny i rozpoczęcie serii udanych operacji zaczepnych. „Czy nie powinniśmy uczyć się w tej sprawie od naszych wrogów, jak uczyli się nasi przodkowie od swych wrogów, a potem odnosili nad nimi zwycięstwa? Myślę, że powinniśmy”<sup>26</sup>. W dalszej części rozkazu znalazły się następujące wytyczne:

„[...] Naczelne Dowództwo Armii Czerwonej rozkazuje:

1. Radom wojennym frontów i przede wszystkim dowodzącym frontami:
  - a) bezwarunkowo likwidować odwrotowe nastroje w wojskach i żelazną ręką przecinać propagandę o tym, że możemy i powinniśmy jakoby cofać się dalej na wschód, że taki odwrót nie będzie jakoby szkoda;
  - b) bezwarunkowo zdejmować ze stanowisk i odsyłać do Stawki. w celu postawienia przed sądem, dowodzących armiami, dopuszczających samowolny odwrót wojsk z zajmowanych pozycji, bez rozkazu dowództwa frontu;
  - c) sformować w składzie frontu od jednego do trzech (odpowiednio do sytuacji) batalionów karnych (po 800 żołnierzy), do których kierować średnich i starszych dowódców i odpowiadających im pracowników politycznych wszystkich rodzajów wojsk, naruszających dyscyplinę tchórzostwem i chwiejnością, kierować ich na najtrudniejsze odcinki frontu, dając im możliwość odkupienia krwią swych przestępstw wobec Ojczyzny.
2. Radom wojennym armii i przede wszystkim dowodzącym armiami:
  - a) bezwarunkowo zdejmować ze stanowisk dowódców i komisarzy korpusów i dywizji, dopuszczających samowolny odwrót wojsk z zajmowanych pozycji bez rozkazu dowództwa armii, i kierować ich do rady wojennej frontu celem postawienia przed sądem wojskowym;
  - b) sformować w składzie armii 3–5 dobrze uzbrojonych oddziałów zaporowych (do 200 żołnierzy w każdym), ustawiać je na bezpośrednich tyłach chwiejnych dywizji i polecić im, w przypadku paniki i bezładnego odwrotu oddziałów dywizji, rozstrzelanie na miejscu

<sup>26</sup> Ibidem, s. 73–75.

panikarzy i tchórzy, by w ten sposób pomóc uczciwym żołnierzom dywizji wypełnić swój obowiązek wobec Ojczyzny;

- c) sformować w składzie armii od pięciu do dziesięciu (odpowiednio do sytuacji) kompanii karnych (od 150 do 200 żołnierzy w każdej), do których kierować szeregowych żołnierzy i podoficerów, naruszających dyscyplinę tchórzostwem i chwiejnością, kierować ich na trudne odcinki armii, dając im możliwość odkupienia krwią swych przestępstw wobec Ojczyzny;

3. Dowódcom i komisarzom korpusów:

- a) bezwarunkowo zdejmować ze stanowisk dowódców i komisarzy pułków i batalionów, dopuszczających do samowolnego odwrotu oddziałów bez rozkazu dowódcy korpusu lub dywizji, odbierać im ordery i medale i kierować do rad wojennych frontów, celem postawienia przed sądem wojskowym;
- b) okazywać wszelką pomoc i wsparcie oddziałom zaporowym armii w sprawie umocnienia porządku i dyscypliny w oddziałach.

Rozkaz odczytać we wszystkich kompaniach, dywizjonach, bateriach, eskadrach, dowództwach, sztabach”<sup>27</sup>.

Rozkaz nr 227 był więc groźnym memento, choć najwyraźniej nie od razu został potraktowany poważnie. Już 31 lipca 1942 Stawka Naczelnego Dowództwa w dyrektywie nr 170542, podpisanej przez Stalina i marsz. A. A. Wasilewskiego, zwracała dowództwu Frontu Stalingradzkiego uwagę na odwrót oddziałów 192 i 184 Dywizji Strzeleckich, opuszczających bez rozkazu w dniu 30 lipca pozycje obronne w rejonie Majorowski–Wierchnie Gołubaja. Odwrót świadczyć miał, według Stalina, o chwiejności młodych dywizji 62 i 64 Armii oraz zlekceważeniu wydanego trzy dni wcześniej rozkazu nr 227. W związku z tym nakazano w przeciągu dwóch dni sformowanie, ze stanów przybywających na front dywizji dalekowschodnich, kilku oddziałów zaporowych i skierowanie ich na zaplecze jednostek 62 i 64 Armii. Oddziały zaporowe należało podporządkować bezpośrednio radom wojennym armii, a na ich czele postawić wyróżniających się służbistów<sup>28</sup>.

Jednak właściwych jednostek „sztrafników” nie sformowano od razu. Opracowaniem etatów i zasad ich użycia bojowego zajął się Główny Zarząd Formowania i Uzupelnień Wojsk Armii Czerwonej. Dopiero 28 wrześ-

<sup>27</sup> Ibidem, s. 75.

<sup>28</sup> Direktiva Stavki VGK Nr 170542 komandujuščemu vojskami Stalingradskogo Fronta o sozdanii zagraditelnych otrjadov 31 ijulja 1942 g., w: *Stavka VGK. Dokumenty i materialy. Russkij Archiw*, t. 16, cz. 2, Moskva 1996, s. 337.

nia 1942 r. ogłoszono rozkaz nr 298 Ludowego Komisarza Obrony „O wprowadzeniu rozporządzenia o karnych batalionach i kompaniach oraz etatów karnego batalionu, kompanii i oddziału zaporowego armii czynnej”. Rozkaz wprowadzał:

- rozporządzenie o batalionach karnych armii czynnej;
- rozporządzenie o kompaniach karnych armii czynnej;
- etat nr 04/393 dla samodzielnego batalionu karnego armii czynnej;
- etat nr 04/392 dla samodzielnej kompanii karnej armii czynnej;
- etat nr 04/391 dla samodzielnego oddziału zaporowego armii czynnej<sup>29</sup>.

W myśl rozporządzeń bataliony karne podporządkowane były, po 2–3, radom wojennym poszczególnych frontów. Każdy batalion przydzielano do prowadzącej działania bojowe dywizji lub samodzielnej brygady strzeleckiej<sup>30</sup>. Natomiast analogicznie przydzielane samodzielne kompanie karne podlegały bezpośrednio radom wojennym armii<sup>31</sup>.

Dowódcy i komisarze wojskowi batalionów karnych oraz wchodzących w ich skład kompanii i plutonów, a także samodzielnych kompanii karnych wyznaczani byli przez dowództwo frontu lub armii spośród wyróżniających się oficerów i komisarzy – ochotników. Dowódca i komisarz wojskowy batalionu karnego dysponowali w stosunku do szeregowych „sztrafników” kompetencjami dyscyplinarnymi przynależnymi dowódcy i komisarzowi dywizji. Zastępcy dowódcy i komisarza wojskowego batalionu dysponowali kompetencjami dyscyplinarnymi dowódcy i komisarza pułku, dowódcy i komisarze kompanii – kompetencjami dowódców i komisarzy batalionu, natomiast dowódcy i politycy plutonów – kompetencjami dowódców i komisarzy kompanii. Natomiast dowódca i komisarz wojskowy samodzielnej kompanii karnej dysponowali władzą dyscyplinarną przysługującą dowódcy i komisarzowi pułku, zastępcy dowódcy i komisarza kompanii – władzą dowódcy i komisarza batalionu, zaś dowódcy i politycy plutonów – władzą dowódców i komisarzy kompanii. Kadrze dowódczej i politycznej batalionów i samodzielnych kompanii karnych okres wysługi lat do awansów na kolejne wyższe stopnie skracany był o połowę w porównaniu ze zwykłymi oddziałami liniowymi.

---

<sup>29</sup> Prikaz Narodnogo Komissara Oborony Nr 298 ob objavlenii položenia o štrafnych batalionach i rotach i štatov štrafnogo bataliona, roty i zagraditelnogo otrjada dejstvjuščej armii 18 sentjabrja 1942 g., w: *Skrytaja pravda...*, s. 359.

<sup>30</sup> Položenie o štrafnych batalionach dejstvjuščej armii, w: *Skrytaja pravda...*, s. 360.

<sup>31</sup> Položenie o štrafnych rotach dejstvjuščej armii, w: *Skrytaja pravda...*, s. 363.

Każdy miesiąc służby w batalionie karnym lub samodzielnej kompanii karnej przy naliczaniu pensji kadry dowódczej i politycznej traktowany był jako 6 miesięcy<sup>32</sup>.

Żołnierze skazani za przewinienia dyscyplinarne przez dowództwa swych jednostek trafiali do oddziałów karnych na okres od 1 do 3 miesięcy. Na taki sam okres czasu mogli zostać wcieleni do jednostek karnych żołnierze skazani przez trybunały wojskowe, którym, na podstawie punktu 2 artykułu 28 Kodeksu Karnego ZSRR, odroczone wykonanie kary do czasu zakończenia działań wojennych. Wszyscy oficerowie, podoficerowie, komisarze i politycy skazani na pobyt w batalionach i kompaniach karnych pełnili tam służbę jako szeregowi żołnierze. Przed skierowaniem do jednostki karnej odczytywano przed frontem ich jednostki rozkaz z uzasadnieniem wyroku, następnie odbierano im odznaczenia bojowe, które przekazywano na przechowanie oddziałom kadr frontów lub armii. W zamian wydawano jedynie książeczkę wojskową specjalnego wzoru. „Sztrafnicy” mogli zostać, rozkazem dowódcy oddziału karnego, wyznaczeni na niższe stanowiska podoficerskie, wraz z mianowaniem do stopnia jefrejtora, młodszego sierżanta i sierżanta. „Sztrafnikom” wyznaczonym na niższe stanowiska dowódcze przysługiwała pensja odpowiednia do pełnionych funkcji, pozostałym szeregowym „sztrafnikom” wypłacano comiesięczny żołd w wysokości 8 rubli i 50 kopiejek. Dodatki za służbę na polu walki (tzw. „polewyje diengi”) „sztrafnikom” nie przysługiwały. Rodzinom oficerów i komisarzy wcielonych do oddziałów karnych wstrzymywano wypłatę pensji, przyznając im tylko zapomogę przewidzianą dla rodzin szeregowych i podoficerów. Za niewykonanie rozkazu, „szkodnictwo” lub ucieczkę z pola walki, a także próbę przejścia na stronę przeciwnika „sztrafnikom” groziły surowe kary, sprowadzające się głównie do rozstrzelania na miejscu. Za wyróżnienie bojowe „sztrafnikowi” mogła zostać, na wniosek dowództwa oddziału karnego zaopiniowany przez radę wojenną frontu, przedterminowo darowana reszta kary. Za szczególne wyróżnienie „sztrafnik” mógł zostać, na normalnych prawach, przedstawiony do nagrody i odznaczenia. Przed opuszczeniem oddziału karnego po odsłużeniu kary „sztrafnikowi” przed frontem jednostki odczytywano rozkaz o uwolnieniu od kary i jeszcze raz wyjaśniano sens i skutki popełnionego przez niego wykroczenia. Wszystkim żołnierzom, po odsłużeniu kary, przywracane były ich stopnie i przysługujące im prawa. „Sztrafnicy”, ranni

---

<sup>32</sup> *Polozhenie o štrafnych batalionach...*, s. 360–361; *Polozhenie o štrafnych rotach...*, s. 363–364.

w walce, traktowani byli jako dostatecznie ukarani i po wyzdrowieniu kierowani do swych macierzystych jednostek. Inwalidom wojennym przyznawana była renta w wysokości ich ostatniej pensji lub żołdu przed skierowaniem do oddziału karnego. Rodzinom poległych „sztrafników” przysługiwała renta na ogólnych zasadach, w wysokości ostatniej pensji lub żołdu przed skierowaniem do batalionu karnego<sup>33</sup>.

Pierwszą operacją, w której jednostki „sztrafników” wykorzystano na szerszą skalę, była obrona Stalingradu, ostatnią – walki uliczne w Berlinie. W czasie 2,5 roku istnienia oddziałów karnych „sztrafnicy” brali udział we wszystkich niemal operacjach i bitwach frontu wschodniego. Dowódcy jednostek liniowych dość chętnie wykorzystywali oddziały karne do wykonywania najtrudniejszych zadań, oszczędzając w ten sposób podległych sobie żołnierzy. „Sztrafnicy” prowadzili więc rozpoznanie walką, oczyszczali pod ogniem pola minowe, jako pierwsi forsowali rzeki, przełamywali pozycje umocnione. Mając za plecami oddziały zaporowe, walczyli desperacko, ponosząc ogromne straty. Ci, którzy przeżyli walki, powracali do swych macierzystych oddziałów.

Jedyną szczegółową relacją, opisującą straszliwe warunki egzystencji i walki „sztrafników”, jest autobiograficzna powieść wspomnianego na wstępie Morisa Simaszki. Do wspomnień tych należy podejść jednak z dużą ostrożnością – autor świadomie uniemożliwia czytelnikowi zidentyfikowanie numeru jednostki karnej, miejsca toczonych przez nią walk, a nawet precyzyjnego ich datowania. Ponadto postacie opisane w powieści noszą fałszywe nazwiska, sam autor występuje tu jako Borys Tiraspolski. Pomimo tych zastrzeżeń zbeletryzowane wspomnienia Simaszki stanowią cenne źródło, opisujące kompanię karną, widzianą oczami wcielonego do niej „sztrafnika”.

Moris Simaszko popełnił wykroczenie dyscyplinarne, polegające na samowolnym oddaleniu na okres powyżej dwóch godzin, w dodatku przy użyciu sprzętu wojskowego, jakim był samolot treningowy. Upraszczając – młody kursant w trakcie lotów treningowych wylądował na lotnisku sąsiedniej eskadry, by móc spotkać się ze swoją dziewczyną. W międzyczasie odnaleziono porzucony przez niego samolot, zaś winowajcę postawiono, po powrocie z nocnych uciech, do karnego raportu. Pobłażliwy komendant szkoły uratował Simaszkę przed trybunałem wojskowym, wyznaczając mu jednak

---

<sup>33</sup> Położenie o štrafnych batalionach..., s. 361–362; Położenie o štrafnych rotach..., s. 364–365.



dość srogą karę 1 miesiąca pobytu w karnej kompanii<sup>34</sup>. Zdegradowanego kursanta, wraz z kilku innymi winowajcami, odwieziono pod strażą do Samarkandy, gdzie formowano oddziały karne. Do kompanii karnej wcielano tam kursantów licznych w Kazachstanie szkół wojskowych, żołnierzy z jednostek liniowych, a także... przestępców kryminalnych i nieletnich. Uformowano kompanię składającą się z czterech plutonów i liczącą łącznie 120 żołnierzy. Dowódcami plutonów byli frontowi oficerowie – ochotnicy. Dowodzący całością kapitan miał duże doświadczenie w obcowaniu ze „sztrafnikami” – była to już czwarta formowana przez niego kompania karna<sup>35</sup>. Po krótkim szkoleniu kompanię, wraz z liniowym batalionem piechoty, przewieziono kolejną na front. W strefie frontowej do „sztrafników” przydzielono kompanię wojsk wewnętrznych NKWD, pełniącą rolę oddziału zaporowego. Dopiero na pierwszej linii frontu „sztrafnikom” wydano broń – tylko karabiny, gdyż istniał zakaz wyposażania ich w broń samopowtarzalną i maszynową. Kompania karna zluźowała liniowy pododdział piechoty, zajmując stanowiska w okopach. Oddział zaporowy ulokował się na wzgórzu, za pozycjami „sztrafników”<sup>36</sup>. Oczekiwanie na rozkaz ataku trwało niemal dwa tygodnie – cały ten okres czasu „sztrafnicy” spędzili, pomimo deszczowej, jesiennej pogody, w odkrytych okopach. Raz dziennie otrzymywali niewielką ilość konserw, chleba i wrzątku. Co noc prowadzili rozpoznanie terenu przyszedłego natarcia, którego celem była zaminowana, bagnista dolina oraz silnie ufortyfikowane przez Niemców wzgórza. Przez ten czas kompania straciła około 20 żołnierzy. Tylko kilku poległo od niemieckiego ostrzału. Pozostali, nie wytrzymując nerwowo, rzucali się na pole minowe lub uciekali w tył. Tam rozstrzelował ich oddział zaporowy<sup>37</sup>. Atak kompanii odbył się w warunkach urągających wszelkim zasadom taktyki – bez rozminowania przedpola, przygotowania artyleryjskiego czy choćby nawet wsparcia bronią ciężką. Biegnąca piechota zdetonowała wiele min, ponosząc ogromne straty. W walce wręcz „sztrafnicy” zdobyli i utrzymali wzgórze, odpierając dwa przeciwnatarcia niemieckie i wytrzymując spóźniony nalot własnych samolotów szturmowych. Część żołnierzy, w obawie przed własnymi bombami, rozpoczęła odwrót – oddział zaporowy otworzył wówczas do nich ogień. Ostatecznie w kompanii przeżyło walki jedynie 18 „sztrafników”. Po bitwie,

<sup>34</sup> M. Simaszko, op. cit., s. 123–129.

<sup>35</sup> Ibidem, s. 32–43.

<sup>36</sup> Ibidem, s. 47–61.

<sup>37</sup> Ibidem, s. 62–71.

pod nadzorem oddziału zaporowego żołnierzom odebrano broń, wydając im w zamian spirytus w kanistrze. Następnie oddano im gwiazdki, dystynkcje oraz wypisano zaświadczenia o odbyciu kary. Uwolnieni żołnierze rozjechali się wkrótce do macierzystych jednostek<sup>38</sup>.

Często jednak sytuacja żołnierzy, którzy już „odkupili swoje winy krwią”, szczególnie w okresie poprzedzającym utworzenie jednostek karnych, była nie do pozazdroszczenia. W wielu wypadkach zdarzało się, iż nie prowadzono odpowiedniej ewidencji i kontroli nad skazanymi. Często nie przyjmowano wniosków o zwolnienie z oddziału karnego, większość z nich rozpatrywano zbyt powoli, w innych przypadkach nie wręczano zaświadczeń o odbyciu kar. Dopiero dyrektywa nr 014 szefa Głównego Zarządu Politycznego Armii Czerwonej gen.mjra A. S. Szerbakowa z 21 października 1942 r. nakazała radom wojennym frontów prowadzenie szczegółowej ewidencji i nadzoru nad przebiegiem służby skazanych w jednostkach karnych oraz ścisłe przestrzeganie zasad zwalniania żołnierzy, którzy odbyli wyrok<sup>39</sup>. Dyrektywa ta nie była jednak traktowana dosłownie, skoro 10 września 1944 gen.mjr Podojnicyn, przewodniczący trybunału wojskowego 1 Frontu Ukraińskiego, odmówił zwolnienia z batalionu karnego 19 żołnierzy, ponieważ „nie wykazali się niczym szczególnym”<sup>40</sup>.

Niejednokrotnie wcieleni do oddziałów karnych żołnierze padali ofiarami samowoli oddziałów zaporowych. Przy najmniejszej próbie sprzeciwu „sztrafników” rozstrzeliwano, zdarzało się, że całymi oddziałami. Na szczęście dla oddziałów karnych jednostki zaporowe, rozzuchwalone brakiem kontroli, coraz mniej uwagi poświęcały „sztrafnikom”, pozostawiając nadzór nad nimi dowództwom oddziałów liniowych. O tym, w jaki sposób funkcjonowały niektóre oddziały zaporowe, świadczy raport szefa Zarządu Politycznego 3 Frontu Nadbałtyckiego gen.mjra A. Łobaczewa, skierowany do szefa Głównego Zarządu Politycznego Armii Czerwonej gen.mjra A. S. Szerbakowa<sup>41</sup>. W meldunku tym Łobaczew przedstawiał wyniki inspekcji 6 oddziałów zaporowych frontu, przeprowadzonej w sierpniu 1944 r. Łobaczew ustalił, że większość oddziałów zaporowych nie posiadała pełnych stanów

<sup>38</sup> Ibidem, s. 131–160.

<sup>39</sup> Direktywa načalnika Glavnogo Političeskogo Upravlenija Krasnoj Armii Nr 014 – 21 oktjabrja 1942 g., w: *Skrytaja prawda...*, s. 365–367.

<sup>40</sup> M. Czernic, *Krwia okupić winy – o oddziałach karnych Armii Czerwonej*, w: „Polska Zbrojna”, 1992, nr 138, s. 4.

<sup>41</sup> Dokład o nedostatkach dejatelnosti zagradotrjadov vojsk fronta 25 avgusta 1944 g., w: „Voenno-Istoriečeskij Žurnal”, 1989, nr 8, s. 79–80.

etatowych. Ponadto jednostki te były wykorzystywane do celów ochrony sztabów armii, linii łączności, dróg oraz przeczesywania lasów. Winą za ten stan rzeczy obarczył dowódców oddziałów zaporowych, którzy, wobec braku kontroli ze strony dowództw armii, samowolnie szukali spokojniejszych zajęć w bezpiecznej odległości od pierwszej linii frontu. Łobaczew zwrócił też uwagę na całkowity upadek dyscypliny w oddziałach zaporowych, winiąc za to między innymi wydziały polityczne sztabów, które zaniechały prowadzenia szkoleń politycznych w tego rodzaju oddziałach. W podsumowaniu raportu Łobaczew postulował reorganizację lub rozformowanie jednostek zaporowych jako tracących znaczenie w ówczesnej sytuacji<sup>42</sup>. Utrzymane w tym tonie raporty napłynęły prawdopodobnie także z innych frontów. W związku z tym 29 października 1944 r. Ludowy Komisarz Obrony Stalin wydał rozkaz nr 0349 nakazujący, w związku ze zmianą ogólnej sytuacji na froncie, rozformowanie do 13 listopada 1944 r. wszystkich samodzielnych oddziałów zaporowych. Stany osobowe tych jednostek należało włączyć, jako uzupełnienia, w skład dywizji strzeleckich<sup>43</sup>.

Pomimo rozformowania oddziałów zaporowych oddziały karne nadal brały udział w walkach. Nadzór nad nimi sprawowały jednostki liniowe lub operujące na zapleczu frontu oddziały wojsk wewnętrznych NKWD<sup>44</sup>. Po zdobyciu Berlina ogłoszono amnestię dla wszystkich żołnierzy oddziałów karnych, choć w rzeczywistości część tych jednostek przeniesiono na Daleki Wschód, gdzie wzięły udział w walkach z armią japońską. Jesienią 1945 r. wszystkie bataliony i samodzielne kompanie karne rozwiązano, powracając do przedwojennego systemu batalionów dyscyplinarnych.

Rzeczywista liczba sformowanych w trakcie wojny sowieckich oddziałów karnych, a także liczba skierowanych do nich żołnierzy, jest dziś raczej niemożliwa do ustalenia. Według wiarygodnych danych z byłego Centralnego Państwowego Archiwum Armii Czerwonej w okresie od czerwca 1941 r. do sierpnia 1945 r. sowieckie trybunały wojskowe osądziły łącznie 994 300 żołnierzy. Liczba ta stanowiła 4,6% łącznych strat poniesionych przez Armię Czerwoną w trakcie wojny i 2,9% łącznej liczby powołanych do wojska obywateli ZSRR<sup>45</sup>. Z prawie milionowej liczby skazanych około 400 tysiącom

<sup>42</sup> Ibidem.

<sup>43</sup> Prikaz Narodnogo Komissara Oborony Nr 0349 o rasformovanii otdelnych zagraditelnych otrjadov – 29 oktjabrja 1944 g., w: „Voenno-Istoričeskij Žurnal”, 1989, nr 8, s. 80.

<sup>44</sup> M. Simaszko, op. cit., passim.

<sup>45</sup> Grif sekretности snjat..., s. 140.

żołnierzy wykonanie kary odroczone do czasu zakończenia działań wojennych, kierując ich jednocześnie, w składzie oddziałów karnych, na front<sup>46</sup>. Niepodobna ustalić, ilu z nich przeżyło wojnę. Biorąc pod uwagę niezwykle wysoki stopień śmiertelności w oddziałach karnych, należy przyjąć, iż straty sięgały nawet 80–90%. Warto ponadto dodać, że za dezercję trybunały wojskowe skazały łącznie 376 300 żołnierzy<sup>47</sup>. W niemal wszystkich przypadkach skazani otrzymali wyroki śmierci, które niezwłocznie wykonano. Utrzymanie porządku w tej najbardziej niezdiscyplinowanej armii ówczesnego świata kosztowało więc około 700 000 istnień ludzkich.

Określenie roli militarnej, jaką „sztrafnicy” odegrali w wojnie, jest trudne. Pomimo dużej liczebności nie mogli stać się, wskutek rozproszenia po wielu jednostkach, siłą decydującą w żadnej z bitew. Należy pamiętać o tym, iż oddziały karne były zbiorowiskami przypadkowych żołnierzy z różnych rodzajów wojsk, w dodatku zazwyczaj słabo wyszkolonych, niezdiscyplinowanych i stanowiących potencjalne zagrożenie dla otoczenia. Najczęściej ich zadania taktyczne ograniczały się więc do wykonania najtrudniejszych, wstępnych elementów natarcia – rozpoznania walką, rozmिनowywania terenu, przełamywania pierwszej pozycji obronnej przeciwnika. Starannie dbano o to, by nie łączyć „sztrafników” w pododdziały większe niż batalion. Miało to zapobiegać ewentualnym buntom, które ze względu na rozmiar i charakter trudno byłoby opanować. Taka koncepcja użycia „sztrafników” w walce sprowadzała więc ich rolę do zadań pomocniczych, nie wymagających dobrego wyszkolenia, wyposażenia i dyscypliny.

O wiele wyraźniej rysuje się rola „wychowawcza” oddziałów karnych. Stały się one wygodną i skuteczną formą karania żołnierzy, umożliwiającą nie tylko wykorzystanie skazańców w walkach, ale także odzyskanie pewnej ilości żołnierzy, którzy „odkupili swe winy krwią” i powracali do macierzystych jednostek. Ich opowieści o straszliwych przeżyciach miały budzić zgrozę i zniechęcać innych żołnierzy do łamania dyscypliny. Oprócz roli represyjnej oddziały karne spełniać więc miały zadanie nieustannej groźby w stosunku do własnych wojsk, formę uwidocznienia losu, jaki mógł spotkać każdego nieposłusznego i niezdiscyplinowanego żołnierza.

---

<sup>46</sup> Ibidem.

<sup>47</sup> Ibidem.

ADAM LACHOWICZ (Białystok)

**LAICYZACJA OPIEKI SPOŁECZNEJ  
W WOJEWÓDZTWIE BIAŁOSTOCKIM  
W LATACH 1945–1948**

Forsowana w powojennej Polsce przez komunistów laicyzacja życia publicznego była stałym elementem ich polityki społecznej i wyznaniowej, stanowiła wciąż otwarte pole walki reżimu z katolicyzmem. Podstawowym celem laicyzacji było odsunięcie Kościoła od spraw społecznych i związane z tym osłabienie jego zewnętrznego oddziaływania i wewnętrznej spójności. Centralnie sterowane procesy zeświecczania zagrażały nie tylko swobodzie działania i istnieniu instytucji kościelnych, ale także miały wyraźne antychrześcijańskie ostrze. Laicyzacja stosunków publicznych musiała prędzej czy później doprowadzić do zobojętnienia religijnego w życiu prywatnym, torując drogę ateizmowi programowo głoszonemu przez marksistów oraz zmniejszając odporność obywateli na sowie tyzację.

Jednym z istotniejszych przejawów laicyzacji życia publicznego w pierwszych latach rządów ludzi Stalina w Polsce była sekularyzacja opieki społecznej, w województwie białostockim przed rokiem 1949 ogniskująca się głównie na sektorze wychowawczo-opiekuńczym. Polityka zeświecczania dotknęła szukanami nie tylko placówki zajmujące się młodzieżą i dziećmi, ale również zakłady opiekuńcze dla dorosłych i ludzi w podeszłym wieku oraz organizacje zajmujące się pomocą doraźną i akcjami charytatywnymi.

Początkowe przyzwolenie komunistów na funkcjonowanie sierocińców, przedszkoli, domów starców i innych ośrodków opiekuńczych prowadzonych przez zgromadzenia zakonne i „Caritas” było wymuszone niedostateczną liczbą placówek świeckich wobec ogromu zapotrzebowania na pomoc ze

strony zubożałego w wyniku wojny społeczeństwa<sup>1</sup>. Podobnie, zgoda „władzy ludowej” na obecność w zakładach publicznych pracujących tam sióstr zakonnych spowodowana była brakiem wystarczającej liczby odpowiednio przeszkolonego personelu świeckiego.

O tolerancji wobec katolickich ośrodków pomocy decydowały również względy natury propagandowej, szczególnie ważne w okresie przez wyborami styczniowymi w 1947 r. Istnienie i działalność placówek kościelnych, często opisywanych w białostockiej prasie (zarówno w organie Wojewódzkiego Urzędu Informacji i Propagandy „Jedność Narodowa”, jak i w „Życiu Białostockim”), miały świadczyć o rzekomo pozytywnym stosunku obozu rządzącego do Kościoła. W gazetach często podkreślano dotowanie ośrodków zakonnych i „Caritasu” przez administrację państwową i samorządową<sup>2</sup>. Władze afiszowały się wspieraniem finansowym zakładów wyznaniowych przede wszystkim w latach 1946–1947, tzn. w okresie przedwyborczym i po sfałszowaniu wyborów styczniowych 1947 r., kiedy to obozowi komunistycznemu zależało na akceptacji ze strony hierarchii Kościoła i katolickiej opinii publicznej.

W prasie lokalnej, obok artykułów opisujących w sposób obiektywny zaangażowanie Kościoła w rozwiązywanie problemów społecznych, pojawiały się głosy negujące doniosłość wkładu katolickiego w rozwój sfery opiekuńczej. Zarzucano „Caritasowi” i stowarzyszeniom zakonnym, że ich działalność nie jest prawdziwą pomocą, a jedynie jałmużną uwłaczającą godności ludzi potrzebujących. Na początku lipca 1945 r. w „Jedności Narodowej” (organie WUiP) przedstawiono relację z pierwszego zjazdu referentów i pracowników opieki społecznej województwa białostockiego, który odbył się w dniach 29 i 30 czerwca 1945 r. w Urzędzie Wojewódzkim. W mowie otwierającej obrady wicewojewoda zaznaczył: „W myśl zasad państwa demokratycznego Opieka Społeczna nie jest czynem w rodzaju łaski, jest ko-

---

<sup>1</sup> Np. na początku 1946 r. na 27 przedszkoli w Okręgu Szkolnym Białostockim 9 było prowadzonych przez zakony (Archiwum Państwowe w Białymstoku [dalej: AP w B], Kuratorium Okręgu Szkolnego Białostockiego [dalej: KOSB], syg. 88, k. 2, Ewidencja przedszkoli OSB na dzień 15 stycznia 1946 r.), a w październiku 1948 r. na 1037 dzieci w 12 białostockich przedszkolach aż 499 uczęszczało do 4 przedszkoli zarządzanych przez „Caritas” (AP w B, KOSB, syg. 24, Wykazy czynnych przedszkoli woj. białostockiego wg powiatów w roku szkolnym 1948/1949 – stan z października 1948 r., k. 1).

<sup>2</sup> „Jedność Narodowa” nr 30 (121) z 10–12 marca 1946 r., nr 35 (126) z 22–23 marca 1946 r., nr 62 (153) z 18 maja 1946 r., nr 125 (216) z 1 sierpnia 1946 r.; „Życie Białostockie” nr 5 (848) z 5 marca 1947 r., nr 94 (937) z 5 czerwca 1947 r., nr 98 (941) z 9 czerwca 1947 r., nr 126 (969) z 7 lipca 1947 r., nr 263 (1106) z 22 listopada 1947 r.

niecznością, obowiązkiem [...]”<sup>3</sup>. Słowa te wyrażały niechęć w stosunku do niezależnych organizacji charytatywnych oraz zamiar pomniejszenia ich roli w porównaniu z pomocą państwową.

W listopadzie 1945 r. Anatol Kraska w opublikowanym w „Jedności Narodowej” artykule atakującym w niewybredny sposób tę „[...] część duchowieństwa województwa białostockiego, które znalazło się za burtą dzisiejszej rzeczywistości”, zanegował potrzebę organizowania opieki społecznej przez Kościół w powojennej Polsce: „[...] masa pracująca, to już nie stado niewolników, których można zadowolić ochłapami z księżowskiego stołu w postaci «ofiar dla biednych» [...]”<sup>4</sup>. W styczniu 1946 r. W. Walewska w tekście poświęconym Robotniczemu Towarzystwu Przyjaciół Dzieci pisała: „[...] wychowanie i opieka nad dzieckiem nie mogą być oparte na uwłaczającej godności ludzkiej akcji filantropijnej, lecz na szeroko zakrojonym państwowym i społecznym planie działalności”<sup>5</sup>, w którym nie było miejsca dla zakonów i „Caritasu”. Z kolei latem 1947 r. „Życie Białostockie” w sprawozdaniu z pierwszego zjazdu delegatów RTPD w Warszawie 22 czerwca przedstawiło streszczenie referatu posłanki Kłuszyńskiej (pt. *Postulaty RTPD w sprawach dziecka w Polsce*), która domagała się, aby wychowaniem i opieką nad dziećmi zajmowało się państwo tylko za pośrednictwem „instytucji specjalnych, korzystających z zagwarantowanych prawem przywilejów”, nie pozwalając na żadne prywatne (w tym również katolickie) inicjatywy na tym polu<sup>6</sup>.

Polityka laicyzacji opieki społecznej w województwie białostockim przed 1949 r. przejawiała się m.in. w odbieraniu Kościołowi należących do niego lokali przeznaczonych na działalność opiekuńczą. Przypadki takie wiązały się z wyraźnym pogwałceniem prawa własności Kościoła i dotyczyły zarówno obiektów zakonnych, jak i parafialnych.

Latem 1945 r. białostocki sierociniec „Dobry Pasterz”, prowadzony przez zakonnice z Towarzystwa „Pomoc”, pozbawiono prawa użytkowania znaczącej części własnego budynku. Na wniosek Wydziału Zdrowia Zarządu Miejskiego Komisja Mieszkaniowa IV Rejonu w Białymstoku decyzyjną

<sup>3</sup> Ze zjazdu referentów i pracowników Opieki Społecznej, „Jedność Narodowa” nr 28, 8 lipca 1945 r., s. 3.

<sup>4</sup> A. Kraska, *Nie mogę milczeć...*, „Jedność Narodowa” nr 70, 7–8 listopada 1945, s. 4–5.

<sup>5</sup> W. Walewska, *Troska o dziecko*, „Jedność Narodowa” nr 5 (96), 11–12 stycznia 1946, s. 4.

<sup>6</sup> *Powszechne wychowanie przedszkolne i pozaszkolne naczelnym zadaniem RTPD*, „Życie Białostockie” nr 113 (956), 24 czerwca 1947 r., s. 2.

z 16 czerwca 1945 r. odebrała sierocińcowi pomieszczenia na parterze piętrowego domu (wraz z kuchnią) i przekazała je nieodpłatnie do dyspozycji Wydziału Zdrowia w celu zorganizowania w nich Miejskiej Stacji Opieki nad Matką i Dzieckiem oraz Kuchni Mlecznej<sup>7</sup>. Zważywszy, że białostocki oddział Towarzystwa „Pomoc” posiadał jeszcze tylko parterowy budynek przeznaczony na potrzeby sióstr (znajdowała się w nim m.in. kaplica) – utrata całego piętra w siedzibie zakładu stanowiła niepowetowaną stratę uniemożliwiającą nie tylko rozwój, ale i normalne funkcjonowanie<sup>8</sup>.

Już 17 czerwca 1945 r. w „Jedności Narodowej” ukazał się entuzjastyczny artykuł poświęcony Miejskiej Stacji Opieki nad Matką i Dzieckiem. Autorka tekstu przemilczała sprawę eksmisji „Dobrego Pasterza”, a stację, która powstała kosztem sierocińca, nazwała „uwieńczeniem pracy władz w trosce o dziecko”<sup>9</sup>. Kierownictwo domu dziecka w kwietniu 1946 r. zwróciło się do Urzędu Kwaterunkowego Zarządu Miejskiego w Białymstoku z prośbą o przeniesienie stacji opieki do innego lokalu i zwrot pomieszczeń przez nią zajmowanych<sup>10</sup>. Siostry Pasterzanki zwróciły się też do Kuratorium Okręgu Szkolnego Białostockiego o poparcie ich starań w tym kierunku<sup>11</sup>. Miejska Stacja Opieki pomieszczenia należące do „Dobrego Pasterza” opuściła dopiero w sierpniu 1948 r., czyli na kilka miesięcy przed ogłoszeniem likwidacji sierocińca<sup>12</sup>.

<sup>7</sup> AP w B, KOSB, sygn. 89, k. 30, Odpis orzeczenia Komisji Mieszkaniowej IV Rejonu w Białymstoku z 16 czerwca 1945 r. w sprawie wniosku Wydziału Zdrowia Zarządu Miejskiego w Białymstoku o przydzielenie lokalu na parterze domu Nr 5 przy ul. Orzeszkowej dla MSO nad M i D oraz dla Kuchni Mlecznej. Komisja Mieszkaniowa zobowiązała Zarząd Miejski jedynie do urządzenia domowi dziecka kuchni zastępczej w terminie do 1 lipca 1945 r. (do tego czasu sieroty miały prawo korzystać ze starej kuchni), ale w pomieszczeniach należących do towarzystwa.

<sup>8</sup> AP w B, KOSB, sygn. 89, k. 20, Protokół zdawczo-odbiorczy Komisji KOSB i Wydziału Opieki Społecznej Urzędu Wojewódzkiego Białostockiego oraz Zarządu Miejskiego w Białymstoku powołanej do lustracji Domu Dziecka „Dobry Pasterz” przy ul. Orzeszkowej 5 w Białymstoku z 3 stycznia 1946 r.; AP w B, KOSB, sygn. 89, k. 33–34, Karta rejestracyjna zakładu wychowawczego pod nazwą Dom Dziecka „Dobry Pasterz” z 30 sierpnia 1946 r.

<sup>9</sup> *Szejkowa, Otwarcie instytucji zdrowia*, „Jedność Narodowa” nr 22, 17 czerwca 1945 r., s. 5.

<sup>10</sup> AP w B, KOSB, sygn. 89, k. 29, Pismo kierownictwa Domu Dziecka „Dobry Pasterz” w Białymstoku do Urzędu Kwaterunkowego Zarządu Miejskiego w Białymstoku z 30 kwietnia 1946 r.

<sup>11</sup> AP w B, KOSB, sygn. 89, k. 31, Pismo kierownictwa Domu Dziecka „Dobry Pasterz” w Białymstoku do Kuratorium OSB z 23 maja 1946 r.

<sup>12</sup> *Nowy lokal Matki i Dziecka*, „Życie Białostockie” nr 238 (1380), 29 sierpnia 1948, s. 3; *Dzięki budowie nowego Domu Dziecka opieka nad sierotami przyjmie właściwy kierunek wychowawczy*, „Życie Białostockie” nr 322 (1464), 22 listopada 1948, s. 3.



Równie bulwersujące było zajęcie przez milicję domu parafialnego w Brańsku, w którym znajdowała się kuchnia „Caritasu” i w którym planowano zorganizować sierociniec. W 1946 r. garnizon Wojska Polskiego, tymczasowo rozlokowany w miasteczku, przejął od MO lokal posterunku. Zarząd Miejski wymógł wtedy na dziekana brańskim ks. Kazimierzu Łomackim bezpłatne „użyczenie” części budynku parafialnego – przeznaczonej na sierociniec – dla milicji na krótki czas, najwyżej paromiesięczny, obiecując niezwłocznie przystąpić do remontu odpowiedniego lokalu dla MO. Wkrótce wojsko wyjechało z Brańska, remont w projektowanym dla milicji lokalu został wykonany, a posterunek wbrew zapewnieniom Zarządu Miejskiego pozostał w lokalu kościelnym. Prośby ks. dziekana o to, by przynajmniej podpisać umowę dzierżawy, zostały zignorowane. Więcej, w końcu kwietnia 1947 r. Zarząd Miejski zażądał od ks. Łomackiego, aby opróżnił i przekazał posterunkowi pozostałą część domu parafialnego mieszczącą kuchnię „Caritasu”. Ksiądz dziekan, bezsilny wobec przemocy nieliczących się z prawem organów władzy, w piśmie protestacyjnym do wojewody białostockiego dał wyraz swojemu oburzeniu:

„Dom, w którym się mieści kuchnia Caritasu i posterunek Milicji Obywatelskiej, jest bezsprzeczną własnością Kościoła i jako taka w myśl urzędowych oświadczeń najwyższych czynników państwowych nie może być w prawie własności ograniczona. [...] Lokal kuchni Caritas został przeze mnie odnowiony, przystosowany do użytku kuchennego, nie widzę racji przenoszenia się do cudzego domu mając swój, płacenia dzierżawy za cudzy lokal mając swój darmo, na nowo przystosowywać lokal dla kuchni i na nowo wydawać pieniądze przeznaczone na karmienie głodnych i chorych dzieci”<sup>13</sup>.

Zeświecczanie opieki społecznej władze komunistyczne przeprowadzały również przy pomocy zwolnień personelu zakonnego z zakładów państwowych i samorządowych. Już wiosną 1947 r. na posiedzeniu plenarnym Komitetu Wojewódzkiego PPR w Białymstoku w dniu 16 maja towarzysz Kubiak poruszył kwestię sprawowania funkcji opiekuńczo-wychowawczych w placówkach publicznych przez zakonnice. Uznał on, że powierzenie opieki nad dziećmi siostrom zakonnym jest błędem<sup>14</sup>. Na konsekwencje zainteresowa-

<sup>13</sup> List dziekana brańskiego ks. K. Łomackiego do Wojewody Białostockiego w sprawie zajęcia własności kościelnej przez Milicję Obywatelską z 30 kwietnia 1947 r., w: P. Raina, *Kościół...*, s. 87–88.

<sup>14</sup> AP w B, Komitet Wojewódzki Polskiej Partii Robotniczej w Białymstoku [dalej: KW PPR], syg. 1/II/1, Protokół plenarnego posiedzenia KW PPR w Białymstoku w dniu 16 maja 1947 r., s. 9.

nia się sprawą na najwyższych szczeblach decydenckich w województwie nie trzeba było długo czekać.

Na przełomie maja i czerwca 1947 r. Miejski Dom Dziecka w Białymstoku został przeniesiony z ul. Sitarskiej do Zwierzyńca. Do czasu zmiany siedziby połowę personelu stanowiły siostry zakonne, które przy okazji przeprowadzki zostały zwolnione. Posunięcie to, pod względem politycznych priorytetów władz przemysłane, pod względem dobra dzieci i wymogów wychowawczo-opiekuńczych było nie tylko bezsensowne, ale nawet szkodliwe. W sierocińcu przy ul. Sitarskiej było 60 podopiecznych, nowy zakład w Zwierzyńcu przewidziany był dla 150 dzieci. Nowo przyjęte wychowawczynie na miejsce zakonnice nie miały praktyki ani kwalifikacji i trzeba było organizować dla nich specjalne szkolenie. Żadne merytoryczne powody nie uzasadniały pozbycia się dobrze przygotowanych do swojej pracy i zżytych z wychowanymi siostrami w momencie, gdy dom dziecka miał się rozwijać. Były jednak powody ideologiczne – zakonnice na pewno nie wyszkoliłyby sierot na dobrych marksistów<sup>15</sup>.

Jesienią 1947 r. na posiedzeniu plenarnym KW PPR w Białymstoku w dniu 16 października tow. Kubiak ponownie podniósł sprawę doboru personelu w zakładach opiekuńczych. Napiętnował on zgodę rady zakładowej fabryki chemicznej w Hajnówce na zatrudnienie w przedszkolu zakładowym zakonnice w charakterze wychowawczyń<sup>16</sup>.

Decyzja o zwolnieniach personelu zakonnego w placówkach opieki społecznej na większą skalę zapadła jesienią 1948 r. Na dwudniowym posiedzeniu Wydziału Wojewódzkiego w Białymstoku w dniach 27 i 28 września postanowiono osoby zakonne obsługujące zakłady opiekuńcze w Supraślu i dom starców w Białymstoku zastąpić personelem świeckim<sup>17</sup>. Dwa miesiące później częściową informację na ten temat (tzn. tylko o laicyzacji Miejskiego Zakładu dla Dziewcząt w Supraślu) podało „Życie Białostockie”<sup>18</sup>.

<sup>15</sup> *Dom Dziecka w Zwierzyńcu. Sierotki z ulicy Sitarskiej w nowej siedzibie*, „Życie Białostockie” nr 95 (938), 6 czerwca 1947, s. 4.

<sup>16</sup> AP w B, KW PPR, syg. 1/II/1, Protokół posiedzenia plenarnego rozszerzonego KW PPR w Białymstoku w dniu 16 października 1947 r., s. 4.

<sup>17</sup> AP w B, Wojewódzki Komitet Polskiej Partii Socjalistycznej w Białymstoku [dalej: WK PPS], syg. 67, Protokół posiedzenia Wydziału Wojewódzkiego w Białymstoku odbytego w dniach 27 i 28 września 1948 r., s. 14.

<sup>18</sup> *Dzięki budowie nowego Domu Dziecka opieka nad sierotami przyjmie właściwy kierunek wychowawczy*, „Życie Białostockie” nr 322 (1464), 22 listopada 1948, s. 3.

Inną ścieżką laicyzacji sektora opiekuńczo-wychowawczego było tworzenie, obok kościelnych, zakładów świeckich, które z czasem przejmowały od tych pierwszych podopiecznych wraz z niezbędnymi na ich utrzymanie funduszami. Jesienią 1947 r. Wojewódzka Rada Narodowa (WRN) i Wydział Wojewódzki w Białymstoku zajęły się przygotowaniem takiej operacji w skali województwa.

Prezydium WRN w Białymstoku uchwałą z dnia 8 października 1947 r. zleciło Wydziałowi Wojewódzkiemu opracowanie projektu powołania Związku Międzykomunalnego dla budowy i prowadzenia świeckich zakładów opiekuńczych i opiekuńczo-wychowawczych. 21 października 1947 r. na posiedzeniu Wydziału Wojewódzkiego w Białymstoku postanowiono:

- a) nie tworzyć specjalnego Związku Międzykomunalnego, a zadania dla niego przewidziane powierzyć istniejącemu Wojewódzkiemu Związkowi Samorządowemu;
- b) wystąpić z wnioskiem do WRN o powzięcie uchwały o utworzeniu wojewódzkiej sieci zakładów opiekuńczo-wychowawczych dla dzieci, młodzieży i starców.

W pierwszej kolejności zamierzano utworzyć domy dziecka dla sierot „po poległych w walce o niepodległość i demokrację”. Ustaleniem ilości miejsc i rodzajów zakładów, jakie winny powstać, miała zająć się Wojewódzka Komisja Opieki Społecznej przy współudziale przedstawicieli Kuratorium Okręgu Szkolnego Białostockiego oraz Wydziału Opieki Społecznej i Wydziału Odbudowy Urzędu Wojewódzkiego Białostockiego<sup>19</sup>.

WRN 30 czerwca 1948 r. (na wniosek Wydziału Wojewódzkiego) zwróciła się do Powiatowych Rad Narodowych w Suwałkach, Bielsku Podlaskim, Łomży, Augustowie, Białymstoku i Olecku oraz do Miejskiej Rady Narodowej w Białymstoku z wezwaniem „[...] do niezwłocznego wszczęcia kroków celem uruchomienia, w miarę możliwości jeszcze w roku bieżącym, własnych domów dla sierot w wieku szkolnym”<sup>20</sup>. Dom dziecka w powiecie suwalskim miał obsługiwać także powiaty sokólski i grajewski, w powiecie bielskim – również wysokomazowiecki, w powiecie łomżyńskim – powiat kolneński, a w powiecie elckim – powiaty olecki i gołdapski. W uzasadnieniu WRN stwierdziła „[...] że Zw. Sam. [Związki Samorządowe] sprawują dotąd opiekę nad sierotami poprzez różne organizacje charytatywne, zrzeszenia religijne,

<sup>19</sup> AP w B, WK PPS, syg. 67, Protokół posiedzenia Wydziału Wojewódzkiego w Białymstoku w dniu 21 października 1947 r., s. 1–3.

<sup>20</sup> AP w B, WK PPS, syg. 68, Protokół posiedzenia Wojewódzkiej Rady Narodowej w Białymstoku w dniu 30 czerwca 1948 r., s. 4–5.

байд то tzw. rodziny zastępcze, które nie dają gwarancji odpowiedniego wychowania i przysposobienia sierot do życia samodzielnego”<sup>21</sup>. Kosztowne tworzenie nowych zakładów opieki społecznej tylko po to, aby móc zlikwidować istniejące placówki kościelne, było nie tylko oburzającym aktem samowoli władz, ale i skandalicznym marnotrawstwem środków publicznych.

Odbieranie wychowanków domom dziecka prowadzonym przez zgromadzenia zakonne rozpoczęło się jeszcze w 1948 r. Kwestię tę omawiano na posiedzeniu egzekutywy KW PPR w Białymstoku w rozszerzonym składzie 5 września 1948 r., na którym jedynym punktem obrad było sprawozdanie ministra spraw zagranicznych tow. Modzelewskiego ze spotkania Komitetu Centralnego partii. Dyskutanci (towarzysze Citek, Sikora, Łaszewicz, Kubiak, Rubeńczyk, Dobrowolski, Kozłowski, Ossoliński, Machina) uznali, że konieczne jest „[...] wyrwanie sierot z wpływów kleru i przejęcie nad nimi opieki przez Państwo [...]”<sup>22</sup>.

Przejmowanie podopiecznych zakładów katolickich przez świeckie placówki zostało poprzedzone publikacjami w lokalnej prasie przedstawiającymi w złym świetle sierocińce zakonne. W czerwcu 1948 r. „Życie Białostockie” nagłośniło zarzuty Komisji Opieki Społecznej przy Miejskiej Radzie Narodowej w Białymstoku wobec prowadzonego przez księży salezjanów w Supraślu domu dziecka dla chłopców, który był subsydiowany przez białostocki zarząd miasta. Księżę oskarżono o brudy, wyjątkowe niechlujstwo, brak księgowania żywności i średniowieczne metody wychowawcze<sup>23</sup>. Co do ostatniego zarzutu artykuł nie wyjaśniał, czy chodziło o stosowanie kar fizycznych, czy też o „przerost” elementów religijnych w wychowaniu<sup>24</sup>. Zarzut nieksięgowania żywności był w istocie błahy, ale mógł on sugerować istnienie nadużyć finansowych. Natomiast oskarżenie salezjan o brudy i wyjątkowe niechlujstwo było zwyczajnym oszczerstwem, gdyż we wcześniejszych tekstach prasy białostockiej pisano bardzo pochlebnie o sierocińcu salezjań-

<sup>21</sup> Ibidem.

<sup>22</sup> AP w B, KW PPR, syg. 1/IV/2, Protokół posiedzenia egzekutywy KW PPR w Białymstoku w rozszerzonym składzie w dniu 5 września 1948 r., s. 2.

<sup>23</sup> *Średniowieczne metody wychowawcze. Stosowane są w Domu Dziecka dla chłopców w Supraślu*, „Życie Białostockie” nr 171 (1313), 23 czerwca 1948, s. 3.

<sup>24</sup> W artykule „Życia Białostockiego” z marca 1948 r. na temat zwolnienia ze stanowiska kierowniczkę domu dziecka w Suwałkach sformułowanie „średniowieczne metody wychowawcze” oznaczało używanie różgi wobec nieposłusznych dzieci (*Średniowieczne metody w Domu Dziecka w Suwałkach*, „Życie Białostockie” nr 64 (1206), 5 marca 1948, s. 4.).

skim, a nawet chwalono go za czystość i wyjątkowy komfort jak na warunki powojenne<sup>25</sup>.

W październiku 1948 r. prasa białostocka opublikowała oskarżenia pod adresem personelu sierocińca „Dobry Pasterz”<sup>26</sup>. Białostocka delegatura Komisji Specjalnej do Walki z Nadużyciami i Szkodnictwem Gospodarczym zarzuciła magazynierce zakładu handel dziecięcą bielizną z darów i przywłaszczenie sobie pieniędzy z ich sprzedaży, a kierownicze Eleonorze Wojtkowskiej – ciche przyzwolenie na handel darami i zaniedbania w buchalterii. Magazynierka Józefa Potocka 21 października została aresztowana, a jej sprawę w trybie doraźnym przekazano do Sądu Okręgowego w Białymstoku<sup>27</sup>. Wydaje się mało prawdopodobne, aby oskarżenia były prawdziwe, ale z punktu widzenia ówczesnego czytelnika ich wiarygodność była niesprawdzalna, a to już wystarczało, by popsuć opinię zakładu.

Publikacje w prasie białostockiej o rzekomych niedociągnięciach w sierocińcu „Dobry Pasterz” i supraskim ośrodku salezjanów były częścią ogólnokrajowej kampanii propagandowej szkalującej katolickie zakłady opiekuńcze. Laicyzacji opieki społecznej od czerwca 1948 r. towarzyszyła nie przebierająca w środkach akcja propagandowa, w której starano się podważyć zaufanie społeczeństwa do placówek opiekuńczo-wychowawczych prowadzonych przez Kościół. Osoby duchowne zajmujące się dziećmi i młodzieżą oskarżono o niezapewnianie podopiecznym właściwych warunków życia, o niegospodarność, stosowanie kar fizycznych, a nawet o nadużycia obyczajowe. Zarzuty wysuwane przez prorządową prasę miały być koronnym argumentem za zewszwiecczeniem sektora opiekuńczo-wychowawczego<sup>28</sup>.

<sup>25</sup> Np. J. M. Kobus, *Uśmiechnięte twarze z Domu Dziecka. Wrażenia z zakładów wychowawczych w Supraślu*, „Jedność Narodowa” nr 62 (153), 18 maja 1946, s. 4.

<sup>26</sup> *Trzeba wnikać w gospodarkę tego zakładu. Magazynierka z „Dobrego Pasterza” okradła systematycznie sieroty*, „Życie Białostockie” nr 293 (1435), 23 października 1948, s. 3.

<sup>27</sup> AP w B, Komisja Specjalna do Walki z Nadużyciami i Szkodnictwem Gospodarczym Delegatura w Białymstoku 1946–1955, syg. 15, k. 283, 287; syg. 40, k. 15.

<sup>28</sup> „Życie Białostockie” szczególny rozgłos nadało sprawom wokół zakładów braci albertynów w Warszawie [„Życie Białostockie” nr 165 (1307) z 17 czerwca 1948 r., nr 185 (1327) z 7 lipca 1948 r., nr 203 (1345) z 25 lipca 1948 r., nr 207 (1349) z 29 lipca 1948 r., nr 313 (1455) z 13 listopada 1948 r.] i ojców franciszkanów w Niepokalanowie [„Życie Białostockie” nr 189 (1331) z 11 lipca 1948 r., nr 293 (1435) z 23 października 1948 r., nr 304 (1446) z 4 listopada 1948 r., nr 305 (1447) z 5 listopada 1948 r.]. Trzem albertynom i franciszkaninowi zarzucono zmuszanie wychowanków do czynów nierządnych, jednego zakonnika z Warszawy sąd uniewinnił, a pozostali otrzymali wyroki od 3 do 6 lat więzienia. Wina skazanych (w dwóch typowo pokazowych procesach) była jednak bardzo problematyczna, zważywszy, że akurat od połowy 1948 r., jak na zawołanie, zaczęły się pojawiać z różnych stron kraju oskarżenia wobec duchownych o niemoralne prowadzenie się.

O trwającej akcji likwidacji katolickich domów dziecka (bo właśnie to oznaczało odebranie im podopiecznych) „Życie Białostockie” poinformowało w drugiej połowie listopada 1948 r. Chłopcy z domu dziecka księży salezjanów w Supraślu mieli być przeniesieni do remontowanego obiektu w obrębie posiadłości szpitala psychiatrycznego w Choroszczu<sup>29</sup>. Dziewczęta z białostockiego sierocińca „Dobry Pasterz” i zakładu prowadzonego przez szarytki w Białymstoku (przy ul. Legionowej) sukcesywnie przenoszono do państwowych i samorządowych zakładów opiekuńczych. Gazeta decyzję władz uzasadniała „[...] ogólnym współczesnym kierunkiem wychowawczym, czego nie mogły zapewnić dotychczas zespoły wychowawcze rekrutujące się z członków bractw zakonnych” oraz dążeniem do zeświecczenia wychowania młodzieży<sup>30</sup>. Jakie korzyści wychowawcze i zdrowotne mogło przynieść ulokowanie osieroconych chłopców (mieszkających uprzednio w miejscowości o walorach uzdrowiskowych) w domu dziecka sąsiadującym z placówką dla umysłowo chorych?! Korzyści takie mogli widzieć tylko ludzie wdrażający „kierunek wychowawczy” oparty na obłąkanej ideologii.

W kręgach decydenckich województwa białostockiego istniała też koncepcja sekularyzacji zakonnych zakładów opiekuńczych przez ich upaństwienie i przekazanie w zarząd świeckim stowarzyszeniom popieranym przez reżim. Zwolennikiem tej metody laicyzacji był naczelnik Wydziału Społeczno-Politycznego Urzędu Wojewódzkiego Białostockiego Cz. B. Matejko, człowiek odpowiedzialny za politykę urzędu wobec Kościoła katolickiego, znany wśród księży ze swego antyklerykalizmu<sup>31</sup>. W roku 1948 w ramach akcji zbierania danych o kościołach i związkach religijnych powstało opracowanie dotyczące działalności zakonów w województwie białostockim. W dokumencie tym, podpisanym przez Matejkę, w charakterystyce zgromadzenia sióstr Małgorzaty w Augustowie (prowadzących domy dziecka w Augustowie i Studzienicznej, dom starców w Augustowie i pracujących w szpitalu powiatowym) czytamy: „W zakładach [prowadzonych przez zakon] do niedawna brak było godeł państwowych i portretów dostojników państwowych. Rewizja biblioteki w Domu Dziecka wykryła jedną książkę będącą na indeksie,

---

<sup>29</sup> O likwidacji sierocińca salezjańskiego w Supraślu informowano jeszcze osobno w grudniu 1948 r.: *Nowy Dom Dziecka wkrótce powstanie w Choroszczu*, „Życie Białostockie” nr 350 (1492), 20 grudnia 1948, s. 4.

<sup>30</sup> Dzięki budowie nowego Domu Dziecka opieka nad sierotami przyjmie właściwy kierunek wychowawczy, „Życie Białostockie” nr 322 (1464), 22 listopada 1948, s. 3.

<sup>31</sup> AP w B, Urząd Wojewódzki Białostocki [dalej: UWB], syg. 668, k. 17, Donos do naczelnika Wydziału Społeczno-Politycznego UWB pracownicy wydziału D. Borowskiej na księdza Urbana z Białegostoku z marca 1948 r.

którą skonfiskowano. Wpływ na dzieci ujemny, utrzymywany w duchu katol. [katolicko] narodowym. Należy dążyć do odebrania kierownictwa zakładów opiekuńczych i powierzyć te zadania R.T.P.D. i Ch.T.P.D.”<sup>32</sup>. Wnioski zawarte w opracowaniu znalazły zastosowanie dopiero po roku 1948.

Szczególnym przypadkiem laicyzacji placówki opiekuńczo-wychowawczej było zerwanie przez Dyrekcję Lasów Państwowych (DLP), pod naciskiem władz politycznych, umowy z „Caritasem” o zarządzanie przedszkolem robotniczym należącym do przedsiębiorstwa. W białostockiej dzielnicy Dojlidy między lutym a kwietniem 1947 r. zostało zorganizowane przez Robotnicze Towarzystwo Przyjaciół Dzieci przedszkole, które niemal od razu oddano pod opiekę DLP. Z kolei DLP równie szybko przekazała zarząd nad przedszkolem miejscowemu „Caritasowi” na okres 5 lat<sup>33</sup>. Było to o tyle zaskakujące, że zarówno przewodniczącym zarządu białostockiego oddziału RTPD, jak i dyrektorem Lasów Państwowych był ten sam człowiek – inżynier Zygmunt Łukaszewicz, członek Wojewódzkiego Komitetu PPS w Białymstoku. Jesienią 1948 r., w momencie rozwijania się akcji zeświecczenia opieki społecznej i zaost్రzania się stosunków „władzy ludowej” z Kościołem, fakt zarządzania przez katolicką instytucję placówką będącą własnością państwowego przedsiębiorstwa wzbudził konsternację we władzach wojewódzkich PPS-u. Pierwszy sekretarz WK PPS w Białymstoku Andrzej Werblan w piśmie z 4 września 1948 r. zwrócił się z interwencją do dyrektora Lasów Państwowych towarzysza Łukaszewicza:

„Wojewódzki Komitet Polskiej Partii Socjalistycznej w Białymstoku zwrócił uwagę, że budynek przedszkola, który znajduje się w Dojlidach (własność D.L.P.) jest oddany pod zarząd «caritasu», którym zarządza ksiądz. Wskazanim byłoby ażeby kierownictwem przedszkoli zajęło się Robotnicze Towarzystwo Przyjaciół Dzieci. Dlatego też WK PPS zwrócił się do Oddz. R.T.P.D. w Białymstoku o wystąpienie w sprawie przejścia zarządu w/w przedszkola i równocześnie prosi Towarzysza o poparcie starań R.T.P.D. w tym kierunku”<sup>34</sup>.

---

<sup>32</sup> AP w B, syg. 666, k. 27, Zestawienie danych dotyczących działalności zakonów w województwie białostockim sporządzone w Wydziale Społeczno-Politycznym UWB w r. 1948.

<sup>33</sup> *Przedszkola i ogródki jordanowskie tworzy RTPD w Białymstoku*, „Życie Białostockie” nr 43 (886), 14 kwietnia 1947, s. 4; *2300 dzieci w wieku przedszkolnym oczekuje na nowe przedszkola*, „Życie Białostockie” nr 57 (900), 28 kwietnia 1947, s. 4.

<sup>34</sup> AP w B, WK PPS, syg. 16, k. 165, Pismo I sekretarza WK PPS w Białymstoku Andrzeja Werblana do Dyrektora Lasów Państwowych tow. Zygmunta Łukaszewicza z 4 września 1948 r.

Natomiast w korespondencji do oddziału towarzystwa w Białymstoku tow. Werblan zalecał:

„Wskazanim byłoby ażeby Zarząd R.T.P.D. wszczął kroki w celu przejęcia przedszkola pod swoje kierownictwo. Zaznacza się przytem, że budynek przedszkola jest własnością D.L.P. i interwencje w tej sprawie należy kierować do D.L.P. Wojewódzki Komitet PPS ze swej strony poprze ten wniosek”<sup>35</sup>.

Miesiąc później, na posiedzeniu aktywistów WK PPS (w dniu 3 października) poświęconym samokrytyce, tow. Łukaszewicz musiał się mocno tłumaczyć: „Przedszkole w Dojlidach dałem dlatego Caritasowi bo nikogo innego nie było, zależało mi, aby dzieci robotników bawiące się w kurzu i błocie znalazły opiekę przedszkolną. Termin pięcioletniej umowy ma jedynie znaczenie formalne. Umowa będzie zerwana do 15.X.b.r.”<sup>36</sup>.

Sprawa przedszkola w Dojlidach odbiła się echem na posiedzeniu Wydziału Wojewódzkiego w Białymstoku 20 października 1948 r., na którym na wniosek Izydora Kunata z KW PPR postanowiono „zwrócić uwagę Wydziałowi Opieki Społecznej [UWB] na niewłaściwość poruczania prowadzenia placówek opiekuńczych przez zrzeszenia religijne”<sup>37</sup>.

Władze województwa białostockiego były nastawione nieprzychylnie nie tylko do ośrodków pomocy społecznej prowadzonych przez zgromadzenia zakonne, ale także wobec działającego w strukturach diecezjalnych i parafialnych „Caritasu”. Od pierwszych miesięcy działalności tej organizacji jej szybki rozwój wzbudzał niezadowolenie najwyższych kręgów władzy politycznej województwa. Kierownictwo wojewódzkie Polskiej Partii Robotniczej na początku 1946 r. było tak bardzo zaniepokojone wzrastającą aktywnością „Caritasu”, że na posiedzeniu egzekutywy KW PPR 2 lutego 1946 r. postanowiono włączyć do miesięcznego sprawozdania za styczeń następujące zdanie: „Duchowieństwo na terenie województwa coraz agresywniej występuje przeciw państwu, kler zakłada coraz nowsze organizacje jak Caritas do których wciska swoich ludzi [...]”<sup>38</sup>.

---

<sup>35</sup> AP w B, WK PPS, syg. 31, k. 453, Pismo I sekretarza WK PPS w Białymstoku Andrzeja Werblana do Oddziału RTPD w Białymstoku z 4 września 1948 r.

<sup>36</sup> AP w B, WK PPS, syg. 10, Protokół posiedzenia aktywistów WK PPS w Białymstoku w dniu 3 października 1948 r., s. 15.

<sup>37</sup> AP w B, WK PPS, syg. 67, Protokół posiedzenia Wydziału Wojewódzkiego w Białymstoku w dniu 20 października 1948 r., s. 3.

<sup>38</sup> AP w B, KW PPR, syg. 1/IV/1, Protokół posiedzenia egzekutywy KW PPR w Białymstoku w dniu 2 lutego 1946 r., s. 2; AP w B, KW PPR, syg. 1/V/6, Sprawozdanie miesięczne KW PPR w Białymstoku za styczeń 1946 r., s. 4.



Chociaż sekularyzacja opieki społecznej przed rokiem 1949 nie zagroziła „Caritasowi” tak bardzo jak placówkom zakonnym, to był on także narażony na szykany ze strony komunistycznych władz. Przykładem tego są, opisane powyżej, zajęcie domu kościelnego w Brańsku przez milicję i odebranie kierownictwa przedszkola w Dojlidach. Innym świadectwem dyskryminacji „Caritasu” były utrudnienia w zorganizowaniu w dniach 3–10 października 1948 r. Tygodnia Miłosierdzia, tradycyjnie łączącego imprezy charytatywne i kulturalne z przeżyciami religijnymi.

W roku 1948 centralne władze państwowe postanowiły zredukować obchody Tygodnia Miłosierdzia wyłącznie do publicznych zbiórek pieniężnych. W tym celu Departament Polityczny Ministerstwa Administracji Publicznej 14 września wydał tajne zarządzenie dla wojewodów, w którym polecono: „[...] władze administracji ogólnej winny nie zezwalać na urządzenie imprez (akademii, odczytów, przedstawień i.t.p.) w tych miejscowościach, w których kierownicy ośrodków miejscowych «Caritasu» względnie członkowie swoim zachowaniem się i postawą wobec dzisiejszej rzeczywistości nie dają pełnej gwarancji, że ograniczą się do akcji charytatywnej z pominięciem jakichkolwiek momentów politycznych. Za niewłaściwe uważa Ministerstwo również udział przedstawicieli władz w komitetach organizacyjnych, względnie imprezach”<sup>39</sup>. 17 września wicewojewoda białostocki Wacław Białkowski przekazał starostom powiatowym, prezydentowi Białegostoku oraz szefowi Wojewódzkiego Urzędu Bezpieczeństwa Publicznego w Białymstoku i wojewódzkiemu komendantowi MO zalecenia ministerstwa<sup>40</sup>.

W efekcie zarządzenia starosta bielski nie zezwolił oddziałowi „Caritasu” w Brańsku na publiczne odegranie sztuki Zofii Kossak „Gość oczekiwany”. Starosta łomżyński odmówił zambrowskiemu oddziałowi „Caritasu” zgody na zorganizowanie zabawy tanecznej 23 października pod pretekstem zarezerwowania tego dnia przez RTPD. W powiecie augustowskim „Caritas” Diecezji Łomżyńskiej został zmuszony do przeniesienia kwesty na listopad z powodu prowadzenia w październiku przez władze innych zbiórek. W Białymstoku oddziałowi „Caritas” parafii Farnej uniemożliwiono przeprowadzenie 10 października akademii w sali Teatru Miejskiego. Impreza

<sup>39</sup> AP w B, UWb, sygn. 678, k. 2, Tajne pismo Departamentu Politycznego Ministerstwa Administracji Publicznej z 14 września 1948 r. do wszystkich wojewodów w sprawie Tygodnia Miłosierdzia „Caritas”.

<sup>40</sup> AP w B, UWb, sygn. 678, k. 4, Tajne pismo wicewojewody białostockiego z 17 września 1948 r. do wszystkich starostów powiatowych i prezydenta Białegostoku w sprawie Tygodnia Miłosierdzia „Caritas”.

uzyskała zezwolenie Wojewódzkiego Urzędu Kontroli Prasy Publikacji i Widowisk oraz Zarządu Miejskiego, ale nie dopuściła do niej milicja, zajmując salę na własną akademię<sup>41</sup>.

Władze komunistyczne znaczącą rolę w procesie laicyzacji wyznały Robotniczemu Towarzystwu Przyjaciół Dzieci, działającemu na terenie miejskim, i jego wiejskiemu odpowiednikowi Chłopskiemu TPD (obydwa połączono w 1949 r. w Towarzystwo Przyjaciół Dzieci). Zadania RTPD i jego ideologiczno-polityczne oblicze trafnie charakteryzował okólnik sekretariatu KC PPR z 22 października 1947 r., w którym towarzystwo nazwano „jednolitofrontową organizacją robotniczą, kierowaną solidarnie przez obydwie Partie robotnicze, posiadającą uprawnienia instytucji publicznej”<sup>42</sup>. Dokument wśród zasadniczych celów RTPD wymieniał organizowanie i prowadzenie „[...] postępowych placówek wychowawczych dla dzieci i młodzieży robotniczej [...] mających spełniać pionierską rolę w torowaniu najbardziej postępowych form i metod wychowawczych”<sup>43</sup>. Jednak najważniejsze były zadania ideologiczne: „RTPD powołane jest do rozpracowania podstaw ideologicznych, metod i form pedagogiki marksistowskiej, do unicestwienia zgubnych wpływów reakcji na dzieci i młodzież robotniczą, do rozwijania w nich światopoglądu socjalistycznego, do wychowania ich na entuzjastów i bojowników sprawy robotniczej”<sup>44</sup>.

RTPD i ChTPD w województwie białostockim przed 1949 r. zajmowały się wyłącznie sektorem opiekuńczo-wychowawczym. W Białymstoku Oddział RTPD formalnie został powołany 5 lipca 1946 r. z inicjatywy kuratora OSB E. Krassowskiej (w zarządzie znaleźli się przedstawiciele partii politycznych, kuratorium, związków zawodowych, Ligi Kobiet)<sup>45</sup>. Faktyczną pracę białostockie RTPD rozpoczęło dopiero od 15 lutego 1947 r., gdy utworzono nowy zarząd oddziału (z Z. Łukaszewiczem na czele)<sup>46</sup>. Kolejne

<sup>41</sup> AP w B, UWB, syg. 678, k. 22, Odpis tajnego sprawozdania z przebiegu Tygodnia Miłosierdzia „CARITAS” na obszarze województwa białostockiego przesłanego przez naczelnika Wydziału Społeczno-Politycznego UWB do Departamentu Politycznego Ministerstwa Administracji Publicznej pismem z dnia 19 listopada 1948 r.

<sup>42</sup> AP w B, KW PPR, syg. 1/VII/6, Okólnik Nr 51 Sekretariatu KC PPR z 22 października 1947 r. do sekretarzy wojewódzkich, miejskich i powiatowych komitetów PPR w sprawie udziału Partii w działalności RTPD.

<sup>43</sup> Ibidem.

<sup>44</sup> Ibidem.

<sup>45</sup> Oddział R.T.P.D. w Białymstoku, „Jedność Narodowa” nr 104 (195), 7 lipca 1946, s. 6.

<sup>46</sup> Przedszkola i ogródki jordanowskie tworzy RTPD w Białymstoku, „Życie Białostockie” nr 43 (886), 14 kwietnia 1947, s. 4.

zmiany zarządu odbyły się wiosną 1947 r. i w styczniu 1948 r.<sup>47</sup> Działalność towarzystwa w latach 1947–1948, w porównaniu z rozmachem „Caritasu” (zważywszy, że władze faworyzowały RTPD), była raczej skromna i ograniczała się niemal wyłącznie do Białegostoku. W okresie tym w woj. białostockim RTPD nie udało się rozwinąć sieci placówek terenowych (prawdopodobnie przed r. 1949 jedyna aktywna filia towarzystwa istniała w Ełku)<sup>48</sup>. W 1947 r. RTPD zorganizowało przedszkole w Dojlidach (przekazane szybko „Caritasowi” i odebrane w 1948 r.), ogródek jordanowski przy ul. Mickiewicza, rozpoczęło budowę „wzorcowego przedszkola” przy ul. Wasilkowskiej i świetlicy przy ul. Konopnickiej. W 1948 r. towarzystwo objęło patronatem przedszkole przy ul. Grottgera i założyło przedszkole w Gródku<sup>49</sup>. W prasie lokalnej często pojawiały się artykuły lub wzmianki promujące organizację i zachęcające do finansowego jej wspierania. Szczególnie intensywnie reklamowano towarzystwo przy okazji „Dnia RTPD” – 26 października, którego obchody w 1947 r. białostocki oddział przeprowadził w ramach „Miesiąca Wymiany Kulturalnej z ZSRR”<sup>50</sup>. Chłopskie Towarzystwo Przyjaciół Dzieci, w kraju działające od 1946 r., w woj. białostockim powołano dopiero jesienią 1947 r. i chociaż na czele komitetu organizacyjnego stanął wojewoda, to nie odgrywało ono znaczącej roli<sup>51</sup>.

Ateizacja w zakładach opiekuńczych prowadzona była nie tylko pod egidą RTPD, zwalczaniem religii zajmowało się również Kuratorium Okręgu Szkolnego Białostockiego. Świadczy o tym sprawozdanie KOSB z osiągnięć „na odcinku” wychowania przedszkolnego w okresie od września 1945 r. do czerwca 1948 r. Dokument ten stwierdza, że praca wychowawcza w placówkach nastawiona była na zapoznanie dzieci z „naukowym poglądem materialistycznym”, czemu służyło „nasilenie tematyki przyrodniczej z zastosowaniem obserwacji, hodowli” i „likwidacja przerosłów dewocyjnych”. Sprawo-

---

<sup>47</sup> RTPD ma nowy Zarząd, „Życie Białostockie” nr 100 (943), 11 czerwca 1947, s. 3; *Nowe placówki RTPD zapewniają opiekę dzieciom robotniczym*, „Życie Białostockie” nr 25 (1167), 25 stycznia 1948, s. 3.

<sup>48</sup> *R.T.P.D. powstaje w Ełku*, „Życie Białostockie” nr 178 (1021), 28 sierpnia 1947, s. 3; *Problem wychowania dzieci znalazł swój wyraz w działalności R.T.P.D.*, „Życie Białostockie” nr 240 (1083), 29 października 1947, s. 3.

<sup>49</sup> Patrz: przypisy 47–49; *W trosce o dziecko robotnicze*, „Życie Białostockie” nr 89 (1231), 1 kwietnia 1948, s. 3.

<sup>50</sup> „Życie Białostockie” nr 220 (1063) z 9 października 1947 r., nr 226 (1069) z 15 października 1947 r., nr 228 (1071) z 17 października 1947 r., nr 237 (1080) z 26 października 1947 r., nr 238 (1081) z 27 października 1947 r., nr 240 (1083) z 29 października 1947 r.

<sup>51</sup> *Niezamożne dzieci chłopskie otrzymają pomoc materialną i kulturalną*, „Życie Białostockie” nr 243 (1056), 1 listopada 1947, s. 3.

zdanie wśród potrzeb okręgu wymieniło konieczność przeszkolenia na kursach ideologicznych wszystkich wychowawczyń przedszkolnych<sup>52</sup>.

Z sekularyzacją sektora opiekuńczo-wychowawczego związana była tajna akcja zbierania danych o działalności Kościoła katolickiego (i innych wyznań), zapoczątkowana przez Departament Polityczny Ministerstwa Administracji Publicznej w lutym 1948 r.<sup>53</sup> W marcu 1948 r. do akcji przyłączyło się też Ministerstwo Ziem Odzyskanych (Departament Administracji Publicznej), które w województwie białostockim sprawowało nadzór nad powiatami: ełckim, gołdapskim i oleckim<sup>54</sup>. Oba ministerstwa zwróciły się do wojewodów (m.in. do białostockiego) o zebranie i dostarczenie do 31 lipca 1948 r., a później aktualizowanie, szeregu informacji (oraz przesyłanie co kwartał sprawozdań o zaszytych zmianach), a wśród nich dotyczących charytatywno-opiekuńczej aktywności Kościoła katolickiego. Gromadzeniem odpowiednich danych zajął się Wydział Społeczno-Polityczny Urzędu Wojewódzkiego Białostockiego za pośrednictwem starostów powiatowych i prezydenta Białegostoku<sup>55</sup>. Ministerstwa zażądały m.in. wykazu zakładów opiekuńczych i wychowawczych prowadzonych przez zakony i inne związki religijne (wraz z opisem), wykazu siostr zakonnych zatrudnionych na terenie szpitali, informacji o składzie zarządów diecezjalnych „Caritasu” (z charakterystyką poszczególnych osób) oraz o działalności oddziałów tej organizacji. Zebrane dane posłużyły przygotowaniom do laicyzacji placówek opiekuńczo-wychowawczych przeprowadzanej w roku 1948 i w latach następnych.

Już w dwóch pierwszych latach po wojnie (1945 i 1946) władze województwa białostockiego wykazywały antyklerykalne nastawienie, utrudniając Kościołowi katolickiemu działalność na polu opieki społecznej. W roku 1947 szykany wobec katolickich zakładów opiekuńczych wzmógł się, a w 1948 r. akcja laicyzacyjna nabrała prawdziwego rozmachu.

---

<sup>52</sup> AP w B, KOSB, syg. 88, Sprawozdanie KOSB z osiągnięć okręgu na odcinku wychowania przedszkolnego za okres od września 1945 r. do czerwca 1948 r., s. 4, 7.

<sup>53</sup> AP w B, UWB, syg. 666, k. 1, Tajne pismo Departamentu Politycznego Ministerstwa Administracji Publicznej do wojewodów z 14 lutego 1948 r. w sprawie danych o kościołach i związkach religijnych.

<sup>54</sup> AP w B, UWB, syg. 667, k. 2, Poufne pismo Departamentu Administracji Publicznej Ministerstwa Ziem Odzyskanych do wszystkich wojewodów na obszarze Ziem Odzyskanych z 24 marca 1948 r.

<sup>55</sup> AP w B, UWB, syg. 666, k. 5, Tajne pismo Wydziału Społeczno-Politycznego UWB do Starostw Powiatowych i Prezydenta m. Białegostoku z 23 lutego 1948 r. w sprawie danych o kościołach i związkach religijnych; AP w B, UWB, syg. 666, k. 11, Tajne pismo Wydziału Społeczno-Politycznego UWB do Starostów Powiatowych w Ełku, Olecku i Gołdapi z 13 kwietnia 1948 r. w sprawie danych o kościołach i związkach religijnych.

Przed rokiem 1949 działania reżimu zmierzające do sekularyzacji opieki społecznej były wymierzone w woj. białostockim przede wszystkim w działalność opiekuńczą zakonów męskich i żeńskich (m.in. szarytek i salezjanów). W okresie tym władze skoncentrowały się na laicyzacji domów dziecka (i burs dla sierot, prowadzonych często razem z sierocińcami, jak w przypadku zakładów księży salezjanów i szarytek). Zakłady innego rodzaju (domy starców, przedszkola) akcja zeświecczania objęła na większą skalę po roku 1948. Także działalność charytatywno-opiekuńcza organizowana w ramach „Caritasu” napotykała przed rokiem 1949 na przeszkody ze strony władz komunistycznych, jednak walka z tą organizacją przybrała na sile dopiero w okresie następnym.

W trakcie laicyzacji opieki społecznej w latach 1945–1948 priorytetowo potraktowano sektor opiekuńczo-wychowawczy, co nie było dziełem przypadku, ale świadomą realizacją ogólnych priorytetów antykościelnej polityki „władzy ludowej”, w której pierwszoplanowe miejsce zajmowała walka o przejęcie kontroli nad młodym pokoleniem. Instytucjom katolickim i osobom duchownym odbierano możliwość opieki nad dziećmi po to, aby równocześnie odebrać im możliwość oddziaływania wychowawczego. I chociaż oficjalnie zeświecczanie systemu pomocy dzieciom motywowano głównie koniecznością zapewnienia lepszej opieki, to w rzeczywistości decydowano się nawet na pogorszenie warunków opiekuńczych, byle tylko wyrwać dzieci spod wpływu Kościoła i móc je swobodnie kształtować podług apriorycznie wykoncypowanego modelu ideologicznego. Był to wyraźny przykład szkodliwości stosowania inżynierii społecznej, przekształcania naturalnych organizmów społecznych siłą, bez liczenia się z prawdziwymi potrzebami ludzi, zarówno duchowymi, psychicznymi, jak i materialnymi. Zaznaczyć trzeba, iż laicyzację wdrażano nie tylko wbrew woli osób, których dotyczyła, ale często także przy braku poszanowania obowiązującego prawa.

Utrudnianie i ograniczanie działalności charytatywno-opiekuńczej organizacji katolickich i zakonów przez komunistyczny reżim było wyjątkowo dotkliwe dla Kościoła, gdyż niesienie materialnej pomocy ubogim i potrzebującym stanowiło zawsze istotny element jego doczesnej misji. Szczególnie negatywne konsekwencje duchowe, psychiczne i moralne niosło odseparowanie sierot od ich opiekunów ze stanu duchownego, ponieważ dzieci te – pozbawione przez wojnę i inne okoliczności życiowe normalnego środowiska rodzinnego – były bardziej podatne na indoktrynację od rówieśników czerpiących wzorce kulturowe nie tylko w szkole i kościele, ale przede wszystkim w domu.

Na zakończenie należy podkreślić, iż żeświecczenie opieki społecznej oraz innych sfer życia publicznego było częścią szerszego procesu zniewalania społeczeństwa polskiego wykonywanego przez obóz polityczny współpracujący z sowieckim okupantem, a lata 1945–1948 początkiem powojennej niewoli. Nie można zapominać, że w pierwszym etapie stalinizmu obok względnie subtelnych form ubezwłasnowolnienia Polaków, takich jak laicyzacja, szalał nie przebierający w środkach terror skierowany przeciwko środowiskom niepodległościowym. Nie sposób jednak nie zauważyć, że swoiste dokonywanie gwałtu na duchowości narodu poprzez ateizację było podobnie bezwzględne i brutalne jak akty fizycznego wyniszczania niepokornych jednostek.

JANUSZ STEFANIAK (Świdnik)

**DUCHOWIEŃSTWO KATOLICKIE  
WOBEC WŁADZ PAŃSTWOWYCH  
W WOJ. BIAŁOSTOCKIM W LATACH 1945–1956  
(PRZEGLĄD PROBLEMU)**

Niniejszy artykuł dotyczy przeglądu polityki wyznaniowej władz państwowych w latach 1945–1956 w odniesieniu do woj. białostockiego. Podstawą źródłową tego opracowania są nieznanne dotąd bliżej materiały archiwalne z zespołu Urzędu do Spraw Wyznań (UdSW) w Warszawie oraz raporty sprawozdawcze (dziennie i okresowe) znajdujące się w Centralnym Archiwum Ministerstwa Spraw Wewnętrznych i Administracji (CA MSWiA).

Kościół katolicki po 1945 r. znalazł się w szczególnie trudnej sytuacji. Zaistniała bowiem potrzeba określenia postawy wobec obcej i w istocie narzuconej rzeczywistości ustrojowo-politycznej. Już od momentu przejęcia władzy politycznej księży i wiernych traktowano jako ideologicznego wroga, a samą religię z biegiem czasu usuwano niemal ze wszystkich dziedzin życia. Z drugiej strony duchowieństwo, skazane na margines życia, nie zamierzało poprzestawać na samej działalności duszpasterskiej. Konflikty więc były nieuniknione. Aparat partyjno-rządowy i bezpieczeństwa, a od 1950 r. referaty wyznaniowe (przy prezydiach Wojewódzkich Rad Narodowych) wykazywały od początku wyjątkowe zainteresowanie działalnością księży i biskupów. Jako przykład szczególny mogą posłużyć raporty napływające z Wojewódzkich Urzędów Bezpieczeństwa Publicznego (WUBP). Przekazy te skrupulatnie rejestrowały niemal każdy „odruch aktywności” księży i hierarchów. Są one także odbiciem lansowanej wówczas restrykcyjnej polityki wyznaniowej komunistów wobec Kościoła w ogóle.

W pierwszych latach Polski Ludowej główne „ostrze” zarzutów skierowane było przeciwko opozycji legalnej i tzw. podziemiu zbrojnemu. Jednakże już i w 1945 r. w raportach WUBP w Białymstoku spotkać można takie

oto opinie: „Stosunek ludności do władz nieufny i wyczekujący”, „Sprawy wyznaniowe bez istotnych zmian”, „Stosunek Kościoła lojalny, a jednocześnie nieufny i wyczekujący”, „Starosta łomżyński współpracuje z dziekanem i stara się dobrze wpłynąć na skrócenie samowoli elementów wywrotowych”<sup>1</sup>. Aparat bezpieczeństwa już od momentu przejęcia władzy rozwijał się w zastraszającym tempie. Do lipca 1946 r. resort ten – jak podają oficjalne źródła – skupiał 48 tys. ludzi. W tym czasie kampania propagandowa, w tym i służby specjalne, ogniskowały się zwłaszcza wokół referendum ludowego („za głosowaniem: 3 razy tak”). Również i drugie półrocze 1946 r. cechował rosnący terror policyjny. Świadczy o tych tendencjach także treść raportów napływających z WUBP. Oto cytaty z woj. białostockiego: „Stosunek Kościoła do władz nieufny i wyczekujący”, „Duchowieństwo coraz bardziej agresywne; zajmuje stanowisko antypaństwowe (agitacja z ambon)”, „Notuje się bierność i brak reakcji na wprowadzenie urzędów stanu cywilnego”, „Przedstawiciele Kościoła zaczynają deklarować współpracę z rządem w rozumieniu, że ich bierność utrudnia rozwój (np. przypadki udziału księży we władzach gminnych)”, „Duchowieństwo jednak poza nielicznymi wyjątkami nie bierze udziału w realizacji budownictwa socjalistycznego”, „Wg starosty suwalskiego księża niechętnie są ustosunkowani do aktów stanu cywilnego”<sup>2</sup>. Z powyższych przekazów źródłowych wynika, że duchowieństwo w woj. białostockim na ogół wykazywało wobec władz lokalnych postawy wyczekujące i bierne. Należy podkreślić, że głównym czynnikiem stabilizującym środowiska na terenach „odzyskanych” był Kościół katolicki. Osadnicy, którzy tam przybywali po wojnie, spotykali polskiego księdza, który był dla nich autorytetem i głównym propagatorem polskości.

Wybory do Sejmu Ustawodawczego odbyte 19 I 1947 r. miały stać się – w przekonaniu społeczeństwa – wyrazem wolności i demokracji, pomimo że nastroje wśród wiernych jak też i duchowieństwa wobec władz były od początku zdecydowanie nieufne, a nawet wrogie. A oto kilka przykładów

<sup>1</sup> CA MSWiA, Ministerstwo Administracji Publicznej (MAP), Wydział Społeczno-Polityczny (WSP), sygn. 40, Sytuacja społeczno-polityczna w woj. białostockim za 1945 r. Zob. też: *Białostoczczyzna 1944–1945 w dokumentach podziemia i oficjalnych władz*, oprac. Jerzy Kułak, „Dokumenty do Dziejów PRL”, z. 10, Warszawa 1998. Zob. też: J. Żaryn, *Kościół. Kościół wobec władzy komunistycznej w Polsce 1945–1953*, w: *Polacy wobec przemocy 1944–1956*, pod red. B. Otwinowskiej i J. Żaryna, Warszawa 1996, s. 180–184.

<sup>2</sup> CA MSWiA, MAP, op. cit. sygn. 41, raporty miesięczne za X 1946 r. Zob. też: J. Nowak, *Walka z Kościołem wczoraj i dziś*, Szczecinek 1999; Por. też: *Aparat bezpieczeństwa w latach 1944–1956. Taktyka, strategia, metody*, część II, *Lata 1948–1949*, oprac. A. Paczkowski, Warszawa 1996, s. 30–61.



„różnych” postaw duchowieństwa z okresu wyborów, w opinii władz bezpieczeństwa: „Nastawienie kleru do wyborów w przeważającej części opozycyjne, a nawet wrogie. Szczególnie jaskrawy przykład daje bp. łomżyński S. Łukomski”, „Przewodniczący prezydium WRN wystąpił z prośbą, aby podczas wyborów w kościołach biły dzwony”, „Kościół wykazuje negatywny stosunek do rzeczywistości. Nie współpracuje z czynnikami państwowymi”<sup>3</sup>, „Duchowieństwo katolickie w dalszym ciągu nie respektuje urzędów stanu cywilnego”. W dniach 23–28 VI 1947 r. miała miejsce wizytacja biskupa w wielu parafiach diecezji łomżyńskiej. Wg opinii starosty w Białymstoku: „Ludność i duchowieństwo zrozumiało, że rząd nie krępuje wolności sumienia i wyznania”. Jak relacjonował dalej: „Na zewnątrz kler nie ujawnia w sposób wyraźny stanowiska, wykazuje negatywny stosunek lub obojętność”, „Kler na terenie województwa ma bardzo wielki wpływ na masy ludności i popiera reakcję”<sup>4</sup>.

Jak wynika z cytowanych wyżej przekazów źródłowych stosunek władz państwowych do Kościoła w latach 1945–1947 można określić jako ambiwalentny. Z jednej strony przedstawiciele władz uczestniczyli nawet czynnie w wielu uroczystościach kościelnych, a z drugiej uznawano Kościół „za głównego wroga obecnego ustroju”. W dniach 13–15 X 1947 r. w MBP odbyła się narada poświęcona tematyce „zaostrzeniu walki z klerem”. Raporty z WUBP w Białymstoku głoszą: „Kler, chociaż oficjalnie nie występuje przeciwko obecnemu ustrojowi, jednak nie jest nastawiony pozytywnie”, „Notuje się mały udział Kościoła w akcjach społecznych”<sup>5</sup>. Pod koniec 1947 r. resort MBP przekroczył już 200 tysięcy pracowników. Z tej liczby prawie 100 tysięcy stanowiły jednostki paramilitarne, a 40 tysięcy cywilni agenci i urzędnicy. Te wyspecjalizowane komórki infiltrowały również i środowiska katolickie.

W 1948 r. władze państwowe przystąpiły do realizacji „nowej” polityki wyznaniowej. W praktyce znajdowało to wyraz w organizowaniu ma-

---

<sup>3</sup> CA MSWiA, MAP, op. cit, sygn. 42, raport miesięczny z woj. białostockiego za I–III 1947 r. Zob. też: *ibid.*, Ministerstwo Ziem Odzyskanych (MZO), WSP, sygn. 14, miesięczne sprawozdania sytuacyjne UW w Białymstoku za I 1947 r. Jak czytamy: „W pow. Ełk ludność wykazuje godną postawę w wyborach”.

<sup>4</sup> CA MSWiA, MAP, op. cit, sygn. 42, sprawozdanie miesięczne za VI–XII 1947 r. Zob. też: *ibid.*, MZO, sygn. 14. W raporcie za IV 1947 r. czytamy m.in. o „niezycliwym stosunku ludu polskiego do autochtonów”.

<sup>5</sup> CA MSWiA, MZO, sygn. 14, sprawozdanie kwartalne za III–IV 1947 r. Szerzej omawia to zagadnienie: H. Dominiczak, *Organy bezpieczeństwa w walce z Kościołem katolickim* (mps w Instytucie Wydawniczym PAX), s. 232–233.

sowych akcji antykościelnych (np. usuwanie religii ze szkół oraz kreowanie ruchu księży patriotów). 1 III 1948 r. Pius XII wystosował list do biskupów niemieckich. Wzywał w nim do „pojednania z Niemcami”. Deklaracja ta spotkała się z ostrą krytyką oficjalnych władz państwowych. W rezultacie wystąpienie to stanowiło dla władz polskich doskonały pretekst do zdecydowanych działań antykościelnych. Już 6 V 1948 r. Biuro Polityczne rozesała instrukcję do wszystkich wojewódzkich instancji partyjnych w sprawie „przeprowadzenia kampanii antypapieskiej”, zgodnie z którą zaczęto organizować szeroko nagłaśniane w mediach zebrania, pogadanki i wieczornice. Również i z woj. białostockiego raporty sprawozdawcze pod koniec 1948 r. zamieszczają już tylko w zasadzie negatywne informacje o duchowieństwie: „Poszczególni księża usiłują w kazaniach wprowadzać pewne elementy polityczne przeciwko rzeczywistości”, „Proboszcz w Suwałkach uprawia politykę”, „W Augustowie propaganda polityczna przeciw PPR”<sup>6</sup>, „Kościół ogranicza się do zagadnień religijnych, sprawy wyznaniowe nie nasuwają specjalnych trudności. Aktywności politycznej nie stwierdzono”<sup>7</sup>.

W tej trudnej sytuacji episkopat poprzez listy pasterskie starał się umacniać wiarę i dawać otuchę. Na przykład list biskupów na uroczystość Chrystusa Króla w 1948 r. wzywał wiernych do zachowania ufności i spokoju ducha”. W konkluzji biskupi głosili wręcz: „Naród musi pozostać silny, żywotny, zdolny do urzeczywistnienia tego, co stanowi o jego wielkości”<sup>8</sup>. Głównym miejscem i „siedliskiem reakcji” – w przekonaniu władz – były kurie diecezjalne. Wśród nich i kuria w Białymstoku. Według oceny referatu wyznaniowego „Abp R. Jałbrzykowski nie zawsze wykonuje zarządzenia prezydium WRN”, a wręcz „wykazuje niechęć do wykonywania zarządzeń władz”<sup>9</sup>. W raporcie dziennym z 17 IX 1948 r. WUBP w Białymstoku czytamy m.in.: „Jałbrzykowski jest tajnym doktrynerem”. W zaleceniach opracowanych przez KW PPR w Białymstoku jest mowa o tym, że „księża nie powinni brać udziału w jakichkolwiek zebraniach politycznych”. Sytuacja musiała być poważna, gdyż „uzdrowieniem tej sytuacji zajął się KW PPR”. A oto inne doniesienia: „Wroga działalność kleru na odcinku młodzieżo-

<sup>6</sup> CA MSWiA, MAP, sygn. 42, sprawozdanie miesięczne za II-IX 1948 r.

<sup>7</sup> Ibidem, MZO, sygn. 12, sprawozdanie za II kwartał 1948 r.

<sup>8</sup> *Listy Pasterskie Episkopatu Polski 1945-1974*, „Editions du dialogue”, Paris 1975, s. 70-71.

<sup>9</sup> Archiwum Akt Nowych (AAN), UDsW, sygn. 44/269, informacja z rozmowy z przedstawicielem kurii białostockiej i łomżyńskiej (1954), s. 7-12.

wym”<sup>10</sup>, „W Białymstoku głoszone są antypolskie kazania podczas odpustów”, „W Łomży wyświęcony został religijny ryngraf”<sup>11</sup>.

Pod koniec 1948 r. rozpoczął się okres rządów monopartii i jawnego stalinowskiego terroru. Partię socjalistyczną zmuszono do połączenia się z komunistami. Społeczeństwo odczuwało coraz większy strach, ulegając nastrojom apatii, bierności i obojętności. Jednocześnie propaganda komunistyczna stawała się z dnia na dzień coraz agresywniejsza w stosunku do księży. Obraz ten oddają wymownie również i sprawozdania z WUBP w Białymstoku. Należy jednak zaznaczyć, iż przekazy te jakby maskują rzeczywisty wizerunek wzajemnych stosunków. W lutym 1949 r. owe raporty głoszą m.in.: „W Sokółce księża zrzekają się swych gospodarstw, przekazując je pod zarząd gminom”<sup>12</sup>, „Antypaństwowa działalność księży w powiatach: Łomża, Augustów i Grajewo”, „Po zjeździe księża wzmogli antypaństwową działalność propagandową”, „W Łomży i Bielsku notuje się kontakty kleru z podziemiem”, „Wroga działalność prefektów uczących religii w szkołach”<sup>13</sup>.

W 1949 r. nasiliły się działania władz państwowych zmierzające do eliminacji czołowych przywódców PSL i całej opozycji legalnej. Ponadto miały miejsce pierwsze aresztowania wśród księży. Przed wszystkim usiłowano wytworzyć „podziały” i „różnicowania” wśród duchowieństwa, aby w ten sposób skuteczniej „rozprawić” się z hierarchią kościelną. Hasło dał premier J. Cyrankiewicz, który w exposé sejmowym 10 I 1949 r. stwierdził: „Wszelkie próby wykorzystywania ambony czy szat kapłańskich dla podniecania namiętności przeciw państwu ludowemu lub popierania podziemia będą przecinane z całą stanowczością i surowością prawa. Rząd będzie natomiast otaczał opieką tych kapłanów, którzy dali i dają dowody swego patriotyzmu”<sup>14</sup>. Wezwanie to zostało dosłownie odebrane przez służby administracji rządowej. Już 14 III 1949 r. minister administracji publicznej W. Wolski podpisał oświadczenie rządowe atakujące wielu hierarchów i stwierdzające, że „kler wzmógł działalność wrogą państwu”. W konsekwencji w całym kraju odby-

<sup>10</sup> CAMSWiA, MBP, GM, sygn. 48, raport miesięczny za IX 1948 r.

<sup>11</sup> Ibidem, sygn. 285, raport miesięczny za IX-X 1948 r.

<sup>12</sup> Ibidem, sygn. 558, biuletyn dzienny z 21 I 1949 r.

<sup>13</sup> AAN, KC PZPR Sekretariat Kler katolicki, sygn. 237-V-156, raport dzienny z 1 II 1949 r. Zob. też: Protokół z odprawy odbytej dnia 22 XII 1948 r., w: *Aparat bezpieczeństwa*, część II, s. 114.

<sup>14</sup> A. Albert, *Najnowsza historia Polski 1918-1980*, cz. III, 1945-1956, Warszawa 1989, s. 589-590.

wały się tzw. rozmowy z księżmi w prezydiach WRN. Również i w kurii diecezjalnej w Łomży odbyła się taka rozmowa na temat stosunków państwa z Kościołem. Uczestniczyli w niej: sufragan łomżyński i przewodniczący MRN. Przebieg tego spotkania był zapewne jednostronny, co może sugerować poniższa wymiana zdań: „Jak miejscowa kuria zapatruje się na posunięcia rządu?”, „Czy dekanaty i parafie mogą powziąć pewne uchwały?”. Na te i podobne pytania sufragan łomżyński odpowiadał, że „duchowieństwo nie może podejmować żadnych uchwał bez zgody episkopatu”<sup>15</sup>. Zagłębiając się w „obfitą” lekturę przeprowadzanych rozmów z księżmi, nie mamy wątpliwości, że władze państwowe nie pozostawiały złudzeń co do przyszłego kształtu polityki wyznaniowej państwa. Już 5 VIII 1949 r. wydany został wspomniany wyżej dekret o „wolności sumienia i wyznania”. Stanowił on doskonały parawan maskujący rzeczywiste intencje władz wobec Kościoła. Dekret ten całkowicie zaskoczył duchowieństwo i hierarchię kościelną. Wydanie tego aktu zbiegło się z akcją rozmów z księżmi w prezydiach WRN. Według oficjalnych danych ok. 18% ogółu księży wypowiedzieć się miało przeciwko dekretowi i tym samym przeciw ustrojowi komunistycznemu. Z kolei 33% wypowiedzi oceniono jako „pozytywne”, a 49% ujawnić miało postawę „chwiejną”, „wyczekującą” lub „obojętną”<sup>16</sup>. Jak wynika ze sprawozdania w woj. białostockim na 209 wezwanych księży stawilo się 193 proboszczów (lub dziekanów). Rozmowy z księżmi odbyły się w prezydium WRN w Białymstoku w dniach 8–10 sierpnia. Miejscowe władze przeprowadzoną akcją określiły jako „dobrze przygotowaną”. Księża podczas rozmów mieli wyrażać „różne postawy” wobec dekretu. Postawy „bierne” mieli wyrażać ci księża, którzy przyjmowali dekret jedynie do wiadomości, bez komentarza. Tylko sporadycznie notowano przypadki zachowań „drwiących” i „ironicznych”. Jednakże, według opinii władz wojewódzkich, wielu księży przed rozmową odbyć miało wizytę u swojego biskupa diecezjalnego. Znaczna część księży wyrażała opinię, że „artykuł 4 dekretu koliduje z prawem kanonicznym”. Byli jednak tacy, którzy mieli wątpliwości natury: „Czy dekret był konsultowany z episkopatem?” Według oficjalnych danych z woj.

<sup>15</sup> CA MSWiA, MAP, sygn. 148, sprawozdanie z konferencji w kurii biskupiej w Łomży (31 III 1949 r.). Zob. też: ibidem, MBP, sygn. 559, raporty dzienne z 11 IV i 2 V 1949 r. Por. też: ibidem, sygn. 560, raport dzienny z 7 IX 1949 r. Jak czytamy: „W Suwałkach i Białymstoku zebrało się 200 kobiet, żądając przywrócenia religii w szkołach”.

<sup>16</sup> AAN, MAP, sygn. 959 Ł, sprawozdanie z akcji zaznajamiania proboszczów z dekretem z 5 VIII 1949 r. Zob. też: J. Stefaniak, *Postawy duchowieństwa wobec rządowego dekretu o wolności sumienia i wyznania z 5 sierpnia 1949 r.*, „Studia Historyczne” 1999, z. 2, s. 269–281.

białostockiego w sumie 29 księży określono jako „pozytywnych”, 110 „wahaających się” i 55 jako „wrogich”<sup>17</sup>. Akcja przeprowadzania rozmów z księżmi w tym województwie nie była zapewne tak sprawnie zorganizowana, skoro w jednym z pism do dyrektora Biura Prasowego informowano o „wadliwym przeprowadzeniu akcji zaznajomienia proboszczów z dekretem”. W efekcie kilku starostów powiatowych z białostockiego otrzymało nawet kary upomnienia bądź nagany<sup>18</sup>.

Jednym z zasadniczych celów polityki wyznaniowej – jak wskazano wyżej – było dążenie do wytworzenia „podziałów” i „zróznicowań” wśród duchowieństwa, a docelowo wyodrębnienie grupy „patriotycznej”, która by była skłonna bezwarunkowo akceptować wszystkie dyrektywy partii komunistycznej. W związku z tym w latach 1949–1950 władze przystąpiły do wykreowania tzw. księży patriotów, a jednocześnie prezydium WRN miały opracować „charakterystyki księży”. Pierwszą okazją do realizacji owego planu „rozłamu” wśród księży stała się akcja przeciwko katolickiej organizacji charytatywnej „Caritas”. Otóż 23 I 1950 r. przystąpiono do przejmowania tej organizacji. Tego samego dnia specjalnie powołani urzędnicy (przy udziale funkcjonariuszy SB) przeprowadzili „rozmowy” z księżmi, podczas których wielu z nich zmuszano do „potępienia dotychczasowej działalności Caritasu”. Już 28 II 1950 r. 32 „patriotycznych” duchownych powołało do życia Główną Komisję Księży przy ZBoWiD-zie. Jednocześnie w każdym niemal województwie powstawały lokalne struktury tej organizacji.

Latem 1949 r. rozpoczęła pracę Komisja Mieszana episkopatu i rządu. Jej zadaniem miało być uregulowanie i wypracowanie wzajemnych stosunków. Po długich i niejednokrotnie przerywanych pertraktacjach zostało podpisane 14 IV 1950 r. „Porozumienie”. Jednakże ten kontrowersyjny dokument do dziś budzi określone wątpliwości<sup>19</sup>. Episkopat wykazywał wiele dobrej woli, aby przestrzegać zawartych w porozumieniu ustaleń (np. złagodził treść listów pasterskich). Z kolei władze państwowe od początku nie zamierzały respektować tego dokumentu. Wprost przeciwnie, już w kilka dni po jego podpisaniu 19 IV 1950 r. powołany został Urząd do Spraw Wyznań.

---

<sup>17</sup> AAN, MAP, sygn. 959 M., sprawozdanie z rozmów z księżmi w sprawie dekretu 5 VIII 1949 r. (woj. białostockie).

<sup>18</sup> Ibidem, sygn. 959 Ł, sprawozdanie z akcji..., pismo MAP do dyrektora Biura Prasowego (z 14 VIII 1949 r.).

<sup>19</sup> Zob. *Nieznany list prymasa Polski Stefana Wyszyńskiego do Stolicy Apostolskiej w sprawie tzw. porozumienia z rządem z 14 kwietnia 1950 roku*, oprac. J. Żaryn, „Polska 1944/45–1989, Studia i Materiały” 1996, t. II, s. 291–297. Zob. szerzej: J. Żaryn, *Kościół a władza w Polsce (1945–1950)*, Warszawa 1997, s. 332–349.

W zasadzie przejął on całokształt spraw związanych z Kościołem. Ponadto stał się wkrótce organem, który decydował niemal wyłącznie o „obsadzie personalnych placówek duszpasterskich” oraz dokonywał „oceny i klasyfikacji księży pod kątem ideowo-politycznym”. W praktyce zajmowały się tym tworzone terenowe struktury UDsW – czyli referaty do Spraw Wyznań przy prezydiach WRN.

Rok 1950, trzeba zaznaczyć, przebiegał pod znakiem napięć w stosunkach Wschód – Zachód. Niejako odbiciem tych tendencji stawały się szeroko propagowane w mediach akcje propagandowe w „obronie pokoju”. Wśród wielu z nich najgłośniejszym okazał się Apel Sztokholmski. W ówczesnej sytuacji politycznej był on trudny do przyjęcia przez episkopat. Władzom z kolei zależało na podpisach duchowieństwa. Natomiast ich odmowa dawała komunistom pretekst do kolejnych restrykcji i ograniczeń. Dla przykładu, „za odmowę” podpisu usuniętych zostało ze szkół aż 500 katechetów. Episkopat długo zwlekał z podjęciem decyzji, jaką postawę winno przyjąć duchowieństwo wobec apelu. Biskupi nie ukrywali, że obrona pokoju jest szlachetną sprawą, jednakże mieli wątpliwości co do jej politycznych podtekstów i form przeprowadzania. Decyzja podjęta przez biskupów 9 VI 1950 r., w zasadzie akceptująca apel, nie spotkała się z jednoznacznym poparciem księży, jak też i wielu biskupów. Być może episkopat, ze względów taktycznych, zdecydował się pozostawić wolną rękę duchownym w kwestii przystąpienia do apelu? Faktem jest jednak, że w całym kraju rozpoczęła się szumna kampania propagandowa. W woj. białostockim było aż 2 tysiące Komitetów Obrońców Pokoju (KOP). Dla porównania, ogółem było zarejestrowanych 80431 komórek KOP-u<sup>20</sup>. W woj. białostockim, podobnie jak w całym kraju, notowano przypadki bojkotu akcji przez wielu księży. Według oficjalnych danych, w tym województwie stwierdzono 192 podpisy księży świeckich i 106 zakonnych<sup>21</sup>. Zanotowano największą liczbę katechetów, którzy nie podpisali apelu. Według niepełnych danych (z 10 województw) na ogólną liczbę 342 usuniętych katechetów aż 99 pochodziło z tego województwa<sup>22</sup>. Natomiast 116 prefektów utraciło w konsekwencji prawo do nauczania religii

<sup>20</sup> AAN, KC PZPR Wydział Organizacyjny – PKOP 1950 – 1952, sygn. 237-VII-2659, sprawozdanie o przygotowaniu do kampanii na rzecz Apelu Sztokholmskiego z 1950 r. Na temat „Postaw duchowieństwa wobec Apelu Sztokholmskiego z 1950 r.” przesłałem artykuł do „Tek Archiwalnych”. Ukáže się on jeszcze w tym roku.

<sup>21</sup> AAN, KC PZPR Sekretariat Kler katolicki 1949–1952, sygn. 237-V-158, informacja dotycząca kleru (z 22 XI 1950 r.).

<sup>22</sup> Ibidem, Informacja dotycząca kleru (z 12 VII – 1 X 1950 r.).

w szkołach. Z kolei 193 księży nie podpisało apelu we właściwym czasie<sup>23</sup>. Abp R. Jałbrzykowski miał stwierdzić odnośnie apelu, że „jest to sprawa stara i przedawniona”<sup>24</sup>. Wpływ na ten stan rzeczy miała niewątpliwie niejednolita postawa biskupów. Spowodowało to dużą dezinformację wśród duchowieństwa. I chyba o to chodziło władzom państwowym. Podczas jednej z odpraw w prezydium WRN w Białymstoku, 17 XI 1950 r., kierownik referatu wyznaniowego powiedział m.in.: „Porozumienie rządu z episkopatem winno stać się orężem walki z klerem”. W tym regionie miało być „tylko” dwóch księży pozytywnych, a pozostali duchowni deklarowali się jako wrogowie. Szczególnie dotyczyło to Łomży, gdzie żaden zakon nie podpisał apelu. Analogicznie i w Sokółce stwierdzono „wrogą działalność księży z ambony”. Negatywną postawę księży zanotowano również: w Kolnie, Elku i Wysokiem Mazowieckiem. Osobliwym wyjątkiem miało być Olecko, w którym „brak jest wrogiej działalności księży”. Przejawiało się to także w tym, że „apel pokoju wszyscy księża podpisali”<sup>25</sup>.

Po 1951 r. nadal rozbudowywano struktury aparatu bezpieczeństwa. Resort ten gromadził bowiem i często wykorzystywał do celów politycznych informacje o wszystkich duchownych. Przede wszystkim władze dążyły do rozłamu wśród duchowieństwa. Tendencje te były wspierane przez aktywność organizacyjną księży patriotów. W dniach 16–22 XI 1950 r. w Warszawie obradował na przykład III Światowy Kongres Obrońców Pokoju. Uchwalono wówczas manifest pod znamienym tytułem: „Do narodów Świata”. Z kolei od 17 do 27 V 1951 r. miała miejsce akcja Polskiego Komitetu Obrońców Pokoju, którą szumnie nazwano Narodowym Plebiscytem Pokoju. W porównaniu z Apelem Sztokholmskim miała on mieć „bardziej radykalny charakter”. Według materiałów z wydziałów propagandy „duchowieństwo szeregowe sporadycznie poparło tę akcję”, pomimo że uzyskało zezwolenie episkopatu. Abp Jałbrzykowski tym razem miał powiedzieć: „Pierwszy złoży kartę plebiscytową”. Jednocześnie nawoływał, aby księża aktywnie wzięli udział

---

<sup>23</sup> AAN, UDsW, sygn. 5a/17A, protokół podpisania Apelu Sztokholmskiego, w tym wykaz księży, którzy nie podpisali apelu we właściwym czasie (w woj. białostockim), s. 13.

<sup>24</sup> AAN, KC PZPR Sekretariat Kler katolicki 1949–1952, sygn. 237-V-158, informacja dotycząca kleru (z 26 V 1950 r.). Zob. też: ibidem, inf. z 11 XI 1950 r. Jak czytamy: „Deklaracja episkopatu została odczytana przez księży na ogół bez komentarza”. Por. też: ibidem, protokół z przebiegu rozmów z księżmi w sprawie nieodczytania oświadczenia episkopatu. Na podstawie meldunków z terenu wynika, że w woj. białostockim zostały przeprowadzone 52 rozmowy z księżmi, podczas których stwierdzono 23 wypowiedzi pozytywne.

<sup>25</sup> AAN, UDsW, sygn. 12/13, Protokół z odprawy kierowników referatów do spraw Wyznań w Białymstoku (z 17 XI 1950 r.), s. 5.

w plebiscycie”<sup>26</sup>. Pomimo tych jednoznacznych zachęt „agitacja za apelem” nie znalazła szerszego oddźwięku wśród duchowieństwa. Wydane pod naciskiem władz orędzie episkopatu na ogół było ignorowane przez księży. Na przykład podczas kazań księża pomijali milczeniem sprawę plebiscytu. Ponadto większość księży nie uczestniczyła w organizowanych konferencjach dekanalnych. Jednak i tam notowano szereg przypadków „negatywnych wypowiedzi księży”<sup>27</sup>.

W 1952 r. w zasadzie zakończona została akcja „eliminacji podziemia niepodległościowego”. Jednocześnie przystąpiono do zdecydowanych działań mających na celu laicyzację wszystkich dziedzin życia społeczno-politycznego. Niejako „wstępem” do tego stało się ogłoszenie 27 stycznia 1952 r. projektu nowej konstytucji. W kilka dni później, 11 II 1952 r., episkopat skierował na ręce Bieruta tzw. „Katolickie postulaty konstytucyjne”. Biskupi starali się przekonać społeczeństwo, że wprowadzenie artykułu o „rozdziale Kościoła od państwa w kraju tak katolickim jak Polska jest nieuzasadnione i szkodliwe”. Nastroje wśród księży również na ogół były nieprzychylnie komunistom. Treść partyjnych przekazów świadczy, że wprowadzenie stalinowskiej konstytucji spotka się ze zdecydowanym sprzeciwem księży i biskupów: („Wróg klasowy stara się storpedować naszą pracę”)<sup>28</sup>. Już po wprowadzeniu konstytucji w życie 19 XII 1952 r. na odprawie z kierownikami referatów wyznaniowych stwierdzono szereg przykładów „wrogich wystąpień” kurii: białostockiej i łomżyńskiej. Poza tym wypowiadano się o „dyskryminowaniu pozytywnych części kleru” i „wrogich postawach niektórych księży do akcji pokojowej”<sup>29</sup>.

W latach 1953–1955 nastąpiło apogeum represyjnego kursu w polityce wyznaniowej państwa. Kontynuowano akcję „rozłamu” i „zróźnicowania”

<sup>26</sup> AAN, KC PZPR Wydział Propagandy i Agitacji (1951), sygn. 237-VIII-172, Sprawozdanie z akcji PKOP. Zob. też: ibidem, sygn. 237-VIII-173, Wypowiedzi księży na temat Narodowego Plebiscytu Pokoju. Oto niektóre z wypowiedzi: „Duchowieństwo nie całe pozytywnie odnosi się do akcji”, „W wielu przypadkach księża biorą udział w plebiscycie”.

<sup>27</sup> AAN, UDsW, sygn. 18/188a, sprawozdanie z akcji plebiscytowej, pismo prezydium WRN w Białymstoku do UDsW (z 9 VI 1951 r.).

<sup>28</sup> AAN, KC PZPR Wydział Propagandy i Agitacji (1952 r.), sygn. 237-VIII-154, Dyskusja wśród księży nad projektem konstytucji (z 17 III 1952 r.). Zob. też: „Trybuna Ludu” z 27 I 1952 r. Por. też: *Konstytucja Polskiej Rzeczypospolitej Ludowej*, Warszawa 1964, s. 7–17. Zob. też: I. Paczyńska, *Nieznane aspekty pracy nad konstytucją z 1952 r.*, „Studia Historyczne” 1996, z. 3, s. 357–370; idem, *Zestawienie poprawek zgłoszonych do projektu konstytucji z 1952 r.*, „Studia Historyczne” 1998, z. 2, s. 265.

<sup>29</sup> AAN, UDsW, sygn. 11/40, protokół z odprawy pow. referatów do spraw wyznań w Białymstoku (z 19 XII 1952 r.).



w szeregach duchowieństwa. Przede wszystkim władze państwowe poprzez wydawane antykościelne akty prawne usiłowały przejąć kontrolę „obsadzania duchownych stanowisk kościelnych”. W tym celu 9 II 1953 r. został wprowadzony dekret w tej sprawie. Kler między innymi podzielono na 4 grupy: „pozytywnych” (głównie z kręgu OKK), „biernych”, których należało pozyskać, „wrogich” i „młodych” księży, których nie zakwalifikowano do żadnej z grup. Do grupy „pozytywnych” zaliczano zwłaszcza księży bez autorytetu i będących w konflikcie z biskupem diecezjalnym. Szczególny niepokój wśród księży budziła też infiltracja w szeregach duchownych przez służby specjalne. Groźbę sytuacji dostrzegali „rządcy” diecezji: białostockiej, łomżyńskiej i drohiczyńskiej. Ordynariusz tej ostatniej, bp Krzywicki, na przykład dostrzegał niebezpieczeństwo problemu „braku zachowania tajemnicy spraw omawianych podczas odpraw dekanalnych” i „znacznej gorliwości niektórych księży do władz świeckich”. W związku z tym na odprawach szczególnie uwagę zwracano na kwestię „wzmocnienia dyscypliny wśród księży”<sup>30</sup>.

Rok 1953 to niewątpliwie najtrudniejszy okres dla Kościoła. Sytuację pogarszała rozłamowa działalność księży patriotów i świeckich działaczy katolickich. Media szczególnie nagłaśniały i wyolbrzymiały ich propagandową działalność. 2 lipca 1953 r. w Białymstoku odbył się na przykład Zjazd Duchowieństwa i Świeckich Działaczy Katolickich. Zaproszonych zostało 360 osób, w tym aż 308 księży. Ostatecznie przyjechało na ten zjazd 51 osób, w tym 21 księży. Należy zaznaczyć, iż abp R. Jałbrzykowski zabronił księżom udziału w tego typu zjazdach<sup>31</sup>. W rezultacie efekty tych działań były niewielkie. Według opinii Okręgowej Komisji Księży (OKK) w Białymstoku „podejmowanie jakichkolwiek wysiłków w celu zjednoczenia sympatyków i członków OKK na terenie diecezji jest bezcelowe” Miały je uniemożliwiać dyrektywy abp. Jałbrzykowskiego skierowane do dziekanów. Ponadto księża patrioci, którzy agitowali po parafiach, na ogół spotykali się z niechęcią. Jak głosiły raporty: „Księża chowali się przed nimi na plebanii” bądź w ogóle nie chcieli podejmować żadnych rozmów<sup>32</sup>.

<sup>30</sup> AAN, UDsW, sygn. 44/1740, Informacja z działalności kleru (z 21–22 IX 1953 r.). Zob. też: ibidem, sygn. 37/154, Sprawozdania ze zjazdów dekanalnych kleru na terenie woj. białostockiego. Np. na odprawie 29 VI 1953 r. obecny był ordynariusz drohiczyński, M. Krzywicki.

<sup>31</sup> AAN, UDsW, sygn. 37/154, Sprawozdanie ze zjazdu kleru w woj. białostockim, Pismo prezydium WRN w Białymstoku do UDsW z przebiegu przygotowań do Zjazdu KliDK (z 2 VII 1953 r.).

<sup>32</sup> AAN, UDsW, sygn. 37/245, Rozmowy z księżmi na terenie woj. białostockiego, Notatka służbowa kierownika Biura OKK z rozmów z księżmi przed Zjazdem OKK (z 2 VII 1953 r.).

20 I 1953 r. został aresztowany bp Cz. Kaczmarek, a 14 IX rozpoczął się jego proces. Po ośmiodniowej rozprawie zapadł wyrok skazujący biskupa kieleckiego – na 12 lat więzienia. Pozostali oskarżeni otrzymali wyroki do 10 lat więzienia. Jednocześnie władze państwowe wystosowały do biskupów ultymatywne żądanie, aby „potępili przestępczą działalność bp. Kaczmarka”. Motywy działań władz były bardzo czytelne. Chodziło o to, aby opinia publiczna była przekonana, iż zdecydowana część księży i hierarchii jest przeciwko bp. Kaczmarkowi. A oto wypowiedzi księży na temat tego procesu i dane liczbowe z odczytania listu episkopatu w kościołach w dnia 4 X 1953 r. Oświadczenie episkopatu odczytano w 198 świątyniach (na 238 kościołów). W szczególności: bez komentarza i szybko – w 140 kościołach, z komentarzem pozytywnym – w 36, z wrogim – w 22. List biskupów nie został odczytany w ogóle w 31 kościołach<sup>33</sup>. Ówczesny administrator apostolski diecezji białostockiej miał powiedzieć w rozmowie, że „niesłuszne były zarzuty w procesie Kaczmarka”<sup>34</sup>. Reasumując, postawy księży i biskupów były zróżnicowane. Dominowały jednak postawy bierne i wyczekujące.

We wrześniu 1953 r. został internowany prymas S. Wyszyński, a „zastraszony” episkopat pozwolił sobie „narzucić” na przewodniczącego bp. M. Klepacza. Wkrótce biskupi wydali „po myśli władz” oświadczenie „potępiające” biskupa kieleckiego. Autonomia Kościoła stała się więc iluzoryczna.

Od czerwca do grudnia 1953 r. władze państwowe przeprowadziły akcję ślubowania duchowieństwa „na wierność PRL”. 17 XII 1953 r. także i episkopat zmuszony został do złożenia ślubowania. Cała ta szeroko nagłaśniana akcja nie bez przyczyny przebiegała w kilku terminach. Otóż komuniści uznali, że „najbardziej reakcyjni” kapłani w pierwszym terminie nie dostaną wezwania na ślubowanie. W ten sposób księży „reakcyjnych” starano się „odizolować” od „postępowych księży” i ukazać społeczeństwu jako wrogów Polski Ludowej. Ponadto nie bez znaczenia był fakt, iż narażeni oni byli na szantaż i naciski ze strony władz bezpieczeństwa. Oporni księża odsuwani byli od pracy duszpasterskiej.

---

<sup>33</sup> AAN, UDsW, sygn. 37/352, Wypowiedzi księży nt. procesu bp. Kaczmarka i wyniki odczytania listu pasterskiego, s. 84. Zestawienie cyfrowe dotyczące woj. białostockiego (z 6 X 1953 r.). Zob. też: ibidem, sygn. 84/112, Spis parafii diecezjalnych za 1950 r. (np. w woj. łomżyńskim miało być 129 parafii). Zob. szerzej na temat procesu bp. Kaczmarka: J. Śledzianowski, *Ksiądz Czesław Kaczmarek biskup kielecki 1895–1963*, Kielce 1991, s. 183 i n.

<sup>34</sup> AAN, UDsW,teczka personalna administratora apostolskiego diecezji białostockiej A. Sawickiego (1885–1968), sygn. 125/245, wypowiedź z 9 XI 1953 r.

W latach 1953–1956 władze przeprowadziły szereg społeczno-politycznych kampanii, które miały na celu „wciąganie” księży do aktywności propagandowo-agitacyjnej (np. akcja żniwno-omłotowa, kontyngentowa, pokojowa). Dużą aktywność wykazywali w nich księża patrioci. Finansowane i wspomagane przez władze te kampanie spotykały się z nikłym poparciem ze strony duchowieństwa. Sporządzane przez referaty wyznaniowe sprawozdania nagłaśniały i wyolbrzymiały każdą nawet pojedynczą „pozytywną” wypowiedź ze strony księży. Usiłowano przedstawić społeczeństwu, że „reakcyjni księża” stanowią mniejszość i występują przeciwko polskiej racji stanu. Lansowanie przez władze rzekomych „głębokich podziałów” w szeregach duchowieństwa miało ułatwić walkę z „reakcyjnym klerem”. W jednym ze sprawozdań referatu wyznaniowego w Białymstoku czytamy m.in.: „Na podstawie rozmów z księżmi w prezydium WRN wynika, że księża nie mają zaufania do hierarchii kościelnej”, „Bardzo chętnie – mówił jeden z księży – wziąłbym udział w kampanii żniwnej, ale i tak nie jestem dobrze widziany w kurii. Jeżeli ks. Jałbrzykowski dowiedziałby się, że należę do OKK, „wygnałby mnie”<sup>35</sup>.

Reasumując, na kształt polityki wyznaniowej w latach 1954–1956 miało wpływ wiele czynników. Jednak wydaje się, że zahamowane zostały restrykcyjne posunięcia władz, w porównaniu z rokiem 1953, który to uznawano „za optymalny”. Natomiast zintensyfikowano politykę ingerencji w sprawy personalne Kościoła. Jednak niewystarczająca liczba księży zorientowanych prorządowo oraz strategia biernego oporu, stosowana przez wielu biskupów, znacznie ograniczyła zasięg tego procesu<sup>36</sup>.

Referaty wyznaniowe przy prezydiach WRN szczególną wagę przywiązywały do stanu nastrojów i postaw w szeregach duchowieństwa. Były one ściśle rejestrowane pod znamiennej klauzulą „Przebieg obserwacji o działalności kleru”. W przekazywanych sprawozdaniach referatu WRN w Białymstoku do UDśW w Warszawie dominowały zapisy dotyczące: „interwencji księży o prawo nauki religii w szkołach”, „upominanie się o krzyż” (Zalesie), „zaprzestania usuwania emblematów i symboli religijnych”, „przywrócenia odmawiania modlitwy w szkołach” (np. Grajewo). Ponadto szczególny nie-

<sup>35</sup> AAN, UDśW, sygn. 44/273, Informacja z działalności kleru na terenie woj. białostockiego, Pismo prezydium WRN w Białymstoku do UDśW (z 18 IX 1954 r.). Zob. też: D. Jarosz, M. Pasztor, *W krzywym zwierciadle. Polityka władz komunistycznych w Polsce w świetle plotek i pogłosek z lat 1949–1956*, Warszawa 1995, s. 106.

<sup>36</sup> Zob. R. Gryz, *Polityka personalna władz stalinowskich wobec duchowieństwa diecezji kieleckiej w latach 1953–1956*, „Kielecki Przegląd Diecezjalny” 1995, nr 6, s. 619.

pokój w wojewódzkich instancjach partyjnych budziła „niezdrowa sytuacja w seminariach duchownych w Białymstoku”<sup>37</sup>. Coraz większe trudności były także z organizacją procesji świątecznych (np. w Białymstoku i Łomży). W tej sprawie referat wyznaniowy przeprowadził rozmowy z 31 księżmi, po których „większość księży zrezygnowała z tych procesji”. Zdarzały się jednak procesje „bez uzyskania zgody”<sup>38</sup>. Sprawa księży przebywających w więzieniach to kolejny problem, który wymagał ze strony episkopatu interwencji. Biskupi wielokrotnie interweniowali do UDsW, a nawet do prezydenta o „zwolnienie aresztowanych bądź więzionych księży i biskupów”. Dla przykładu, biskup łomżyński zwracał się z prośbą o „zwolnienie 3 księży, skazanych na 12, 7 i 5 lat więzienia”<sup>39</sup>. Podobnie i diecezja w Drohiczynie występowała o „uwolnienie księży”<sup>40</sup>.

Niezwykle cennych informacji o duchownych, ostatnio odtajnionych, dostarczają tzw. „Dane personalne i charakterystyka księży”. Teczka dotycząca woj. białostockiego zawiera zapisy źródłowe o 63 duchownych świeckich i zakonnych. Referaty do Spraw Wyznań przy prezydiach WRN, opracowując te dokumenty, korzystały z następujących materiałów: „Kwestionariusz dla osób piastujących duchowne stanowisko kościelne”, „Życiorys duchownego”, „Ankieta personalna”, „Charakterystyka duchownego” i „Karta ewidencyjna”. Analiza powyższych materiałów źródłowych sugeruje, że w obrębie duchowieństwa istnieć miały znaczne „podziały” i „zróżnicowania” odnośnie postaw i nastrojów wobec przeobrażeń ustrojowo-politycznych w Polsce po wojnie. I tak w woj. białostockim miało być: „księży wrogich” (świeckich i zakonnych) – 42, „pozytywnych” – 8, „obojętnych” – 12, „nierozpoznanych” – 1. Wśród wspomnianych 63 księży było 16 księży dziekanów bądź wicediekanów. Wśród nich 8 było „wrogich” (m.in. w Augustowie,

---

<sup>37</sup> AAN, UDsW, sygn. 44/1740, Informacja z działalności kleru (za X 1954), Pismo prezydium WRN w Białymstoku do UDsW (z 30 X 1954 r.). Wynika z niego, że z seminariów duchownych usunięto w sumie 10 alumnów.

<sup>38</sup> Ibidem, sygn. 44/1743, Sprawozdanie z przebiegu dnia Wszystkich Świętych na terenie woj. białostockiego, Pismo prezydium WRN w Białymstoku do UDsW (z 30 XI 1954 r.).

<sup>39</sup> Ibidem, sygn. 44/1464, Księża zwolnieni z więzienia, Pismo bp. łomżyńskiego do UDsW (z 11 I 1955), s. 83; Pismo (po raz drugi) do UDsW (z 22 I 1954 r.) w sprawie więzionych księży: A. Drozda (12 lat), Cz. Rakowskiego (5 lat) i A. Kina (7 lat), s. 118. Zob. też: M. Bombicki, *Księża przed sądami specjalnymi 1944–1954*, Poznań 1993.

<sup>40</sup> AAN, UDsW, Pismo kurii w Drohiczynie do UDsW (z 14 IV 1955 r.), s. 165. Zob. też: T. Kostewicz, *Represje karne wobec osób duchownych w latach 1944–1950*, „Niepodległość i Pamięć” 1997, nr 1, s. 51–86.

Nowym Dworze, Sokółce i Łomży). Ponadto stwierdzono także, że 4 dziekanów było „obojętnych” i również 4 „pozytywnych” (m.in. w Ełku i Zambrowie). Na uwagę zasługuje informacja, że „tylko” 2 księży w całym województwie otrzymało najwyższe odznaczenia państwowe<sup>41</sup>. A oto jak oceniano „rządców” diecezji: białostockiej, łomżyńskiej i drohiczyńskiej. Kuria w Białymstoku „za sprawą abp. Jałbrzykowskiego jest bardzo wroga”. Według ocen referatu wyznaniowego „nie wykonuje on zarządzeń prezydium WRN” i „podpisał wrogie pismo episkopatu do prezydenta Bieruta w sprawie Caritasu”<sup>42</sup>. Negatywne oceny miał również administrator tej diecezji, ks. A. Sawicki. W jego karcie ewidencyjnej czytamy m.in.: „Wykazuje wrogi stosunek do prezydium WRN, ustroju, księży postępowych i do ZSRR”, „Jest pierwszą ręką Jałbrzykowskiego”<sup>43</sup>. Podobnie było z sufraganiem bp. W. Suszyńskim, który miał być „ściśle podporządkowany Watykanowi” oraz wykazywać „wrogi stosunek do księży postępowych”. Także i on „wykonywał polecenia Jałbrzykowskiego”. Miał ponadto powiedzieć, że „marksizm i komunizm jest największą zarazą świata”<sup>44</sup>. Kuria diecezjalna w Łomży również była oceniana bardzo negatywnie. Od 1949 r. jej ordynariuszem był Cz. Falkowski, który „zakazał księżom podpisywania deklaracji pokojowych”<sup>45</sup>. Sam również nie podpisał apelu pokoju<sup>46</sup>. Na jednej z odpraw powiatowych referatów wyznaniowych w Białymstoku stwierdzono „szereg przykładów wrogiej działalności kurii w Łomży” oraz „przypadki dyskrymi-

<sup>41</sup> AAN, UDsW, sygn. 84/80, Dane personalne i charakterystyka księży w woj. białostockim, s. 1–267.

<sup>42</sup> AAN, KC PZPR – Sekretariat Kler katolicki 1949–1952, sygn. 237-V-158, Informacje dotyczące kleru (z 26 VI 1950 r.). Zob. też: UDsW, sygn. 44/269, Notatki z rozmów z przedstawicielami kurii białostockiej i łomżyńskiej (1954), s. 7–12. m.in. została przeprowadzona rozmowa z abp. R. Jałbrzykowskim (1876–1955).

<sup>43</sup> Ks. A. Sawicki (1887–1968) do 1946 r. przebywał w Wilnie. W 1955 r. został wikariuszem kapitulnym, a w 1956 r. generalnym. Apel pokoju podpisał dopiero po deklaracji episkopatu. Zob. też: UDsW, sygn. 125/245,teczka: A. Sawicki, Akta personalne. Por. też: ibidem, sygn. 47/404, Rozmowy z ks. A. Sawickim. Zob. też: P. Nitecki, *Biskupi Kościoła w Polsce. Słownik biograficzny*, Warszawa 1992, s. 185.

<sup>44</sup> AAN, UDsW, sygn. 125/251,teczka: W. Suszyński (1898–1968), bp sufragana diecezji białostockiej. Do ślubowania został zaproszony 17 XII 1953 r. Zob. też: P. Nitecki, op. cit., s. 198.

<sup>45</sup> AAN, KC PZPR Sekretariat Kler katolicki 1949–1952, sygn. 237-V-158, Informacja dotycząca kleru (z 22 V 1950 r. i 2 VI 1950 r.). Dotyczą one również i bp. Cz. Falkowskiego (1887–1969). Zob. też: P. Nitecki, op. cit., s. 57.

<sup>46</sup> AAN, KC PZPR, op. cit., Informacja z 26 VI 1950 r. Na uwagę zasługuje fakt, że bp Cz. Falkowski podpisał pismo episkopatu do prezydenta Bieruta w sprawie Caritasu.

nacji pozytywnych księży”<sup>47</sup>. Natomiast kanclerz tej diecezji, S. Czyżewski, „nie współpracuje z duchowieństwem postępowym” i „wykazuje wrogość do miejscowych władz”<sup>48</sup>. Notariusz tej kurii, ks. K. Hamerszmit – jak czytamy w jego teczce osobowej – „nie bierze udziału w zjazdach” i „wykazuje wrogi stosunek do PRL”. Ponadto miał być „pod wpływem bp. ordynariusza”<sup>49</sup>. Kurię diecezjalną w Drohiczynie podobnie uznawano za wrogą. Od 1951 r. jej kanclerzem został W. Jędruszuk. Według opinii referatu wyznaniowego „wykazywał negatywny stosunek do ustroju i był uzależniony od ordynariusza Krzywickiego”<sup>50</sup>. Inny kurialista w tej diecezji, prałat kapitulny B. Kiełbasso, „był chwiejny” i „nie brał udziału w zjazdach”<sup>51</sup>. Jeszcze inny pracownik kurii, cenzor i wykładowca Seminarium Duchownego w Drohiczynie, ks. J. Roszkowski, „przejawiał wrogość do ustroju” i „trzyma księży w dyscyplinie”<sup>52</sup>. Negatywny stosunek do „obecnej rzeczywistości” miał też i kanclerz tej kurii, ks. J. Wierzbowski<sup>53</sup>.

Analiza zawartości dokumentów źródłowych pozwala lepiej zrozumieć sposoby i mechanizm sporządzania tzw. typologii duchownych przez referaty wyznaniowe przy prezydiach WRN. Przy dokonywaniu klasyfikacji i oceny księdza pod kątem ideowo-politycznym kierowano się określonymi kryteriami. Dla księży „wrogich” były one następujące: „Czy głosi wrogie kazania?”, „Czy wykazuje negatywny stosunek do akcji pokojowych?”, „Jaką postawę przyjmuje do ustroju, księży patriotów, WRN?”, „Czy utrzymuje kontakty z bandami?”. Oto tylko niektóre przykłady „kryteriów”, które najczęściej decydowały o „zakwalifikowaniu” danego duchownego<sup>54</sup>.

Na początku 1956 r., po XX Zjeździe KPZR, wraz z narastającą „odwilżą” i złagodzeniem kursu wobec Kościoła duchowieństwo jak też i wierni stawali się coraz bardziej aktywni. Księża na przykład dążyli do utworzenia nowych punktów katechetycznych. Sprzyjało temu uwolnienie

<sup>47</sup> AAN, UDsW, sygn. 11/40, Odprawa pow. referatów wyznaniowych w Białymstoku (z 19 XII 1952 r.). Z kolei enigmatyczne wzmianki dotyczą innych pracowników w diecezji łomżyńskiej: A. Mościckiego (sufragana) i ks. infułata A. Roszkowskiego (wikariusza generalnego).

<sup>48</sup> AAN, UDsW, sygn. 84/80, Dane personalne ks. S. Czyżewskiego.

<sup>49</sup> Ibidem, Dane personalne ks. K. Hamerszmita.

<sup>50</sup> Ibidem, Dane personalne ks. W. Jędruszuka.

<sup>51</sup> Ibidem, Dane personalne ks. B. Kiełbasso.

<sup>52</sup> Ibidem, Dane personalne ks. J. Roszkowskiego.

<sup>53</sup> Ibidem, Dane personalne ks. J. Wierzbowskiego.

<sup>54</sup> Zob. tzw. charakterystyki duchownych w: UDsW, sygn. 84/80, Dane personalne..., s. 1–261.

z więzienia prymasa 28 X 1956 r. Społeczeństwo katolickie przyjęło ten fakt z wielką radością. Nowa ekipa rządząca z Gomułką na czele zawarła 8 grudnia 1956 r. tzw. „małe porozumienie” z Kościołem. W konsekwencji uchylony został dekret z 9 II 1953 r. Przywrócono też naukę religii w szkołach. Większość zmian, jakich kierownictwo PZPR dokonało w polityce wyznaniowej po Październiku, miała charakter ustępstw taktycznych. Przełom polityczny po 1956 r. w sposób znaczący poprawił położenie Kościoła, ale nie doprowadził do spełnienia większości oczekiwań biskupów i wiernych. Wydarzenia te doprowadziły jednak do powstania potężnego, katolickiego ruchu społecznego (np. rad parafialnych, komitetów budowy kościołów)<sup>55</sup>.

Wracając jednak do postawionych na wstępie pytań i wątpliwości, należy zasugerować istnienie istotnych, a mało pogłębionych dylematów badawczych. W szczególności dotyczy to kwestii poznania kulisy i przyczyn motywacji księży podczas przeprowadzanych rozmów w prezydiach WRN i określenie stopnia dyspozycyjności wobec biskupów. Zapewne nie da się precyzyjnie ustalić pełnej odpowiedzi, jaki procent księży podczas rozmów wypowiedział się zgodnie z sumieniem. Podobnie trudno stwierdzić stopień szczerości i intencji składanych deklaracji. Czy motywacje te wynikały z wyrachowania, strachu, przyjętej taktyki itp.? Należy zaznaczyć, że podczas rozmów księża ujawniali szereg przypadków szykan i represji stosowanych wobec duchowieństwa. Oto tylko niektóre z nich: przesłuchiwanie przez UB, szalejąca cenzura, utrudnianie praktyk religijnych, stwarzanie trudności podczas wykonywania praktyk religijnych itp. Niniejszy artykuł nie wyczerpuje naturalnie wszystkich okoliczności omawianego zjawiska. Spodziewane udostępnienie materiałów w archiwach służb specjalnych i kościelnych umożliwi wyjaśnienie sygnalizowanych wyżej problemów i wątpliwości.

---

<sup>55</sup> Zob. A. Dudek, *Kościół katolicki w Polsce w 1956 r.*, „Polska 1944/45–1989, „Studia i Materiały” 1997, z. III, s. 103–117. Zob. też: K. Kowalczyk, *Spotkanie z komunizmem. Państwo a Kościół na Pomorzu Zachodnim 1945–1956*, „Więź” 1999, nr 9, s. 122–139; Por. też: P. Machcewicz, *Polski rok 1956*, Warszawa 1993, s. 32–49; Zob. i por.: List Episkopatu do W. Gomułki z 27 X 1956 r., Pismo Okólne Biura Prasowego Episkopatu Polski, nr 7/90, s. 27–30.

HALINA PARAFIANOWICZ (Białystok)

**ELEANOR ROOSEVELT:  
AMERYKAŃSKA FIRST LADY  
I JEJ WOJENNA SŁUŻBA**

Eleanor Roosevelt pełniła obowiązki First Lady przez 12 kolejnych lat (1933–1945), a więc znacznie dłużej niż inne mieszkanki Białego Domu. Co więcej, był to okres szczególny w historii USA i świata – czasy wielkiego kryzysu gospodarczego, a potem II wojny światowej. Miało to również duży wpływ na poczynania i wzrastającą aktywność publiczną prezydentowej. Jak żadna inna First Lady była ona bezpośrednio zaangażowana w politykę administracji męża, co budziło zarówno słowa uznania rodaków, jak i czasem ich ostrej krytyki.

Eleanor Roosevelt stała się zaangażowaną aktywistką i reformatorką społeczną oraz oddaną rzeczniką Nowego Ładu. Była wielce zapracowaną First Lady w latach trzydziestych aktywnie i z pasją wspierającą wysiłki antykryzysowe administracji Franklina Delano Roosevelta, co przyniosło jej wielką popularność i uznanie rodaków. Jej przekonania, niezależność sądów, a zwłaszcza krytyka europejskich faszyzmów i dyktatur w uprawianej przez nią publicystyce, zasłużyły na powszechny szacunek nie tylko Amerykanów. Pod koniec lat trzydziestych First Lady była niekwestionowaną osobistością na amerykańskiej scenie politycznej oraz „sercem i sumieniem” Ameryki. Jak wykazały badania Instytutu Gallupa, była bardziej popularna niż sam prezydent.

Eleanor Roosevelt, choć przez lata występowała jako pacyfistka, po ataku 7 grudnia 1941 Japończyków na Pearl Harbor natychmiast zmieniła ton swoich wypowiedzi. W radio poinformowała rodaków o zdradzieckim napadzie Japończyków. Przypomniała o obowiązku obrony ojczyzny i odwołała się do młodzieży, z którą od lat ściśle współpracowała. „Macie teraz wielką szansę i będzie wiele takich okazji, kiedy wasze męstwo



i odwaga będą wystawione na próbę. Ja w was wierzę”, zapewniła First Lady<sup>1</sup>.

W swojej stałej, poczytnej kolumnie „My Day”<sup>2</sup>, Eleanor Roosevelt apelowała, by rodacy wykonywali swoją pracę i obowiązki najlepiej jak tylko potrafią. Równocześnie też postulowała, by lokalne społeczności podjęły działania zabezpieczające przed ewentualnym atakiem nieprzyjaciela<sup>3</sup>.

Wejście USA do wojny zmieniło całkowicie życie i nastroje Amerykanów. Całe rodziny, nie wyłączając dzieci Rooseveltów, zgłaszały swoją gotowość do służby ojczyźnie. Jak odnotował jeden z przyjaciół First Lady, 8 grudnia 1941 roku na kolacji w Białym Domu James i Elliott Rooseveltowie zjawili się w mundurach wojskowych<sup>4</sup>. Niedługo potem wszyscy czterej synowie Rooseveltów walczyli w różnych formacjach – Elliott w lotnictwie, John i Franklin w marynarce wojennej, a najstarszy James jako żołnierz piechoty morskiej.

Wieczorem 8 grudnia 1941 Eleanor Roosevelt wraz z Fiorellem LaGuardią, dyrektorem Biura Obrony Cywilnej (Office of Civilian Defence, OCD), udała się do San Francisco<sup>5</sup>, żeby spotkać się z lokalnymi władzami OCD na Zachodnim Wybrzeżu. Wizyta ta miała ważny cel propagandowy, bowiem w Kalifornii rozsiewano pogłoski o możliwości bombardowania przez Japończyków. Zapanowała tam psychoza i swoista histeria, obejmująca także inne obszary USA. Należało uspokoić przerażonych Amerykanów, obawiających się zmasowanych bombardowań, i zachęcić ich do organizacji obrony cywilnej. Prezydentowa spotykała się z rodakami i wygłaszała prelekcje, informując ich, jak można przygotować zaciemnienie na wypadek ataku, jak udzielać pierwszej pomocy, jak zorganizować pomoc potrzebującym etc.<sup>6</sup> Tygodniowa wizyta First Lady na Zachodnim Wybrzeżu, jak oceniano, w znacznym stopniu pomogła w opanowaniu tam psychozy.

<sup>1</sup> „New York Herald Tribune”, 8 grudnia 1941, s. 5.

<sup>2</sup> Kolumna ta ukazywała się od końca 1935 roku, początkowo w kilku dziennikach, a potem w ponad 100 rozmaitych gazetach i pismach. Felietony pani Roosevelt ukazywały się bez mała 27 lat, ciesząc się dużym zainteresowaniem Amerykanów.

<sup>3</sup> Eleanor Roosevelt, *My Day. Her Acclaimed Columns, 1936–1945*, v. I, ed. by Rochelle Chodakoff, with introduction by Martha Gellhorn, New York: Pharos Books, 1989, s. 224–225.

<sup>4</sup> Joseph P. Lash, *Eleanor Roosevelt: A Friend's Memoir*, New York: Doubleday and Co., 1963, s. 260–261.

<sup>5</sup> 29 września 1941 roku prezydentowa, na prośbę LaGuardii, została powołana jako jego zastępczyni w OCD. Aktywnie wspierała program obrony cywilnej kraju. Była to jej jedyna funkcja państwowa, jaką pełniła w trakcie wieloletnich rządów męża.

<sup>6</sup> „Los Angeles Times”, 10 grudnia 1941.

Ale praca Eleanor Roosevelt w OCD spotykała się z niesłabnącą krytyką rodaków. Zarzucano jej nieudolność administracyjną i zatrudnianie znajomych (chodziło głównie o tancerkę Mayris Chaney, także aktora Melvyna Douglasa i Josepha P. Lasha). Krytycznie o pracy OCD wypowiedzieli się w prasie m.in. Walter Lippman, Raymond Clapper oraz stały krytyk pani Roosevelt, Westbrook Pegler<sup>7</sup>.

First Lady krytykowano także za wprowadzanie radykałów do OCD i ... spóźnianie się do pracy. Tłumaczyła się z tego nieraz, zwłaszcza z tego ostatniego zarzutu, bowiem istotnie raz przyszła do pracy później. Było to przed przyjazdem Winstona Churchilla, który miał gościć w Białym Domu w czasie świąt Bożego Narodzenia. Spadły na nią dodatkowe i pilne obowiązki, o których dowiedziała się tuż przed wizytą brytyjskiego premiera<sup>8</sup>.

W styczniu 1942 roku Eleanor Roosevelt miała serię konferencji prasowych w biurze OCD, w których oprócz dziennikarek brali udział także dziennikarze. Starła się przedstawić plany pracy OCD i podjęła się próby obrony tych projektów, wywołujących od początku liczne kontrowersje. W połowie stycznia First Lady wypowiedziała się przeciwko wojskowej kontroli nad OCD, czym wywołała dodatkową falę krytyki<sup>9</sup>.

Eleanor Roosevelt zarówno w publicystyce, jak i w wypowiedziach radiowych starała się bronić własnej wizji obrony cywilnej. Na jednym ze spotkań podkreśliła, że „prawdziwa obrona cywilna polega na takim przygotowaniu społeczeństwa, by ludzie mieli zaufanie do siebie i czuli się bezpieczni w codziennym życiu, opartym na najwyższych zasadach moralnych”<sup>10</sup>.

First Lady twierdziła, że nadal należy prowadzić reformy społeczne i realizować program liberalny Nowego Ładu, którego oddanym rzecznikiem pozostała. Sprzeciwiała się, także publicznie, obcinaniu funduszy na jego agendy, zwłaszcza na Krajową Administrację do Spraw Młodzieży (National Youth Administration, NYA) i Administrację Postępu Robót Publicznych (Works Progress Administration, WPA), broniąc ich zasadności, również w warunkach wojennych. Tym naraziła się bodaj najbardziej, a rozhisteryzowani krytycy byli bliscy oskarżenia jej o dywersję! W prasie podjęto tak

<sup>7</sup> Franklin Delano Roosevelt Library w Hyde Park (FDRL), Eleanor Roosevelt Papers (ERP), Box 3020, f. Amidst Crowded Days, v. I. Wycinki prasowe z grudnia 1941.

<sup>8</sup> Maurine Beasley, *Eleanor Roosevelt and the Media. A Public Quest for Self-Fulfillment*, Urbana-Chicago: University of Illinois Press, 1987, s. 143-148.

<sup>9</sup> FDRL, ERP, Box 3020, f. Amidst Crowded Days, v.I.

<sup>10</sup> FDRL, ERP, Box 3020, f. Amidst Crowded Days, v. I; „Washington Star”, 12 stycznia 1942.

ostrą krytykę jej poczynań, że jeden z dziennikarzy, który chciał przyjść jej z odsieczą, przypominał rodakom, że „wojnę wypowiedziano Japonii, a nie pani Roosevelt”.

W gruncie rzeczy nawet osoby zaprzyjaźnione uważały, że błędem było podjęcie przez Eleanor Roosevelt pracy w OCD. Stała się ona przez to znakomitym punktem ataku dla przeciwników politycznych męża, którego w warunkach wojennych nie ośmielali atakować, ale wykorzystywali okazję i krytykowali żonę, nie dzielającą – jak argumentowali – „strategii wojennej USA”. Kiedy zastrzeżenia pod jej adresem nie ustawały, prezydentowa postanowiła zrezygnować z posady w OCD<sup>11</sup>.

20 lutego 1942 Eleanor Roosevelt złożyła dymisję (wcześniej 11 lutego zrezygnował LaGuardia). W kurtuazyjnym piśmie do nowego dyrektora Jamesa M. Landisa stwierdziła, że jej misja została zakończona i główny cel jej pracy w OCD został zrealizowany. Stworzono strukturę organizacyjną, a kompetentni ludzie nimi zarządzający pozwalają optymistycznie myśleć o dalszej pracy OCD<sup>12</sup>.

Później swoją pracę w OCD Eleanor Roosevelt skwitowała krótko, że było to jedno wielkie nieporozumienie. Tłumaczyła, że podjęła się tego zadania na prośbę Harry’ego Hopkinsa i innych współpracowników prezydenta, uważających, że będzie przydatna. Ona też wierzyła, że jej praca okaże się użyteczna, zwłaszcza że chciała włączyć kobiety w przygotowania obrony cywilnej<sup>13</sup>. Późniejszy rozwój wypadków i japoński atak zmieniły błyskawicznie pierwotne plany OCD, a jej aktywność i zaangażowanie w sprawy obrony cywilnej nie spotkały się z powszechną aprobatą rodaków. „Fala ataków w Kongresie przekonała mnie ostatecznie, że nie będę w stanie prowadzić realnej pracy w OCD, więc 20 lutego ja również zrezygnowałam”<sup>14</sup>.

Po odejściu z OCD Eleanor Roosevelt narzekała, że nie ma w zasadzie zajęcia, a chciałaby być bardziej użyteczna. Kontynuowała prace społeczne, nie rezygnując przy tym z publicystyki, choć pisywała rzadziej i nieregularnie. Nie zaniedbywała jednak „My Day”. Ukazujące się w nim jej artykuły cieszyły się ogromną poczytnością rodaków. Sporo czasu poświęcała

<sup>11</sup> M. Beasley, *Eleanor...*, s. 148; E. Roosevelt, *My Day*, v. I, s. 241.

<sup>12</sup> „New York Times”, 22 lutego 1942.

<sup>13</sup> E. Roosevelt, *My Day*, v. I, s. 216.

<sup>14</sup> Eleanor Roosevelt, *This I Remember*, New York: Harper and Brothers Publishers, 1949, s. 240.

też prezydentowa na zebrania klubów kobiecych i organizacji młodzieżowych<sup>15</sup>.

Eleanor Roosevelt krytycznie wypowiedziała się na temat hysterii i wrogości skierowanej przeciwko Amerykanom japońskiego pochodzenia. W grudniu 1941 roku w trakcie wizyty na Zachodnim Wybrzeżu spotkała się z delegacją młodych Amerykanów japońskiego pochodzenia. Kilkakrotnie też publicznie wyraziła ona swój niepokój z powodu panującej tam hysterii. „Podejrzane akcje, jak stwierdziła, powinny być zgłaszane lokalnym władzom, ale okrutne traktowanie lojalnych obywateli japońskiego lub chińskiego pochodzenia nie jest bynajmniej konieczne”<sup>16</sup>.

W rozmowach z mężem i jego współpracownikami prezydentowa niejednokrotnie wskazywała, że akcja skierowana przeciwko całej grupie etnicznej jest zagrożeniem swobód obywatelskich. Były to okrutne i niesprawiedliwe działania, zwłaszcza w odniesieniu do kobiet i dzieci, w większości zresztą urodzonych w USA<sup>17</sup>.

Gen. John L. DeVitt, dowodzący obroną Zachodniego Wybrzeża, uważał, że ludność pochodzenia japońskiego należy usunąć z wybrzeża, a zwłaszcza z Kalifornii, która mogła stać się obiektem japońskiego ataku. W marcu 1942 roku DeVitt opracował plan wojskowy, żądając opuszczenia przez ludność japońską 200-milowej strefy na wybrzeżu. Prezydent podpisał Civilian Exclusion Order, w wyniku którego ponad 100 tys. osób pochodzenia japońskiego przesiedlono do 9 obozów, zbudowanych głównie na pustyniach Arizony, w górach Utah, piaskach Colorado i równinach Dakoty Południowej.

Faktem jest, że działania administracji wobec Amerykanów japońskiego pochodzenia spotykały się z powszechną aprobatą Amerykanów. Po podjęciu decyzji rządowych w sprawie przesiedlania nawet First Lady, znana skądinąd ze swych odmiennych opinii, publicznie nie krytykowała tych działań i zachowała milczenie w tej kwestii. Dopiero wiosną 1943 roku, za zgodą prezydenta i właściwie na jego prośbę, odbyła inspekcję jednego z takich obozów i wypowiedziała się publicznie na ten temat. Pod koniec kwietnia 1943 roku prezydentowa, wraz z członkami War Relocation Authority, odwiedziła

---

<sup>15</sup> Joseph P. Lash, *Eleanor and Franklin: The Story of Their Relationship*, New York: Norton, 1971, s. 634–640; Eleanor Roosevelt, *The Autobiography*, New York: Harper, 1961, s. 139.

<sup>16</sup> „Washington Star”, 17 grudnia 1941.

<sup>17</sup> Alfred Steinberg, *Mrs. R. The Life of Eleanor Roosevelt*, New York: Putnam Sons, 1958, s. 283–284.

obóz w Gila w Arizonie. W „My Day” napisała o tej wizycie, stwierdzając, że względy bezpieczeństwa pozwalały jedynie część mieszkańców tych obozów zatrudnić w przemyśle. Reszta zaś mieszkała w „schludnych barakach i zajmowała się uprawą roli”, zwłaszcza warzyw i kwiatków<sup>18</sup>.

Jesienią 1943 roku Eleanor Roosevelt kolejny raz zabrała głos na temat polityki administracji wobec ludności pochodzenia japońskiego. W jednym z artykułów starała się wytłumaczyć rodakom posunięcia rządowe, które podjęto po Pearl Harbor, co wtedy – jak tłumaczyła – miało swoje uzasadnienie wojskowe. Ale wielu młodych ludzi, jak pisała First Lady, nie rozumiało takiego traktowania obywateli USA. W ramach tej akcji, oprócz ludności japońskiej urodzonej w Japonii, przesiedlono też około 80 tys. Japończyków urodzonych w USA i tam kształconych (Nissei), z których 72% nigdy nawet nie odwiedziło Japonii. Przesiedlenia były powodowane względami bezpieczeństwa, jak pisała prezydentowa. I natychmiast dodała, że lojalni obywatele mogą wszak opuszczać obozy i zajmować się swoim biznesem. Eleanor Roosevelt apelowała do rodaków, by nie traktowali ich jak wrogów<sup>19</sup>. Prezydentowa dyskretnie pisała o lojalnych obywatelach japońskiego pochodzenia. Zdawała sobie doskonale sprawę z tego, że naruszono wolność wielu ludzi, co nie było zgodne z amerykańską demokracją, a zarazem było dla niej zagrożeniem. Eleanor Roosevelt nie ośmieliła się wszak na słowa krytyki pod adresem tejże polityki, wiedząc, że w warunkach wojennych byłoby to bardzo źle przyjęte przez opinię publiczną. Zresztą i dla niej daleko ważniejsze były inne kwestie, którym poświęcała znacznie więcej uwagi. Ale prywatnie i w rozmowach ze współpracownikami Eleanor Roosevelt nigdy nie ukrywała, że zbiorowe przesiedlenia Japończyków były niebezpiecznym precedensem, o którym mówiła krytycznie.

Biały Dom, także w czasie wojny, tętnił życiem. Podejmowano tam wielu gości, choć na prośbę służb specjalnych znacznie ograniczono wizyty publiczności. First Lady, jak nieraz utyskiwała służba, zapraszała nadal wielu przyjaciół i licznych współpracowników. Wiecznie dzwoniły telefony i wszędzie widoczne było zamieszanie, zwłaszcza kiedy prezydentowa pojawiała się w rezydencji. Prezydent miał nawet kiedyś żartobliwie nazwać Biały Dom „miłym hotelem”, w którym stale coś się dzieje. On jednak, choć był jego gospodarzem, nigdy nie wiedział dokładnie, kto tam przebywał. Domyślał się, że byli to pewnie goście małżonki, równie zapracowani i zaabsorbowani

<sup>18</sup> M. Beasley, *Eleanor...*, s. 149; E. Roosevelt, *My Day*, v. I, s. 289.

<sup>19</sup> „Collier's”, 16 października 1943, s. 21, 71.

działalnością publiczną. Kiedy prezydentowa pojawiała się w Białym Domu, robiło się tam ruchliwie i gwarно, po czym po jej wyjeździe „wszystko wracało do normy”<sup>20</sup>.

J. B. West, który od połowy marca 1941 roku rozpoczął pracę w Białym Domu jako majordomus, szybko zorientował się, że „pojawiały się tam dwa rodzaje gości: ludzie prezydenta i ludzie prezydentowej”. Niektórzy z nich mieszkali od miesięcy, inni po parę tygodni albo tylko kilka dni. Stałymi mieszkańcami byli m.in. bliski i zaufany współpracownik prezydenta, Harry Hopkins oraz jego osobista sekretarka, Marguerite „Missy” LeHand, a także dziennikarka i przyjaciółka Eleanor Roosevelt, Lorena Hickok. Często bywalcami byli też współpracownicy i przyjaciele prezydentowej, m.in. działacz młodzieżowy Joseph P. Lash. Pojawiali się tam także „goście na chwilę”, zabrani czasem przez First Lady... z ulicy i zaproszeni na herbatę czy lunch<sup>21</sup>.

Jednym z pierwszych gości zagranicznych po ataku na Pearl Harbor był premier brytyjski, Winston Churchill. Przybył 22 grudnia 1941 wraz ze sztabem kilkudziesięciu ekspertów, głównie wojskowych, i gościł w Białym Domu kilka tygodni. Spędził z Rooseveltami również Boże Narodzenie, które tym razem było „mało rodzinne”, gdyż ich synowie byli na wojnie, a synowie z wnukami spędzały święta w swoich domach. Brytyjski gość został dłużej, wypracowując z Rooseveltem plany współpracy wojennej oraz zarys organizacji międzynarodowej dla zachowania pokoju (w przyszłości ONZ). Służba zapamiętała tę barwną postać, o której potem krążyły rozliczne legendy. Na śniadanie ponoć zamiast soku pomarańczowego zażył sobie... brandy<sup>22</sup>.

Od początku 1942 roku do Białego Domu zaczęły przyjeżdżać księżę i królewskie rodziny z ogarniętej wojną Europy oraz osobistości polityczne z całego świata. Jednym z pierwszych zagranicznych gości Rooseveltów w styczniu 1942 roku była księżna Norwegii Marta z dziećmi. Potem, w czerwcu 1942 roku, goszczono królewską parę z Grecji i króla Piotra z Jugosławii, a w sierpniu 1942 roku – królową Holandii Wilhelminę z córkami i wnuczkami<sup>23</sup>.

---

<sup>20</sup> J. B. West, *Upstairs at the White House. My Life with the First Ladies*, New York: Coward, McCann & Geoghegan, 1973, s. 18–19; Geoffrey C. Ward, *Closest Companion. The Unknown Story of the Intimate Friendship between Franklin Roosevelt and Margater Suckley*, New York-Boston: Houghton Mifflin, 1995, s. 188–189.

<sup>21</sup> J. B. West, op. cit., s. 18–21.

<sup>22</sup> J. B. West, op. cit., s. 38–39.

<sup>23</sup> Edith Helm, *The Captains and the Kings*, New York: Putnam, 1954, s. 207 i n.

Bardzo barwną postacią była pani Chiang Kai-szek, którą podejmowano z wielkimi honorami w Białym Domu w lutym 1943 roku. Było to zresztą powodem narzekań personelu, który nawet po latach, z niejakim przerażeniem, wspominał jej wymagania i żądania<sup>24</sup>.

Już wcześniej Eleanor Roosevelt zgłosiła swoją gotowość jako ochotniczka Czerwonego Krzyża do złożenia wizyty w krajach europejskich ogarniętych wojną. Był to pomysł zbyt niebezpieczny, jak uznali doradcy prezydenta<sup>25</sup>. Niedługo potem, jesienią 1942 roku, First Lady przyjęła zaproszenie brytyjskiej pary królewskiej, by zapoznać się z sytuacją i wysiłkiem wojennym Anglii.

W Wielkiej Brytanii Eleanor Roosevelt przebywała od 23 października do 17 listopada 1942, a jej podróży przypisywano znaczną rolę polityczną. Planowaną wizytę, ze względu na jej bezpieczeństwo, ukrywano skrzętnie przed mass mediami. Dopiero po jej przybyciu do Londynu w prasie brytyjskiej ogłoszono, że amerykańska First Lady gości na zaproszenie króla i królowej. Miała ona zapoznać się z wysiłkiem wojennym brytyjskich kobiet i odwiedzić oddziały amerykańskie<sup>26</sup>.

Prezydentową powitała osobiście para królewska, która podejmowała ją gościnnie i serdecznie. Eleanor Roosevelt niebawem zorientowała się, że wojna dotarła także do Pałacu Buckingham. Racjonowanie opału oznaczało, że był on praktycznie nieopalaný. Ponadto jedno z jego skrzydeł było poważnie uszkodzone po zrzuconiu tam bomby. Ograniczone racje żywnościowe także przypominały o wojnie, choć, jak wspominała First Lady, podawane były na dobrej, starej zastawie<sup>27</sup>.

Prezydentowa podróżowała ze swoją sekretarką Malwiną Thompson, i tak jak wszyscy pasażerowie, mogła jedynie mieć 44-funtowy bagaż. Ograniczyło to poważnie jej ewipunek na ponad 3-tygodniowy pobyt w Wielkiej Brytanii. Jak potem lubiła opowiadać, zabrała ze sobą tylko jeden strój wieczorowy i kilka niezbędnych ubiorów na wszelkie przyjęcia i oficjalne uroczystości. W przeogromnej szafie jej parę ubrań musiało zdumiewać i intrygować służbę w Pałacu Buckingham<sup>28</sup>.

<sup>24</sup> J. B. West, op. cit., s. 41–43; E. Helm, op. cit., s. 221 i n.

<sup>25</sup> Doris Kearns Goodwin, *No Ordinary Time. Franklin and Eleanor Roosevelt: The Home Front in World War II*, New York: Simon and Schuster, 1994, s. 83.

<sup>26</sup> FDRL, ERP, Box 2963, 190.3. Trip File: England. Diary and Itineraries.

<sup>27</sup> Ibidem, s. 7–9.

<sup>28</sup> E. Roosevelt, *My Day*, v. I, s. 261; E. Roosevelt, *This I...*, s. 265.

Para królewska zabrała ją do katedry św. Pawła, gdzie First Lady zobaczyła przerażające zniszczenia. Poinformowała o tym rodaków w „My Day”, uzmysławiając im, że zniszczone historyczne budowle i piękne kościoły są niepowetowaną stratą dla całej ludzkości<sup>29</sup>.

W kolejnych dniach amerykańska prezydentowa spotykała się z różnymi ugrupowaniami kobiecymi i dyskutowała o ich udziale w wysiłku wojennym Wielkiej Brytanii. Złożyła także wizytę w brytyjskim i amerykańskim Czerwonym Krzyżu. W kolejnych relacjach Eleanor Roosevelt poinformowała rodaków o brytyjskim wysiłku wojennym, w który zaangażowany był cały naród. Nadmieniła, że spotkane przez nią córki Churchilla są oficerami<sup>30</sup>.

W trakcie kolejnych tygodni amerykańska First Lady odwiedziła fabryki amunicji i rozmaite formacje wojskowe. Spotkała się też z wielu osobistościami angielskimi oraz politykami i przedstawicielami rządów emigracyjnych w Londynie. Każdy jej dzień był starannie zagospodarowany. 28 października 1942 Eleanor Roosevelt spotkała się z delegacją polską, która prosiła ją o pomoc dla polskich więźniów w ZSRR, a następnie z królem Grecji i premierem Belgii. Kilka dni później, 31 października, First Lady rozmawiała z Janem Masarykiem i Edwardem Benešem, a następnie z królową holenderską Wilhelminą<sup>31</sup>.

Amerykańska prezydentowa odwiedziła też kantinę Czerwonego Krzyża, którą zarządzała kuzynka, żona Theodore’a Roosevelta Jr., oraz amerykańskich żołnierzy, którzy niebawem zostali wysłani do Afryki Północnej (o czym podobno nie wiedziała). Spotkała się także z synem Elliottem, który stacjonował w Wielkiej Brytanii<sup>32</sup>.

8 listopada 1942, a więc w trakcie pobytu Eleanor Roosevelt w Wielkiej Brytanii, rozpoczęło się lądowanie aliantów we francuskiej Afryce Północnej, a w 3 dni później zdobyto Casablankę. Jak pisała w „My Day” 10 listopada 1942, przeżyła wtedy w Londynie niezwykle chwile. Wszędzie odczuwało się radosne podniecenie i uczucie, że „teraz walczymy wspólnie”, jak informowała rodaków. Na każdym kroku ludzie dziękowali jej za udział Amerykanów w wysiłku wojennym aliantów i wyrażali nadzieję, że nareszcie zaczął się „początek końca Hitlera”<sup>33</sup>.

<sup>29</sup> FDRL, ERP, Box 3085, f. My Day (z 26 października 1942).

<sup>30</sup> E. Roosevelt, *My Day*, v. I, s. 264–265.

<sup>31</sup> FDRL, ERP, Box 2963, 190.3, Trip File: England. Diary and Itineraries.

<sup>32</sup> E. Roosevelt, *My Day*, v. I, s. 260–262.

<sup>33</sup> FDRL, ERP, Box 3085, f. My Day.



Eleanor Roosevelt uważano powszechnie za specjalnego wysłannika prezydenta, tym serdeczniej i z większą atencją ją przyjmowano. Niesamowita witalność i jej niespożyta energia zdumiewały już nie tylko rodaków, ale i jej gospodarzy. Churchill, u którego gościła w Chequers, był również pod wrażeniem jej niezwyklej aktywności i energii. W serdecznym liście napisał potem, że „zostawiła tam ślady złotych stóp”<sup>34</sup>.

17 listopada Eleanor Roosevelt w „Dzienniku” pisała z wdzięcznością o pomocy wielu ludzi, którzy przyczynili się do sukcesu tej wizyty. Zapoznanie się z organizacją brytyjskiej obrony cywilnej, wojskowymi formacjami kobiecymi, pracą fabryk amunicji i doświadczenia wojenne Anglików mogły, jej zdaniem, przydać się Amerykanom<sup>35</sup>.

Dzień później Eleanor Roosevelt odnotowała, że kiedy po 26 godzinach podróży zobaczyła na lotnisku krzątających się agentów ochrony, wiedziała, że prezydent przybył, by ich powitać. Jeszcze tego samego dnia zdała mu pośpieszną relację z wizyty i odpowiedziała na liczne pytania dotyczące sytuacji wojennej Anglii. „Później czytał on mój »Dziennik«, a nawet, co mnie zaskoczyło, czytał także moją kolumnę”, napisała z nieukrywaną satysfakcją<sup>36</sup>. Prezydent został w ten sposób dobrze poinformowany o sytuacji Anglii i jej wysiłku wojennym, także o potrzebach zaopatrzeniowych alianta. Różne notatki i „Dziennik” z podróży Eleanor Roosevelt były znakomitym źródłem informacji, które wykorzystywała również w swoim piarstwie, zwłaszcza w „My Day”.

Niestrudzona First Lady sumiennie wypełniała swoje obowiązki, znajdując zawsze czas na publicystykę. Rodaków regularnie informowała w „My Day” o wydarzeniach wojennych, spotkaniach w Białym Domu, a nieraz także o podejmowanych tam decyzjach. Robiła to czasem z pewnym opóźnieniem i dyskretnie, zwłaszcza kiedy pisała o ważnych decyzjach zapadających na szczycie. Podobno służby szpiegowskie żywo interesowały się jej piarstwem, pilnie studiując zwłaszcza „My Day”.

Wraz z rozwojem wydarzeń wojennych i amerykańskim zaangażowaniem słynne hasło prezydenta „Dr. New Deal” zastąpiono nowym, „Dr. Win the War” (w grudniu 1943 roku na konferencji prasowej prezydent wręcz to ogłosił). Mąż oraz Hopkins, jak wspominała Eleanor Roosevelt, pochłonięci byli bez reszty sprawami wojny, odkładając reformy społeczne Nowego Ładu.

---

<sup>34</sup> Joseph P. Lash, *„Life Was Meant to Be Lived”. A Centenary Portrait of Eleanor Roosevelt*, New York-London: Norton, 1984, s. 106; A. Steinberg, op. cit., s. 293–294.

<sup>35</sup> FDRL, ERP, Box 3085, f. My Day.

<sup>36</sup> FDRL, ERP, Box 2963, 190.3. Trip File: England. Diary and Itineraries, s. 78–79.

Prezydentowa nie do końca podzielała ich podejście, choć nie kwestionowała priorytetu. Chciała jednak kontynuować reformy społeczne i walkę o prawa obywatelskie dla grup dyskryminowanych i pokrzywdzonych. Twierdziła, że programy pomocy medycznej powinny obejmować nie tylko żołnierzy, ale także dzieci i młodzież. „Harry Hopkins nie chciał o tym słyszeć. On uważał, że pieniądze nie powinny być przeznaczane na inne cele niż bezpośrednio na prowadzenie działań wojennych. Prawdopodobnie miał rację, ale nigdy w pełni nie podzielałam jego opinii”, pisała<sup>37</sup>.

First Lady nadal zajmowała się sprawami młodych ludzi, zwłaszcza Murzynów, teraz często będących żołnierzami. Nierzadko interweniowała w ich sprawach. Zwracała się nieraz do sekretarza wojny Henry’ego L. Stimsona, prosząc „o właściwą uwagę”, „należyte potraktowanie” czy pomoc w najrozmaitszych problemach. Pisała czasem, że nie chciała przeszkadzać prezydentowi, który był bardzo zajęty, ale – jak dodała – wiedział o sprawie i chciałby to jakoś wypracować. Interweniowała też u sekretarza wojny, o czym świadczy m.in. list z 8 marca 1943, w sprawie dyskryminacji żołnierzy murzyńskich w jednym z obozów wojskowych w New Mexico<sup>38</sup>. Eleanor Roosevelt nadal więc zajmowała się sprawami ważnymi, trudnymi i niepopularnymi, które zaniedbywano bądź odkładano – z powodu wojny – „na potem”. Ona zaś nie chciała tego odkładać ani usprawiedliwiać „wyższymi względami”. Była uparta i konsekwentna w podnoszeniu aktualnych i pilnych kwestii społecznych, broniąc ich z równą determinacją jak przedtem. Pozyskiwała w ten sposób wdzięczność podobnie myślących Amerykanów, choć jednocześnie spotykała ją krytyka innych, także z kręgów rządowych.

Już od końca lat trzydziestych prezydentowa podnosiła niejednokrotnie kwestię pomocy uciekinierom z okupowanych przez Niemcy państw europejskich. W amerykańskim establishmencie uchodziła za ich rzeczniczkę, zwłaszcza żydowskich dzieci. Rozmawiała na ten temat nie tylko z mężem, ale i pracownikami z Departamentu Stanu, by umożliwić przyjęcie uciekinierów poza limitem imigracyjnym lub pomóc im w osiedleniu się gdzieś poza Europą. Spotykała się często nie tylko z brakiem zrozumienia, ale i z niechętnym stanowiskiem urzędników, m.in. asystenta z Departamentu Stanu

<sup>37</sup> E. Roosevelt, *This I...*, s. 239.

<sup>38</sup> FDRL, ERP, Box 377, f. Henry L. Stimson, 1942; Box 398, f. Henry L. Stimson, 1943.

Beckinridge'e Longa, przeciwnego powiększeniu puli imigracyjnej dla żydowskich uciekinierów<sup>39</sup>.

Eleanor Roosevelt prowadziła ożywioną korespondencję w tej sprawie, jak również innych interwencyjnych kwestiach, z zaprzyjaźnionym od lat Sumnerem Wellesem, podsekretarzem w Departamencie Stanu. We wrześniu 1942 roku, w jednym z listów do niego, pytała go, „czy da się coś zrobić w sprawie deportacji Żydów z Vichy?”. W odpowiedzi podsekretarz stanu stwierdził, że kilkakrotnie składał protest na ręce rządu francuskiego, co chyba „nie zrobiło wrażenia na Lavalu, który postanowił tych nieszczęśliwych deportować do krajów ich pochodzenia, w ręce oprawców”<sup>40</sup>.

Z korespondencji z Wellesem wynika, że Eleanor Roosevelt konsultowała się z nim w wielu kwestiach. Radziła się nieraz, czy i w jakim stopniu może własne opinie i przemyślenia wykorzystać w publicystyce. Znakomitym tego przykładem jest sprawa polskich więźniarek z niemieckich obozów koncentracyjnych. Za pośrednictwem ambasady RP w Waszyngtonie Eleanor Roosevelt otrzymała list z 8 lipca 1942 od Flory McPershon, Angielki zamężnej z Polakiem. Pisała ona o dramatycznym położeniu więźniarek w Ravensbrück i dołączyła sprawozdanie z obozu, szczegółowo przedstawiające panujące tam warunki. Dopelnieniem tej dokumentacji były zdjęcia z masowych egzekucji. McPershon – jak pisała – miała nadzieję, że ta informacja wstrząśnie opinią publiczną wolnego świata. Prosiła Eleanor Roosevelt, by przekazała te dane do Senatu i Kongresu, a także wykorzystała w swoim piarstwie<sup>41</sup>.

Jak wynika ze źródeł, Eleanor Roosevelt konsultowała ten problem z prezydentem, o czym świadczy jego notatka do niej z 24 sierpnia 1942<sup>42</sup>. Niedługo potem, po konsultacji z Departamentem Stanu, dano jej wolną rękę w wykorzystaniu tych materiałów w aktywności publicznej i publicystyce. Jesienią 1942 roku Eleanor Roosevelt poinformowała rodaków o barbarzyństwie nazizmu, a w swoich wypowiedziach pokazała prawdziwe życie obozowe, niejednokrotnie cytując relacje polskich więźniarek. 24 września 1942 również w „My Day” wzmiankowała o okrucieństwach hitlerowskich<sup>43</sup>.

---

<sup>39</sup> FDRL, Eleanor Roosevelt Oral History Transcripts (EROHT), Trude Lash, s. 14–17. O Longu Eleanor Roosevelt wyrażała się nieraz krytycznie. W jednej z rozmów z mężem nazwała go faszystą.

<sup>40</sup> FDRL, ERP, Box 378, f. Sumner Welles, September-December, 1942.

<sup>41</sup> FDRL, ERP, Box 378, f. Sumner Welles, June-August, 1942.

<sup>42</sup> FDRL, ERP, Box 378, f. Sumner Welles, September-December, 1942. Prezydent radził, by przed zabraniem głosu w tej sprawie porozumiała się z Wellesem.

<sup>43</sup> FDRL, ERP, Box 3085, f. My Day.

Amerykańska prezydentowa nadal więc zajmowała się sprawami niepopularnymi i niewygodnymi bądź przemilczanymi. Do nich też należał dramat ludności żydowskiej w okupowanej przez Niemców Europie, o którym, choć z pewnym opóźnieniem, poinformowano również amerykańskie kręgi rządowe. Podjęta przez hitlerowców masowa eksterminacja ludności żydowskiej spotykała się przez jakiś czas z niedowierzaniem w Ameryce. Jednak w 1943 roku trudno mówić, że za oceanem nie wiedziano czy nie zdawano sobie sprawy z rozmiarów prześladowań, zwłaszcza że z różnych źródeł docierały tam informacje na ten temat. 28 lipca 1943 ambasador Polski Jan Ciechanowski i kurier polskiego podziemia Jan Karski złożyli wizytę prezydentowi USA i poinformowali go o dramacie ludności żydowskiej i wymordowaniu – wg ówczesnych szacunków – około 1,8 mln Żydów<sup>44</sup>.

W ten sposób Roosevelt i jego najbliższe otoczenie uzyskało aktualne i wiarygodne informacje. Można przypuszczać, że prezydent poinformował również żonę o tych sprawach. Była ona również informowana o położeniu ludności żydowskiej na terytoriach okupowanych przez Niemcy przez zaprzyjaźnioną z nią od lat żoną sekretarza skarbu Henry'ego Morgenthau – Elinor. Także rabin Stephen Wise składał często wizyty w Białym Domu i z pewnością tematyka żydowska była tam nieraz podejmowana.

13 sierpnia 1943 First Lady poinformowała rodaków o dramatycznym losie Żydów i o tym, że rozmawiała z wielu osobami, które starały się opracować plan pomocy Żydom w Europie. Z przerażeniem myślała o okrucieństwach i prześladowaniach, czego „cywilizowane narody nie mogą tolerować”. Przyznała, że choć nie wie, jak ratować Żydów, ale wie, że „jest to powinność i trzeba podjąć kroki w tej mierze”<sup>45</sup>. W kolejnych miesiącach wielokrotnie tę kwestię podnosiła, monitując i apelując do rodaków o pomoc.

Szczególną rolę, początkowo chyba niedocenioną, odegrała Eleanor Roosevelt w budowaniu morale żołnierzy amerykańskich. W latach II wojny światowej odbyła ona podróże do baz wojskowych, m.in. na Pacyfiku (1943) i w rok później na Karaibach, przeprowadzając w nich inspekcje.

W dniach 17 sierpnia–23 września 1943 First Lady, na prośbę małżonka i w jego zastępstwie, odbyła jedną z ważniejszych wizyt wojennych. Przebywała w Australii, Nowej Zelandii i na 17 innych wyspach w rejonie Pacyfiku,

<sup>44</sup> Jan Ciechanowski, *Defeat in Victory*, Garden City: Doubleday, 1947, s. 180–182.

<sup>45</sup> E. Roosevelt, *My Day*, v. I, s. 302–303.

pokonując na wojskowym „Liberatorze” około 23 tys. mil. Eleanor Roosevelt odwiedziła – jak potem oszacowano – około 400 tys. żołnierzy<sup>46</sup>.

„The Pacific Time” 29 sierpnia 1943 poświęcił interesujący artykuł na temat wizyty Eleanor Roosevelt. Jak pisał dziennikarz, już wcześniej spodziewano się, że „ktoś ważny przybędzie z USA”, ale do końca nie wiedziano kto. Wizyta prezydentowej, a zwłaszcza jej styl, były miłym zaskoczeniem. Odwiedzała ona szpitale, placówki Czerwonego Krzyża, kantyny, pralnie, jadalnie etc. Jak pisano w gazecie: „Ujęła wszystkich swoją serdecznością, naturalnością i matczyną troską o los każdego żołnierza. Rozmawiała z wielu żołnierzami, odpowiadała na pytania o prezydenta, opowiedziała chłopcom, jak wygląda Broadway nie oświetlony, złożyła tysiące autografów i pozowała do licznych zdjęć”<sup>47</sup>.

Wizyta pani Roosevelt w Australii była bardzo ciepło komentowana przez miejscową prasę. Wiele o niej pisano, informując o odwiedzinach w oddziałach żołnierskich, kantynach, szpitalach i wielu innych miejscach. Zamieszczono liczne zdjęcia prezydentowej, zazwyczaj w uniformie Czerwonego Krzyża, z nieodłącznym uśmiechem, pozdrawiającą i witającą gospodarzy i rodaków. Gazety w Sydney szeroko komentowały odwiedzinę tej „dynamicznej”, „z poczuciem humoru”, „energicznej i nieustrudzonej” First Lady. Przy okazji popularyzowano „My Day” i zamieszczano przedruki z tej poczytnej kolumny z ostatnich dni<sup>48</sup>.

Dowódca sił alianckich w Australii i na południowym Pacyfiku, gen. Douglas MacArthur, nie był zachwycony perspektywą wizyty Eleanor Roosevelt, a szef operacji morskich na Pacyfiku, admirał William F. Halsey, był początkowo wręcz jej przeciwny. Nie bardzo wiedział, jak miał przyjąć prezydentową w swoich oddziałach. Nie chciał zwłaszcza jej gościć na Guadalcanal, gdzie przed miesiącem zakończono krwawe 6-miesięczne boje<sup>49</sup>. Admirał zmienił zdanie, gdy ją zobaczył w akcji – witającą żołnierzy, pocieszającą ich i gawędzącą z nimi, nieustrudzoną i zawsze uśmiechniętą. Przemierzała ona – samolotem, autem, a także koleją – nieraz tysiące kilometrów, by spotkać się z żołnierzami. Prezydentowa z każdym porozmawiała, uściśliła

<sup>46</sup> M. Beasley, *Eleanor...*, s. 158.

<sup>47</sup> FDRL, ERP, Box 2982, 190.4. Trip File: Pacific Theatre. Diary and Correspondence (wycinki prasowe).

<sup>48</sup> FDRL, ERP, Box 2983, 190.4. Trip File: Bound Press Clippings and Scrapbook, 1943.

<sup>49</sup> E. Roosevelt, *My Day*, v. I, s. 305. Odwiedziła tam swego przyjaciela Josepha P. Lasha.

dłoń, zabrała listy do USA lub obiecała kontakt telefoniczny z rodziną etc. Te personalne kontakty okazały się niezwykle użyteczne.

Amerykańscy żołnierze byli pod wrażeniem wizyty Eleanor Roosevelt. Jak pisał jeden z rekonwalescentów w liście do przyjaciół, First Lady zazwyczaj ich swoją obecnością i zjadła z nimi, pacjentami, lunch w miejscowej messie. Z satysfakcją dodał: „Choć mogła gościć u generalnego gubernatora lub innej grubej ryby, wybrała nas, płotki”<sup>50</sup>.

Z Guadalcanal Eleanor Roosevelt dzieliła się wrażeniami z rodakami w „My Day”. Pisała o cmentarzu żołnierskim, gdzie spoczywali amerykańscy chłopcy. Część z nich zginęła w bojach na bagnach, w dżungli i nie miała nawet swoich grobów. Ale, jak pisała First Lady, „gdziekolwiek spoczywają, jest to uświęcone miejsce, bo złożyli swoje życie w ofierze, by inni mogli żyć wolni w pokojowym świecie”. I natychmiast dodała, że najlepszym sposobem upamiętnienia tych bohaterskich żołnierzy będzie zbudowanie lepszego świata, by ich ofiara nie poszła na marne<sup>51</sup>.

W jednym z listów do Hickok z 12 września 1943 Eleanor Roosevelt opisywała swoją podróż do Australii. Informowała przyjaciółkę o swoich wizytach w jednostkach wojskowych i szpitalach oraz spotkaniach z udziałem ważnych osobistości wojskowych i przede wszystkim żołnierzy, dla których miała również dwa wystąpienia radiowe. Skromnie dodała, że zaczyna myśleć, że zrobiła „dobrą robotę”, choć przyznała, iż czuje się bardzo zmęczona. First Lady wróciła z 5-tygodniowej podróży do domu wyczerpana i wychudzona (schudła około 30 funtów), ale zadowolona, że spełniła misję, z jaką ją wysłał mąż. Natychmiast też zdała prezydentowi relację z tej wizyty i urządziła konferencję prasową<sup>52</sup>.

W marcu 1944 roku pani Roosevelt wysłana została jeszcze z jedną misją – na Karaiby i do Ameryki Południowej. Zgodnie z życzeniem prezydenta miała odwiedzić stacjonujących tam amerykańskich żołnierzy i przekazać jego przesłanie. Przede wszystkim miała ich zapewnić, że pełnią – choć z dala od frontu – ważną patriotyczną służbę, o czym rząd USA pamięta i docenia ich poświęcenie<sup>53</sup>.

W dniach od 4 do 28 marca 1944 Eleanor Roosevelt przemierzyła ponad 13 tys. mil, odwiedzając m.in. Kubę, Jamajkę, Puerto Rico, Antigua,

<sup>50</sup> FDRL, Anna Halsted Papers, Box 57, f. Eleanor Roosevelt, January-June 1943.

<sup>51</sup> E. Roosevelt, *My Day*, v. I, s. 308–339 (19 września 1943).

<sup>52</sup> FDRL, ERP, Box 2982, 190.4. Trip File: Pacific Theatre. Diaries and Correspondence. Ale o konferencji napisała w „Dzienniku”: „Nie mogę jej uznać za sukces”.

<sup>53</sup> E. Roosevelt, *This I...*, s. 319.

St. Lucia, Trinidad, Gujanę Holenderską oraz Brazylię. W drodze powrotnej zatrzymała się w Georgetown w Gujanie Brytyjskiej, La Guaira i Caracas w Wenezueli, na wysepkach Curacao i Aruba oraz wielu innych miejscach w Columbii i Panamie<sup>54</sup>. Na Galapagos, z towarzyszącą jej Malwiną Thompson, były ponoć pierwszymi Amerykankami na wyspie. Eleanor Roosevelt wszędzie spotykała się z osobistościami politycznymi, a przede wszystkim z amerykańskimi oddziałami. Starła się podnosić morale żołnierzy, stacjonujących z dala od ojczyzny i – jak pisano w prasie – osamotnionych i rozgoryczonych, gdyż „zapomnianych” przez rząd USA<sup>55</sup>.

30 marca 1944 Eleanor Roosevelt podsumowała wrażenia z tej wizyty. Z uznaniem pisała o misji amerykańskich oddziałów, których głównym zadaniem była ochrona powietrzna i morska tych terytoriów oraz budowanie klimatu zrozumienia i dobrego sąsiedztwa. First Lady przyznała, że bazy na Karaibach były dobrze zorganizowane, a oddziały, zważywszy na wojnę i tamtejszy klimat, miały całkiem dobre warunki. Uznała jednak, że żołnierze tam stacjonujący i czekający na dyspozycje i akcję, powinni być rotowani. Dla ich zdrowia psychicznego i fizycznego należało, jej zdaniem, zapewnić im również więcej sportowej aktywności, rekreacji, a także pracy<sup>56</sup>.

Spotkania First Lady z żołnierzami miały doniosłe znaczenie, bowiem nawiązywała ona – z charakterystyczną dla niej łatwością – bezpośredni i serdeczny kontakt z nimi. 24 kwietnia 1944 w liście do niej mjr Joseph D. Patch z Trynidadu, dziękując za odwiedzin, pisał: „Przyniosła im pani atmosferę domu, czego prawdopodobnie nikt inny nie mógłby uczynić”. Przytaczał komentarze swoich podwładnych, którzy byli ujęci jej bezpośredniością i zaszczyceni, że mogli ją spotkać osobiście i zjeść z nią posiłek w messie. Jeden z ranych żołnierzy – jak relacjonował dowódca – pisał potem do domu, że po spotkaniu i rozmowie z Eleanor Roosevelt miał wrażenia, że „przybyła tu... by osobiście spotkać się ze mną”<sup>57</sup>.

Amerykańscy przedstawiciele dyplomatyczni z Karaibów i państw Ameryki Południowej w raportach do sekretarza stanu z uznaniem pisali o wycie Eleanor Roosevelt. Zazwyczaj podkreślali, że przyczyniła się ona nie

---

<sup>54</sup> FDRL, ERP, Box 2984, 190.5. Trip File: Carribean Area. Diary, Inteneraries, 1944. Departament Stanu szczegółowo opracowywał jej trasę podróży i oficjalne spotkania z gospodarzami w odwiedzanych krajach.

<sup>55</sup> M. Beasley, *Eleanor...*, s. 159; A. Steinberg, op. cit., s. 298.

<sup>56</sup> E. Roosevelt, *My Day*, v. I, s. 336–337.

<sup>57</sup> FDRL, ERP, Box 2984, 190.5. Trip File: Carribean Area. Diary, Intineraries, 1944.

tylko do podbudowania morale amerykańskich żołnierzy, ale także do poprawy stosunków USA z tymi krajami<sup>58</sup>.

Inspekcje i odwiedziny amerykańskich oddziałów przez prezydentową zjednały jej ogromną sympatię i uznanie milionów Amerykanów, dowiadujących się o tym z pierwszych stron gazet. Jej niestrudzona aktywność, a zwłaszcza spotkania z żołnierzami, były z wdzięcznością przyjmowane przez amerykańskie żony i matki chłopców służących na wojnie. Eleanor Roosevelt była rzeczywiście jedną z nich, dzielącą ich troski i zmartwienia, bowiem jej czterej synowie również walczyli. Jak nieraz pisano, była nie tylko Pierwszą Damą USA, ale stała się również „Pierwszą Matką USA”<sup>59</sup>.

Jednak te wizyty i inspekcje Eleanor Roosevelt spotykały się także z krytyką rodaków. Pisali oni do niej nieraz pełne oburzenia listy, zarzucając jej „marnotrawstwo cennego paliwa” na tak odległe podróże samolotowe. Inni pytali ją o szczegóły „tych kosztownych wakacji”. Jakiś anonimowy autor pisał, że lepiej by było, gdyby została w domu i zajęła się mężem, a nie sprawami politycznymi. A na koniec zadał retoryczne pytanie: „I kto tu jest prezydentem?!”<sup>60</sup>

W prasie również pojawiały się czasem oburzone głosy z sugestią, by Eleanor Roosevelt „zajęła się robótkami ręcznymi” i nie odbywała tak kosztownych wyjazdów na koszt armii USA. Prezydentowa, broniąc zasadności tych podróży, tłumaczyła się nieraz przed rodakami. Objasniała też, że dochody za artykuły opisujące te wizyty przeznaczala na potrzeby Czerwonego Krzyża i organizacji kwakerskich<sup>61</sup>.

O tym, że Harry S. Truman będzie wraz Rooseveltem kandydować w wyborach prezydenckich w 1944 roku, dowiedziała się First Lady... z gazet. Osobiście miała inne kandydatury (m.in. Williama O. Douglasa). Interesowała się kampanią wyborczą i przede wszystkim pragnęła zwycięstwa Franklina, by „dokończył dzieło”. Widziała w nim wielkiego męża stanu i była przekonana, że tylko on może zakończyć wojnę i urządzić powojenny pokojowy świat, zgodnie z oczekiwaniami rodaków. Ale kampania 1944 roku była – jak potem wyznała – najgorsza ze wszystkich, głównie ze względu

<sup>58</sup> Ibidem.

<sup>59</sup> J. B. West, op. cit., s. 38; Lois Scharf, *Eleanor Roosevelt: First Lady of American Liberalism*, Boston: Twayne, 1987, s. 126–127.

<sup>60</sup> FDRL, ERP, Box 2984, 190.5. Trip File: Carribean Area. Diary, Intineraries, 1944.

<sup>61</sup> Tamara K. Hareven, *Eleanor Roosevelt. An American Conscience*, Chicago: Quadrangle Books, 1968, s. 160.



na niewybredne ataki personalne i oszczerstwa pod adresem zarówno prezydenta, administracji, jak i rodziny Rooseveltów oraz ich przyjaciół. W jednym z wystąpień prezydent nawet powiedział, że kiedy jego republikańskim oponentom zabrakło już osób z rodziny „do opluwania i atakowania”, zabrali się za jego ulubieńca, legendarnego psa o imieniu Fala<sup>62</sup>.

W kampanii prezydenckiej 1944 roku Roosevelt nie brał zbyt aktywnego udziału. Zręcznie posługiwano się argumentem, że jest nadto zajęty sprawami wojny i planami urzędzenia powojennego świata. W gruncie rzeczy był on po prostu już wtedy bardzo poważnie chory i – zgodnie z zaleceniami lekarzy – starano się ograniczyć jego bezpośredni udział w kampanii wyborczej. Lekarze zapewniali jednak, zwłaszcza córkę i żonę, że podoła on obowiązkowi prezydentury<sup>63</sup>.

Eleanor Roosevelt również nie była zbyt aktywna w trakcie tej kampanii, choć w październiku 1944 roku wystąpiła w kilku miejscach. Natomiast coraz większą rolę w najbliższym otoczeniu Roosevelta zaczęła odgrywać córka Anna Boettiger, która przeniosła się z Seattle i zamieszkała w Białym Domu. Coraz częściej nie tylko pełniła obowiązki gospodyni, ale i była doradcą ojca i osobą zaufaną. Świadczą o tym rozliczne listy i memoranda właśnie do niej adresowane bądź za jej pośrednictwem kierowane do prezydenta i członków gabinetu. Ona też w niemalym stopniu organizowała kontakty z różnymi grupami etnicznymi i zabiegała o ich głosy, w tym także Polonii<sup>64</sup>. Anna stała się swoistą szarą eminencją w kręgach rządowych, choć robiła to dyskretnie i z właściwym jej wdziękiem. Jej rola, znacznie wykraczająca poza funkcję gospodyni Białego Domu w zastępstwie matki (jak to początkowo prezentowano), była dostrzegana i aprobowana nie tylko przez najbliższe otoczenie prezydenta.

7 listopada 1944 Franklin Roosevelt po raz czwarty wygrał wybory prezydenckie. Była to sytuacja bezprecedensowa, która w 1951 roku doprowadzi do poprawki konstytucyjnej ograniczającej czas sprawowania władzy prezydenckiej do dwu kolejnych kadencji. Roosevelt z łatwością pokonał swego republikańskiego rywala, gubernatora Nowego Jorku, Thomasa E. Deweya.

---

<sup>62</sup> E. Roosevelt, *This I...*, s. 329; A. Steinberg, op. cit., s. 302–303. Rozsiewano pogłoski, że prezydent w trakcie podróży na Aleuty zapomniał zabrać ze sobą Fala, po czym wysłał po niego niszczyciela, jak pisano w prasie, „bardzo kosztowny środek transportu, za który zapłaci podatek amerykański”.

<sup>63</sup> Robert H. Ferrell, *The Dying President. Franklin D. Roosevelt, 1944–1945*, Columbia and London: University of Missouri Press, 1998, s. 91–91 i in.

<sup>64</sup> FDRL, Anna Halsted Papers, Box 6, f. Political File, 1944–1945.

Urzędujący prezydent uzyskał poparcie 25,6 mln wyborców, 432 głosów elektorskich i 36 stanów, podczas gdy jego przeciwnik polityczny odpowiednio 22 mln, 99 głosów elektorskich i 12 stanów.

Zwycięstwo wyborcze Roosevelta świętowano, jak zwykle, w Hyde Parku, w gronie najbliższych. Pani domu zabawiała gości rozmową i częstowała ich słodyczami oraz napojami. Napływały gratulacje z całego świata, a w kilka dni potem w liście do ojca John, przebywający na Pacyfiku, dzielił radość zwycięstwa, licząc na rychłe spotkanie z nim<sup>65</sup>.

Eleanor Roosevelt coraz częściej myślała o powojennych rozwiązaniach pokojowych, informując nieraz rodaków o tych przemyśleniach i projektach. Żywo interesowała się dyskusjami nad ONZ, którym rząd i osobiście sam prezydent poświęcał wiele uwagi. 22 grudnia 1944 w „My Day” publicystka pisała: „Zawsze uważałam, że kamienne pomniki, z wypisanymi na nich nazwiskami młodych ludzi, przynoszą stosunkowo niewiele dobrego i raczej wolałabym, by coś zrobiono dla przyszłych pokoleń. Młodzi ludzie, walczący w tej wojnie, którzy kolejny raz uchronili cywilizację, mogą być należycie upamiętnieni jedynie przez wypracowanie skutecznych sposobów zachowania pokoju”<sup>66</sup>. W kolejnych miesiącach First Lady wielokrotnie wypowiadała się na ten temat, zawsze akcentując konieczność zbudowania pokojowego świata.

Boże Narodzenie 1944 roku spędzali Rooseveltowie, jak niegdyś, w Hyde Parku, choć nie w pełnym rodzinnym składzie. Ale na kolejną inaugurację prezydentury Franklina Roosevelta, zgodnie z jego życzeniem, zjechały się wszystkie dzieci oraz 13 wnuków. Eleanor była osobiście bardzo zaangażowana w przygotowanie tej uroczystości, której nadano – mimo warunków wojennych – podniosłą oprawę<sup>67</sup>.

20 stycznia 1945 w samo południe odbyła się ceremonia zaprzysiężenia prezydenta, która – zgodnie z jego życzeniem – tym razem miała miejsce w Białym Domu, na południowym portyku. Była to krótka uroczystość, tym niemniej dostojna i imponująca, jak pisała First Lady. Po południu, wraz z żoną wiceprezydenta, Bess Truman, podjęła ona w Białym Domu herbatką kilkaset osób<sup>68</sup>.

<sup>65</sup> D. Goodwin, op. cit., s. 550–553.

<sup>66</sup> E. Roosevelt, *My Day*, v. I, s. 364.

<sup>67</sup> J. B. West, op. cit., s. 46–48; E. Roosevelt, *This I...*, s. 339; E. Helm, op. cit., s. 240–245.

<sup>68</sup> FDRL, Joseph P. Lash Papers, Box 42, f. Inauguration, 1945; E. Roosevelt, *My Day*, v. I, s. 373–374.

Dwa dni później prezydent, któremu towarzyszyła córka (podobnie jak Churchillowi córka Sarah), wyleciał do Jałty. Anna starannie przygotowywała się do tej podróży, o czym świadczą rozliczne pisma i memoranda napływające do niej<sup>69</sup>.

Anna otrzymała też „zadanie specjalne”, jak zwykła żartować, bowiem miała opiekować się ojcem i zdawać relacje matce. Jej „Zapiski” z konferencji są interesującym świadectwem z Jałty. Chociaż o samych obradach pisała niewiele, sporo tam uwag o atmosferze konferencji, kondycji ojca i jego prywatnych spotkaniach z wielu uczestnikami etc.<sup>70</sup>

Faktem jest, że córka prezydenta stała się w jego najbliższym otoczeniu postacią ważną i odgrywała w nim znaczną rolę. Miała znakomity kontakt z ojcem, którego kochała i podziwiała i którym opiekowała się serdecznie. Dawało to jej szczególną pozycję, tym bardziej że prezydent otaczał ją podobnym ciepłem i zaufaniem. I cieszył się z jej towarzystwa. Anna umiała rozweselić ojca i zrelaksować go, jak również zwrócić jego uwagę na pilne sprawy i spotkania, o które prosili zarówno amerykańscy delegaci, jak i alianci. Nie tylko decydowała nieraz o kontaktach ojca, ale też próbowała wyciszać napięcia i konflikty wewnątrz delegacji amerykańskiej<sup>71</sup>.

W liście do matki, już w drodze powrotnej z Jałty, 18 lutego 1945 Anna entuzjastycznie pisała o swoich wrażeniach i doświadczeniach z tej podróży, o których chciałaby z nią porozmawiać. I dodała: „Ojciec czuje się naprawdę świetnie. Przez ostatnie dwa dni odpoczywał”<sup>72</sup>.

Z Jałty prezydent powrócił jednak kompletnie wyczerpany. 1 marca 1945, przemawiając w Kongresie i relacjonując wyniki konferencji, Roosevelt po raz pierwszy uczynił to na siedząco, żartobliwie wskazując na swoją niedyspozycję. W gruncie rzeczy nie tylko opinia publiczna, ale i wielu współpracowników prezydenta nie wiedziało o faktycznym stanie jego zdrowia. Lekarze publicznie ogłaszali, że prezydent był po prostu przemęczony. On też z przekonaniem twierdził, że planowany wypad na kurację do ciepłych źródeł w Warm Springs w Georgii polepszy jego

---

<sup>69</sup> FDRL, Anna Halsted Papers, Box 84, f. Yalta Conference: Miscellaneous. Przyślano jej również krótkie informatory w języku angielskim o historii Krymu i jego głównych obiektach historycznych.

<sup>70</sup> FDRL, Anna Halsted Papers, Box 84, f. Yalta Conference: Notes.

<sup>71</sup> Ibidem.

<sup>72</sup> Ibidem, f. Yalta Conference: Miscellaneous.

kondycję zdrowotną<sup>73</sup>. Roosevelt wierzył, czy też chciał wierzyć, że tak będzie. Był jednak nie tylko zmęczony i schorowany, ale i bardzo samotny.

Eleanor Roosevelt również czuła się bardzo osamotniona w Waszyngtonie. Mąż nie był taki skłonny, jak niegdyś, do dyskusji o ważnych i trudnych problemach kraju i świata. Zazwyczaj otrzymywał on, jak uważała Eleanor Roosevelt, zbyt jednostronne opinie i nie był chętny do ich konfrontacji z realiami. To tylko First Lady, niestrudzona, pełna zapału i energii, nadal chciała dyskutować, zmieniać i ulepszać świat. Chyba nie zdawała sobie w pełni sprawy z powagi sytuacji i faktycznego stanu zdrowia męża – od lat bowiem chorował i był pod stałą opieką lekarzy. Uważała więc, że wszystko jest pod kontrolą, zwłaszcza że osobisty lekarz męża, Ross T. McIntire, twierdził, że nie ma powodów do zmartwienia i zwykle podkreślał niezłą kondycję prezydenta<sup>74</sup>.

Z czasem jednak bliscy zauważyli, że prezydent ma poważne kłopoty zdrowotne i że jego kondycja fizyczna stale się pogarsza. Często niedomagał i szybko się męczył, dlatego też coraz rzadziej widywał się ze współpracownikami i prowadził zazwyczaj krótkie rozmowy. Jak odnotowała potem małżonka: „Po raz pierwszy zaczęłam zdawać sobie sprawę z tego, że nie jest on w stanie prowadzić prawdziwej dyskusji, jakie zawsze odbywaliśmy. Niecierpliwiał się i denerwował, kiedy spotykał się z odmiennym zdaniem”<sup>75</sup>. Żona jednak jeszcze wierzyła, czy też chciała wierzyć, że ten stan spowodowany jest głównie nadmiarem obowiązków i wyczerpaniem, skądinąd bardzo witalnego, organizmu.

Wolne chwile prezydentowa spędzała w gronie zaprzyjaźnionych dziennikarek, czasem rodziny, zwłaszcza wnuków. Jak zauważali bliscy, z mężem widywała się coraz rzadziej, gdyż oboje byli zaabsorbowani swoimi obowiązkami. W natłoku zajęć z trudem znajdowała czas na rozmowy z nim, choć zazwyczaj referowała mu sprawy bieżące<sup>76</sup>.

17 marca 1945 Franklin i Eleanor Rooseveltowie świętowali w gronie bliskich 40-rocnicę swego ślubu. Niedługo później prezydent udał się do

---

<sup>73</sup> James Roosevelt, Bill Libby, *My Parents: A Differing View*, Chicago: Playboy Press, 1976, s. 281–282; R. Ferrell, op. cit., s. 110 i in.

<sup>74</sup> Później badacze zakwestionowali opinie McIntire. W gruncie rzeczy prezydent był już wtedy bardzo poważnie chory, co skrzętnie ukrywano nie tylko przed opinią publiczną i współpracownikami, ale i bliskimi (R. Ferrell, *The Dying...*).

<sup>75</sup> E. Roosevelt, *This I...*, s. 343.

<sup>76</sup> J. P. Lash, *Eleanor...*, s. 721.

Warm Springs. Niebawem miał wziąć udział w inauguracji pracy ONZ w San Francisco. Potem zaś, wraz z małżonką, wybierał się – na zaproszenie swego przyjaciela Churchilla – do Londynu<sup>77</sup>.

8 kwietnia 1945 roku w długim liście do męża, jak się okazało ostatnim, Eleanor informowała go o rodzinnych nowościach. Cieszyła się, że czuje się on lepiej i wybiera na konferencję założycielską ONZ do San Francisco<sup>78</sup>.

Cztery dni później, 12 kwietnia 1945, Eleanor Roosevelt wypowiadała się na temat ONZ i zbliżającej się konferencji w San Francisco, na którą skompletowano już delegację USA. Optymistycznie oceniała możliwości zarówno samych obrad, w których udział zapowiedziały 42 państwa, jak i przyszłej organizacji, którą życzliwie się interesowała<sup>79</sup>.

Tego samego dnia, w trakcie kolejnego spotkania, Eleanor Roosevelt poproszono, by wróciła natychmiast do Białego Domu. Wiedziała – jak wyznała potem – że „stało się coś strasznego”. Po powrocie poinformowano ją o śmierci męża, który zmarł w Warm Springs tego popołudnia. First Lady natychmiast skontaktowała się z wiceprezydentem Trumanem i wysłała telegramy do synów, informując ich o śmierci ojca<sup>80</sup>.

Na pogrzeb prezydenta, 14 kwietnia, przybyli politycy i dygnitarze z całego świata. Z czwórki jego synów tylko Elliott, przebywający w Wielkiej Brytanii, przybył na czas, a pozostali, walczący na Pacyfiku, nie zdążyli na pogrzeb. Na zakończenie ceremonii pożegnalnej, która miała miejsce w East Room w Białym Domu, biskup episkopalny Angus Dun, na prośbę Eleanor, powtórzył słynne zdanie Roosevelta z pierwszej inauguracji: „Jedyną rzeczą, której należy się bać, jest własny strach”<sup>81</sup>.

W dniu następnym specjalnym pociągiem przewieziono prezydenta do posiadłości rodowej Delano Rooseveltów, jego ukochanego Hyde Parku,

---

<sup>77</sup> Frances Perkins, *The Roosevelt I Knew*, New York: Viking, 1946, s. 396; A. Steinberg, op. cit., s. 308.

<sup>78</sup> Joseph P. Lash, *A World of Love: Eleanor Roosevelt and Her Friends, 1943–1962*, New York: Doubleday, 1984, s. 181–182.

<sup>79</sup> Maurine Beasley, ed., *The White House Press Conferences of Eleanor Roosevelt*, New York-London: Garland Publishing, Inc., 1983, s. 335. W „My Day” wielokrotnie informowała rodaków o przyszłej konferencji założycielskiej ONZ. Podkreślała, że współpraca międzynarodowa była niezbędna dla ustanowienia pokojowego świata (E. Roosevelt, *My Day*, v. I, s. 378–379).

<sup>80</sup> Joseph P. Lash, *A World of Love: Eleanor Roosevelt and Her Friends, 1943–1962*, New York: Doubleday, 1984, s. 182; J. Roosevelt, B. Libby, op. cit., s. 285.

<sup>81</sup> Robert Underhill, *FDR and Harry. Unparalleled Lives*, Westport: Praeger, 1996, s. 199; D. Goodwin, op. cit., s. 614.

głazie spoczął w ogródku różanym. Zgodnie z jego wolą przygotowano skromny nagrobek z wyrytym nazwiskiem i datami jego urodzin i śmierci<sup>82</sup>.

W tych trudnych dniach Eleanor Roosevelt wykazała niezwykle spokojny, opanowanie i godność. Sprawnie też, co zdumiało bliskich i służbę, przygotowała się do opuszczenia Białego Domu, kończąc obowiązki First Lady. Okazało się, że w ciągu kilku dni była w stanie zorganizować pakowanie rzeczy i przeprowadzkę. Znalazła także czas, by 17 kwietnia oprowadzić po nim – zgodnie z utrwaloną tradycją – swoją następczynię i przyszłą mieszkankę Białego Domu, Bess Truman<sup>83</sup>.

17 kwietnia 1945 w „My Day” Eleanor Roosevelt przypomniała rodakom, że mąż całe życie poświęcił służbie publicznej, pracując niestrudzenie nad polepszeniem warunków życia innych. W latach wojny swoje wysiłki skupił na tym, by ją zakończyć i zbudować lepszy, pokojowy świat. Ta oddana, pełna poświęcenia służba publiczna spotykała się z uznaniem milionów ludzi w kraju i na świecie. Szkoda jedynie, jak pisała publicystka, że nie dożył końca wojny i zwycięstwa aliantów, w którym miał tak doniosły udział<sup>84</sup>.

Eleanor Roosevelt zdementowała plotki, że będzie delegatką na konferencję w San Francisco. Stwierdziła też, że nie ma aspiracji politycznych i nie będzie ubiegać się o żadne stanowiska państwowe. Poinformowała rodaków, że zamierza kontynuować „My Day” i zajmie się zabezpieczaniem spuścizny po mężu kolekcjonerze<sup>85</sup>.

19 kwietnia 1945 Eleanor Roosevelt urządziła herbatkę pożegnalną w Białym Domu, w której uczestniczyło 57 dziennikarek, od lat z nią współpracujących<sup>86</sup>. Opuszczała Białą Domu po bezprecedensowych 12 latach, będąc – jak to określił któryś z dziennikarzy – „własnością publiczną Ameryki”. Pisano też, że odchodziła „nie tylko w glorii chwały męża, ale i własnej”, i tę ostatnią, z biegiem lat, ugruntowała.

W czasie II wojny światowej Eleanor Roosevelt pełniła rozmaite obowiązki, wzmocniając swoją niezwykle pozycję First Lady na amerykańskiej scenie politycznej. Pozostała gorącą rzeczniką reform społecznych Nowego Ładu, choć w warunkach wojennych uznała obronę kraju i zagrożonej demokracji za priorytet i cel nadrzędny. Osobiście zaangażowała się w poczynania

<sup>82</sup> J. Roosevelt, B. Libby, op. cit., s. 287–288.

<sup>83</sup> E. Roosevelt, *My Day*, v. I, s. 391.

<sup>84</sup> E. Roosevelt, *My Day*, v. I, s. 389–390. Kolumna „My Day” nie ukazywała się w dniach od 12 do 16 kwietnia 1945.

<sup>85</sup> E. Roosevelt, *My Day*, v. I, s. 392–393; FDRL, EROHT, Trude Lash, s. 21.

<sup>86</sup> M. Beasley, *The White...*, s. 335.

nia obronne kraju, jak również udzielanie pomocy humanitarnej, zwłaszcza uciekinierom i dzieciom żydowskim z Europy. Jesienią 1942 roku odwiedziła Wielką Brytanię, by zapoznać rodaków z jej wysiłkiem wojennym, a także odbyła inspekcje wojskowe w zastępstwie prezydenta, m.in. na Pacyfiku i Karaibach. Jej spotkania z amerykańskimi żołnierzami i zaangażowana publicystyka odegrały doniosłą rolę w podtrzymywaniu morale rodaków, ugruntowując zarazem pozycję First Lady. Dla milionów Amerykanów stała się kimś bliskim, jakby z sąsiedztwa, także dlatego że dzieliła z nimi wojenny los matki, bowiem jej czterej synowie, podobnie jak inni młodzi ludzie, walczyli na wojnie. Była już nie tylko niekwestionowaną „Pierwszą Damą USA”, ale i „Pierwszą Matką USA”, dzielącą wojenny los i troski milionów rodaków.

DOROTA GUZOWSKA (Białystok)

**PROBLEM HUSYCKI W POLSCE  
W PIERWSZEJ POŁOWIE XV WIEKU  
W ŚWIETLE NAJNOWSZYCH BADAŃ<sup>1</sup>**

Problem husycki, nie bez pewnej racji, zaliczany jest do najbardziej przeinterpretowanych w polskiej historiografii. Podzielił tym samym los kilku innych, którym często przypisywano znaczenia, jakich nie posiadały. W historiografii polskiej odnajdziemy skrajnie odmienne poglądy na temat oddziaływania ruchu husyckiego na społeczeństwo polskie. Od tych wyrażających przekonanie o szerokim zasięgu społecznym husytyzmu w Polsce i jego doniosłej roli w kształtowaniu polityki i rozwoju świadomości narodowej, po te, reprezentujące stanowisko, że we wszystkich tych dziedzinach husytyzm zaistniał w Polsce jako cienki i efemeryczny nalot. Linia podziału na płaszczyźnie merytorycznej pokrywa się z dość łatwą do uchwycenia granicą chronologiczną. Otóż analiza opinii wydawanych przez historyków na temat wpływów herezji czeskiej w Polsce pokazuje wyraźnie, jak różnie interpretowano ten problem w literaturze okresu powojennego i tej powstałej w ciągu ostatnich 20 lat. Ukoronowaniem pracy obu pokoleń historyków i jednocześnie najlepszym podsumowaniem każdego ze wspomnianych nurtów są dwie monografie husytyzmu w Polsce, wydane na przestrzeni 40 lat. W 1959 roku Ewa Maleczyńska ogłosiła swoją pracę *Ruch husycki w Czechach i w Polsce*, w której koncentruje się na społecznym obliczu husytyzmu i forsuje tezę o silnym oddziaływaniu na Polskę jego nurtu radykalnego<sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> Artykuł ten jest skróconą i poprawioną wersją rozdziału pt.: *Odgłosy husytyzmu w Polsce w świetle literatury mojej pracy magisterskiej zatytułowanej Międzynarodowe konteksty husytyzmu w świetle czeskiej, polskiej i słowackiej literatury XX wieku*, napisanej pod kierunkiem prof. dr. hab. Henryka Rucińskiego.

<sup>2</sup> E. Maleczyńska, *Ruch husycki w Czechach i w Polsce*, Warszawa 1959.



Autorka przedstawiła wizję ruchu husyckiego w Polsce jako walki klasowej zrewolucjonizowanego mieszczaństwa i chłopstwa przeciw duchowieństwu. Kilkadziesiąt lat później ukazała się praca Pawła Krasa *Husyci w piętnastowiecznej Polsce*<sup>3</sup>. Jest to obszerna synteza charakteru penetracji religijnych postulatów husytyzmu na terenie Polski i jego zasięgu społecznego. Autor podjął się trudu przewartościowania wizji polskiego husytyzmu. Odrzucił założenie nieuchronności walki klasowej, od nowa przeprowadził krytyczną analizę dostępnych źródeł i sformułował wnioski, nie próbując udowodnić rewolucyjnego charakteru wpływów husyckich w Polsce.

Obie wymienione prace są reprezentatywnymi przykładami obfitego, acz o przyczynkarskim raczej charakterze, piśmiennictwa poświęconego husytyzmowi w Polsce. Tak szerokiemu zainteresowaniu historyków tematyką husycką sprzyja stosunkowo rozległa baza źródłowa. Najchętniej wykorzystywanym informatorem pozostaje Jan Długosz, który husytyzmowi poświęca niemało miejsca na kartach swojej *Historia Polonicae*. Badacze mają również do dyspozycji wpisy do akt kościelnych, kościelne i świeckie źródła normatywne; ważną grupę stanowią źródła epistolarne<sup>4</sup>.

Mimo tej względnej łatwości w dostępie do źródeł w historiografii husytyzmu polskiego istnieje wiele wątków kontrowersyjnych, będących zwykle rezultatem wspomnianej na początku nadinterpretacji źródeł i dodawania wydarzeniom znaczeń, których nie posiadały. W niniejszym artykule chciałabym przedstawić aktualny stan wiedzy na temat polskiego husytyzmu i w jego świetle zaprezentować kilka szczegółowych problemów.

Husytyzm przenikał do Polski różnymi drogami niemal natychmiast po tym, jak pojawił się w Czechach. Ponieważ miejscem jego narodzin było środowisko uniwersyteckie, kontakty na poziomie wymiany naukowej były pierwszymi, które przyniosły do Polski wiedzę na temat reformy czeskiej. Wyjazdy polskich mistrzów i studentów nad Wełtawę dawały okazję zapo-

<sup>3</sup> P. Kras, *Husyci w piętnastowiecznej Polsce*, Lublin 1998.

<sup>4</sup> J. Długosz, *Historia Polonicae libri XII*, t. I–IV, ed. A. Przeździecki, w: *Opera omnia*, t. X–XIV, Kraków 1873–1879; *Acta Capitulum necnon iudiciorum ecclesiasticorum selecta*, ed. B. Ulanowski, t. I–III, Kraków 1894–1918 (Monumenta Medii Aevi Historica Res Gestas Poloniae Illustrantia, t. XIII, XVI, XVIII); *Bullarium Poloniae*, ed. S. Kuraś, I. Sułkowska-Kuraś, t. IV–V, Lublin–Rzym 1992–1995; *Statuty wieluńsko-kaliskie Mikołaja Trąby z 1420 r.*, wyd. i opr. J. Fijałek, A. Vetulani, Kraków 1915–1951; *Edykt wieluński*, Volumina Legum, ed. J. Ohryzko, t. 1, Petersburg 1859; *Codex epistolaris saeculi decimi quinti*, ed. A. Sokołowski, J. Szujski, t. 1–III, Cracoviae 1876–1894 (Monumenta Medii Aevi Historica, t. II, XII, XIV); *Codex epistolaris Vitoldi magni ducis Lithuaniae 1376–1430*, ed. A. Prochaska, Kraków 1882 (Monumenta Medii Aevi Historica, t. VI).

znania się z toczącą się w Pradze dyskusją. Wracali oni do Polski z odpisami kazań i przesiąknięci ideami odnowy Kościoła<sup>5</sup>. W 1413 r. przybył z misją do Polski Hieronim z Pragi. Jego wizyta była zaplanowaną podróżą agitacyjną, której cel stanowiło rozpowszechnianie postulatów ruchu husyckiego. Okazją do wzmożonego zainteresowania nauką Husa był też jego proces na soborze w Konstancji. Wywołał on liczne komentarze wśród polskich zwolenników i przeciwników mistrza Jana. Poza drogą wymiany naukowej odgłosy husytyzmu docierały do Polski za sprawą kontaktów handlowych. Rozwijały się one dzięki istnieniu dwóch szlaków tranzytowych wiodących z południowych Niemiec przez Czechy do Lwowa oraz z Czech do Gdańska. Niewykluczone, że geograficzne rozmieszczenie skupisk utrakwistów na Kujawach wzdłuż szlaku handlowego jest dowodem również pozahandlowego charakteru kontaktów z Czechami udającymi się do Gdańska<sup>6</sup>.

Poszerzaniu informacji o husytyzmie, już w dobie rewolucji, sprzyjały polsko-czeskie kontakty dyplomatyczno-wojskowe. Potencjalnie szerokie możliwości zapoznania się z nauką husycką dawały wyprawy rycerstwa polskiego do Czech w 1422 i 1424 roku. Obecność wojsk husyckich w Polsce w 1433 roku nie jest jednoznacznie oceniana pod względem ich udziału w szerzeniu ideologii husyckiej na gruncie polskim. Przypuszcza się, że bezsensowne gwałty, okrucieństwo i bezwzględność husytów przysporzyły ich nauce w Polsce więcej wrogów niż zwolenników. Bogatym źródłem wiedzy o husytyzmie mogli być również Czesi osiedlający się w Polsce. W pierwszym dziesięcioleciu po wybuchu rewolucji byli to przeważnie – katolicy uciekinierzy z Czech, których nie można posądzać o popularyzowanie w Polsce treści husyckich. Źródłem wiedzy na temat czeskich nowinek religijnych były też kazania antyhusyckie. Ze względu na ograniczony krąg czytelników książka nie stała się w Polsce szeroko stosowanym narzędziem propagandy religijnej.

Aktualny stan badań nad polskim husytyzmem pozwolił już w pewnym przybliżeniu ustalić jego zasadnicze treści. Naukowa, teologiczna strona nauczania Husa nie natrafiła w Polsce na podatny grunt. Marian Rechowicz w *Dziejach teologii katolickiej w Polsce* przekonuje, że generalnie husytyzm kojarzył się w Polsce z wolnością od annat i dziesięcin, z rozdzieleniem władzy duchowej i świeckiej, walką z niemczyzną, językiem narodowym w li-

<sup>5</sup> P. Kras, op. cit., s. 35.

<sup>6</sup> Ibidem, s. 53.

turgii i Komunią pod obiema postaciami. I tylko te powierzchowne pojęcia stawały się częściami składowymi polskiego husytyzmu. Problematyka teologiczna dotycząca istoty Kościoła znana była tylko garstce ludzi wykształconych<sup>7</sup>. Nie badano w Polsce dogmatów husytyzmu, a i krytyka dogmatów katolickich dokonywana przez husytów nie znalazła na polskim gruncie wielu słuchaczy<sup>8</sup>. Niemal we wszystkich opracowaniach dotyczących husytyzmu w Polsce podkreśla się, że hasłem, dzięki któremu zyskał on popularność, był postulat ubogiego Kościoła. Wśród innych, wymienianych w literaturze husytyzmu polskich składników jego treści, pojawia się występowanie przeciwko nadużyciom służby Bożej dla zdobycia korzyści materialnych, uznawanie bezcelowości nabożeństw za zmarłych oraz odrzucanie kultu obrazów (bardzo sporadycznie). W polskim husytyzmie nie było postulatu swobody głoszenia Słowa Bożego ani nie interesowano się angażowaniem sądów państwowych w karanie grzechów publicznych. Zdaniem Mariana Rechowicza wynikało to z faktu, że polscy zwolennicy czeskiej herezji nie przejawiali ambicji apostołskich ani samokrytycznych<sup>9</sup>.

Jednym z problemów, który w historiografii zajmującej się tematyką husytyzmu polskiego wzbudzał wiele kontrowersji, była sprawa zasięgu społecznego tego zjawiska. Zasadnicza dyskusja dotyczy kwestii, czy można mówić o internalizacji haseł husyckich przez społeczeństwo ziem polskich, czy raczej o krótkotrwałym i płytkim epizodzie. Jeśli chodzi o Wawel, należy jednoznacznie stwierdzić, że kwestia husycka, o ile tam istniała, traktowana była zasadniczo jako sprawa o wymiarze politycznym. W 1412 i 1413 r. król miał okazję zapoznać się bliżej z celami polskiego ruchu reformatorskiego. Stało się to za pośrednictwem listu od Husa, nawołującego króla do aktywnego włączenia się do dzieła odnowy Kościoła, oraz za sprawą wizyty w Krakowie mistrza Hieronima z Pragi. Również po 1420 r., gdy kwestia husycka zaistniała w Polsce jako problem polityczny, Władysław Jagiełło miał sposobność zapoznać się z jej treścią religijną, przyjmując posłów i patronując odbytym dwukrotnie dysputom (w 1421 i 1431 r.). Z chwilą, kiedy sobór w Konstancji uznał poglądy Husa za heretyckie, jakiegokolwiek byłoby prywatne stanowisko

---

<sup>7</sup> M. Rechowicz, *Po założeniu Wydziału Teologicznego w Krakowie*, w: *Dzieje teologii katolickiej w Polsce*, t. I, Lublin 1975, s. 135.

<sup>8</sup> T. Silnicki, *Lata rozkwitu. Apostolat powszechny. Próby reformy (1386-1506)*, w: *Historia Kościoła w Polsce*, red. B. Kumor, Z. Obertyński, t. I, Poznań-Warszawa 1974, s. 331; B. Zientara, *Spółeczeństwo polskie w XII-XV wieku*, w: I. Ihnatowicz, A. Mączak i in., *Spółeczeństwo polskie od X do XX w.*, Warszawa 1988, s. 178.

<sup>9</sup> M. Rechowicz, *op.cit.*, s. 133.

króla, jedyne co mógł w tej sytuacji uczynić, to wyrazić całkowite poparcie dla wyroku. Polityka Jagiełły wobec husytów w Czechach oraz postawa wobec zwolenników herezji na ziemiach polskich stała się z tą chwilą probierzem jego prawowierności i lojalności wobec europejskiej christianitas<sup>10</sup>. W literaturze i przyczynkach traktujących o odgłosach sprawy husyckiej na dworze polskim często pojawia się imię czwartej żony Władysława Jagiełły – Zofii Holszańskiej. Ewa Małczyńska twierdzi, że podejmowane przez Zofię działania były nie tylko dowodem zmysłu politycznego, ale i silnych sympatii prohusyckich<sup>11</sup>. Dla potwierdzenia tego stanowiska przywołuje poparcie, jakiego udzieliła królowa konfederacji Spytka z Melsztyna. Współczesna historiografia nie posuwa się aż tak daleko w interpretacjach i na ogół uznaje się, że Zofia była po prostu zbyt zręcznym politykiem, by w rozgrywkach o koronę dla syna nie wykorzystała możliwości zwiększenia jego szans poprzez współpracę z przeciwnikami Oleśnickiego, nawet jeśli ci mieliby okazać się husytami<sup>12</sup>. Współczesna historiografia zaprzecza husyckiemu charakterowi związanej przez Spytka konfederacji. Zasadniczo panuje zgodność, że to polityka była podstawowym motywem wydarzeń 1439 r. Roman Grodecki nazywa konfederację rozgrywką wewnątrzpolityczną między bezsilną opozycją a wszechwładnym Oleśnickim<sup>13</sup>. Kwestie religijne miały tu odgrywać rolę podrzędną, obie strony zaś traktować husytyzm wyłącznie jako argument w walce o władzę. Paweł Kras podejrzewa, że Spytko manifestował swe utrakwistyczne sympatie niejako „na złość” swojemu politycznemu rywalowi<sup>14</sup>. Jak dotąd ostateczny głos w sprawie konfederacji przyznaje się Annie Sochackiej. W 1973 r. na łamach „Rocznika Lubelskiego” próbowała ona rozstrzygnąć, czy była to rozgrywka polityczna, czy ruch ideologiczny. Konkluduje rozważania opinią, iż konfederacja była finałem walki stronnictwa Oleśnickiego i dworu Zofii o władzę w państwie. Spytko miał być jedynie tarczą dworu, wygodnym o tyle, że między nim a Oleśnickim istniał prywatny konflikt o zagarnięte dobra. Zdaniem Anny Sochackiej, udział dworu w całym przedsięwzięciu powinien być wystarczającym dowo-

<sup>10</sup> P. Kras, op.cit., s. 231.

<sup>11</sup> E. Małczyńska, op.cit., s. 409.

<sup>12</sup> W najnowszej historiografii brakuje prac poświęconych biskupowi krakowskiemu Zbigniewowi Oleśnickiemu. Tymczasem jego ogromna rola w zwalczaniu husytyzmu w Polsce oraz jego pozycja na scenie politycznej, wzmocniona szczególnie po śmierci Władysława Jagiełły, zasługują na szczegółową analizę.

<sup>13</sup> R. Grodecki, *Konfederacje w Polsce XV wieku*, „Sprawozdania z Czynności i Posiedzeń PAU” 52 (1951), s. 884.

<sup>14</sup> P. Kras, op.cit., s. 112.

dem, by nie uznawać go za ruch o charakterze ideologicznym, husyckim. Dodatkowym argumentem, w przekonaniu autorki, był również brak zainteresowania konfederacją ze strony elit intelektualnych w Polsce. Co prawda były one niemal w całości nastawione antyhusycko, trudno byłoby zatem oczekiwać jakichś głosów poparcia. Ale że nie pojawiły się żadne, to zdaniem Anny Sochackiej sygnał, że traktowano konfederację wyłącznie jako rozgrywkę polityczną, a nie konfrontację ideologii wartą zainteresowania. Ostatecznie więc „konfederacja rysuje się jako ruch polityczny i trudno zgodzić się z próbami dostrzeżenia w niej wyrazu starcia się dwu ideologii. Była to typowa rozgrywka polityczna między stronnictwami walczącymi o władzę w imię własnych, wcale nie ogólnospołecznych interesów”<sup>15</sup>. Niezależnie od faktycznej postawy Zofii wobec herezji, jak podkreśla Waclaw Urban, najważniejszą konsekwencją całej sprawy, było objęcie przez królową mecenatu nad wielkim przedsięwzięciem ukończonym w 1455 roku – tłumaczeniem Biblii na język polski<sup>16</sup>. Czynnikiem, który mógł potencjalnie przyciągać polską szlachtę do husytyzmu, był trwający od dawna spór z duchowieństwem. W początku XV wieku wybuchł on z nową siłą. Na sejmach w Piotrkowie w latach 1406 i 1407 zawiązano konfederacje. Szlachta wystąpiła w obronie dziesięciny swobodnej, zażądała niestosowania klątwy kościelnej w sprawach dziesięcinnych i wystąpiła przeciw pozywaniu Polaków przed sąd papieski. Spory kościelno-szlacheckie trwały przez cały okres wpływów husytyzmu w Polsce. Naturalny konserwatyzm przypisywany szlachcie miał ją odstręczać od radykalnych treści społecznych napływających z Czech. Wbrew przekonaniu Ewy Maleczyńskiej najnowsza historiografia stoi na stanowisku, że taborycka wersja husytyzmu nie znalazła zrozumienia wśród polskiej szlachty, jedynie pewne elementy utrakwizmu przyjęte zostały jako atrakcyjna nowinka religijna. Brak ambicji intelektualnych sprawiał, że krytyka dogmatów znajdowała niewielu pilnych słuchaczy. Przypadki postaw wzorowanych na husyckich uznaje się generalnie za powierzchowne i efemeryczne, a rzeczywiste sympatie dla husyckiej doktryny religijnej, programu kościelnego i społecznego ocenia się jako niezwykle rzadkie w gronie szlachty polskiej. Szlacheckie nazwiska pojawiające się w źródłach w kontekście husyckim to Spytko z Melsztyna, Abraham ze Zbąszynia, Fryderyk Ostrogski, Piotr Polak z Lychwina, bracia Piotr i Mikołaj Komorowscy czy Dobko Pu-

<sup>15</sup> A. Sochacka, *Konfederacja Spytko z Melsztyna z 1439 r. Rozprawa polityczna czy ruch ideologiczny?*, „Rocznik Lubelski”, 16 (1973), s. 41–65.

<sup>16</sup> W. Urban, *Epizod reformacyjny*, Kraków 1988, s. 13; T. Michałowska, *Średniowiecze*, Warszawa 1995, s. 569–574.

chała<sup>17</sup>. Jerzy Kłoczowski uważa, iż szlachecka postawa, w której zabrakło połączenia antyklerykalizmu z propozycjami husyckimi, sprawiła, że husytyzm stracił w Polsce jedyną szansę powodzenia. Brak szerokiego poparcia ze strony szlachty oznaczać musiał, jego zdaniem, nieuchronną klęskę husytyzmu na gruncie polskim<sup>18</sup>.

Motyw udziału tak zwanych mas ludowych w ruchu husyckim w Polsce, jak chyba żaden inny problem omawiany w literaturze polskiego husytyzmu, zasłużył sobie na zadziwiająco skrajne oceny w powojennej literaturze marksistowskiej i literaturze współczesnej. Podsumowując rezultaty swoich badań, Paweł Kras staje w wyraźnej opozycji wobec ustaleń historyków marksistowskich, stwierdzając, że nie istnieją podstawy źródłowe umożliwiające jednoznaczne rozstrzygnięcie sporu o faktyczne oddziaływanie husytyzmu na ludność polskich wsi i miast. Jego zdaniem nie sposób określić, na ile świadomy był udział wiernych utrakwistycznych w nabożeństwach sprawowanych w kościołach parafialnych. Podejrzewa, że jeśli nawet chłopci przyjmowali Komunię pod obiema postaciami, było to rezultatem postawy szlacheckiego patrona świątyni, a nie ich własnych przekonań i potrzeb. Fascynacja „nowinkami religijnymi” miała być – w opinii autora – bardzo powierzchowna i mijała wraz z aresztowaniem husyckiego kapłana i wycofaniem się szlachcica z poparcia dla husytyzmu<sup>19</sup>.

Duże zainteresowanie wśród historyków wzbudziła kwestia wpływu husytyzmu na polskie duchowieństwo. Reakcje środowiska duchownego na herezję czeską były dwojakiego rodzaju. Postawa przytłaczającej większości tworzyła to, co było oficjalnym stanowiskiem Kościoła polskiego – negatywny stosunek wobec herezji czeskiej. Z drugiej strony pewna grupa kapłanów przejęła się autentycznie duchem ideologii husyckiej i stworzyła grono husyckich kaznodziejów. Nie było to środowisko liczne, choć należy przyznać, że to właśnie księża najczęściej pojawiają się w źródłach wśród osób podejrzanych o czeskie poglądy kacerskie lub je wyznających. W porównaniu z oddźwiękiem, jaki zyskał husytyzm wśród innych grup społeczeństwa polskiego, reakcja polskiego duchowieństwa wydaje się najżywsza. Sprawił to nie tylko religijny charakter ruchu, czyniącego duchowieństwo niejako au-

<sup>17</sup> O trzech ostatnich spośród wymienionych osób twierdzi się, że byli zwykłymi łotrami, szukającymi okazji do zagrabienia dóbr i majątku kościelnego (patrz: biogramy w *Polskim słowniku biograficznym*, t. VII, Wrocław 1948–1958; t. XIII, Wrocław 1967–1968).

<sup>18</sup> J. Kłoczowski, *Europa słowiańska w XIV–XV w.*, Warszawa 1984, s. 235.

<sup>19</sup> P. Kras, op.cit., s. 162.

tomatycznie środowiskiem najbardziej zainteresowanym. Nasze przekonanie o największym oddźwięku husytyzmu wśród księży może wynikać również z tego, że właśnie oni, jako osoby kształtujące religijne postawy parafian, byli najpilniej kontrolowani. Ścisłejsza kontrola oznacza dla współczesnych historyków, że właśnie księżowskie nazwiska znajdują najczęściej w dokumentach w kontekście husyckim.

Grupą, w której historycy również poszukiwali odgłosów husytyzmu, były polskie elity intelektualne. Zagadnienie to, dość obszernie omawiane w polskiej historiografii, jest o tyle ciekawe, że dotyczy środowiska, obok duchowieństwa, najbardziej chyba podatnego na wpływy nowych koncepcji i doktryn. Z drugiej strony, postawa uniwersyteckich elit umysłowych była bardzo istotna tak dla ludzi tamtej epoki, jak i dla dzisiejszych historyków, próbujących tę epokę zrozumieć. Właśnie na początku XV wieku w Europie autorytet uniwersytetów osiąga punkt kulminacyjny. Stawia się go na równi, a jak pokazał sobór w Konstancji, nawet wyżej od autorytetu papieskiego. Również w Polsce opinie mistrzów uczelni krakowskiej w wielu dziedzinach wspomagały politykę państwa i kreowały światopogląd jej wykonawców. Nie ma zasadniczo kontrowersji wśród historyków na temat generalnej postawy polskich kręgów uniwersyteckich wobec husytyzmu. Panuje zgodna opinia, że Uniwersytet Jagielloński opowiedział się przeciwko drodze zaproponowanej przez Jana Husa i nie otworzył swoich podwojów nauce husyckiej. Na płaszczyźnie filozoficznej przeszkodą w przepływie myśli i pozytywnym odbiorze doktryny Husa były różnice preferowanych kierunków. Uniwersytet praski ewoluował już w stronę realizmu, natomiast Kraków pozostawał w kręgu nominalizmu. Z punktu widzenia intelektualistów ta niezgodność wyznawanych kierunków filozoficznych była istotnym czynnikiem zamykającym husytyzmowi dostęp na polski uniwersytet. Istniała również płaszczyzna finansowa. Prebendy kościelne, z których utrzymywali się profesoria, zależne były od zatwierdzeń papieskich. W takich okolicznościach nie można było oczywiście myśleć o poparciu husytyzmu uznawanego oficjalnie za herezję i sprzeciwić się w ten sposób papieżowi. Jeszcze innym czynnikiem zniechęcającym środowisko uniwersyteckie w Polsce do husytyzmu było zaangażowanie uczelni w tworzenie filozoficzno-naukowego tła dla politycznego konfliktu Polski z Zakonem. Czynnikiem ten zadziałać miał na dwóch płaszczyznach. Po pierwsze, walka z katolickim zakonem wymagała bardzo ostrożnego postępowania wobec kurii rzymskiej. Dla dobra interesów politycznych Polski niewskazane było zrywanie stosunków z papieżem poprzez opowiedzenie się za herezją. Po drugie, problematyka konfliktu na północnej granicy tak dalece pochłonęła umysły i energię profesorów krakowskich, że

nawet w czasie najgorętszych dysput husyckich w Pradze w Krakowie na pierwszym planie pozostawał motyw krzyżacki<sup>20</sup>. Bardzo ciekawe refleksje snuje Jerzy Kłoczowski, przyznając, że problem husycki poróżnił uniwersytety czeski i polski i sprawił, że poszły one odmiennymi drogami. Zauważa jednak, że mimo krytycznego stosunku polskiej elity intelektualnej do herezji czeskiej nie można mówić, iż wykazywała ona w tej kwestii jakiegokolwiek ślady fanatyzmu. Panowało raczej w Krakowie zainteresowanie innymi propozycjami i poszanowanie cudzych poglądów<sup>21</sup>. Mimo generalnie niechętnego nastawienia, z jakim spotkał się husytyzm na Uniwersytecie Jagiellońskim, znalazły się i w tym środowisku osoby sympatyzujące z programem reformy husyckiej. Najbardziej znanym przykładem jest Jędrzej Gałka z Dobczyna – wykładowca uniwersytecki i kanonik kapituły św. Floriana, autor jednego z najwcześniejszych zabytków języka polskiego – *Pieśni o Wiklefie*.

Skala odgłosów husytyzmu w społeczeństwie polskim nie była na tyle duża, by istniało zagrożenie powtórki czeskiego scenariusza. Przez wzgląd jednak na bliskie sąsiedztwo z Czechami i możliwość szybkiego przenikania stamtąd poglądów heretyckich władze kościelne i świeckie podjęły kroki, których celem było zapobieżenie potencjalnemu niebezpieczeństwu. Husytyzm był dla polskiego Kościoła pierwszą poważną próbą starcia z prądami heterodoksyjnymi. Trybunał inkwizycyjny dla ziem polskich istniał już wprawdzie od początku XIV wieku, gdy do Królestwa Polskiego napłynęła fala biczowników, ale historycy zgodnie uznają, że do XV wieku Polskę omijały większe perturbacje związane z ruchami heretyckimi. Decyzja soboru w Konstancji o potępieniu nauki Jana Husa zobowiązywała Kościół w Polsce do podjęcia działań przeciw polskim zwolennikom husytyzmu. W 1420 roku w Wieluniu i Kaliszu obradował synod zwołany przez arcybiskupa gnieźnieńskiego Mikołaja Trąbę. Wśród wielu diskutowanych zagadnień znalazły się również te dotyczące zwalczania husytyzmu w Polsce. Ich ślad odnajdziemy w dwóch artykułach *Statutów wieluńsko-kaliskich* zatytułowanych *De haereticis* i *Remedia contra hereticos*<sup>22</sup>. W artykułach tych zdefiniowano poglądy, które należy uznawać za heretyckie, oraz ustalono metody poszukiwania, ścigania, sądzenia i karania heretyków. Jak twierdzi ostatnio Paweł Kras, regulacje synodu miały przede wszystkim charakter profilaktyczny, a ich zadaniem

---

<sup>20</sup> J. Garbaciak, A. Strzelecka, *Uniwersytet Jagielloński wobec problemów husyckich w XV wieku*, w: „Acta Universitatis Carolinae. Historia”, 5 (1964), s. 50.

<sup>21</sup> J. Kłoczowski, op.cit., s. 228 i n.

<sup>22</sup> *Statuty wieluńsko-kaliskie*, s. 94–96.



było zapobieganie przenikaniu i rozprzestrzenianiu się nowinek husyckich w Polsce, a nie walka z realnie istniejącym i szeroko rozpowszechnionym ruchem heretyckim<sup>23</sup>. Stworzyły one jednak prawne podstawy walki z husytyzmem, które stały się wzorem dla późniejszych działań władz kościelnych. W pierwszej połowie XV wieku opracowano szereg szczegółowych rozporządzeń dotyczących zwalczania husytyzmu w poszczególnych diecezjach. W 1420 r. sporządzono również instrukcję wizytacyjną, tzw. *Ordo visitationis*, na podstawie której biskupi mieli identyfikować heretyków<sup>24</sup>. Jak uważa Jadwiga Krzyżaniakowa, antyhusyckie przepisy prawodawstwa kościelnego nie byłyby jednak efektywnym zabezpieczeniem przed herezją, gdyby nie szeroko zakrojona działalność duszpasterska<sup>25</sup>. Problem kształtowania wizerunku heretyka na potrzeby propagandy kościelnej zyskał w ostatnich latach doskonałych badaczy w osobach Stanisława Byliny i Edwarda Potkowskiego. Edward Potkowski zauważa, że treścią polskiej polemiki antyheretyckiej, zarówno tej traktatowej, jak i popularnej, rzadko były kwestie dotyczące eklezjologii czy Eucharystii – podstawowe dla husytyzmu. Przeciwnie, kaznodziejstwo operuje obrazami i pojęciami dość dalekimi od teologii, za to silnie oddziałującymi na wyobraźnię. W opinii autora wynikało to z faktu, że celem nie była dyskusja z herezją husycką, ale jej zwalczanie<sup>26</sup>. Dlatego kaznodziejstwo nie poszukuje odpowiedzi na stawiane przez husytów postulaty, ale modeluje ich wizerunek tak, aby zniechęcić do osób, jak i ich poglądów. Widzi się więc w heretykach „synów szatana”, inspirowanych i kierowanych przez niego, choć, jak twierdzi Stanisław Bylina, taka profetyczna wizja heretyków jako sług Antychrysta, siejących spustoszenie w przeddzień końca świata, nie była w Polsce nadużywana<sup>27</sup>. Bardzo powszechne było natomiast odwoływanie się do wartości, o której František Šmahel pisze, że była najcenniejszą wartością człowieka średniowiecznego. Ma on na myśli poczucie przynależności do wspólnoty. Świadomość ta wyznaczała miejsce jednostce, w znacznej mierze determinowała jej postawy. Człowiek wyrwany ze wspól-

<sup>23</sup> P. Kras, op. cit., s. 215.

<sup>24</sup> „*Modus inquirendi super statu ecclesiae generalis*” z pierwszej połowy XV stulecia, wyd. i opr. B. Ulanowski, w: *Scriptores rerum Polonicarum*, t. XIII, Kraków 1889, s. 199–200.

<sup>25</sup> J. Krzyżaniakowa, *Koncyliaryści, heretycy, schizmatycy w państwie pierwszych Jagiellonów*, Kraków 1989, s. 64.

<sup>26</sup> E. Potkowski, *Stereotyp heretyka-innowiercy w piśmiennictwie kaznodziejskim*, w: *Kultura elitarna i kultura masowa w Polsce późnego średniowiecza*, red. B. Geremek, Wrocław 1978, s. 133.

<sup>27</sup> S. Bylina, *Ruchy heretyckie w średniowieczu. Studia*, Wrocław 1991, s. 134.

noty nie był w stanie samodzielnie funkcjonować. Oddzielenie się na własne życzenie, albo, co gorsza, próby podważania ustalonego porządku były najcięższymi zbrodniami<sup>28</sup>. Wykorzystując ten motyw, kaznodziejstwo antyhusyckie w Polsce ustala stereotyp heretyka jako osoby łamiącej normy etyki i obyczajowości wspólnej, burzącej porządek publiczny, utrudniającej tym samym zapobieganie przestępstwom i zbrodniom<sup>29</sup>. Często przedstawiano husytę jako kogoś spoza kręgu lokalnej społeczności, kto przychodzi i swą przewrotną nauką zwodzi ludzi prostych i niewykształconych, wyobcowując ich ze społeczeństwa<sup>30</sup>. Wiązaniu przyjęcia husytyzmu z perspektywą przerażającej izolacji służyło coroczne odczytywanie w czasie Wielkiego Postu wykazu kategorii grzeszników, nie mogących przystąpić do Komunii Wielkanocnej bez specjalnej absolucji biskupa. Zdaniem Stanisława Byliny miało to utworzyć w świadomości słuchających wyobrażenie heretyka jako wielkiego grzesznika, wyłączonego poza obręb wspólnoty parafialnej, dla której coroczna Eucharystia Wielkanocna była ważnym znakiem jedności. Podobną funkcję miało spełniać również stałe przypominanie o zakazie kościelnego pogrzebu dla ekskomunikowanych<sup>31</sup>. Nie wspominają autorzy o dwóch dodatkowych czynnikach, które sprawiły, że przyjęcie husytyzmu oznaczało katastrofę. Powszechna w średniowieczu obawa przed wiecznym potępieniem powstrzymywała przed poparciem herezji, wyklętej przez Kościół. Poczucie wspólnoty, o którym była mowa wyżej, miało również swój wymiar mistyczny. Wiązało się z przekonaniem, że grzech, odszczepieństwo jednego jej członka, sprowadza gniew Boży na pozostałych. Dlatego w trosce o własne życie wieczne starano się nie dopuszczać do upowszechnienia się kacerstwa. Wykluczano husytów-heretyków z grona lokalnej społeczności, przypisując im cechy, które zagrażały jej zdrowiu i stabilności. Znalazły się wśród nich zarozumiałstwo, odrażająca brzydota, tchórzliwość, pycha, obłuda i pozorna pobożność. Typowo „husyckie” były – pogarda dla kultu świętych i ich wizerunków, świętokradcza postawa wobec Komunii. Pod wpływem wieści o wojnach husyckich wykrystalizował się obraz heretyka stosującego gwałt i przemoc<sup>32</sup>. Postrzeganie działalności husyckich kaznodziejów jako podstępного wykorzystywania nieświadomego zagrożenia ludności prowadziło do utożsamienia heretyka z wilkiem polującym z zaskoczenia i w ciemności.

<sup>28</sup> F. Šmahel, *Husitská revoluce*, Praha 1993, t. IV, s. 29.

<sup>29</sup> E. Potkowski, *op.cit.*, s. 130.

<sup>30</sup> S. Bylina, *op.cit.*, s. 108.

<sup>31</sup> *Ibidem*, s. 126.

<sup>32</sup> E. Potkowski, *op.cit.*, s. 128, 134; S. Bylina, *op.cit.*, s. 141.

Rezultat był taki, że – jak uważa Edward Potkowski – utrwaliło się przekonanie, iż husyty – kacerza, który przejmując cechy wilka, należy unikać jak wilka i tępić jak wilka<sup>33</sup>.

W 1430 r. Polską wstrząsnęła wiadomość o napadzie na klasztor jasnogórski. Obrabowany został skarbiec, zniszczony obraz Czarnej Madonny, wywiezione wota, szaty i sprzęt liturgiczny. Winą za zbrodnię natychmiast obarczono husytów czeskich stacjonujących na Śląsku<sup>34</sup>. Propaganda antyheretycka w Polsce dostała niechcący potężną broń do ręki. Profanacja świętego miejsca polskiego chrześcijaństwa była czynem, który skazywał sprawców na powszechne potępienie, korzystnie było więc przypisać go obrazoburczej furii heretyków. O celowym zniszczeniu cudownego obrazu był przekonany sam Jan Długosz, chociaż generalnie nie miał wątpliwości, że faktycznym celem ataku na Jasną Górę było zagrabienie znajdujących się tam skarbów<sup>35</sup>. Do takich wniosków dochodzi również współczesna historiografia. Posługując się wynikami ekspertyz obrazu, podważa ona nawet i relację dziejopisarza o pocięciu wizerunku Madonny mieczami. Z badań wynika bowiem, że ślady na twarzy Maryi powstały podczas zrywania ozdób, a drewno w miejscach „cięć” jest całe<sup>36</sup>. Oznaczałoby to, że nie zniszczenie cudownego obrazu, ale zwykła chęć zdobycia łupów była celem ataku. Paweł Kras stwierdza, że wydarzenie to nosiło znamiona działań typowych dla najemników pozostających na służbie wojsk husyckich, żyjących ze zdobyczy wojennych. Nazwiska wymienionych przez Długosza sprawców, wśród których znaleźli się książę Fryderyk Ostrogski, Jan Kuropatwa i Jakub Nadozny, sugerują – zdaniem Pawła Krasa – że rabusiami mogła być po prostu polska szlachta, wykorzystująca sąsiedztwo załóg husyckich i podszywająca się pod nie<sup>37</sup>.

Antyheretyckiemu prawodawstwu kościelnemu towarzyszyły kroki podejmowane przez władze świeckie. Pierwszym oficjalnym przedsięwzięciem państwowym była aprobata postanowień soboru w sprawie Husa. Władysław Jagiełło w liście do ojców soboru obiecał podporządkować się decyzjom podjętym w Konstancji, a tym samym udzielił wsparcia antyhusyc-

---

<sup>33</sup> Ibidem, s. 129.

<sup>34</sup> J. Długosz, op.cit., t. IV, s. 399.

<sup>35</sup> Ibidem, s. 399–400.

<sup>36</sup> Bilnik, *Napad „husytów” na Jasną Górę. Fakty-konteksty-legenda*, „Studia Claramontana”, 15 (1995), s. 304–306.

<sup>37</sup> P. Kras, op. cit., s. 195.

kim działaniom Kościoła w Polsce<sup>38</sup>. Do 1423 r. Jagiełło powstrzymywał się jednak przed zdecydowanymi krokami przeciw polskim husytom. Kontakty polityczne z Czechami w latach 1420–1422, skoncentrowane wokół planów oddania korony czeskiej Jagielle, a potem Witoldowi, opóźniły realizację zobowiązań wobec soboru. W 1423 r. polski monarcha zawarł z Zygmuntem Luksemburczykiem porozumienie w Kieżmarku. Zgodnie z jego warunkami z Czech odwołany został namiestnik Witolda – książę Zygmunt Korybutowicz, a strona polska zobowiązała się nie udzielać jakiegokolwiek poparcia husytom. W zamian za to Luksemburczyk rozpatrzyć miał ponownie wyrok wrocławski (z 1420 r.) w sporze polsko-krzyżackim i wycofać się z poparcia dla Zakonu<sup>39</sup>. Dla polskich zwolenników husytyzmu najpoważniejszym skutkiem zwrotu w polityce państwa wobec Czech było uznanie ich poglądów za *crimen laesae maiestatis*. W 1424 r. w Wieluniu ogłoszony został edykt regulujący udział władz państwowych w walce z herezją czeską. Pod groźbą infamii, banicji, utraty przywilejów oraz dóbr zakazywano wszelkich kontaktów z Czechami<sup>40</sup>. Benedykt Zientara zauważa, że postanowienia edyktu, uderzające w gwarancje nietykalności osobistej i nienaruszalności mienia, mogły być odebrane jako atak na wolności szlacheckie i dlatego miały prawo być przyjmowane niechętnie<sup>41</sup>. Tymczasem Paweł Kras wskazuje na konfederację szlachecką w 1424 r., która potwierdziła edykt wieluński i wyraziła poparcie dla kar przewidzianych w nim za herezję. Jego zdaniem postanowienia konfederacji dowodzą, że edykt wieluński nie był wyłącznie deklaracją polityczną, wydaną na użytek zagranicznych dworów, ale przemyślanym aktem prawnym określającym rzeczywistą politykę religijną w państwie<sup>42</sup>. Państwowe uchwały antyhusyckie podejmowane były jeszcze dwukrotnie. Kwestią dyskusyjną pozostaje, czy było to dowodem determinacji władz w zwalczaniu herezji, czy dowodziło nieskuteczności każdego poprzedniego rozporządzenia. Nie jest pozbawione podstaw również i stanowisko przypisujące inicjatorom uchwał antyhusyckich wyłącznie pobudki polityczne. I tak antyheretyckie postanowienia zjazdu jedlnieńskiego w 1430 r. miały być inicjatywą grupy możnowładców małopolskich, którzy w ten sposób uderzali w opozycję wobec obozu Oleśnickiego, opowiadającą się za ścisłym

---

<sup>38</sup> *Magnum Oecumenium Concilium Constantiense*, t. IV, ed. H. Hardt, Frankfurt–Leipzig 1697–1700, 868.

<sup>39</sup> *Codex diplomaticus Lithuaniae*, ed. E. Raczyński, Wrocław 1849, s. 300–303.

<sup>40</sup> Edykt wieluński, *Volumina Legum*, t. I, 38.

<sup>41</sup> B. Zientara, *op.cit.*, s. 154.

<sup>42</sup> P. Kras, *op.cit.*, s. 154.

sojuszem z Czechami<sup>43</sup>. Konfederacja korczyńska z 1438 r. natomiast była skierowana przeciwko grupie szlachty forsującej pomysł kandydatury polskiego królewicza Kazimierza Jagiellończyka na tron czeski<sup>44</sup>. Ta ostatnia kwestia przypomina, że problem husycki był nie tylko sprawą wewnętrzną państwa polskiego, ale istniał również na płaszczyźnie stosunków międzynarodowych.

Kwestia nawet jeszcze nie husycka, ale husowa, zaistniała dla Polski w kontekście międzynarodowym po raz pierwszy w okresie soboru w Konstancji, gdy ważyły się losy czeskiego reformatora. Świeccy posłowie złożyli wówczas protest, ujmując się za Husem, ale twierdzi się, że uczynili to wyłącznie przez wzgląd na poniżające warunki, w jakich znalazł się głośny profesor, a nie przez wzgląd na jego naukę<sup>45</sup>. Sprawa Husa w pojęciu polskiej delegacji przynależała do nieporównywalnie niższej kategorii ważności niż sprawa sporu z Zakonem. Obrona heretyka nie mieściła się w polskiej racji stanu, która w owej chwili wymagała raczej utrzymania poprawnych stosunków tak z soborem, jak i z Zygmuntem Luksemburczykiem<sup>46</sup>. Otwarte opowiedzenie się Polski w obronie Husa było nierealne, bo groziło zaprzeczeniem rezultatów pracy dyplomacji polskiej, odpierającej od lat rozpowszechniane przez Zakon oskarżenia Jagiełły o działanie na szkodę duchowieństwa<sup>47</sup>.

O właściwej kwestii husyckiej w polskiej polityce zagranicznej można mówić od 1421 r., kiedy po raz pierwszy husyci zwrócili się do Władysława Jagiełły z prośbą o przyjęcie korony Królestwa Czeskiego. Stało się to zaraz po tym, jak Zygmunt Luksemburczyk wydał we Wrocławiu niekorzystny dla Polski wyrok w sprawie sporu polsko-krzyżackiego. Husyci zdawali sobie sprawę z tego, że rozczarowanie Jagiełły i Witolda wyrokiem wrocławskim należy wykorzystać przeciw Luksemburczykowi. Z drugiej strony i dla Polski propozycja czeska i okazja wmieszania się w wewnętrzne sprawy Luksemburczyka okazała się kuszącą perspektywą rozgrywki politycznej, której celem było uniemożliwienie Zygmunтови czynnego wystąpienia po stronie Zakonu w planowanej przez Polskę rewizji wyroku. Zakłada się dziś, że Jagiełło wykluczał od początku unię Polski z Czechami jako sprzeczną

<sup>43</sup> Ibidem, s. 238.

<sup>44</sup> Ibidem, s. 239.

<sup>45</sup> A. Prochaska, *Sobór w Konstancji*, wyd. II, Kraków 1996, s. 22, 111.

<sup>46</sup> T. Silnicki, *Sobory powszechne a Polska*, Warszawa 1962, s. 78.

<sup>47</sup> A. Sochacka, *Husyci w Czechach i w Polsce*, w: *Od Zawiszy do Tarnowskiego: szkice z epoki jagiellońskiej*, red. M. Podgórski, A. Witusik, Lublin 1987, s. 55.

z prawem, bezpodstawną, niebezpieczną pod względem religijnym i politycznym i w rezultacie – nierealistyczną<sup>48</sup>. Całe przedsięwzięcie miało być tylko manewrem politycznym, czego najlepszym dowodem był fakt, że równoległe do serdecznych rozmów z postami czeskimi odbywały się rozmowy z Luksemburczykiem w Tyrnawie (Trnava). Poinformowano tam Zygmunta, że Polska odstąpi od starań o koronę czeską natychmiast, gdy zobowiąże się on uśmierzyć Krzyżaków, a jako rękojmię wypełnienia umowy przekaże Polsce Śląsk. Pertraktacje nie powiodły się, ale Jagiełło korony czeskiej i tak nie przyjął. Zgodził się na nią książę Witold, wysłał do Czech jako swego pełnomocnika księcia Zygmunta Korybutowicza, ale i ta decyzja stanowiła jeszcze jeden element strategii politycznej monarchii polsko-litewskiej, obliczony na wywarcie skutecznego nacisku na króla rzymskiego. Wkrótce pokój melneński i zrealizowanie planów względem Żmudzi sprawiły, że sprawa husycka przestała odgrywać rolę asa w rękawie w rozgrywce z Luksemburczykiem i zrezygnowano z dalszego w nią zaangażowania, czego efektem była umowa zawarta z Zygmuntem w Kieżmarku.

Słabo zbadanym jak dotąd fragmentem stosunków polsko-czeskich jest okres od roku 1423 aż po rok 1431, kiedy podjęto ponownie oficjalne kontakty dyplomatyczne. Wydaje się, że aktywność dworu w staraniach o uznanie dziedziczości tronu tak szczerze wypełniła ten okres, że można mówić, iż mało zostało już tam miejsca na intrygi międzynarodowe. Chyba zresztą i Czesi mniej byli zainteresowani ścisłym związkiem z Koroną Polska, skoro nie ponawiali próśb, a i Korybutowicza, który w 1424 r. ponownie udał się do Czech, nie tolerowali zbyt długo.

Wydarzeniem, przy okazji którego porusza się w literaturze problem czynnika husyckiego w polskiej dyplomacji, są zabiegi wokół korony dla wielkiego księcia Witolda. Pomysł korony dla Witolda miał trzech ojców. Dla samego księcia była to okazja zaspokojenia ambicji. Jagiełło upatrywał tu środek szantażu wobec szlachty polskiej, która chcąc utrzymać unię, zmuszona byłaby wybrać królem jednego z synów Władysława. Trzecim zainteresowanym realizacją planu koronacji Witolda był Zygmunt Luksemburczyk. I tu właśnie historycy wskazują na wplatający się wątek husycki. Oskar Halecki zauważa, że król rzymski doskonale zdawał sobie sprawę z roli, jaką w monarchii polsko-litewskiej odgrywał Witold, i dlatego właśnie zależało mu na rozbiciu tej solidarności władców. Solidarność ta była bowiem dla

---

<sup>48</sup> Cz. S. Bartnik, *Rzym a stosunki polsko-czeskie za Władysława Jagiełły (1386–1434)*, Lublin 1993, s. 136.

Luksemburczyka głównym zagrożeniem w sprawie husyckiej<sup>49</sup>. Wątek ten rozwija w swojej pracy Czesław S. Bartnik. Wyjaśnia, że chodziło o zabiegi, jakie czynił Marcin V w celu nakłonienia Jagiełły i Witolda do wspólnego rozwiązania sprawy husyckiej. Autor przypuszcza, że ze strony papieża była to również gra polityczna, obliczona na pobudzenie aktywności Zygmunta, który wykrecał się od poprowadzenia kolejnej krucjaty. Tak czy inaczej, szerokie uprawnienia, jakich udzielił Jagielle papież w bulli z 1428 r., rzeczywiście zaniepokoiły Zygmunta. Obawiał się, że odsuną go one od decyzji w sprawach Czech, nie mówiąc o utracie autorytetu w Europie<sup>50</sup>. Nie miał zatem innego wyboru, jak skierować energię Jagiełły w inną stronę. Wtedy właśnie, na zjeździe w Łucku, przypomniał o podnoszonych już dawniej planach ukoronowania Witolda. Jak wiadomo, przedsięwzięcie nie powiodło się, zamiary pokrzyżowała śmierć Witolda. Nie zamknęło to jednak husyckiego rozdziału w podtekstach polskiej polityki zagranicznej. W 1431 r. Zygmunt Luksemburczyk zmusił Marcina V do zwołania soboru i oddania w jego ręce sprawy husyckiej. Papież, obawiając się, że problem wymknie mu się spod kontroli, podjął pertraktacje z Jagiełłą. Król miał w jego imieniu rozpocząć rozmowy z husytami. W tym też kontekście odbyła się w 1431 r. w Krakowie dysputa religijna oraz wyruszyło poselstwo polskie do Pragi. Konflikt polsko-litewski, który wybuchł kilka tygodni później, doczekał się rozinaitych interpretacji. W większości z nich pojawiły się wątki husyckie. Jadwiga Krzyżaniakowa i Jerzy Ochmański sugerują, że to zaniepokojony Zygmunt rozpoczął starania, by uniemożliwić Jagielle interwencję w Czechach. Środkiem miało być zainspirowanie Świdrygiełły do wydania wojny Polsce<sup>51</sup>. Zdaniem autorów również inicjatywa zamachu na Świdrygiełłę latem 1432 r. wyszła z kół zainteresowanych zerwaniem polsko-husyckiego przymierza zawartego w Pabianicach w lipcu 1432 r. Przymierze to było konieczne, ponieważ nie udało się zmusić Świdrygiełły do zerwania sojuszu z Zakonem, do wojny z którym szykowała się właśnie Polska. Wyeliminowanie księcia z gry miało uczynić umowę z heretykami zbędną<sup>52</sup>. Wygnany z Wilna Świdrygiełło wraca jednak po swoje i jesienią 1432 r. rozpętuje wojnę domową. W tej sytuacji wyprawa wojsk wspomaganych przez oddziały sierotek pod wodzą Jana Čapka z Sanu spełniać mogła rolę działań

<sup>49</sup> O. Halecki, *Dzieje Unii Jagiellońskiej*, t. I, Kraków 1919, s. 241.

<sup>50</sup> Cz. S. Bartnik, op.cit., s. 116.

<sup>51</sup> J. Krzyżaniakowa, J. Ochmański, *Władysław II Jagiełło*, Wrocław 1990, s. 295.

<sup>52</sup> Ibidem, s. 297.

prewencyjnych, wyprzedzających realizację zobowiązań istniejących między Świdrygiełłą a Krzyżakami. Problemem, który wzbudził szerokie kontrowersje, jest pytanie, czy wojska husyckie kroczące w 1432 r. nad Bałtyk, były siłami sojuszniczymi czy najemnymi. Teorii o najemnym charakterze wojsk sierotek gwałtownie sprzeciwił się J. Macek. Jego zdaniem, żołdy i dostawy obuwia, sukna i broni zapewniane przez Polskę oddziałom husytów były wyłącznie dowodem tego, że „umowa o przyjaźni” została wykonana i że król Polski w tej formie wynagrodził husytów za przyjacielską pomoc<sup>53</sup>. Tego typu wątpliwości nie ma już jednak większość współczesnych historyków. Czesław S. Bartnik bez wahania stwierdza, że „husytów wzięto nie jako sojuszników, ale raczej jako najemników”<sup>54</sup>.

W 1434 r. zmarł Władysław Jagiełło. Kościół husycki był już wówczas pogodzony z soborem bazylejskim (kompaktaty 30 X 1433), wkrótce miał zostać zgnieciony radykalny ruch taborytów (Lipany 30 V 1434), w 1435 r. stany czeskie uznały władzę królewską Luksemburczyka, który koronował się w 1436 r. na króla Czech w Pradze. Polska polityka wobec Czech również zmieniła swoje oblicze. Jan Kurnatowski zauważa, że nową kategorią, jaka pojawiła się w stosunkach z Czechami za Władysława i Kazimierza Jagiellończyków, było niemal całkowite wyeliminowanie z niej motywu religijnego<sup>55</sup>.

Podsumowując wątek wpływów husytyzmu w polskiej polityce zagranicznej, warto zacytować na koniec opinię Zenona Nowaka, który w *Historii dyplomacji polskiej* podkreśla, że polityka wobec Czech była chwiejna i niezdecydowana oraz że w żadnym wypadku nie można jej nazwać sukcesem. Autor uważa, że wręcz przeciwnie, przyniosła ona więcej strat niż korzyści, głównie z tego powodu, że „stała się podstawą do ustawicznych oskarżeń w Europie o sprzyjanie heretykom. Groziło to nie tylko komplikacjami międzynarodowymi, ale było to sprzeczne z interesami państwowymi”<sup>56</sup>.

Wszelkie próby podsumowania znaczenia, jakie miał dla Polski wpływ ruchu husyckiego, zawierają zazwyczaj wątek narodowy. Nie chodzi tu jednak o impuls w rozwoju świadomości narodowej, bo tego rodzaju procesy, przyznaje sama Ewa Maleczyńska, mają znacznie starszą metrykę, sięgającą

<sup>53</sup> J. Macek, *Husyci na Pomorzu i w Wielkopolsce*, Warszawa 1955, s. 45.

<sup>54</sup> Cz. S. Bartnik, op.cit., s. 126.

<sup>55</sup> J. Kurnatowski, *Polskie kandydaty na tron czeski*, Warszawa 1932, s. 33.

<sup>56</sup> Z. Nowak, *Dyplomacja polska w czasach Jadwigi i Jagiełły (1383–1434)*, w: *Historia dyplomacji polskiej*, t. I, red. M. Biskup, Warszawa 1980, s. 344.



XIV wieku i husytyzmowi nic do tego<sup>57</sup>. Roman Heck, rozważając ewolucję polskiej świadomości narodowej w średniowieczu, potwierdza opinię Ewy Maleczyńskiej, że zasadniczo sytuacja polska w porównaniu z czeską była o tyle lepsza, że nie stworzyła szczególnie podatnego gruntu pod rozwój hasła narodowościowych. Nie można bowiem mówić o wyjątkowo silnych wpływach niemieckich wśród polskiego możnowładztwa i rycerstwa, w XV w. żywioł niemiecki w miastach zasymilował się już z miejscowym, a jeżeli osiągał gdzieś znacznie większą przewagę, to tylko w kilku największych ośrodkach handlowych. Podobnie Kościół w XV w. funkcjonował już od dwóch stuleci na zasadach wyznaczonych przez arcybiskupa Jakuba Świnkę. Beneficja powiązana z obowiązkami duszpasterskimi mogły być nadawane tylko kapłanom urodzonym w Polsce i władającym biegle językiem polskim<sup>58</sup>. Wszystko to sprawiło, że husytyzm nie miał już na gruncie polskim pola do popisu i nie mógł odegrać roli decydującego czynnika w rozbudzaniu polskiej świadomości narodowej. Natomiast elementem, którego znaczenia nie można umniejszyć, jest wkład, jaki miał husytyzm w rozwój polskiego języka literackiego. Doniosłą rolę wpływów czeskich podkreśla Jerzy Kłoczowski, wskazując, że literatura czeska w XV w. pozostawała na zdecydowanie wyższym poziomie niż twórczość polska w analogicznym okresie. Rozkwit rodzimego piśmiennictwa w epoce renesansu zawdzięczamy, w przekonaniu Jerzego Kłoczowskiego, ewolucji, która dokonała się w XIV–XV w., a w której niebagatelną rolę odegrały także impulsy z Czech<sup>59</sup>. Karol Hławiczka poszukiwał śladów husytyzmu w hymnologii polskiej. Udało mu się zidentyfikować kilka pieśni, w których, jego zdaniem, przetrwały tradycje husyckie. Wymienia pieśń *Jezu Chryste, nasza radości*, której pierwszy wiersz jest kalką z *Husa Jesu Chryste nostra salus*. Podaje również przykład pieśni *Przestrach na złe sprawy ludzkiego żywota*, ciekawej o tyle, że skomponowano do niej melodię na wzór husyckiego hymnu *Kdoż jsu boží bojovnicy*<sup>60</sup>. Wpływy narodowej ideologii husytyzmu zauważa Benedykt Zientara w zjawisku, które nazywa nacjonalizmem językowym. Śladów tego rodzaju poszukiwał między innymi w memoriale Jana Ostroroga *Monumentum pro reipublicae ordina-*

<sup>57</sup> E. Maleczyńska, *Ruch husycki...*, s. 528; podobnie: idem, *Ze studiów nad hasłami narodowościowymi w źródłach doby husyckiej*, „Przegląd Historyczny” 43 (1952), s. 77.

<sup>58</sup> R. Heck, *Uwagi o rozwoju polskiej i czeskiej świadomości narodowej w średniowieczu*, w: *Studia nad rozwojem narodowościowym Polaków, Czechów i Słowaków*, red. R. Heck, Wrocław 1976, s. 9–11.

<sup>59</sup> J. Kłoczowski, op.cit., s. 308; T. Michałowska, op.cit., s. 329.

<sup>60</sup> K. Hławiczka, *Ślady husytyzmu w hymnologii polskiej*, „Jednota” 7-8 (1971), s. 14.

*tionae*. Wymienia postulatory Ostroroga przypominające w swej treści hasła husyckie, np.: obowiązek głoszenia w polskich kościołach kazań po polsku<sup>61</sup>. Stosunkowo najbardziej krytycznie wypowiada się o wpływach husyckich na język polski S. Kolbuszewski. Uważa on, że krążąca w Polsce literatura husycka nie przyczyniła się do wzbogacenia polskiej sztuki literackiej w XV w., nie wyłączając Gałki *Pieśni o Wiklefie*. Wpływy czeskie ogranicza do roli pomocnika językowego, natomiast zasadniczo odmawia im roli impulsu twórczego. Na dowód przypomina, że przeważająca część utworów w języku polskim powstała zupełnie niezależnie od literatury czeskiej i bez jej udziału<sup>62</sup>.

Z powyższych rozważań może chyba płynąć wniosek, że nie należy traktować husytyzmu polskiego jako czegoś więcej niż epizodu w polskich dziejach. Niezaprzeczalnie pozytywne znaczenie husytyzmu w rozwoju polskiej kultury językowej, pewien udział w wyznaczaniu kierunków polskiej polityki zagranicznej, odgrywanie roli w wewnętrznych rozgrywkach politycznych czy wreszcie dostarczenie impulsu do pewnego ożywienia życia religijnego nie wyznaczają jednak ruchowi husyckiemu poczesnego miejsca wśród polskich czynników historiotwórczych. Należy chyba zgodzić się z opinią, że polski husytyzm był jedynie słabym refleksem bogatego w treści ideowe i potężnego pod względem oddziaływania społecznego ruchu husyckiego w Czechach. W Polsce istniał dopóty, dopóki istniała dla niego dobra koniunktura. Zniknął, gdy przestał być wygodnym instrumentem w walce politycznej z Kościołem i oligarchią magnacką<sup>63</sup>.

---

<sup>61</sup> B. Zientara, op.cit., s. 202.

<sup>62</sup> S. Kolbuszewski, *Polska a Czechy. Zarys zagadnień kulturalnych*, Poznań 1939, s. 68.

<sup>63</sup> P. Kras, op.cit., s. 317.

ANDRZEJ STĘPNIK (Lublin)

## MIĘDZY TEORIĄ A PRAKTYKĄ. DYLEMATY REGIONALISTYKI HISTORYCZNEJ W II RZECZYPOSPOLITEJ

Zainteresowania historią regionalną są tak stare jak sama historia. Ludzie zawsze, z różnych względów, wykazywali tendencję do wyróżniania swej „mniejszej ojczyzny”. Głębsza refleksja nie towarzyszyła temu jednak aż do XIX stulecia, kiedy to we Francji pojawił się ruch społeczno-kulturalny, dążący do zachowania i pogłębienia swoistych cech kultury danego obszaru. Nazwano go wówczas regionalizmem, który szybko utorował sobie drogę do różnych dziedzin kultury i oświaty. W Polsce ruch ten znalazł uznanie szczególnie w okresie międzywojennym.

Odzyskanie niepodległości przez Polskę w r. 1918 odmieniło bowiem potrzeby społeczne i warunki życia w państwie. Patriotyzm, manifestowany dotychczas często językiem symboli, zaczął wyrażać się przede wszystkim postawą aktywności i pracą na rzecz lokalnej społeczności. Wielkie problemy życia narodowego przeniosły się w teren, przyczyniając się do awansu kulturalnego prowincji. „Regionalność”, dotychczas często będąca koniecznością, stała się atrybutem nowej polskiej rzeczywistości. Dziewiętnastowieczne zapotrzebowanie na syntezy dziejów ojczystych zastąpiło oczekiwanie na opracowania historyczno-regionalne. Zjawisko to wynikało z potrzeby poszukiwania przez lokalne społeczności swego historycznego rodowodu, własnego miejsca w wielkich procesach dziejowych, potwierdzenia swego współuczestnictwa w budowaniu nowej Polski. Wiązało się także z demokratyzacją życia w odrodzonym państwie.

Historycy polscy okresu międzywojennego zaczęli mówić o historii regionalnej i lokalnej jako specyficznej gałęzi badań czy popularyzacji. Dla niektórych badaczy była ona nawet odrębną dziedziną nauki historycz-

nej<sup>1</sup>. Nie powstała jednak wówczas spójna, akceptowana przez wszystkich (lub większość) historyków teoria historii regionalnej (lokalnej). Dziedzina ta podlegała w latach 1918–1939 oddziaływaniu wielu czynników, które zadecydowały w konsekwencji o ogromnej różnorodności powstałych w jej ramach prac. Spośród ważniejszych wymienimy tu związki z szeroko rozumianym ruchem regionalistycznym, społeczno-politycznymi i kulturalnymi potrzebami odrodzonego państwa, wewnętrznymi przemianami zachodzącymi w polskiej historiografii, nie wspominając już o sprawach dość oczywistych, jakimi były potrzeby zaspokajania swych potrzeb intelektualnych przez poszczególne środowiska lokalne<sup>2</sup>.

Szersze lub węższe wypowiedzi (częściej wzmianki) na temat regionalizmu historycznego można znaleźć w wystąpieniach niemal wszystkich historyków okresu międzywojennego. Łączyła je pewna wspólna płaszczyzna myślowa: historia regionalna i lokalna ma na celu badanie i popularyzowanie przeszłości terytoriów mniejszych niż państwo. W kwestiach szczegółowych o wiele trudniej pokazać to, co integrowało niż dzieliło poszczególnych historyków. Najczęściej bowiem pojęcie to było używane w sposób intuicyjny, nie kryły się za nim solidniejsze przemyślenia naukowe. Wszystko to zdecydowało w dużej mierze o zróżnicowanej kondycji regionalistyki w II Rzeczypospolitej.

W okresie międzywojnia zarysowały się dwa główne środowiska, które w charakterystyczny dla siebie sposób podchodziły do kwestii rozumienia istoty historii regionalnej i lokalnej. Pierwsze z nich grupowało przedstawicieli tzw. ruchu regionalistycznego, drugie zaś ludzi wysuwających na plan pierwszy potrzeby nauki.

Najmniejsze relatywnie niepokoje związane z poznawaniem dziejów swej „mniejszej ojczyzny” przeżywali dziejopisarze związani z programem polskiego ruchu regionalistycznego<sup>3</sup>. Utożsamiali się oni z celami europejskiego

---

<sup>1</sup> Por. S. Krakowski, *Problematyka miejska w historiografii polskiej. Informacje bibliograficzne, metodologia, zagadnienia (ze szczególnym uwzględnieniem okresu 1929–1949)*, druk powielany, Łódź 1950, s. 5.

<sup>2</sup> Rangę ostatniego z wymienionych czynników w rozwoju historiografii regionalnej akcentują m.in. H. Samsonowicz, *Historiografia regionalna w Polsce po II wojnie światowej*, „Kwartalnik Historyczny”, r. 94, 1987 nr 1, s. 284; Z. Mańkowski, *Historiografia regionalna w Polsce. (Przegląd zagadnienia)*, w: *O regionalnych dějinách. Materiály z konference Kabinetu Regionalních Dějin při Katedre Historie Filozofické Fakulty Univerzity Pálackého v Olomouci*. Rožnov pod Radhoštěm 21–23 února 1979, Olomouc 1980, s. 30–43.

<sup>3</sup> Por. *Program regionalizmu polskiego*, „Ziemia”, r. 11, 1926 nr 13/14, s. 211–212; toż: „Życie Podlasia”, r. 3, 1926 nr 24, s. 1–2; toż: „Kronika Miasta Poznania”, r. 4, 1926

prądu społeczno-kulturalnego, dążącego do „zachowania swoistych cech kultury danego obszaru, do pogłębienia wiedzy o tej kulturze, do jej rozwoju i odnowy”<sup>4</sup>. Istota historii regionalnej była dla nich pochodną dążeń tegoż ruchu. Regionaliści nigdy nie definiowali ściśle powyższego pojęcia. Oznaczało ono dla nich tak opis dziejów wsi i miasteczek, jak i dużych, historycznych prowincji państwa. Aby wyłowić jego sens, musimy odwołać się do bardziej charakterystycznych wypowiedzi przedstawicieli tego ruchu, zrodzonego w dziewiętnastowiecznej Francji<sup>5</sup>.

Teoretycznym uzasadnieniem ich działalności była swojego rodzaju filozofia, akceptowana – co należy podkreślić – prawie przez wszystkich regionalistów. Zakładała ona, najkrócej rzecz biorąc, że w każdych warunkach i na każdym miejscu istnieje ścisły związek pomiędzy życiem ludzkim a jego otoczeniem. Struktury te – sądzono – nawzajem się przenikają i uzupełniają w nieskończenie różnych formach. Kiedy większość ich elementów znajdzie się w stanie równowagi, wówczas możliwe staje się ujawnienie ludzkich wartości, warunkujących harmonijne współżycie i twórczą pracę. Za podstawę osiągnięcia takiego ładu regionaliści uważali utrwalenie najlepszych tradycji historycznych ustalonych na określonym terytorium prawami natury. Ideolodzy regionalizmu przyznawali sobie prawo wyboru z przeszłości tego co „żywe” i odrzucenie tego co „martwe”. Postawa ta odcisnęła wyraźne piętno na pracach historyczno-regionalnych powstałych w tym kręgu.

Historia – jak z powyższego wynika – zajmowała szczególne miejsce w ruchu regionalistycznym. Jego twórcy, opierając swą ideologię na ukształtowanej przez warunki dziejowe odrębności kulturowej poszczególnych dzielnic kraju, traktowali ją jako środek do rozpoznawania i rozwiązywania wielu problemów nurtujących państwo i społeczność lokalne.

Konsekwencją takiej postawy było inspirowanie rozlicznych działań obejmujących badania, popularyzację i nauczanie dziejów regionalnych i lokalnych. Sprzyjało temu przekonanie o łatwości poznawania przeszłości najbliższej okolicy z uwagi na powszechność dostępu do źródeł i rzekomo niskie

---

nr 10, s. 220–223; o recepcji programu regionalistycznego w społeczeństwie polskim pisali m.in. W. Kołodziej, Z. Żiżka, *Ruch regionalistyczny w Polsce dawniej i dziś*, „Zeszyty Historyczno-Polityczne Stronnictwa Demokratycznego” 1986, z. 2, s. 62–73.

<sup>4</sup> Cyt. za *Słownik języka polskiego*, red. M. Szymczak, t. 3, Warszawa 1981, s. 34–35; por. też S. Arnold, *Słowo wstępne*, w: A. Patkowski, *W hołdzie ziemi rodzinnej*, Warszawa 1958, s. 5.

<sup>5</sup> Ch. Brun, *Regionalizm francuski*, w: *Ruch regionalistyczny w Europie*, praca zbiorowa, red. A. Patkowski, Warszawa 1934, s. 267.

koszty badań historycznych<sup>6</sup>. Zjawisko to, niezwykle złożone w swojej istocie, można określić mianem regionalizmu historycznego. Traktować go należy jako jedną z odmian regionalizmu w sensie ogólnym, który przeniknął niemal do wszystkich dziedzin kultury. Analogicznie moglibyśmy więc mówić o regionalizmie literackim, muzycznym, teatralnym itp., choć wszystkie w większym lub mniejszym stopniu nawiązywały do historii.

Ruch regionalistyczny w Polsce znalazł dobre warunki rozwoju, gdyż tu – jak napisał Zygmunt Mańkowski – „złożoność procesu historycznego, przemierzające się wpływy Wschodu i Zachodu (swoiste pogranicze), rozbitcie dzielnicowe, zabory, nierówne tempo rozwoju ekonomicznego kraju itp. [...] doprowadziły do daleko posuniętej specyfiki kraju (a nawet jego regionów, subregionów itp.)”<sup>7</sup>. Zarówno w okresie zaborów jak i Polski Odrodzonej wspólny rodowód kulturowy poszczególnych terenów oraz poczucie pewnej subtelnej odrębności psychicznej, wynikającej z faktu zamieszkiwania danej jednostki terytorialno-ludnościowej, był czynnikiem integrującym poszczególne środowiska i rodzącym wiele oddolnych, autentycznych inicjatyw społecznych. Regionalne zainteresowania historią uchodziły zaś za miernik poziomu kulturalnego lokalnych, zwłaszcza małomiasteczkowych, społeczności.

Ruch regionalistyczny i jego ideologia objęły wiele sfer i płaszczyzn ludzkiej aktywności i w poważnym stopniu wpłynęły na rozwój zainteresowań historyczno-regionalnych. Oddziaływały szczególnie na środowiska w zasadzie pozbawione tradycji naukowych, świat nauczycielski oraz działaczy związanych z ruchem krajoznawczym i samorządowym. Historia miała tu głównie pełnić rolę katalizatora w procesie awansu cywilizacyjnego prowincji.

Twórczość autorów programowo związanych z ideologią regionalistyczną – z racji ich stosunku do historii – dawała w efekcie uproszczony (czasem wręcz nieprawdziwy) obraz dziejów. Nie towarzyszyła im zwykle głębsza refleksja teoretyczna. Historię tę wszakże najczęściej uprawiali amatorzy i pół-profesjonaliści. Traktowali ją jako formę działalności społecznej, drogę do osiągnięcia pewnych celów utylitarnych, przynoszących pożytek swej „mniejszej ojczyźnie”, lub „potrzebę serca”. Pod względem warsztatu próbowali po prostu naśladować dawnych dziejopisów (głównie dziewiętnastowiecznych). Widać to nawet w tytułach publikacji tego okresu<sup>8</sup>. W opracowaniach po-

<sup>6</sup> Por. np. T. Dobrowolski, *Życie naukowe Śląska*, „Nauka Polska”, t. 19, 1934, s. 334.

<sup>7</sup> Z. Mańkowski, op. cit., s. 30.

<sup>8</sup> Np. J. Majewski, *Łuków m. powiatowe w województwie lubelskim. Dawnych dziejów i doby współczesnej szkic krótki*, „Gazeta Łukowska” 1924, nr 5, s. 3.

wstałych w tym kręgu zaznaczyła się wyraźnie tendencja do wykorzystywania wszystkich znanych danemu autorowi faktów i traktowania dostępnych źródeł w sposób jednakowo poważny. Wymóg selekcji był niemal programowo odrzucany. Prowadziło to często do nieprzewidzianych konsekwencji. Obserwować to możemy między innymi w pracy polskiego patrioty Stanisława Dołęgi o dziejach Torunia w dobie nowożytnej<sup>9</sup>. Autor włożył wiele trudu w przygotowanie swego dzieła. Przystudiował dostępne mu opracowania niemieckie, archiwalia, podpatrywał warsztat niemieckich mistrzów i opublikował pracę... o antypolskiej wymowie. Fascynacja dorobkiem swoich poprzedników oraz bezkrytyczne odtwarzanie przekazów źródłowych sprawiło, że S. Wałęga ukazał wizerunek Torunia lat 1724–95 z punktu widzenia ówczesnej rady miejskiej, z typową dla niej niechęcią do Polaków i katolików Torunia.

Niefachowe podejście do materiału źródłowego wymuszało stosowanie literackiej narracji. Sprzyjało rozpamiętywaniu przeszłości, dowolności ocen, łączeniu faktów historycznych z legendą miejscową, symboliką, fantazją itp. Prace historyków amatorów konceptualizowane były (jeżeli w ogóle były) wiedzą potoczną. Widoczne przy tym było podporządkowanie treści aktualnym nastrojom i ambicjom politycznym.

Największą wagę historycy amatorzy przywiązywali do wydarzeń politycznych. Z historii społecznej najchętniej prezentowali obrazy z życia lokalnych elit. Proces dziejowy traktowali jako produkt działalności jednostki. Najczęściej spotykaną praktyką było jednak poruszanie się w obrębie wszystkich możliwych tematów i przecenianie ich doniosłości. Widać to w książce ks. Aleksandra Bastrzykowskiego o dziejach parafii Jankowice Kościelne Sandomierskie<sup>10</sup>. Oddzielne rozdziały autor poświęcił w niej sprawie założenia parafii, historii i opisu miejscowego kościoła, plebanii, bractw, uposażenia kościoła, opisu szpitala, domu schronienia dla ubogich, ubiorów dawnych i obecnych, wykopalisk, emigracji przed- i powojennej. W dalszej części zamieścił oddzielny rozdział o roślinności stepowej w Sandomierskiem. Następnie powrócił do epizodów z życia św. Andrzeja Boboli i jego rodziny. Dalej przedstawiał postawy miejscowych dziedziców, działalność instytucji społecznych oraz teksty lokalnych piosenek ludowych.

---

<sup>9</sup> S. Wałęga, *Dzieje polityczne Torunia u schyłku Rzeczypospolitej (1724–95)*, „Rocznik Towarzystwa Naukowego w Toruniu”, r. 39, 1933, s. 1–392.

<sup>10</sup> A. Bastrzykowski, *Monografia historyczna parafii Jankowice Kościelne Sandomierskie*, Warszawa 1929.

Taki sposób myślenia o historiografii wynikał przede wszystkim z braku przygotowania naukowego autorów – miłośników przeszłości i „mniejszej ojczyzny”. Jest jednocześnie obrazem zainteresowań historycznych lokalnych społeczności.

Inaczej rzecz się miała w przypadku osób utożsamiających się z nauką historyczną lub naukami pokrewnymi. Łączyło ich często wykształcenie historyczne oraz przekonanie, że przede wszystkim służą oni potrzebom naukowym, a historię regionalną czy lokalną uprawiają zgodnie z ogólnymi wymaganiami historiografii.

W tej grupie badaczy dają się zauważyć dwie większe podgrupy. Pierwszą z nich tworzyli historycy przygotowani pod względem fachowym, lecz piszący w sposób tradycyjny. Łączyć ich można między innymi z powstałymi w latach 1918–39 próbami monografii takich regionów, jak: Śląsk, Wielkopolska, Pomorze. Najbardziej charakterystyczną cechą tej twórczości była względna poprawność warsztatowa. Historiografia ta mniejsze postępy poczyniła w zakresie realizacji zasady obiektywizmu, aczkolwiek wyrastała w znacznym stopniu z naukowej potrzeby przeciwstawienia się nacjonalistycznej historiografii niemieckiej, zacierającej istniejące świadectwa polskości na historycznych ziemiach zachodnich i północnych Rzeczypospolitej<sup>11</sup>. Wiązało się to ze sprawą emocjonalnego angażowania się autorów w przeszłość swej „mniejszej ojczyzny” oraz bieżące problemy odrodzonego państwa.

Podobne zjawisko pojawiło się na wschodnich rubieżach Rzeczypospolitej. Historyków regionalistów, działających na kresach wschodnich i zachodnich, moglibyśmy więc nazwać swego rodzaju „grupą zadaniową”, wspierającą polskie interesy na tych terenach. Zastrzec jednak należy, że wprowadzanie do dzieł historyków fachowych aktualnych pierwiastków politycznych czy ideologicznych nie miało charakteru tak bezpośredniego, jak to było w przypadku amatorów. Autorzy ci dążyli z reguły do nadania swojej narracji pozorów neutralności. Swe ukryte cele realizowali częściej poprzez umiejętny dobór faktów, wartościowanie, stosowanie analogii itp.

Dążenie do „unaukowania” historii regionalnej przez badaczy fachowych uwidacznia się najbardziej w sposobie ujmowania dziejów. Obok jednostek i ich czynów pojawiły się z czasem „masy społeczne”, będące równoprawnym elementem dziejotwórczym. Powszechną praktyką stało się wprowadzanie tzw. tła historycznego oraz dbałość o poprawność konstrukcji.

<sup>11</sup> Por. np. B. Wysocka, *Regionalizm Wielkopolski w II Rzeczypospolitej*, Poznań 1981.



Postęp dokonywał się więc stopniowo, aczkolwiek nie bez pewnych oporów.

Odmienne rzecz się miała w przypadku prac (lub ich koncepcji) nowatorskich, publikowanych przez historyków profesjonalnych (często akademickich), stanowiących drugą podgrupę autorów utożsamiających się z zadaniami nauki. Za takie uważać można między innymi tzw. monografie wiejskie, powstałe w szkole Franciszka Bujaka, teorie Jana Rutkowskiego i niektóre prace wyrosłe na gruncie socjologii. Zmierzały one wyraźnie do wypracowania nowego modelu badań regionalnych.

Pierwsze nowoczesne monografie wsi zostały napisane na początku naszego stulecia przez F. Bujaka. Miały stanowić podstawę dla przyszłej, wszechstronnej monografii Galicji. Przyczyniły się do ukształtowania się w II Rzeczypospolitej nowego kierunku badań historyczno-regionalnych. Nowatorstwo F. Bujaka rozpoczęło się od nobilitacji źródeł, które w opinii historyków z katedr uniwersyteckich miały pozostać domeną badaczy lokalnych. Historyk lwowski bowiem oprócz materiałów urzędowych, takich jak księgi hipoteczne, metryki kościelne, akta spisów ludności, proponował także zapoznanie się z działalnością szkoły, urzędu gminnego, kościoła, instytucji kredytowych itp. Wskazywał także na zasadność zbadania oddziaływania starostwa, sądów, instytucji gospodarczych i kulturalnych z sąsiednich miejscowości, a także przeprowadzenia wywiadów z ogółem mieszkańców na temat istniejących tam stosunków rodzinnych i majątkowych.

*Żmiąca, Maszkienice, Limanowa* i inne prace składające się na jego dorobek, mimo pewnych niedostatków metodologicznych, stały się w dwudziestoleciu międzywojennym wzorem pod względem metody badawczej dla liczного grona historyków społeczno-gospodarczych. Większość z nich została opublikowana w seriach wydawniczych, redagowanych przez F. Bujaka, zwłaszcza *Badaniach do dziejów społecznych i gospodarczych*. Autorzy zawartych w nich publikacji opierali się głównie na dwóch metodach: monograficznej (w wersji socjograficznej i historycznej) oraz statystycznej.

W pierwszym wypadku mamy do czynienia z rozwiniętą i wzbogaconą adaptacją metody La Playa, utożsamianą z Francuską Szkołą Społeczną. Modyfikacje Bujakowskie polegały głównie na przesunięciu metody obserwacji z rodziny na zbiorowość terytorialną oraz dostosowaniu schematu badawczego do potrzeb historyków. Miało to służyć wykrywaniu określonych zjawisk typowych, do których dochodzi się poprzez zsumowanie badań jednostkowych. W pracach Bujaka daje się zauważyć pewna ewolucja praktyki badawczej, polegająca na systematycznym przechodzeniu od ujęć socjograficznych do koncepcji monografii opisowej. Zmodyfikowana koncepcja mono-

grafii opierała się głównie na mikroanalizie wybranych zagadnień z historii społeczno-gospodarczej.

W naukowym nurcie historiografii regionalnej znalazła swe trwałe miejsce także metoda statystyczna. Stało się to również głównie za sprawą F. Bujaka, który przejął ją od profesora Uniwersytetu Jagiellońskiego Józefa Kleczyńskiego, uważającego – podobnie jak współczesny mu socjolog Stanisław Rychliński – że „statystyka [...] w coraz większym stopniu zapobiega brakom zwykłego opisu znamion zewnętrznych procesów, odbywających się w środowisku społecznym. Statystyka – pisał – zastępuje do pewnego stopnia ścisłe pomiary, dokonywane przy pomocy przyrządów laboratoryjnych w fizyce. [...] pozwala także na wybór ze zbyt licznej całości zjawisk, objętej zainteresowaniami badacza, przejawów reprezentacyjnych, które można lepiej zbadać [...]. Wreszcie, co najważniejsze, metoda statystyczna umożliwia kojarzenie cech wymiernych na płaszczyźnie zupełnie obiektywnej”<sup>12</sup>.

W przypadku F. Bujaka mamy do czynienia w tym względzie z postawą bardziej powściągliwą. Pełna afirmacja metody statystycznej występowała w zasadzie tylko w pierwszym okresie jego twórczości. Widać to wyraźnie w jego opisach socjograficznych, a zwłaszcza w *Maszkienicach*. Później wyczuwalne stają się wątpliwości, wynikające z niepokoju o walory poznawcze tej metody oraz porównywalność analizy ilościowej i jakościowej.

W oparciu o interpretację danych statystycznych powstało szereg prac innych autorów, będących jej wizytówką. Na uwagę zasługują głównie tzw. pobujakowskie monografie wiejskie, pod względem konstrukcji nawiązujące do kwestionariusza *Żmiącej*<sup>13</sup>. Osobną grupę prac stanowią opisy porównawcze dwóch (lub więcej) wsi, w których opisy socjograficzne zostały wzbogacone przez zastosowanie metody porównawczej<sup>14</sup>. Pod względem wartości ustępują one jednak swym pierwowzorom.

Postulaty modernizacji regionalistyki historycznej formułował też poznański uczony Jan Rutkowski we wczesnym okresie swej działalności badawczej – u progu odzyskania niepodległości przez Polskę. Później dokonał on przewartościowania swych poglądów. Na temat historii lokalnej wypo-

<sup>12</sup> S. Rychliński, *Badania środowiska społecznego. Podstawowe zagadnienia metodologiczne*, Warszawa 1932, s. 41–42.

<sup>13</sup> Np. W. Staniewicz, *Majtuzy Bołondziszki, wieś powiatu lidzkiego. Studium społeczne i gospodarcze*, Wilno 1923; J. Fierich, *Broniszów, wieś powiatu ropczyckiego*, Ropczyce 1936.

<sup>14</sup> F. Guściora, *Trzy Kurzyny, wsie powiatu niskiego* [Warszawa 1929]; W. Gortat, *Góra Bałdrzychowska i Buczyna. Opis porównawczy wsi na gruntach scalonych, wsi mającej szachownicę*, Warszawa 1928.

wiadał się kilkakrotnie, w trakcie konstruowania swego modelu historiografii wyjaśniającej i teoretycznej.

Najbardziej wyraziście wyraził swe stanowisko w recenzji pracy Romana Grodeckiego o książce własności trzebnickiej. Pochwalał w niej pomysł wykorzystania lokalnych źródeł archiwalnych do dwójakiego celu: zrozumienia ich indywidualnego, lokalnego znaczenia oraz oceny ich wartości ogólnej. „Jest to bardzo ważna zasada metodologiczna [...], która winna znaleźć zastosowanie przy wszystkich tego typu badaniach. Zasada ta jednak, stwierdzał dalej 28-letni wówczas Rutkowski, [...] musi być jednak do pewnego stopnia uzupełniona: nie można bowiem zapominać, że tylko punkt wyjścia badania ma być ściśle lokalny, jego cele muszą być zawsze ogólne i z tego punktu widzenia powinny być przedstawiane wyniki lokalnych badań; chodzić mianowicie musi o wyjaśnienie zagadnień ogólniejszych na podstawie materiału lokalnego. Zasada ta – pisał – powinna być ideą przewodnią całego badania”<sup>15</sup>. W recenzji tej pojawia się także postulat konceptualizowania temu podobnych badań elementami wiedzy ekonomicznej.

Nie sposób też pominąć wpływu na historię innych dyscyplin nauki. Prym w tej dziedzinie wiodła socjologia. Zaznaczył się on głównie w tzw. monografiach terytorialnych. Miały one bardzo szeroki zakres tematyczny, a ujmowane były pod kątem widzenia polityki społecznej. Tylko rozdział wstępny dotyczył problematyki historycznej, ale w wielu wypadkach te obszernie fragmenty mogłyby pretendować do rangi samodzielnych rozpraw.

Metodologiczne podstawy dla tego typu opracowań stworzyli S. Rychliński i S. Orsini-Rosenberg. Według ich założeń monografie terytorialne miały opierać się na metodzie La Playa i dwóch metodach amerykańskich: *surveys* i *case studies*. Podstawowymi narzędziami pracy miała być natomiast obserwacja, ankieta, wypowiedzi respondentów na piśmie i wywiad. W najciekawszej pracy Rychlińskiego znalazły się także wzory badań lokalnych. We wszystkich tych modelach elementy historii pojmowane były jako podłoże współczesnego kształtu stosunków społecznych, gospodarczych i kulturalnych.

Na jakość całej polskiej regionalistyki historycznej korzystnie oddziaływała dyskusja nad istotą i zadaniami badań nad „mniejszą ojczyzną”. Na podstawie dostępnego materiału badawczego można stwierdzić, że opinie na ten temat były zazwyczaj ogłaszane przez historyków, którzy reprezen-

---

<sup>15</sup> J. Topolski, *O nowy model historii. Jan Rutkowski (1886–1949)*, Warszawa 1986, s. 65–66.

towali wyspecjalizowane działy historii, a dziejami regionalnymi zajmowali się raczej okazjonalnie. Ponieważ należeli oni do elity polskiego świata historycznego (lub świata nauk pokrewnych), to ich wypowiedzi miały charakter szczególnie miarodajny. Nierzadko stanowiły one punkt wyjścia do rozważań ogólniejszej natury. Przyjrzyjmy się najbardziej charakterystycznym wypowiedziom na ten temat oraz ich ewolucji.

Jeszcze staromodnie, czy wręcz archaicznie, brzmiał w pierwszych latach II Rzeczypospolitej głos historyka zamojskiego (później lwowskiego) Kazimierza Sochaniewicza. Snując refleksję na temat dziejów „mniejszej ojczyzny”, twierdził on na przykład, że cokolwiek to będzie i gdziekolwiek, jeżeli jest tylko związane z historią polską, powinno znaleźć się w jaźni narodowej i budzić takie uczucia, jakie budził św. Graal w sercach rycerzy okrągłego stołu; „niech będzie – pisał Sochaniewicz – przedmiotem czci i zapału takiego, jaki się budził w sercach krzyżowców na ziemi, po której stąpała stopa »Zbawiciela świata«”<sup>16</sup>.

W 1928 r. do dyskusji włączył się wybitny historyk warszawski, Marcei Handelsman. Z jego wypowiedzi, opublikowanej w „Roczniku Łódzkim”, dowiadujemy się, że „przez regionalizm rozumie się badanie, w pełni zakresu przeszłości i teraźniejszości, stosunków pewnej dzielnicy, okręgu czy miasta, oraz popularyzowanie wiedzy o tym wśród szerokiego ogółu”<sup>17</sup>. Konsekwencją tego działania powinno być – według Handelsmana – ukształtowanie się konstruktywnej świadomości regionalnej, dobrze służącej Polsce. Aczkolwiek w dalszej części artykułu Handelsman wskazywał na istniejące przy tym niebezpieczeństwo schematyzacji postępowania badawczego, nie odmawiał historii regionalnej potencjalnych atrybutów naukowych. Wyraźnie jednak rozgraniczał badania i popularyzację. Podobne rozumienie tej problematyki prezentowała znawczyni dziejów literatury, Stefania Skwarczyńska. Autorka ta w swych konstatacjach nie posunęła się właściwie dalej. Poza zestawieniem katalogu trudności, jakie towarzyszą badaniom regionalnym, uzupełniła powyższy pogląd bardzo ogólnym stwierdzeniem, z którego wynika, że „regionalizm uderza w dwa przedmioty badania: Ziemię i człowieka”<sup>18</sup>. Dla badaczy tych ważniejszy był więc charakter przedmiotu badania niż zakres prowadzonych badań. Regionalistyka w ich przekonaniu obejmowała zarówno badania przeszłości miast jak i historycznych prowincji kraju.

<sup>16</sup> K. Sochaniewicz, *Kult przeszłości w wychowaniu narodowym*, Zamość 1921, s. 13.

<sup>17</sup> M. Handelsman, *Zamiast programu badań*, „Rocznik Łódzki”, t. 1, 1928, s. 11–14.

<sup>18</sup> S. Skwarczyńska, *Regionalizm a główne kierunki literatury*, w: *Prace polonistyczne*, Łódź 1937, s. 8.

Zapowiedzią nowego podejścia do historii regionalnej stał się głos ówczesnego docenta Uniwersytetu Warszawskiego, Stanisława Arnolda, znawcy wieków średnich i zarazem jednego z najbardziej konsekwentnych teoretyków i rzeczników regionalizmu w II Rzeczypospolitej. Na łamach „Ziemi” (swoistej trybuny polskich regionalistów) stwierdzał on, iż znaczenie pojęcia historii regionalnej wyznacza sam termin „region”, będący wytworem procesów geograficzno-historycznych, które należy badać w obrębie większych jednostek terytorialno-ludnościowych<sup>19</sup>. Badania nad miastami uznawał zaś raczej za domenę historii lokalnej.

Jednoznacznego rozróżnienia tych pojęć dokonał krakowski mediewista Karol Buczek. W referacie wygłoszonym na VI Powszechnym Zjeździe Historyków Polskich w Wilnie (1935 r.) poczynił zastrzeżenie co do monolitycznego rozumienia historii poszczególnych jednostek terytorialno-ludnościowych. Wyodrębnił przy tym jak gdyby dwa nurty regionalistyki: historię regionalną i lokalną. Nie definiował niestety tych pojęć<sup>20</sup>.

Interesujące światło na poziom teoretycznej refleksji nad historią regionalną rzuca zapomniany nieco artykuł Adama Próchnika, ogłoszony już u schyłku II Rzeczypospolitej<sup>21</sup>. Według tegoż historyka i działacza PPS historia regionalna i lokalna (podobnie jak K. Buczek dokonywał takiego rozróżnienia) to studia nad zagadnieniami historii „małych ojczyzn”. Mogą one mieć charakter naukowy i popularyzatorski. Stanowią zwykle – w opinii autora – część większej całości (tj. są elementem historii ogólnej) lub posiadają samodzielny wymiar (czyli są składnikiem historii regionu). Wprawdzie każda zdobycz historiografii regionalnej (lokalnej) stanowi jednocześnie pewien wkład do dziejów narodowych (państwowych), jednakże kryterium klasyfikacji dla A. Próchnika stanowiła świadomość badacza, wyrażająca się w tym, „czy z punktu widzenia ogólnych potrzeb schodzimy na teren lokalny, czy też uprzytomniamy sobie odrębne, mające własne znaczenie, potrzeby historii regionalnej”<sup>22</sup>.

Prace pierwszej grupy – zdaniem Próchnika – były na ogół przedmiotem badań wybitnych historyków, towarzystw naukowych, seminariów histo-

<sup>19</sup> S. Arnold, *Historia a regionalizm*, „Ziemia”, r. 10, 1925, nr 1, s. 9.

<sup>20</sup> Por. K. Buczek, *Zagadnienie regionalizmu w nauczaniu historii w szkole średniej*, w: *Pamiętnik VI Powszechnego Zjazdu Historyków w Wilnie. 17–20 września 1935 r.*, t. I: Referaty, Lwów 1935, s. 541–548.

<sup>21</sup> A. Próchnik, *Samorząd a zagadnienie historii regionalnej*, „Samorząd Miejski”, r. 18, 1939, nr 9, s. 662–672.

<sup>22</sup> *Ibidem*, s. 662.

rycznych itp., miały one jednak często charakter przypadkowy i fragmentaryczny. Podejmowano na tym gruncie tylko te zagadnienia historii regionalnej i lokalnej, które charakteryzowały się ogólniejszymi odniesieniami. Prace regionalne wykonywane w centralnych ośrodkach naukowych z racji tego, że były prowadzone przez najlepszych specjalistów i przy użyciu najlepszych metod, z zastosowaniem profesjonalnego aparatu naukowego, Próchnik oceniał najwyżej, ale tylko pod względem fachowości. Równocześnie jednak wyrażał przekonanie, że prace specjalistyczne gubią najistotniejsze wartości historii regionalnej, ściśle związanej z terenem danego regionu. „Historia – pisał – musi mieć swoje rumieńce, musi odtworzyć nie tylko kontury, ale również barwę przeszłości”<sup>23</sup>, tak charakterystyczną na przykład dla małych miast. Tłumaczył, że tak jak nie może być historii powszechnej bez uwzględnienia odrębności narodowych państw w niej uczestniczących, tak nie jest możliwa synteza dziejów Polski bez odwołania się do specyfiki, kolorytu, niepowtarzalnego klimatu poszczególnych regionów i ośrodków miejskich. Próchnik zapewniał, że tylko w terenie istnieje odpowiednia atmosfera do pielęgnowania takich studiów. Wskazywał jednocześnie na fakt, że podstawowa baza źródłowa w tym przypadku zazwyczaj znajduje się na miejscu. Łatwiej zatem skonfrontować ją ze źródłami centralnymi i ogólnymi niż odwrotnie.

Zarówno wymieniani, jak i inni historycy konkretyzowali swoje poglądy na temat historii regionalnej i lokalnej w wypowiedziach dotyczących jej funkcji politycznych oraz społecznych. Inspirowała ich do tego przede wszystkim nowa sytuacja społeczno-polityczna w kraju po 1918 r. oraz, co się z tym wiąże, nowe potrzeby państwa i społeczeństwa polskiego.

Przypomnijmy, że w XIX i na początku XX w. regionalizm był jedną z dróg poznawania i przeżywania historii. Rozwój zainteresowań historycznych oraz towarzyszące im bariery polityczne, administracyjne i finansowe (rozdzielenie ziem polskich granicami państw zaborczych, utrudniony dostęp do źródeł, niechęć zaborców do polskiego ruchu naukowego, niedostatek środków materialnych na badania, zbyt mała ilość instytucji naukowych wspierających i koordynujących prowadzone prace) wymuszały zamykanie się wielu dziejopisarzy w tematyce regionalnej. Aczkolwiek w ten sposób powstawały dzieła o różnej wartości, niekwestionowanym faktem pozostaje dążność tych ludzi do pielęgnowania polskości, tradycji narodowych, obyczajów, zespalania lokalnych społeczności wokół wspólnej historii itp., słowem

<sup>23</sup> Ibidem.

walki o kulturę narodową. Prace te były wówczas przede wszystkim domeną inteligencji<sup>24</sup>.

Po I wojnie światowej sytuacja na tym polu radykalnie się zmieniła. Zniknęło szereg dotychczasowych ograniczeń i konieczności, regionalizm zyskał nowe bodźce. Świat historyczny dojrzał w nim szansę przyspieszenia zjednoczenia i rozwoju państwa w zakresie życia politycznego, społecznego, gospodarczego i kulturalnego, przekroczenia dawnych kordonów oraz dyslokacji ośrodków kultury polskiej.

Po 1918 r. zaczęto coraz częściej podnosić problem naukowych funkcji historii regionalnej i lokalnej. Nowe perspektywy przed regionalistyką otworzyła w głównej mierze potrzeba nowego, całościowego ujęcia dziejów Polski. Dziewiętnastowieczne opracowania tego typu, aczkolwiek liczne, nie mogły dłużej spełniać swej roli. Nowa synteza dziejów Polski nie mogła się jednak obejść bez zaktualizowanej wiedzy na temat dziejów poszczególnych regionów, subregionów, miast i wsi. Szczerpłość kadry historyków zawodowych, skupionych wówczas głównie w ośrodkach akademickich, zmuszała do włączenia się do realizacji tychże zadań historyków regionalistów.

Sprzyjało temu przełamanie jeszcze na początku XX w. monopolu historii politycznej. Głównie za sprawą F. Bujaka i J. Rutkowskiego (a później ich uczniów) coraz większe uznanie zaczęły zdobywać oparte na naukowych podstawach badania z zakresu historii społecznej i gospodarczej. Jak słusznie zauważył Władysław Rusiński, „możliwości na odcinku dziejopisarstwa lokalnego i regionalnego wzrosły tym samym niepomierne, liczba bowiem miejscowości posiadających na tyle atrakcyjny rodowód w sensie historii politycznej, aby mogły stać się przedmiotem osobnych badań, była ograniczona, natomiast każde nawet najmniejsze osiedle miało swoje »życie codzienne«, które mogło być śledzone nieraz z dość daleko sięgającą retrospekcją”<sup>25</sup>.

Kolejnym czynnikiem stymulującym postęp i rozwój regionalistyki było wprzęgnięcie jej w służbę badań interdyscyplinarnych. Sprzyjała temu powolna decentralizacja polskiego życia naukowego oraz jeszcze wolniejszy (ale realny) wzrost kultury metodologicznej historyków regionalistów w okresie II Rzeczypospolitej. Poważny udział mieli w tym historycy zgrupowani wokół Polskiego Towarzystwa Historycznego oraz regionalnych towarzystw naukowych. Sprawy te również znajdowały odzwierciedlenie w wypowiedziach

<sup>24</sup> Por. B. Gołębiowski, *O kształcie współczesnego regionalizmu*, „Profile” 1970, nr 3, s. 17.

<sup>25</sup> *W sprawie historii regionalnej*, „Kwartalnik Historyczny”, r. 81, 1974, nr 3, s. 503.

wielu badaczy. Największą wymowę mają opinie historyków uznanych, chętnie cytowanych w czasopiśmie regionalnych i rozprawach wydawanych z dala od głównych ośrodków naukowych.

Cytowany powyżej A. Próchnik uważał, że z powodów praktycznych do badań nad dziejami miast i wsi należy włączyć nauczycieli i historyków amatorów (otoczonych opieką naukową ze strony profesjonalistów), gdyż tylko ci, ze względu na znajomość terenu, są w stanie oddać jego swoisty koloryt dziejowy. Taka organizacja pracy historycznej była dla niego także skuteczną drogą do podniesienia prestiżu kulturalnego prowincji i pogłębienia świadomości obywatelskiej. W tym względzie Próchnika można uznać za reprezentanta tej grupy historyków, która sądziła, iż naukowe aspekty historii regionalnej powinny korespondować z walorami społecznymi.

Pogląd taki reprezentował niemal przez cały okres swej działalności naukowej F. Bujak. Uczony ten zasadności pracy naukowej na prowincji upatrywał w mnogości historycznych ośrodków kulturalnych na ziemiach polskich oraz rozproszonemu (ziemiańskiemu) charakterowi naszej kultury w przeszłości. „Jest zatem co badać” – pisał w jednym ze swych artykułów<sup>26</sup>. Historyk lwowski badaczy dziejów małych miast traktował w sposób raczej pobłażliwy. Uważał, że „naukę uprawiać może każdy, jeżeli traktuje to jako hobby”<sup>27</sup>. Historycy regionalni, dla lepszej organizacji swych badań, powinni – według Bujaka – zrzeszać się w kółka naukowe oraz tworzyć muzea regionalne jako swój warsztat pracy. Przydałoby to zatem regionalistycie pewną funkcję organizatorską i inspiratorską. Szczegółowe wyniki badań lokalnych badaczy mogły posłużyć – jak sądził – do przyszłej syntezy dziejów społeczno-gospodarczych kraju.

Analogiczny stosunek do historyków „mniejszej ojczyzny” wyrażał znawca dziejów polskich powstań narodowych – Wacław Tokarz. Przedstawiciel warszawskiego środowiska historycznego nie zagłębiał się zbytnio w teoretyczne problemy historii regionalnej. Głosił kult faktu historycznego, wysoko sobie cenił nawet wycinkowe ustalenia regionalistów, dotyczące zwłaszcza dziejów małych, nie badanych dotychczas, miast oraz ruchów niepodległościowych w poszczególnych prowincjach. Upatrywał w nich drogi do pełnej syntezy w ramach poszczególnych dziedzin nauki historycznej<sup>28</sup>.

<sup>26</sup> F. Bujak, *Praca naukowa na prowincji. Wstęp ogólny*, „Nauka Polska”, t. 4, 1923, s. 81–114.

<sup>27</sup> Ibidem, s. 86.

<sup>28</sup> Por. W. Tokarz, *Stan i dezyderaty badań nad historią wojny polsko-rosyjskiej 1830–1831*, w: *Pamiętnik IV Powszechnego Zjazdu Historyków Polskich w Poznaniu 6–8 grudnia 1925 r.*, t. I: Referaty. Sekcja VI, Lwów 1925, s. 1–10.



W podobnym duchu wypowiadali się też inni historycy, tacy jak: Łucja Charewiczowa, Józef Kucharzewski, Aleksander Patkowski i inni.

Postulowali oni, by do badań małych miast i wsi włączyły się szeroko środowiska oświatowe. Zaczęto nawet konstruować proste kwestionariusze badawcze, z którymi ruszali by w teren domorośli badacze. Alicja Hłasko-Pawlicowa na przykład proponowała zaopatrzenie początkujących historyków w odpowiedni arkusz, w którym zaznaczaliby oni:

- „czy w danej miejscowości są ruiny zamku, kopce, kurhany, grodziska, pola bitew i co ludzie o nich opowiadają?
- czy przetrwała pamięć o jakimś bohaterze miejscowym?
- jakie dawne napisy pozostały na pomnikach, płytach grobowych i gmachach?
- jakie narzędzia pracy, naczynia i meble wzbudzają zdziwienie kształtem lub sposobem użycia?
- czy w danej okolicy są jakieś niezwykle sposoby liczenia i mierzenia” itd.<sup>29</sup>

Uważano, że zebrany w ten sposób materiał mógłby zacząć swoje naukowe życie pod postacią kroniki szkolnej, miejskiej lub gminnej. Wyrażano przekonanie, że poprawnie prowadzona kronika może stać się „jakby podręcznikiem nauki o swojszczyźnie, lepszym od niejednej monografii”<sup>30</sup>. Myśl tę podjęła prasa dla nauczycieli, publikując wiele propozycji odnośnie sposobów dokonywania w niej zapisów, które powinny głównie uwzględniać tzw. tło lokalne, a w tym:

- 1) „zewnątrzne stosunki miejscowości, przypuszczalne założenie, wielkość obszaru gminnego, lasy, drogi, ilość budynków, stare sadyby z napisami, zdjęcia (stare i nowe), publiczne budowle, kulturalne prace, zabytki, nieszczęścia, ciężkie czasy,
- 2) ludność, jej stan liczebny, język i gwara, religię, ważne rody, emigrację, charakterystyczne właściwości mieszkańców, zwyczaje, obyczaje, życie towarzyskie, uroczystości ludowe, podania,
- 3) obejście gminy, nazwy rzek, gór i lasów, gwarowe nazwy pól, wykopaliska, zapiski historyczne”<sup>31</sup>.

---

<sup>29</sup> A. Hłasko-Pawlicowa, *Wartości dydaktyczne i naukowe szkolnych wycieczek historycznych*, „Wiadomości Historyczno-Dydaktyczne”, r. 2, 1934, z. 1, s. 69.

<sup>30</sup> S. Gawroński, *Co należy zapisywać w „Kronice szkolnej”?*, „Przyjaciel Szkoły”, r. 9, 1930, nr 7, s. 284–285.

<sup>31</sup> Ibidem, s. 285.

Regionalizm historyczny miał oczywiście także swoich oponentów. Do nich należał przede wszystkim poznański uczoney J. Rutkowski. Uważał on, że „sposób jak i badania regionalne u nas prowadzone – nastęrcza sporo wątpliwości co do ich wartości dla ogólnego rozwoju nauki historycznej”<sup>32</sup>. Na karb braku w Polsce fachowej krytyki zapisał fakt powszechnego przeceniania prac o charakterze lokalnym. „Najbardziej jaskrawo uwydatnia się [to] – podkreślał – w monografiach miejscowości, gdzie jeden autor, który częstokroć bardzo słabo panuje nad samą metodą historyczną, podejmuje się opracowania zagadnień ze wszystkich działów kultury. Wybór faktów z materiału źródłowego jest wówczas zazwyczaj zupełnie przypadkowy, mało wartościowe szczegóły dokładnie opisywane, rzeczy wielkiej wagi częstokroć zupełnie omijane. Dobrze, jeżeli poszczególne ugrupowane są w sposób umożliwiający szybkie odszukanie wiadomości, dotyczących pewnej kategorii zjawisk; w literaturze naszej mamy szereg monografii miejscowości, w których na każdej niemal karcie znaleźć można wiadomości ze wszystkich niemal dziedzin życia”<sup>33</sup>.

Sytuacja taka – zdaniem Rutkowskiego – wynikała z błędu w myśleniu, że sama znajomość metody historycznej była tożsama z całkowitym przygotowaniem do pracy we wszystkich dziedzinach historii. Uważał, że od autorów syntez regionalnych i lokalnych należy wymagać przygotowania z dziedziny socjologii, ekonomii i innych dyscyplin wiedzy. W związku z tym apelował, by badacze regionalni (a zwłaszcza historycy miast) nie rozpraszali swoich sił na próby ujęć monograficznych. Spełnienie ambicji twórczych tej grupy historyków widział w analitycznych opracowaniach poszczególnych zagadnień w ramach ich rzeczowej klasyfikacji, inwentaryzowaniu, opisywaniu i publikowaniu źródeł do dziejów miejscowości, powiatów itd. Tylko taki wymiar regionalnej twórczości historycznej mógłby – zdaniem poznańskiego uczonego – przynieść realne korzyści. Pozwoliłoby to na dotarcie historyków zawodowych do wielu rozproszonych i nieznanych dotychczas źródeł, a jednocześnie na podniesienie poziomu kultury historycznej mieszkańców danego terytorium.

Regionalizm historyczny bywał krytykowany także z innych powodów. Przypisywano mu znamiona ciasnego prowincjonalizmu, zaściankowości, źle pojętego lokalnego patriotyzmu czy nawet skłonność do séparatyizmu dzielnicowego. Zarzuty te rzadko jednak miały jakiś związek z nauką.

---

<sup>32</sup> J. Rutkowski, *O zadaniach pracy naukowej na prowincji w zakresie historii*, „Nauka Polska”, t. 4, 1923, s. 232–236.

<sup>33</sup> *Ibidem*, s. 234.

Niezależnie od słów krytyki badania historyczno-regionalne cieszyły się w II Rzeczypospolitej dużą popularnością, przyczyniając się do rozwoju nauki historycznej. Dość powiedzieć, że w latach 1918–39 powstało ok. 31 tys. publikacji historycznych, różnej wartości, z tego ok. 4100 o charakterze regionalnym i lokalnym, co stanowiło ok. 13% całości ówczesnej „produkcji” historiograficznej. Nastąpiła decentralizacja badań naukowych, możliwa do prześledzenia chociażby na mapie towarzystw i instytucji naukowych tego okresu. Na niwie społecznej zaowocowało to powstaniem nowej świadomości regionalnej, zaznaczającej się przywiązaniem do „mniejszej ojczyzny” i owocującej w dalszej perspektywie awansem cywilizacyjnym prowincji.

ADAM MIODOWSKI (Białystok)

## SPRAWOZDANIE Z I OGÓLNEGO ZJAZDU DELEGATÓW WOJSKOWYCH POLAKÓW W ROSJI (7.06–22.06.1917 R.)

W efekcie zwycięstwa rewolucji lutowej w Rosji doszło do ogłoszenia nowych deklaracji odnośnie sprawy polskiej. 27.03.1917 r. Rada Delegatów Robotniczych i Żołnierskich [dalej: RDRiŻ] opublikowała „Orędzie do narodu polskiego”, zaś 30.03.1917 r. Rząd Tymczasowy wydał „Manifest do Polaków”<sup>1</sup>. Spontanicznie zareagowały na te deklaracje liczne rzesze Polaków w Rosji. W głównej mierze ta radość udzieliła się polskim żołnierzom i oficerom z armii rosyjskiej<sup>2</sup>. Pierwszym ich odruchem wobec wydarzeń rewolucyjnych i ogłoszonych przez kierownicze czynniki rosyjskie deklaracji w sprawie polskiej była dążność do skupiania się i organizowania w związki wojskowych. Zasadniczą przyczyną tej dążności było pragnienie osiągnięcia jakiejś formy łączności etnicznej Polaków w armii rosyjskiej. Osiągnięcie tego celu stało się możliwe z chwilą ogłoszenia słynnego rozkazu nr 1 z 14.03.1917 r.<sup>3</sup> Na jego podstawie Wódz Naczelny gen. Michał Aleksie-

---

<sup>1</sup> Materiały archiwalne do historii stosunków polsko-radzieckich, t. 1: marzec 1917 – listopad 1918, Warszawa 1957, s. 416–417.

<sup>2</sup> W chwili obalenia caratu istniała już formująca się w Kijowie i guberni kijowskiej Dywizja Strzelców Polskich, skupiająca w swych szeregach zaledwie kilka promili z przeszło półmilionowej rzeszy Polaków znajdujących się w armii rosyjskiej. Poza tym w rosyjskich obozach jenieckich znajdowało się przeszło 100 tysięcy Polaków z armii austriackiej i niemieckiej. Ponadto przebywało na terenie Rosji kilkadziesiąt tysięcy Polaków zdolnych do służby wojskowej, a tylko czasowo korzystających z różnego rodzaju odroczeń. W sumie więc w Rosji znajdowało się blisko 700 tysięcy żołnierza polskiego. Patrz: M. Wrzosek, *Idea wojska polskiego w Rosji po obaleniu caratu i walka o jej realizację*, w: *Najnowsze dzieje Polski. Materiały i studia z okresu 1914–1939*, t. 12, Warszawa 1967, s. 69.

<sup>3</sup> Treść rozkazu patrz: M. Wieliczko, *Polska w latach wojny światowej w kraju i na obczyźnie*, Warszawa 1930, s. 145.

jew wydał 17.03.1917 r. „Tymczasowe zarządzenie o organizacji władz armii i floty”, zaś 18.03.1917 r. minister wojny Aleksander Guczkow rozkaz nr 114<sup>4</sup>. Obydwa te dokumenty stały się podstawą formalną do tworzenia Związków Wojskowych Polaków [dalej: ZWP].

Pierwsza inicjatywa powołania ZWP zrodziła się w Piotrogradzie wśród grupy oficerów zbliżonych poglądami politycznymi do obozu demokratycznego<sup>5</sup>. W wyniku podjętych prac organizacyjnych, realizowanych głównie przez Witolda de Greulla, Stanisława Iwanowskiego, Henryka Lewentamma, Witolda Mickiewicza i Wacława Szczęsnego zwołany został w Piotrogradzie na 30.04.1917 r. wiec żołnierzy Polaków, na którym powołano do życia pierwszy w Rosji ZWP. Na pierwszym zebraniu Związku w dniu 6.04.1917 r. wybrano zarząd<sup>6</sup> oraz przyjęto uchwałę, w której prócz pozdrowień dla Rządu Tymczasowego i RDRIŻ określono cel działalności utworzonej organizacji. Najogólniej rzecz ujmując, miała ona za zadanie „wytworzenie łączności między Polakami wojskowymi armii rosyjskiej na gruncie kulturalno-narodowym i wzajemną pomoc w najszerszym zakresie”<sup>7</sup>. Cel poczynił piotrogrodzkiego ZWP, podany w odezwie, został w późniejszym okresie powtórzony w opracowanym Statucie Związku. Dla osiągnięcia tego celu zapowiedziano przeprowadzenie szeregu przedsięwzięć, tj. m.in. rejestrację wojskowych Polaków służących w armii rosyjskiej, rozpoczęcie pracy nad uświadomieniem narodowym, szerzenie wiedzy ogólnej i zawodowej, po-

---

<sup>4</sup> T. Kaźmierski, *Wojskowi Polacy w Rosji w czasie rewolucji 1917–1918*, Warszawa 1935, s. 20.

<sup>5</sup> Polskie środowiska demokratyczne zorganizowały się już w 1915 r. w konspiracyjnym Zrzeszeniu Niepodległościowym. W dobie rewolucji lutowej głównymi ośrodkami obozu demokratycznego były: Piotrogród, gdzie działał utworzony w pierwszych dniach marca 1917 r. Polski Komitet Demokratyczny, Moskwa, w której rozwinął pracę Polski Klub Demokratyczny oraz Mińsk, gdzie bardzo aktywny był Polski Związek Demokratyczny. Ponadto działały jeszcze nieco słabsze organizacyjnie struktury na Ukrainie, tj. Polska Grupa Demokratyczno-Niepodległościowa, Polski Związek Demokratyczny, Zrzeszenie Demokratyczne i Polskie Stronnictwo Radykalne. Na I Zjeździe Demokracji Polskiej w Moskwie, który odbył się w dniach 9–10.05.1917 r., powołano jako instytucję kierowniczą całego obozu tzw. Komitet Demokratyczny. Czołowi działacze obozu demokratycznego mieli szerokie koneksje wśród członków CKW RDRIŻ oraz ministrów Rządu Tymczasowego.

<sup>6</sup> Zarząd był złożony z 27 osób, które wyłoniły spośród siebie siedmioosobowe Prezydium w składzie: Wacław Szczęsny – prezes, Bronisław Barylski, Stanisław Iwanowski i Michał Wichliński – wiceprezesi, Józef Adamczewski, Mieczysław Norwid Raczkiewicz – sekretarze, Jan Jacyna – skarbnik. Patrz: Centralne Archiwum Wojskowe [dalej: CAW]. 400/1945 – [rkp] M. Norwid Raczkiewicz: Przyczynek do historii ZWP w Piotrogradzie, s. 2.

<sup>7</sup> T. Kaźmierski: op. cit., s. 23–24.

pieranie czytelnictwa, zakładanie jadłodajni, ułatwienie korespondencji z rodzinami w kraju, roztoczenie opieki nad inwalidami i rannymi oraz niesienie pomocy materialnej członkom Związku<sup>8</sup>. Wykonanie tych zadań powierzono powołanym komisjom oraz innym komórkom organizacyjnym, które nawiązały dość ściśle kontakty z Polskim Towarzystwem Pomocy Ofiarom Wojny oraz Centralnym Komitetem Obywatelskim. Zamierzano skorzystać z ich pomocy, szczególnie charytatywnej<sup>9</sup>, przy realizacji zadań opiekuńczych. Rzeczywiście była to działalność potrzebna i pożyteczna, toteż wkrótce stała się popularna wśród żołnierzy Polaków garnizonu piotrogrodzkiego. W rezultacie po kilku tygodniach pracy piotrogrodzka organizacja skupiała wokół siebie przeszło 2000 wojskowych<sup>10</sup>.

Oblicze polityczne zarządu piotrogrodzkiego ZWP było dość zróżnicowane, od członków Polskiej Partii Socjalistycznej „Lewicy” [dalej: PPS L] do Stronnictwa Narodowo-Demokratycznego [dalej: SND], co naturalnie nie wpływało dodatnio na pracę zarządu<sup>11</sup>. Stopniowo jednak dzięki dość zwartej grupie tzw. niepodległościowców, wywodzących się przeważnie z Polskiej Partii Socjalistycznej Frakcji Rewolucyjnej [dalej: PPS FR] i częściowo Polskiej Organizacji Wojskowej [dalej: POW], większość zarządu zajęła postawę wyczekującą na dyrektywy z kraju odnośnie zasadniczej kwestii, jaką stała się idea stworzenia w Rosji polskiej armii narodowej. Piotrogrodzki ZWP, zgodnie z końcowym sformułowaniem swego statutu stwierdzającym, że w miarę potrzeby i możliwości stworzy autonomiczne oddziały Związku w całym państwie rosyjskim, de facto aspirował do roli wiodącej organizacji. Początkowo pod jego patronatem powstało szereg filii na terenie Piotrogrodzkiego Okręgu Wojskowego oraz w Finlandii<sup>12</sup>. Aby jednak objąć swymi wpływami wszystkich wojskowych Polaków służących w armii rosyjskiej, piotrogrodzki Związek nie miał odpowiednich sił i środków ani też programu, który by odpowiadał tak wielkiej ilości wojskowych rozrzuconych na ogromnej przestrzeni. Nie wszystkim wojskowym Polakom odpo-

<sup>8</sup> Kwestia wojska polskiego w Rosji w 1917 r. patrz: *Przyczynek do historii Związków i Zjazdu Wojskowych Polaków z byłej armii rosyjskiej oraz do dziejów ruchu niepodległościowego i polityki polskiej w Rosji*, oprac. W. Szczęśny, Warszawa 1936, s. 19.

<sup>9</sup> Powołano następujące Komisje: Wojskowo-Statystyczną, Kulturalno-Oświatową, Spraw Zewnętrznych, Administracyjno-Gospodarczą oraz Prawną. Szerzej patrz: *Kwestia wojska...*, s. 31–32.

<sup>10</sup> Ibidem, s. 32.

<sup>11</sup> J. Jacyna, *30 lat w stolicy Rosji (1888–1918). Wspomnienia*, Warszawa 1926, s. 101–102.

<sup>12</sup> M. Norwid Raczkiewicz, op. cit., s. 4.

wiadał program tego Związku, w którym zdaniem wielu nazbyt były wyeksponowane zadania opiekuńcze przy jednoczesnym niedocenianiu potrzeby formowania polskiego wojska. Rzecz można, iż od samego początku funkcjonowania ruchu wojskowych Polaków pojawiła się pewna dwutorowość w kształtowaniu pryncypiów tego ruchu. Jedni chcieli na podłożu ZWP organizować struktury opiekuńczo-filantropijne, inni zaś struktury militarne. Dlatego też niezależnie od Związku w Piotrogradzie, choć też w oparciu o rozkaz nr 114 ministra A. Gučzkowa, na przestrzeni kwietnia i maja 1917 r. zaczęły powstawać samorzutnie liczne ZWP w garnizonach tyłowych i jednostkach frontowych, często o zupełnie zróżnicowanym obliczu. I tak już 8.04.1917 r. w Moskwie zwołany został przez Tymczasową Radę Wojskowych Polaków wiec, w którym wzięło udział około 20 tysięcy żołnierzy Polaków. Wówczas to zdecydowano o powołaniu lokalnych struktur ZWP. Z kolei w Tambowie 19.04.1917 r. otwarto klub ZWP. W Kijowie ZWP powołano do życia 22.04.1917 r. Natomiast we Władywostoku zorganizował się 26.04.1917 r. Polski Komitet Wojskowy, stawiając sobie za cel zjednoczenie wszystkich Polaków służących w armii rosyjskiej w obrębie miejscowego garnizonu. 29.04.1917 r. na ogólnym zebraniu wojskowych Polaków w Sewastopolu zgromadzeni postanowili utworzyć lokalny ZWP, wybierając spośród siebie Tymczasowy Komitet dla jego organizacji. Na odbytym w dniach 25.04.–8.05.1917 r. zebraniu wojskowych Polaków w Karsie także stworzono lokalne struktury ZWP. 6.05.1917 r. w Odessie powstał również ZWP Frontu Rumuńskiego. Natomiast w VI Armii wiec organizacyjny ZWP odbył się 10.05.1917 r., a zebrani jednogłośnie postanowili przystąpić do organizowania jego struktur, wyłaniając ze swego grona Tymczasowy Komitet Organizacyjny. 18.05.1917 r. w Twerze powstał kolejny ZWP, a 26.05.1917 r. zostało zwołane walne zebranie wojskowych Polaków załogi erzerumskiej, w rezultacie którego także wojskowi Polacy w Erzerumie zorganizowali swój Związek. Z kolei w XI Armii ZWP powstał 8.06.1917 r. Ponadto zorganizowane zostały oddziały ZWP w Wołogdzie, Gdowie, Starej Rusie, Krzyczewicach, Nowgorodzie, Starym oraz Nowym Peterhofie, Gatchynie, Krasnym Siole, Carskim Siole, Łudze, Helsigforsie, Tammerforsie, Abo, Wyborgu<sup>13</sup> i jeszcze kilku innych pomniejszych ośrodkach. Jest rzeczą znamioną, że w większości swej związku, które powstawały na dalekim zapleczu frontu, a więc składały się siłą rzeczy z żołnierzy służb tyłowych, względnie pułków zapasowych, bliższe były w swych zapatrywaniach po-

<sup>13</sup> T. Kaźmierski: op. cit., s. 111–123.

glądom obozu demokratycznego, względnie lewicy rewolucyjnej, i podobnie jak te grupy polityczne występowały przeciwko tworzeniu polskiego wojska w Rosji<sup>14</sup>. Natomiast związki powstałe na gruncie jednostek armii czynnej z kolei bliższe były w swych zapatrywaniach opcji SND i raczej wypo-  
wiałały się za utworzeniem polskiego wojska, czyniąc to zwłaszcza w początkowym okresie swej działalności. Wydaje się, iż próba wytłumaczenia tego zjawiska wpływami obozu demokratycznego czy też SND na poszczególne związki, a faktycznie na ich zarządy<sup>15</sup>, jest pewnym uproszczeniem. W praktyce bowiem obok wpływu poszczególnych ugrupowań politycznych decydowało jeszcze oblicze moralne samego żołnierza. Żołnierze jednostek tyłowych czy też zapasowych z reguły byli bardziej zdemoralizowani od żołnierzy frontowych i pod byle pretekstem uchylali się od pójścia na front. Zjawisko to było widoczne w armii rosyjskiej już w 1916 r., a zaczęło potęgować się w dobie rewolucji lutowej. Zrozumiałe jest, że tej atmosferze poddał się też żołnierz Polak, który w wypadku utworzenia polskiego wojska zmuszony byłby do wyruszenia z nim na front, co bynajmniej nie wszystkim odpowiadało. Dlatego też hasło rzucone przez obóz demokratyczny i powtórzone przez pietrogradzki ZWP: „czekać na dyrektywy z kraju” było dla wielu jak najbardziej na rękę. Inaczej natomiast reagował żołnierz frontowy, który jeszcze nie widział perspektywy zakończenia wojny i zdawał sobie sprawę z tego, że musi walczyć. Walka pod własnymi sztandarami w imię wyzwolenia Ojczyzny była mu bliższa aniżeli w szeregach armii rosyjskiej, w której był nieraz poniżany i dyskryminowany. Wyłonienie się dwóch nurtów w powstających ZWP było pochodną nie tylko występowania w nich wpływów różnych grup politycznych, lecz także wynikiem działalności konspiracyjnej organizacji pod nazwą Polska Liga Wojenna Walki Czynnej [dalej: PLWWC], założonej przez Henryka Bagińskiego w Kijowie. Trzon tej organizacji tworzyli członkowie galicyjskiej Armii Polskiej<sup>16</sup> oraz Polskich Drużyn Strzeleckich. Zasadniczym celem, jaki postawili przed sobą konspiratorzy, było utworzenie na terenie Rosji silnego polskiego wojska, które poprzez fakt uczestnictwa w działaniach bojowych przeciwko państwom centralnym wyrobiłoby Polsce mocniejszą pozycję podczas rokowań konferencji

<sup>14</sup> *Kwestia wojska...*, s. 234–238.

<sup>15</sup> Tezę taką wysunął swego czasu prof. Mieczysław Wrzosek, patrz: M. Wrzosek, *op. cit.*, s. 71.

<sup>16</sup> Tajna organizacja wojskowa powstała w lipcu 1910 r. w Galicji z inicjatywy młodzieży „zarzewiackiej”.



pokojowej<sup>17</sup>. Organizacja ta prowadziła przede wszystkim działalność skierowaną przeciwko zarządowi pietrogradzkiego ZWP, równocześnie ugruntowując swe wpływy w tych formacjach taktycznych armii rosyjskiej, w których znajdowały się duże skupiska Polaków. Objęła także nieoficjalny patronat nad Dywizją Strzelców Polskich [dalej: DSP]. W dywizji tej wielu widziało rdzeń przyszłego polskiego wojska w Rosji. Na 14.04.1917 r. w DSP zwołany został rozkazem gen. Tadeusza Bylewskiego zjazd delegatów wszystkich oddziałów. Inicjatywę podczas obrad przejęła PLWWC, a przewodniczącym zjazdu został wybrany H. Bagiński. W tych okolicznościach przedmiotem zainteresowania zjazdu stało się poszukiwanie środków przeciwdziałających propagandzie politycznej skierowanej przeciwko tworzeniu polskiego wojska w Rosji<sup>18</sup>. Zasadniczym dokumentem przyjętym podczas zjazdu stała się „Deklaracja ideowa”<sup>19</sup>. Z jej treści wynika, że na zjeździe zwycięstwo odniosła linia reprezentowana przez SND. W czasie obrad zadecydowano m.in. o przekształceniu DSP w kadry przyszłego polskiego wojska<sup>20</sup>. Wpływy SND w strukturach dywizji były w pełni zrozumiałe, gdyż utrzymywały się jeszcze od czasów tworzenia Legionu Puławskiego. Chcąc wprowadzić w czyn przyjęte uchwały, jeszcze podczas obrad zjazdu skierowano do Piotrogradu delegację dywizji z płk. Lucjanem Żeligowskim na czele<sup>21</sup>. Miała ona za zadanie nawiązać kontakty z tamtejszymi polskimi ugrupowaniami politycznymi, by wspólnie z nimi podjąć starania o otrzymanie zgody od Rządu Tymczasowego na formowanie polskiego wojska<sup>22</sup>. Zabiegi takie miały znaczne szanse powodzenia, ponieważ do idei formowania polskiego wojska odnosili się przychylnie zarówno dowódca wojsk Frontu Południowo-Zachodniego gen. Aleksander Brusilow, jak też wspomniani wcześniej minister wojny A. Guczkow i Wódz Naczelny armii rosyjskiej gen. M. Aleksiejew<sup>23</sup>. Delegację dywizji spotkało przychylne przyjęcie jedynie ze strony endeckiego Komitetu Narodowego Polskiego [dalej: KNP]. Obóz demokratyczny z Aleksandrem Lednickim na czele wypowiedział się zdecydowanie przeciwko postulatam

<sup>17</sup> *O polski czyn zbrojny na wschodzie 1914–1918*, Warszawa 1925, s. 20.

<sup>18</sup> H. Bagiński, *Z dziejów Towarzystwa Wiedzy Wojskowej*, „Wojskowy Przegląd Historyczny”, nr 2, 1968, s. 414.

<sup>19</sup> „Wiadomości Wojskowe”, nr 4 z 29.04.1917 r.

<sup>20</sup> „Wiadomości Wojskowe”, nr 5 z 6.05.1917 r.

<sup>21</sup> Prócz płk. L. Żeligowskiego w skład delegacji wchodził: kpt. M. Wężyk, por. K. Ostrowski, ppor. Liesel i K. Zdziechowski.

<sup>22</sup> Archiwum Akt Nowych [dalej: AAN]. Akta Żeligowskiego, t. 8, s. 14.

<sup>23</sup> „Wiadomości Wojskowe”, nr 15–18 z 12.05.1918 r.

zawartym w „Deklaracji ideowej” zjazdu dywizji<sup>24</sup>. W tych okolicznościach na wspólnej naradzie delegacji dywizji z przedstawicielami KNP postanowiono zwrócić się do ministra wojny z propozycją powołania specjalnej komisji, która by zajęła się sprawą formowania polskich korpusów. Propozycja ta wobec przychylniej postawy ministra wojny A. Guczkowa, jak i Wodza Naczelnego gen. M. Aleksiejewa, została załatwiona pozytywnie i w dniu 8.05.1917 r. Ministerstwo Wojny wyraziło zgodę na powołanie Komisji Wojskowej ds. Formowania Oddziałów Polskich przy Sztapie Generalnym. Komisja składać się miała z przedstawicieli rosyjskiego Sztabu Generalnego, KNP oraz DSP, a na jej czele stanąć miał gen. T. Bylewski<sup>25</sup>. Koncepcja utworzenia korpusu nie została póki co wprowadzona jednak w życie, dymisja A. Guczkowa ze stanowiska ministra wojny i objęcie tej teki przez Aleksandra Kiereńskiego przesądziły o niepowodzeniu zamierzenia. Również i sam gen T. Bylewski po rozmowach z A. Lednickim oraz liderami obozu demokratycznego doszedł do przekonania, że decyzja w sprawie tworzenia jednostek polskiego wojska w Rosji powinna być podjęta dopiero po wypowiedzeniu się w tej sprawie zjazdu przedstawicieli wojskowych Polaków z całej Rosji.

Przygotowania do takiego zjazdu trwały już od początku kwietnia i poprzedzone były zjazdami na szczeblu niektórych armii, frontów oraz okręgów wojskowych, na których głównym zagadnieniem była kwestia tworzenia polskiego wojska. Wśród odbytych zjazdów na uwagę zasługują zjazdy w Rzeżycy, Mińsku i Rydze. Zjazd w Rzeżycy, odbywający się w dniach 10–16.04.1917 r., zgromadził delegatów przeszło dwudziestotysięcznej rzeszy Polaków, którzy znajdowali się w V Armii, wchodzącej w skład Frontu Północnego. Przedstawiciele lewicy rewolucyjnej, tj. Socjaldemokracji Królestwa Polskiego i Litwy [dalej: SDKPiL] oraz PPS L, kierowani przez por. Romana Łągwę i Mariana Marczewskiego, przeciwstawiali się zdecydowanie myśli formowania polskiego wojska. Co ciekawe, swoją agitację prowadzili nie tylko na sali obrad, ale także i poza nią podczas prywatnych spotkań. Zjazd, pomimo aktywnego przeciwdziałania ze strony przeciwników tworzenia polskiego wojska, przyjął uchwałę, w której opowiedział się „za wydzielaniem z armii rosyjskiej” żołnierzy Polaków w celu utworzenia polskiej formacji wojskowej złożonej ze wszystkich rodzajów broni i instytucji pomocniczych. Utworzenie tej formacji uzależniono jednak od decyzji „ogólnego

<sup>24</sup> AAN. Akta Żeligowskiego, t. 8, s. 259.

<sup>25</sup> „Wiernik Wremiennogo Prawitelstwa”, nr 42 z 28.04 (11.05.).1917 r.

zjazdu przedstawicieli organizacji politycznych, społecznych i wojskowych tak armii czynnej jak i garnizonów tyłowych, porozumienia się z Rządem Tymczasowym, jak i wzięcia pod uwagę zdania Tymczasowej Rady Stanu [dalej: TRS]<sup>26</sup>.

Zjazdowi w Rzeżycy przypisać należy przełomowe znaczenie, ponieważ był pierwszym polskim zjazdem wojskowych. W odróżnieniu od wspomnianego wcześniej zjazdu delegatów DSP, będącego *de facto* zjazdem żołnierzy służących w polskiej formacji wojskowej, zjazd w Rzeżycy zapoczątkował nową formę kształtowania własnego stanowiska przez Polaków służących jeszcze w armii rosyjskiej<sup>27</sup>. Już w trakcie obrad tego zjazdu sprawa organizacji mu podobnych została przesądzona. Natomiast zjazd w Mińsku został zwołany z inicjatywy ZWP miejscowego garnizonu w celu zorganizowania struktur związkowych na szczeblu Frontu Zachodniego, a także wypowiedzenia się w kwestii tworzenia polskiego wojska w Rosji. O ile pierwsze zagadnienie nie sprawiło żadnej trudności, o tyle sprawa utworzenia polskiego wojska wyraźnie podzieliła delegatów na dwa obozy. Ostatecznie zwyciężyli zwolennicy idei polskiego wojska, a za przyjętą uchwałą w tej sprawie głosowało 2/3 obecnych. Jednakże zawierała ona wiele zastrzeżeń. Do bardziej znamienitych zaliczyć należy żądanie gwarancji, by utworzone w Rosji polskie wojsko nie zostało skierowane przeciwko pułkom polskim już istniejącym, względnie formowanym w Królestwie Polskim. Żądano zagwarantowania, by korpus oficerski utworzonej armii był wyłącznie polski i wreszcie, by polskie wojsko tworzyło niepodzielną całość i podlegało bezpośrednio Naczelnemu Wodzowi armii rosyjskiej jedynie pod względem operacyjnym. Poza tym formowanie polskich oddziałów uzależniono od zgody ogółu wojskowych Polaków, od opinii emigracji polskiej, a nawet od opinii całego narodu<sup>28</sup>. W jaki sposób naród miałby swoją opinię w tej sprawie przedstawić, nie określono. Przyjęty na zjeździe statut głosił, że związek dąży do uzyskania niepodległej, zjednoczonej, demokratycznej Polski i w tym celu zmierza do zrzeszenia wszystkich wojskowych Polaków, uświadomienia ich w duchu narodowym i przygotowania członków związku do pracy obywatelskiej w kraju. Ponadto postawiono przed sobą zadanie szerzenia oświaty wśród żołnierzy, ułatwienie korespondencji z krajem, odnajdywanie rodzin itd. W swej deklaracji politycznej zjazd stwierdził, że w Kongresówce odra-

<sup>26</sup> „Wiadomości Wojskowe”, nr 7 z 20.05.1917 r.

<sup>27</sup> M. Wrzosek, op. cit., s. 79.

<sup>28</sup> „Wiadomości Wojskowe”, nr 6 z 12.05.1917 r.

dza się państwo polskie, a TRS jest jego polityczną reprezentacją<sup>29</sup>. Ta niekonsekwencja w przyjętych uchwałach świadczyła zarówno o braku wyrobienia politycznego, jak i zrozumienia dla ówczesnie panującej sytuacji. Wspomniane powyżej zjazdy były przykładem dla innych armii i frontów, również organizujących u siebie podobne zjazdy, na których zapadały uchwały o konieczności wydzielenia Polaków z armii rosyjskiej i utworzenia polskiego wojska. Wyjątkiem był zjazd wojskowych Polaków XII Armii, który odbył się w dniach 19–20.04.1917 r. w Rydze. Został on poprzedzony zebraniem, na którym wyłoniono dla tworzących się struktur ZWP organ kierowniczy w postaci Tymczasowego Komitetu Polskiego. Sam zjazd, w którym wzięło udział ponad 600 delegatów, przyjął uchwałę, z której wynikało, że tworzyć armię narodową może jedynie, jak to stwierdzono, legalna władza w kraju. Organizowanie natomiast armii na emigracji nie jest wskazane, podobnie jak i stworzenie z żołnierzy Polaków oddzielnych polskich pododdziałów w ramach armii rosyjskiej<sup>30</sup>. Zwycięstwo tej opcji na ryskim zjeździe było konsekwencją wpływów piotrogrodzkiego ZWP na tym terenie.

Wobec prawie że jednogłośniego postulatu wszystkich zjazdów, by o tworzeniu polskiego wojska w Rosji zadecydował ogólny zjazd wojskowych Polaków, należało przystąpić do jego organizacji. Zwołanie takiego ogólnego zjazdu było przedmiotem narady przeprowadzonej 9.04.1917 r. pomiędzy przedstawicielami piotrogrodzkiego i moskiewskiego ZWP. W jej wyniku postanowiono zwołać zjazd w Piotrogradzie. Wszystkie sprawy organizacyjne podjął się wykonać związek piotrogrodzki. W tym celu 29.04.1917 r. skierowano do ministra wojny, A. Gučkowa, prośbę o wyrażenie zgody na przeprowadzenie planowanego zjazdu. Wbrew jednak oczekiwaniom odpowiedź była negatywna. Po tej odmowie zarząd piotrogrodzkiego ZWP wystosował pisma protestujące przeciwko decyzji ministra wojny do premiera Rządu Tymczasowego oraz Komitetu Wykonawczego RDRiŻ<sup>31</sup>. Równolegle z nadal podejmowanymi staraniami o zgodę na organizację zjazdu zarząd piotrogrodzki ZWP przeprowadził kilka konferencji z przedstawicielami polskich partii politycznych celem ustalenia wspólnego stanowiska w sprawie utworzenia polskiego wojska. W związku z tym, że wachlarz ugrupowań politycznych biorących udział w negocjacjach był bardzo szeroki i obejmował

---

<sup>29</sup> W. Najdus, *Żołnierze Polacy w rewolucji październikowej*, „Wojskowy Przegląd Historyczny”, nr 4, 1957, s. 172–173.

<sup>30</sup> *Kwestia wojska...*, s. 238.

<sup>31</sup> *Ibidem*, s. 46–47.

partie od SND do SDKPiL włącznie<sup>32</sup>, trudno było spodziewać się wypracowania wspólnego stanowiska. Za formowaniem polskiego wojska w Rosji wypowiedziało się zdecydowanie SND oraz Stronnictwo Polityki Realnej [dalej: SPR]. Obydwa ugrupowania miały poparcie drobniejszych grup politycznych, nie biorących udziału w naradach. Stanowisko SND miało również swoich zwolenników w niektórych kręgach wojskowych, które w oparciu o utworzoną przez por. Prądzyńskiego Konfederację Wojskową starały się przeciwdziałać agitacji zarządu piotrogrodzkiego ZWP<sup>33</sup>. Jednakże wszystkie pozostałe ugrupowania polityczne zdecydowanie występowały przeciwko tworzeniu armii, chociaż ich argumentacja nie zawsze była jednakowa. Komitet Demokratyczny<sup>34</sup> w oparciu o swą deklarację z marca 1917 r. niezmiennie utrzymywał, że polskie wojsko może powstać jedynie z woli narodu i na rozkaz wyłonionego przez naród rządu polskiego, a zatem do jego tworzenia nie mogą bez upoważnienia kraju przystąpić znajdujące się na emigracji ugrupowania polityczne ani tym bardziej związki wojskowe, które powinny zająć się przede wszystkim pracą kulturalno-oświatową. Z kolei PPS FR swój negatywny stosunek do tworzenia polskiego wojska w Rosji argumentowała przede wszystkim sprawami krajowymi. Działacze partii, nie mając łączności z krajem, nie posiadali należytego rozeznania sytuacji. Przekonani, że po akcie 5 listopada w Królestwie Polskim faktycznie tworzą się zręby niepodległej Polski, wierzyli, że TRS, w której zasiadali dwaj czołowi działacze partii, Józef Piłsudski i Włodzimierz Kunowski, faktycznie sprawuje władzę polityczną i administracyjną, a Legiony przekształcają się w armię narodową. W tej sytuacji działacze PPS FR występowali przeciwko tworzeniu polskiego wojska w Rosji, albowiem uważali, że jedynie TRS, jako tymczasowy rząd polski, może decydować o jego utworzeniu<sup>35</sup>. Natomiast PPS L stała na stanowisku, że tocząca się wojna jest wojną imperialistyczną i dlatego też organizacja polskiego wojska bądź po stronie państw centralnych, bądź po stronie Ententy jest wysługiwaniem się światowemu imperializmowi. W odniesieniu do konkretnego przypadku tworzenia polskiego wojska w Ro-

---

<sup>32</sup> W negocjacjach uczestniczyli: z SND – S. Grabski i J. Harusewicz, z SPR – I. Szekbeke, z PPS FR – B. Siwik, z Komitetu Demokratycznego – J. Łukasiewicz, H. Gliwic i A. Więckowski, z PPS L – S. Budkiewicz i S. Królikowski, z SDKPiL – A. Jabłoński, B. Mandelbaum i J. Unszlicht.

<sup>33</sup> Konfederacja Wojskowa istniała do 26.06.1917 r., zrzeszając kilku wojskowych Polaków, m.in. gen. A. Baranowskiego. Pomimo ambitnych planów nie odegrała jednak większej roli w środowisku wojskowych Polaków.

<sup>34</sup> Patrz przypis 5.

<sup>35</sup> *Kwestia wojska...*, s. 60.

sji PPS L gwałtownie się temu sprzeciwiała, podejrzewając, że promujące tę ideę SND zechce utworzone przy swoim udziale wojsko wykorzystać w walce o władzę po powrocie do kraju. PPS L uważała, że zarówno żołnierze jak i oficerowie Polacy powinni pozostać w szeregach armii rosyjskiej i poprzez swą obecność wzmocnić jej postawę rewolucyjną<sup>36</sup>. SDKPiL do problemu organizowania polskiego wojska podchodziła podobnie jak partia bolszewicka, tj. zdecydowanie występując przeciwko organizowaniu narodowościowych formacji wojskowych. Znalazło to potwierdzenie podczas Ogólnorosyjskiej Konferencji Organizacji Wojskowych Socjaldemokratycznej Partii Robotniczej Rosji [dalej: SDPRR]. Podczas tej konferencji w uchwale poświęconej problemowi narodowemu wyraźnie stwierdzono, że „utworzenie odrębnych formacji narodowych jest sprzeczne z interesem mas pracujących i że proletariats uciskanych narodowości razem z rosyjską klasą robotniczą walczyć będzie przeciwko przeistaczaniu już powstałych pułków narodowych w narzędzie burżuazji”<sup>37</sup>. Stąd SDKPiL w próbach organizowania polskiego wojska widziała izolację wojskowych Polaków od wpływów rewolucji. Prócz stronnictw politycznych, które brały udział w odbywających się w Piotrogradzie konferencjach, przeciwko formowaniu polskiego wojska występowały również konserwatywne grupy polskiego ziemiaństwa kresowego<sup>38</sup> oraz ugrupowania ludowe. Te ostatnie wychodziły z założenia, że formowanie polskiego wojska poza krajem było niedopuszczalne bez zgody narodu. Podobnie jak niedopuszczalny, a nadto godny potępienia, byłby jakikolwiek zamiar skierowania tego wojska do kraju, co spowodować tylko mogło ponowne zniszczenia wojenne<sup>39</sup>. Konferencje, których zorganizowano kilka, nie doprowadziły do uzgodnienia stanowisk. ZWP w Piotrogradzie – wobec utrzymania się rozbieżności zdań wśród stronnictw politycznych – wydał 3.05.1917 r. odezwę do emigracji polskiej w Rosji. Oświadczył w niej, że „niezgodność poglądów, jaka występuje wśród poszczególnych partii politycznych, wprowadza pierwiastki anarchii w zbiorowisko emigracji polskiej w Rosji, dlatego też zarząd ZWP zwraca się z apelem, ażeby emigracja wykazała należytą dojrzałość polityczną i powołała stały organ, do którego weszliby przedstawiciele wszystkich kierunków politycznych i organizacji społecznych w celu ujednolicenia działalności, a przede wszystkim ustalenia stosunku emigracji do

<sup>36</sup> Ibidem, s. 65.

<sup>37</sup> *KPSS w rezolucjach i rozstrzygnięciach sesyj konferencyj i plenumow CK, cz. 1*, Moskwa 1953, s. 361–362.

<sup>38</sup> *Materiały archiwalne...*, s. 89–92.

<sup>39</sup> *Kwestia wojska...*, s. 115.

wydarzeń, jakie mają miejsce w kraju”<sup>40</sup>. Odezwa ta nie przyniosła żadnego skutku, tym bardziej że dwa wydarzenia wyraźnie usztywniły stanowisko tych ugrupowań, które zajmowały negatywne stanowisko wobec formowania polskiego wojska. Pierwszym był odbywający się w dniach 9–10.05.1917 r. I Zjazd Demokracji Polskiej. Na zjeździe tym przyjęto m.in. uchwałę, w której stwierdzono, że „(...) polskie wojsko powstać może jedynie z woli narodu i pod rozkazami Rządu Polskiego, stąd też ani emigracja, ani wojskowi Polacy nie mają prawa samodzielnie bez porozumienia z krajem decydować o tworzeniu w szeregach rosyjskich odrębnych wojskowych formacji polskich, zaś tworzące się związki wojskowych Polaków winny zająć się przede wszystkim pracą kulturalno-oświatową”<sup>41</sup>. Drugim wydarzeniem była odbywająca się w dniach 5–10.05.1917 r. I Konferencja Sztokholmska<sup>42</sup>, na której przedstawiciele wychodźstwa polskiego w Rosji i aktywiści z kraju ustalili, że tworzenie polskiego wojska w Rosji jest szkodliwe dla interesów państwa polskiego i należy mu przeciwdziałać<sup>43</sup>. W tym czasie, gdy obie strony wzajemnie zwalczały się w kwestii organizacji wojska, 24.05.1917 r. nowy minister wojny A. Kiereński wyraził zgodę na przeprowadzenie zjazdu. Wydać może się dziwnym, że A. Kiereński, zdecydowany przeciwnik formowania oddziałów narodowościowych, wyraził zgodę na zjazd, podczas gdy zwolennik polskiego wojska A. Guczkow takiej zgody odmówił. Sama treść pisma zezwalającego na zjazd wyjaśnia jednak te wątpliwości. Otóż zezwolenie na odbycie zjazdu wydano na osobistą interwencję prezesa Komisji Likwidacyjnej do Spraw Królestwa Polskiego [dalej: KLdSKP] A. Lednickiego<sup>44</sup>. Wedle informacji podanych przez płk. Władysława Weytko, A. Kiereński był zdecydowanie przeciwny zjazdowi, który według niego wprowadzić mógł tylko elementy dezorganizacji na froncie, ale A. Lednicki miał mu zagwarantować, że zjazd odrzuci koncepcję tworzenia polskiego wojska<sup>45</sup>. O zgodzie Ministerstwa Wojny zarząd piotrogrodzkiego ZWP powiadomił istniejące związki, a za pomocą prasy wiadomość o zjeździe doszła do tych wojskowych Polaków, którzy nie byli jeszcze zorganizowani. Doprowadziło to do

<sup>40</sup> CAW. 122.100.76.

<sup>41</sup> CAW. 122.100.13.

<sup>42</sup> M. Wrzosek, *Konferencja sztokholmska a sprawa polskiego wojska w Rosji w 1917 r.*, w: *Pax et bellum*, pod red. K. Olejnika, Poznań 1993, s. 311–322.

<sup>43</sup> *Kwestia wojska...*, s. 111.

<sup>44</sup> *Ibidem*, s. 123–124.

<sup>45</sup> CAW. 410.9.4. – [mps] W. Weytko, *Polska Komisja Wojskowa przy rosyjskim Sztabie Generalnym dla formacji wojska polskiego w Rosji*, cz. 3, s. 6.

przyśpieszenia organizowania się nowych związków, tak aby możliwe było wysłanie własnych delegatów na zjazd<sup>46</sup>. Zarówno zwolennicy, jak i przeciwnicy tworzenia polskiego wojska w Rosji nadal przygotowywali się do zjazdu bardzo intensywnie. Zwolennicy zgromadzili się 4.06.1917 r. w Moskwie i tam przy drzwiach zamkniętych starali się wypracować metody walki przeciwko piotrogrodzkiemu ZWP. W toku burzliwej dyskusji przyjęto uchwałę, zgodnie z którą postanowiono żądać, aby polskie wojsko formowane było natychmiast przez wydzielenie Polaków z wojsk rosyjskich, ale tylko spośród tych, którzy sami będą tego żądali. Pełne wyekwipowanie tej armii miałyby dostarczyć Rosja<sup>47</sup>. Również i przeciwnicy tworzenia polskiego wojska nie pozostawali bezczynni. Wiodący w tej akcji zarząd piotrogrodzkiego ZWP zwołał na 2.06.1917 r. ogólne zebranie swych członków i zobowiązał swoich delegatów na zjazd do forsowania na nim uchwał zgodnych z przyjętymi na I Konferencji Sztokholmskiej rozstrzygnięciami<sup>48</sup>. Równocześnie na łamach prasy rozgorzała walka pomiędzy poszczególnymi ugrupowaniami politycznymi, w których prym wiodło SND i Komitet Demokratyczny. Również i radykalna lewica nie przypatrywała się bezczynnie przygotowaniom czynionym przed zjazdem. Z inicjatywy Centralnego Komitetu Wykonawczego PPS L doszło do współpracy z Komitetem Wykonawczym SDKPiL w Rosji, w wyniku czego postanowiono utworzyć z delegatów na zjazd, będących członkami SDKPiL i PPS L, wspólną frakcję, która miała działać zgodnie ze stanowiskiem obu partii występujących przeciwko jakimkolwiek próbom organizowania polskiego wojska<sup>49</sup>.

Rozpoczęty w Piotrogradzie 7.06.1917 r. I Ogólny Zjazd Wojskowych Polaków bynajmniej nie był pierwszym z narodowościowych zjazdów wojskowych, bowiem poprzedziły go wojskowy zjazd muzułmański w Moskwie [11.05.1917 r.], wojskowy zjazd Litwinów w Mińsku [18–19.05.1917 r.] oraz ukraiński zjazd delegatów frontów, floty i tyłów w Kijowie [18–25.05.1917 r.]. Żadnemu jednak z odbytych zjazdów nie towarzyszyła taka atmosfera przedzjazdowa oraz nigdzie nie było tak zróżnicowanych stanowisk, jak to miało miejsce w przypadku zjazdu wojskowych Polaków. Już sam klucz wyłaniania delegatów na zjazd absolutnie nie uwzględniał geografii przydziału żołnierzy Polaków do poszczególnych frontów, lecz oparty był na ogólnej ilości wojsk

<sup>46</sup> CAW. 440.12.9.

<sup>47</sup> J. Marcińczyk, *Chwila osobliwa*, b.m.w. 1918, s. 60–66.

<sup>48</sup> *Kwestia wojska...*, s. 125.

<sup>49</sup> A. Manusiewicz, *Polacy w rewolucji październikowej*, Warszawa 1967, s. 113.



znajdujących się w dyspozycji danego frontu. Jeszcze gorzej przedstawiała się sprawa z okręgami wojskowymi, bowiem wszystkim przyznano jednakową liczbę delegatów<sup>50</sup>. Również same wybory delegatów na zjazd nie wszędzie były przeprowadzone z uwzględnieniem zasad demokratycznych. Podobnie jak na zjazdach szczebla armii i frontu stosowano wybory pośrednie. Ponadto zdarzały się wypadki kierowania na zjazd delegatów pochodzących nie z wyborów, lecz z nominacji<sup>51</sup>. I tak na 374 delegatów oraz 77 przedstawicieli z głosem doradczym było 223 oficerów i generałów oraz 288 żołnierzy<sup>52</sup>. Zjazdowi starano się nadać bardzo uroczysty charakter, zapraszając nawet przedstawicieli misji wojskowych państw Ententy, nie mówiąc o zaproszeniu wielu instytucji i organizacji rosyjskich.

Publikowany w tym miejscu materiał archiwalny odnotowuje przebieg obrad I Ogólnego Zjazdu Wojskowych Polaków, odbytego w Piotrogradzie w czerwcu 1917 r. Poniższe sprawozdanie zostało przygotowane przez kpt. Bolesława Jaźwińskiego przy współudziale podpisanych pod nim przedstawicieli kierownictwa ruchu wojskowych Polaków w Rosji, wyłonionego przez większość zjazdową. Sprawozdanie to stanowi fragment pozostającego w zbiorach Centralnego Archiwum Wojskowego zespołu archiwalnego zatytułowanego *Związki Wojskowych Polaków w Rosji*.

---

<sup>50</sup> Delegaci ZWP na zjazd wysyłani byli według następującego klucza: Front Północny – 40 delegatów, Front Zachodni – 40 delegatów, Front Południowo-Zachodni – 40 delegatów, Front Kaukaski – 30 delegatów, Front Rumuński – 20 delegatów. Każdy z Okręgów Wojskowych – po 25 delegatów. ZWP liczące powyżej 1000 członków – po 15 delegatów, a ZWP liczące powyżej 300 członków – po 2 delegatów.

<sup>51</sup> „Robotnik w Rosji”, nr 4 z 27.09(10.10).1917 r.

<sup>52</sup> T. Kaźmierski, op. cit., s. 69.

## SPRAWOZDANIE

### Kilka słów wstępu

Zjazd został zwołany w warunkach wyjątkowych. Dla uczestniczenia w nim wysłały swych delegatów Związki Polaków Wojskowych z najrozmaitszych miejscowości rozległej Rosji – frontów bojowych, okręgów wojskowych i poszczególnych załóg. Związki te w przeważającej ilości zorganizowały się niedługo przed Zjazdem, a w wielu wypadkach powstały niemal jednocześnie z potrzebą dokonania wyborów na Zjazd. Toteż organizowanie Zjazdu, z konieczności nacechowane pośpiechem i szeregiem trudności natury technicznej i formalnej, wykluczało w tych warunkach możliwość ścisłego ujednostajnienia wszędzie ordynacji wyborczej, jak również opracowania zawczasu wyczerpującego programu pracy i porządku obrad. Normy wyborów delegatów, ustalone przez organizatorów Zjazdu (3 Związki – Piotrogradzki, Frontu Zachodniego i Moskiewskiego Okręgu Wojskowego), z powodów przytoczonych nie wszędzie były i nie wszędzie mogły być stosowane. Dlatego też ostateczne ustalenie ogólnej ilości mandatów i podział ich zostały dokonane dopiero na Zjeździe w ciągu paru pierwszych dni przez Komisję Mandatową, która zdołała zgodnie to uregulować przed rozpoczęciem obrad nad kwestiami większej wagi. Parę głosowań, które miały miejsce przedtem, a więc – przy wyborach Prezydium, przy decydowaniu o otwartych drzwiach Zjazdu – odbyło się najzupełniej zgodnie.

Porządku obrad na cały Zjazd nie ustalono wobec rozbieżności zdań i po rozpoczęciu; natomiast do końca Zjazdu uchwalano porządek dzienny niemal na każdy dzień obrad z osobna.

Poniższe sprawozdanie jest odzwierciedleniem przebiegu Zjazdu w jego głównych epizodach w porządku chronologicznym.

## 25 maja (7 VI). Poufne posiedzenie uczestników Zjazdu w celu wyborów Prezydium i Komisji do sprawdzenia mandatów.

Wybory  
Prezydium  
Zjazdu.

Po dłuższej dyskusji większość głosów wypowiedziała się za następującym dwustopniowym systemem wyborów Prezydium. Całe zgromadzenie zostało rozdzielone na poszczególne grupy, z których każda złożona z przedstawicieli tej samej jednostki zbiorowej, a więc armii, okręgu wojskowego, dywizji strzelców polskich; grupy te wybrały po jednym przedstawicielu od każdej takiej zbiorowej jednostki, co dało razem 29 osób, które miały wybrać spośród siebie 11 członków Prezydium, zaś spośród tych 11 osób całe Zgromadzenie wybierało Prezesa Zjazdu i jego zastępców.

Wyniki wyborów dały następujący skład Prezydium: Prezes Zjazdu – Chorąży Władysław Raczkiewicz; Wiceprezesi – 1-szy, Porucznik Bouffał, 2-gi Pełnomocnik Jamontt, 3-ci Chorąży Zarębski, 4-ty Urzędn. wojsk. Turczynowicz; Członkowie Prezydium – Podporucznik Smólski, Żołnierz Malewski, Chorąży Szczęsny, Żołnierz Kwiatkowski, Urzędn. wojsk. Kozakowski i Żołnierz Krupski, którego powołano na Sekretarza Zjazdu\*. Zaproszono też do Prezydium 12-go członka, jako Skarbnika Zjazdu, w osobie Generała Jacyny, Skarbnika miejscowego Związku i jednego z organizatorów Zjazdu.

Generał Józef  
Piłsudski –  
Honorowy  
Prezes Zjazdu.

Po ukonstytuowaniu Prezydium, Porucznik. Ign. Matuszewski wniósł projekt wybrania na Honorowego Prezesa Zjazdu Generała Józefa Piłsudskiego, co zebrani przyjęli zgodnymi okłaskami.

Następnie Zgromadzenie zaprosiło do Prezydium na Honorowego członka obecnego na sali Generała Dowbora-Muśnickiego.

Komisja  
Mandatowa.

W końcu posiedzenia utworzono złożoną z 29 osób Komisję Mandatową, której polecono ostateczne ustalenie ilości delegatów, podział mandatów pomiędzy poszczególnymi frontami

\* UWAGA 1. Wymieniony Sekretarz Zjazdu skooptował z upoważnienia Prezydium, do udziału w pracach Sekretariatu kolegów: Junkra Orleańskiego i Wolontariusza Woyzbuna, którzy byli w Sekretariacie przez cały czas trwania Zjazdu. W końcu sprawozdania znajdują czytelnicy wzmiankę o nieprzewidzianych komplikacjach, jakie się odbyły na pracy Sekretariatu i utrudniły następnie ułożenie niniejszego sprawozdania.

i okręgami oraz sprawdzenie mandatów przybyłych na Zjazd. W skład tej komisji weszło po jednym przedstawicielu od każdej armii, okręgu wojskowego, dywizji strzelców polskich; wyborów tych dokonano tą samą drogą, jak to już miało miejsce, przy wyborach kandydatów do Prezydium. Chorąży Borawski został powołany przez Komisję Mandatową na Przewodniczącego tej komisji.

## 26 maja (8 VI). Oficjalne otwarcie Zjazdu. Powitania.

Oficjalne  
otwarcie  
Zjazdu.

Chorąży Raczkiewicz otwiera Zjazd przy zapełnionej sali i chórach i ogłasza o jednomyślnym wyborze nieobecnego Generała Piłsudskiego na Honorowego Prezesa Zjazdu, co zebrani oklaskują z entuzjazmem.

Następnie Prezes Zjazdu zwraca się ze słowami powitania do wszystkich przybyłych gości, uczestników zaś Zjazdu nawołuje do zgodnej twórczej pracy dla dobra ogółu w imię ukochania Ojczyzny i przyświecających nam szczytnych haseł.

Uczczenie  
pamięci  
bojowników  
o Wolność  
Ojczyzny.

W imieniu Komisji Organizacyjnej, również w krótkiej przemowie zwraca się do Zjazdu z serdecznym powitaniem Urz. w. Barylski, mówiąc ze wzruszeniem o tym pierwszym naszym tak licznym spotkaniu, kiedy nam wolno mówić publicznie w języku ojczystym. Na propozycję mówcy zebrani w poważnym skupieniu uczcili przez powstanie pamięć tych niezliczonych rodaków, którzy przez kilka pokoleń legli w walce o wolność Polski.

Powitania.  
Od Komitetu  
Narodowego –  
p. Stanisław  
Wojciechowski.

O głos prosi następnie p. Stanisław Wojciechowski, który, w imieniu Komitetu Narodowego witając Zjazd, składa życzenie by praca jego była owocną, kończy zaś przemówienie słowami: „lecz do twórczego działania niezbędną jest solidarność; na to składają się dwa czynniki – miłość i duch poświęcenia – niechże Wam one hetmanią!”

Owacje pod  
adr. Nacz. Szt.  
Gen. i Przed-  
stawiceli  
Państw Koalic.

Na sali obecni są Przedstawiciele Państw Koalicyjnych i Naczelnik Generalnego Sztabu Rosyjskiego. Wiceprezes Porucznik Bouffał powitał ich w imieniu Zjazdu, całe Zgromadzenie zaś zgotowało im gorącą owację.

Oświadczenie  
Generała Ro-  
manowskiego.

Zabrał głos Naczelnik Sztabu Generalnego Generał Romanowski, który witając Zjazd Polaków Wojskowych z Armii Rosyjskich, oświadczył o przychylności Władz Rosyjskich w sto-

Telegram do  
Ministra Wojny  
Kierenskiego.  
Przemówienia  
powit.  
Przedstawicieli  
Rządów  
i Armii Państw  
Koalicji  
i odpowiedzi  
na nie.

sunku do Zjazdu i gotowości do przyjęcia nam z pomocą w urzeczywistnieniu naszych dążeń. Porucznik Matuszewski zaznaczył, że Zjazd widzi w osobie Generała Romanowskiego przede wszystkim przedstawiciela Ministra Wojny Wolnej Rosji Kierenskiego, który jeden z pierwszych głosił hasło wolnej Polski. Zjazd uchwała jednomyślnie wysłanie telegramu do Ministra Kierenskiego.

Następuje szereg przemówień Przedstawicieli Rządów i Armii Państw Koalicyjnych i odpowiedzi na nie. Kolejno zabierają głos Przedstawiciele Serbii, Francji, Anglii, Rumunii, Stanów Zjednoczonych Am. Półn. i Włoch; w podniosłych słowach mówią oni o uczuciach szczerzej przyjaźni, zachwytu i współczucia, jakie ich Narody i Rządy żywią dla bohaterskiej i męczeńskiej Polski i Narodu Polskiego, który nade wszystko umiłował Wolność i nigdy nie przestawał walczyć o niepodległość Ojczyzny, a teraz po wielu ciężkich próbach u kresu krwawej wojny widzi przed sobą możliwość osiągnięcia ideału niepodległej i zjednoczonej Polski, co jest też jednym z głównych w tej wojnie haseł i celów wszystkich Państw Koalicji.

Na każde przemówienie cudzoziemskich gości odpowiadali w ich ojczyściej mowie członkowie Prezydium lub inni uczestnicy Zjazdu, dziękując za nacechowane szczerą przyjaźnią powitania i wskazując szereg wydarzeń z przeszłości i terażniejszości, które łączą z tymi Narodami Naród Polski silnymi więzami, wzmocnionymi teraz przez wspólność wzniosłych celów w tej tytanicznej walce. Wzniesiono okrzyki na cześć Państw Koalicji, a pod adresem ich przedstawicieli rozbrzmiewały wielokrotnie owacje uczestników Zjazdu. W końcu powstał znowu Przedstawiciel Armii Włoskiej i wniósł raz jeszcze okrzyk „niech żyje Polska!” – „Bracia – Polacy – mówił oficer serbski – musimy wojnę doprowadzić do końca w imię tego, co dla nas najdroższe; do widzenia – zobaczymy się prędko na froncie.”

Mowa p. Al.  
Lednickiego  
– Prezesa  
Komisji  
Likwidacyjnej  
do spraw  
Królestwa  
Polskiego.

Na trybunę wchodzi, powitany oklaskami, Prezes Komisji Likwidacyjnej do spraw Królestwa Polskiego p. Aleksander Lednicki. „Zamykacie stare życie i wchodzić do nowego – mówi p. Lednicki – od waszej rozważliwej mężów stanu i patriotyzmu zależy będzie, jakimi zgłoskami zapisana zostanie dzisiejsza karta w naszej Historii – a wiem, że będą to zgłoski miłości, bo wy Ojczyznę miłujecie. Wyście powołali na Prezesa Honorowego

Generała Piłsudskiego. Ci, którzy byli symbolem męstwa polskiego, byli też symbolem męstwa światowego. Wy stoicie przed tą pajęczyną, która zasłania przyszłość Narodu. Zedrzyjcie ją – do czynu, panowie oficerowie i żołnierze, wzywam Was. W każdym z was tu obecnych odbiło się to, że ojcowie nasi o wolność walczyli. Wasza decyzja będzie wskaźnikiem mojego postępowania”. Mówca zakończył okrzykiem: „Niech żyje Niepodległa i tak umiłowana Polska!”

Na przemówienie p. Lednickiego odpowiada Wiceprezes Jamontt: „Widzimy w osobie Pana, jako Prezesa Komisji Likwidacyjnej, strażnika interesów polskich w Rosji. Radzi jesteśmy, że na poparcie i współdziałanie Jego możemy liczyć. Na wezwanie Pana nie będę odpowiadał teraz, gdyż odpowiemy na nie czynem”.

Powitanie  
Przedstaw.  
Rosyjskiego  
Zjazdu  
Wojskowych.

Od imienia Zjazdu Oficerów Rosyjskich przemawia Chorąży Okręt, mówiąc o męstwie żołnierza polskiego, którego niezliczonych nowych dowodów dostarczyła wojna obecna. Wojskowi Rosjanie, witając Zjazd towarzyszy broni Polaków, z niecierpliwością czekają jego decyzji”. Wiceprezes Chorąży Zarębski mówi w odpowiedzi: „My nie politycy – my tylko Polacy i żołnierze. Wszyscyśmy sobie równi, bo każdy z nas, oficer czy żołnierz, pamięta przede wszystkim o tym, że jest synem wolnej Polski. Polacy zawsze będą podtrzymywać wolną i demokratyczną Rosję. Niech żyje Armia Rosyjska, która potrafi mężnie stawić czoło wrogowi wolnych ludów”.

Przemówienie  
J. Eksc. Ks.  
Biskupa  
Cieplaka.

Przewodniczący zawiadamia Zjazd o obecności na sali J. E. Ks. Biskupa Jana Cieplaka, Administratora Archidiecezji Mohylowskiej. Wszyscy wstają, by powitać Dostojnego Pasterza. Ks. Biskup Cieplak zwraca się do Zjazdu z krótką serdeczną przemową, przypomina świetne karty z naszych dziejów i świetlaną postać kapłana-żołnierza księdza Kordeckiego, mówi o tym umiłowaniu Ojczyzny ponad wszystko i poświęceniu się dla Niej, które w duszach żołnierzy Polaków było zawsze po Bogu najpierwszym – i dzisiaj, jak dawniej, zły los nie złamie w nas tego oparcia, lecz wzmocni, powiększy siły nasze i wiarę w lepsze jutro Narodu. „Niech Wam Pan Bóg błogosławi, byście dla dobra Ojczyzny obrady swe zakończyli”.

Jeden z członków Prezydium dziękuje w imieniu Zjazdu za krzepiące słowa Dostojnemu Pasterzowi, który zawsze jest

z nami gdy może i swą opieką i życzliwością nas darzy, i następnie wznosi na cześć Księdza Biskupa Cieplaka okrzyk, z którym się łączą wszyscy obecni przez powstanie z miejsc.

Przemówienie  
powitalne  
Generała  
Babiańskiego  
oraz innych  
Przedstawicieli  
organizacji  
i stronnictw.

Następnie Generał Babiański, witając Zjazd, mówi o tym, że żołnierze Polacy, idąc łącznie z bratnimi szeregami synów wyzwolonej demokratycznej Rosji, będą zawsze przykładem ładu i organizacji. Mówca ma nadzieję, że niedaleką już jest chwila, kiedy po długiej tułaczce wrócimy do Ojczyzny.

By Zjazd powitać, zabiera głos jeszcze cały szereg przedstawicieli tej części społeczeństwa naszego, która się znalazła z tej strony kordonu wojennego. Przemawiają więc kolejno pp. Jabłoński (od „Ogniska” w Piotrogradzie), F. Kohn (Polska Partia Socjalistyczna), Leszczyński (Socjaldem. Partia Król. P. i Litwy), Fr. Nowodworski (Klub Narodowy), Łukasiewicz (Centralny Kom. Młodzieży Akad.), J. Dąbrowski (Klub Demokratyczny w Piotrogradzie), Langner (od jeńców Polaków) i Purzak (Fracja Rewolucyjna PPS).

Mowy te przyjmowano oklaskami, które też kilkakrotnie przerywały obszerną mowę ostatniego z wymienionych.

Mowa p.  
Purzaka (Fracja  
Rewol. PPS).

„Mówię do Was w imieniu tej partii, do której i Piłsudski należy – zaczął p. Purzak. – Piłsudski śnił z ludem sen o szpadzie, śnił wówczas, gdy na ziemi polskiej panował mrok i ucisk, żandarm i miecz katowski. „Niepodległość” było to hasło oparte na dużych masach ludowych, i trzeba było te masy skupić do czynu, do buntu. Robotnicy, lud pracujący opiera swą walkę na sile realnej, sile zbrojnej a sile nowej, której podwaliną jest nie ślepa dyscyplina, lecz przede wszystkim poczucie obowiązku narodowego i świadomość swych celów. Ideologiem takiej armii był zawsze Józef Piłsudski, który wypowiedział wojnę caratowi, jako naszemu ciemniacy i przedstawicielowi ogólnej reakcji. Te hasła zawsze nam przywodzą i Piłsudski jest z nami. Rewolucja rosyjska to jest dalszy ciąg pracy naszego legionisty Piłsudskiego. Sprawa niepodległości Polski jest to ogólny czyn całego narodu, przede wszystkim zaś szerokich mas ludowych. Niepodległość Polski to fundament wyzwolenia całej ludzkości. Nasi dyplomaci tylko wówczas mogą coś zdobyć, kiedy my działamy. Jeżeli wy będziecie obradowali o tworzeniu armii opartej na poczuciu obowiązku narodowego i obywatelskiego, wszyscy pójdziemy za taką armią. Mam wiarę niezłomną, że nie pójdziecie przeciw krajowi,

lecz ręką w rękę z całym Narodem. Skoro w was dojrzał żołnierz-demokrata Rzeczypospolitej Polskiej, możecie powiedzieć: towarzyszu Piłsudski, idziemy z tobą. Nie wypowiadam żadnych postulatów partyjnych; nie ma dzisiaj żadnych orientacji, tylko jedna orientacja – polska, tylko jedno hasło: Trwać, wytrwać, przetrwać” \*.

Odpowiedź  
Pułkownika  
Tupalskiego  
Przedstawicielom  
Organizacji  
i Stronnictw.

Jeszcze jedno przemówienie, od literatów polskich, wygłosił p. T. Miciński, po czym Pułkownik Tupalski w imieniu Zjazdu odpowiada wszystkim przybyłym by nas powitać przedstawicielom społeczeństwa.

„Spełniliście narodowy obowiązek, przychodząc tu do nas, – mówi Pułkownik Tupalski. – Wszak dążymy do jednego celu – zrealizowania wolnej i niepodległej zjednoczonej Polski. Dzisiaj chwila osobliwa wymaga skupienia wszystkich sił naszych, teraz nie ma partii. My ofiarujemy naszą krew; wasze sumienie Wam wskaże, co czynić powinniście!”

Wieniec od  
Zjazdu na  
mogile ofiar  
Rewolucji.

W końcu posiedzenia, po niedługiej dyskusji nad paru kwestiami formalnymi, na propozycję Prezydium, Zjazd jednogłośnie uchwala złożenie wienca na mogile ofiar Rewolucji na Polu Marsowym, co też zostało wykonane w imieniu Zjazdu przez specjalną delegację nazajutrz o godz. 1-ej po połud.

Tym zakończono całodzienne posiedzenie, które Przewodniczący zamknął do dnia następnego.

## **27 maja (9 VI.) Sprawozdania Związków Polaków Wojskowych – odczytanie uchwał, przyjętych przez poszczególne Związki przed Zjazdem Ogólnym.**

Posiedzenie otworzył Chorąży Raczkiewicz, który oddał przewodniczenie 1-mu Wiceprezesowi Porucznikowi Bouffałowi. Na następnych posiedzeniach przewodniczyli na zmianę pp.

\* UWAGA 2. Ponieważ z powodów natury technicznej nie będziemy mogli w tym sprawozdaniu podać streszczenia przemówień przedstawicieli rozmaitych partii, którzy na 2 późniejszych posiedzeniach informowali Zjazd o stanowisku tych stronnictw w kwestii tworzenia dopełnić przytoczone powyżej słowa p. Purzaka zaznaczeniem, że na posiedzeniu 28 maja (10 VI) mówca ten wypowiedział się przeciwko formowaniu na emigracji oderwanej od kraju armii polskiej.



Raczkiewicz, Bouffał, Jamontt i Zarębski.

Uchwalenie  
zasady jawności  
obrad Zjazdu.

Po złożeniu przez Chorążego Zarębskiego sprawozdania z bytności jego z polecenia Prezydium na Zjeździe Wojskowych Rosjan – w odpowiedzi na powitanie naszego Zjazdu przez ich przedstawiciela, rozpoczęto dyskusję w sprawie otwartych lub zamkniętych drzwi Zjazdu. Niektórzy mówcy zarzucali organizatorom Zjazdu uplanowane rzekomo przez nich zamknięcie wszystkich posiedzeń, z wyjątkiem pierwszego i ostatniego, włącznie do niedopuszczenia na Zjazd przedstawicieli prasy, i twierdzili, że to właśnie spowodowało nieobecność na Zjeździe przedstawicieli kierowniczego organu demokracji rosyjskiej – Rady Delegatów Robotniczych i Żołnierskich, którzy w tych warunkach uważali za niemożliwe przybyć na Zjazd. Natychmiast została wyjaśniona nieścisłość posiadanych przez tych mówców informacji, w rzeczywistości bowiem taki projekt przez organizatorów Zjazdu nie był uchwalony i kwestii jawności obrad bynajmniej nie przesądzano zawczasu w żadnym sensie; Rada Delegatów R. i Ż. była zaproszona na Zjazd, jeżeli zaś nieobecność jej przedstawicieli została istotnie spowodowana przez rozsiewane fałszywe pogłoski o zamknięciu drzwi Zjazdu, to – stwierdzono to z całą stanowczością – takie bezpodstawne wiadomości mogły być zakomunikowane Radzie Del. R. i Ż. tylko przez ludzi złej woli, którzy w ten sposób chcieli widocznie wytworzyć szkodliwy rozdzwitek.

Po dyskusji Zgromadzenie uchwaliło jednogłośnie wniosek Prezydium o uznaniu zasady jawności obrad na ogólnych posiedzeniach Zjazdu, z jedynym zastrzeżeniem, że drzwi Zjazdu mogą być chwilowo zamknięte, o ile by miano poruszyć kwestie, będące tajemnicą wojskową\*.

Przemówienie  
powitalne  
Przedstawiciela  
Wojsk  
Kozackich  
Pułkowa.  
Dutowa  
i odpowiedź.

Przewodniczący udziela głosu przybyłemu na Zjazd w celu powitania wojskowych Polaków przedstawicielowi Wojsk Kozackich Pułkownikowi Dutowowi. Pułkownik Dutow, zaznaczając na wstępie, że przemawia w imieniu wszystkich wojskowych Kozaków, mówi z zachwytem o świetnych tradycjach oręża polskiego, przypomina niezrównaną szarżę ułanów w wąwozie Somosierry, jako przykład niezliczonych czynów, na które świat

\* UWAGA 3. Zamknięcie drzwi Zjazdu miało miejsce tylko raz jeden, kiedy to 1 (14) czerwca ogłoszono poufne posiedzenie na parę godzin w celu wysłuchania wyjaśnień Generałów Wejtki i Bylewskiego.

cały patrzył zawsze z podziwem a Napoleon mówił, że nie było nigdy lepszej konnicy niż polska. Mówca nie wątpi, że i teraz podstępny wróg ugnie się pod naciskiem Polaków i dodaje, że Kozacy czekają tylko hasła „naprzód,” by z radością razem na Niemców uderzyć. Przedstawiciel Kozaków wznosi okrzyk: „niech żyje wolna i wielka od morza do morza Rzeczpospolita Polska!”

Na to przemówienie odpowiadają Generał Dowbor Muśnicki i Porucznik Matuszewski, podkreślając wspólną narodowi polskiemu i Kozakom dzielność i umiłowanie wolności i zaznaczając, że teraz w stosunkach naszych nastąpiła nowa era, kiedy już nie będzie miejsca na tę nienawiść, jaką wytwarzała stale polityka obalonego caratu. Jesteśmy szczęśliwi, że możemy widzieć już teraz przyjaciół w wolnych i mężnych Kozakach.

Referat Komisji  
Mandatowej.  
W Zjeździe  
brało udział  
384 delegatów.

Następnie Chorąży Borawski informuje o wynikach dwudniowej mozolnej pracy Komisji Mandatowej, która ustaliła ogólną ilość delegatów na Zjazd i dokonała podziału mandatów. Razem wszystkim Związkom Polaków Wojskowych i luźnym grupom, które się jeszcze nie zorganizowały w takie związki, przyznano przeszło czterysta mandatów; jak się potem wyjaśniło, wobec nieprzybycia na Zjazd nieznacznej ilości delegatów, w Zjeździe brało udział ogółem 384 delegatów. Oprócz tego Komisja Mandatowa udzieliła pewną ilość odmiennych kart wstępu przedstawicielom wojskowych Polaków, którzy, nie mając praw delegatów na Zjazd, mieli wstęp na posiedzenia ogólne z prawem głosu doradczego, nie biorąc udziału w głosowaniach.

Po niedługiej dyskusji nad referatem komisji Ogólne Zgromadzenie zatwierdziło wnioski Komisji Mandatowej i złożyło jej na propozycję Prezydium podziękowanie za skomplikowaną i owocną pracę.

Sprawozdania  
wszystkich  
Związków  
Polaków  
Wojskowych.

Z kolei przystąpiono do wysłuchania długiego szeregu sprawozdań delegatów od rozmaitych Związków Polaków Wojskowych, którzy treściwie informowali Zjazd o tych związkach i odczytywali tekst uchwał, jakie w ważniejszych kwestiach zostały w tych związkach powzięte.

A więc kolejno wysłuchano informacji o następujących Związkach Polaków Wojskowych (ogółem przeszło 50): Okręgu Moskiewskiego, Frontu Zachodniego (z zarządem w Mińsku), Armii VIII, Armii XI, Dywizji Strzelców Polskich, Pskowskiego,

Armii V, Armii XII, Armii VII, Orszy, Witebska, Dorogobuszu (gub. Smoleńska), Odessy, Bender i Kiszyniowa, Kijowskiego, 41 Korpusu, 4 i 29 Korpusów Syberyjskich, Kronsztadtu, Połocka, Armii tzw. „Oddzielnej”, Armii I, 23 Korpusu, 33 Korpusu, Piotrogrodzkiego, 1 Korpusu Syberyjskiego, 25 Korpusu, I Eskadry, Konfederacji Wojskowej w Piotrogrodzie (organizacja ta przystępując do Zjazdu ogłosiła o swym zawieszeniu) oraz Związków WP w Carycynie, Gatczynie, Kałudze, Ufie, Nowgorodzie, Żytomierzu, Irkucku, Toropcu (gub. Pskowska), Jekaterynosławlu, Suczawie (Bukowina), Bacau (Rumunia), Briańsku, Symbirsku, Smoleńsku, Sewastopolu-Wiaźmie, Porchowie (g. Pskowka), Syzranii, Rewlu, Bobrujsku, Niżnim-Nowgorodzie, na Krymie, w Permie, Charbinie, Władywostoku; przemawiał również przedstawiciel jeńców Polaków.

Niektóre Związki, jak np. w Erzerumie, które wobec znacznej odległości lub z innych powodów nie mogły wysłać na Zjazd delegatów, przysłały o sobie telegraficzne lub listowne informacje.

Sprawozdania Związków zostały wyczerpane dopiero późno wieczorem i na tym posiedzenie dnia tego zakończono.

Telegramy  
powitalne.

Na tym posiedzeniu Prezydium odczytało też telegramy powitalne i życzenia, przesłane Zjazdowi przez cały szereg rozmaitych organizacji i stowarzyszeń polskich z Moskwy, Mińska, Kijowa i wielu mniejszych środowisk. Przez cały czas trwania Zjazdu co dzień otrzymywano takie telegramy – ogółem koło stu, a i po Zjeździe nadeszły jeszcze niektóre spóźnione. Nadeszły też telegramy i organizacje niepolskie – z nich pierwszy Centralny Komitet Organizacyjny Łotyskich Oddziałów Wojskowych.

**Następne dwa dni Zjazdu – 28 i 29 maja (10 i 11 czerwca). – Informacje pp. Skąpskiego i Babiańskiego o Konferencji w Sztokholmie z dwoma Członkami Tymczasowej Rady Stanu; przemówienia informacyjne przedstawicieli stronnictw i ugrupowań politycznych oraz organizacji na emigracji.**

Już w chwili rozpoczęcia Zjazdu wyraźne było, że jedną z najbardziej palących kwestii doby bieżącej, której też Zjazd

Sprawa  
tworzenia  
polskiej siły  
zbrojnej,  
jako jedno  
z głównych  
zagadnień  
Zjazdu.

poświęcił najwięcej czasu, jest sprawa zgrupowania w odrębnej formacji licznych rzesz Polaków wojskowych, rozproszonych dotychczas w armiach rosyjskich. Sprawa ta i inne z nią związane już niemal z chwilą wybuchu Rewolucji Rosyjskiej poruszyły do głębi nie tylko wojskowych, lecz i szerokie warstwy społeczeństwa, odcięte od Polski kordonem wojennym i stały się tematem najbardziej ożywionej wymiany zdań i ścierania się rozmaitych poglądów. Pierwszy Ogólny Zjazd Polaków Wojskowych, przystępując do rozstrzygnięcia tych spraw tak wielkiej wagi, nie zaniedbał wysłuchać głosów wyrazicieli najrozmaitszych odcieni myśli polskiej, by móc następnie decydować z całą świadomością rzeczy, po wszechstronnym oświetleniu poruszonych tematów, pomnąc o swoim stanowisku ponadpartyjnym i o włożonej nań odpowiedzialności i dbając jedynie o dobro Sprawy narodowej. Toteż, zanim przystąpiono do obrad zasadniczych nad wskazaną kwestią, poświęcono całe dwa dni na wysłuchanie przemówień-referatów przedstawicieli myśli politycznej.

Referat  
pp. Skąpskiego  
i Babiańskiego.

Dużo czasu zajął obszerny referat p. Skąpskiego, dopełniony przez przemówienie p. Babiańskiego. Obaj wymienieni referenci, będąc członkami Komitetu Demokratycznego w Piotrogradzie, z upoważnienia tej organizacji brali udział w maju br. w naradzie, jaka się odbyła w Sztokholmie z dwoma członkami Tymczasowej Rady Stanu Kr. P. pp. Kunowskim i Rostworowskim.

P. Skąpski złożył tekst uchwał, powziętych na tej konferencji, w Prezydium Zjazdu, gdzie delegaci mogli je odczytać, część zaś tego protokołu ogłosił z mównicy w swoim referacie; uchwały te, oprócz wymienionych już 2 członków Tymczasowej Rady Stanu, podpisali pp.: Al. Babiański i H. Gliwitz (od Komitetu Demokratycznego w Piotrogradzie), St. Filipkowski i J. Zia-bicki (od Zrzeszenia Niepodległościowego Polaków w Rosji) oraz Al. Dębski i J. Karasiewicz (od Komitetu Obrony Narodowej w Ameryce).

Ci przedstawiciele, którzy przybyli na tę konferencję z Piotrogradu, informowali o życiu Polaków w Rosji i zmianach, jakie zaszły od czasu rewolucji, poruszając też sprawę tworzenia tutaj polskiej siły zbrojnej, która w tym czasie już była na porządku dziennym. Uczestnicy konferencji – przedstawiający wymienione organizacje – wypowiedzieli się przeciw tworzeniu w Rosji wojska polskiego i oddziałów polskich wyodrębnionych z armii ro-

syjskiej. P. Skąpski stwierdził jednak, że referenci tej sprawy na Konferencji w Sztokholmie nie wiedzieli jeszcze wówczas, jak wielkie rozmiary przybiera w środowisku samych wojskowych Polaków w armiach rosyjskich ruch, zdążający do tworzenia formacji wojskowej polskiej. Nie brano więc tam pod uwagę i wielu poważnych czynników, jakie się na ten ruch składają, nie wiedziano też jak wielkie, żywiołowe wprost rozmiary zaczyna on przybierać.

Pp. Kunowski i Rostworowski udzielili wielu cennych informacji o życiu w Polsce pod okupacją niemiecko-austriacką, to też p. Skąpski w swym obszernym referacie podzielił się ze Zjazdem tymi wiadomościami, następnie zaś odpowiadał na długi szereg złożonych mu na piśmie przez uczestników Zjazdu pytań, dotyczących życia politycznego i ekonomicznego w kraju w obecnych warunkach oraz Konferencji w Sztokholmie. Zjazd złożył referentom podziękowanie za udzielony czas i cenne informacje.

Przemówienia  
wyraźcili  
rozmaitych  
odcieni myśli  
politycznej  
w sprawie  
tworzenia  
polskiej siły  
zbrojnej  
w Rosji.

Następuje cykl przemówień przedstawicieli rozmaitych stronnictw i wyraźcili różnych odcieni myśli politycznej, zaproszonych na Zjazd dla zreferowania i umotywowania poglądów partii i organizacji w kwestii tworzenia polskiej siły zbrojnej w obecnej chwili z tej strony kordonu wojennego. Z powodów technicznych nie mogą być podane w tym sprawozdaniu streszczenia wszystkich przemówień, musimy więc poprzestać na ich wyszczególnieniu. Kolejno zabierali głos następujący mówcy: p. J. Dąbrowski (Komitet Demokratyczny), p. Lewinsohn (Partia socjalist. – lewica), p. Radwański (Klub Rewolucyjny), p. St. Wojciechowski (Związek Zjednoczenia i Niezawisłości Polski), p. Szelner (przedst. organiz. polsk. w Ameryce), p. J. Harusewicz (Komitet Narodowy), hr. Wielopolski (Stronnictwo Polityki Realnej), p. Fr. Nowodworski (Klub Narodowy), p. Łukasiewicz (Młodzież Niepodległościowa), p. Leszczyński (Socjaldem. Król. P. i Litwy), p. Bittner (Młodzież Narodowa), p. Albrecht (Klub Demokratyczny), p. Rabski (z Wielkopolski), p. Purzak (PPS – Frakcja Rewolucyjna), p. St. Grabski (Stronnictwo Narod.-Demokr.) oraz p. Mandelbaum (z „Promienia”).

W ciągu tych posiedzeń Zjazd odwiedziły delegacje od Floty Czarnomorskiej, od Centralnego Komitetu Rewolucyjnych Kolumn Szturmowych i od Wszechrosyjskiego Związku Kawalerów

Delegacje  
od Floty  
Czarnomorskiej,  
Rewolucyjnych  
Kolumn  
Szturmowych  
i Kawalerów  
św. Jerzego.

św. Jerzego. Delegacje te, owacyjnie witane przez Zjazd, jak i wspomniana wyżej delegacja Kozaków, zwróciły się do Zjazdu z podniosłymi mowami, oświadczając o swej gotowości poparcia Polaków i nawołując do wspólnych zgodnych działań, do walki „za naszą wolność i waszą” – o wolną Rosję i niepodległą zjednoczoną Polskę. Odpowiadali na te przemówienia w imieniu Zjazdu Generał Jacyna i inni.

Po dłuższej dyskusji zarządzone na 30 maja (12 VI) przerwa jednodniową w posiedzeniach ogólnych w celu ułatwienia rozmaitym grupom delegatów porozumienia się w kwestiach większej wagi, zanim się rozpoczną debaty zasadnicze.

**Przerwa jednodniowa i posiedzenia 31 maja (13 VI) oraz 1 (14) czerwca. Zaznaczenie się trzech głównych ugrupowań na Zjeździe – tzw. prawica, centrum i lewica. Konwent Seniorów. Komisje. Opuszczenie Zjazdu przez 7 delegatów. Inne sprawy. Referaty Generałów Wejtki i Bylewskiego. Posiedzenie przedpołudniowe 2 (15) czerwca.**

„Prawica,  
centrum  
i lewica”  
Zjazdu.

Powyżej już była mowa o tym, że jedną z najbardziej palących kwestii skupiających uwagę Zjazdu, była sprawa tworzenia odrębnej polskiej formacji wojskowej. Różnice poglądów w tej kwestii spowodowały zaznaczenie się na Zjeździe trzech głównych ugrupowań, do których następnie przywiązano nazwy „prawicy, centrum i lewicy”. Określenia te, ma się rozumieć, nie oznaczały bynajmniej w zastosowaniu do całych grup przynależności ich do jakichś stronnictw bądź postępowych, bądź też bardziej zachowawczych, albowiem Zjazd Polaków Wojskowych, będąc zjazdem ponadpartyjnym, nie mógł oczywiście opierać swej pracy na podziale politycznym i partyjnym swych uczestników. A więc nazwy „prawicy, centrum i lewicy” na tym zjeździe oznaczały jedynie trzy rozmaite kierunki myśli w sprawie tworzenia w obecnej chwili polskiej siły zbrojnej. Trzy takie ugrupowania zaczęły się zaznaczać niemal od początku Zjazdu, skryształowały się zaś ostatecznie podczas jednodniowej przerwy w posiedzeniach ogólnych 30 maja (12 VI). Po za tymi trzema grupami pozostała też pewna ilość delegatów o odmiennych nieco poglądach, w samych zaś ugrupowaniach dały się również zauważyć

pewne pośrednie odcienie, co też odegrało rolę łącznika, łagodzącego odrębność tych grup, kiedy chodziło o określenie ogólnych wytycznych, które by mogły zjednoczyć przynajmniej znaczną większość, jeżeli nie wszystkich bez wyjątku. W rezultacie długich dyskusji na posiedzeniach ogólnych i pertraktacji poszczególnych grup pożądane porozumienie zostało osiągnięte, podane zaś w końcu niniejszego sprawozdania wyniki Zjazdu świadczą o owocności usiłowań pojednawczych; przykry rozdzźwięk wniosła tylko nieznaczną stosunkowo grupa z lewicy, która nie chciała przystać na żadne ustępstwa w stosunku do ogółu, jako sposób zaś zmanifestowania swego odrębnego zdania wybrała zerwanie z ogółem przez opuszczenie Zjazdu 6 (19) czerwca.

Różnice  
poglądów  
trzech grup  
w sprawie  
polskiej siły  
zbrojnej.

Początkowe stanowisko trzech grup zjazdowych w sprawie polskiej formacji wojskowej da się określić w następujący sposób. Prawica grupowała zwolenników stworzenia odrębnej armii polskiej na wschód od kordonu wojennego, rozlegały się też stamtąd głosy o konieczności osiągnięcia dla tego wojska praw armii koalicyjnej. Centrum, które się określiło nieco później, uważało za pożądane zgrupowanie Polaków, będących w armiach rosyjskich, w odrębną jednostkę z pozostawieniem jej w wojsku rosyjskim. Lewica była przeciwna tworzeniu wszelkich jednostek wojskowych, złożonych z Polaków. Porozumienie, jakie w końcu osiągnięto, zjednoczyło centrum i prawicę, w lewicy zaś nastąpił rozłam – część jej podporządkowała się ogólnej karności i uległa uchwałom znacznej większości, biorąc nadal udział we wspólnej pracy, reszta zaś, jak wspomniano wyżej, usunęła się ze Zjazdu.

Konwent  
Seniorów.

W celu łatwiejszego usuwania rozbieżności zdań w rozmaitych kwestiach i zaoszczędzenia czasu wybrano Konwent Seniorów, złożony z 9 osób – po 3 od każdego ze wspomnianych ugrupowań. W skład Konwentu Seniorów weszli pp.: od prawicy – Kapit. Przeździecki, Dr Biernacki i Lubieński, od centrum – Żołn. Chełmicki, Porucznik Matuszewski i Urzęd. wojsk. Koźłowski, od lewicy – Dr Kołodziejski, Chor. Miłoszewski i Bębnowski; lewica parokrotnie zmieniała skład swych przedstawicieli. Konwent Seniorów był stale w kontakcie z Prezydium Zjazdu i z trzema grupami, które go wybrały.

Komisje  
i sekcje.

Na wniosek Konwentu Seniorów wybrano następnie Komisję Organizacyjną w składzie 18 osób, której polecono opracowanie sposobu utworzenia i ustawy Centrali Związków oraz zor-

ganizowanie sekcji, które by przygotowały materiał wstępny do pracy w rozmaitych działach po Zjeździe. Należy jednak stwierdzić, że konieczność poświęcenia całego niemal czasu i energii na usunięcie tarć w kwestiach zasadniczych i nieprzejednane stanowisko, jakie do końca zachowała wspomniana już grupa z lewicy, komplikując stale przebieg posiedzeń ogólnych, uniemożliwiało to już niemal zupełnie stworzenie normalnych warunków dla działalności Komisji Organizacyjnej i poszczególnych sekcji i odbiło się w wielce dotkliwy sposób na produktywności ich pracy. Największą przedsiębiorczość wykazała sekcja wojskowa z udziałem Kap. Jaźwińskiego, Podpor. Romockiego, Pułk. Falewicz, Podk. Regulskiego, Podpor. Bagińskiego, Pułk. Tupalskiego, Pułk. Łempickiego, Chor. Kiedrzyńskiego, Kapit. I r. Krzyżanowskiego i innych.

Odrębnej komisji polecono opracowanie deklaracji uczuć Zjazdu dla Kraju oraz deklaracji stosunku do rewolucyjnej demokracji rosyjskiej. Komisji tej przewodniczyła Dr Hubicka, jedyna na Zjeździe kobieta delegat.

Opuszczenie  
Zjazdu przez  
7 delegatów.

Na posiedzeniu 31 maja (13 VI) po raz pierwszy miał miejsce fakt opuszczenia Zjazdu przez nieznaczną grupę z lewicy. W imieniu tej grupy (7 delegatów) zabrał głos chorąży Wład. Matuszewski, składając deklarację, zaczynającą się od słów: „My niżej podpisani socjaliści różnych kierunków i demokraci polscy oświadczamy co następuje”, i zawierająca szereg gwałtownych zarzutów pod adresem całego Zjazdu. A więc przede wszystkim twórcy tej deklaracji uważali za możliwe zarzucić Zjazdowi „tendencje antydemokratyczne, antyspołeczne i reakcyjne”, następnie zaś zaproszenie na Zjazd przedstawicieli rządów mocarstw wojujących i rzekome pominięcie wyrazieli opinii rewolucyjnego ludu rosyjskiego (p. str. 5 niniejszego sprawozdania) oraz dążenie do „stworzenia za wszelką cenę armii polskiej” pod wpływem „spekulacji politycznej reakcji polskiej”. Szereg takich zarzutów był zakończony słowami: „Porzucając Zjazd, odwołujemy się do opinii publicznej, do ludu polskiego i wzywamy do protestu przeciwko zakusom wsteczności i ciemnej grze politycznej”. Stwierdzono, że z dwunastu podpisanych pod tym oświadczeniem mandatów delegatów miało tylko siedmiu; chorąży Matuszewski posiadał tylko przedstawicielską kartę wstępu (p. str. 6 w. 25). Jako bezpośredni po-



wód do tego wystąpienia wzięto odrzucenie przez Zjazd wniosku, który kwestionował kompetencję Zjazdu do decydowania w sprawie polskich formacji wojskowych. Podpisani pod deklaracją w kilku przemówieniach następnie rozwijali obszerniej swe poglądy.

Zjazd reagował na to wystąpienie krótko i spokojnie, scharakteryzował zaś go natychmiast Chorąży Nagórski, jeden z delegatów również z lewicy, który stwierdził, że stanowisko autorów deklaracji jest „z gruntu błędne, bo oparte na nieprawdzie”, a twierdzenia ich mogą być tylko wynikiem „zamykania oczu na rzeczywistość, zatykania uszu na to, co się istotnie na Zjeździe dzieje”. Po przemówieniu jednego z delegatów żołnierzy, który z oburzeniem mówił o tym, co zaszło, i nawoływał do podporządkowania wszelkich osobistych pragnień jednostek oraz porachunków partii dobru sprawy ogólnej, Zjazd, potępiając w formule przejścia do porządku dziennego wystąpienie tych 7 delegatów, uznał sprawę za wyczerpaną.

Inne sprawy.

Po skonstatowaniu, że niektóre organy prasy podają niezgodne z prawdą informacje o Zjeździe, polecono Prezydium wystosowanie odpowiednich sprostowań i protestów. Poruszenie na sali wywołało wyjaśnienie, że podobne traktowanie Zjazdu ma miejsce też i w piśmie polskim „Dzienniku Petrogradzkim”. Stanowczy protest i sprostowanie wysłano natychmiast do gazety „Izwiestja Sowietu Raboczich i Soidatskich Dieputatow”, gdzie się zjawiała tendencyjna wzmianka o Zjeździe z zarzutami tego rodzaju, jakie zawierała wspomniana powyżej deklaracja 7 delegatów.

Podczas tych posiedzeń Zjazd uchwalił wysłanie telegramu do Zjazdu Ukraińskiego, który się rozpoczął w Kijowie, oraz odpowiedzi na otrzymane powitania. Nastąpiła też wymiana powitań za pośrednictwem delegacji ze Zjazdem Litwinów w Piotrogradzie – ogłoszono serdeczne przemówienia. Uchwalono też wysłanie takiej delegacji na Rosyjski Zjazd Delegatów Robotników i Żołnierzy, ponieważ jednak, jak się wyjaśniło, regulamin tego Zjazdu nie przewidywał takich wizyt, przestano na wysłaniu listu.

List Ministra  
Wojny.

1 (14) czerwca nadszedł list od Ministra Wojny p. Kierenskiego i został natychmiast podany przez Prezydium do wiadomości Zjazdu.

Tekst tego listu, w ścisłym przekładzie z rosyjskiego, brzmi jak następuje: „Do Pana Prezesa Polskiego Zjazdu. – Szanowny Panie Prezesie. Żałuję szczerze, że pilne sprawy ministerium pozabwiają mnie wszelkiej możliwości powitania Zjazdu osobiście. Wierzę głęboko, że zgromadzeni na Zjeździe przedstawiciele narodu polskiego, stałego i wiernego bojownika o niepodległość, prawo, prawdę i wolność, spełnią swój obowiązek obywatelski do końca w świadomości, że ciężka i niebywała wojna współczesna będzie ostatnią walką, po czym światłe słońce wolności zabyśnie na stałe nad męczeńską Polską. Ja wierzę, że ta ostatnia walka w wielkiej historycznej chwili życia Rosji, gdy zrzuciła ona z siebie pęta samowładztwa i monarchizmu i wolna teraz powinna obronić wolność i niepodległość zamieszkujących ją narodów, naród polski i jego przedstawiciele w szeregach armii rosyjskiej, rękę w rękę z innymi narodami Rosji, dokonują wielkiego dzieła oswobodzenia Kraju. Jednak ja uważam, że ten wielki czyn oswobodzenia Rosji i Polski może być dokonany tylko pod warunkiem, że organizm armii rosyjskiej nie będzie osłabiony, że żadne zmiany organizacyjne nie poderwą jej całości i że wszyscy spełnią, jak i dotychczas, swój obowiązek w szeregach rewolucyjnej armii rosyjskiej. Wyodrębnienie wojsk narodowych z szeregów armii rosyjskiej w obecnej ciężkiej chwili rozerwałoby jej organizm, zachwiałoby jej potęgę i byłoby zgubnym dla rewolucji, zarówno jak i dla wolności Rosji, Polski oraz innych narodów, zamieszkujących obecnie Rosję. Jestem przeświadczony, iż każdy wolny obywatel przyszłego państwa polskiego zrozumie doskonale obowiązek swój wobec kraju, wyteży całą swą siłę w celu wzmocnienia potęgi armii rosyjskiej na wskazanych przeze mnie powyżej zasadach i przyczyni się przez to do przyspieszenia pożądanego pokoju na podstawach, ogłoszonych przez rewolucję rosyjską, i podniesie wysoko sztandar rewolucyjny z nakreślonymi na nim wielkimi hasłami – Wolność, Równość i Braterstwo. Proszę przyjąć zapewnienie o zupełnym szacunku i oddaniu. Minister Wojny A. Kierenski. 1 czerwca 1917 r. Nr 2958”.

Podajemy również na tym miejscu poniższy dokładny przekład z rosyjskiego listu, przesłanego Zjazdowi o tydzień wcześniej, w przeddzień jego otwarcia, od imienia Ministra Wojny, i zawierającego oficjalne pozwolenie na Zjazd:

„Do Prezesa Rady Zjazdu Polaków Wojskowych. Minister Wojny rozkazał zakomunikować, że, w związku z prośbą do Ministra Wojny od imienia Związku Polaków Wojskowych z dnia 8 maja nr 157 i rozmową osobistą z Prezesem Komisji Likwidacyjnej do spraw Królestwa Polskiego, Minister uznał za możliwe pozwolić na Zjazd Delegatów Polaków od wszystkich części Armii Rosyjskiej, nie bacząc na to, że odciążenie z frontu w obecnym czasie znacznej ilości żołnierzy i oficerów jest niepożądanym. Minister wierzy, że wielka i odpowiedzialna praca w celu zjednoczenia rozrzuconych i oderwanych polskich grup wojskowych w jedną potężną całość – trwałą podwalinę siły wojennej Niepodległej Polski – nie zasłoni przez się przed rosyjskimi obywatelami Polakami wojskowymi wielkich i złożonych spraw życia Armii Rosyjskiej. W oczekiwaniu przyszłej owocnej pracy Zjazdu, Minister przesyła mu swe pozdrowienie. Naczelnik Gabinetu Podpułkownik Baranowski. Za Pomocnika Naczelnika Gabinetu Podporucznik (podpis), 24 maja 1917 r. Nr 2706”.

Referaty  
Generałów  
Wejtki  
i Bylewskiego.

Przedpołudniowe posiedzenie 1(14) czerwca rozpoczęło się przy drzwiach zamkniętych. Generałowie Wejtko i Bylewski informowali o działalności Komisji przy Sztapie Generalnym do formowania Korpusu polskiego i odpowiadali na liczne zapytania uczestników Zjazdu. Następnie Generał Bylewski w dłuższym przemówieniu, już przy drzwiach otwartych, referował swoje projekty i poglądy, dotyczące polskich formacji wojskowych

Przemówienie  
J. E. ks.  
Biskupa  
Edw. Roppa.

2(15) czerwca odwiedził Zjazd i zwrócił się do zebranych z podniosłą przemową J. Eksc. Ks. Biskup Edward Ropp.

## 2 (15)–5 (18) czerwca. Dyskusja w sprawie tworzenia polskiej siły zbrojnej.

Ogólna  
dyskusja.

2(15) czerwca rozpoczęło dyskusję w sprawie tworzenia polskiej siły zbrojnej i debatowano nad tą kwestią do 5(18) włącznie.

Z pięćdziesięciu kilku mówców, którzy w ciągu tych czterech dni zabierali głos, koło trzydziestu wypowiedziało się bezwzględnie za tworzeniem natychmiast z tej strony kordonu armii

Nastroje  
żołnierzy  
na froncie.

polskiej. Przemówienia te do pewnego stopnia dadzą się podzielić na dwie kategorie, mniej więcej równe sobie ilościowo – do pierwszej z nich należy zaliczyć mniej lub bardziej wszechstronnie argumentowane z punktu widzenia politycznego; do drugiej – przemówienia, przeważnie żołnierzy, w których wskazywano przede wszystkim na wyjątkowo ciężkie warunki, jakie mają Polacy w wojsku rosyjskim, będąc wśród ludzi bardzo odmiennych duchowo, nie umiejących ich zrozumieć i patrzących na nich, jako na obcych, z nieufnością, a często z nieprzyjaźnią: polityka caratu całymi latami wpajała w żołnierza rosyjskiego pojęcie o Polakach jako o „wrogach wewnętrznych”, a podczas wojny współczesnej przyjazne dla Polaków oświadczenia i obietnice, które miały nas i świat cały zaspokoić, nie przeszkadzały bynajmniej rozmaitym tajnym i jawnym rozkazom i okólnikom, w które i armię zaopatrywano, a które potęgowały wrogi stosunek do Polaków, jako do elementu „nieprawomyślnego” lub wprost sprzyjającego rzekomo Niemcom; w licznych rzeszach żołnierzy rosyjskich, z natury nieufnych, bo również krzywdzonych i rozmyślnie wychowywanych w ciemnocie, łatwo było rozpowszechnić takie mniemanie o Polakach, i żołnierze Polacy musieli znieść niejedną ciężką krzywdę, szczególnie od półświadomych swych zadań i poglądów podoficerów i wachmistrzów i od tych zwierzchników, którzy specjalną uprawiali politykę, a każdy niemal towarzysz broni Rosjanin gotów rzucić im nieświadomie obelżywe słowo „izmiennik” (zdrajca). I nieraz w najcięższych chwilach, zamiast wsparcia bratniego ramienia, spotykało się spojrzenie nieufne; a już drukowane słowo polskie bardzo rzadko widywał żołnierz Polak, zaś katolik księdzka – najelementarniejsze potrzeby duchowe i religijne nie były zaspakajane. Po rewolucji rosyjskiej w tym stanie rzeczy bardzo wiele mogłoby się zmienić ku lepszemu, lecz dużo czasu upłynie, zanim żołnierze rosyjscy zrozumieją, że im wpojono mylne uprzedzenie do Polaków, którzy i nadal w szeregach rosyjskich nie będą się czuli wśród swoich. Przeciwnie, sytuacja teraz pogorszyła się: po przewrocie w Rosji dało się zauważyć pewne czasowe rozprężenie i zachwianie dyscypliny na froncie i kiedy zdarzyło się, że ulegli temu gdzieś i żołnierze Polacy i, wyczerpani trzyletnią wojną w tak ciężkich dla nich warunkach, w poszczególnych wypadkach dali się unieść pokusie przejścia przez kordon

wojenny, by trafić do kraju, wzmożły się zarzuty zdrady pod ich adresem ze strony rosyjskich towarzyszy broni, którzy o tym nie myślą, by przedtem raczej porachować, ilu dezertuje spośród nich samych. Toteż z każdym dniem zaczęło się wzmacniać dążenie wojskowych Polaków do wyodrębnienia się i złączenia w jednostkę wojskową polską, a ruch ten stale rośnie i nawet samorzutnie zaczynają się tworzyć oddziały polskie, nieraz pod hasłem „byle umrzeć razem”, w akcie zaś 17 (30) marca, którym Rosyjski Rząd Tymczasowy uznał prawo Narodu Polskiego do niepodległości i zjednoczenia, wojskowi Polacy widzą gwarancję urzeczywistnienia tego ich najbliższego dążenia. W najbardziej silnych i pełnych szczerzej prostoty słowach odtworzyli na Zjeździe ten stan rzeczy delegaci żołnierze, zaznaczając wielokrotnie, że na froncie w okopach ci, którzy ich na Zjazd wystali, zarówno żołnierze, jak oficerowie, „nie pozwolili im wrócić bez własnego wojska”; wszyscy ci delegaci żołnierze podkreślali, iż nie rozumieją, jak rodacy w tych czasach mogą się rozbić na wrogie sobie partie, kiedy trzeba razem dążyć do wspólnego celu, i nawoływali do jedności i zgody.

Różne kierunki.

Mówiąc z kolei o pierwszej ze wspomnianych 2 kategorii zwolenników tworzenia armii polskiej w Rosji, stanowiącej właściwą tzw. „prawicę” Zjazdu, należy od razu przystąpić do porównania jej z innymi ugrupowaniami delegatów, a było ich dwa („centrum” i „lewica”), a raczej trzy, bo na lewicy już w początku obrad zaznaczyły się dwa odrębne odłamy; centrum, aczkolwiek grupowało też wyrazicieli nieco odmiennych odcieni myśli, przetrwało jednak jako całość do końca Zjazdu, tak jak prawica\*.

Zasadnicze różnice w poglądach, którymi się kierowały te grupy, można ująć w następujący sposób. Prawica i centrum, zgadzając się co do potrzeby i konieczności wydzielenia jednostki wojskowej, złożonej z Polaków, będących w armiach rosyjskich, różniły się zasadniczo w pojęciu o charakterze tej jednostki wojskowej; prawica kładła nacisk na tworzenie armii polskiej w Rosji, która by podlegała tylko rozkazom strategicznym naczelnej

\* UWAGA 4. Dla skrócenia, wszędzie tutaj są użyte określenia „prawica, centrum i lewica”, których znaczenie zostało wyjaśnione na str. 8 i 9.

komendy rosyjskiej, przy czym wielu mówców rozumiało, iż armia ta walczyłaby z państwami centralnymi na równi z innymi armiami Koalicji przeciwniemieckiej; centrum zaś uważało za możliwe jedynie zwrócenie się do Rządu rosyjskiego z wezwaniem do wyodrębnienia Polaków z armii w oddzielną jednostkę wojskową, która by pozostawała jako część składowa armii rosyjskich. Centrum w obronie swego stanowiska twierdziło, że Polacy, którzy się znaleźli oderwani od kraju z tej strony kordonu wojennego, nie mają prawa do tworzenia tutaj armii polskiej, dopóki nie będą mieli na to wyraźnych wskazówek z kraju, prawica zaś uważała, że wiadomości, jakie do nas z kraju dochodzą, stwierdzają już w wystarczającej mierze, że wszelkie rachuby, jakie tam pokładano na państwach centralnych i akcie 5 listopada, należy uważać za upadłe i ideę stworzenia polskiej siły zbrojnej z tamtej strony kordonu za pogrzebaną, że należy przeto tworzyć siłę zbrojną tutaj do walki z ostatnim już dzisiaj naszym wrogiem – Niemcami. Co się tyczy zasadniczego poglądu na konieczność dla Polski posiadania armii, jako niezbędnej gwarancji niepodległości na przyszłość – centrum i prawica były z sobą w zgodzie. Na lewicy zaznaczyły się tendencje antimilitarystyczne, jednak część tylko mówców z lewicy zajęła stanowisko zasadniczo wrogie idei armii; inni, nie poruszając tego zagadnienia, dowodzili tylko, że nie może być mowy o tworzeniu tutaj polskiej siły zbrojnej w jakiegokolwiek bądź postaci lub nawet o wydzielaniu Polaków w wojsku rosyjskim, ponieważ, zdaniem tych mówców, „Kraj nam wyraźnie tego zabronił”, zakaz zaś taki widzieli oni we wspomnianej powyżej konferencji sztokholmskiej, o której informowali pp. Babiński i Skąpski. Ogółem w kwestii polskiej siły zbrojnej wypowiedziało się kilkunastu mówców z centrum i dziesięciu z lewicy.

Wobec niemożności zamieszczenia w niniejszym sprawozdaniu ścisłych streszczeń wszystkich przemówień\*, należy zazna-

---

\* UWAGA 5. Niżej podpisany sekretarz Zjazdu uważa za niezbędne zakomunikowanie poniższego: Będąc powołanym na Sekretarza Zjazdu w dniu jego otwarcia, musiałem z urzędu tego ustąpić po paru dniach z powodu niezdrowia; wówczas Prezydium poleciło objęcie Sekretariatu innemu swemu członkowi, Urzędn. wojsk, p. Turczynowiczowi, który, zgodnie z udzielonymi mu wskazówkami, powiększył skład osobisty Sekretariatu, do którego mieli też wejść po jednym przedstawicielu od każdej z trzech grup zjazdowych. Po posiedzeniu 6 (19) czerwca, podczas którego część „lewicy” opuściła Zjazd, stwierdzono,

czyć, że za tworzeniem w obecnej chwili armii polskiej z tej strony kordonu wypowiedzieli się następujący mówcy: Podporucznik Bagiński, Dr Biernacki, Kapitan Przędzicki, Podporucznik Tarło, Chorąży Wroncki, Chorąży Zarębski, Pułkownik Jasiński, Pułkownik Tupalski, Urzędn. wojsk. Chmyzowski, Chorąży Bisping, Porucznik Wierzchnicki, Żołnierze Stelmański, Meksuła, Maliszewski (podofic.), Jurczak, Musiał, Błoński, Zdzitowiecki (wól.), Śliwowski (wól.), Leperowski, Marynarz Kryszyłowicz i inni. Od centrum przemawiali: Podporucznik Piotrowski, Porucznik Matuszewski, Urzędn. wojsk. Kozłowski, Podkapitan Grabowski, Dr Hiller, Żołnierz (wól.) Rotstat, Urzędn. wojsk. Kończa, Dr Sobański, Urzędn. wojsk. Barylski i inni. Od lewicy pierwszą obszerną mowę wygłosił Chorąży Nagórski, następnie przemawiali – Dr Kramsztyk, Chorąży Berzowski, Chorąży Bogusławski, Żołnierz Kamiński, Pułkownik Bittner, Chorąży Szczęsny, Żołnierz Jasienicki oraz paru innych; w przemówieniach 2 ostatnich z wymienionych mówców wyraźnie górowały nuty antymilitarystyczne. Nie da się zaliczyć do żadnej z tych grup przemówienia Chorążego Borawskiego (pośrodku pomiędzy centrum a lewicą) i parę innych.

Ogólnie zapisało się do głosu w tej kwestii przeszło stu mówców, toteż debaty mogły trwać bardzo długo, pomimo wszelkich ograniczeń, jakie przyjęto dla przemówień. Wobec ogólnego zmęczenia po paru tygodniach obrad, by nie przedłużać nadmiernie Zjazdu, czterdziestu kilku zapisanych na liście zrzekło się głosu na posiedzeniu popołudniowym 5 (18) czerwca, co umożliwiło zakończenie dyskusji tego wieczoru i głosowanie wniosków już nazajutrz; było to konieczne tym bardziej, że część delegatów musiała już wyjechać.

---

że z tą grupą wyszli również dwaj członkowie Prezydium – chorąży Szczęsny i p. Turczynowicz, o czym Prezydium nie było przez nich zawiadomione. W związku z tym, nazajutrz, już w przeddzień ostatniego posiedzenia, otrzymałem od Prezesa Zjazdu polecenie ponownego objęcia Sekretariatu. Wszystkie prawie materiały, jakie do rąk moich trafiły, wręczyli mi koledzy Orleański i Woyzbum; poza tym, oprócz paru drobnych notatek, nic od nikogo nie otrzymałem. Z niemałą trudnością zdołałem doprowadzić do porządku i dopełnić posiadane materiały do tego sprawozdania, co się też odbiło na jego opóźnieniu. Ponieważ próby streszczenia wszystkich przemówień z dyskusji 2-5 czerwca nie dały pożądanego wyniku, zaniechałem dołączenia tego do niniejszego sprawozdania w celu uniknięcia nieporozumień z powodu braków, jakie by te streszczenia musiały zawierać. – K. Krupski.

Komisja porozumiewawcza.

Nazajutrz z rana obradowały komisje, a wśród nich na pierwszym planie nowa komisja – porozumiewawcza, złożona z Prezydium, Konwentu Seniorów i wnioskodawców, której polecono zredukowanie do minimum ilości zgłoszonych wniosków. Posiedzenie ogólne rozpoczęło się po południu.

## **6 (19) czerwca. Deklaracje Zjazdu. 2 projekty rezolucji o tworzeniu polskiej siły zbrojnej. Opuszczenie Zjazdu przez część „lewicy”. Głosowanie i przyjęcie uchwał.**

Deklaracje Zjazdu.

Po rozpoczęciu posiedzenia przystąpiono do głosowania projektów 2 deklaracji Zjazdu, opracowanych przez komisję deklaracyjną. Po wniesieniu drobnych zmian redakcyjnych, Zjazd uchwalił tekst obu tych deklaracji; przyjęto też trzecią deklarację, projekt której został zgłoszony na tym posiedzeniu. Oto ich tekst:

### **Deklaracja o uczuciach Zjazdu do Kraju.**

„W decydującym momencie wojny europejskiej, kiedy wszystkie trzy dzielnice Polski wszelkimi siłami dążą do urzeczywistnienia prawa naszego Narodu do niepodległości i zjednoczenia, zebrani na pierwszym Zjeździe delegaci Polaków wojskowych, rozproszonych w armii i flocie rosyjskiej, wyrażają najwyższą cześć i uznanie Tymczasowej Radzie Stanu za podjętą w niesłychanie ciężkich warunkach pracę ku stworzeniu podwalin państwowości polskiej i obronie społeczeństwa polskiego od zakusów obcych. Uznając, że politykę polską prowadzić może tylko władza Narodu, oświadczamy, że gotowiśmy walczyć do ostatniego tchnienia w obronie wspólnych całemu Narodowi haseł Niepodległości i Zjednoczenia”.

### **Deklaracja o stosunku Zjazdu do Rewolucyjnej Demokracji Rosyjskiej.**

„Pierwszy Ogólny Zjazd Przedstawicieli Polaków Wojskowych, rozproszonych w armii i flocie rosyjskiej, zwraca się z braterskim pozdrowieniem do Rewolucyjnej Demokracji Rosyjskiej, która, głosząc prawo każdego narodu do samookreślenia, pierwsza szczerze i bez osłonek wypisała na swoim sztandarze hasło



Niepodległej i Zjednoczonej Polski, i oświadcza, że wojskowi Polacy, wierni tradycji swych Ojców i Dziadów, wszystkimi siłami popierać będą Demokrację Rosyjską w jej walce o prawa człowieka i wolność narodów”.

#### Deklaracja do emigracji.

„Pierwszy Zjazd Polaków Wojskowych w Piotrogradzie uważa, że wszelka samodzielna polityka, prowadzona przez emigrację w imieniu Narodu polskiego, jest szkodliwą dla sprawy Niepodległości Polski, że politykę polską może prowadzić tylko Kraj”.

Przy głosowaniu ostatniej deklaracji część delegatów z „prawicy” powstrzymała się od głosowania.

Następnie na porządek dzienny weszły projekty uchwał o tworzeniu w Rosji polskiej siły zbrojnej. Praca w komisji porozumiewawczej, o której mowa wyżej, dała w wyniku jeden projekt uchwały, zamiast siedmiu, wniesionych poprzednio przez delegatów z centrum, prawicy oraz przez stojących poza wszelkimi ugrupowaniami. Z lewicą porozumienia nie osiągnięto, i grupa ta zgłosiła odrębny wniosek, złożony z 2 części. Trafiły więc na posiedzenie ogólne dwa projekty: pierwszy, poparty przez znaczną większość – wszystkich delegatów z wyjątkiem grupy lewicy oraz kilku poszczególnych jednostek, i drugi, wniesiony przez lewicę.

Projekt rezolucji lewicy głosił:

„1. W sprawie tworzenia armii na emigracji w Rosji; Zjazd uważa, że armia polska na emigracji może być tworzona tylko za zgodą uznanych przez naród władz krajowych,

2. W sprawie tworzenia oddziałów i wydzielania Polaków z armii rosyjskiej: Zjazd uważa, że tworzenie oddziałów polskich w wojsku rosyjskim jako też wydzielenie Polaków wojskowych w odrębną jednostkę bojową w obecnej chwili z inicjatywy Zjazdu, grup lub jednostek jest niewskazane”.

Głosowano każdą część z osobna.

Zanim jednak zarządzono głosowanie, delegat Ks. kapelan Olszewski zgłosił jeszcze jeden wniosek – prawie jednobrzmiący z pierwszą częścią wniosku lewicy, różniący się tylko dodaniem do słów „armia polska” określenia „narodowa”. Na poparcie tego nowego wniosku wskazywano, że przyjęcie go w tej redakcji powinno zadowolić lewicę, która zarzuca większości Zjazdu

Wnioski  
w sprawie  
polskiej siły  
zbrojnej.

Wniosek  
lewicy i jego  
odrzućenie  
oraz wniosek  
Ks. Olszew-  
skiego.

dążenie do utworzenia narodowej armii polskiej na emigracji wbrew woli narodu, wypowiedziano zaś obawę, że uchwalenie wniosku w redakcji lewicy (1 część), bez słowa „narodowa”, byłoby następnie wyzyskane jako oręż do zwalczania wszelkich formacji wojskowych, złożonych tutaj z Polaków, lub przynajmniej w dążeniu do ograniczenia tej formacji przez twierdzenie, że na większe jej rozmiary, zbliżone do wielkości armii, Zjazd nie pozwolił.

1-sza część wniosku lewicy została odrzucona 175 głosami przeciwko 115, przy 38 wstrzymujących się od głosowania, po czym grupa delegatów z lewicy opuściła salę, składając deklarację o tym na piśmie (p. dalej)\*.

Wniosek w redakcji Ks. Olszewskiego przyjęto wszystkimi głosami przeciwko jednemu; powstrzymało się od głosowania 25. (Tekst tej uchwały załączony niżej).

Drugą część wniosku lewicy odrzucono większością 210 głosów przeciwko 10, przy 13 powstrzymujących się.

Oświadczenie  
grupy  
delegatów  
z lewicy  
o opuszczeniu  
Zjazdu.

Jak już wspomniano, po uchyleniu przez Zjazd pierwszej części wniosku lewicy, grupa podpisanych pod tym wnioskiem delegatów opuściła Zjazd, składając o tym oświadczenie na piśmie, które odczytał w jej imieniu doktor Kołodziejski. Było to w chwili, kiedy Przewodniczący zarządził głosowanie wniosku Ks. Olszewskiego. Grupa lewicy, uważając widocznie, że po przegłosowaniu i ewentualnym przyjęciu wniosku w redakcji Ks. Olszewskiego, który od tekstu lewicy różnił się jedynie słowem „narodowa”, chwila do wyjścia będzie mniej dla niej odpowiednią, uciekła się do takiego wybiegu: Dr Kołodziejski poprosił o głos w kwestii „nagłej i osobistej” i, uprzedzając głosowanie wniosku Ks. Olszewskiego, odczytał oświadczenie o opuszczeniu Zjazdu. Za przykładem Dra Kołodziejskiego chciało pójść kilku innych rzeczników rezolucji lewicy, którym jednak Prezydium oświadczyło, że nie może w tej chwili, przerywając głosowanie dalszych wniosków, udzielić im głosu w tego rodzaju kwestiach

---

\* UWAGA 6. Następujący delegaci, pozostali na Zjeździe, złożyli do Prezydium oświadczenie, że głosowali za pierwszą częścią rezolucji lewicy: Poruczn. Ign. Matuszewski, Urzędn. wojsk. St. Kozłowski, Urzędn. Wojsk. Barylski, Wolontariusz Rotstat, Podporuczn. Godlewski, Chorąży Borawski, żołnierz J. Malewski, żołnierz (wol.) St. Bieniewski, Podpor. Sikorski, W. Czarnocki, W. Fejrtag.

„osobistych i nagłych”. Oświadczenie, odczytane przez Dra Kołodziejskiego, brzmiało jak następuje: „Deklaracja lewicy (demokratów, ludowców i socjalistów różnych odcieni) I Zjazdu Polaków Wojskowych w Piotrogradzie. Oświadczamy:

1) że tworzenie armii polskiej nastąpić może tylko na skutek wyraźnej woli całego Narodu, wypowiedzianej przez Rząd prawowity lub Sejm, a w obecnej chwili przez Tymczasową Radę Stanu;

2) że zatem żadne Zjazdy emigracji bądź to wojskowe, bądź cywilne, emigracji, która jest tylko częścią Narodu Polskiego i winna się poddać woli większości, nie mają prawa decydowania w sprawie tworzenia armii polskiej;

3) że I-szy Zjazd Polaków Wojskowych, odrzuciwszy rezolucję lewicy, złożoną w dniu 6 (19) czerwca 1917 roku w sprawie tworzenia armii polskiej na emigracji, uznał się za kompetentny do powzięcia uchwał w tej sprawie;

4) że nie chcąc brać na siebie odpowiedzialności moralnej ani udziału w stanowieniu uchwał, których wykonania stanowczo nie podejmiemy się i nawet przeciwdziałać im będziemy środkami, uzgodnionymi z interesami narodowymi;

5) że nie bacząc na wielokrotne nasze nawoływania, Zjazd nie rozpoczął wcale pracy nad polepszeniem bytu żołnierza Polaka w armii rosyjskiej i, dobiegając ku końcowi, dziś już sprawą tą, dla nas największą, zająć się nie może;

uważamy za konieczne Zjazd ten opuścić.

Czynimy to z głębokim przeświadczeniem, że stanowisko nasze w danej sprawie całkowicie podziela jednolita opinia wszystkich partii i grup demokracji polskiej tak w kraju, jak i na emigracji”.

Oświadczenie to podpisało 62 delegatów; wkrótce potem 4 delegatów zawiadomiło z mównicy o wycofaniu swych podpisów z pod tej deklaracji, jednak tylko jeden z nich zastosował się do prośby Prezydium o stwierdzenie tego z podaniem swych nazwisk na piśmie.

Stanowisko tej grupy lewicy zostało niezwłocznie potępione w przemówieniach Wiceprezesa Zjazdu Jamontta oraz innych, po czym cały Zjazd określił swą opinię, przyjmując następującą formułę przejścia do porządku dziennego, w redakcji p. Jamontta:

Formuła  
przejścia do  
porządku  
dziennego.

„Wobec opuszczenia Zjazdu przez część kolegów z lewicy na znak protestu przeciwko postawieniu na głosowanie sprawy utworzenia siły zbrojnej polskiej, Zjazd wyraża swe ubolewanie, że koledzy, którzy Zjazd opuścili, mając cały szereg innych sposobów dla zaznaczenia swej odrębnej opinii, jak między innymi złożenie imiennego votum separatum, jednak nie zatrzymali się przed zastosowaniem ostatecznego środka, jakim jest wobec Narodu opuszczenie Zjazdu, i że pomimo całego szeregu zasadniczych ustępstw ze strony swych przekonaniowych przeciwników nie zechcieli ze swej strony poczynić nawet ustępstw taktycznych, które by mogły w tak ciężkich i wyjątkowych chwilach dziejowych uchronić nas przed niezgodą i rozłamek – stwierdziwszy powyższe, Zjazd przechodzi do porządku dziennego”.

Uchwała  
o armii  
narodowej.

Oto tekst uchwalonego przez Zjazd wniosku Ks. Olszewskiego:

„W sprawie tworzenia armii narodowej na emigracji w Rosji. *Pierwszy Ogólny Zjazd Polaków Wojskowych w Rosji uważa, że narodowa armia polska na emigracji może być tworzona tylko za zgodą uznanych przez Naród władz krajowych.*”

Oświadczenie  
90 żołnierzy.

Podczas przerwy, jaką zarządzono, wśród uczestników Zjazdu żołnierzy powstała myśl złożenia oświadczenia, przytoczonego poniżej, pod którym do końca przerwy zebrano 90 podpisów:

„My żołnierze, delegowani na Zjazd Ogólny Wojskowych Polaków do Piotrogradu, biorąc pod uwagę, że niejednokrotnie na Zjeździe były stawiane zarzuty, jakoby w sprawie tworzenia się formacji wojskowych z Polaków wypowiadali się wyłącznie oficerowie – oświadczamy, że za tworzeniem się formacji wojskowych wypowiadali się oficerowie, delegowani przez żołnierzy, zgodnie z życzeniami ich wyborców, jak również i żołnierze delegaci niżej podpisani”...

Uchwała  
o tworzeniu  
polskiej siły  
zbrojnej.

W końcu przystąpiono do głosowania projektu rezolucji w sprawie polskiej siły zbrojnej, w redakcji komisji porozumiewawczej:

*Revolucja rosyjska, Ojczyźnie naszej obiecując świetne jutro niepodległości i zjednoczenia, zniewala nas spieszenie dążyć do zniszczenia pozostałości carskiego ucisku i złączenia wojskowych Polaków, rozproszonych na olbrzymich obszarach państwa rosyjskiego, w oddzielną jednostkę wojskową.*

*W myśl tego Zjazdu Polaków Wojskowych zwraca się do Rządu Wolnej Rosji, by, uznając żywiołowe dążenie Polaków ku zrzeszeniu się, przystąpił niezwłocznie do złączenia Polaków wojskowych w oddzielną siłę zbrojną, przez odnośne władze wojskowe łącznie z Komitetem Wykonawczym Wojskowym, przez Zjazd wyłonionym.*

*Komitetowi Wykonawczemu Wojskowemu Zjazd nakazuje, aby sposób wykonania tego złączenia był oparty na zasadach następujących:*

*1) Siła ta winna być sformowana drogą dobrowolnego przenoszenia się i wstępowania do niej Polaków.*

*2) Przy nowych ogólnych poborach w Rosji mają być do niej wcieleni ci rekruci Polacy, którzy na to wyrażą swoją osobistą zgodę.*

*3) Użyta być może jedynie na froncie austro-niemieckim i w żadnym razie nie może być użyta do jakiegokolwiek akcji wewnętrznej w Rosji.*

*4) Winna zostawać pod rozkazami dowódców-Polaków i Zwierzchniego Wodza Rosyjskiego (Верховного Главнокомандующего) i winna stanowić jednostkę nierozdzieloną.*

*5) Winna się składać ze wszystkich rodzajów broni, posiadać polski korpus oficerski, własny sztab, własne części zapasowe od tego sztabu zależne i własne organizacje pomocnicze, sanitarne i zaopatrzenia.*

Uchwała ta, w tajnym głosowaniu gąłkami, została przyjęta większością 230 głosów przeciwko 8, przy 25 wstrzymujących się od głosowania; powstrzymali się od głosowania przeważnie ci delegaci, którzy w początku Zjazdu łączyli się z lewicą, uważali jednak, że nie wolno im zrywać ze Zjazdem, lecz należy podporządkować się uchwałom ogółu.

Ogłoszenie wyników głosowania spotkano na sali hucznymi oklaskami i okrzykami „Niech żyje Polska”, po czym pod sztandarem Białego Orła odśpiewano chórem „Boże coś Polskę”..., „Mazurek Dąbrowskiego” i „Rotę” Konopnickiej.

Koło północy posiedzenie dnia tego skończono.

**7(20) czerwca. – Pertraktacje z odłamek lewicy. Oświadczenie delegatów związku Armii I. 8 (21) czerwca. – Uchwalenie Ustawy Naczelnego Polskiego Komitetu Wojskowego oraz PWKW i ZCZPW. Wybory do organów kierowniczych. Zakończenie Zjazdu.**

Pertraktacje  
z opozycją.

7(20) czerwca nie zdołano uchwalić statutów organów kierowniczych i wykonawczych i dokonać wyborów. Posiedzenie ogólne odbywało się dorywczo z długimi przerwami, ponieważ część delegatów, którzy dnia poprzedniego opuścili Zjazd, zwróciła się bezpośrednio do Prezydium lub też za pośrednictwem rozmaitych osób z oświadczeniem o gotowości do zgody i kompromisu i z propozycją znalezienia wspólnego punktu wyjścia. Rokowania te musiały jednak ulec przerwaniu, ponieważ opozycja w dalszym ciągu nie zdradzała szczerzej chęci do zgody i nie chciała ustąpić z zajmowanego stanowiska, a przyjęcie żądań, jakie ona stawiała, równałoby się skasowaniu zapadłych już na Zjeździe uchwał. Wśród delegatów słyszało się zdanie, że krok ten jest obliczony jedynie na wytargowanie od ogółu jeszcze czegoś w dodatku do tych wszystkich ustępstw, jakie, w imię jedności, poczyniono opozycji podczas Zjazdu, nic w zamian pozytywnego nie otrzymując; przypuszczano też, że opozycja chce odwlec koniec Zjazdu, by przedtem zorganizować się i, uzurpując sobie nie przysługujące jej prawa, ubiec przed Ministrem Wojny i władzami rosyjskimi zreferowanie rzeczy przez prawnych przedstawicieli Polaków wojskowych, obranych na Zjeździe; najbliższe wypadki dowiodły, że te pogłoski nie były bezpodstawne.

Na zgłoszoną do Prezydium interpelację, czy jest mu wiadomym, że p. Więckowski, stojący blisko do opozycji zjazdowej, porozumiewa się z Ministrem Wojny co do polskich formacji wojskowych, Prezydium odparło, że p. Więckowski przez Zjazd nie jest do tego upoważnionym.

Oświadczenie  
delegatów  
Związku  
Armii I.

Delegat B. Henszel w imieniu delegatów Związku Armii I-ej oświadczył, że delegaci ci byli w liczbie powstrzymujących się od głosowania ostatniej rezolucji Zjazdu i że na ogół Zjazd tych delegatów nie zadowolili. Mówca krytykuje każde z trzech ugrupowań Zjazdu: uważając, że lewica dążyła do podporządkowania interesom partyjnym interesów społecznych; zarzuc-

jąc prawicy krańcowość w jej pierwotnym stanowisku i twierdząc, że w centrum nie mógł się dopatrzeć ideowości. – Delegaci I Armii uchylili się też nazajutrz od udziału w wyborach organów kierowniczych, zaznaczając, że musieliby przedtem wyjaśnić stanowisko swego Związku. Paru mówców stwierdziło, że delegaci Zw. I Armii dali dowód braku zainteresowania sprawami Zjazdu, zjawiając się tylko dorywczo na posiedzeniach, co utrudnia nawet odpowiadanie na ich zarzuty – w ich nieobecności.

Ustawy –  
Naczelnego  
Polskiego  
Komitetu  
Wojskowego  
oraz PWKW  
i ZCZPW.

8 (21) czerwca, po dłuższych obradach w komisji i na plenum, Zjazd zatwierdził następujący projekt Statutu Naczelnego Polskiego Komitetu Wojskowego oraz Polskiego Wojskowego Komitetu Wykonawczego i Zarządu Centralnego Związków Polaków Wojskowych.

## S T A T U T

### Naczelnego Polskiego Komitetu Wojskowego

NPKW.

„1) Ogólne Zgromadzenie członków Polskiego Wojskowego Komitetu Wykonawczego i Zarządu Centralnego Związków Polaków Wojskowych stanowi Naczelny Polski Komitet Wojskowy, którego obradami kieruje wybierany na każde posiedzenie Przewodniczący.

2) Do kompetencji NPKW należy:

a) rozstrzyganie spraw, przewyższających kompetencję PWKW i ZCZPW;

b) rozstrzyganie spraw spornych pomiędzy tymiż organami;

c) polecanie każdorazowo, zgodnie ze swoimi uchwałami, Polskiemu Wojskowemu Komitetowi Wykonawczemu reprezentacji na zewnątrz w wypadkach, dotyczących spraw wojskowych Polaków, nie objętych punktem 1-szym Statutu PWKW;

d) zwoływanie co pół roku Ogólnych Zjazdów Polaków Wojskowych oraz Zjazdów nadzwyczajnych na skutek własnej uchwały lub na żądanie 2 frontów albo 5 okręgów.

UWAGA: przy łącznym żądaniu 1 frontowi odpowiadają 3 okręgi wojskowe.

3) Naczelny Polski Komitet Wojskowy zwołuje się na skutek postanowień PWKW lub ZCZ PW”

S T A T U T  
Polskiego Wojskowego Komitetu Wykonawczego

- PWKW. „1) Dla niezwłocznego wykonania swych uchwał, I Ogólny Zjazd Polaków Wojskowych w Rosji wyłania Polski Wojskowy Komitet Wykonawczy, któremu w sprawach, dotyczących formacji jednostki wojskowej polskiej i związanej z tym reprezentacji na zewnątrz, udziela pełnomocnictwa generalnego.
- 2) PWKW składa się z 15 członków, obranych przez plenum Zjazdu, i 3 zastępców.
- 3) PWKW wyłania spośród siebie Komisję Wojskową, składającą się z 6 członków, której powierza sprawę formacji polskiej jednostki wojskowej. Komisja powinna się składać wyłącznie z wojskowych z prawem kooptacji specjalistów.
- 4) PWKW posiada biuro pod kierownictwem jednego z członków Komitetu.
- 5) PWKW ma tymczasową siedzibę w stolicy Rosji.”

S T A T U T  
Zarządu Centralnego Związków Polaków Wojskowych

- ZCZPW. „1) Zarząd Centralny Związków Polaków Wojskowych jest organizacją koordynującą i podnoszącą działalność Związków Polaków Wojskowych w Rosji na podstawie uchwał Zjazdów Ogólnych, przy stałym wzajemnym współdziałaniu z PWKW.
- 2) Zarząd Centralny ZPW składa się z 15 członków, obranych przez Zjazd na zasadach terytorialnych, a mianowicie: od frontów północnego 2, zachodniego 2, południowo-zachodniego 3, rumuńskiego 1 i kaukaskiego 1; od okręgów wojskowych 4; od dywizji strzelców polskich 1 oraz 1 kapelana wojskowego z nominacji Ks. Arcybiskupa Metropolity Mohyłowskiego.
- 3) ZCZPW jest instytucją stałą, obieraną na przeciąg 6 miesięcy na Ogólnych Zjazdach.
- UWAGA: Pierwszy ZCZPW powinien opracować szczegółowy system wyborczy na Ogólne Zjazdy Delegatów Polaków Wojskowych oraz do stałego Zarządu Centralnego, na zasadach demokratycznych, i projekt ten ma być przedstawiony do zatwierdzenia następnemu Ogólnemu Zjazdowi”.



Wyniki  
wyborów.

Wybory do obu organów dały następujące wyniki:

W skład PWKW weszli:

1. Chorąży Raczkiewicz Władysław
2. Pełnomocnik Jamontt Maciej
3. Pułkownik Jasiński Roman
4. Kapitan Przeździecki Waclaw
5. General Jacyna Jan
6. Chorąży Bisping Kazimierz
7. Kapitan Jaźwiński Bolesław
8. Pułkownik Żeligowski Lucjan
9. Chorąży Sołtyk Stefan
10. Chorąży Suszyński Witold
11. Żołnierz Brachowski Stanisław
12. Podpor. jazdy Jakowicki Stanisław
13. Żołnierz Maliszewski Władysław
14. Chorąży Kiedrzyński Władysław
15. Żołnierz Bieniewski Stefan
16. Pułkownik Tupalski Andrzej
17. Gen. Dowbor-Muśnicki Konst.
18. Doktor Lubieński Kazimierz

W skład ZCZPW weszli:

1. Chorąży Borawski Zygmunt
2. Żołnierz Czajkowski Wiktor
3. Podporucznik Gołogowski Miecz.
4. Podkapit. hr. Grabowski Eug.
5. Podpułkownik Jasiński Albin
6. Żołnierz Kulikowski Franciszek
7. Kapitan Kuźmiński Julian
8. Kapitan Matyszko Adolf
9. Doktor Miszewski Kazimierz
10. Podporuczn. Piotrowski Adam
11. Kapitan Rodziewicz Waclaw
12. Doktor Sobański Roman
13. Żołnierz Śliwowski Jan
14. Chorąży Wroncki Jerzy
15. (miejsce dla kapelana wojskowego)

Hojne ofiary.

Prezydium zakomunikowało, że na cele Wojskowego Komitetu Naczelnego wpłynęły następujące ofiary pieniężne: p. Edward Krzemiński złożył 5000 rb., p. Andrzej Tupalski 500 rb.,

pp. Stanisława i Romuald Świrscy 2000 rb. oraz bezimiennie złożono 10.000 rb.; w imieniu ogółu Polaków wojskowych, Prezydium złożyło hojnym ofiarodawcom szczerą „Bóg zapłać!”

Podziękowania  
organizatorom  
i kierownikom  
Zjazdu.

Za poświęconą Zjazdowi pracę uczestnicy Zjazdu złożyli podziękowanie Prezesowi i jego Zastępcom, organizatorom Zjazdu w osobach Generała Jacyny, Chorążego Borawskiego i innych, Sekretariatowi, szczególnie zaś niestrudzonemu Junkrowi Orleańskiemu, i wszystkim innym, którzy pracą swoją w jakikolwiek bądź sposób dopomogli Zjazdowi.

Ostatnie  
postanowienia,  
uczczenie  
pamięci  
poległych  
rodaków  
i zamknięcie  
Zjazdu.

W końcu posiedzenia, na wniosek Dra Okólskiego, jednogłośnie udzielono NPKW dyrektywę, by Komitet dołożył wszelkich starań w celu nawiązania kontaktu z krajem. ZCZPW polecono niezwłocznie przystąpić do wyjaśnienia najpilniejszych potrzeb żołnierzy Polaków.

Prezesa Zjazdu upoważniono do złożenia sprawozdania ze Zjazdu Ministrowi Wojny, a Komitetowi Wykonawczemu polecono zreferowanie spraw przed Prezesem Ministrów Ks. Lwowem. Postanowiono też poinformować o rezultatach Zjazdu Prezesa Komisji Likwidacyjnej do Spraw Królestwa Polskiego.

Już nad ranem 9 (22) czerwca, po uczczeniu przez powstanie pamięci rodaków, poległych w tej wojnie, bez względu na to, pod jakimi sztandarami musieli walczyć, i po odśpiewaniu raz jeszcze „Boże coś Polskę”..., Prezes Zjazdu ogłosił o jego zamknięciu.

Prezes Zjazdu,  
Chorąży *Władysław Raczkiewicz*  
Sekretarz,  
Żołnierz *Konrad Krupski*.

MIECZYŚLAW WRZOSEK (Białystok)

**DOKUMENTY DOTYCZĄCE POLITYCZNYCH ZMAGAŃ  
JÓZEFA PIŁSUDSKIEGO I SPRAWY POLSKIEJ  
PODCZAS PIERWSZEJ WOJNY ŚWIATOWEJ  
(SIERPIEŃ 1914 – STYCZEŃ 1916)**

**CZEŚĆ I**

Sprawy związane z wystąpieniem Legionów po stronie Austro-Węgier jesienią 1914 r. są już na ogół dobrze wyjaśnione, ale na uwagę zasługują nadal niektóre kwestie. Chodzi między innymi o wyjaśnienie, jakie stanowisko w tych właśnie sprawach zajmowało austro-węgierskie Ministerstwo Spraw Zagranicznych (MSZ), bo to odzwierciedla stosunek Monarchii Austro-Węgierskiej do kwestii polskiej. Możliwość dociekań w tym zakresie wynika obecnie z łatwego dostępu do wiedeńskich materiałów archiwalnych, przechowywanych zwłaszcza w zasobach Haus.-Hof – und Staatsarchiv.

Po wydarzeniach związanych z ustanowieniem Naczelnego Komitetu Narodowego (NKN) i powołaniem Legionów Polskich stosunki na linii Wiedeń – Kraków, rzecz ujmując umownie – zaczęły się układać w sposób niebudzący poważniejszych komplikacji. Austriackie czynniki rządowe i wojskowe były zaabsorbowane niepowodzeniami na obydwu teatrach wojennych (galicyjskim i serbskim), a Polacy zajmowali się wydarzeniami bieżącymi. Konkrety dotyczące rozwiązania sprawy polskiej nie były wprawdzie wyjaśnione, ale zwolennicy orientacji proaustriackiej wierzyli, że w odpowiednim czasie nastąpi połączenie Galicji z Królestwem Polskim, a ten połączony twór państwowy otrzyma odpowiedni status w ramach monarchii Habsburgów.

W rzeczywistości po stronie austriackiej nie ujawniała się żadna silna wola, aby w sprawie polskiej doszło do rozwiązania opartego na trójstronności lub tak zwanym subdualizmie. Woli takiej nie było, rzecz znamienita, chociaż możliwości połączenia Galicji i Królestwa Polskiego nie kwestionował niemiecki sprzymierzeniec Austro-Węgier. O prawdziwym stanowisku Wied-

nia wobec sprawy polskiej w tym początkowym okresie wojny bardzo wymownie świadczy natomiast zapis sporządzony przez ministra spraw zagranicznych w depeszy przesłanej austro-węgierskiemu ambasadorowi w Hadze. Zapytany przez tegoż ambasadora, czy może wystawiać wizy Polakom deklarującym zamiar przyjazdu do Galicji w celu podjęcia walki o niepodległość Polski wypowiedział się krótko i nader jasno zarazem. Stwierdził mianowicie, że wizy te mogą być wystawiane tylko obywatelom austriackim. Jednocześnie w tej samej depeszy minister Berchtold zamieścił swoją instrukcję, która zabrzmiała jak deklaracja polityczna: „Zu Euer Exzellenz persönlichen Instruktion füge ich bei, dass wir die Förderung der polnischen Unabhängigkeitsbewegung nicht wünschen”<sup>1</sup>. Depesza ta była niestety poufna i stwierdzenie ministra nie mogło rozproszyć złudzeń, jakie zwolennicy orientacji proaustriackiej mieli w odniesieniu do zamiarów swoich austriackich protektorów. Stwierdzenie zawarte w depeszy ma jednak dla polskiej historiografii znaczenie odkrywcze.

W odniesieniu zaś do zainteresowań okazywanych austro-polskiemu rozwiązaniu sprawy narodowej wypada natomiast stwierdzić, że te zainteresowania jesienią 1914 r. i zimą 1915 r. nie narastały. Działo się tak zwłaszcza dlatego, że na polskich obszarach wschodniego teatru wydarzeń wojennych przewagę miały wojska rosyjskie i o połączeniu Galicji z terytoriami Królestwa Polskiego nie mogło być nawet mowy. Taka sytuacja utrzymywała się w gruncie rzeczy aż do 2 maja 1915 r., to znaczy do wydarzeń tak zwanego przełomu gorlickiego. Troskę o austro-polskie rozwiązanie przejawiali zresztą tylko zwolennicy orientacji proaustriackiej, a austriaccy mężowie stanu postępowali zręcznie i przy różnych okazjach dawali polskim działaczom do zrozumienia, że decyzje w tej sprawie właściwie już zapadły i są nieodwołalne.

Dobitnym wyrazem takiego właśnie postępowania była rozmowa prezesa NKN profesora Jaworskiego z nowym austro-węgierskim ministrem spraw zagranicznych Stefanem Burianem von Rajecz, który oświadczył, że „Królestwo zostanie złączone z Galicją i że jest to uzgodnione z Niemcami”<sup>2</sup>. Z taką informacją w końcu sierpnia przybyła więc do Królestwa Polskiego delegacja NKN i przekazała ją niezwłocznie Komendantowi Piłsudskiemu, który 1 września 1915 r. wystosował do profesora Jaworskiego oficjalny list

---

<sup>1</sup> Z depeszy ministra Berchtolda do ambasadora von Giskry, przesłanej mu 30 września 1914 r., Haus.- Hof – und Staatsarchiv, zespół akt Politische Abteilung I (P.A. I), pudło 899, folio 169.

<sup>2</sup> A. Garlicki, *Józef Piłsudski...*, s. 184.

i stwierdził w nim: „Na wstępie zaznaczam [...], że politycznym celem wojny, który sobie na początku stawiałem, było i jest dotąd zlanie się Galicji i Królestwa w składzie monarchii Austro-Węgierskiej”<sup>3</sup>. Bliscy współpracownicy Józefa Piłsudskiego, to znaczy Michał Sokolnicki i Bogusław Miedziński, stwierdzenie Komendanta traktują jednak nie jako zasadniczy wyraz jego poglądów, lecz jako dyplomatyczny manewr taktyczny albo zabieg asekuracyjny na wypadek zmiany kursu w działalności politycznej.

Nową linię zaczął Piłsudski właśnie realizować. Uczynił to po sukcesach państw centralnych na froncie wschodnim podczas letniej kampanii 1915 r. Postąpił tak, bo doszedł do wniosku, że Niemcy i Austro-Węgry będą musiały w sprawie polskiej zająć jakieś korzystniejsze dla narodu polskiego stanowiska. Ku ogólnemu zaskoczeniu Komendanta Piłsudski przystąpił też do ostrej krytyki Legionów Polskich. Uznał mianowicie, że legiony spełniły już swoją rolę i opowiedział się za wstrzymaniem ich rozbudowy. Występował szczególnie ostro przeciw zamiarom wykorzystania w tej rozbudowie ochotników werbowanych w Królestwie Polskim. Myślał o umacnianiu własnej, od niego tylko uzależnionej siły zbrojnej, to znaczy o Polskiej Organizacji Wojskowej (POW).

Przeciw rozbudowie legionów Piłsudski wypowiadał się między innymi w listach adresowanych do podpułkownika Władysława Sikorskiego, który stał na czele Departamentu Wojskowego NKN. Źródłem poważnych szkód politycznych dopatrywał się zwłaszcza w werbunku nowych ochotników. Przypuszczał, że państwa centralne zarówno w pomyślnym werbunku, jak też w jego niepowodzeniu poszukają pretekstu do odmowy ustępstw na rzecz sprawy polskiej<sup>4</sup>.

To, co Polacy uczynili w 1914 r., tworząc legiony bez gwarancji politycznych, Piłsudski krytykował ostro jako tanią transakcję polityczną. Podczas narady politycznej, która odbywała się 21 sierpnia 1915 r. w Otwocku z udziałem porucznika Ignacego Boernera, Medarda Downarowicza, Gustawa Kadena-Bandrowskiego, Bogusława Miedzińskiego, Wacława Sieroszewskiego i porucznika Tadeusza Żulińskiego, z naciskiem podkreślał, że nadszedł już taki moment, gdy Polacy zamiast proponowanych usług powinni występować z coraz poważniejszymi postulatami. Ganił zwłaszcza

---

<sup>3</sup> J. Molenda, *Piłsudzczycy a narodowi demokraci 1908–1918*, Warszawa 1980, s. 264 i n.

<sup>4</sup> M. Wrzosek, *Polski czyn zbrojny podczas pierwszej wojny światowej 1914–1918*, Warszawa 1990, s. 172.

działanie w którego wyniku ofiara z polskiej strony miała najcenniejszą postać, bo jej przedmiotem był żołnierz polski<sup>5</sup>.

Mówił ponadto o konieczności wyjaśnienia losów Polski i usamodzielnienia legionów, a także o potrzebie nadania wyższej rangi sprawie polskiej na arenie międzynarodowej. Stwierdzał, że nie można zgodzić się na żadne ofiarowanie żołnierza polskiego za darmo. W sprawie legionów zapowiedział, że musi podjąć drastyczne rozwiązania i podkreślił zamiar rozbudowy POW<sup>6</sup>. Decyzja dotycząca wstrzymania werbunku do legionów była natomiast uzasadniana dodatkowo w odezwie Komitetu Naczelnego Zjednoczonych Stronictw Niepodległościowych, szeroko wówczas kolportowanej w Warszawie<sup>7</sup>.

Istotne sprawy poruszał też Piłsudski w liście do posła Ignacego Daszyńskiego w Wiedniu. Za jego pośrednictwem zachęcał mianowicie socjalistów wiedeńskiego parlamentarnego Koła Polskiego, aby zabiegali o utworzenie odrębnego przedstawicielstwa polskiego w zaborze rosyjskim. Jednocześnie nawoływał ich, aby występowali przeciw próbom przeszczepiania NKN do Królestwa Polskiego. Dawał do zrozumienia, że czuje się osaczony politycznie i napomynał nawet o gotowości wystąpienia do cesarza z prośbą o zwolnienie z przysięgi<sup>8</sup>.

Zacięta walka toczyła się również między Piłsudskim a Komendą Legionów Polskich, w której dominującą rolę odgrywał szef sztabu, energiczny i nader ambitny kapitan Włodzimierz Zagórski. W walce z Komendą, oprócz jawnej niechęci, niekiedy nawet niesubordynacji, stosował również skargi kierowane początkowo głównie do prezesa Jaworskiego i do bardziej wpływowych działaczy NKN. Zarzucał Komendzie bezmyślne szafowanie krwią ochotnika polskiego, co narażało formacje legionowe na ciężkie straty, oskarżał także Komendę o stosowanie systemu protekcyjnego, zaś w dowodzeniu – metod sprzecznych z honorem żołnierskim<sup>9</sup>. Ostro wytykał znowu fakt, że Legiony Polskie pojawiły się jako wynik transakcji, którą Galicja zawarła z Austro-Węgrami zbyt tanio<sup>10</sup>.

<sup>5</sup> W. Jędrzejewicz, *Kronika życia Józefa Piłsudskiego 1867–1935. Tom pierwszy 1867–1920*, Londyn 1986, s. 307.

<sup>6</sup> *Ibidem*.

<sup>7</sup> Zachowało się niemieckie tłumaczenie odezw; Haus.-Hof – und Staatsarchiv, P.A. I, karton 900, folio 276–277.

<sup>8</sup> W. Jędrzejewicz, *op. cit.*, s. 312.

<sup>9</sup> M. Wrzosek, *op. cit.*, s. 230 i n.

<sup>10</sup> Odezwa kolportowana w Warszawie we wrześniu 1915 r. i napisana zapewne przez samego Piłsudskiego, który potem składał w tej sprawie zaprzeczenie. Dostępna w niemieckim tłumaczeniu; Haus.-Hof – und Staatsarchiv, P.A. I, karton 900, folio 274.

Najpoważniejszym oskarżeniem, jakie Piłsudski stawiał tym oficerom polskiego pochodzenia, którzy na stanowiska w Legionach Polskich zostali wydzieleni z armii austro-węgierskiej, był zarzut, że szpiegowali własne społeczeństwo na rzecz austro-węgierskiego wywiadu. Zarzut ten znajduje potwierdzenie w materiałach archiwalnych, o czym świadczy raport pułkownika Wiktora Grzesickiego z 22 marca 1915 r. przesłany pułkownikowi Hranilowiczowi<sup>11</sup>.

W tym samym czasie, gdy darmową ofiarę polskiej krwi oceniał tak surowo, swoim zwolennikom i przeciwnikom dawał do zrozumienia, że mógłby objąć komendę nad całymi Legionami Polskimi i rozwiązanie takie traktował jako dostateczną rekompensatę, ponieważ wierzył usilnie w skuteczność swojego działania. Na przełomie lata i jesieni 1915 r. wydawało się nawet, że jest bliski tego celu<sup>12</sup>. Nadzieje te okazały się jednak złudne, bo polityczni i ości przeciwnicy Piłsudskiego w NKN i w Komendzie Legionów Polskich mieli pozycję silną, a rządowe i wojskowe czynniki austriackie w stosunku do Komendanta I Brygady Legionów wołały zachować ostrożność.

Ostrożność czynników austriackich nie była początkowo niczym wyjątkowym. Zachowywali ją nawet wobec znanych zwolenników orientacji proaustriackiej. Przykładem tego może być, między innymi, wydarzenie z 15 sierpnia 1915 r., gdy radca ministerialny doktor Ignacy Rosner i radca lwowskiego namiestnictwa hrabia Władysław Michałowski rozpoczęli w Wiedniu przygotowania do obchodu pierwszej rocznicy powołania Legionów Polskich, a profesor Uniwersytetu Jagiellońskiego Michał Rostworowski miał wygłosić referat na temat: *Współczesna wojna a społeczeństwo polskie*. Władze policyjne zażądały, aby profesor przedstawił szczegółowy konspekt swojego referatu, a o wszystkim było informowane austro-węgierskie Ministerstwo Spraw Zagranicznych<sup>13</sup>.

W parę tygodni później, zgodnie z przewidywaniami Józefa Piłsudskiego, zaznaczyło się na linii Berlin – Wiedeń wyraźniejsze ożywienie i minister Burian w odniesieniu do sprawy polskiej musiał się zająć kwestiami znacznie poważniejszymi. Otrzymał oto odpis poufnego i wiarygodnego me-

---

<sup>11</sup> Raport pułkownika Wiktora Grzesickiego o sytuacji w etapowych formacjach legionowych z 22 marca 1915 r., Haus.-Hof – und Staatsarchiv, P. A. I, karton 900, folio 295–297.

<sup>12</sup> M. Sokolnicki, *Rok czternasty*, Londyn 1964, s. 361.

<sup>13</sup> Pismo dyrekcji policji wiedeńskiej do ministra spraw zagranicznych Stefana Buriana z 15 sierpnia 1915 r., Haus.- Hof – und Staatsarchiv, P.A. I, karton 900, folio 85; Raport policji z 16 sierpnia 1915 r. o przebiegu imprezy, ibidem, folio 97.

morandum z 9 września 1915 r., które austro-węgierskiemu szefowi Sztabu Generalnego Franzowi Conradowi von Hötzendorfowi nadesłał szef niemieckiego Sztabu Generalnego Erich von Falkenhayn. Z tego ważnego dokumentu wynikało, że liczne grono wpływowych osobistości niemieckich skierowało do cesarza Wilhelma II i kanclerza Rzeszy Theobalda Bethmanna Hollwega egzemplarze odpowiedniego memoriału, w którym zostało wyeksponowane znaczenie niemieckich interesów na tak zwanych obszarach „rosyjskiej Polski”, czyli na ziemiach polskich. Autorzy memoriału zwracali uwagę głównie na to, że ustanowienie samodzielnego Królestwa Polskiego, albo też urządzenie jego obszarów pod ścisłym zwierzchnictwem Austrii, doprowadzi niechybnie do zasadniczego pogorszenia bezpieczeństwa na wschodnim odcinku granic Rzeszy w porównaniu z tym stanem, jaki utrzymywał się podczas sąsiedztwa z imperium rosyjskim<sup>14</sup>. W ten sposób prysło austriackie domniemanie, że Niemcy w odniesieniu do obszarów Królestwa Polskiego godzą się na takie rozstrzygnięcia, które mogły stanowić podstawę austro-polskiego rozwiązania kwestii polskiej.

Temu ważnemu dokumentowi towarzyszyło ponadto wyjaśnienie generała von Falkenhayna, że od 21 sierpnia do 11 września 1915 r. na obszarze niemieckiej strefy okupacyjnej ziem polskich odbywał się werbunek ochotników do Legionów Polskich. Szef niemieckiego Sztabu Generalnego stwierdził ponadto, że werbunek ten odbywał się za zgodą generał-gubernatora Hansa von Beselera. Od siebie zaś dodał, że takiemu werbunkowi jest przeciwny i do prośby o jego przedłużenie nie może się przychylić<sup>15</sup>. Oznaczało to, że Rzesza będzie się troszczyć o własną pozycję na obszarze uznanym za niemiecką strefę okupacyjną i nie zamierza uznać priorytetu austriackich interesów państwowych w Królestwie Polskim.

W toku dalszych wydarzeń jako główny rzeczoznawca w sprawach dotyczących sytuacji na polskim obszarze operacyjnym austriackich wojsk etapowych występował przedstawiciel MSZ, czyli Leopold Andrian von Werburg. Przebywał jednak głównie nie przy komendzie tych wojsk, lecz w Warszawie, i zajmował się gromadzeniem informacji mających polityczne znaczenie. Ze swoich zadań wywiązywał się bardzo dobrze. W dniu 21 września 1915 r. w raporcie dla szefa odnotował, że w tym czasie, gdy przez dwa tygodnie przebywał poza Warszawą, uzewnętrzniała się zagadkowa ustępli-

<sup>14</sup> Odpis memorandum generała von Falkenhayna z 9 września 1915 r., Haus.-Hof – und Staatsarchiv, P. A. I, karton 900, folio 230–232.

<sup>15</sup> Pismo generała von Falkenhayna z 10 września 1915 r. do austro-węgierskiej AOK w Cieszyńcu, Haus.-Hof – und Staatsarchiv, P. A. I, karton 900, folio 233.



wość niemieckich władz okupacyjnych wobec niepodległościowych partii polskich. Dodawał ponadto, że dostrzega wyraźną awersję między Komendantem I Brygady Legionów, która przez radykałów jest traktowana jako trzon Wojska Polskiego, a oficerami pozostałych formacji legionowych, określanych wręcz jako c. i k. pospolite ruszenie. Wracając zaś do tej wspomnianej przychylności władz niemieckich, stwierdził, że warszawski lokal werbunkowy, działający na rzecz lojalnych wobec monarchii austro-węgierskiej formacji legionowych, został zamknięty przez niemiecką policję już 11 września, zaś inny, zajmujący się zaciągiem ochotników do I Brygady Legionów, działa nadal. Do zmiany tej sytuacji nie doprowadziły ani zabiegi podpułkownika Sikorskiego, ani nawet, jak już wiadomo, szefa austro-węgierskiego Sztabu Generalnego. Aparat werbunkowy piłsudczyków korzystał także, rzecz znamienna, z milczącego przyzwolenia niemieckich władz okupacyjnych, by oprócz werbunkowych plakatów drukowanych w języku niemieckim wywieszać także plakaty polskojęzyczne. Sprawy te Andrian próbował wyjaśniać podczas towarzyskiego spotkania z generałem Eschem, który był wówczas szefem sztabu generała von Beselera, ale jego rozmówca oceniał całe wydarzenie jako dziwną hecę i obwinał o wszystko średni szczebel niemieckiego aparatu policyjnego<sup>16</sup>.

Taka krytyczna ocena przebiegu akcji zaciągowej, przeprowadzonej w Warszawie pod patronatem Departamentu Wojskowego NKN, znalazła potwierdzenie również w raporcie powiatowej komendy policyjnej powiatu piotrkowskiego. Z tych dokumentów wynika, że w imprezie werbunkowej, która kosztowała 10 tysięcy koron, uczestniczył prawie cały personel Departamentu, a zwerbowano zaledwie 450 ochotników. Autor piotrkowskich raportów twierdził, że śmiertelny cios całemu przedsięwzięciu zadało plakatowe przeciwdziałanie niepodległościowców inspirowanych przez Piłsudskiego<sup>17</sup>.

Ówczesnym politycznym działaniom Komendanta I Brygady Legionów, zakrawającym już ze względu na swój zasięg i natężenie na miano frondy, towarzyszyły ponadto konspiracyjne zabiegi o rozbudowę struktur POW. Tę konspiracyjną krzątaninę austriackie czynniki wywiadowcze dostrzegały, ale traktowały ją początkowo niezbyt trafnie jako przejaw pierwszobrygadowych dążeń separatystycznych. Ten wywiad orientował się już jednak,

<sup>16</sup> Raport Leopolda Andriana do ministra Stefana Buriana z 21 września 1915 r., Haus.-Hof – und Staatsarchiv, zespół akt Politische Abteilung I, karton 900, folio 272–278.

<sup>17</sup> Raport powiatowej komendy policyjnej w Piotrkowie z 21 września 1915 r., Haus.-Hof – und Staatsarchiv, akta zespołu Politische Abteilung I, karton 900, folio 340 i n.

że w licznych miejscowościach austriackiej strefy okupacyjnej funkcjonowały oficerskie i podoficerskie szkoły i że aparatowi kwatermistrzowskiemu I Brygady Legionów metodą oficjalnego fasunku udało się zgromadzić spore zapasy różnorodnego sprzętu wojskowego. Lokalizacja tajnych magazynów powoiackich nie była natomiast zakończona<sup>18</sup>. Autor notatki wywiadowczej, pułkownik Franz Kanik, zapowiadał przecież buńczucznie, że wszystko zostanie wykryte, a cały personel tajnych szkół (kadra i nauczani) znajdzie się w dyspozycji Komendy Grupy Legionów w Kozienicach nad Wisłą<sup>19</sup>.

Ta walka, jaką Józef Piłsudski toczył z wielką determinacją, przebiegała więc na różnych płaszczyznach. Najbardziej niewątpliwymi przeciwnikami Komendanta byli zaś: szef departamentu Wojskowego NKN podpułkownik Sikorski, wspomagany przez wiernych mu współpracowników, i szef sztabu Komendy Legionów Polskich kapitan Zagórski, popierany nie tylko przez oficerów oddelegowanych do służby w Legionach, lecz także przez zwyczajnych zwolenników rozbudowy formacji legionowych. Rosło ponadto przeciwdziałanie cywilnych i wojskowych czynników monarchii austro-węgierskiej, bo zależało im na dalszym udziale doborowych formacji legionowych w toczących się zmaganiach wojennych.

Otóż w listopadzie 1915 r. walka toczona przez Komendanta Piłsudskiego osiągnęła już taki stopień napięcia, że austriackie czynniki cywilne i wojskowe zaczęły się liczyć albo z możliwością przejścia na stronę Piłsudskiego wszystkich formacji legionowych, nie wyłączając nawet lojalnej dotychczas II Brygady Legionów, albo z koniecznością likwidacji Legionów Polskich, formacji coraz bardziej niewygodnych, a zarazem tak bardzo potrzebnych. Te czynniki uznały zatem pilną potrzebę znalezienia jakiegoś skutecznego i możliwie dogodnego dla nich sposobu przeciwdziałania. W takich właśnie okolicznościach ujawniła się inicjatywa barona Andriana. W raporcie przeznaczonym dla ministra Buriana i przesłanym 25 listopada 1915 r. meldował on o zagrożeniach wynikających z konfliktu między I Brygadą Legionów a pozostałymi formacjami legionowymi, czyli, jak się wyraził, między orientacją piłsudczykowską a tak zwanymi czarno-żółtymi, co odnosiło się do zwolenników monarchii austro-węgierskiej i do używanych w niej barw urzędowych.

Baron Andrian stwierdził ponadto, że stan dotychczasowego napięcia nie może dłużej trwać i musi nastąpić jakieś rozwiązanie. Sądził, że najlep-

---

<sup>18</sup> Notatka pułkownika Franza Kanika z austro-węgierskiego wywiadu przy AOK, Haus.-Hof – und Staatsarchiv, P. A. I, karton 900, folio 413.

<sup>19</sup> Ibidem.

sza byłąby ugoda oparta na kompromisie. Zaznaczył przy tym z naciskiem, że nazwisko Piłsudskiego wywiera już na część społeczeństwa nie dającą się z niczym porównać moc przyciągania. Przyznawał, że powodzenie werbunku do Legionów Polskich też jest uzależnione od Piłsudskiego. W uwadze dotyczącej ewentualnej dymisji Piłsudskiego podkreślał, że nie okaże się to najlepszym rozwiązaniem, bo będzie oznaczało koniec całej legionowej epepei. Powtarzał ponadto, że dostrzega wzrost zainteresowania okazywanego I Brygadzie Legionów oraz Piłsudskiemu przez czynniki niemieckie i zainteresowania tego, godzącego w interesy Austro-Węgier, radził nie bagatelizować. Dochodził do wniosku na koniec, że Austro-Węgry powinny dążyć do pozyskania Piłsudskiego i do zaspokojenia jego ambicji<sup>20</sup>.

Uwagi barona Andriana zostały potraktowane poważnie i minister Burian przekazał mu polecenie, aby sformułował propozycje mające na celu ułagodzenie Piłsudskiego. Pożądaną odpowiedź doczekał się dopiero w raporcie z 3 stycznia 1916 r. Dowiedział się wówczas, że Andrian Piłsudskiego osobiście nie zna i to, co poda, będzie opierał na informacjach z drugiej ręki albo na domniemaniach. Następnie minister Burian w raporcie barona Andriana znalazł wyraźne stwierdzenie, oparte na jego głębokim przeświadczeniu, że o żadnym wynagrodzeniu pieniężnym nie może być nawet mowy, bo Piłsudski jest człowiekiem prawym i działa przede wszystkim z pobudek ideowych, a tylko po części dla ambicji. Następnie baron Andrian poruszył sprawę ewentualnego podarowania Piłsudskiemu jakiegoś polskiego majątku ziemskiego z dobitnym uzasadnieniem, że to za zasługi położone w walce o wyzwolenie Polski z niewoli rosyjskiej<sup>21</sup>.

Ponadto baron Andrian wymienił możliwość przyznania Piłsudskiemu rangi generalskiej i wysokiego orderu. Jednocześnie zaznaczył, że Komendant I Brygady musi zostać potraktowany z szacunkiem odpowiednim do reputacji, jaką ma w Polsce, a wówczas może okazać się skłonny do ustępstw. Stanowczo się natomiast baron Andrian wypowiadał przeciw powierzeniu Piłsudskiemu komendy na całymi legionami, ale zarazem wyraził przypuszczenie, że zadowolony się, być może, jeżeli zostanie wyłączony spod rozkazów komendanta Legionów Polskich i wraz z całą swoją brygadą zacznie podlegać dowództwu jakiegoś korpusu armii austro-węgierskiej<sup>22</sup>.

---

<sup>20</sup> Raport barona Andriana do ministra Buriana z 25 listopada 1915 r., Haus.-Hof – und Staatsarchiv, P. A. I, karton 900, folio 419–423.

<sup>21</sup> Raport barona Andriana do ministra Buriana z 3 stycznia 1916 r., ibidem, folio 425–427.

<sup>22</sup> Ibidem.

Do sugestii zamieszczonych w raporcie barona Andriana minister Burian odniósł się na ogół dość krytycznie. Pomijając zupełnie kwestię gratyfikacji pieniężnej, uznał, że i darowizny majątkowej nie należy brać pod uwagę, bo mogłaby nastąpić dopiero po zwycięskim zakończeniu działań wojennych i po zawarciu traktatu pokojowego, a chodziło przecież o niezwłoczne pozyskanie Piłsudskiego. Z przychylnością odniósł się natomiast do wniosku dotyczącego przyznania Piłsudskiemu rangi generała. Nie zwlekając zatem, wystąpił z tą propozycją do austro-węgierskiej NKA, która kwaterowała wówczas w Cieszynie. Na czele NKA, jak wiadomo, stał wtedy formalnie arcyksiążę Fryderyk Habsburg, ale główną rolę odgrywał szef austro-węgierskiego Sztabu Generalnego, czyli generał pułkownik Conrad, a dyplomata reprezentującym interesy MSZ przy NKA był hrabia Douglas von Thurn und Valsassina i właśnie on przekazał sugestię ministra Buriana generałowi Conradowi.

Rozwiązanie zaakceptowane przez ministra Buriana napotkało jednak stanowczy sprzeciw generała Conrada. Nie zważając na żadne racje, uznał mianowicie, że przyznanie wysokiej, generalskiej rangi wojskowej oficerowi formacji ochotniczej, jaką były Legiony Polskie, byłoby posunięciem wręcz niestosownym. Miał zresztą dokładne informacje o brygadierze Piłsudskim i, być może, nie wierzył w skuteczność proponowanego zabiegu.

Pozostała już zatem tylko możliwość przyznania Piłsudskiemu wysokiego odznaczenia. Wprawdzie baron Andrian zaznaczył, że wysokie odznaczenie Piłsudski już otrzymał – był 23 czerwca 1915 r. udekorowany Orderem Żelaznej Korony III klasy w Cieszynie przez generała Conrada – ale wobec braku innego wyjścia pojawił się oto wniosek, aby brygadierowi Piłsudskiemu nadać odznaczenie najwyższe, to znaczy Order Cesarza Leopolda. Zamysł nie był nowy i austro-węgierskie władze wojskowe dysponowały już przygotowaną wcześniej opinią. Wystawił ją zwierzchnik bezpośredni, to znaczy generał Karol Trzaska-Durski. Była zawarta w piśmie przesłanym 29 listopada 1915 r. dowódcy austriackiej 4 armii. Oto zapis tego dokumentu.

„Oficer legionowy VI rangi, brygadier Piłsudski, posiada wprawdzie wojskowe zalety i zasługi, które przemawiałyby za udzieleniem mu najwyższego odznaczenia, muszę jednak w obecnym momencie wypowiedzieć się przeciwko wnioskowi na jego odznaczenie z następujących powodów: Piłsudski dowodzi I Brygadą Legionów, stworzoną przez niego, która różni się zupełnie od stworzonej przez c. i k. Komendę Legionów II i III Brygady pod względem ducha i nastroju. Przedstawia on ze swą brygadą ten element, który dążąc do zupełnie wolnej i niezależnej Polski, uznaje austrofilski kie-

runek tylko jako środek do celu, gotów w każdej chwili podjąć orientację inną, jemu odpowiadającą, lub za taką uchodzącą.

Od wybuchu wojny postawił on sobie za cel objąć z biegiem czasu komendę całego Legionu Polskiego w nadziei, że w danym momencie, oparty na nim, będzie mógł stawiać żądania natury nacjonalistycznej, które mogłyby wpłynąć na rozstrzygnięcie sprawy polskiej z korzyścią dla jego żądań. W rozumieniu faktu, że fantastyczne idee Piłsudskiego są pozbawione wszelkiej realnej podstawy, a nawet sprzeciwiają się austriackiej racji państwowej, Komenda Legionów od początku wojny dążyła do tego, by wpływ Piłsudskiego wedle możliwości stłumić. [...] Z sumy tej, bez wątpienia istniejącej podziemnej, politycznej i wojskowej akcji można ustalić z całą pewnością, że zamiary Piłsudskiego pod żadnym względem nie są lojalne; przeciwnie można z nich z całą pewnością wnioskować, że tworzą one dla austriackiej racji państwowej ewentualne niebezpieczeństwo, że zatem należy wszystkimi środkami dążyć, by tego polskiego Essada pod względem politycznym i wojskowym usunąć poza nawias.

W tych warunkach wnioszek o udekorowanie go orderem Leopolda jest, zdaniem Komendy Legionów, zupełnie nie na czasie”.

Przy takiej opinii polskiego generała, człowieka obdarzanego przydomkiem „poczciwy”, brygadier Piłsudski najwyższego orderu austriackiego nie otrzymał. Zabiegi mające na celu skłonienie Brygadiera do zaniechania walki o niepodległość wówczas, to znaczy na przełomie lat 1915 i 1916, zostały natomiast odłożone. Walka o sprawę polską i o Legiony Polskie jednak nie ustała. Dobitne jej odzwierciedlenie stanowią publikowane tu dokumenty.

★

★      ★

### Dokument nr 1

*1916 styczeń 3, Warszawa – Raport warszawskiego rezydenta dyplomatycznego Austro-Węgier o sytuacji w I Brygadzie Legionów.*

An Seine Excellenz den Herrn Minister  
des k. und k. Hauses und des Aeussern  
Stephan Baron von Rajecz

Den hohen, anbei rückfolgenden Erlass vom 23 Dezember vorigen Jahres Nr 5881 habe ich zu erhalten die Ehre gehabt. Über die Anzeichen einer

begünstigung der Piłsudskis-Brigade durch die Deutschen Behörden in Warschau habe ich mir zu wiederholten Malen und zwar am ausführlichstem am 21 September vorigen Jahres sub Nr 55, A-B Euer Rxcellenz zu berichten erlaubt. In der citirten Relation habe ich der Ansicht Ausdruck gegeben, dass die massgebendsten Persönlichkeiten des Generalgouvernements in militärischen Angelegenheiten und insbesondere, um von Herrn von Beseler ganz abzusehen, der Generalstabsschef, General von der Esch, sich in der Angelegenheit optima fide benennen, und dass die stellenweise Bevorzugung der I Brigade auf untergeordnetere Organe, welche in antiösterreichischer Orientierung arbeiten zu sollen glauben, zurückzuführen sei, wenn nicht, was auch häufig der Fall gewesen sein mag, auf Landeunkenntnis und Unerfahrenheit der deutschen ausführenden Organe.

Dass diese letzteren nicht immer einwandfrei vorgegangen sind, wobei, wie angedeutet, stellenweise der Wunsch, die I Brigade in näherer oder fernerer Zukunft für deutsche Zwecke zu benützen, mitgespielt haben mag, erhellt daraus, dass das Local in der Żurawia-Strasse, über welches sowohl mein obcitirter, wie auch der Bericht Nr 7556 des Grafen Thurn vom 18 Dezember vorigen Jahres handelt, trotz meiner im erstgenannten Berichte gemeldeten Unterredung mit Herrn von der Esch, bis unmittelbar vor Weihnachten zwar nicht als Werblocal, wohl aber als Militärschule für Legionäre thatsächlich weiterbestanden hat<sup>23</sup>. Die von Graf Thurn erwähnten Legionsoffiziere [Gustaw Orlicz]-Dreszer, [Walery] Sławek, [Gustaw Kaden]-Bandrowski, [Wacław] Sieroszewski, [Tadeusz] Kasprzycki, [Rajmund] Jaworowski und in früherer Zeit auch [Michał] Żymierski, sollen meinen Informationen zufolge thatsächlich, wie von Grafen Thurn einberichtet, wenn auch nicht sämtliche gleichzeitig, in den letzten Monaten in Warschau gewesen und diese Schule geleitet haben. Erst am Vorabend des Weihnachtstages fand eine Hausdurchsuchung im Locale in der Żurawia statt, bei der eine grössere Anzahl von Gewehren entdeckt, einige der Schüler verhaftet und in deren Verfolge ein junger Legionoffizier (wenn nicht irre, namens Witkowski<sup>24</sup>), welcher sich im Locale befand, unverzüglich aus Warschau abgeschafft wurde. Die eigentlichen Leiter der Schule, insbesondere der mehrerwähnte Kasprzycki, sollen nicht anwesend gewesen und so der polizeilichen Untersuchung, welche dermalen schwebt, entgangen sein.

<sup>23</sup> Tak w tekście. W rzeczywistości był to słabo zakonspirowany lokal Polskiej Organizacji Wojskowej.

<sup>24</sup> Jest to chyba jednak rzeczywiście pomyłka i chodziło o Włodzimierza Wiskowskiego, por. T. Nałęcz, *Polska Organizacja Wojskowa 1914–1918*, Wrocław 1984, s. 256.

Übrigens soll nicht nur in Warschau, sondern auch in den Provinzstädten durch detachirte Offiziere der I Brigade nach wie vor eine Art Anwerbung und militärischer Ausbildung, ähnlich der in Warschau gepflogenen stattfinden, wobei die angeworbenen jungen Leute sich verpflichten, gegebenenfalls in einem späteren Zeitpunkte einer Einberufung Piłsudskis Folge zu leisten und vorläufig einen geheimen militärischen Curs zu besuchen.

Die vorstehenden daten verdanke ich einer der Legionenbewegung und dem Obeststen Sikorski nahestehenden hiesigen Persönlichkeit. Durch directe Anfrage bei den Deutschen Behörden, deren thatsächlichen dermaligen Standpunkt in der Legionsfrage aufzuklären, schien mir nach den vorstehenden Erhebungen nicht mehr notwendig, um so mehr, als eine etweige Bevorzugung der I Brigade, sogar wenn sie beabsichtigt wäre, gewiss uns gegenüber nicht zugegeben würde, und ferner auch weil es vielleicht unerwünschte Folgen haben könnte, wenn wir den heilungsbedürftigen Riss zwischen der I Brigade der Legionen und den übrigen Brigaden ausländischen Factoren gegenüber allzusehr aufdecken wollen. Im Übrigen habe ich das Material in der Angelegenheit dem wenigen Tage nach Einlangen des Rescriptes Euer Excellenz hier eingetroffenen Vertreter des Armee – Oberkommandos, Obersten von Paic mitgetheilt.

Eine Abschrift dieses Berichtes unterbreite ich dem Armee-Oberkommando.

Der k.u.k. Legationsrath: L. Andrian

Oryginał, maszynopis.

Haus-, Hof und Staatsarchiv, Krieg, PA I, karton 901, plik: Polnische Legionen, s. 8–9.

## Dokument nr 2

*1916 styczeń 3, Warszawa – Raport warszawskiego rezydenta Austro-Węgier dotyczący brygadiera Józefa Piłsudskiego.*

Stephan Baron Burian von Rajecz

Der Beilage des hohen Erlass vom 21 Dezember vorigen Jahres Nr 5839 habe ich vor allem mit Freude entnommen, dass Oberst von Hranilović

beabsichtigt, in mündlicher Besprechung mit dem Brigadier Piłsudski dessen Wünsche und officiële Beschwerden zu erfahren. Bei dieser Gelegenheit wird sich an besten herausstellen, ob die zwecks Erhaltung der Legionen-Insitution so wünschenwerthe Capacitirung des begabten, aber nicht ungefährlichen Mannes und seine voll-kommene Rückkehr zum austro-polnischen Programme möglich ist.

Da ich selbst Piłsudski nicht persönlich kenne, bin ich sowohl diese Frage, wie auch die anders anbelangt, an welche Art sein Ehrgeiz zu befriedigen wäre, auf Vermuthungen angewiesen, die sich auf Schilderungen stützen, welche ihm nahestehende Personen mir von seinem Character gegeben haben.

Nach diesen meinen Eindrücken zu schliessen, würde bei einem Manne, der seine materielle Existenz theils aus idealen Motiven, theils aus Motiven des Ehrgeizes freiwillig aufgeopfert hat, die Donation eines Landgutes in Polen hauptsächlich dann von besonderer Anziehungskraft sein, wenn dieselbe in besonders ehrenvoller Form – ich denke etwa an die Schaffung eines Majorates unter ausdrücklichen Hinweis auf die Antheil Piłsudskis an der Befreiung Polens vom Russenjoche – erfolgen würde. Geld oder Geldwerth allein dürften auf eine Natur, die wie die Piłsudskis zu sein scheint, keine ausschlaggebende Wirkung auszuüben.

Einen sehr guten Erfolg hätte ich mir von der Verleihung des Generalstitels und eines solchen höheren Ordens, wie er meines Wissens auch schon anderen Brigadekommandanten zutheil geworden ist, an Piłsudski erwartet. Hiebei wäre meinen Eindrücken der gesichtspunkt massgebend gewesen, dass Piłsudski von dem Augenblicke an, wo man sich entschlossen hat, mit ihm zu cooperiren, als Factor sui Generis gelten durfte, der mit anderen Legionen-Offizieren, mit Ausnahme des Kommandanten Feldmarschall-Leutnants von Durski, auch in puncto Auszeichnungen nicht auf einer Stufe steht. Würde er nicht so eingeschätzt, wie er seinem Rufe in Polen nach das Recht zu haben glaubt, so dürfte er eben nicht die Dienste, die gerade nur er uns erweisen kann, zu leisten geneigt sein. Dem Schreiben den Obersten von Harnilović an Grafen Thurn entnehme ich aber, dass eine solche Auszeichnung des Brigadiers Piłsudski auf Schwierigkeiten zu stossen scheint.

Wie in meinem Berichte vom 29 November vorigen Jahres Nr 76 A-B, erwähnt, schien es auch mir aus politischen Gründen unmöglich, das Hauptziel des Piłsudskischen Ehrgeizes zu befriedigen, nämlich das Kommando über die gesammten Legionen ihm zu übertragen. Vielleicht liesse sich insoferne ein Ausweg finden, als Piłsudski mit einer Brigade von dem Oberbefehl



des bisherigen Legionskommandanten ausgeschieden und mit seiner Brigade directe einem k. und k. Korpskommandaten unetrstellt würde.

Der Grund, warum ich diese im Erlasse Eurerer Excellenz von mir verlangten concreteren Angaben über die Befriedigung des Piłsudskischen Ehrgeizes nicht gleich in meinen obcitirten eischlägigen Bericht gemacht habe, liegt darin, dass ich mich für unbefügt erachtete, als Aussenstehender auf rein militärisches Gebiet zu begeben. Mir lag in meinem Berichte nur daran, auf die möglicherweise politisch bedeutsamen Folgen der Stellung in den Legionen hinzuweisen und vom Standpunkte des allgemeinen Interesses der Monarchie deren Beseitigung möglichst zu befürworten. Die Wahl der Mittel, welche zur Erreichung dieses wohl unbedingt anzustrebenden Zieles führen können, glaube ich berufeneren Factoren überlassen zu sollen.

Der k. und k. Legationsrath: L. Andrian.

Oryginał, maszynopis.

Haus-, Hof und Staatsarchiv, Krieg PA I, karton 901, plik Polnische legionen, s. 10–11.

### Dokument nr 3

*1916 styczeń 4, Warszawa – List warszawskiego rezydenta austro-węgierskiego do zaprzyjaźnionego dyplomaty o brygadierze Józefie Piłsudskim.*

Sehr verehrter Freund.

Deiner gütigen Beachtung erlaube ich mir meinen Bericht vom 3 leitendes Monats zu empfehlen. Dies erscheint mir umso notwendiger, als der Brief des Obersten Hranilović an Thurn vom 7 Dezember vorigen Jahres nr 19858, keineswegs erhoffen lässt, dass ohne starke Einwirkung die Besprechung zwischen dem gefeierten und machtbewussten Piłsudski und dem Chef der Nachrichtenabteilung das im Staatsinteresse dringend notwendige Ergebnis der Capacitirung Piłsudskis zeitigen wird. Dies geht schon daraus hervor, dass Hranilović schreibt, eine höhere Decoration wie die Eisernerne Krone III Classe könne er für Piłsudski nicht beantragen!!! Nach allen Nachrichten, die ich von den Militärs bekomme (unter anderem auch von dem neuen Vertreter des AOK hier) ist, angesichts der Schwierigkeit der Mannschaftsergänzung und der Bravour der Legionäre, es ein Gebot der

Notwendigkeit, die Legionen nicht aussterben zu lassen, sondern sie im Gegenteil möglichst zu vermehren. Dies gilt umsomehr, als wie mir gestern von einer dem General-gouverneur nahestehenden Seite im Vertrauen mitgeteilt worden ist, der Gedanke der Einreihung polnischer Freiwilliger von den Deutschen zwar bisher nicht acceptirt, aber auch keineswegs definitiv abgelehnt worden ist. Das Lob der Front-Generäle scheint die Ansicht der Deutschen über die Legionen eben wesentlich modificirt zu haben. Da gilt das Sprichwort: „Qui veut les fins, veut les moyens“; wo es sich um so wichtige Dinge handelt, dürfte meinen Eindrücken ein Orden oder ein Generalstitel keine Rolle spielen. Nun hat sich meine längst gehegte Vermuthung, dass alle Versuche ohne oder nur neben Piłsudski Legionen zu bilden oder zu erhalten vergeblich sind, vollkommen bestätigt. Oberstleutnant Sikorski, bekanntlich durchaus kein Freund Piłsudskis, der während der Weinachtstage die Legionenfront bereist hat, hat mir mitgeteilt, dass seinen neusten Wahrnehmungen zufolge die ganzen Legionen, falls Piłsudski seine Drohung sich zurückzuziehen ausführt, aufhören werden zu existiren. Dies wäre wie ich glaube militärisch, und wie ich sicher weiss politisch, ein grossen Schaden für uns.

Ich bitte Dich vielemals, dieses mein Schreiben nach Teschen zu schicken, weder an Thurn, noch Wiesner, wohl aber dessen Inhalt, wenn es Dir angezeigt erscheint, zur Kenntniss des Herrn Ministers zu bringen und möglich direct beim AOK energisch im Sinne der Capacitirung Piłsudskis zu wirken. Ich weiss nicht, ob es sich vielleicht auch günstig wäre, wenn Du eventuell auch der Herrn Minister selbst mit Piłsudski reden wolltet.

Ich hoffe, Du hast das neue Jahr mit Deiner Gattin unter freudlichen Auspicien begonnen. Ich hoffe auch, Du wirst mir im neuen Jahre das freundschaftliche Wohlwollen, das Du mir schon lange schenkst, weiterhin erhalten. Vielleicht kann ich in sechs Wochen endlich einmal einen kurzen Urlaub bekommen. Es würde mich unendlich freuen, dann einmal mit Dir gründlich den ganzen Complex der hiesigen Probleme durchsprechen zu dürfen.

Einstweilen verbleibe ich mit Grüissen. Dein alter Dankbarer Leopold Andrian.

Oryginał, maszynopis.

Haus.-Hof und Staatsarchiv, Krieg PA I, karton 901, plik Polnische Legionen, s. 17–18.

#### Dokument nr 4

*1916 luty 16, Cieszyn – Pismo przedstawiciela austro-węgierskiego Ministerstwa Spraw Zagranicznych przy austro-węgierskiej Naczelnej Komendzie Armii do ministra Stefana Buriana o znaczeniu i zachowaniu się brygadiera Józefa Piłsudskiego.*

Auf Grund der mir getragenen Besprechungen beehre ich mich, Euer Exzellenz Nachstehendes zu melden.

Die Bedeutung Piłsudskis, sowohl vom Gesichtspunkte eines uns freundlich gesinnten, als auch eines uns etwa gegnerischen Faktors ist allen massgebenden Personen des Armeeoberkommandos klar. Die Linie, die man sich in dieser Erkenntnis für das ihm gegenüber zu beobachtende Verhalten hier vorgezeichnet hat, ist demnach die, Piłsudski in meiner jetzigen Orientierung zu erhalten und hiebei alle seine persönlichen Aspirationen insoweit zu befriedigen, als sie nicht zu einer Förderung des „polnischen Ideales“ führen, welches in der polnischen Legion den Grundpfeiler einer künftigen polnischen Armee erblickt.

So steht die neuerliche Dekorierung Piłsudskis mit dem Militärverdienstkreuze III Klasse bevor und hat man seine Wünsche nach einem Wechsel in Person des Divisionärs der polnischen Legion erfüllt. Wie Oberst von Hranilović versichert, sind denn auch die Beziehungen Piłsudskis zum Armeeoberkommando wieder vollkommen angetrübte.

Dagegen stösst die eventuelle Ernennung Piłsudskis zum Generale auf den Widerstand aller entscheidenden Faktoren, welche glauben, dass die Beförderung des Freischarenführers in die Generalscharge nicht nur selbst, sondern speziell die Legion mit einem solchen, gewissermassen staatlich anerkannten Nimbus umgeben würde, dass damit der Gedanke des selbständigen polnischen Heeres eine wesentlich Kräftigung erfahren würde.

Ob und inwieweit diese Erwägung zutrifft, will ich nicht entscheiden. Sicher ist es aber, dass sie allseits herrscht und – wenigstens vorläufig – die Beförderung Piłsudskis ausgeschlossen erscheint

Thurn

Oryginał, maszynopis.

Haus.-Hof und Staatsarchiv, Krieg PA I, karton 901, plik Polnische Legionen, s. 33 i n.

**Dokument nr 5**

*1916 luty 19, Biła – Pismo dotyczące dekretu namiestnika Galicji generała Hermanna von Colarda zawierającego odmowę zgody na publiczną zbiórkę funduszy przeznaczonych dla Legionów Polskich.*

Der Stathalter von Galizien, General Colard, hat an den Präsidenten des obersten National-komitees, Jaworski, folgende Schreiben gerichtet:

Präsidium der k. und k. Statthalterei Ziffer 23, Biła, den 9 Februar 1916. In Beantwortung des Schreibens vom 29 Januar Ziffer 5486 gebe ich Euer Wohlgeborenen bekannt, dass die Ministerialverordnung vom 20 Januar No 19 RGB, welche die Sammeltätigkeit für Kriegs-fürsorgenzwecke regelt, allgemein verpflichtende Vorschriften enthält, und dass, mit Ausnahme des Paragraf 12, welcher die Unternehmungen des k. und k. Kriegsministeriums betrifft, keine anderen Ausnahmen zulässt. Der Zweck der Kriegsfürsorge ist die Sorge um alle ohne Ausnahme, welche in den Reihen der k. und k. Armee gekämpft haben und kämpfen, sowie um die Hinterbliebenen Witwen und Weisen. In dieser Hinsicht können die in den Verband der k. und k. Armee als deren integrierender Teil verbleibenden Legionären keine Ausnahme bilden. Somit darf die Veranstaltung von Sammlungen zugunsten der Legionärs die Einrichtung von Fürsorgeanstalten für dieselben, welche den Bestimmungen der erwähnten Verordnung zuwiderläuft, unbedingt nicht vorkommen. Dasselbe bezieht sich auch auf die Herausgabe von Ansichtskarten, Abzeichen, Embleme und so weiter; ich bin dagegen der Ansicht, dass die Herausgabe und Verbreitung von Publikation politischen Inhalts für Kriegsfürsorgezwecke unbedingt verboten sein sollen, denn die Gewinnung von Sammelgeldern auf diesem Wege überschreitet nicht nur die Grenzen einer gewöhnlichen Sammelaktion, sondern gibt auch oft Anlass zu politischen oder nationalen Auseinandersetzungen, welche naturgemäss in Reihen der Kämpfenden eindringen, was unbedingt unzulässig ist.

Was die dem obersten Nationalkomitee unterstehenden Organisationen betrifft, gebe ich Ihnen bekannt, dass im Sinne der Verordnung des k. und k. Landesverteidigungsministeriums vom 28 Januar Ziffer II. 7460/1915 ausser dem obersten Nationalkomitee und dessen Militärsektion in Piotrkow, sowie der Sammelstellen der Legionäre, keine anderen national-polnischen Organisationen existiren dürfen und dass sie aufgelöst werden .

Soweit dieselben die Absicht hätten, sich der ausschliesslichen philanthropischen Tätigkeit für Kriegsfürsorgezwecke, aber nur gemeinsam für die k.

und k. Armee und für die Legionäre zu widmen, können sie um die Bewilligung im strengen Rahmen der Ministerialverordnung einkommen.

Schliesslich muss ich erwähnen, dass die Anschauung, dass der Militärdienst der Legionäre ausschliesslich freiwillig und ideall ist und dass die Gesellschaft deshalb dieselben mit ergiebigen Schutze umgeben sollen, auf dergänzlichen Verkennung der Tatsachen und des Rechtszustandes beruht, denn sie kann sich nur auf die verhältnismässig kleine Zahl von Legionären aus dem Auslande beziehen, dagegen auf die hiesigen Legionäre nur insoferne, als sie weniger als 18 und mehr als 50 Jahre zählen. Alle anderen Legionäre unterstehen den allgemeinen Militärvorschriften, und wenn sie nicht direkt als untauglich befunden werden, würden sie der k. und k. Armee eingereiht werden und dem Staate, der Bevölkerung und dem Vaterlande dieselben Dienste, wie jetzt in den Legionen leisten.

K.K. Statthalter Colard

Oryginał, maszynopis.

Haus-Hof und Staatsarchiv, Krieg PA I, karton 901, plik Polnische Legionen, s. 55–57.

### Dokument nr 6

*1916 luty 26, Warszawa – Szyfrogram warszawskiego rezydenta austro-węgierskiego Leopolda Andriana do ministra spraw zagranicznych Stefana Buriana o oburzeniu, jakie w społeczeństwie polskim wywołał dekret namiestnika Galicji.*

Der in den letzten Tagen hier bekannt werdende Erlass des Statthalters von Galicjen vom 9 diese Monats Nr 23-G an Präsidenten des Krakauer National Komités ruft unter unseren hiesigen Anhängern Bestürzung hervor. Da die Legionäre sowohl bei den deutschen Behörden wie bei unseren polnischen Gegnern als hauptsächliche Exponenten der austro-polnischen Richtung angesehen und deshalb angefeindet werden, wäre es für unsere sache sehr nachteilig, wenn der erste Teil der Verordnung betreffend die Fürsorgeaktion für Legionäre nicht zurückgenommen werden würde.

Der zweite Teil der Verordnung, betreffend die Nationalkomité unterstehenden Zweigvereine und Organisationen, ruft gleichfalls in den mit dem Nationalkomité sympathisierenden hiesigen Kreisen grosse Missstimmung

hervor, jedoch scheint mir wegen der Euer Exzellenz bekannten politischen Unverlässlichkeit eines Theiles der Komitéagenten einschlägige Verfügung weniger anfechtbar als die betreffend Fürsorge für Legionäre.

Oryginał rozszyfrowanego tekstu, maszynopis.

Haus-.Hof und Staatsarchiv, Krieg, PA I, karton 901, plik Polnische Legionen, s. 59.

### Dokument nr 7

*1916 kwiecień 3, Warszawa – Raport warszawskiego rezydenta austro-węgierskiego o przebiegu rozmowy z brygadierem Józefem Piłsudskim.*

Der Brigadier Piłsudski, den ich bisher nicht persönlich kannte, liess in den letzten Tagen meines Wiener Aufenthaltes durch seinen Adjuanten bei mir anfragen, ob er mich besuchen könne. Von der Erwägung geleitet, dass der begabte und überaus volksthümliche Legionenführer für uns nicht nur während des Krieges, sondern nach demselben, so lange wir überhaupt polnische Politik machen, ein höchst beachtenswerther Factor sein wird, mit dem gute Beziehungen erhalten und gestärkt werden sollen, empfing ich Piłsudski möglichst entgegenkommend, verhielt mich jedoch seinen Ausführungen gegenüber im wesentlichen respectiv. Er scheint von dem ihm zutheil gewordenen Empfang durchaus befriedigt gewesen zu sein, denn er blieb nicht nur bei seinem ersten Besuch mehrere Stunden bei mir, sondern stattete mir, als ich zwei Tage später in Krakau eintraf, auch dort einen langen Besuch ab.

Herr von Piłsudski besprach unter anderen mit mir eingehend die Frage der Ausgestaltung der Legionen, welche, wie er sagt, wenn man auf seine Ratschläge hören wollte, zu einem beträchtlichen, die Streitkräfte der Mittelmächte wesentlich entlastenden Factor werden könnten. Als Mittel, den Legionen starken Zuzug zu sichern, bezeichnete Piłsudski vor allem die Abänderung des Fahneneides, indem derselbe nicht wie bisher auf die Person Seiner Majestät des „Kaisers von Österreich und Königs von Ungarn“ zu lauten hätte, sondern des „Kaisers von Österreich, Königs von Ungarn und Königs von Polen“, ferner die Ausschaltung gewisser unbeliebter aus dem gemeinsamen Heere eingetretener Offiziere, welche von den Truppen wie Polizeiorgane angesehen würden, endlich die durch energisches Beispiel von oben zu erzielende Abstellung einer die Legionäre und die Legionenof-

fiziere kränkenden differentiellen Behandlungen seitens der Offiziere unser Armee. In diesem Zusammenhange hob Piłsudski nicht ohne Bitterkeit hervor, dass das Benehmen der deutschen Armee zu den Leginären vielfach ein weit kameradschaftlicheres und herzlicheres sei als das unserer Offiziere, ausgenommen der Honvéds. Im grossen und ganzen gewann ich den Eindruck, dass, wenn auch gewisse Desiderate des Legionenführers zu verwirklichen unmöglich wäre, andere principiell einwandfreie oder kleinere wohl berücksichtigt werden könnten. So erschien mir, soweit ich die Frage beurtheilen kann, sein Wunsch, dass die aus der Armee in die Legionen eintretenden Offiziere die Uniform der Legioäre anlegen sollten, legitim und dessen Erfüllung würde gewiss zur Hebung des Selbstgefühles der Legionen wesentlich betragen. Alles in allem genommen bestärkten meine Unterredungen mit Piłsudski mich ganz wesentlich in dem von mir, wie Euerer Exzellenz bekannt, seit langem eingenommenen Standpunkte, dass man mit dem politischen Kleingeld- auszeichnender Behandlung der Legionäre und vor allem des gefeierten Führers derselben, dem gegenüber man mit Orden und Titeln nicht kargen sollte, sich ohne Gefahr für die politischen Ziele der Monarchie in den Legionen nicht nur ein gewichtiges Kriegswerkzeug, sondern auch ein ausgezeichnetes Propagandamittel für die austropolnische Idee schaffen könnte.

Auch auf die politischen Zukunftsfragen kam Piłsudski zu reden. Er stellte sich ziemlich ausdrücklich auf den austropolnischen Standpunkt und verurtheilte die radikale Unabhängigkeitsbewegung vieler seiner Anhänger, welcher er übrigens ernstere Bedeutung absprach. „Die Polen“, meinte er, „verlangen viel, würden sich aber mit viel weniger begnügen. Ein im Rahmen der Österreichisch-Ungarischen Monarchie eingefügtes autonomes Polen würde das Polenthum zufriedenstellen“. Auf meine Frage, ob er glaube, dass dieser Zustand der Befriedigung ein dauernder sein werde, machte der Brigadier allerdings eine einschränkende Bemerkung, die man so oder ähnlich oft in polnischen Munde hören kann. Er meinte nämlich, ein Menschenalter hindurch werde diese Schöpfung gewiss Bestand haben und auf länger hinaus könne man ja überaus schwer Politik machen!!!

Über seine Beziehungen zu Teschen äusserte sich Herr von Piłsudski sehr vorsichtig und ohne irgend eine directe Recrimination gegen die oberen Stellen der Heeresleitung zu formuliren. Er bat mich aber in etwas verschleierten Worten, unsere Unterredung nicht zur Kenntnis des Armeoberkommandos.\*

Oryginał, maszynopis.

Haus.-Hof und Staatsachiv, Krieg PA I, karton 901, plik Polnische Legionen, 21a-d.

\* Nastąpiło zagubienie dalszego tekstu; chodzi jednak zapewne tylko o kilka jego wierszy.

## Dokument nr 8

*1916 kwiecień, [Warszawa] – Notatka przekazana hrabiemu Wiesnerowi przy austro-węgierskiej Naczelnej Komendzie Armii.*

### Die Vorgänge in den polnischen Legionen

Wie bekannt bestand zwischen Piłsudski und dem Chef des Stabes der Legionen, Hauptmann Władimir Zagórski, seit langen ein Antagonismus, der unliebsame Formen anzunehmen drohte. Nach dem Rücktritt des Feldmarschall Durski gelang es seinem Nachfolger General Puchalski, eine Einrichtung mit Piłsudski zu erzielen und die Genehmigung derselben vom AOK zu erlangen. Auf Grund dieses Abkommens sind grössere Personaländerungen im Stabe der Legionen vorgesehen. Generalstabschef Zagórski wartete die geplanten Änderungen nicht ab, sondern trat freiwillig von seiner bisher ingehabten Stelle zurück und reichte eine Eingabe ein, in der er um die Beratung mit Kommando eines Bataillons des zweiten Legionregimentes unter Januszajtis ersuchte. Aus Anlass des Rücktrittes hat Hauptmann Zagórski an die Stabsoffiziere der Legionen folgenden vertraulichen Befehl am 30 April 1916 gegeben:

„Legionowo, 30 April 1916.

In dem für mich so wichtigen Augenblicke wende ich mich in erster Linie an Euch Kollegen und erkläre, dass nach langen Ringen mit mir selbst ich den unerschütterlichen Entschluss des Rücktrittes von der ehrenvollen von mir durch mehr als 21 Monate bekleideten Stelle des Chef Stabes der polnischen Legionen in dem blutigsten aller Kriege gefasst habe. Ich trete zurück, von dem Bewusstsein durchdrungen, dass meine Person ein Hindernis der für die Legionen so notwendigen Einigkeit ist. Angesichts dieses Tatbestandes sehe ich klar, dass meine weitere Tätigkeit in der jetzigen Stellung nicht erfolgreich, sondern direkt schädlich könnte“.

Hauptmann Zagórski bittet seine Freunde, weiter in ihren Stellungen bis aus Ende auszuharren, und gibt der Hoffnung Ausdruck, dass früher oder später sich alle zur gemeinsamen Arbeit vereinigen werden.



Odpis, maszynopis.

Haus.-Hof und Staatsarchiv, Krieg PA I, karton 901, plik Polnische Legionen, s. 147–148.

### Dokument nr 9

*1916 maj 16, Kopenhaga – Pismo ambasadora hrabiego Széchényj do austro-węgierskiego ministra spraw zagranicznych Stefana Buriana z prośbą o wyjaśnienie, jakie dokumenty może wystawić Józefowi Karasiewiczowi oraz jego żonie, którzy oboje udawali się do kraju.*

Hieramts erscheinen Josef Karasiewicz und seine Frau, versehen mit üblicher Identitätsbestätigung des k. und k. Generalkonsulates in New-York und amerikanischen Reisepässen für Skandinavien.

Obgenannter, gebürtig nach Polen, in Kindheit ausgewandert, naturalisierter Amerikaner, Redakteur des „Dziennik Polski” in Detroit, möchte zur polnischen Legioneneinzurücken. Für den Fall, dass polnisches Nationalkomitee ihn nach Amerika zurücksenden wollte, müsste da es amerikanische Pässe, jedwedes Visum oder anderer Vermerk seitens Behörden der Zentralmächte unterbleiben.

Ich bitte um telegraphische Weisung, welche Dokumente ich den Genannten ausstellen darf, um deren ehebaldigste Reise nach Piotrków zu ermöglichen.

Oryginał, maszynopis.

Haus.-Hof und Staatsarchiv, Krieg PA I, karton 901, plik Polnische Legionen, s. 144.

Publikacja dokumentu dotyczącego Józefa Karasiewicz ma dość istotne znaczenie, chodzi bowiem o działacza, który potem na polecenie Naczelnego Komitetu Narodowego osiadł w Sztokholmie i wiosną 1917 r. przyczynił się do zwołania tak zwanej Konferencji Sztokholmskiej, poświęconej sprawie przeciwdziałania wysiłkom mającym na celu formowanie polskiego wojska w Rosji. To szkodliwe przeciwdziałanie odegrało ważną rolę i, jak wiadomo, do sformowania licznego wojska w Rosji nie doszło. Działanie uczestników Konferencji Sztokholmskiej godziło w polską rację stanu i było owocem zaślepienia politycznego tak zwanych aktywistów.

### Dokument nr 10

*1916 maj 24, Wiedeń – Pismo stwierdzające, że Naczelny Komitet Narodowy bierze pełną odpowiedzialność za Józefa Karasiewicza.*

Das Präsidium des Obersten Polnischen Nationalkomitès übernimmt hiemit die Garantie politischer Zuverlässigkeit für den in Polen geborenen, nunmehr amerikanischen Staatsbürger Josef Karasiewicz Redakteur des „Dziennik Polski” in Detroit, welcher bei der k. und k. Gesandtschaft in Kopenhagen um Ausfolgung eines Passierscheines zur Reise nach Piotrków angesucht hat.

Chef des Präsidialbureaus des Obersten  
Polnischen Nationalkomitees<sup>25</sup>

Oryginał, maszynopis.

Haus.-Hof und Staatsarchiv, Krieg PA I, karton 901, plik Polnische Legionen, s. 155.

### Dokument nr 11

*1916 czerwiec 26, Wiedeń – Pismo szefa Biura Prezydyjnego Naczelnego Komitetu Narodowego do barona Stefana Ugrona z zażaleniem, że legioniści podlegają ogólnemu poborowi do austro-węgierskich sił zbrojnych.*

Ich erlaube mir in einer dringend wichtigen Angelegenheit, die von prinzipieller Bedeutung für die polnischen Legionen ist, an Eure Exzellenz heranzutreten.

Mit dem an die hiesige Transport und Sammelstelle der polnischen Legionäre gerichteten Erlass der Landwehrgruppe des k. und k. Militärkommandos in Wien Präs. Nr 5733 vom 7 vorigen Monats wurde verfügt, dass die daselbst eingeteilten Legionäre einer sofortigen Sichtung unterzogen werden und dass nach Feststellung ihres seinerzeitigen Eintrittes in die Legionen diejenigen österreichische Untertanen, die nach dem 2 November 1914 als Legionäre beedtet wurden, unverzüglich dem nächsten

---

<sup>25</sup> Podpis nieczytelny. Chodzi zapewne o Michała Sokolnickiego.

Ergänzungs-Bezirkskommando behufs Heranziehung zur militärischen Dienstleistung zu übergeben sind. Die später zu den Legionenaufgenommenen landsturmpflichtigen österreichischen Untertanen dürften nur dann bei den Legionen verbleiben, wenn sie nicht mit der Bewilligung der militärischen Behörden ausweisen können.

Da eine ähnliche Verfügung allen anderen Transport und Sammelstellen der polnischen Legionen mitgeteilt wurde, so ist anzunehmen, dass die Verfügung auf einen Erlass einer höheren Stelle (des Ministeriums für Landesverteidigung) zurückgeht.

Diese Verfügung trifft die polnischen Legionen aus empfindlichste und rief auch alleorts eine wohlverständliche Erbitterung hervor.

Ich erlaube mir Euer Exzellenz zur Kenntnis zu bringen, dass der Eintritt der über 2000 Köpfe zählenden Freiwilligenschar, die sich nach der Rückeroberung Lemberg Anfangs Juli 1915 in kampfesfreudiger Begeisterung zu den Legionen meldete – mit Wissen des Armeeoberkommandos geschah. Wurden doch diese Leute unmittelbar nachher zur Front mit Militärtransportzügen abtransportiert, wo sie nach einer Abrichtung gleich in die Kämpfe tätig eingriffen, stehen bis zum heutigen Tag im Felde im Verbands der Legionen und viele von ihnen haben bereits ihren Anteil an den Kämpfen mit Leben, Verwundungen oder Krankheit bezahlt.

Als charakteristisches Beispiel diene der Umstand, dass von den zur Zeit bei der Wiener Transport- und Sammelstelle befindlichen 7 Legionäre, die mit dieser Verfügung getroffen wurden, alle krank oder verwundet sind, manche bereits im Felde angezeichnet wurden. Ausserdem lässt sich bei manchen ihre Behandlung, dass sie mit Wissen der Militärbehörden in die Legionen aufgenommen wurden, nicht mit Sicherheit feststellen.

Sollten auch vereinzelte Fälle vorgekommen sein ausserhalb jener oben erwähnten Lemberger Schar von über 2000 Köpfen – dass einzelne Individuen ohne die Erlaubnis der kompetenten Militärbehörden in die Legionen aufgenommen worden sind und daselbst bis auf den heutigen Tag Dienst leisten, so ist dies für die k. und k. Armee sicher kein Verlust, wenn man berücksichtigt, mit welcher Begeisterung und Todesverachtung die Legionenangehörige ihre Pflichten erfüllen. Wie die Übertragung dieser jungen begeisterten Schwärmer, die in Verbands der polnischen Legionen, in denen sie viele Monate kämpfen, zu verbleiben wünschen, in den k. k. Landsturm auf sie einwirken würde, ist wohl nicht schwer sich vorzustellen. Dass sie als willkommene Elemente in k.k. Landsturm nicht zu begrüssen sind ist wohl klar.

Ich bitte Eure Exzellenz, sich mit jenem Wohlwollen dieser Angelege-

nheit anzunehmen, das Sie uns schon so oft und so erfolgreich bekundet haben. Es wäre wohl müßig, Euer Exzellenz die hohe Tragweite der ministeriellen Verfügung weiter auseinanderzusetzen; dieser gegen den Bestand der Legionen, die sich bisher so glänzend bewährt haben, gerichtete Stoss, würde deren unheilvolle Gefährdung zur Folge haben.

In der Hoffnung, dass Eure Exzellenz in geneigter und richtiger Einschätzung der Wichtigkeit dieser Angelegenheit ihr eine wirksame Unterstützung freundlichst angedeihen lassen werden, bitte ich Sie die Versicherung meiner vorzüglichsten Hohachtung entgegennehmen zu wollen.

Euer Exzellenz ganz ergebener  
Chef des Präsidialbureaus  
des Obersten Polnischen Nationalkomitees

Oryginał, maszynopis.

Haus.-Hof und Staatsarchiv, Krieg PA I, karton 901, plik polnische Legionen, s. 228–230.

### Dokument nr 12

*1916 lipiec 7, Warszawa – Raport warszawskiego rezydenta austro-węgierskiego Leopolda Andriana o rozmowie przeprowadzonej z szefem sztabu Legionów Polskich kapitanem Filipem Kochańskim.*

Heute besuchte mich Herr von Kochański, der neue Generalstabs-Chef der polnischen Legionen, der von General Puchalski nach Teschen und nach Krakau entsandt worden war, um dem Armeekommando und dem Obersten Polnischen Nationalkomitee die krisenhaften Verhältnisse innerhalb unserer Legionen darzulegen und die Unterstützung beider Stellen angesichts der tagtäglich zunehmenden Machinationen des Brigadiers Piłsudski gegen das Legionenkommando zu erbitten.

Die Einzelheiten, die er mir mittheilte, waren keineswegs erfreulich. Der Versuch, Piłsudski durch die Entfernung des Feldmarschall-Leutenants von Durski und des Hauptman Zagórski zu gewinnen, sei als vollkommen gescheitert zu betrachten. Angesichts unserer verschlechterten militärischen Situation beharre Piłsudski in intransigentem Weise bei seinem alten Wunsche, das Oberkommando über die gesamten Legionen zu erhalten, mit anderen Worten sich an die Spitze eines polnischen Heeres zu sehen und ke-

ine Entgegenkommen in Einzelfragen sei imstande, ihm von seinem Ziele abzubringen. Vrläufig sei sein Verhalten und das seiner Anhänger bei den eigentlichen kriegerischen Actionen zwar tadellos, ihm übrigen aber thäten sie alles, um die Existenz der Legionen in ihrer jetzigen Verfassung zu untergraben. Einserseits sei es das Machtwort Piłsudskis, welches die Rekrutirung zu den Legionen unterbinde, während seine Anhänger sich in die geheimen Militärorganisationen eintragen liessen und im Stillen als Soldaten ausgebildet würden um öffentlich auf den Plan zu treten, wenn Piłsudskis Forderungen erfüllt sein würden. Andererseits schüre Piłsudski die Auflehnung gegen General Puchalski und Oberstleutenant Sikorski, als die beiden unbequemen Factoren, die seinem Ehrgeize im Wege stünden. So seien in der letzten Zeit fast gleichzeitig die Beamten des Militärdepartaments gegen Sikorski aufgetreten, und hätten die Offiziere der bisher verlässlichen aber in letzter Zeit von Geiste der I Brigade inficirten III Brigade eine entschiedenen disciplinwidrige Haltung gegenüber dem Oberkommando der Legionen eingenommen.

Kochański meinte, für den Augenblick scheine ihm die drohende Gefahr einer Aulösung der Legionen abgewendet, und im übrigen werde er zusammen mit General von Puchalski in der nächsten Zeit einen Vorschlag auszuarbeiten trachten, der bezwecken solle, die Legionen vor dem drohenden Ruin zu bewahren und dem unbeschränkten Einflusse Piłsudskis entgegenzutreten. Es schwebe ihm eine von Österreich-Ungarn ausgeschriebene Zwangsrekrutirung, der allerdings weitgehende Versprechungen an die Polnischen Nation vorausgehen müsste, vor.

Ich hatte nicht den Eindruck, dass Herr Kochański mit besonderer Zuversicht dem Kampfe gegen die Piłsudskische Richtung entgegensehe. Dass ich selbst auf Grund meiner im letzten Jahre gemachten Wahrnehmungen mir wenig Erfolg von einen Legionenunternehmen erwarte, das gegen Piłsudski unternommen werden würde, brauche ich nach meiner wohl kaum noch zu erwähnen. Dass im übrigen zu den vielen Gründen, welche für eine Neuregelung der polnischen Wehrverhältnisse sprechen, auch die unhaltbare Situation innerhalb der Legionen tritt, wenn anders nicht diese ganze hochwichtige Frage gegen oder wenigstens im wesentlichen ohne uns entschieden werden soll, dafür boten mir die Ansichten des Legionen-Generalstabschefs einen neuen Beweis. Herr von Kochański nämlich äusserte wiederholt und spontan die Befürchtung, dass wenn Deutschland die Bildung einer polnischen Legion oder eines polnischen Heeres in der Hand nehmen würde, Piłsudski ohne Zögern sich an die Spitze dieses Unternehmens stellen und sein Prestige und sein Menschenmaterial der Deutschen Regierung, die ja ohne

hin jetzt als die Vertreterin des Gedankens der polnischen Unabhängigkeit gelte, zur Verfügung stellen werde. Er dürfte Euer Exzellenz erinnerlich sein, dass ich derartigen Befürchtungen bereits vor langer Zeit (mein gehorsamster Bericht Nr 76 A von 25 November vorigen Jahres) Ausdruck verliehen habe. Umsomehr frappirte mich, dass der Generalstabschef durch seine Wahrnehmungen aus jüngster Zeit, die er an Ort und Stelle machte, zum selben Schlusse gelangt ist. Viel ist in der Legionenfrage versäumt worden. Vielleicht ist jetzt der letzte Zeitpunkt, wo verhindert werden kann, dass die von uns geschaffene Waffe sich nicht geradezu gegen uns, unser prestige bei der Polnischen Nation und unsere Interessen in Polen kehre.

Der k. und k. Legationsrth Leopold Andrian

Oryginał, maszynopis.

Haus.-Hof und Staatsarchiv, Krieg PA I, karton 901, plik polnische legionen, s. 253-255.

### Dokument nr 13

*Raport ambasadora Dionizego Szechenyi z Kopenhagi o napływie do Legionów Polskich ochotników z Ameryki.*

Bei meiner Anwesenheit in Wien im Herbst vorigen Jahres wurde mir in Ministerium mitgeteilt, dass nach Amerika Weisung gegeben würde, keine polnische Legionären mehr nach Europa zu instradieren.

Tatsächlich sind damals keine Legionäre mehr herübergekommen. Seit einiger Zeit treffen solche, relativ zahlreich, wieder in Kopenhagen ein.

Soweit hierramts bekannt, gibt es in den vrschiedenen Teilen Amerikas polnische Vertrauens-männer, welche die ihnen in der Mehrzahl persönlich wohl kaum bekannten Connationalen, Arbeiter, Handwerker, Kaufleute, Journalisten etc. an die "polnische Legion" in New-York empfehlen. Daraufhin werden diese dort aufgenommen, durch zwei Monaten ausgebildet, dann mit falschen russischen Pässen und einer vom k. und k. Vice-Konsul von Rozwadowski in New-York ausgestellten, mit einer Photographie versehenen Legitimation nach Kopenhagen gesandt.

Der russische Pass ermöglicht ihnen die Passage über England. Die legitimation des k. und k. Generalkonsulates New-York wird von ihnen versteckt gehalten.

Hieramts melden sie sich beim k. und k. Konsul von Okęcki<sup>26</sup> und werden befragt, ob sie österreichische oder russische Staatsbürger sind. Die Legitimation des k. und k. Generalkonsulates New-York giebt diesbezüglich keine Auskunft. Geben sie hier an, dass die österreichische Staatsbürger sind, so steht ihrer echnellen Abfertigung nach Petrikau nichts im Wege; bezeichnen sie sich als russische Staatsangehörige, so ist nicht allein unsere Zustimmung sondern auch die deutsche zur Weiterreise erforderlich. Dies bedingt eine längere, 4 bis 8 Wochen dauernde Wartezeit in Kopenhagen. Es muss befürchtet werden, dass um diese Wartezeit zu vermeiden, sich auch russisch-polnische Legionäre als österreichische Staatsbürger bezeichnen.

Tatsächlich wurde in Deutschland unter Spionage-Verdacht ein polnisches Individuum aufgegriffen, das nach Russland zuständig ist, und der Verhaftung erklärte, „so schlau gewesen zu sein“ sich auf dieser k. und k. Gesandtschaft als österreichischen Staatsbürger zu bezeichnen und an die Einreise nach Deutschland ermöglicht zu haben.

Weiters wurde ein polnischer Legionär, der hieramts abgefertigt wurde, von unseren Militärbehörden unter Spionage-Verdacht verhaftet.

Konsul von Okęcki, der mir direkt das heist nicht im Wege des Kanzleileiters untersteht, kann hiefür nicht verantwortlich gemacht werden, da er den gegebenen Direktiven entsprechend vorgeht und den Charakter des Einzelnen nicht zu approfondieren vermag. Wie bei einem sehr nationalen Polen natürlich, mag allerdings seine subjektive Beurteilung eben von nationalen Momenten beeinflusst sein.

Die Weiter-Intradierung polnischer Legionäre scheint aus zweierlei Gründen bedenklich: 1) Es mag den Russen mittlerweile bekannt geworden sein, dass sie auf diesem Wege bequem Spione zu uns entsenden können. 2) Die lange Wartezeit in Kopenhagen schliesst die Gefahr in sich, dass die überaus zahlreichen und über grosse Geldmittel verfügenden russischen Agenten solche wartende Legionäre hier für russische Dienste gewinnen.

Der militärische Wert dieses, vom Standpunkt der Wehrmacht unbedeutenden Zuwachses dürfte gering sein.

Inwieweit politische Gründe in Bezug auf das Oberste polnische Nationalkomitee massgebend sind, die Alimentierung der polnischen Legion aus Amerika zu fördern, entzieht sich der hierämtlichen Beurteilung. Da das vorgenannte Oberste Nationalkomitee, wie hier aus confidentieller Quelle

---

<sup>26</sup> Chodzi o Zdzisława Okęckiego, który był austro-węgierskim konsulem w Kopenhadze.

verlautet, derzeit über nur geringe Geldmittel verfügt, könnte eventuell die Einstellung der Intradierung von Legionären aus Amerika durch den Hinweis erzielt werden, dass die Kosten hiefür ganz unverhältnismässig hoch sind. Abgesehen von den Unterhaltskosten und den Ausbildungs-Ausgaben während der zweimonatlichen Ausbildung in New-York, und abgesehen von den Reisekosten über den Ocean, den Beträgen für die Beschaffung falscher Pässe sind zum Beispiel in den letzten 4 Monaten für Unterhalt und Weiterreise von 23 polnischen Legionären hieramts zu Lasten des Obersten polnischen Nationalkomitee 4144,50 österreichische Kronen aufgelaufen.

Die Frage der amerikanisch-polnischen Legionäre ist umso aktueller, als das Auswärtige Amt in Berlin vor kurzem eine Depesche aus Buenos-Aires erhielt, derzufolge auch die dort lebenden Polen Legionäre entsenden werden, welche schnell weiterzubefördern sie bitten. Sie ersuchen weiters, die österreichisch-ungarische Gesandtschaft in Kopenhagen hievon entsprechend zu informieren, Die hiesige deutsche Gesandtschaft erhielt eine Abschrift dieses Telegrammes zur weiteren Veranlassung und wurde mir eine bezügliche Notiz übermittelt.

Ich möchte es der Erwägung Euer Exzellenz unterbreiten, ob nicht neuerdings Weisungen nach Amerika zu geben sind, die Intradierung von Legionären einzustellen. Das Moment, dass wir die polnischen Legionen gefördert haben, dürfte nun bereits bekannt sein.

Weiters möchte ich Euer Exzellenz die Erwägung unterbreiten, ob nicht veranlasst werden könnte, dass alle bereits hier eingetroffenen oder noch eintreffenden Legionäre statt in dem, von russischen Agenten verseuchten Kopenhagen, in einer deutschen Grenzstation die Entscheidung bezüglich der Weiterreise abwarten, eventuell in einer österreichischen, nachdem sie unter sicheren Geleit dorthin gebracht wären.

Ich möchte schliesslich Euer Exzellenz ergebenst bitten, eine eventuelle Verfügung nicht unter Bezugnahme auf diesen Bericht und in einer Form an mich gelangen zu lassen, dass das nationale Gefühl der mir unterstehenden Polen und ihrer hiesigen, an den Legionären Anteil nehmenden Connationalen geschont werde.

Der k. und k. Gesandte Dionizy Szechenyi

Oryginał, maszynopis.

Haus.-Hof und Staatsarchiv, Krieg PA I, karton 901, plik Polnische Legionen, s. 263–265.



## Dokument nr 14

*1916 lipiec 14, Sztokholm – Raport austro-węgierskiego ambasadora w Sztokholmie Hadika dla austro-węgierskiego ministra spraw zagranicznych Stefana Buriana o utworzeniu polskiego stowarzyszenia w stolicy Szwecji.*

Es hat mich neulich Herr Dr Michael von Sokolnicki, General-Sekretär des obersten polnischen Nationalkomitees in Krakau, aufgesucht und mir die Mitteilung gemacht, dass vor einigen Wochen hierin Stockholm eine polnische Vereinigung gegründet wurde, an deren Spitze Herr Josef Mokszyński, als Präsident des Vereine, steht.

Diese Vereinigung ist nicht mit dem „Polski Komitee“ zu verwechseln, welches bereits im vorigen Winter ins Leben gerufen wurde und welches hauptsächlich die Vermittlung von Briefen zum Ziel hatte. Der Präsident dieses Komitees ist Herr Haydukiewicz Pomian, der farblos zu sein scheint. In der Vizepräsidentschaft jedoch ist vor einiger Zeit ein Wechseleingetreten. Der jetzige Vize-Präsident heisst Herr Rapszki und ist absolut russisch gesinnt, waswegen es zu befürchten sei, dass das Komitee – welches bis dahin sich politisch nicht betätigte – nunmehr eine russischfreundliche Agitation anfangen wird.

Umso notwendiger erscheint es mir jetzt die obzietierte neue polnische Vereinigung zu unterstützen. Der Präsident ist wie beinahe alle Mitglieder dieser Gesellschaft russisch Pole, jedoch antirussisch gesinnt. Herr Mokszyński ist von Berufe Ingenieur und soll ein ruhiger, arbeitsamer und verlässlicher Mann sein. Um jedoch die Tätigkeit dieser Vereinigung, die natürlich einen politischen Zweck und zwar die Selbstständigkeit Polens vor Augen hat, günstig zu beeinflussen und sie in das von uns gut geheissenen Geleise zu bringen, wäre die Hersendung einer geeigneten Persönlichkeit erforderlich. Herr Sokolnicki empfahl mir hierzu den Dr Stanislaus Wędkiewicz. Da mir leider keine nähere Daten oder Referenzen über ihn zur Verfügung stehen, kann ich Herr Wędkiewicz nicht auf meine Verantwortung hin anempfehlen, glaube aber, dass Herr von Sokolnicki, der ihn so warm anrekommandiert, unsere Interessen sehr am Herzen liegen. Vielleicht könnte die k.k. österreichische Regierung, in deren Bereich diese Angelegenheit fallen dürfte, bezüglich der Wahl der herzumentsendenden Person einen Entschluss fassen. Wenn nun Dr Wędkiewicz oder ein anderer Vertrauensmann unsere Regierung zu diesem Zwecke hieher käme – was ich wärmstens zu befürworten mir erlaube – schiene es sehr wünschenswert, wenn er mit mir, respektive mit dieser k. und k. Gesandtschaft in unauffälliger We-

ise in Fühlung treten würde. Unsere Feinde haben hier besonders viel Agenten, die gegen uns in allen so auch in der polnischen Frage eine geschickt geführte Minierarbeit verrichten. Da sie wissen, dass in ganzen Polen die momentan praktisch durchgeführte Teilung Polens zwischen Deutschland und Österreich-Ungarn mit einem bangen Gefühle bezüglich der nationalen Einigkeitsträume beobachtet wird, geht die Intrigue nun unter dem Motto weiter: Polen muss unter russischen Protektorete wieder vereinigt und mit den grössmöglichen konstitutionellen Rechten versehen werden”.

Durch diese Schwindel wollen unsere Feinde als „Befreier des Polentums” gelten, wodurch ihr Sieg vielen auch den intelligenteren Klassen angehörenden Polen geradezu herbeigewünscht wird. Es ist klar, dass wir dieser russophilen Reklam-Politik entgegenarbeiten müssen. Es wäre daher sehr angezeigt, wenn wir mit Hilfe der obgenannten neuen polnischen Verreinigung diesen heuchlerischen Ausstreuungen Russlands wenigstens teilweise Einhalt bieten könnten.

Ich gestattete mir daher Eure Exzellenz nochmals zu bitten, das Nötige gütigst veranlassen zu wollen, dass Dr Wędkiewicz oder ein anderer Vertrauensmann unserer Regierung hergesandt werde, damit derselbe seine Tätigkeit je eher je besser aufnehmen könne.

Der k. und k. Gesandte Hadik

Oryginał, maszynopis.

Haus.-Hof und Staatsarchiv, Krieg PA I, karton 901, plik Polnische Legionen, s. 285–287.

### Dokument nr 15

*1916 lipiec 27, Cieszyn – Raport warszawskiego rezydenta austro-węgierskiego o utworzeniu dwóch szkół oficerskich w Legionach Polskich.*

Auf Grund eines mir zur Einsicht zugehenden Aktes beere ich mich, Euer Exzellenz zu melden, dass das k. und k. Armeeoberkommando mit Rücksicht auf die bei der polnischen Legion in letzter Zeit eingetretenen grösseren Offiziersverluste dem Legions-Kommando den Befehl erteilt hat, ehemöglichst 2 Offiziers-Aspiranten-Schulen, und zwar je eine in Lublin und in Piotrków, aufzustellen. Zum Inspizierenden beider Schu-

len wurde der Legions-Oberst von Sikorski ernannt, welcher gleichzeitig angewiesen wurde, im Einvernehmen mit dem Kommando der polnischen Legion raschestens Anträge wegen Ernennung der Kommandanten für diese Schulen und der Dauer der einzurichtenden Kurse, in welchen zunächst höchstens je 50 Aspiranten zu vereinigen wären, zu erstatten. Die Hinausgabe aller sonstigen notwendigen Verfügungen wurde dem Kommando der polnischen Legion, welches hiebei im Einvernehmen mit dem k. und k. Militärgeneralgouvernement Lublin vorzugesehen hat, überlassen.

Nach Abschluss des Kurses wird das Kommando der Legion zu berichten haben, ob die Einberufung weiterer Kurse notwendig erscheint.

Oryginał, maszynopis.

Haus.-Hof und Staatsarchiv, Krieg PA I , karton 901, plik Polnische Legionen, s. 327.

### Dokument nr 16

*1916 lipiec 28, Warszawa – Pismo przedstawiciela austro-węgierskiej Naczelnej Komendy Armii pułkownika Józefa Païča o Polskiej Organizacji Wojskowej.*

Legionsoberstleutnant von Sikorski machte mir vor Kurzem die Mitteilung, dass sich die deutschen Behörden mit der geheimen polnischen Militärorganisation (POW) intensiv beschäftigen und dass – nach verschiedenen Gerüchten – die Legalisierung der POW durch die deutsche Regierung nicht ganz ausgeschlossen wäre.

Ich sprach hierüber mit dem Chef des Stabes General von dem Esch, der mir erklärte, dass hievon absolut keine Rede ist. Nach den Ausführungen des Generals sind die Deutschen – gerade so wie auch wir – der Anschauung, dass die POW den Zentralmächten vielleicht noch einmal gute Dienste leisten kann, weshalb eine gewisse Toleranz gegenüber den Machenschaften der Organisation geübt wird.

General von der Esch bemerkte hiebei, dass nach privaten Informationen die POW über 6000 Ausgebildete verfügen soll, was umso rätselhafter erschiene, als den deutschen Behörden über die Abrichtung dieser Leute, über Schiess – und Gefechtsübungen, Depots von Waffen und so weiter gar nichts Konkretes bekannt ist.

Ich gewann den Eindruck, dass man deutscherseits über die Organisation und den Umfang der POW weniger orientiert ist, als bei uns.

Oberst Paič

Oryginał, maszynopis.

Haus.-Hof und Staatsarchiv, Krieg PA I, karton 901, plik Polnische Legionen, s. 357.

### Dokument nr 17

*1916 sierpień 6, Cieszyn – Raport przedstawiciela austro-węgierskiego Ministerstwa Spraw Zagranicznych przy Naczelnej Komendzie Armii austro-węgierskiej o Legionach Polskich.*

Auf Grund eines mir seitens des k. und k. Armeeoberkommandos zur Einsicht zugehenden Aktes beere ich mich, Euer Exzellenz zu melden, dass das Armeeoberkommando an seinen Vertreter in Warschau kürzlich einen Erlass gerichtet hat, in welchem es darauf hinweist, dass die grossen Verluste der polnischen Legionen während der letzten Kämpfe ein möglichst reichliches Ergebnis der Werbungen als wünschenswert erscheinen lassen.

Mit Rücksicht hierauf solle Oberst von Paič beim Generalgouverneur dahin wirken, dass von den deutschen Okkupationsbehörden dem Eintritte in die Legionen keine Schwierigkeiten bereitet und insbesondere die Ausreise aus dem besetzten Gebiete zwecks Eintrittes in die Legionen tunlichst erleichtert werde.

Oberst von Paič hat diesem Auftrage entsprochen und dem Armeeoberkommando gemeldet, dass der Chef des Stabes des deutschen Generalgouverneurs auf seine Anregungen bereitwilligst eingegangen sei und erklärt habe, er werde bei der in dieser Angelegenheit kompetenten Obersten deutschen Heeresleitung den Antrag stellen, alle der Legionswerbung im deutschen Okkupationsgebiete bisher bereiteten Schwierigkeiten fallen zu lassen und bei der Erteilung der Ausreisebewilligungen für angeworbene Legionäre besonders tolerant vorzugehen.

Thurn

Oryginał, maszynopis.

Haus.-Hof und Staatsarchiv, Krieg PA I, karto 901, plik Polnische Legionen, s. 379.

### Dokument nr 18

*1916 sierpień 13, Warszawa – Raport warszawskiego rezydenta austro-węgierskiego Leopolda Andriana dla ministra spraw zagranicznych Stefana Buriana z projektem podpułkownika Władysława Sikorskiego w sprawie gruntownej reorganizacji Legionów Polskich.*

Oberst von Sikorski, Chef des Militärdepartaments der Legionen, hat mir in streng vertraulicher Weise die beiliegende Auzeichnung überreicht, welche den Erfolg seiner in der vorigen Woche unternommenen Teschner Reise darstellt. Das Armeeoberkommando hat nämlich, wie mir Herr von Sikorski mitteilt, beschlossen, an Allehöchster Stelle den Antrag auf Erlassung der in der Beilage zu diesem gehorsamsten Berichte verzeichneten grundlegenden Neubestimmungen in Bezug auf die polnischen Legionen zu stellen.

Wie Euer Exzellenz dem anruhenden Schriftstücke entnehmen werden, handelt es sich um hochwichtige, äusserst weittragende Neuerungen. Besonders die Ausscheidung der Legionen aus der k. und k. Armee, die Umgestaltung der Militärsektion der Legionen in eine „Militär-zentralcommission“ alias Kriegsministerium, sowie die Zulassung des NKN zur Aussicht über das Werbewesen, bedeuten eine so gründliche Umwälzung in der Legioneninstitution, dass dagegen die gleichzeitig erfolgende Verwirklichung alter polnischer Wünsche, wie die sogenannte „Legionisirung“ der in den Legionen wirkenden k. und k. Offiziere, fast an Bedeutung – wenn auch nicht für die Legionäre selbst – verliert. Manche Punkte des Statutenentwurfes, wie zum Beispiel Herstellung des polnischen Ordens Virtuti Militari, dürften auf gewisse hoffentlich nicht unüberwindliche staatsrechtliche Hindernisse stossen, jedenfalls wird der ganze Entwurf, falls er nicht in Folge von Bedenken, die doch noch in zwölfter Stunde auftauchen könnten, zurückgezogen wird, eine sehr grosse Bedeutung für die Beziehungen der Monarchie zu Polen erlangen. Auch in diesem Falle wird es immer bedauernswerth bleiben, dass nicht wenigstens ein Theil der jetzt so reichlich aufgetischen Zugeständnisse an die Legionen in einem früheren Zeitpunkte gewährt worden ist, damals, als man mit kleineren Mitteln vielleicht noch einen stärkeren Eindruck bei den Polen hätte hervorrufen können, als jetzt mit den allergrossen. Ich meinerseits würde die baldigste Verwirklichung des Projectes lebhaft begrüessen,

weil wir dadurch in den Augen des Polenthums die seit geraumer Zeit scheinbar an die Deutschen übergegangene Initiative bei der Neuregelung der internationalen Stellung des polnischen Volkes wiedergewinnen würden.

Zum Schlusse erlaube ich mir Euer Exzellenz gehorsamst zu bitten, dem Armeeoberkommando gegenüber von der Vorlage des beiliegenden Statutentwurfes, falls derselbe nicht, wie ich eigentlich vermuthen möchte, Hochderselben direkt von unserer obersten Heeresleitung übermittelt worden sein sollte, keine Erwägung machen zu wollen, weil hieraus vielleicht dem Obersten von Sikorski Unannehmlichkeiten erwachsen könnten.

Der k. und k. Legationsrath L. Andrian

Oryginał, maszynopis.

Haus.-Hof und Staatsarchiv, Krieg PA I, karton 901, plik 8 A, September – Dezember 1916, s. 1–4.

Załącznik do politycznego raportu z 13 sierpnia 1916 r.

#### Paragraf 1

1. Polnische Fahnen nach historischen Motiven für jedes Regiment.
2. Restituierung des polnischen Ordens Virtuti Militari vom Jahre 1830.

#### Paragraf 2

##### Organisationsänderungen

1. Die polnische Legionen bilden ein polnisches Hilfskorps, welches dem k. und k. Armeeoberkommando untersteht, an der Seite Österreichs-Ungarns gegen Russland kämpft und den Eid Seiner Majestät Kaiser Franz Josef I leistet.

2. In der bisherigen Eidsformel wird an entsprechenden Stelle zum Ausdruck gebracht, dass die polnische Legion für die Umabhängigkeit und Freiheit „Polens“ kämpft.

3. Die Einrichtungen zur Schaffung der Selbständigkeit mit Bezug auf die Schlagfertigkeit, Ergänzung materielle Versorgung des polnischen Hilfskorps werden successive geschaffen.

4. Alle Legionskommanden, Behörden und Anstalten unterstehen als selbstständige polnische Institutionen im Wege des Legionskommandos dem AOK.

#### Paragraf 3

Alle von der k. und k. Armee bei der polnischen Legion befindlichen Offiziere bewahren ihr rechtliches Verhältnis zur k. und k. Armee, tragen

die Legionuniform und werden als dauernd abkommandiert betrachtet.

#### Paragraf 4

Behufs Durchführung der Reorganisation werden die polnischen Legionen es nur die operative Lage gestattet, aus der Front herausgezogen und in den Wichtigsten Garnisonsorten des Königreich Polens untergebracht.

#### Paragraf 5

Die bisherigen im Hinterlande befindlichen Institutionen der polnischen Legionen und zwar das k. und k. Gruppenkommando der polnischen Legionen wird vom AOK, die Militärsektion der Oberste Polnische Nationalkomitees (vom OPNK aufgelöst und an deren Stelle tritt die polnische Militärzentalkommission) Polska Główna Komisja Wojskowa.

Dieser Zentralkommission würde obliegen fünf Abteilungen

1. Die Werbung – Assentierung.
2. Rekruten – und Offizierausbildung
3. Materielle Versorgung.
4. Sanitätswesen im Hinterlande.
5. Zentralevidenz, Personalsammellstellen.

Die mit polnischen Hilskorps im Felde stehenden Institutionen sind dem AOK und nicht der Zentralkommission unterstellt

#### Paragraf 6

Die Zentralkommission ist was Punkt 1 anbelangt politisch vom OPNK, abhängig, was Punkte 2–5 anbetrifft militärisch organisiert, daher dem AOK untergestellt.

#### Paragraf 7

Die Details der organisatorischen Änderungen werden vom Legionskommando im Einvernehmen mit dem OPNK ausgearbeitet und zur Genehmigung dem AOK vorgelegt.

### Organisation der Werbung

Paragraf 1. Die Leitung der auf dem Territorium des Königreichs Polen geführten Werbeaktion für die polnische Legionen versieht die Polnische Militärzentalkommission (Abteilung I. Werbebureau).

Das Werbebureau hat grundsätzlich zivilen Charakter, unterliegt jedoch in allen seinen Arbeiten dem Chef der Polnischen Militärzentalkommission.

Im Detail liegt die Werbung in den Händen eines Vertrauensmannes des OPNK, dem ein Beirat bestand aus 6 Personen unterstellt ist.

Der Beirat besteht aus drei Mitgliedern Galiziens und drei des Königreichs Polens, die über Antrag des OPNK vom AOK in dieser Eigenschaft anerkannt werden.

Diese Anerkennung der Mitglieder des Beirates erfolgt in dieser Weise, dass für die sechs Mitglieder vom OPNK immer je zwei vorgeschlafen werden, wovon das AOK je eins bestimmt.

Paragraf 2. Die Werbeaktion führen Werbevertrauensmänner, dem Projekte nach Zivilpersonen, die diesbezügliche Befehle und Direktiven vom Werbebureau durch Vermittlung der als Werbekommissäre wirkenden Offiziere erhalten. Die in den einzelnen Orten des betreffenden Kreises bestellten Werbevertrauensmänner der Militärzentralcommission bilden zusammen ein ziviles Ortskomitee für Werbeangelegenheiten.

Paragraf 3. Die als Werbekommissäre wirkenden Legionsoffiziere unterstehen in allen Angelegenheiten dem Chef der Polnischen Militärzentralcommission, im Wege der als Werbeinspektoren wirkenden Legionsoffizieren.

Paragraf 4. Die Sachen militärischen Disziplin unterstehen die Werbeoffiziere mit ihrem Personale im Orte ihrer Wirksamkeit den entsprechenden bei der k. und k. Armee geltenden Vorschriften.

Paragraf 5. Die als Werbekommissäre wirkenden Legionsoffiziere sind den betreffenden Kreiskommandanten für die Werbeaktion, die ausschließlich im legalen Wege und in Rahmen der allgemeinen geltenden Vorschriften zu führen ist, verantwortlich.

Paragraf 6. Die als Werbekommissäre wirkenden Legionsoffiziere werden vom AOK über Antrag der polnischen Militärzentralcommission im Wege des Kommandos polnischer Legionen ernannt.

Paragraf 7. Die Versetzung der Werbekommissäre von einen Posten nach einen anderen wird vom Kommando der polnischen Legion über Antrag der Militärzentralcommission besorgt.

#### Die Assentierung

Paragraf 8. Die Assentierung zu den polnischen Legionen führen Assentierungs-kommissionen durch, an deren Spitze die als Werbeinspektoren wirkenden Legionsoffiziere stehen und Vorsitz führen..

Paragraf 9. In den von der k. und k. Armee occupierten Gebieten des Königreiches Polen werden drei Assentierungskommissionen und zwar in Piotrków, Kielce und Lublin aufgestellt.

Paragraf 10. Jede Assentierungskommission besteht aus dem Vorsitzenden, einen Legionsoffizier als Stellvertreter des Vorsitzenden, einem Legionssarzte, drei Unteroffizieren, sowie zwölf superarbitrierten Legionären.

Paragraf 11. Die besondere Rechte und Pflichten der Vorsitzenden obiger Kommission in ihrem Charakter als Assentierungsorgane und Werbeinspektoren wird durch ein eingehendes Reglement bestimmt.



Oryginał, maszynopis.

Haus.- Hof und Staatsarchiv, Krieg PA I, karton 1025, plik September – Dezember 1916, s. 1–4.

### Dokument nr 19

*1916 sierpień 14, Cieszyn – Raport przedstawiciela austro-węgierskiego Ministerstwa Spraw Zagranicznych Wiesnera przy Naczelnej Komendzie Armii Austro-Węgierskiej o werbunku jeńców narodowości polskiej w Turcji do Legionów Polskich.*

Wie ich einem mir seitens des k. und k. Armeeeoberkommandos zur Einsicht übersendeten Akte entnehme, hat der k. und k. Militärbevollmächtigte in Konstantinopel darauf hingewiesen, dass die in türkischer Kriegsgefangenschaft befindlichen russischen Heeresangehörigen polnischer Nationalität in der Türkei schlecht behandelt worden und bereit wären, in die polnische Legionen einzutreten, um auf Seite der Zentalmächte zu kämpfen. Anknüpfend an diese Mitteilung erbat sich General Józef Pomiankowski eine Weisung, ob er diese Angelegenheit bei Enver Pascha zur Sprache bringen solle.

Das Armeeeoberkommando hat sohin den Militärbevollmächtigten in Konstantinopel dahin instruiert, dass es zweckmässig wäre, wenn die in der Türkei befindlichen russischen Kriegsgefangenen polnischer Nationalität, insoweit dieselben bereit wären, auf unserer Seite zu kämpfen, in die polnische Legion eingereiht würden. General Pomiankowski wolle daher Enver Pascha ersuchen, er möge uns jene Kriegsgefangenen dieser kategorie, die sich freiwillig zum Eintritte in die Legion melden, zur Verfügung stellen

Hisvon beehre ich mich, Euer Exzellenz mit dem Beifügen Mitteilung zu machen, dass eventuelle Freiwillige dieser Art sofort zum Gruppenkommando der polnischen Legion instradiert werden würden.

Wiesner

Oryginał, maszynopis.

Haus.-Hof und Staatsarchiv, Krieg PA I, karton 901, plik Polnische Legionen, s. 380.

**Dokument nr 20**

*1916 sierpień 25, Cieszyn – Pismo przedstawiciela austro-węgierskiego Ministerstwa Spraw Zagranicznych przy austro-węgierskiej Naczelnej Komen-dzie Armii Wiesnera o przychylnym potraktowaniu projektu podpułkownika Władysława Sikorskiego w sprawie reorganizacji Legionów Polskich.*

Hochgeehrter Herr Minister!

Bei meiner heutigen Besprechung mit Oberst Hrnilović teilte mir dieser mit, dass ein förmlicher Statuten-Entwurf für die polnische Legion dem Armeeoberkommando nicht vorliegt. Dagegen besitzt das Armeeoberkommando vom OPNK vom Legionskommando und von Oberst Sikorski eine Reihe von Anregungen, welche sich im Wesentlichen decken und welche auf die Bewilligung folgender 3 Hauptpunkte hinauflaufen:

1) Änderung der Bezeichnung „k. und k. Polnische Legion“ derart, dass das „k. und k. wegfällt und ein neuer Name, wie etwa „Polnischer Hilfskorps“ an dessen Stelle tritt, um die erfolgte Neubenennung klar hervortreten zu lassen.

Da jedoch seitens der Legionäre die Bereitwilligkeit besteht, auch weiterhin den Landsturmeid zu leisten, handelt es sich hiebei um eine ideelle als um eine sachliche Konzession.

2) Die sogenannte „Legionisierung des Offizierskorps“ worunter verstanden wird, dass die in der Legion verwendeten Offiziere des Heeres und der Landwehren die Legionsunifor tragen.

3) Gewährung von Fahnen an die einzelnen Legions – Regimenter.

Das Armeeoberkommando steht allen diesen Wünschen sympathisch gegenüber und beabsichtigt, da es sich um Angelegenheiten handelt, deren Entscheidung Seiner Majestät vorbehalten ist, die Bewilligung dieser Petite Allerhöchsten Ortes zu beantragen.

Besprechungen über diese Sache sind im Gange und erlaube ich mir zu bemerken, dass General Puchalski momentan hier anwesend ist.

Genehmigen Sie, Hochgeehrter Herr Minister, den Ausdruck meiner ausgezeichneten Hochachtung und Verehrung.

Wiesner

Oryginał, maszynopis.

Haus.-Hof und Staatsarchiv, Krieg PA I, karton 901, plik 8 A, September – Dezember 1916, s. 5.

## Dokument nr 21

*1916 sierpień, Kraków – Pismo podpułkownika Władysława Sikorskiego z podziękowaniem za skuteczną interwencję w sprawie wydelegowania doktora Stanisława Wędkiewicza do Sztokholmu.*

Ich bitte Eure Exzellenz für das liebenswürdige Entgegenkommen und die aktive Interwention in der Angelegenheit des Dr Stabisław Wędkiewicz meinen wärmsten Dank entgegennehmen zu wollen. Infolge unvorhrgesehener Schwierigkeiten begibt sich Dr Wędkiewicz erst gegen Ende dieses Monats nach Stockholm, wo er sich um den 7 september beim Grafen Hadik melden wird.

Um den russophilen Tendenzen erfolgreich entgetreten zu können muss Dr Wędkiewicz eine rege Korrespondenz mit der Militärsektion des OPNK unterhalten, und zwar diplomatischen Wege, weil diese Nachrichten meistens vertraulicher Natur sein werden. Graf Hadik hat darin eingewilligt; er hat indessen um die Mitteilung gebeten, dass das k. und k. Ministerium des Aeussern nichts dagegen habe.

Zugleich erlaube ich mir auch, Eure Exzellenz um eine analoge Erleichterung der Korrespondenz für Herrn Josef Karasiewicz, Redakteur aus Detroit (Nord Amerika) zu bitten. Dieser letztere war auf der Reise zu den Legionen unterwegs, verblieb indessen auf unser ausdrückliches Vorlangen in Kopenhagen und verpflichtete sich, den Verkehr mit den Polen in Amerika zu vermitteln.

Wenn Eure Exzellenz meinem obigen Ersuchen zustimmen sollte, bitte ich um die gefällige Benachrichtigung, zu wessen Händen im Ministerium des Aeussern ich die für unsere beiden Vertrauensmännern bestimmte Korrespondenz liefern solle.

Ich verbleibe mit ganz besonderer Hochachtung Władysław Sikorski.

Oryginał, maszynopis.

Haus.-Hof und Staatsachiv, Krieg PA I, Karton 901, plik 8 A, September – Dezember 1916, s. 4.

**Dokument nr 22**

*1916, wrzesień 4, Lublin – Raport hrabiego Thurna, przedstawiciela austro-węgierskiego Ministerstwa Spraw Zagranicznych przy lubelskim generał-gubernatorze dla ministra spraw zagranicznych Stefana Buriana.*

Obwohl es wahrscheinlich ist, dass die beiden Abschrift mitfolgenden Eingaben des „Rates der Oberste“ der polnischen Legionen an das OPNK und den Obersten Sikorski Euer Exzellenz schon auf anderen Wege bekannt geworden sind, zögere ich – zur Sicherheit – mit der Vorlage nicht, sind es ja doch die sichersten Anzeichen ungesunder Verhältnisse in den Beziehungen zwischen den Legionen und dem OPNK und dessen Militärdepartament.

Schon wiederholt habe ich mir erlaubt darauf hinzugewiesen, dass das bisher geübte selbst-herrliche Vorgehen des OPNK auf Congressgebiete schädlich ist und als fremde Einmischung empfunden wird, ein Urtheil das dem ursprünglichen loyalen, patriotischen Geist des Komitees gewiss keinen Abbruch thut, dass es aber höchste Zeit wäre die Methoden zu reformieren und nicht atarr-sinnig in einer Richtung zu verharren, die uns in den letzten Monaten auf böse Abwege geführt hat.

Ob dieses starre Festhalten am bisherigen auf das Vorwalten persönlicher Rückzuführen ist -wie von mancher Seite behauptet wird – kann ich natürlich nicht beurtheilen, solche Neben-erscheinungen sind gewiss auch in Gegenlager zu finden, ich muss aber feststellen, dass der Zwiespalt zwischen den Legionen und dem OPNK Dimensionen annimmt die unserer Sache schwer schädigen müssen.

Während meinen vertraulichen Informationen zu Folge von deutscher Seite schon auf die Möglichkeit der Verlegung des ganzen Legionenapparats nach Warschau gesprochen wird, befeden sich auf unserem Okkupationsgebiet Legionen und Militärdepartement, OPNK und CKN immer heftiger und diese Erscheinungen in Verbindung mit der von Deutschland gewollten Hinausschiebung jeder Veröffentlichung der nunmehr gemeinsam festgesetzten Lösung der polnischen Frage drängen immer mehr Anhänger aus unserem Lager und verstärken die Reihen der Gegner.

Man hat mir erzählt, dass der von mir schon mehrfach genannte Dr Stecki, der befähigste unter den Nationaldemokraten hier, bei dem erst kürzlich austrophile Neigungen entdeckt worden waren (mein Bericht Nr 9 von 11 August) sich jetzt über den Zwist Legionen – OPNK, dahin geäußert haben soll, dass dieser zu einem Bruche drängende Antagonismus nur erfreulich sei, da er eine allgemeine gleiche politische Orientierung her-

beiführen müsse, und diese werde russisch sein. Gelingen die Russen wieder nach Polen zurück, so sei diese Nationalorientierung am günstigsten, bleibt Polen von den Zentralmächten occupiert, so werde sich schon ein passender Ausweg finden.

Es ist als ob dieses Land von der Vorsehung dazu bestimmt wäre ein Zankapfel zwischen Feindlichen und zwischen Verbündeten Staaten zu bleiben, bei einem ratlosen Hader aller inneren Parteien.

Übrigens ist das an das OPNK gerichtete Schriftstück des „Rates der Oberste“ keine reine Fedeschrift. Der Brief schlägt vielmehr ein Kompromiss vor, das meiner Ansicht nach nicht einfach abzuweisen wäre

Als dunkelster Factor erscheint mir im ganzen polnischen Rankspiel unser Verbündeter, der mir noch knapp vor der rumänischen Kriegserklärung den – rein persönlichen – Eindruck machte als suche er coute que coute eine Verständigung mit Russland. Ich kann mir kaum denken, dass eine solche Absicht auch jetzt noch besteht, dann aber wird die gewollte weitere Verzögerung einer Enunciationen bezüglich Polens unverständlich.

Andrian

Oryginał, maszynopis.

Haus.-Hof und Staatsarchiv, Krieg PA I, karton 901, plik 8 A, September – Dezember, s. 20–27.

### *Załącznik nr 1*

An Herrn Obersten Sikorski  
Chef des Militärdepartaments des OPNK

Über Auftrag des „Rates der Oberste“ bringe ich Ihnen folgenden von ihm beschlossenen Antrag zur Kenntnis.

Der „Rat des Oberste“ hat die vollständigste Geschlossenheit und das wollste Einverständnis innerhalb des Heeres geschaffen entgegen dem früher herrschenden Antagonismus, der von fremden Elementen, die die Legionen beherrschen, tendenziös und demagogisch angestiftet wurden.

Der in obiger Weise erzielte, einen riesigen moralischen Wert darstellende militärischer Solidaritäts Factor darf keinesfalls vom Hinterlande der Legionen werwirt und in Misskredit gestellt werden. Leider mehren sich doch die Tatsachen, dass die Offiziere des Hinterlandes die Beschlüsse des „Rates der Oberste“, sei es aus opportunistischen Rücksichten, sei es in-

folge eines äusseren Druckes nicht erfüllen wollen oder schliesslich – was am sträflichsten ist – auf eigene Faust ihren Einfluss auf die Bestimmungen und den Willen der Kampfformationen auszuüben trachten.

Das antagonistische Wirken der Offiziere des Hinterlandes ruft äusserlich zweifellos den Eindruck einer inneren Schwäche und Entzweiung in den Legionen hervor. Der „Rat der Oberste“ wird niemals eine Hegemonie des Hinterlandes und seinen Ungehorsam gegenüber dem Willen des Heeres dulden wird die Lossreissung der Bande der allgemeinen Solidarität nicht zulassen; sowohl mit Rücksicht auf das Wohl des ganzen Polens, als auch auf die Entwicklung des Heeres wird er auch nicht dulden, dass einzelne Individuen das Blut und die Opfer der Legionen billig und leicht, doch ohne Einverständnis der Gesellschaft liquidieren sollen.

Der Rat der Oberste wendet mit Nachdruck die Aufmerksamkeit darauf, dass die Unruhestifter und Schachenerer, diejenigen, welche angesichts des Willens des Heeres sich eines Mangels an Solidariät schuldig gemacht haben, für ausserhalb der Legionsgemeinschaft stehenden Personen betrachtet werden.

Im Felde, am 24 August 1916

Josef Piłsudski mp  
Josef Haller de Hallenburg mp  
Kasimir Sosnkowski mp  
Boleslaus Roja mp

*Załącznik nr 2 (tłumaczenie z języka polskiego)*

An das Oberste polnische Nationalkomitee  
Zu Händen des hochwohlgeborenen Herrn Obmannes  
(Biliński und Jaworski)

Durch die vorliegende Schrift wenden sich die gefertigten höheren Offiziere der polnischen Legionen an das Obeste Nationalkomitee mit dem Ersuchen um eine ergiebige Beschützung des Heeres, Verteidigung seiner Interessen, Unterstützung seiner Ziele und Bestrebungen.

Diesem Schritt unternehmen wir in der Überzeugung, dass das Oberste polnische Nationalkomitee den Keim der polnischen Regierung und nicht etwa nur eine Provinzrepräsentanz darstelle: daraus folgt nach unserer Anschauung für das OPNK die Pflicht und die Notwendigkeit zur

Unterstützung unserer Aspirationen, welche die Umbildung der Legionen in ein polnisches Heer fordern.

Auf Grund vorstehender Voraussetzungen äussern wir die Meinung, dass die Behauptung von der Unzulässigkeit einer Intervention des Obersten Nationalkomitees zugunsten der Legionen, mit Rücksicht auf die Schädlichkeit oder Unmöglichkeit einer Einmischung der Zivilbehörden in den Wirkungskreis der Militärbehörden – ein falsches und unwesentliches Argument ist.

Ohne Rücksicht auf das Ergebnis der von uns eingeleiteten Aktion, werden die Legionen nicht aufhören sich als polnisches Heer zu betrachten. Sollte die gegenwärtige polnische Regierung in ihrer Keimform nicht genug Kraft zur Verteidigung und Unterstützung des Heeres bekunden, dann werden die geschlossenen Reihen der Legionen nicht passiv bleiben können, weil sie das Opfer der gefallenen Kameraden zu hoch schätzen, als dass sie auf eine neuerliche Hinausschiebung unserer bescheidenen und für unser bestehen so sehr notwendigen Erfordernisse einwilligen sollten.

Sowohl mit Rücksicht auf das Wohl des ganzen Polens, als auch auf die Entwicklung des Heeres können wir auch nicht gestatten, dass man sich auf das Blut und Opfer der Legionen zu diesem Zweck der berufe um ohne Einverständnis der Nation einen Einfluss in der Gesellschaft zu erlangen.

Wir legen dem Obersten Nationalkomitee folgende Punkte zur Erwägung und Berücksichtigung vor:

1) Wir ersuchen um ausdrückliche Hervorhebung gegenüber der österreichischen Regierung, dass sich die jetzigen Legionen und deren zukünftiges Gebilde, ausschliesslich als ein polnisches Heer, das sich für die Unabhängigkeit Polens schlägt und stirbt, betrachtet werden können und müssen.

2) Wir ersuchen, schleunigst eine Verständigung mit der Delegation der Parteien in Warschau behufs Bildung einer gemeinsamen provisorischen Regierung, zu suchen, was ausschliesslich die gehörige Entscheidung der Polenfrage überhaupt und Angelegenheit des Heeres garantieren kann.

3) Wir ersuchen um die energische Unterstützung der in unserer Denkschrift an das OPNK präzisierten Forderungen bei den massgebenden Kreisen, mit spezieller Betonung der Angelegenheit der Legalisierung des Oberkommandos der Legionen, welches eine eigene, polnische vor der eigenen Gesellschaft und Regierung verantwortliche Institution sein soll.

4) Wir ersuchen um Auffassung des Militärdepartaments des OPNK bis zur Berufung einer anderen, im Einverständnis und gemeinsam mit dem Königreiche, schon auf Grund einer prinzipiellen Entscheidung in der Angelegenheit des Heeres gebildeten Institution. Wir ersuchen auch die Werbungsaktion in der gegenwärtigen Form und auf bisherigen Grundlagen

einzustellen; bringt doch die Werbung dem Heere an Stelle des erwarteten Kräftezuwachs es nur Schmach – weil sie seine Reihen mit einem schlächten, moralisch minderwärtigen Material ausfüllt, bei dem sich die Fälle des Überläufertums zu den Russen mehren.

5) Wir erachten uns für verpflichtet hervorzuheben, dass durch die bereits erzielten, vortheilhaften Veränderungen in der Angelegenheit der Abzeichen, Titulierung, Chargen etc etc, die Aspirationen und Bestrebungen der Legionen keinesfalls erschöpft oder befriedigt werden können. Wir erwarten grundsetzliche Entscheidungen – und, solange diese nicht erfolgen werden – bleibt die von uns in den Schlussanträgen unserer Denkschrift an das OPNK gestellte Alternative in voller Geltung.

6) Wir ersuchen um Einleitung enntgültiger Schritte behufs sofortiger Zurückziehung der bis zum Aeussersten erschöpften Legionen von der Front, sowie behufs Verwendung ihrer verbleibenden Reste als Kadermaterial zur zukünftigen Bildung von zu weiteren Mühsalen fähigen Formationen der polnischen Heere. Der gegenwärtige Stand eines jeden Regiment überschreitet nicht die Zahl von 300 – 400 Gewehren; der kranke un bis zum äuseersten Grenzen erschöpfte Soldat geht weiters massenhaft in die Spitäler ab.

Bei diesen Bedingungen kann mit der Existenz der Legionen nur auch Wochen gerechnet werden.

7) Speziell in Angelegenheiten der Offizierschulen von deren beabsichtigen Schaffung die offizielle Ankündigung bereits erfolgt ist, drücken wir unsere, auf zwei jähriger Kriegserfahrung fussende Überzeugung aus, dass diese Schulen nur unter Bedingung gute Ergebnisse zeitigen können wenn der Schulkommandant, das Lehrpersonal un die Schüler nicht dem Kreise der in den Etapen weilenden, sondern den ausgedienten Frontoffizieren und Unteroffizieren entnommen werden. Sollte der vorstehende Grundsatz keine Berücksichtigung finden, dann werden die projektierten Offizier-schulen ein Teerrein protektionellen Einflüsse, ein bequemes Asyl für alle Gatungen der Drück-bergerei, schliesslich eine schreiende und höchst unmoralische Unge-rechtigkeit werden gegenüber vielen Offizieren, die in harter Kampfsmühe ihrer Gesundheit und Kräfte zerstört haben, gegenüber Hunderten von aus-gedienten Unteroffizieren, die nicht selten vom Beginne des Krieges fruchtlos auf ein Avancement warten.

8) Wir ersuchen, das für sämtliche Angelegenheiten die das polnische Heereswesen betreffen, eine aus höheren Frontoffizieren der Legionen, die doch in dieser Richtung die besten Erfahrungen und einen guten Willen haben, zusammengestellte Militärkommission eingesetzt werde. Diesen Punkt betrachten wir als äusserst wichtig. weil bis jetzt alle Veränderungen ohne



irgendwelche Anpassung an unser Leben und unsere Bedürfnisse auf uns fielen, was notwendigerweise schädliche Reibungen und Missverständnisse nach sich zog.

Wir betrachten es weiter für angemessen, dass alle Hilfsfunktionen im Obersten Nationalkomitee, sowie in den zu bildenden Institutionen von Frontoffizieren und Soldaten, welche ihre Gesundheit an der Front verloren haben besetzt werden.

In der Überzeugung, dass das Oberste Nationalkomitee uns und unsere besten Intentionen versteht, drücken wir die Hoffnung aus, dass alle technischen, das Heer betreffenden Angelegenheiten im Einverständnis und nach Fühlungnahme mit den diesbezüglichen kompetentesten Leuten, das heist mit den Repräsentanten der Frontformationen zur Erledigung gelangen werden.

Wir erachten uns schliesslich für verpflichtet zu erklären, dass der Rat der Oberste behufs Erlangung der Einheitlichkeit innerhalb des Heeres entstanden ist.

Mangels einer äusseren Hilfe nötigten die fatalen Bedingungen, die hoffnungslose Lage und der Zustand der Legionen zur Einleitung einer Aktion, die zunächst die selbstständige Erlangung primitiver Rechte, schliesslich auch die Erhaltung des Bestehens unserer Reihen zum Zwecke hat.

Die Gefertigten werden mit Freude den Augenblick begrüssen, in welchem eine kräftige und zweifellos entsprechende politische Institutionen oben dargestellte Sorgen übernehmen wird.

Im Felde, am 20 August 1916

Gefertigt:

Josef Piłsudski mp.

Kasimir Sosnkowski mp.

Josef Haller de Hallenburg mp.

Boleslaus Roja mp.

**Dokument nr 23**

*1916 wrzesień 12, Cieszyn – Pismo przedstawiciela austro-węgierskiego Ministerstwa Spraw Zagranicznych przy austro-węgierskiej Naczelnej Komendzie Armii do ministra Stefana Buriana o niemieckich poglądach na sprawę dalszego ukształtowania Legionów Polskich.*

In der Anlage bere ich mich, Euer Exzellenz die Abschrift eines Berichtes des Vertreters des k. und k. Armeeoberkommandos beim kaiserlich deutschen Generalgouvernement in Warschau vorzulegen, worin eine meldung des Legions-Obersten von Sikorski an Oberst von Paic reproduziert wird. Diese Meldung bezog sich auf die von deutschen Offizieren geäusserten politischen Ideen in der Frage der Ausgestaltung der polnischen Legionen, sowie der polnischen Frage überhaupt.

Thurn

Oryginał, maszynopis.

Haus.-Hof und Staatsarchiv, Krieg PA I, karton 1025, plik 8 A, s. 49–51.

Załącznik był przesłany do Cieszyna przez przedstawiciela austro-węgierskiej Naczelnej Komendy Armii pułkownika Paica. Został oparty na relacjach pułkownika Władysława Sikorskiego.

*Załącznik*

Legionoberst von Sikorski erstattete mir heute folgende dienstliche Meldung.

Die letzten Tage weilte er an der Front bei den Legionen. Gemeinsam mit General von Puchalski begab er sich am 4 dieses Monats nach Brest Litowsk, wo sie vom Oberbefehlshaber Ost empfangen wurden

Der Chef des Stabes, Oberst von Hoffmann, äusserte sich in anerkennenden Worten über die Tätigkeit der Legionen, betonte die dem Ober – Ost bekannten Schwierigkeiten, die für das Legionskommando durch die Persönlichkeit des Oberst Brigadiers Piłsudski entsprangen und bemerkte, dass die letzte Anzeige über Piłsudski (betreffend eigenmächtiges Zurückverlegen der Reserve) vom Ober – Ost entsprechend der Intention des Legionskommandos befürwortet, an das k. und k. Armeeoberkommando weitergeleitet wurde.

Oberst von Hoffmann sprach des weiteren von der Notwendigkeit eines Fortschrittes in der Frage der polnischen Legionen und entwickelte ungefähr folgende Gedanken.

1) Eine Ausdehnung der Werbung für die Legionen auf den Befehlsbereich des Ober – Ost erscheine ihm angezeigt und wäre realisierbar; sie stosse höchstens im Gebiete Litauens auf politische Bedenken. Eine grosse Schwierigkeit liegt allerdings darin, dass die Legionen einen Teil der österreichischen Wehrmacht bilden!

2) Im Bereiche des Generalgouvernements Warschau wäre an eine Werbung für die Legionen nicht zu denken. Dort plane man die Schaffung neuer polnischen Formationen, die weder einen deutschen noch einen österreichischen, sondern einen rein polnischen Charakter haben würden. Gedacht ist die Austellung eines polnischen Korps und zwar vorläufig im Wege der freiwilligen Assentierung. Die Ausnützung der Legionen als Kadres für diese Neuformationen wäre sehr erwünscht; im Falle dies unmöglich wäre, müsste man sich anders helfen. Die Absicht, in dieser Frage mit leitenden Politikern in Warschau Fühlung zu nehmen, ist vorhanden.

3) Oberst von Hoffmann fragte endlich, von welchen Voraussetzungen die Asnützung des ganzen Menschenmaterials Polens abhängig wäre.

Oberst von Sikorski antwortete, dass die politische Voraussetzung hiefür in der Schaffung der polnischen Staatlichkeit läge. (Werbung) könnten nach seinem Urteil 70.000 Mann gewonnen werden, während die Stellung mindestens 350.000 Soldaten ergeben könnte. Um auf die Legionen als Kader für grössere Verbände überhaupt rechnen zu können, wären sie ehestens aus der Front zu ziehen, in grösseren Orten zu retablieren und moralisch zu konsolidieren (Konzessionen).

\*

Ich habe dem Oberst von Sikorski zugesagt, dass ich diese mir erstattete Meldung dem AOK zur Kenntnis bringen werde – was hiemit geschieht.

\*

Aus dem mit Sikorski weitergeführten Gespräche über seine Eindrücke, gewann ich folgedes Bild.

Piłsudski hat vorläufig die Oberhand. Die Legionen sind verhetzt, übermüdet, deprimiert – und nur in einem Gefühle einig: das ist das Misstrauen gegen das Legionskommando.

Deutsche Offiziere sollen wiederholt gegenüber Legionären betont haben, dass die Lösung der polnischen Frage nur wegen unserem Widerstand verzögert wird. Die macht böses Blut, so dass es – nach Worten Sikorskis

– schwer ist, innerhalb der Legionen „die Autorität Österreichs gegenüber Deutschland zu erhalten“.

Die Namen der deutschen Offiziere, die in solcher Weise vorgehen, konnte ich nicht konstatieren. Ich glaube aber, die Aufmerksamkeit des AOK auf den beim Legionskommando eigentlichen Verbindungs-offizier, den preussischen Rittmeister Grafen Mielżyński, lenken zu sollen, dessen Tätigkeit mir – von unserem Standpunkte aus – nicht einwandfrei erscheint.

Jedenfalls erschiene es mir aber angezeigt, bei einer weiteren Verzögerung in der polnische Frage nicht länger das Odium auf uns zu belassen, dass wir das retardierende Element sind. Mittel und Wege hiezu stehen gegenügend zu Gebote – nur müsste es genehmigt werden, allen die hören und sehen wollen, die Wahrheit zu eröffnen.

#### Dokument nr 24

*1916 wrzesień 14, Piaseczno – Raport generała Stanisława Puchalskiego o pilnej konieczności usunięcia Brygadiera Józefa Piłsudskiego z Legionów Polskich.*

Auf heutige telephonischen Befehl des Korpskommandos des [Gruppe der Infanterie] Fath<sup>27</sup> berichte ich nachstehend.

Um die Gründe, welche für eine absolute Notwendigkeit der Entfernung des Brigadiers von Piłsudski und seines Anhanges aus den Legionen sprechen, vollkommen zu verstehen ist es notwendig seine ganze Geschichte und seine politische und militärische Tätigkeit genau zu kennen.

Diese ist in Schlagworten folgend

Piłsudski, welcher schon als Student den geheimen revolutionären Verbindungen angehört hat, wurde seit Jahren von den russischen Behörden verfolgt.

Durch seine hohen konspiratorischen Fähigkeiten erlangte er schon frühzeitig eine leitende Stellung in diesen sozialistisch-anarchistischen Organisationen und benützte jede Gelegenheit zum Kampfe gegen Russland.

---

<sup>27</sup> Fath to nazwisko austro-węgierskiego generała, który był dowódcą wymienionego korpusu.

Während des russisch-japanischen Krieges versuchte er in Russische Polen eine sozial-nationale Revolution zum Ausbruche zu bringen, wozu er auch Japans Hilfe ansuchte. Als jedoch ein Teil der Gemässigten aus Furcht vor der sozialistischen Richtung der Bewegung zurücktrat und Japan sich passiv verhielt, misslang die Aktion.

Erst nach dem Kriege gelang es ihm die rein sozialistisch- anarchistischen Elemente zum offenen Kampfe zu bringen, welche erst im Jahre 1906 durch die russische Regierung im blutigster Weise bewältigt worden konnten.

In diesem Kampfe verlor er bald Führung über die von ihm entfesselten Elemente, was zur Folge hatte, dass aus der ursprünglich nur gegen Russland gerichteten Revolution ein anarchistischer Banditismus entstand, der für Russisch-Polen von verhängnis vollsten Folgen wurde.

Als ihm der Boden in Russisch – Polen zu heiss wurde und die durch ihn ursprünglich gut gemeinten Absichten in dieser Art fehlschungen, übersiedelte er nach Galizien, wo er sich der Bildung militärischer Organisationen zur Befreiung Polens vom russischen Joche widmete.

Er fand einen geeigneten Boden in der Unzahl von Emigranten und besonders Studierenden, welche Russisch – Polen aus politischen Gründen verlassen hatten und verstand bald die schon existierenden freiwilligen militärischen Organisationen zu vereinigen und unter seinen Einfluss zu bringen.

Diese Organisationen, welche in der ersten Zeit vollkommen geheim waren, erhielten als Österreich-Ungarn den Krieg mit Russland als unabwendbar erkannte, ihre Legalisation und wurden von ihren Leitern nach und nach in die bestehenden Schützenorganisationen umgewandelt.

Piłsudski trat in Verbindung mit österreich-ungarischen Heeresverwaltung und machte ihr verschiedene Vorschläge, die darin gipfelten, dass er ihr versprach, im Kriegsfall mit Russland in Russisch-Polen einen gross angelegten bewaffneten Aufstand zu organisieren.

Die Ereignisse des Jahres 1914 brachen jedoch derart unvermittelt ein, dass Piłsudski von ihnen vollkommen überrascht wurde und keine Zeit hatte, seine in Russisch-Polen verbreiteten Anhänger rechtzeitig zu avisieren und zu versammeln.

Er brach daher nur mit einer schwache, nicht organisierten, schlecht bewaffneten und nicht im gerinsten ausgerüsteten Schützenabteilung am 6 August 1914 über die Grenze in Russisch-Polen ein und gelangte mit ihr bis Kielce.

Seine Hoffnung auf Entfachtung eines allgemeinen Astandes schlugen

fehl, was seinen Grund teils in der mangelhaften Vorbereitung des Unternehmens, teils aber in dem direkten Widerstande der Bevölkerung, welche dem Pilsudski seine anarchistische Tätigkeit in den Jahren 1905 bis 1906 nicht vergessen konnte und schliesslich in dem rücksichtslosen Verhalten seiner Schützen gegenüber der Bevölkerung hatte.

Imzwischen konstituierte sich am 16 August 1914 das Oberste Polnische Nationalkomitee, wodurch eine neue Legale Ära der polnischen Freiheitsbewegung begann.

Pilsudski wurde durch das AOK gezwungen in Kielce den Eid abzulegen und hiedurch sich den durch das OPNK geschaffenen Legionen anzuschliessen.

Diese Organisation, welche vom k. und k. Armeeoberkommando legalisiert wurde, sollte eine zwar aus Freiwilligen, aber auf allgemein geltigen, rein militärischen Grundlagen geschaffene Truppen ergeben, Das AOK behielt sich die Ernennung eines k. und k. Generalen zum Kommandanten der Legion und die Einteilung einer entsprechenden Anzahl von Berufsoffizieren in dieselbe vor.

Hiedurch waren alle Aspirationen Pilsudskis, der von seinen masslosen Ehrgeiz getrieben, immer eine diktatorische Gewalt in Polen anstrebe und dies ganz offen jederman verkündete, entgültig gestört und nun begann sein rücksichtsloser Kampf gegen Legionskommando, der bis heute ohne irgend welche Unterbrechung geführt wird.

Wenn man die Persönlichkeit Pilsudskis, der ohne Widerspruch als ein eminent befähigter, mit allen konspiratorischen Methoden wohl vertreuter und auf seine Umgebung suggestiv wirkender Mann bezeichnet werden muss, dessen militärisches Wissen und Können jedoch nur dilettantisch ist, und dessen Charakter, von dem grenzlosen Ehrgeiz vollkommen beherrscht, keinerlei Gewähr bietet, richtig einschätzt, kommt man sehr bald zur Einsicht, dass eine solche Individualität auch eine auf festerer Basis als die Legionen gegründete Organisation in der nachteiligsten Weise beeinflussen und schliesslich vollkommen sprengen muss.

Will man daher das Bestehende in den Legionen erhalten oder gar dieselben als Grundlage für einen weiteren grosszügigen Ausbau benützen, so muss unbedingt alles darangesetzt werden, damit sowohl diese selbst, als auch das Hinterland dem Einflusse dieses Demagogen und eines Anhangs entzogen werden und die Verbreitung seiner Thesen verhindert wird.

Diese vom Brigadier von Pilsudski aufgestellten und offen verbreiteten Maximen sind.

1. Die Legionen sind kein reguläres Militär und sind auch nicht be-

rufen, es je zu werden. Sie sind eine auf spezieller Grundlage bestehende, landsturmähnliche Kampforganisation, welche durch rein ideale Grundsätze zusammengehalten und geleitet wird und den Zweck hat, eine seinerzeitige milizartige Militarisierung Polens herbeizuführen.

2. Zur Führung und Organisierung der Legionen sind ausschliesslich nur Angehörige der seinerzeitigen Schützenorganisationen und unter denselben in der erster Linie jene, welche aus Russisch-Polen stammen, berufen.

Kommandant der Legionen kann nur Piłsudski sein, da er die Schützenorganisationen vereinigte und überdies aus Russisch-Polen, respektiv Litauen stammt. Er ist auch berufen die höchste Gewalt im Hinterlande zu repräsentieren und als solcher quasi einen gleich berechtigten Verbündeten der Zentramächte abzugeben. Er hat weiters das alleinige Recht, drüber zu entscheiden, ob das polnische Volk sich an dem Kampfe gegen Russland durch Stellung von Rekruten zu beteiligen habe oder nicht.

3. Kein österreich ungarische General ist; wenn er auch die besten Intentionen haben sollte und selbst die Legionsuniform tragen würde, befähigt und berechtigt, die polnischen freiwilligen Truppen zu führen.

4. Die Inelligenz und das militärische Wissen der Legionsoffiziere, besonders aber jener der I Brigade, ist so hoch, dass dieselben jeden Posten in den Legionen bekleiden können. Hiedurch ist jede Verwendung von Berufsoffizieren, welche unangenehme Kontrollorgane angesehen werden, vollkommen überflüssig, ja sogar schädlich.

5. Nachdem die Legionäre durch ihre ideellen Grundsätzen zusammengehalten werden, ist eine militärische Erziehung und langwierige Disziplinierung der Rekruten vollkommen überflüssig und es genügt, sie durch etwa 14 Tage in der Handhabung der Waffen zu üben, um sie sodann als fertige Soldaten in die Abteilungen einzuteilen.

Diesen offen propagierten, für den Geist der Legionen höchst gefährlichen Grundsätzen muss entgegengestellt werden.

1. Im Verbande von regulären Armeen können Freiwillige Organisationen nur dann erspriesslich mitkämpfen, wenn sie auf Grundlagen, welche jenen der Armeen identisch sind, geschaffen wurden.

Dies erfordert, dass die Offiziere und Mannschaften vor allen militärisch erzogen und diszipliniert sind.

Die nach den Prinzipien Piłsudskis organisierte und geleitete I Legionsbrigade entspricht diesen Grundbedingungen nicht, da sie grösstenteils aus den revolutionären Parteigenossen des Jahres 1905 hervorgegangen, den so-

zialistischen Stempel derselben trägt. Sie ist eben keine Truppe, sondern ein sozialer Verein, der von den demagogischen Despotismus seines Führers und seinen suggestiven Praktiken zusammengehalten wird.

Äussere Zeichen dessen sind, eine Brigadeoffizierkassa für Parteizwecke, das merkwürdige Verhältnis der Mannschaft zu den Offizieren, der geringe Unterschied zwischen denselben, die gegenseitige Titulatur per „obywatel“ (Citoyen), die sehr mangelhafte innere Disziplin, die vollkommen unmilitärische Art der Befehlgebung (Beratungen und lange Belehrungen statt Disponierung und endlich die Gewohnheit der höheren Kommandanten (Pilsudski und Sosnkowski) keine Distinktionen zu tragen (egalité)

2. Bei aller Hochachtung für die Fähigkeiten, den guten Willen und die Tapferkeit der Legionenoffiziere, kann denselben die Eignung für die höhere Führung nicht zugestanden worden, da sie weder eine entsprechende theoretische Bildung, noch eine praktische Erfahrung hierüber haben.

Was den Brigadier von Pilsudski selbst anbelangt, so hat derselbe entschieden eine angeborene sehr gute militärische Begabung, sowie eine im Laufe der Zeit gewonnene Routine, die ihn befähigt, als Guerillas recht gut zu entsprechen. Die Führung einer Brigade im Vorbande mit anderen Truppen stösst bereits auf Hindernisse, da er kein Verständnis auf ein Zusammenwirken mit denselben hat und wegen seines Charakters auf sie keine Rücksicht nehmen will.

Der Führung einer Division oder eines noch grösseren Körpers ist er entschieden fachlich nicht gewachsen und müsste er sehr bald versagen. Seine Nichteignung hiezu ist aber vornehmlich durch seinen Charakter bedingt. Masslos ehrgeizig und herrschsüchtig, erkennt er keine Autorität an und sucht sich dem Einflusse der Vorgesetzten unter allen Umständen zu entziehen.

Um seine Ziele zu erreichen, wendet er alle Mittel an, ist ebenso unaufrichtig wie selbst ungehorsam, intrigiert gegen jeden Konkurrenten wie Vorgesetzten und hetzt alle seine Untergebenen sowie auch Fremde gegen das vorgesetzte Kommando auf.

Sein einmal ins Auge gefasstes Ziel, in ganz Polen eine entscheidende historische Rolle zu spielen, verfolgt er unablässig ohne Rücksicht auf das wahre Interesse des Volkes und wird hierin von seiner näheren Umgebung, die sich an seiner Grösse sonnt, nicht nur unterstützt, sondern auch in diesen Bestrebungen bestärkt.

Es ist eine völlig irrige Meinung, wenn man glaubt, dass die Ansichten und Pläne Pilsudskis jene des ganzen polnischen Volkes sind. Im Gegenteil, in den Augen aller vernünftigen und gemässigten Parteien erscheint er als



Verkörperung der radikal-sozialistischen, ja anarchistischen Richtung, die dem sehr konservativen und klerikalen polnischen Volke höchst unsympathisch ist, und nur von einer zwar kleinen, aber desto rührigeren Minorität verfolgt wird.

Daher der offene Widerwillen der besitzenden Klassen, der Bauernschaft und der Geistlichkeit gegen Piłsudski, der im Jahre 1914 im Raume westlich der Weichsel und im Jahre 1915 in Warschau ein völliges Vorsagen seiner Austands – und Werbebestrebungen gebracht hat, und der jetzt die Ursache der in diesen Kreisen nur sehr schwachen Sympatien für die Legionen überhaupt ist.

Ein weiterer verhängnisvoller Fehler Piłsudskis ist, dass er wohl alles Bestehende zerstören kann, nicht aber etwas Solidess zu schaffen vermag.

Sobald er nur irgend etwas organisiert und die Sache nicht nach seinem Geschmack geht, so zerstört er sie selbst ohne Rücksicht auf die Folgen für sich und Allgemeinheit.

Dies ist die Folge seiner ganzen Erziehung unter dem russischen Drucke, der eine destruktive Reaktion gegen jede staatliche Autorität jedem Freiheit liebenden Menschen einimpfen musste.

Sogar jenes Werk, dessen Initierung ihm das Volk zuschreibt, das ist die Legionen, Schädigt er rücksichtslos, indem er, insolange er keine Gewähr hat, deren Oberbefehl zu erhalten, nicht nur die totalste Agitation gegen die Werbung zu denselben entwickelt, sondern so weit geht, dass er offen für deren Auflösung eintritt.

Mit einem Worte, alles, was er nicht beherrschen kann, muss, seiner Ansicht nach, zerstrümmert werden.

Welchen Schaden er dem Volke und den Legionen damit anrichtet, kann schon aus der einfachen Betrachtungen über seine Anti-Werbeagitation entnommen werden.

Weil er nicht Legionskommandant ist und weil er bei seinem Erscheinen in Warschau im August 1915 nur sehr kühl aufgenommen wurde und nur sehr wenige Anhänger in seine Reihen zog, erklärte er die Passivität des polnischen Volkes als höchste nationale Tugend und stempelt jeden, der mit dem Waffen in der Hand für die Freiheit und Unabhängigkeit kämpfen will, zu einem Volksverräter, verbleibt aber selbst auf seinem Posten.

Dass er mit diesem Schlagworte allen Feiglingen etc. in die Hand arbeitet und ihnen für ihre Unentschlossenheit eine patriotische Ausrede gibt, daran vergisst er vollkommen.

Sind diese vorangeführten Tatsachen schon geeignet, die Gefährlichkeit Piłsudskis in politischer Richtung zu beweisen, so treten hiezu Dinge, die aus

rein militärischen Rücksichten seine Belassung in den Legionen unmöglich erscheinen lassen.

Vor allem muss bis an den Grössenwahn grenzender Ehrgeiz und seine Eitelkeit hervorgehoben werden, welche die Disziplin in den Legionen im Höchsten Grade schädigen.

Ohne mehr als einfacher Brigadier zu sein, gibt er sich den Anschein und den Titel eines Oberkommandanten der Legion. Er lässt sich nur als „Obywatel – wódz“ (Citoyen – Commandant en chef) titulieren und bei je der Gelegenheit in der ihm ergebenden Sozialistischen Presse als solchen feiern. Seine Nähere Umgebung, Leute die meist aus den anarchistischen Zeiten der Jahre 1905–1906 stammen und die in seiner Grösse nur das Mittel zum eigenen Emporkommen sehen, sorgen für die weiteste Verbreitung seines Ruhmes und Unterdrückung jeder gegenteiligen Regung und Meinung.

Er verbietet seinen Offizieren den Bezug ihrer vollen Gebühren und zwingt sie, den grössten Teil derselben in eine für Parteizwecke errichtete Brigadeoffizierkassa abzuführen. Statt verdiente Männer für irgend welche österreich-ungarische oder deutsche Auszeichnungen vorzuschlagen, hat er einen eigenen Orden „Für die Treue“ mit seinen Initialen und eigenen Statuten gestiftet, den er nicht nur den Angehörigen seiner Brigade und anderen ihm ergebenden Elementen anderer Legionsteile, sondern neuerdings auch an Zivilpersonen verleiht.

Ausser diesen indirekten Subordinationswidrigkeiten hat aber Brigadier Piłsudski besonders in der letzten Zeit Dinge aufgeführt, die jeder militärischen Disziplin direkt Hohn sprechen.

Seit jeher verlautbart er die wichtigsten administrativen Bestimmungen entweder gar nicht, oder nur verspätet zur allgemeinen Kenntnis gelangen.

Organisatorische Befehle des Legionskommandos werden entweder überhaupt ignoriert, oder nur formell ausgeführt

Taktische und operative Befehle finden sehr häufig einen Widerstand und meist grundlose Vorstellungen, aus welchen zu ersehen ist, dass Brigadier Piłsudski die Truppen I Brigade als eine Art Privateigentum betrachtet, über das er allein das Verfügungsrecht hat.

Ganz unberechtigt erlässt er Befehle und Verlautbarungen an ihm gar nicht unterstehende Teile der Legion.

Er arrangiert ohne Erlaubnis und Kenntnis des Legionskommandanten – und sonstige Offiziersversammlungen, worin eigenmächtige Beschlüsse gefasst, Proklamationen und Denkschriften erlassen und vor allem sowohl des Legionskommandos, als auch des AOK empfohlen und proklamiert werden.

In der letzten Zeit, als er um seine Entlassung gebeten hat, erliess er an

die Truppen Anordnungen, worin den Offizieren nahegelegt wurde, im Falle der Gewährung seiner Entlassung sich mit ihm solidarisch zu erklären und ebenfalls um die Entlassung aus dem Legionsverbande zu bitten.

Teils direkt, teils durch seine Agenten erlässt er Befehle für das Hinterland, worin er jede Werbetätigkeit für die Legionen verbietet, den Boykott verschiedener Institutionen anordnet und zum direkten Ungehorsam gegen Legionskommando und das AOK auffordert.

Diese Aufrufe werden im Hinterlande sogar auf den Eisenbahnen offen kolportiert.

Gegen diesen Massnahmen ist das Legionskommando, trotzdem es selbst schriftliche Beweise hierfür bekommt, machtlos, nachdem sie in äusserst geschickter, konspiratorischer Weise betrieben werden und die vorgetzten Stellen bisher sich zu einem offenen und energischen Vorgehen gegen der Urheber derselben nicht entschliessen konnten.

Nachdem aber die Dinge jetzt derartige Dimensionen angenommen haben, dass ein weiteres Ignorieren derselben nicht nur in politischer, sondern auch in militärischer Hinsicht höchst gefährlich erscheint, sieht sich das Legionskommando gezwungen, im Sinne des ergangenen Befehles die schleunigste definitive Entfernung Piłsudskis und seines Anhanges aus den Legionen zu erbitten.

Was seine Bitte um die Entlassung selbst anbelangt, so kann dieselbe nur so verstanden werden, dass er hiemit nur eine Machtprobe arrangierte, um entweder selbst an die Spitze der Legionen zu gelangen, oder aber freie Hand für die Agitation im Hinterlande zu bekommen.

Mit Rücksicht auf die sich um ihm bildende Heldensage und die durch die Erwartung der kommenden Dinge überreizte Stimmung des Volkes wird es sich aber empfehlen, dass bei seiner Beseitigung so vorgegangen werde, dass er ja nicht eine Gloriole eines Märtyrers erlangt.

Puchalski General Major

Odpis, maszynopis.

Haus.- Hof und Staatsarchiv, Krieg, PA I, karton 1025, plik 8 a, s. 109–113.

## Z tajnych archiwów radzieckich (6)

MICHAŁ GNATOWSKI (Białystok)

**RADZIECKIE DOKUMENTY O STARANIACH ZSRR  
W CELU PONOWNEGO ZAJĘCIA ZIEM  
REGIONU BIAŁOSTOCKIEGO****Wstęp**

W czasie kwerend w poradzieckich archiwach na Białorusi znalazłem dokumenty świadczące o tym, że ZSRR nie zrezygnował ze wschodnich ziem polskich, zagarniętych w 1939 r. w wyniku agresji dokonanej w zмовie z hitlerowskimi Niemcami. Nie zrezygnowano też z Białostoczczyzny, pomimo że nie występował na tych terenach tak ostro czynnik narodowościowy, stanowiący – jak twierdziła oficjalna propaganda – uzasadnienie zajęcia tych ziem w celu wyzwolenia narodowego Białorusinów i Ukraińców. Publikowane dokumenty świadczą, że ZSRR robił wszystko, by przywrócić utraconą po najeździe Niemiec na ZSRR kontrolę nad tymi terenami. Ogólne problemy z tym związane autor przedstawił szerzej w książce *Białostockie Zgrupowanie Partyzanckie*<sup>1</sup> oraz w artykule *Kulisy radzieckich starań o ponowne włączenie regionu białostockiego w skład ZSRR (1942–1944)*, opublikowanego w niniejszym tomie „Studiów...”.

Region białostocki traktowany był przez radzieckie władze jako radziecki teren, wysunięty najdalej na zachód i wymagający szczególnej troski. Na tym bowiem terenie radzieckie podziemie miało wręcz znikome wpływy, podczas gdy polskie podziemie miało rozbudowane struktury i cieszyło się poparciem miejscowej ludności. Podejmowano więc różne działania, by ten stan zmienić na swoją korzyść. Publikowane dokumenty przedstawiają ra-

---

<sup>1</sup> *Białostockie Zgrupowanie Partyzanckie*, Białystok 1994.

dzieckie wysiłki programowo-organizacyjne, zmierzające do ponownego oparowania i sowietyzacji regionu białostockiego.

Dokumenty publikujemy w układzie chronologicznym: pierwszy jest z kwietnia 1943 r. a ostatni z maja 1944 r. Są to dokumenty wytworzone przez aparat KC KP(b)B i BSzRP oraz białostockie komitety obwodowe. Wszystkie dokumenty publikowane są po raz pierwszy w całości, w języku oryginału, tj. w języku rosyjskim. Pochodzą one ze zbiorów Narodowego Archiwum Republiki Białoruskiej (NARB) w Mińsku, z zespołów KC KP(b)B i BSzRP.

W dokumentach występują następujące, mniej znane, skróty:

БШПД	– Белорусский Штаб Партизанского Движения
ВКП(б)	– Всесоюзная Коммунистическая Партия (большевиков)
КП(б)Б	– Коммунистическая Партия (большевиков) Белоруссии
к-р	– командир
ЛКСМБ	– Ленинский Коммунистический Союз Молодежи Белоруссии
м.	– местечко
межрайком	– межрайонный комитет
обком	– областной комитет
орггруппа	– организационная группа
пом.	– помощник
пред.	– председатель
райком	– районный комитет
с-з	– северо-западнее
ст. пом.	– старший помощник
т., тов: тт.	– товарищ, товарищи
зам.	– заместитель
зав.	– заведующий
ж.д.	– железная дорога

## Dokument 1

*(1943 kwiecień), Moskwa, – Informacja KC KP(b)B o przygotowanych kadrach dla obwodu białostockiego i wilejskiego.*

### С П Р А В К А<sup>a</sup>

#### О МЕРОПРИЯТИЯХ ПО КАДРАМ ДЛЯ БЕЛОСТОКСКОЙ И ВИЛЕЙСКОЙ ОБЛАСТЕЙ.

Белостокская областная партийная организация до начала Отечественной войны насчитывала 5630 членов и кандидатов партии. В начале войны из области эвакуировалось в глубь страны 1410 членов и кандидатов ВКП(б), остальные коммунисты частью ушли в ряды Красной Армии и частью остались на территории оккупированных областей Белоруссии, в том числе и на территории Белостокской области.

Руководящие работники Белостокской области в настоящее время распределяются следующим образом:

Наименование должности	Всего	В Красной Армии	На подпольной работе	Раб. по партиз. движению	В обкоме КП(б)Б	Работ. в вост. областях	Погибло	Нет сведений
Секретари обкома КП(б)Б	7	1	1	1	2	1	–	1
Зав. отделами обкома КП(б)Б	10	4	–	–	–	2	–	4
Секретари горкомов КП(б)Б	10	6	–	1	1	2	–	–
Секретари райкомов КП(б)Б	78	27	6	7	4	7	6	21
Пред. облисполкома и его заместители	3	1	–	–	–	1	1	–
Зав. отделами Облисполкома	6	1	–	–	–	2	–	3
Председатели райисполкомов	26	4	2	–	1	4	–	15

Указанные в сводке работники, находящиеся на подпольной партийной работе и в партизанских отрядах, действуют в основном не на территории Белостокской области.

Значительная часть коммунистов и беспартийного советского актива, оставшиеся на территории Белостокской области, а также многие из руководящих работников, местонахождение которых пока не установлено, безусловно действуют в партизанских отрядах, диверсионных группах и подпольных партийных организациях в районах Белостокской области, но связи с этими товарищами пока еще не установлены.

По имеющимся данным, на северо-западе области, в районе Августовских лесов, действуют большие партизанские отряды, насчитывающие свыше 3000 чел. Кроме того, в районе м-ка Супрасль Белостокского района, действуют два небольших партизанских отряда, один из которых возглавляется т. Гаевым (в прошлом милиционер г. Белостока).

В последнее время ЦК и обкомом КП(б)Б принят ряд мер по установлению связи с действующими в области отрядами и группами и по дальнейшему развертыванию подпольной работы и партизанского движения. В Белостокскую область направлены заместитель уполномоченного ЦК КП(б)Б по области т. Сукачев, член обкома КП(б)Б – секретарь обкома ЛКСМБ т. Стрижак и спец.отряд т. Войцеховского.

ЦК и обкомы КП(б)Б подготовлены для отправки в область уполномоченные ЦК и обкома КП(б)Б по группам районов: т. Бастун – в Гродненскую группу районов, т. т. Шурман и Сидорович – в Снядовскую группу районов, т. Карабань – в Брянскую группу, т. Кундович – в Лалпскую группу районов, т. Сокольчик – в Ломжинскую группу районов и т. Овсейчик – в Скидельскую группу районов, которые будут направлены в свои группы районов с партизанскими отрядами, перебазировавшимися из восточных областей Белоруссии.

Для отправки в Белостокскую область также подготовлены отряды и группы: т. Морщинина – в Августовский район, т. Степанова – в Свислочский и Крынковский районы, т. Исаенко – в Гродненский район, т. Гордиенко – в Августовский район, т. Казакова – в Белостокский район, т. Стомы – в Брянский район, т. Шломанова – в Волковысский район.

Основным недостатком в работе по установлению связей с действующими в области отрядами и группами и по дальнейшему ра-

звертыванию подпольной работы и партизанского движения является отсутствие руководящего подпольного партийного центра в области.

\*  
\*       \*

ВИЛЕЙСКАЯ областная партийная организация к началу Отечественной войны насчитывала 2577 членов и кандидатов ВКП(б). В начале войны в глубь страны из Вилейской области эвакуировалось 730 членов и кандидатов партии, остальные коммунисты частью ушли в ряды Красной армии и частью остались на территории оккупированных областей Блелоруссии, в том числе и на территории Вилейской области.

На территории Вилейской области действует ряд партизанских бригад и отрядов, которые провели большую работу по разгрому гарнизонов и разрушению коммуникаций противника.

За последние 4–5 месяцев в партизанском движении Вилейской области произошли изменения. В осенне-зимний период 1942–43 г. ряд партизанских отрядов, ведя бои с крупными силами карателей и регулярных частей немецкой армии, вынуждены были оставить районы своей деятельности и отойти к границам Минской и Витебской областей.

В декабре 1942 г. ЦК и обкомом КП(б)Б на подпольную работу в Вилейскую область была направлена большая группа работников. Межрайонными уполномоченными были направлены: т. Соврей – секретарь Миорского РК КП(б)Б, т. Гончаренко – начальник Вилейского Облзо, т. Тубелис – инструктор обкома КП(б)Б и др. В результате боев с немецкими оккупантами т. Гончаренко погиб, т. Соврей – серьезно ранен, а т. Тубелис вынужден был перейти линию фронта и вернуться в распоряжение обкома КП(б)Б. В области остались: редактор областной газеты т. Василевский и уполномоченный ПК ЛКСМБ т. Ольшанский с группой комсомольских работников.

Руководящие работники Вилейской области в настоящее время распределяются следующим образом:



Наименование должности	Всего	В Красной Армии	На подпольной работе	Раб. по партиз. движению	В обкоме КП(б)Б	Работ. в вост. областях	Погибло	Нет сведений
Секретари обкома КП(б)Б	7	5	–	–	1	–	1	–
Зав. отделами обкома КП(б)Б	10	3	–	–	–	–	1	6
Секретари горкомов КП(б)Б	4	3	–	–	1	–	–	–
Секретари райкомов КП(б)Б	60	27	10	–	2	5	7	9
Пред. облисполкома и его заместители	4	2	1	–	1	–	–	–
Зав. отделами Облисполкома	6	2	1	–	–	–	–	3
Председатели райисполкомов	20	2	5	–	3	2	4	4

Указанные в сводке работники, находящиеся на подпольной партийной работе и в партизанских отрядах, действуют в основном не на территории Вилейской области.

ЦК и обкомом КП(б)Б подготовлены для отправки в Вилейскую область следующие т. т.: Монахов – секретарь Поставского РК КП(б)Ю, Титовец – председатель Вилейского горсовета, Шевченко – председатель Шарковщинского райисполкома, Булко-Чиж – редакционный работник, Шиманович – работник обкома ЛКСМБ и т. т. Булайчик, Евмененко и Долгий, которые могут быть использованы организаторами подпольной партийной работы и партизанского движения в районах.

Основным недостатком в руководстве подпольной партийной работой и партизанским движением в Вилейской области, как и в Белостокской области, является отсутствие руководящего подпольного центра на территории области.

Для улучшения работы по руководству подпольными партийными организациями и партизанским движением в Белостокской и Вилейской областях считаем необходимым:

1. Ускорить засылку<sup>b</sup> в Вилейскую область: т. Монахова – секретаря Поставского РК КП(б)Б, т. Титовец – председателя Вилейского горсовета и т. Шевченко – председателя Шарковщинского райисполкома.

2. Ускорить переброску в Белостокскую и Вилейскую области уполномоченных ЦК и обкомов КП(б)Б по районам, а также подготовленные организаторские группы партизанского движения.

3. Перебросить в Вилейскую область с группой работников, имеющих опыт партизанской борьбы, т. ЖУКОВИЧА – секретаря Куренецкого РК КП(б)Б – из Борисовского района, Минской области.

4. Отозвать из рядов Красной Армии для направления в Белостокскую область:

- т. Сергеева – секретаря обкома КП(б)Б по транспорту.
- т. Грибоедова – зам. председателя Облисполкома.
- т. Милова – секретаря Белостокского горкома КП(б)Б.
- т. Ковалева – секретаря Гродненского райкома КП(б)Б.
- т. Ротайко – председателя Гродненского горсовета.
- т. Кавецкого – секретаря Августовского РК КП(б)Б.
- т. Балашкевича – секретаря Августовского РК КП(б)Б.

5. Отозвать из восточных областей СССР:

- т. Корпаченко – заведующего транспортным отделом обкома КП(б)Б.
- т. Сысоева – секретаря Советского РК КП(б)Б г. Белостока.
- т. Гудеева – председателя Советского райисполкома г. Белостока.

6. Отозвать из рядов Красной Армии для направления в Вилейскую область:

- т. Краскова – председателя Вилейского Облисполкома.
- т. Лагуна – секретаря обкома КП(б)Б.
- т. Аксенова – заместителя председателя Облисполкома.

7. Поручить Белостокскому и Вилейскому обкомам КП(б)Б подобрать группу работников из бывших членов КПЗБ и др. местных работников, владеющими польским и литовским языками, для направления их в Белостокскую и Вилейскую области.

СЕКРЕТАРЬ ЦК КП(б) БЕЛОРУССИИ  
ПО КАДРАМ (podpis) (АВХИМОВИЧ)

гп-10.

Na górze dokument z prawej strony napis kancelaryjny: „do p. 3 op”, tj. do punktu 3,teczka specjalna.

Oryginał, maszynopis.

Źródło: NARB w Mińsku, zesp. 4, spr. 3, t. 1243, k. 91–96.

<sup>a</sup> Wielkie litery oryginału.

<sup>b</sup> Skreślone słowa: „do tych obwodów kierownictwa podziemnych komitetów obwodowych КП(б)В а zwłaszcza do obwodu białostockiego t. Krawczenkę – sekretarza obkomu КП(б)В i t. Samutina – członka obkomu, redaktora gazety obwodowej.”

## Dokument 2

1943 czerwiec 12, Moskwa, – Uchwała KC КП(б)В w sprawie Białostockiego Komitetu Obwodowego КП(б)В.

Особая папка<sup>a</sup>

Пролетарыі ўсіх краін, еднаііцеся!

Цэнтральны Камітэт

Комуністычнай Партыі (большэвікоў) Беларусі

№ 169<sup>b</sup>

„.....” .....194.... г.

### ПОСТАНОВЛЕНИЕ

ПК КП(б) БЕЛОРУССИИ от „12”<sup>c</sup> июня 1943 года<sup>d</sup>.

### ВОПРОСЫ БЕЛОСТОКСКОГО ОБКОМА КП(б)В.

1. В целях дальнейшего расширения партизанской борьбы на территории Белостокской области, организационного укрепления движения, усиления партийной и политической работы среди населения, а также для организации борьбы с ведущейся националистической обработкой населения со стороны различного рода польских нелегальных организаций, – направить в качестве уполномоченных ПК КП(б)В по районам Белостокской области следующих товарищей:

БАСТУНА Павла Романовича – по Гродненскому району,  
ШУРМАНА Ивана Семеновича – по Снядовскому району,  
КАРАБАНЬ Николая Леонтьевича – по Брянскому району,

КУНДОВИЧА Виталия Викентьевича – по Лалскому району,  
СОКОЛЬЧИКА Александра Филипповича – по Ломжинскому району,

АВСЕИЧИКОВА<sup>е</sup> Илью Михайловича – по Скидельскому району.

2. Поручить Белорусскому штабу партизанского движения:

а) Организовать переброску самолетами т. т. Шурмана, Сокольчика, Авсенчикова, Бастуна – в районы Ивенецкой пуцци Барановичской области, к уполномоченному ПК КП(б)Б по Барановичской области т. Чернышову.

т. т. Кундовича и Карабань – в район действия партизанских отрядов секретаря Минского обкома КП(б)Б т. Варвашеня;

б) сформировать отряды по 50 чел. Из числа партизанских отрядов, действующих под руководством т. т. Чернышова и Варвашеня, знающих районы Белостокской области, и направить их в районы Белостоксктй области с уполномоченным ПК КП(б)Б;

в) выделить в распоряжение уполномоченных ПК КП(б)Б по районам по 2 рации РПО с радистами.

3. Отозвать из рядов Красной Армии для использования на руководящей партийной подпольной работе в Белостокской области следующих товарищей:

Сергеева Андрея Сергеевича – секретаря Белостокского обкома КП(б)Б по транспорту.

Грибоедова Николая Ивановича – зам. Председателя Белостокского облисполкома.

Милова Семена Петровича – секретаря Белостокского райкома КП(б)Б.

Ковалева Александра Андреевича – секретаря Гродненского райкома КП(б)Б.

Ратайко Петра Ивановича – председателя Гродненского горсовета.

Балашкевича Филиппа Ефимовича – секретаря Августовского РК КП(б)Б.

Ковецкого Андрея Никитича – секретаря Августовского РК КП(б)Б.

4. Просить ЦК ВКП(б) отозвать в распоряжение ЦК КП(б)Б для использования на подпольной партийной работе в Белостокской области следующих товарищей:

Корпаченко Василия Пантелевича – зав. Транспортным отде-

лом Белостокского обкома КП(б)Б, ныне работающего в г. Омске зам.нач. управления железной дороги.

Сысоева Павла Тимофеевича – секретаря Советского РК КП(б)Б г. Белостока, ныне работающего в Ставропольском районе Куйбышевской области.

Гудеева Сергея Борисовича – председателя Советского райисполкома г. Белостока, ныне работающего зав.райторготделом в Лунинском районе Пензенской области.

5. Поручить Белостокскому обкому КП(б)Б подобрать группу работников из бывших членов КПЗБ и других местных работников владеющих польским языком, для направления по специальным заданиям в Белостокскую область.

ЗА: (Sześć nieczytelnych podpisów)

ПРОТИВ:

Źródło: NARB w Mińsku, zesp. 4, spr. 3, t. 1243, k. 66 (dwustronna)

<sup>a</sup> Słowa „teczka specjalna” wpisane i podkreślone odręcznie.

<sup>b</sup> Nr wpisany odręcznie.

<sup>c</sup> Dzień wpisany odręcznie.

<sup>d</sup> Wielkie litery i podkreślenie oryginału.

<sup>e</sup> Pomyłka powinno być Owsiejczyk.

### Dokument 3

*1943 czerwiec 20, Moskwa, Informacja BSzRP o stanie radzieckiego podziemia w obwodzie białostockim i przedsiębiorstwach w celu jego rozbudowy.*

Сов. секретно<sup>a</sup>

По имеющимся в Б.Ш.П.Д. не личным данным по состоянию на 20.6.43 г. на территории Белостокской области действует до 3,5 тысяч партизан, дислоцирующихся в районе Августовский лесов. Связи с отрядами Б.Ш.П.Д. не имеет и результаты боевых действий не известны<sup>1</sup>.

Отсутствие связи, а значит и отсутствие учета боевых действий партизан объясняется дальностью области от линии фронта и не

имением на территории лиц и групп, засланных по спецзаданиям.

Для осуществления руководства партизанским движением и дальнейшего его развития, для организации подпольной партийной работы в области направлены:

а) Пом. уполномоченного ЦК КП(б)Б и штаба по области тов. Сукачев,

б) Пом. уполномоченного ЦК КП(б)Б и штата по области тов. Стрижак,

в) Партизанский отряд тов. Войцеховского, в Белостокский и Крынковский районы,

г) Партизанский отряд т. Степанова, в Волковысский район, причем в распоряжение этих двух отрядов передан партизанский отряд „Ленинского Комсомола” численностью в 150 человек.

Партизанские отряды Войцеховского и Степанова и тов. Сукачев на 20.6.43 г. находились в Липечанской пуще, что в 65 км. северо-западнее Барановичи. Тов. Стрижак в первых числах июля направился к цели из отряда Сикорского<sup>2</sup> (последний дислоцируется в Березовском районе, Брестской области).

д) Группа во главе с уполномоченным ЦК КП(б)Б и штаба тов. Исаенком, в Сопоткинский район,

е) Группа во главе с уполномоченным тов. Гордиенко, в Граевский район,

ж) Орггруппа во главе с уполномоченным тов. Козаковым, в Соколковский район.

Эти группы в движении к цели и на 20.6.43 г. находились в 9 км. северо-восточнее м. Борковичи.

Готовы и ожидают отправки с аэродрома Москва 9 групп во главе с уполномоченными ЦК КП(б)Б и штаба:

а) группа тов. Шурмана, в Снядовский район,

б) ” ” Овсейчика, в Сидельский район,

в) ” ” Сокольчика, в Ломжинский район,

г) ” ” Кундовича, в Лапский район,

д) ” ” Карабань, в Бранский район,

е) ” ” Бастун, в Гродненский район,

ж) ” ” Шламанова, в Свислочский район,

з) ” ” Стома, в Чижевский район,

и) ” ” Трацевского, в Августовский район.

Также готовы и ожидают отправки с аэродромов Москвы: ко-

мандование партизанского отряда Дьякова (последнему разрешено взять 50 чел. с вооружением из бригады Матевосяна<sup>3</sup>. Район действия Бельский Район) и группа Самутина<sup>4</sup> для организации подпольной партийной печати в области.

Все отряды, группы и лица снабжены рациями РПО и радиостанциями, а также двумя типографиями.

Rękopis, niepodpisany.

Źródło: NARB w Mińsku, zesp. 3500, spr. 2, t. 1024, k. 7–8.

<sup>a</sup> Podkreślenie oryginału.

<sup>1</sup> Informacja o 3,5 tys. partyzantów w Puszczy Augustowskiej w połowie 1943 r. nie znajduje potwierdzenia w innych dokumentach. W tym czasie w puszczy były tylko pojedyncze grupy i oddziały АК. Partyzantki radzieckiej nie było w ogóle.

<sup>2</sup> Siergiej Sikorski w kwietniu 1943 r. skierowany został do obwodu brzeskiego, początkowo jako pełnomocnik KC КП(б)В i BSzRP, następnie Brzeskiego Podziemnego Komitetu Obwodowego КП(б)В.

<sup>3</sup> Chaczyk Матевосян był dowódcą Brygady im. Czapaiewa, którą w sierpniu 1943 r. skierowano z obwodu mińskiego do dyspozycji Białostockiego Zgrupowania Partyzanckiego.

<sup>4</sup> Wasilij Samutin przewidziany był początkowo na redaktora gazety obwodowej. 27.VII. 1943 r. KC КП(б)В powołał go na I sekretarza Białostockiego Podziemnego Komitetu Obwodowego КП(б)В. Redaktorem gazety „Biełostokskaja Prawda” został Stiepan Májchrowicz.

#### Dokument 4

*1943 lipiec 8, Moskwa, – Uchwała Komitetu Obwodowego КП(б)В w Białymstoku w sprawie nazwy gazety obwodowej.*

#### ПРОТОКОЛ № 5 ЗАСЕДАНИЯ БЕЛОСТОКСКОГО ОБКОМА КП(б) БЕЛОРУССИИ<sup>a</sup>

От 8 июля 1943 года

ПРИСУТСТВУЮТ: т. т. Эльман, Кильбин и Самутин.

1. СЛУШАЛИ: О названии областной газеты.

ПОСТАНОВИЛИ: В связи с тем, что областная газета будет выходить на русском языке, просить ЦК КП(б)В утвердить название

областной газеты Белостокского Обкома КП(б)Б – „Белостокская Правда” вместо – „Вольная праца”.

СЕКРЕТАРЬ БЕЛОСТОКСКОГО  
ОБКОМА КП(б)Б<sup>b</sup> (podpis) (ЭЛЬМАН)

Oryginał, maszynopis.

Źródło: NARB w Mińsku, zesp. 4, spr. 3, t. 1243, k. 46.

<sup>a</sup> Wielkie litery oryginału.

<sup>b</sup> Obok podpisu sekretarza okrągła pieczęć komitetu. W obwódce pieczęci od góry napis: „Біалостокскі Комітет Обводowy КП(б) Біаўлусі” w języku białoruskim i niżej to samo w języku rosyjskim. W środku pieczęci liczba „041”.

## Dokument 5

1943 lipiec 13, Moskwa, – Uchwała KC KP(b)B powołująca kolegium redakcyjne antyfaszystowskiej młodzieżowej gazety „Molodoj Partizan”.

Пролетарыі ўсіх краін, еднаіцеся!

ЦЭНТРАЛЬНЫ КАМІТЭТ  
КОМУНІСТЫЧНАЙ ПАРТЫІ (большэвікоў) БЕЛАРУСІ

№ 172<sup>a</sup>

„.....” .....194 г.

### ПОСТАНОВЛЕНИЕ

ИК КЦ(б)БЕЛОРУССИИ от „13”<sup>a</sup> ИЮЛЯ 1943 г.<sup>b</sup>

#### СЛУШАЛИ:

О составе редакционной коллегии антифашистской молодежной газеты Белостокской области Белорусской ССР – „Молодой партизан”.

#### ПОСТАНОВИЛИ:

1. Утвердить редакционную коллегию антифашистской молодежной газеты Белостокской области Белорусской ССР „Молодой партизан” в следующем составе:



ПРИТЫШКОГО Сергея Осиповича,  
КАЧАНА Якова Иосифовича.

2. Редактором газеты „Молодой партизан” утвердить тов. КАЧАНА Якова Иосифовича, кандидат в члены ВКП(б), кандидатская карточка № 2142569.

ЗА: (7 podpisów członków  
Biura KC KP(b)B,  
w tym P. Ponomarenki)

ПРОТИВ:

Oryginał, maszynopis.

Źródło: NARB w Mińsku, zesp. 4, spr. 3, t. 1243, k. 202.

<sup>a</sup> Numer i data wpisane odręcznie.

<sup>b</sup> Wielkie litery i podkreślenia oryginału.

## Dokument 6

1943 (po 24 sierpnia), Moskwa, – Wykaz partyjnych grup organizatorskich skierowanych do obwodu białostockiego.

### С П И С О К<sup>а</sup>

направленных групп в Белостокскую область

Пп	Фамилия, имя и отчество	В качестве кого направлен	Когда выбыл
<u>І. Група тов. Бастуна – Гродненский р-н</u>			
1.	БАСТУН Павел Романович	Уполномоч. ЦК КП(б)Б	23.8.43 г.
2.	БАБИЧ Василий Федорович	Опер. работник	
3.	ЩИПЛАКОВ Антонина В.	КСМ работник	
4.	СУСОВА Ф.И.	Радист	
5.	РОДИНА С.С.	Радист	
6.	ШАФРОНСКИЙ Леонид Я.	Наборщик	
	НЕРОД Леонид Яковлевич	Начальник штаба	

Пп	Фамилия, имя и отчество	В качестве кого направлен	Когда выбыл
<u>II. Группа т. Овсейчик – Скидельский район</u>			
1.	ОВСЕЙЧИК Илья Михайлович	Уполномоченный ЦК КП(б)Б	
2.		радист	
3.		радист	
4.	ШУМСКАЯ Л.И.	КСМ работник	
5.	МЕЛВЕЛЕВА Т.Н.	Печатник	
<u>III. Группа тов. Карабан – Брянский р-н</u>			
1.	КАРАБАНЬ Н.Л.	Уполном. ЦК КП(б)Б	
2.	КОЗЛЯКОВСКИЙ В.Г.	Радист	
3.	СТРОЕВ Е.С.	Радист	
4.	Баукова М.С.	Печатник	
5.	Пальчевский Н.В.	Подрывник	
<u>IV. Группа т. Кундовича – Лапский р-н</u>			
1.	Кундович В.В.	Уполном. ЦК КП(б)Б	23.8.43 г.
2.		Радист	
3.		Радист	
4.	Сотова М.А.	КСМ работник	
5.	Одинец Т.Ф.	Опер. работник	
<u>V. Группа тов. Шурмана – Снядовский р-н</u>			
1.	Шурман И.С.	Уполн. ЦК КП(б)Б	24.8.43 г.
2.	Сидорович И.Е.		
3.	Брускин А.С.	Радист	
4.	Бурак М.З.	Радист	
4.	Тетерин М.И.	Печатник	
5.	Воронов Н.М.		
<u>VI. Группа т. Сокольчика – Снядовский р-н</u>			
1.	Сокольчик А.Ф.	Уполн. ЦК КП(б)Б	
2.	Нартыш-Блук Е.В.	КСМ работник	
3.	Буевич Е.К.	Радист	
4.	Киселев Т.А.	Радист	
5.	Сивко П.П.		

№п	Фамилия, имя и отчество	В качестве кого направлен	Когда выбыл	
<u>VII. Группа тов. Дьякова – Соколовский р-н</u>				
1.	Дьяков Р.А.	Уполн. ПК КП(б)Б	28.7.43 г.	
2.	Забовников В.П.	Радист		
3.	Якунина К.А.	Радист		
4.	Ясюченя			
<u>VIII. Группа тов. Трацевского – Августовский р-н</u>				
1.	Трацевский А.Д.	Уполн. ПК КП(б)Б	5.8.43 г.	
2.	Толмачев С.И.			
3.	Рогозинский М.З.			
4.	Филимонов И.П.			
5.	Губкин А.С.			
6.	Орлов В.Н.			Радист
7.	Точилев В.Н.			Радист
<u>IX. Группа тов. Шламанова – Свислочский р-н</u>				
1.	Шламанов А.Г.	Уполн. ПК КП(б)Б	31.7.43 г.	
2.	Чычковский В.Д.			
3.	Трубчик Г.К.			
4.	Холудов Н.Г.			
5.	Колошева В.А.			
6.	Суконка И.К.			
7.	Меркулова С.С.			Радистка
8.	Багаева З.Г.			Радистка
<u>X. Группа тов. Стома – Ченевский<sup>b</sup> р-н</u>				
1.	Стома А.А.			
2.	Михальченко В.И.			
3.	Дубник И.А.			
4.	Дмитриев М.В.			
5.	Чальи И.А.			
6.	Дубовичский П.Т.			
7.	Адамчик А.М.			
<u>XI. Группа тов. Капуста – Гродненский р-н</u>				
1.	Капуста Ф.Ф.	Комбриг	29.7.43 г.	
2.	Синькович <sup>c</sup>	Нач. штаба		
3.	Крайник Ф.П.	Пом. нач. штаба		
4.	Колесников	Радист		
5.	Федотов	Радист		

Пп	Фамилия, имя и отчество	В качестве кого направлен	Когда выбыл
<u>ХII. Группа тов. Самутина – Белостокская область</u>			
1.	Самутин	Секретарь газеты литработник наборщица	27.7.43 г.
2.	Качан		
3.	Розенштейн Д.И.		
4.	Жихневская Я.Ф.		
5.	Бонк		

СТ. ПОМ. НАЧАЛЬНИКА ОПЕР. ОТДЕЛА  
ПОДПОЛКОВНИК (podpis) (ШУТОВ)

шо-2

Оryгинаł, maszynopis.

Źródło: NARB w Mińsku, zesp. 4, spr. 1, t. 7, k. 53–55.

<sup>a</sup> Wielkie litery i podkreślenia oryginału.

<sup>b</sup> Powinno być czyżewskim.

<sup>c</sup> Prawidłowo: Sienkiewicz (Iwan Afanasiewicz)

## Dokument 7

*1943 październik 14, Moskwa, – Wykaz oddziałów partyzanckich i grup organizatorskich obwodu białostockiego.*

### О П И С А Н И Е<sup>a</sup>

партизанских отрядов и групп Белостокской области

1. Отряд ВОЙЦЕХОВСКОГО – командир т. Войцеховский Н.К., комиссар т. Андреев А.Е, в отряде 150 чел.; переброшен из Москвы в апреле 1943 года. Отряд должен действовать в районе г. Белостока.

2. Отряд имени КАЛИНИНА М.И., командир т. Степанов С.М., комиссар т. Лукьянов Г.С., в отряде 165 чел., причем свыше 100

– местные люди. Основное ядро отряда переброшено из Москвы в апреле 1943 г. Отряд должен действовать в Волковысском районе.

3. Группа т. СУКАЧЕВА Д.К. и СТРИЖАКА Т.Н. – членов Белостокского подпольного обкома КП(б)Б. При них 25–30 чел. партизан. Группа переброшена из Москвы в марте 1943 г.

4. Группа т. ОВСЕЙЧИКА И.М. – должна действовать в Скидельском районе. Переброшена из Москвы в августе 1943 года.

5. Группа т. ШУРМАНА И.С. – должна действовать в Снядовском районе. Переброшена из Москвы в августе 1943 г. Сейчас группа выросла в отряд, в котором насчитывается 120 партизан, из них 7 коммунистов и 63 комсомолец.

6. Группа т. КУНДОВИЧА В.В. – должна действовать в Лапском районе. Переброшена из Москвы в августе 1943 г. Сейчас группа выросла в отряд, в котором насчитывается 130 партизан.

7. Группа т. БАСТУНА П.Р. – должна действовать в Гродненском районе. Переброшена из Москвы в августе 1943 года.

8. Группа т. ТРОЦЕВСКОГО А.Д. – должна действовать в Августовском районе. Переброшена из Москвы в августе 1943 года.

8а. Группа т. СТОММА А.Л. – должна действовать в Чижевском районе. Переброшена из Москвы в августе 1943 года.

9. Бригада т. МАТОВОСЕЯНА – направляется из Минской области для действий в Бельском и Заблудовском районах. Вместе с этой бригадой следует группа т. Шломанова А.Г. для действий в Свислочьском районе.

10. Отряд т. ДЬЯКОВА – командир т. Дьяков Р. А., комиссар т. Ясюченя Т. В., должен действовать в Кринковском и Соколовском районах. Численный состав 70 человек. Руководство отряда переброшено из Москвы в августе 1943 года.

11. Группа т. КАРАБАНЬ Н.Л. – должна действовать в Брянском районе. Переброшена из Москвы в сентябре 1943 года.

12. Группа т. СОКОЛЬЧИКА А.Ф. – должна действовать в Ломжинском районе. Переброшена из Москвы в сентябре 1943 года.

13. Группа т. ИСАЕНОК Я.И. – должна действовать в Сопоткинском районе. Переброшена из Москвы в мае 1943 года.

14. Группа т. КАЗАКОВА М.А. – должна действовать в Кнышенском районе. Переброшена из Москвы в мае 1943 года.

#### ПРИМЕЧАНИЕ:

1. Численный состав каждой группы 35–40 человек.

2. Группа т. Гордиенок Д.Н., предназначенная для работ в Гра-

евском районе, задержалась в пути и находится в Полоцком районе Витебской области.

3. Из местного населения созданы отряды в Скидельском районе – 100 чел., в Гродненском районе – 35 чел., и в Волковысском районе – 135 чел. Последний отряд носит имя т. Котовского, командир отряда т. Кординов М.Г., комиссар т. Сарнычев А.Е.

4. Областное руководство состоит из секретаря подпольного обкома КП(б)Б т. Самутина (кличка „Емельянов”), нач. областного штаба партизанского движения генерал-майора т. Капуста Ф.Ф. (кличка „Костенко”) и редактора областной газеты т. Майхровича С.К.

В соединении т. Капуста насчитывается 800–900 партизан.

В группе т. Самутина находятся работники подпольного обкома ЛКСМБ.

5. В Белостокскую область передвигаются для боевых действий из Витебской области бригада т. Бубена и из Вилейской области бригада т. Талаквалдзе.

СЕКРЕТАРЬ БЕЛОСТОКСКОГО  
ОБКОМА КП(б)Б (podpis) (ЭЛЬМАН)

14 октября 1943 г.

Oryginał, maszynopis.

Źródło: NARB w Mińsku, zesp. 3630, spr. 1, t. 7, k. 51–52.

<sup>a</sup> Wielkie litery oryginału.

## Dokument 8

1943 listopad 20, Moskwa, – Wykaz brygad partyzanckich i podziemnych komitetów skierowanych do obwodu białostockiego.

С П И С О К  
ПАРТИЗАНСКИХ БРИГАД И ПОДПОЛЬНЫХ РАЙКОМОВ  
КП(б)Б БЕЛОСТОКСКОЙ ОБЛАСТИ.<sup>a</sup>

Наименование бригады	Колич. людей	Район действия	Какие районы обеспечивает	Фамилия секр. м.райкома или райкома
Покровский Г.Ф.	1000	Августовский	Августовский Домбровский Сопоткинский	секр. МРК ТРАЦЕВСКИЙ секр. РК ИВАШКО " СЕМАШКО
Войцеховский Н.К.	183 <sup>b</sup>	Белостокский	Белостокский Кнышинский	" АНДРЕЕВ " КАЗАКОВ
Балан	600	Цехановецкий	Цехановецкий Бельский Брянский Лапский	секр. МРК Карабань <sup>c</sup> секр. межрайкома КАРАБАНЬ секр. РК КУНДОВИЧ
Матовосьян	738 <sup>d</sup>	Волковысский	Волковысский Заблудовский Свислочский	секр МКР СУКАЧЕВ <sup>e</sup> " " " "
Беспоясов	1000	Граевский	Граевский	секр. МРК ТРАЦЕВСКИЙ
Капуста Ф.Ф.	1076 <sup>f</sup>	Гродненский	Гродненский Скидельский	секр. райкома БАСТУН П. секр. РК ОВСЕЙЧИК <sup>g</sup>
Клевакин	600	Ломжинский	Ломжинский Едвабновский	секр. МРК СОКОЛЬЧИК " "
Иванов	500	Замбровский	Замбровский Чижевский Снядовский	" СТОММА " " секр. РК ШУРМАН
Бубен <sup>h</sup>	250 <sup>i</sup>	Кольновский	Кольновский	секр. МРК СОКОЛЬЧИК
Дьяков	180 <sup>j</sup>	Крынковский	Крынковский Соколковский	секр. РК Ясюченя " "

СЕКРЕТАРЬ БЕЛОСТОКСКОГО  
ОБКОМА КП(б)Б (КУДРЯЕВ)

20 ноября 1943 г.

Kopia, maszynopis.

Źródło: NARB w Mińsku, zesp. 3630, spr. 1, t. 7, k. 39–40.

- <sup>a</sup> Wielkie litery i podkreślenia oryginału.
- <sup>b</sup> Liczba wpisana odręcznie w miejsce skreślonej 150.
- <sup>c</sup> Nazwisko sekretarza wpisane odręcznie.
- <sup>d</sup> Liczba wpisana odręcznie w miejsce skreślonej 300.
- <sup>e</sup> Nazwisko „Sukaczew” wpisane odręcznie w miejsce skreślonego „Baranow”.
- <sup>f</sup> Liczba wpisana odręcznie w miejsce skreślonej 1000.
- <sup>g</sup> Nazwisko „Owsiejczyk” wpisane odręcznie.
- <sup>h</sup> Nazwisko „Bubin” wpisane odręcznie w miejsce skreślonego „Leonow”.
- <sup>i</sup> Liczba wpisana odręcznie w miejsce skreślonej 200.
- <sup>j</sup> Liczba wpisana odręcznie w miejsce skreślonej 100.

## Dokument 9

*1943 listopad 28, Puszcza Lipiczańska, – Wyciąg z protokołu posiedzenia Białostockiego Podziemnego Komitetu Obwodowego KP(b)B w sprawie dyslokacji i nowych zadań brygad i oddziałów zmuszonych do powrotu do puszczy.*

### В Ы П И С К А<sup>a</sup>

из протокола Заседания Белостокского подпольного  
Обкома КП(б)Б от 28 ноября 1943 года

### С л у щ а л и:

О месте дислокации и задачах бригад им. Ал. Невского, им. Кастуся Калиновского и отрядов: им. Жукова, им. Буденного, вынужденных в результате боев отойти в Липичанскую пушу.

### П о с т а н о в и л и:

В связи с тем, что проникновение и действие бригадами и большими отрядами на территории Белостокской области пока затруднено.

Обком КП(б)Б считает необходимым:

а) Послать в районы Белостокской области большое количество боевых групп (60–70% бригад и отрядов), поставив перед каждой группой обязательную задачу закрепиться в указанном районе действия, на основе связи с населением. На этой основе организовать



пропитание и сбор одежды, не допускать незаконной реквизиции, строго карать мародеров.

б) Обязать секретарей Райкомов КП(б)Б, ЛКСМБ, командиров и комиссаров бригад и отрядов, провести тщательный инструктаж не только командиров групп, но и всех бойцов, организовать действия групп таким образом, чтобы сохранить управление ими, не растерять их.

Комплектование групп провести по принципу существующих подразделений (взвод, отделение).

в) Посылаемым группам ставить не только боевые задачи, но и целый ряд других не менее важных задач.

А именно:

1. Рости и вооружаться.
2. Создавать боевые группы из местного населения.
3. Создавать антифашистские организации и резервные партизанские отряды, строго законспирированные.
4. Организовать внутреннюю оборону деревень.
5. Вести агитационную, пропагандистскую работу и распространять литературу.
6. Вести агентурную разведку и устанавливать пункты связи.

г) Обком КП(б)Б обращает внимание Райкомов, командиров и комиссаров бригад и отрядов на то, что в наших условиях необходимо усиленно развивать партизанское движение не только в форме подвижных, постоянно действующих отрядов, но и в форме стационарно боевых единиц.

Партизаны этих боевых единиц живут дома и действуют в своем районе, являясь днем „мирными” хозяевами, а ночью диверсантами, боевиками, охотниками за фрицами, разведчиками и т.д.

д) Обком КП(б)Б рассматривает отход бригад и отрядов после боев как маневр, а нынешние места их дислокации, как временные. Действия посланных групп должны быть направлены к созданию условий для передислокации всей боевой единицы бригады, отряда.

Передислокацию бригад и отрядов мелкими группами произвести в течении декабря 1943 года и января 1944 года. Обком КП(б)Б призывает партийных, комсомольских работников, командиров и комиссаров к смелому и решительному преодолению трудностей и борьбы, укреплению дисциплины, порядка и сплоченности в рядах партизан, к увеличению и росту наших сил для беспощадной борьбы с немецкими оккупантами.

СЕКРЕТАРЬ БЕЛОСТОКСКОГО ПОДПОЛЬНОГО  
ОБКОМА КП(б)В (podpis) (САМУТИН)

Oryginał, maszynopis.

Źródło: NARB w Mińsku, zesp. 3630, spr. 1, t. 7, k. 67–68.

<sup>a</sup> Wielkie litery oryginału.

**Dokument 10**

*1944 styczeń 6, Puszcza Lipiczańska, – Uchwała Białostockiego Komitetu Obwodowego КП(б)В w sprawie karygodnego postępowania części dowódców wobec partyzantów.*

П О С Т А Н О В Л Е Н И Е<sup>a</sup>  
Белостокского подпольного Обкома КП(б)В  
от 6 января 1944 года.

О фактах физического воздействия на партизан и грубых отношениях к ним со стороны командования отдельных отрядов.

Обкомом КП(б)В установлено, что командование отдельных отрядов применяет физические меры воздействия на партизан за совершенные нарушения дисциплины и недостойное поведение.

В отряде им.Калинина (командир отряда СТЕПАНОВ, комиссар ПЕТУХОВ, начальник штаба КИРИЧЕНКО) партизана тов. ИГОЩЕВА перед строем всего личного состава отряда выпороли шомполами.

Нередкие случаи, когда командиры и комиссары отрядов бригад вместо правильного командирского требования и убеждения партизан, становится на путь угроз расстрела, ругани и криков.

Подобные методы наказания и воздействия на партизан приводят не к укреплению дисциплины и порядка в отрядах, а к воспитанию у личного состава отрядов боязни своих командиров и стремлению скрыть совершенные поступки. Применение методов физического воздействия, как правило имеет место там, где плохо поставлена партийно-массовая, политическая, воспитательная работа среди партизан.

**Обком КП(б)Б П О С Т А Н О В Л Я Е Т:**

1. Осудить меры физического воздействия и запретить применять к партизанам удары шомполом, как меру наказания. Подобные меры не согласуются с духом и принципами Советского воспитания людей.

В случае повторения подобных фактов, Обком КП(б)Б будет строго взыскивать с партийных работников, командиров и политработников отрядов и бригад.

2. Предложить начальнику штаба партизанского движения Белостокской области тов. КАПУСТА издать приказ, запрещающий командованию отрядов и бригад пользоваться физическими мерами наказания партизан и грубыми обращениями. Наказание партизан за нарушение дисциплины и другие недостойные поступки должны производиться по возможности, на основе дисциплинарного устава РККА.

3. Обязать секретарей РК КП(б)Б весь командный и политический состав отрядов и бригад усилить партийно-политическую, воспитательную работу среди партизан и партизанок. Представить Обкому КП(б)Б к 20.1.44 г. мероприятия политической работы среди личного состава отрядов на январь и февраль 1944 года.

4. Секретарям Райкомов КП(б)Б личным участием оказать помощь политическому составу отрядов и бригад. Улучшить политическое воспитание партизан и в каждом отдельном случае неправильного отношения к партизанам, принимать немедленные меры.

5. Райкому КП(б)Б ознакомить с данным решением всех командиров, комиссаров отрядов и бригад и обсудить на закрытых партийно-комсомольских собраниях.

**СЕКРЕТАРЬ БЕЛОСТОКСКОГО ПОДПОЛЬНОГО  
ОБКОМА КП(б)Б (подпис) (САМУТИН)**

Oryginał, maszynopis.

Źródło: NARB w Mińsku, zesp. 3630, spr. 1, t. 7, k. 79.

<sup>a</sup> Wielkie litery oryginału.

## Дokument 11

*1944 marzec 1, Moskwa, – Raport Wydziału Operacyjnego BSzRP z akcji przerzucania do zachodnich obwodów BSRР zgrupowań partyzanckich i grup organizatorskich.*

Экз. № а

### НАЧАЛЬНИКУ БЕЛОРУССКОГО ШТАБА ПАРТИЗАНСКОГО ДВИЖЕНИЯ

тов. КАЛИНИНУ П.З.<sup>b</sup>

#### ДОКЛАДНАЯ ЗАПИСКА

о ходе выполнения операции по передислокации партизанских соединений и переброске организаторских групп в западные области Б С С Р.

В соответствии с постановлением Бюро ЦК КП(б)Б и Вашими указаниями, планом мероприятий по дальнейшему развитию партизанского движения в западных областях Белоруссии предусмотрено:

#### 1) В течение летнего периода 1943 года:

а) передислоцировать из восточных областей Белоруссии в западные области 5 партизанских бригад и 23 отдельных отряда;

б) перебросить из Москвы самолетами 16 организаторских групп с задачами: на базе действующих бригад в восточных областях сформировать 1 партизанскую бригаду и 15 отдельных отрядов, численностью 50–70 человек каждый, с дальнейшей передислокацией их в западные области;

в) перебросить из Москвы 9 человек радистов с рациями для бригад и отрядов, намеченных к передислоцированию;

г) забросить вооружение, боеприпасы и другие грузы для бригад и отрядов как для передислоцирующихся, так и для вновь сформированных, общим количеством 48 самолетовылетами.

#### 2) В течение осенне-зимнего периода:

а) передислоцировать из восточных областей Белоруссии в западные области 18 партизанских бригад;

б) перебросить самолетами 14 человек радистов с рациями для бригад, намеченных к передислоцированию;

в) забросить вооружение и боеприпасы и другие грузы для бригад, общим количеством 33 самолетовылетами.

По состоянию на 1.3.44 г. в соответствии с летным планом передислокации проведены следующие мероприятия:

1) Переброшено из Москвы 15 организаторских групп и редакция Белостокской областной газеты;

2) из личного состава, выделенного из Слуцкого соединения сформирована одна партизанская бригада численностью 747 человек, под командованием генерал-майора т. Капуста. Бригада на отчетное число реорганизована в три бригады, которые дислоцируются в Лепечанской и Ружанской пуцах, Барановичской и Брестской областей.

3) все организаторские группы развернуты в отдельно действующие отряды и находятся в пути в свои районы действий и на отчетное число достигли районов Брестской и Барановичской областей:

отряды: Бастуна, Трацевского, Овсейчика временно дислоцируются в Щучинском, Желудокском районах, Барановичской области;

отряды: Шурмана, Карабань, Сокольчика, Стома, Дьякова временно дислоцируются в Ружанском, Коссовском и Березовском районах Брестской области. С получением боевых грузов все отряды будут продвигаться в свои районы боевых действий;

организаторские группы: Леоновича, Шунько, Синявского достигли своих районов и приступили к работе, согласно задания ПК КП(б)Б и штаба.

4) из бригад Титкова, Воронянского, Дубровского, Лобанок, Мельникова выделено 7 партизанских отрядов, общей численностью 840 человек.

К 10.10.43 г. все отряды передислоцированы в Вилейскую область:

а) отряд, выделенный из бригады Титкова, численностью 210 человек, под командованием т. Клеменского, передислоцирован в Свирский район;

б) отряд, выделенный из бригады Воронянского, численностью 80 человек, под командованием т. Короткого, передислоцирован в Ошмянский район;

в) второй отряд, выделенный из бригады Воронянского, численностью 100 человек, под командованием т. Карпенко, передислоцирован в Сморгонский район;

г) отряд, выделенный из бригады Дубровского, численностью 100 человек, под командованием т. Акулова, передислоцирован в Шарковщизненский район;

д) отряд, выделенный из бригады Лобанок, численностью 150 человек под командованием т. Мисунова, передислоцирован в Молодечненский район;

е) отряд, выделенный из бригады Мельникова, численностью 100 человек, под командованием т. Клименок, передислоцирован в Брагский район;

ж) второй отряд, выделенный из бригады Мельникова, численностью 100 человек, под командованием т. Гавриленко, передислоцирован в Миорский район.

5) Бригада им. Флегонтова, численностью 403 человека, передислоцирована в Дивинский район Брестской области, совместно с бригадой вышла организаторская группа во главе с уполномоченным ПК и штаба по Малорытскому району т. Кучера.

Отряд Яроцкого, численностью 228 человек, передислоцирован из Могилевской области в Березовский район, Брестской области.

Бригада им. Чапаева (командир Матевосян), численностью 438 человек, передислоцирована из Минской области в район Ружанской пуши, Брестской области. Совместно с бригадой движется организаторская группа т. Шламанова.

Отряд Бубена, численностью 100 человек, передислоцирован из Витебской области в Новогрудский район, Барановичской области, на отчетное число на базе отряда сформирована 1-я Барановичская бригада, численностью 367 человек.

Белорусским штабом партизанского движения заброшен груз бригадам и отрядам, общим количеством 10 самолетовылетов.

Согласно плану произведено самолетовылетов: с грузом 16, с людьми 16, итого – 32.

По состоянию на 1.3.44 г., в соответствии с осенне-зимним планом передислокации проведены следующие мероприятия:

1) бригада им. Языковича (командир Велигин), сформированная из личного состава, выделенного из бригады Жигаря, численностью 500 человек, передислоцирована из Полесской области в Березовский район Брестской области, с дальнейшей задачей выйти для действия в Домачевский район, этой же области;

2) бригада им. Гуляева (командир Яковенко), численностью

371 человек, передислоцирована из минской области в Березовский район Брестской области, с дальнейшей задачей выйти для действий в Клещельский район;

3) бригада Жунина, сформированная из личного состава, выделенного из бригад Кирпича, Жунина, численностью 948 человек, передислоцирована из Могилевской области в Брестскую область и на отчетное число находится в пути в свой район; достигла м.Телеханы, Пинской области;

4) 208 полк (командир Беспоясов), численностью 1200 человек, находится в пути в свой район и на отчетное число достиг м.Телеханы, Пинской области;

5) отряд Михолапа, численностью 225 человек, передислоцирован из Могилевской области по решению Могилевского обкома КП(б)Б, в Клецкий район, Барановичской области;

6) бригада им.Пономаренко (командир Иванов) численностью 500 человек, сформированная в результате разделения 2-й Минской партизанской бригады, передислоцирована из Минской области в Пинскую область с дальнейшей задачей выйти в Замбровский район Белостокской области;

7) бригада Дрожникова Могилевской области, находится в пути в Слонимский район, Барановичской области, и на отчетное число проследовала м. Марьина Горка, Минской области.

По состоянию на 1.3.44 года план передислокации партизанских бригад и отрядов из восточных областей в западные области Белоруссии выполнен:

а) к передислокации и выброске намечалось

18 партизанских бригад

10 партизанских отрядов

15 организаторских групп (из Москвы)

формирование одной партизанской бригады;

б) передислоцировано и выброшено

9 партизанских бригад

10 партизанских отрядов

15 организаторских групп (из Москвы);

в) не выполнено:

из-за сложившейся обстановки были оставлены в районах прежней дислокации бригады Морозова, Захарова, Леонова, Шлапакова, Комлева, Покровского, Балана, Дербана, Корешкова, полк Садчиков, отряд Мармулева;

г) из-за отсутствия достаточного количества авиатранспортных средств не заброшено боевых грузов для бригад и отрядов общим количеством 33 самолетовылета.

Несмотря на проведенные мероприятия, бригады и отряды, направляющиеся в Белостокскую область, в свои районы не вышли и на отчетное число находятся в Барановичской области и северной части Брестской области.

О наличии партизанских отрядов на территории непосредственно Белостокской области БШПД данными не располагает. Боевые действия проводятся периодически, выходом на коммуникации отдельных диверсионных групп.

В целях дальнейшего развития партизанского движения и активизации боевых действий в западных областях Белоруссии и, в частности, Белостокской области, считаем необходимым провести следующие мероприятия:

1. Необходимо в ближайшее время бригадам и отрядам, находящимся в пути и ожидающим груза, забросить вооружение, боеприпасы и взрывматериалы, общим количеством 10 самолетовылетов, используя для этих целей работающие на партизан Белоруссии самолеты ЛИ-2 и СИ-47. С получением грузов дать категорические указания о выходе в свои районы действий;

2. Не ожидая заброски грузов, дать указание бригадам: Балана, Дербана, Корешкова, отряду Мармулева о выступлении в районы новой дислокации, намеченные планом;

3. Из соединения Мовчанского выделить 5–6 хорошо вооруженных отрядов, численностью 200–250 человек каждый с задачами перемещения в западные районы Белоруссии;

4. Для успешного продвижения бригад и отрядов в назначенные районы действий Белостокской области провести следующие организационно-тактические мероприятия:

а) из бригад и отрядов, находящихся непосредственно на границе Белостокской области, создать боевые отряды численностью 50–100 человек, включив в состав этих отрядов группы уполномоченных по районам, с имеющимися у них радиостанциями;

б) сформированным отрядам поставить конкретные боевые задачи по одновременному выступлению в назначенные районы действий с разных направлений, с целью дезориентировки противника и недопущения сосредоточения его сил на каком-либо одном направлении. В случае сложной обстановки при переходе через ж.д., поставить



местным бригадам задачи по обеспечению и оказанию помощи при продвижении отрядов;

в) с выходом отрядов в свои районы развернуть работу по освоению районов и подготовке баз для прибывающих бригад впоследствии;

г) развернуть боевые действия на шоссейных и железных дорогах по дезорганизации тыла противника.

ЗАМ. НАЧАЛЬНИКА БЕЛОРУССКОГО ШТАБА  
ПАРТИЗАНСКОГО ДВИЖЕНИЯ (И. ГАНЕНКО)

НАЧАЛЬНИК ОПЕРАТИВНОГО ОТДЕЛА  
ПОДПОЛКОВНИК (podpis) (БРЮХАНОВ)

1.3.44.

Исп. подполковник Шутов.

2 экз. лз.

Dokument poprzedza (k.1) następująca adnotacja: „T. Briuchanow. Proszę materiał sprawdzić i zaadresować raport na imię t. Ponomarenki. 9.4.44., Ganienko” oraz „Tow. Szutow, Skontaktujcie się ze mną. 9.4.44, Ponomarenko”.

Oryginał, maszynopis.

Źródło: NARB w Mińsku, zesp. 3500, spr. 2, t. 1026, k. 2–6.

<sup>a</sup> Brak numeru.

<sup>b</sup> Wielkie litery i podkreślenia oryginału.

## Dokument 12

*1944 marzec 25, Raport wydziału operacyjnego BSzRP o stanie wykonania zadań związanych z przerzucaniem radzieckich formacji partyzanckich do obwodów białostockiego i brzeskiego.*

### ЗАМЕСТИТЕЛЮ НАЧАЛЬНИКА БЕЛОРУССКОГО ШТАБА ПАРТИЗАНСКОГО ДВИЖЕНИЯ<sup>а</sup>

#### Докладная записка

В соответствии с постановлением бюро ЦК КП(б)Б и Вашими указаниями, партизанские бригады и отряды, намеченные к передислокации, из своих районов дислокации выступили и к 20.3.44 достигли:

Белостокское соединение – бригада имени Ал-дра Невского (к-р Ещенко), отряд „Боевой” (к-р Гриценевич), отряд им.Калинина (к-р Степанов), отряд им. Жукова (Трацевский) – района Лепечанской пуши, Барановичской области;

Бригады: им. Чапаева (к-р Матавасьян), им. Кастуся Калиновского (к-р Войцеховский), „Во имя Родины” (к-р Янковский), отряды: им.Пономаренко (к-р Нестеров), им. Буденного (Шурман) – района Ружанской пуши, Брестской области.

208 полк Беспоясова – района Телеханы, Пинской области.

Отряды: им. Богдана Хмельницкого (Карабань), им. Дзержинского (Сокольчик), отряд Дьякова – района оз. Споровское, Брестской области.

Бригады, направляющиеся в Брестскую область, достигли: им. Гуляева – района оз.Споровское, бригада Жунина – м. Великая Гать (12 км. с-з Телеханы).

Таким образом, перечисленные бригады и отряды своих районов не достигли, неоднократные попытки бригад продвинуться в свои районы, успеха не имели, из-за сложившейся обстановки по маршруту движения бригад (сосредоточенные противником превосходящих сил на пути движения бригад и большое количество гарнизонов).

Изучение обстановки и опыта боевых действий в районах Брестской и Белостокской областей показывает:

а) По линии: Гродненская пуша, ст. Мосты, р. Зельвянка, м. Менжирец, Порозово, Шерешево и далее на юго-запад проходит, так называемая, граница Восточной Пруссии, которая охраняется

немецкими пограничными кордонами, для перехода границы существуют специальные пропуска;

б) В районах пограничной полосы имеется большое количество гарнизонов противника;

в) Шоссейные и ж.д. коммуникации противника усиленно охраняются;

г) Местное население за малейшее оказание помощи партизанам – или не своевременное сообщение о появлении партизан, подвергается суровым репрессиям.

В такой обстановке попытки выхода в свои районы партизанских бригад в полном составе, особенно в условиях отсутствия боеприпасов, сопряжены с большими потерями.

На запрос штаба о возможностях продвижения бригады им. Гуляева в Клецельский район, т. Сикорский 18.3.44 сообщил, что: „Бригаду сейчас направлять в Клецельский районе нецелесообразно, обстановка там сложная и бригада будет разбита, пока будем направлять мелкие группы”.

В районах Гродненском, Скидельском, Волковыском, Свислючском, Белостокской области, боевые действия проводятся диверсионными группами, выделенными из бригад.

Исходя из этого, следовало бы командованию партизанских бригад, которые должны выйти в районы Брестской и Белостокской областей, дать указания примерного содержания:

Для освоения новых районов Вашей дислокации в ближайшие 10–15 дней сформируйте 2–4 группы по 25–30 человек каждая с сильным вооружением, полным боезапасом и направьте их как разведывательные, в случае благоприятной обстановки, группам осесть в заданных районах и действовать до подхода основных Ваших сил. Связь с группами установите посыльными. Группы дислоцируйте пошелонно с постепенным удалением базирования.

Боеприпасы Вам выбросим в первые летние ночи.

НАЧАЛЬНИК ОПЕРАКТИВНОГО ОТДЕЛА БШПД  
ПОДПОЛКОВНИК (podpis) (БРЮХАНОВ)

СТ. ПОМОЩНИК НАЧАЛЬНИКА ОПЕРОТДЕЛА  
ПОДПОЛКОВНИК (podpis) (ШУТОВ)

„25”<sup>b</sup> марта 1944 г.

еш-2.

Na lewym marginesie u góry ukosem adnotacja: „tow. Szutow (podkreślone) Chronić w aktach, 3.IV.44, Briuchanow”

Oryginał, maszynopis.

Źródło: NARB w Mińsku, zesp. 3500, spr. 2, t. 1026, k. 26–27.

<sup>a</sup> Wielkie litery i podkreślenie oryginału.

<sup>b</sup> Dzień wpisany odręcznie.

### Dokument 13

*1944 kwiecień 18, – Wyciąg z protokołu nr 211 Biura KC KP(b)B przedstawiający decyzje w sprawie przygotowań do przejmowania władzy w obwodzie białostockim<sup>1</sup>.*

9. СЛУШАЛИ:<sup>a</sup> Вопросы Белостокского Обкома КП(б) Белоруссии.

#### ПОСТАНОВИЛИ:

1. Принять предложение Белостокского Обкома КП(б)Б о включении группы работников Обкома КП(б)Б во главе с секретарем обкома т. Эльманом в оперативную группу Белорусского штаба партизанского движения на 1-м Белорусском фронте.

Поручить Начальнику Штаба Белорусского партизанского движения т. Калинин, начальнику оперативной группы штаба на 1-м Белорусском фронте и т. Эльману организовать связь с подпольными партийными организациями и партизанскими отрядами, действующими на территории Белостокской области, и оказать им помощь в обеспечении вооружением, боеприпасами и организовать засылку печатных изданий в районы Белостокской области.

2. Поручит т. Кудряеву для повседневной связи с Белорусским штабом партизанского движения прикомандировать к Оперативному отделу штаба одного из работников обкома КП(б)Б.

3. Поручить Секретарю Белостокского Обкома КП(б)Б т. Кудряеву развернуть работу по подготовке партийного и советского аппарата области к возобновлению своей деятельности на территории области в момент ее освобождения от немецких оккупантов для чего имеющихся в распоряжении обкома партийных и советских работников уже сейчас распределить по соответствующим отраслям

партийной, государственной и хозяйственной работы. Определить основной состав руководящих партийных и советских работников для каждого района области.

4. Обязать Белостокский Обком КП(б)Б создать при обкоме резерв партийных и советских работников для комплектования аппарата областных и районных партийных и советских органов в количестве не менее 100 чел. С этой целью вызвать из восточных областей СССР работников, ранее работавших в Белостокской области.

Поручить т. Кудряеву совместно с Отделом кадров ПК КП(б)Б и Белорусским штабом партизанского движения внести предложения об отзыве из тыла противника в распоряжение Белостокского Обкома КП(б)Б 25 работников.

5. Предрешить вопрос об откомендировании в распоряжение Белостокского Обкома КП(б)БЮ, по мере освобождения районов Белостокской области, следующих работников Белостокской области, ныне работающих в других областях БССР:

- |                       |                     |
|-----------------------|---------------------|
| 1. Сороколестова Н.В. | 9. Кец Ф.В.         |
| 2. Чарина П.Т.        | 10. Науменко Н.Н.   |
| 3. Токарева П.Ф.      | 11. Дубовко Т.А.    |
| 4. Солдатенко М.Д.    | 12. Григорьева В.Л. |
| 5. Медвецкую Л.Г.     | 13. Дмитреву А.М.   |
| 6. Денисюк В.И.       | 14. Крейнина Л.С.   |
| 7. Кунцевич Д.И.      | 15. Яацкович Г.Д.   |
| 8. Мельникову П.Л.    | 16. Ковалева А.Т.   |
| 17. Лисову Г.П.       | 24. Ильинок М.К.    |
| 18. Фрейндорф Б.А.    | 25. Романову А.Н.   |
| 19. Хващенко Т.Э.     | 26. Позднякова И.Б. |
| 20. Дашкевич Г.С.     | 27. Сироткину П.    |
| 21. Переход А.Е.      | 28. Шпак М.         |
| 22. Киселеву Т.С.     | 29. Шах Н.П.        |
| 23. Макренко И.Т.     | 30. Кислик          |

6. Поручить обкому КП(б)Б подготовить соображения по укомплектованию работниками государственных учреждений и предприятий в районах Белостокской области.

7. Местонахождения Белостокского Обкома КП(б)Б определить г. Ново-Белица.

Обязать Управление делами ЦК КП(б)Б предоставить обкому КП(б)Б соответствующее помещение для работы и для жилья работников.

Выделить в распоряжение Белостокского обкома КП(б)Б одну легковую автомашину.

СЕКРЕТАРЬ ЦК КП(б)БЕЛОРУССИИ  
(podpis) (П.КАЛИНИН)

ГП-3

Oryginał, maszynopis.

Źródło: NARB w Mińsku, zesp. 4, spr. 61, t. 51, k. 15–16.

<sup>1</sup> Decyzje przyjęto tzw. obiegiem.

<sup>a</sup> Duże litery i podkreślenia oryginału.

#### Dokument 14

*1944 kwiecień (brak dnia), Moskwa, – Projekt uchwały KC KP(b)B w sprawie pomocy białostockiej podziemnej obwodowej organizacji partyjnej.*

Проект

ПОСТАНОВЛЕНИЕ<sup>a</sup>  
ЦЕНТРАЛЬНОГО КОМИТЕТА КП(б)БЕЛОРУССИИ  
от „ ” апреля 1944 г.

О мерах помощи Белостокской областной  
подпольной парторганизации

ЦК КП(б)Белоруссии считает, что важнейшей задачей Белостокской областной подпольной парторганизации на ближайший период является усиление партизанского движения во всех районах области и нанесение ударов немецко-фашистским захватчикам, широкий охват политическим влиянием населения области и, как ближайшая конкретная задача, определяющая успех партизанского движения области – овладение Гродненскими лесами области.

В целях выполнения этих задач, ЦК КП(б)Белоруссии – ПОСТАНОВЛЯЕТ:

1. Утвердить представленный Белорусским штабом партизанского движения план оперативно-организационных мероприятий по дальнейшему развитию партизанского движения и активизации борьбы партизан с фашистскими захватчиками в Белостокской области.

2. Отмечая, что в Белостокской области действуют только 7 подпольных райкомов КП(б)Б (Волковысский, Свислочский, Скидельский, Гродненский, Сопоткинский, Лапский и Снядовский и 2 межрайкома – Августовский с охватом Августовского и Граевского районов и Чижевский – с охватом Чижевского и Замбровского районов), – обязать Белостокский подпольный обком КП(б)Б организовать райкомы КП(б)Б в Заблудовском, Домбровском, Белостокском, Кнышинском, Крынковском и Соколковском районах и в месячный срок представить состав райкомов на утверждение ЦК КП(б)Б.

Обязать секретарей межрайкомов КП(б)Б: Ломжинского – т. Сокольчика и Брянского – т. Карабань в кратчайший срок выйти в районы их действия и установить связь с подпольным обкомом КП(б)Б.

3. Обязать ЦК ЛКСМБ организовать подпольные комсомольские организации в тех районах области, где они еще не созданы.

4. Учитывая малочисленность Белостокской областной парторганизации и необходимость большего насыщения коммунистами партизанских отрядов Белостокской области, обязать Минский подпольный обком КП(б)Б увеличить партийную прослойку в отрядах и бригадах, направляемых из Минской области в Белостокскую область.

5. Считая одной из важнейших задач подпольной парторганизации развертывание политической работы среди населения, одобрить инициативу Белостокского подпольного обкома по созданию областного и пяти районных антифашистских комитетов, и предложить обкому КП(б)Б создать антифашистские комитеты во всех районах области, поставив перед ними задачи создания скрытых партизанских резервов, развертывания диверсионной и разведывательной работы, особенно в городах и гарнизонах противника, и противодействия враждебной деятельности польских националистических организаций.

6. Предложить отделу пропаганды и агитации ЦК КП(б)Б в течение апреля-мая выделить, а Белорусскому штабу партизанского

движения забросить в область: 2 печатных машины, типографскую краску, шрифты, 600 килограмм бумаги, 50 библиотек массовой политической литературы.

Oryginał, maszynopis.

Źródło: NARB w Mińsku, zesp. 3630, spr. 1, t. 7, k. 37–38.

<sup>a</sup> Wielkie litery i podkreślenie oryginału.

### Dokument 15

*1944 kwiecień (brak dnia), Moskwa, – Plan działań operacyjno-organizatorskich zabezpieczających rozwój radzieckiego ruchu partyzanckiego w obwodzie białostockim.*

УТВЕРЖДЕН

НА БЮРО ЦК КП(б)БЕЛОРУССИИ<sup>a</sup>

экз.№ ....

„ ” апреля 1944 года

### П Л А Н

оперативно-организационных мероприятий по дальнейшему развитию партизанского движения и активизации борьбы партизан Белостокской области с фашистскими захватчиками.

I. Для проведения боевой операции по разгрому враждебных гарнизонов в районе Гродненских лесов и превращению этих лесов в опорный пункт для партизанских соединений, в Гродненский район передислоцировать следующие партизанские соединения:

- бригаду Корешкова – в составе 600 человек;
- бригаду Кузнецова – в составе 800 человек;
- бригаду Балана – в составе 1000 человек;
- бригаду Базылевича – в составе 1000 человек;
- бригаду Мармулева – в составе 600 человек;
- бригаду Покровского – в составе 1500 человек.

Перечисленным партизанским соединениям через 15 дней после получения директивы штаба выступить кратчайшим маршрутом



в район Гродненских лесов, где по прибытию, под общим руководством Белостокского обкома КП(б)Б, совместно с местными партизанскими бригадами, разгромить немецкие гарнизоны и прочно овладеть Гродненскими лесами.

II. В обеспечение намечаемой операции, провести следующее:

1. Направить в партизанские соединения Минской восточной зоны представителя БШПД с задачами:

а) довести настоящую директиву до сведения и руководства командиров, комиссаров партизанских соединений, предназначенных к передислокации;

б) для координации действий партизанских соединений на марше создать оперативную группу в составе: командир оперативной группы – тов. Балан (по совместительству с основной должностью командира партизанской бригады), представитель БШПД и 2 помощника командира оперативной группы – первый – по оперативной части, второй – по разведке (назначаются на месте);

в) совместно с командованием оперативной группы подготовить партизанские соединения к передислокации и разработать необходимые мероприятия для осуществления марша;

г) принимать и распределять, совместно с командованием оперативной группы, боеприпасы и вооружение, выбрасываемые БШПД партизанским соединениям, намеченных к передислокации;

д) информировать БШПД о ходе подготовки и проведения марша партизанских соединений в районе Гродненских лесов;

е) совместно с руководством подпольного обкома КП(б)Б Белостокской области, участвовать в разработке операции по разгрому вражеских гарнизонов района гродненских лесов и овладению этими лесами.

2. Выбросить радистов с радиостанциями для организации радиосвязи между оперативной группой и партизанскими соединениями на марше.

3. Доставить всем партизанским соединениям, намеченным для передислокации, боеприпасы и вооружение из расчета не менее двух тонн на каждое соединение (по прилагаем. расчету)<sup>в</sup>.

4. Обеспечить командование оперативной группы необходимыми разведанными для совершения успешного перехода партизанских бригад в район Гродненских лесов и предотвращения столкновений партизанских соединений с крупными силами противника.

III. Партизанская бригада тов. Покровского в район гродненских

лесов передвигается самостоятельно. Задачу на марш этой бригаде довести по радио.

IV. Для обеспечения боевых действий существующих партизанских бригад и отрядов Белостокской области, забросить в течение апреля месяца 1944 года боевых грузов общим количеством 9 тонн, в том числе:

Тол прессованный .....	– 2,5 тонны	
Патронов винтовочных русских ....	– 150 тыс. шт.	– 3,3 тонны
Винтовки (карабины) .....	– 100 штук	– 0,4 тонны
Автоматы .....	– 60 штук	– 0,8 тонны
Патроны ТТ .....	– 160 тыс. шт.	– 0,8 тонны
Ручные пулеметы .....	– 20 шт.	– 0,3 тонны
Минометы ротные (с комплектами)	– 6 шт.	– 0,4 тонны
П Т Р с боекомпл. ....	– 4 шт.	– 0,4 тонны
		8,0 тонн

гранаты Т-1, ружейные гранаты, упрощенные взрыватели, капсюля мины МЗЛ, медикаменты (2 аптечки), 20 комплектов обмундирования для комсостава, мыло туалетного – 20 кгр., табак – 20 кгр. – общим весом одна тонна.

V. В целях сохранения партизанской агентуры, командирам и комиссарам партизанских соединений и подразделений не допускать, при прохождении районов, каких-либо репрессий без ведома местных партизанских отрядов по отношению лиц, состоящих на службе у немцев.

VI. Обратить внимание командиров, комиссаров и партийных организаций партизанских соединений, что успех операции в районе гродненских лесов во многом будет зависеть от сохранения в строгой тайне целей и задач передвижения партизанских соединений, от правильных взаимоотношений на марше с местным населением и местными партизанскими отрядами и бригадами. Поэтому необходимо среди личного состава партизанских соединений, намеченных к передислокации, провести серьезную разъяснительную работу о соблюдении железной воинской дисциплины на марше, сохранении военной тайны, правильных взаимоотношений с местными партизанскими отрядами, бригадами и местным населением, а также о строгой персональной ответственности командиров, комиссаров соединений и подразделений и всех партизан за поступки, порочащие высокое звание советского партизана.

НАЧАЛЬНИК БЕЛОРУССКОГО ШТАБА  
ПАРТИЗАНСКОГО ДВИЖЕНИЯ (П.КАЛИНИН)

НАЧАЛЬНИК ОПЕРАТИВНОГО ОТДЕЛА  
БШПД – ПОДПОЛКОВНИК (БРЮХАНОВ)

В е р н о:

Ст. пом. начальника Оперативного  
отдела БШПД – подполковник (podpis) (Шутов)

Kopia, potwierdzona.

Źródło: NARB w Mińsku, zesp. 3630, spr. 1, t. 7, k. 69–71.

<sup>a</sup> Wielkie litery i podkreślenia oryginału.

<sup>b</sup> Wymienionego dokumentu w teczce brak.

## Dokument 16

*1944 maj 4, – Uchwała Białostockiego Podziemnego Komitetu Obwodowego  
KP(b)B w sprawie sytuacji w oddziale partyzanckim im. Żukowa.*

Сов.секретно

Экз. ....

### Постановление

Белостокского подпольного обкома КП(б)Б от 4 мая 1944 года  
О положении в отряде им. Жукова

Обком КП(б)Б отмечает, что в отряде им. Жукова в ночь на 2-ое мая имел место, из ряда вон выходящий, случай дебоша, повлекший за собой жертвы – 3 чел. 1 убито и 2 ранено.

Инициатором мяного дебоша и раздула является командир отряда СИДОРЕНКО<sup>a</sup>, неоднократно наказываемый за хулиганское поведение, пьянку, стрельбу по партизанам. Своим поведением СИДОРЕНКО подрывал дисциплину, разлагал отряд. Прошное СИДОРЕНКО дает объяснение его поведения. СИДОРЕНКО в 1942 году пошел на службу к немцам, окончил у них в г. Минске 3-х

месячные офицерские курсы и до декабря 1942 года служил оккупантам начальником „Самаховы” с. Дзержинска. В отряде подрабатывал отдельных партизан и командиров, пытаясь противопоставить их партийному руководству.

В ночь на 3-е мая СИДОРЕНКО преднамеренно напоил группу партизан и сознательно организовал вооруженное нападение на дом, где находился секретарь межрайкома тов. Трацевский. Цель СИДО-РЕНКО также высказано партизанам – убить Трацевского и группу москвичей и увести отряд не в район действия, а за линию фронта.

Секретарь Межрайкома тов. Трацевский<sup>b</sup> проявил политическую близорукость и не только во время не вскрыл лица СИДО-РЕНКО, не разоблачил его, а наоборот, своим поведением, недостойным партийного руководителя, создавал благонадежную атмосферу для грязных дел СИДОРЕНКО.

Вопреки предупреждениям Обкома, ТРАЦЕВСКИЙ продолжал пьянствовать, угрожать расстрелами партизанам, запугивал их выстрелами над ухом и другими угрозами. Чаще всего это делалось в нетрезвом состоянии. В этом принимал также участие комиссар отряда т. РОГОЗИНСКИЙ. И в день 1-го мая ТРАЦЕВСКИЙ позволили себе, в присутствии партизан, стрелять по СИДОРЕНКО и был обезоружен партизанами.

При всем этом политико-воспитательная и боевая работа отряда находилась на низком уровне.

Исходя из выше изложенного, Белостокский подпольный обком КП(б)Б

Постанавливает:

1. Предложить тов. ПЕТРИЧЕНКО тщательно расследовать обстоятельства дела и закончить производство в 3-х дневный срок.

Принять к сведению сообщение следственных органов о том, что СИДОРЕНКО и ком. роты СКОРИК, убивший бывшего командира отряда им. Дзержинского, арестованы.

Т. Капуста, по окончанию следствия, главных виновников политического бандитизма – СИДОРЕНКО и СКОРИКА, подвергнуть скорейшему наказанию по законам военного времени.

2. Осудить поведение тов. ТРАЦЕВСКОГО, проявившего политическую близорукость, продолжавшего пьянствовать и запугивать партизан стрельбой, неумевшего поднять политико-воспитательную работы и боевую деятельность отряда, своим, недостойным партийного руководителя поведением, давшего повод к бандитскому

разгулу – вынести тов. ТРАЦЕВСКОМУ строгий выговор с предупреждением. О чем поставить в известность ЦК КП(б) Белоруссии.

3. Комиссару отряда тов. РОГОЗИНСКОМУ объявить выговор за недостойное поведение и холатное отношение к исполнению своих обязанностей.

4. Считать целесообразным отстранение от должности командира роты НОСЕВИЧА и перевод его, а также группы других партизан из отряда им. Жукова. В отряд им. Жукова перебросить из других отрядов группу командиров и партизан.

5. Намеченный на 5-го мая выход отряда в район действия, отложить до 25 мая.

6. Предложить парторганизации отряда им. Жукова обсудить вопрос о состоянии политико-воспитательной и боевой работы в отряде, об оздоровлении отряда и о поведении отдельных коммунистов и комсомольцев.

Обязать тов. ТРАЦЕВСКОГО, совместно с вновь назначенными командирами и политработниками, в период до ухода в район действия, провести большую разъяснительную политико-воспитательную работу, направленную на оздоровление политико-морального состояния и поднятия боевого духа отряда.

Настоящее постановление обсудить на закрытых партийных собраниях бригад и отрядов.

Секретарь Белостокского Подпольного  
Обкома КП(б)Б (podpis) (САМУТИН)

Отп. в 12 экз.

Oryginał, maszynopis.

Źródło: NARB w Mińsku, zesp. 3630, spr. 1, t. 6, k. 33–34.

<sup>a</sup> Duże litery oryginału.

<sup>b</sup> Podkreślenie oryginału.

Anatol Citoŭ,  
*Geral'dyka belaruskich mestaŭ (XVI – pačatak XX st.)*,  
Mińsk 1998, Wydawnictwo „Polymja”, ss. 288

Anatol Citoŭ, uchodzący w Białorusi za wybitnego znawcę heraldyki, wydał kolejną swoją książkę, w której zajął się symboliką miast w sensie prawnym i zwyczajowym. Jak na warunki białoruskie książka posiada staranną szatę graficzną i – co jest ważne w przypadku ilustracji – została wydrukowana na dobrym papierze.

Interesujący jest rozdział dotyczący miejskiej symboliki cechowej, bogato ilustrowany, podobnie zresztą jak i całość książki. Citoŭ zajmuje się też ogólnie przywilejami miejskimi, symboliką herbów, historią znaków miejskich. Najobszerniejszy rozdział krótko omawia, w porządku alfabetycznym, historię miast oraz herbów, z ukazaniem godeł samorządowych. Dołączony aneks zawiera wizerunki dziewiętnastowiecznych projektów nowych herbów oraz wizerunki pieczęci miejskich.

Najwartościowszym elementem publikacji jest materiał ilustracyjny. W niniejszej recenzji pominię polemikę z autorem odnośnie pierwszych ogólnych rozdziałów. Ograniczę się jedynie do stwierdzenia, że nie zgadzam się z częścią wywodów autora. Dłużej natomiast zatrzymam się nad omówieniem herbów miast, które obecnie znajdują się w granicach Polski, a szczególnie na Podlasiu.

Anatol Citoŭ, omawiając heraldykę miast białoruskich, zakresem terytorialnym objął też znaczny obszar etnicznie i politycznie polski. Na zachodzie jego zainteresowania objęły granicę niemiecko-radziecką z **28 września 1939 r.**! I tak oto do miast białoruskich zostały zaliczone: Augustów, Białystok, Bielsk Podlaski, Brańsk, Ciechanowiec, Drohiczyn, Dąbrowa Białostocka, Filipów, Goniądz, Jałówka, Janów, Kleszczele, Knyszyn, Kodeń, Kolno, Korycin, Krynki, Kuźnica, Lipsk, Łomazy, Łomża, Mielnik, Milej-

czyce, Narew, Nowogród, Nowy Dwór, Orla, Ostrołęka, Piszczac (k. Białej Podl.), Przerośl, Rajgród, Sejny, Sławatycze, Sokółka, Suchowola, Suraż, Suwałki, Szczuczyn, Wasilków, Wołyń (k. Radzyna Podlaskiego), Wizna, Zabłudów. Tak szeroko pojmowana „Białoruś” z pewnością zdumiewa. Pozostawiam to bez komentarza. Z nieznanych przyczyn autor pominął przykładowo Boćki, Choroszcz, Siemiatycze, Tykocin i inne. Przypuszczalnie nie udało się mu uzyskać stosownych danych.

Omawiając herby, Citoŭ przytacza też zwięzłą historię miast, popełniając znaczną ilość błędów. Informacje te nie stanowią jednak zasadniczej treści książki, stąd je pominię.

Natomiast warto przyrzeć się bliżej ukazany przez Citoŭa herbom niektórych z tych miast podlaskich, które znacząco odbiegają od obecnie używanych. Przykładowo w stosunku do Białegostoku proponuje on powrót do herbu *Gryf*. Poniekąd jest to propozycja słuszna, gdyż obecnie używany znak miasta jest właściwie przeróbką herbu obwodu białostockiego z 1809 r. Zbyt kojarzy się też z herbem województwa podlaskiego i ma elementy niezgodne z zasadami heraldycznymi. Natomiast nie do przyjęcia jest propozycja autora odnośnie Bielska Podlaskiego: „na srebrnym polu postać czerwonego żubra ze złotymi rogami na zielonej ziemi” (s. 119). Nieprawdą jest, że – jak pisze Citoŭ – Bielsk otrzymał herb (i to taki) w 1501 r. Już o dwa lata wcześniejszy akt wielkksiążęcy dotyczący tego miasta wymienia „znak miejski”. Syn ostatniego staropolskiego pisarza miejskiego Bielska, Józef Jaroszewicz, profesor Uniwersytetu Wileńskiego, określił ów herb jako „woła w biegu”<sup>1</sup>.

Z punktu widzenia polskiej heraldyki niedopuszczalne jest sugerowanie (przypisywanie?) niektórym miastom projektów herbów z czasów zaborów, niezgodnych z zasadami heraldycznymi i tradycją. Ponadto w większości znaki te nigdy nie były używane w praktyce. I tak, w przypadku Ciechanowca podano: „...na srebrnej tarczy czerwony koń ze złotymi kopytami i językiem” (projekt z 1870 r., s. 249). W okresie staropolskim Ciechanowiec posługiwał się dwoma herbami, ale całkiem słusznie przyjęto za obecny herb pierwszy znak, tj. dwa skrzyżowane klucze (używany już w I połowie XVI w.), o czym autor białoruskiej heraldyki miejskiej wiedzieć powinien, gdyż wykorzystał pracę M. Gumowskiego<sup>2</sup>. Podobnie według Citoŭa herb Korycina (s. 168) to: „złoty »narog« w czarnym polu, po bokach którego

<sup>1</sup> *Bielsk Podlaski. Studia i materiały do dziejów miasta*, Bielsk Podlaski 1999, s. 24.

<sup>2</sup> Patrz: *Herby miast...*, s. 151.

złote kłosy” (projekt z 1875 r). Obecnie używany herb gminy Korycin jest zupełnie odmienny od proponowanego przez Citoŭa, chociaż i jemu także jest daleko do poprawności heraldycznej. To samo dotyczy Kuźnicy (s. 180): „srebrna tarcza z kowalskim młotem, w czerwonym polu, na którym rozmieszczono dziewięć złotych podków” (projekt z 1875 r.). Herb obecnie używany przez Kuźnicę – także błędny – zaczerpnięto z narzuconego przez władze carskie w 1845 r. znaku powiatowej Sokółki. W tym czasie miasta wchodzące w skład powiatów musiały używać na pieczęciach herbów swych powiatowych centrów administracyjnych, stąd całe nieporozumienie i błędne przypisanie Kuźnicy tego znaku. Herb Sokółki z czasów carskich z 1845 r. (tarcza dwudzielna w pas z żubrem w górnym polu, w dolnym zaś złotym do połowy rycerz trzymający w prawej ręce uniesiony miecz), o dziwo, używany jest przez władze samorządowe nadal. Citoŭ podaje wersję według projektu z 1861 r. (s. 229) – na złotym polu trzy czwarte postaci rycerza z uniesionym w górę pałaszem.

Rosyjscy projektanci herbów miast z pewnością zakładali oderwanie nowej symboliki od korzeni staropolskich. Często nazwa miasta – na zasadzie prostego skojarzenia – sugerowała im, co ma być jego godłem. Przykładowo Mielnikowi (s. 196) zaproponowano: „złoty wiatrak w zielonym polu” (projekt z 1867 r.). I tak podaje go Citoŭ, nie bacząc na to, że herbem Mielnika od XVI w. był baranek paschalny z chorągiewką. W innym miejscu autor recenzowanej książki, w przypadku Goniądza, przytacza projekt (s. 265) wykonany według zasady skojarzenia nazwy z przedstawieniem herbowym: chłop z batem na galopującym koniu, ale wcześniej (s. 148) jako „symbol niezależności” Goniądza podaje: czarnego niedźwiedzia na złotym polu. Brak jest tutaj konsekwencji w interpretacji źródeł.

Z pewnością zdziwienie mieszkańców Suchowoli wywoła przytoczenie propozycji z 1868 r. – „na zielonym polu złote trójlistne liście” (s. 242). Faktycznie herbem Suchowoli był koń stojący przy drzewie, nad którym widnieje krzyż maltański (pieczęć z 1801 r.), o czym chyba Citoŭ nie wiedział.

Nie wiadomo, dlaczego w niektórych przypadkach autor powoływał się na przywileje, w których nie ma wzmianki o herbie, a w innych przypadkach prawidłowo przytaczał czas nadania takowego znaku, ale za to opis i wizerunek znacznie odbiegają od podanego w dokumencie. Tak jest jeśli chodzi o Zabłudów. Jan Kazimierz 7 kwietnia 1654 r. w swym dokumencie stwierdził: „Na pamięć zaś większej łaski miastu znamię [nadaję – Z. R.]: pięknego jednorożca biegnącego z rozdartym papierem (i w niej Orzeł Czarny [herb Radziwiłłów – Z. R.]) cały, na polu czarnym pozwałamy, jako jest



wymalowany, na herbie widzieć się zdaje”<sup>3</sup>. Zaś Citoŭ, powołując się na ten akt, podaje następującą wersję herbu: „w błękitnym polu srebrny jelen, między rogami srebrny herb »Kościeszka«, na jeleniu złota płachta z czarnym jednogłowym orłem” (s. 163). Najprawdopodobniej autor w opisie zasugerował się znacznie późniejszym odciskiem pieczęci miejskiej z czasów pruskich (1796–1807), który odpowiada przytoczonemu w książce. Obecnie herb używany przez Zabłudów („skaczący jelen”) nie odpowiada tradycji, a dodatkowo obarczony jest poważnymi błędami.

Inne budzące poważne wątpliwości to opublikowane herby: Drohiczyzna – na czerwonym polu złota głowa żubra, oczy czerwone (s. 157), Janowa Podlaskiego – złoty sierp w zielonym polu, na skrajach cztery trzylistne koniczyny (projekt z 1868 r., s. 258), Narwi – na czerwonym polu srebrna sarna ze złotymi rogami i kopytami (s. 204) – rzekomo otrzymany w 1545 r., Rajgrodu (wizerunek załączonej pieczęci chyba błędnie przypisany temu miastu – s. 226) – na czerwonym polu mur z otwartą bramą, nad nim trzy wieże. Według M. Gumowskiego<sup>4</sup>, któremu przyznaję rację, właściwym herbem tego miasta są „cztery ćwieki”.

Do w miarę poprawnych (z pewnymi drobnymi mankamentami) herbów przywołanych przez Citoŭa zaliczyć można znaki takich ośrodków, jak: Jąłowka (s. 257), Kleszczele (s. 171), Knyszyn (s. 172), Kolno (s. 175), Krynki (s. 177), Łomża (s. 188), Milejczyce (s. 199), Nowy Dwór (s. 207), Orla (s. 209), Suraż (s. 241), Suwałki (s. 239), Wasilków (s. 128), Wizna (s. 141).

Generalna uwaga dotyczy też używanej przez autora tarczy herbowej, obcej polskiej heraldyce. Jak na razie upowszechniana ona jest w Polsce, razem z budzącymi wątpliwość godłami, tylko przez wydawnictwa białoruskie<sup>5</sup>. Mam nadzieję, że na tym się skończy i żaden samorząd nie użyje zaproponowanej przez autora tarczy herbowej do umieszczenia na niej swego godła.

Uogólniając należy stwierdzić, że autorowi w kilku przypadkach z pozytywnym skutkiem udało się ustalić nieznane dotąd godła herbowe. Niestety, do książki zakradło się też sporo błędnych stwierdzeń i propozycji, stąd przy korzystaniu z opracowania konieczna jest daleko posunięta ostrożność.

Zbigniew Romaniuk

<sup>3</sup> *Prawa i przywileje miasta i dóbr ziemskich Zabłudów XV–XVIII w.*, opr. J. Maroszek, Białystok 1994, s. 192.

<sup>4</sup> *Herby miast...*, s. 7 i 285.

<sup>5</sup> „Białoruskie Zeszyty Historyczne”, nr 1, 1996, s. 108–112; „Bel’ski Gostinec”, nr 5, 1999, s. 13–17.

Heinz-Dieter Heimann,

*Wprowadzenie do historii średniowiecznej,*

tłum. Stefan Kwiatkowski,

Towarzystwo Naukowe Organizacji i Kierownictwa „Dom Organizatora”, Toruń  
1999

Praca Heinza-Dietera Heimanna, wedle słów tłumacza Stefana Kwiatkowskiego, jest propozycją skierowaną do osób rozpoczynających studiowanie historii średniowiecznej. „Nieraz można spotkać w zakamarkach pomieszczeń uniwersyteckich studentów, którzy w gorączce przedegzaminacyjnej wertują podręczniki licealne. Ma to oczywiście jakiś sens, służy bowiem wypełnianiu luk lub pewnej systematyzacji wiedzy, chroniąc ją przed chaosem”<sup>1</sup>. Starają się oni także naprędce wyrobić sobie obraz epoki w ujęciu problemowym, pozwalającym na uspokojenie nerwów i sumienia przed spotkaniem z egzaminatorem. Sięganie po podręcznik licealny jest w takiej sytuacji być może żenujące, niemniej wynika między innymi z braku jakiegokolwiek polskojęzycznego „wprowadzenia” do mediewistyki, będącego uzupełnieniem a zarazem podsumowaniem wiadomości zdobytych w trakcie lektury podręczników Benedykta Zientary lub Tadeusza Manteuffla czy usłyszanych na wykładach. Istniejącą lukę do pewnego stopnia ma zapełnić książka historyka niemieckiego, wykładowcy Uniwersytetu w Poczdamie, autora między innymi takich pozycji, jak: *Hausordnung und Staatsbildung* (Schoningh 1993), *Soest* (Soest 1997), *Kommunikationspraxis und Korrespondenzwesen im Mittelalter und in der Renaissance* (Schoningh 1998).

---

<sup>1</sup> S. Kwiatkowski, *Od tłumacza*, w: H. D. Heimann, *Wprowadzenie do historii średniowiecznej*, Toruń 1999, s. 11.

Autor za cel swojej pracy postawił zaznajomienie czytelnika ze specyfiką epoki, zatem zadaniem jego *Wprowadzenia...* jest „[...] informować w ogólnym zarysie o problemach i procesach historii średniowiecznej ze spojrzeniem na kierunki rozwoju dziejowego zarówno w Niemczech, jak i w Europie. Poza tym ma ono wskazać studiującym i wszystkim zainteresowanym współczesne tendencje mediewistyki w ramach nauki historycznej i w ten sposób przywieść do odpowiadającego naszym czasom rozumienia średniowiecza...”. Jednocześnie autor zastrzegł, że: „Wprowadzenie oznacza zacytowanie, podejmowanie studiów, ich początek. Nie może zatem spełnić warunku treściowo-tematycznej kompletności, która jest właściwością wielotomowych podręczników i obszernych monografii historycznych”<sup>2</sup>.

Zasadnicza część książki podzielona jest na cztery rozdziały, w których Heinz-Dieter Heimann w niezwykłym porządku (niemieckim?) i w sposób systematyczny realizuje, w dużej mierze z powodzeniem, postawione sobie jasne, choć trudne do wykonania, zadanie stworzenia wartościowej pomocy dydaktycznej.

W rozdziale pierwszym: *Średniowiecze – historia średniowieczna: Okresy – przestrzenie – horyzonty* autor prezentuje tak tradycyjne, jak i alternatywne schematy periodyzacyjne, często wyłamujące się z powszechnie przyjętej triady: starożytność, średniowiecze i nowożytność. Przytacza przy tym opinię Dietera Martensa twierdzącego, że taki trójpodział może dotyczyć jedynie kultury Zachodu, bowiem kultura grecko-bizantyjska nie zna nowej, a islamsko-arabska starej epoki. Historia średniowiecza nie opisuje więc ich średniowiecza. W dalszej kolejności autor zwraca uwagę na problemy pogranicza między późną starożytnością a wczesnym średniowieczem oraz na pogranicze późnego średniowiecza. Po omówieniu okresów przejściowych następuje próba zdefiniowania pojęcia Europa w kontekście jego średniowiecznego rozumienia. Można więc mówić o Europie chrześcijańskiej, Zachodzie i Europie jako kontynencie, a także rozpatrywać problem Wschodu i Zachodu czy kartograficznych wyobrażeń naszego kontynentu. Do prezentacji okresów i przestrzeni dodane zostały podstawowe informacje o gatunkach źródeł średniowiecznych, a także niemieckich wydawnictwach źródłowych i archiwach.

Rozdział drugi: *Pojęcia i kategorie wprowadzające* skupia się na takich terminach, jak: Renesans i renesansy (a więc oprócz właściwego dotyczy także karolińskiego, ottońskiego i renesansu XII w.), feudalizm (ewolucja po-

<sup>2</sup> H. D. Heimann, *Wprowadzenie do historii średniowiecznej*, Toruń 1999, s. 13.

jęcia i różne sposoby rozumienia), stanowy porządek społeczny, płęć (w tym głównie rola kobiety), kryzysy (demograficzny, feudalizmu, agrarny, organizacji Kościoła i Cesarstwa, „kryzys w głowach”), postęp techniczny, migracje i mobilność.

Rozdział trzeci: *Czynniki, tendencje i współzależności dziejów średnio-wiecznych* podzielony jest na sześć rozbudowanych części. Pierwsza z nich dotyczy struktur demograficznych i osadnictwa. Autor, przytaczając wyniki badań demografii historycznej, podkreśla, że „[...] mit o wielkiej rodzinie okresu przedindustrialnego przeminął bezpowrotnie”<sup>3</sup>, i zaznacza fakt różnorodności i dynamizmu rozwoju rodziny, przeobrażeń jej warunków bytowych, szerokiego wachlarza wzorców i form życia kobiet i mężczyzn. Przedstawiona została też ewolucja statusu kobiety od funkcji wyłącznie prokreacyjnych do roli matki i opiekunki. Nie zabrakło również miejsca na zaprezentowanie poglądów dotyczących podstawowego z punktu widzenia demografii zjawiska – dżumy z połowy XIV w. oraz wyjaśnienia problemów źródeł historycznych, których ograniczona liczba redukuje często możliwości historyka do określenia tylko rzędu wielkości. Kolejny podrozdział opisuje ład polityczny i struktury organizacyjne, skupiając się głównie na ewolucji pojęcia cesarstwa od czasów Karola Wielkiego – „Cesarza rządzącego Cesarstwem Rzymskim” do momentu wykształcenia się terminu „Świętego Cesarstwa Rzymskiego Narodu Niemieckiego”, organizacji Rzeszy i problemie tworzenia się państw terytorialnych. Dalej następuje część rozwijająca wątek *ars scribendi*, kwitnącej w dominującej kulturze oralnej dzięki początkowo kancelariom, a następnie szkołom i uniwersytetom. Kolejny podrozdział rozpatruje kwestie związane z historią i badaniem miasta. Wychodząc od najprostszej definicji cytowanej za Erichem Keyserem, że „[...] miastem jest to, co się samo nazywa miastem”, Heinz-Dieter Heimann próbuje określić jego cechy charakterystyczne, organizację, społeczeństwo i prawo. Następnie autor zajmuje się rozwojem gospodarczym, organizacją handlu, przeobrażeniami w środowisku naturalnym i surowcami energetycznymi. Ostatni podrozdział to *Kościół i formy życia religijnego*. Rozpatruje on problem sporu o inwestyturę, dzieje papieżstwa, administrację kościelną, znaczenie soborów i reform wewnętrznych, zakony (z uwzględnieniem ruchu religijnego kobiet), a także kontakty z Żydami i walkę z herezją.

Rozdział czwarty *Wprowadzenia...* zajmuje się znaczeniem archeologii i technik informatycznych w badaniach mediewistycznych.

<sup>3</sup> Ibidem, s. 151.

Należy zaznaczyć, że każdy z podrozdziałów książki Heinza-Dietera Heimanna zawiera na końcu wskazówki bibliograficzne na temat literatury użytej bezpośrednio przez autora lub obejmującej dalsze aspekty omawianego zagadnienia. Ponadto na końcu pracy znajduje się selektywny wybór literatury, mogący pomóc w dalszym samodzielnym studiowaniu.

*Wprowadzenie do historii średniowiecznej* spełnia zadania, jakie wyznaczył jej autor, to znaczy ukazuje główne obszary tematyczne, referuje problematykę i kierunki badawcze współczesnej mediewistyki. Nie jest jednak książką doskonałą, ma wady, które powodują, że nie będzie raczej służyć studentom podczas przygotowań do sesji egzaminacyjnej. Przede wszystkim styl wypowiedzi autora (a może także tłumacza) wymaga od czytelnika wyjątkowego skupienia i cierpliwości. Długie zdania o skomplikowanej konstrukcji z łatwością zniechęca studentów, dla których w obliczu sesji liczy się przede wszystkim czas. W przypadku kilku podrozdziałów (w tym niestety tak ważnego jak *Feudalizm i feudalizacja*) przytoczenie przez autora szerokiej gamy definicji i poglądów nie tylko nie pomaga w usystematyzowaniu wiadomości, ale wręcz utrudnia zrozumienie kwestii. Mimo iż prawie każdy problem rozpatrywany jest według swojej wewnętrznej chronologii, a Heinz-Dieter Heimann stara się uchwycić charakter przemian ewoluującego zjawiska czy poglądów, to ostatecznie wypracowana i podana definicja czy charakterystyka ginie wśród natłoku poglądów innych autorów. Jest w tym pewna wina wydawców, którzy mogli niektóre fragmenty wyodrębnić, choćby tłustym drukiem.

Na odrębną uwagę zasługuje miejsce, jakie w porządku średniowiecznej Europy, a także w ramach współczesnej historiografii, autor wyznaczył Polsce i Polakom. Tylko raz staliśmy się przedmiotem dłuższego wywodu. Prawie pół strony zostało poświęcone kształtowaniu się szlachty oraz jej przedstawicielstw. Raz zostaliśmy wymienieni w kontekście dosyć wczesnego wykształcenia się w Polsce pojęcia ojczyzna, a Kraków znalazł dwukrotnie uznanie: jako miasto uniwersyteckie i należące do Hanzy. Dzięki przynależności do tej ostatniej organizacji wymieniony został również Gdańsk. Natomiast Śląsk i Pomorze pojawiały się częściej z racji rozwoju tzw. Ostkolonisation czy lokacji miast w XIII w. Dosyć paradoksalnie na tym tle wygląda przywołanie opinii Oskara Haleckiego, jedyne w tej książce reprezentanta polskiej nauki historycznej, o braku podstaw do uznania ciągłości jednolitego terminu Europa, rozumianego pod względem przestrzeni, od czasów starożytnych do współczesności. Według Heinza-Dietera Heimanna ośrodek Europy, centrum rozwoju kultury Zachodu to przestrzeń „[...] pomiędzy środkową Italią i północno-zachodnią granicą kontynentu, obejmującą

jąca północną Italię, częściowo Francję i zachodnie rejony Niemiec. Wokół tej strefy zachodzi stopniowe wyrównanie rozwoju na peryferiach, sięgających po północną Hiszpanię, Anglię, Norwegię, Litwę, Węgry”<sup>4</sup>. Trudno się z tym nie zgodzić, tak samo jak trudno przyjąć, że u schyłku wieku XX na arenie historiografii wciąż znajdujemy się na peryferiach Europy.

Praca Heinza-Dietera Heimanna to dobra i ciekawa propozycja. Niekoniecznie musi być używana przez studentów tuż przed egzaminami, może jednak pomóc później przy poszukiwaniu tematu pracy magisterskiej czy pogłębianiu indywidualnych studiów nad średniowieczem. Wolna jest od polonocentryzmu, choć bezwzględnie uległa spojrzeniu na historię z niemieckiego punktu widzenia. I to może jednak być zaletą tej książki, jeśli wezmą ją do ręki osoby w sposób szczególnie zainteresowane dziejami Cesarstwa lub Rzeszy. Dla nich może ona stanowić nieocenioną pomoc.

*Piotr Guzowski*

---

<sup>4</sup> *Ibidem*, s. 61.

Maria Bogucka,

*Białogłowa w dawnej Polsce. Kobieta w społeczeństwie polskim XVI–XVIII wieku na tle porównawczym,*

Wydawnictwo TRIO, Warszawa 1998, ss. 228.

Ostatnie lata kończącego się stulecia w historiografii światowej przyniosły wyraźny wzrost zainteresowań badaczy problematyką historii kobiet. W dużej mierze stało się to za sprawą włączenia do kwestionariusza pytań pojęcia płci jako odrębnej kategorii społecznej, historyczno-kulturalnej i politycznej, a nie tylko biologicznej, co jeszcze do niedawna przeważało w warsztacie badawczym historyków. Z kolei interdyscyplinarne zapożyczenia z demografii historycznej, socjologii czy etnologii zaowocowały rozbudową tematyczną i metodologiczną poznania naukowego kobiet w przeszłości.

Historycy polscy przez dłuższy czas nieobecni w postępowym nurcie badań gender studies, sądząc z listy niedawno opublikowanych prac, zaczynają coraz szerzej i owocniej podejmować wysiłki badawcze także w tym zakresie<sup>1</sup>. Swoistym wyrazem dostrzeżenia w kraju rangi badań poświęconych dzieciom kobiet było powołanie w 1996 r. przez Komitet Nauk Historycz-

---

<sup>1</sup> Z pozycji książkowych warto odnotować: A. Karpiński, *Kobieta w mieście polskim w drugiej połowie XVI i w XVII wieku*, Warszawa 1995 (zob. recenzje A. Bartoszewicz, „Kwartalnik Historyczny”, t. 103, 1996, nr 1, s. 99–102 i C. Kukli, „Przegląd Historyczny”, t. 87, 1996, z. 3, s. 663–666); M. Borkowska, *Życie codzienne polskich klasztorów żeńskich w XVII–XVIII wieku*, Warszawa 1996; M. Czarnecka, *Die „verse-schwangere” Elysie. Zum Anteil der Frauen an der literarischen Kultur Schlesiens im 17. Jh.*, Wrocław 1997; K. Targosz, *Sawantki w Polsce w XVII wieku. Aspiracje intelektualne kobiet ze środowisk dworskich*, Warszawa 1997; C. Kuklo, *Kobieta samotna w społeczeństwie miejskim u schyłku Rzeczypospolitej szlacheckiej. Studium demograficzno-społeczne*, Białystok 1998.

nych PAN odrębnej Komisji Historii Kobiet. Swoj wkład w dzieło pogłębienia wiedzy o miejscu i roli kobiet w społeczeństwie staropolskim obok M. Borkowskiej, A. Karpińskiego, C. Kukli, K. Targosz, A. Wyczańskiego, A. Wyrobisza i innych wniosła także Autorka recenzowanej książki.

M. Bogucka od wielu lat prowadzi systematyczne i owocne studia nad strukturami społecznymi i gospodarczymi dużych miastach polskich w początkach epoki nowożytnej<sup>2</sup>, ostatnio także nad aktywnością ekonomiczną mieszczanek, nad ich mentalnością i kulturą czy mecenatem<sup>3</sup>. Nie zapominajmy przy tym, że w bogatym dorobku Autorki znajdują się obszerne biografie dwóch królowych – Bony Sforzy i Anny Jagiellonki<sup>4</sup>. Omawianą książkę można zatem uznać z jednej strony za podsumowanie własnych dociekań i przemyśleń M. Boguckiej, z drugiej za próbę uogólnienia aktualnego stanu wiedzy o sytuacji kobiet polskich w dobie przedrozbiorowej. Cel pracy jest zresztą jeszcze szerszy, albowiem Autorka nie ukrywa swoich ambicji komparatystycznych, co – zważywszy na bardzo dobrą znajomość literatury światowej – jest w pełni uzasadnione.

Najnowsza praca M. Boguckiej wpisuje się zarazem w wielką międzynarodową dyskusję – czy zmiany zachodzące w sytuacji kobiet u progu ery nowożytnej były dla nich korzystne, czy też nie? I już we wstępie formułuje opinię, że peryferyjność terytorialna Polski szlacheckiej, jej zacofanie gospodarczo-społeczne, a także brak modernizacji struktur państwowych w kierunku absolutyzmu musiały powodować u nas odmienne niż na Zachodzie warunki egzystencji kobiet (s. 7 i n.).

Konstrukcja prezentowanej pracy jest przejrzysta. Składa się ona ze wstępu, ośmiu rozdziałów i krótkiego zakończenia. Autorka przyjęła sposób najprostszy i chyba dla czytelnika niespecjalisty najlepszy, a mianowicie

---

<sup>2</sup> Jest ona współautorką tak cennych opracowań dziejów miast, jak: *Historia Gdańska*, red. E. Cieślak, t. 2, Gdańsk 1982 czy *Warszawa w latach 1526–1795*, Warszawa 1984; a także współ z H. Samsonowiczem, ich syntetycznego ujęcia – *Dzieje miast i mieszczaństwa w Polsce przedrozbiorowej*, Wrocław 1986.

<sup>3</sup> W tym obszarze zainteresowań M. Boguckiej zwracają uwagę prace m.in.: *Women and Economic Life in the Polish Cities during the 16th–17th Centuries*, w: *La Donna nell'economia. Secoli XIII–XVIII*, a cura di S. Cavaciocchi. Atti della „XXI Settimana di Studi”, Prato 1990, s. 185–200; *Kobieta w społeczeństwie polskim XVI–XVII wieku*, w: *Pamiętnik XV Powszechnego Zjazdu Historyków Polskich*, t. 2: *Przemiany społeczne a model rodziny*, red. A. Żarnowska, Toruń 1995, s. 3–15; *Gender in the Economy of a Traditional Agrarian Society: the Case of Poland in the XVIth–XVIIth Centuries*, „Acta Poloniae Historica”, t. 74, 1996, s. 5–20.

<sup>4</sup> M. Bogucka, *Bona Sforza d'Aragona*, Warszawa 1989, wyd. II uzupełnione, Wrocław 1998; idem, *Anna Jagiellonka*, Wrocław 1994.



omawia kolejno: fazy życia kobiety, jej działalność ekonomiczną, uczestnictwo w życiu religijnym, model „wzorowej” kobiety, aktywność kulturalną oraz jej zaangażowanie w życiu publicznym. Z przyjętej konstrukcji wykładu wyłamuje się nieco rozdział zatytułowany *Wielkie spory o kobietę* (s. 114–152), w którym Autorka przedstawia panoramę sporów o naturę kobiet, ich miejsce w rodzinie i społeczeństwie, toczonych zarówno przez teologów, lekarzy, prawników, jak przez polityków i pisarzy.

Pierwszy rozdział (s. 9–33) ma charakter historiograficzny i prezentuje istną eksplozję badań feministycznych w ostatnich latach na całym świecie, ich główne kierunki oraz podstawowy dorobek nauki obcej i polskiej<sup>5</sup>. Szkoda tylko, że Autorka, umieszczając w tytule rozdziału hasło „źródła”, poświęciła im zaledwie trzy zdania, co – zważywszy na potencjalnych czytelników (amatorzy, studenci, początkujący badacze) – pozostawia pewne uczucie niedosytu, tym bardziej że rejestr archiwaliów i starodruków spożytkowanych przez M. Bogucką jest wyjątkowo bogaty i różnorodny, a odbiorcy poskąpiono pełnego ich wykazu.

Rozdział II (s. 34–64) poświęcony został analizie pozycji społeczno-prawnej kobiety w rodzinie, z uwzględnieniem jej wieku i stanu cywilnego. Autorka zwraca uwagę czytelnika, że już w momencie narodzin dziecka obserwowano nierówność postrzegania płci – oczekując bardziej potomka płci męskiej<sup>6</sup>. Dużą część wywodów w tym rozdziale zajmuje omówienie ówczesnej praktyki doboru małżeńskiego, podstaw gospodarczych rodziny, konfliktów w jej łonie, a także okoliczności rozpadu. W opinii Autorki, zarówno w miastach jak i na wsi, zwłaszcza w warstwach najbogatszych, o wyborze męża decydowali rodzice (s. 41), choć nasuwa się pytanie, czy czasy stanisławowskie nie przyniosły także w tym względzie jakiejś zmiany? O ile można generalnie zgodzić się z opinią o lepszej sytuacji społeczno-prawnej

---

<sup>5</sup> Do stale powiększającej się listy specjalistycznych periodyków przywołanych przez Autorkę można dorzucić jeszcze angielskie „Women’s History Review” (od 1992); holenderskie „The European Journal of Women’s Studies” (od 1994); francuskie „KLIO. Histories, Femmes et Societes” (od 1995). Z prac polskich upomniałbym się o szkic Z. Kuchowicza, *Postawa wobec kobiet w kulturze staropolskiej polskiego baroku*, w: *Kobieta w kulturze i społeczeństwie*, t. 1, red. B. Jedynak, Lublin 1990, s. 7–50.

<sup>6</sup> W jednej z największych parafii katolickich Podlasia – Trzciannem, w tamtejszych rodzinach szlacheckich jak i chłopskich, większe znaczenie narodzin syna akcentowano przede wszystkim znamienitszą kondycją społeczną rodziców chrzestnych i częstszym wyborem niedzieli jako dnia chrztu w kościele, zwłaszcza przez chłopów, por. C. Kuklo, *Funkcjonowanie społeczności parafialnej na tle analizy rejestracji chrztów parafii Trzcianne 1600–1654*, „Społeczeństwo staropolskie”, red. A. Wyczański, t. 3, 1983, s. 216–223.

w Polsce szlachcianek niż mieszczanek, o tyle z innym stwierdzeniem M. Boguckiej: „Osiągnąwszy kilkanaście lat życia (zwykle czternaście-dwadzieścia) młoda dziewczyna stawiała przed wyborem drogi życiowej: małżeństwo lub klasztor” (s. 36) – chcemy polemizować. Czytelnik bowiem może odnieść wrażenie, że większość ówczesnych Polek wychodziła za mąż w bardzo młodym wieku, w przytoczonym przedziale 14–20 lat. Tymczasem zjawisko to można odnieść jedynie do najbogatszej szlachty, podobnie jak i wśród niej obserwujemy częściej niż w innych grupach duże różnice wieku dzielące nowożeńców. Większość chłopek i mieszczanek w XVI–XVIII w., jak wynika to z dobrze udokumentowanych badań, wychodziła za mąż mając przeciętnie dopiero 20 i więcej lat<sup>7</sup>. Trochę też szkoda, że pisząc tak barwnie o dwóch modelach w miłości staropolskiej (jednym opartym na przyjaźni i drugim z przewagą wątku erotycznego, s. 51), Autorka nie zwróciła baczniejszej uwagi na problem matek i dzieci nieślubnych. Rozmiary tego ostatniego zjawiska, zwłaszcza w ludniejszych miastach, nie były małe, skoro chrzty potomstwa nieślubnego stanowiły ok. 10–13% ich ogółu<sup>8</sup>. Warto przy tej okazji zwrócić uwagę na to, że na przykład wśród dzieci porzuconych w dobre stanisławowskiej w warszawskiej parafii św. Krzyża przeważały dziewczynki<sup>9</sup>.

<sup>7</sup> Na wsi w XVI w. pierwsze zamążpójście kobiety następowało w wieku 21–23 lat (A. Wyczański, *Spoteczeństwo, w: Polska w epoce Odrodzenia*, red. A. Wyczański, wyd. 2, Warszawa 1986, s. 228); w XVIII stuleciu we wsiach małopolskich – 21,8 lat (E. Piasecki, *Ludność parafii bejskiej (woj. kieleckie) w świetle ksiąg metrykalnych z XVIII–XX w. Studium demograficzne*, Warszawa–Wrocław 1990, s. 143, tabl. V. 5), na Rusi Czerwonej odpowiednio 19 lat (u grekokatolików) i 19,8 lat u katolików (B. Puczyński, *Ludność Brzeżan i okolicy w XVII i XVIII wieku, cz. II: Ruch naturalny ludności*, „Przeszłość Demograficzna Polski”, t. 5, 1972, s. 25, tabl. 6). W staromiejskiej Warszawie w XVII w. panny miały średnio 20,8 lat, zaś w tamtejszej parafii świętokrzyskiej, ale w XVIII w. – 21–22 lat (I. Gieysztorowa, *Sprawozdanie z konferencji poświęconej zastosowaniu technik komputerowych w badaniach historyczno-demograficznych XVII i XVIII w.*, „Przeszłość Demograficzna Polski”, t. 17, 1987, s. 268; C. Kukło, *Rodzina w osiemnastowiecznej Warszawie*, Białystok 1991, s. 174 i n.). Także w mniejszych miastach staropolskich (np. w Dobrym Mieście na Warmii, Ostrowi Mazowieckiej, Łomży, Choroszczy na Podlasiu), które dominowały w urbanizacji kraju, tamtejsze mieszczki wychodziły za mąż powyżej 20. roku życia (I. Gieysztorowa, op. cit., s. 271 i n.).

<sup>8</sup> Zob. M. Kędelski, *Rozwój demograficzny Poznania w XVIII i na początku XIX wieku*, Poznań 1992, s. 144 i n.; C. Kukło, *Rodzina...*, s. 128 i n. Natomiast w Gdańsku przynajmniej w pierwszej połowie XVIII w. urodzenia nieślubne stanowiły ok. 6% ogółu urodzeń, por. J. Baszanowski, *Przemiany demograficzne w Gdańsku w latach 1601–1846*, Gdańsk 1995, s. 237.

<sup>9</sup> C. Kukło, *Rodzina...*, s. 134 i n.

Rozdział trzeci (s. 66–85) przybliży czytelnikowi nie tylko różnorodne uwarunkowania działalności ekonomicznej kobiet, ale także przynosi konkretne przykłady ich aktywności i samodzielności gospodarczej. I tak M. Bogucka przypomina talenty ekonomiczne magnatek, m.in. Anny z Sanguzków, żony Karola Stanisława Radziwiłła, Elżbiety z Lubomirskich Sieniawskiej czy Anny z Sapiehów Jabłonowskiej, gospodarujących mądrze i owocnie w rozległych dobrach jeszcze za życia swoich małżonków. Zwraca przy tym uwagę na duże znaczenie zajęć kobiecych w gospodarstwie wiejskim, na aktywność w tym względzie szlachcianek i chłopek. Niektóre z nich zarządzały folwarkami nawet lepiej niż mężczyźni. Jeszcze więcej miejsca poświęciła Autorka roli kobiet w gospodarce miejskiej. Ich domeną pozostawał drobny handel detaliczny, także produkcja i sprzedaż alkoholu a nade wszystko służba domowa. Znacznie rzadziej spotykamy w miastach staropolskich kobiety, zazwyczaj zamożne wdowy, uczestniczące w wielkim handlu czy w rzemiośle wymagającym wysokich kwalifikacji, jak np. drukarstwo. Zgadając się z opinią M. Boguckiej „...o istnieniu dość szerokiej możliwości aktywności ekonomicznej kobiet” (s. 81), musimy także pamiętać, że w dużych miastach w dobie gospodarki rynkowej i ostrej rywalizacji między obupłciami co czwarta, piąta kobieta stojąca na czele własnego gospodarstwa pozostawała praktycznie bez środków do życia<sup>10</sup>.

M. Bogucka wiele uwagi – co jest zresztą zrozumiałe – poświęciła zagadnieniu życia wyznaniowego kobiet w dobie krystalizowania się głównych kierunków reformacji i obozu katolickiego, podkreślając, że religia, jak żadna inna sfera ówczesnego życia publicznego, otwierała przed kobietami szansę samorealizacji (rozdz. IV, s. 86–113). Autorka opisuje w rozdziale wybuch aktywności kobiet we wczesnej fazie reformacji w Niemczech i we Francji, czego nie było w Polsce, a także charakteryzuje poglądy teologiczne Lutra i Kalwina dotyczące statusu kobiety. Jej zdaniem obaj reformatorzy, pomimo drobnych niuansów doktrynalnych, ostatecznie podporządkowywali kobietę mężczyźnie (s. 92 i n.). M. Bogucka zdaje się także przychylić do stanowiska o negatywnym wpływie reformacji na położenie kobiet w krajach protestanckich. W dalszych partiach rozdziału wskazuje na znaczną rolę kobiet wśród różnych odłamów polskiego protestantyzmu, zwłaszcza arianeek, które nierzadko reprezentowały wysoki poziom kultury i edukacji, a były przy tym krytycznie postrzegane przez rodzimych zwolenników kontrreformacji. Sygnalizuje już tylko także znaczną feminizację potrydenckich bractw

<sup>10</sup> C. Kukło, *Kobieta...*, s. 159–184, a zwłaszcza s. 178 n.

dewocyjnych i liczne fundacje klasztorów, kościołów, kaplic czy przytułków powstałe z inicjatywy wyznawczyń katolicyzmu i prawosławia.

W kolejnym rozdziale Autorka dokonuje przeglądu głównych wątków dyskusji teologicznych, medycznych, prawniczych i literackich wokół roli kobiety i jej charakteru, jakie przetoczyły się przez Europę, a które miały najostrejszy przebieg w Niemczech (s. 114–152). Ciekawe, że M. Bogucka przytacza pracę francuskiego teologa Francois Poullaina de La Barre'a, propagującego tezę o równości płci już w drugiej połowie XVII w., a więc z okresu znacznie wcześniejszego niż oświecenie (s. 127).

Pisząc o ideałach osobowych kobiety polskiej w okresie wczesnonowożytnym, M. Bogucka podąża śladami niedawnych prac A. Wyrobisza<sup>11</sup> (rozd. VI, s. 153–166). Świat mężczyzn, nie tylko zresztą w Polsce – co podkreśla Autorka – widział je głównie w roli żon i matek, toteż i w katalogu cnót niewieścich znajdujemy zasadniczo pobożność, skromność, cichość i uległość. Pierwszoplanowe miejsce wśród zalet kobiecych zajmuje także płodność i dobrze wychowane potomstwo. Chcemy jednak zwrócić uwagę na to, że przywoływany przez Autorkę Jakub Kazimierz Haur, sławiący obok licznych atrybutów kobiecości wspomnianą także *fecunditas*, nie zawahał się w swoich pracach umieścić rozdziału *Białogłowy, gdyby przez jaki defekt swego nie miały przeczyszczenia*, zawierającego gotowe receptury ziołowych środków poronnych (!)<sup>12</sup>.

Do najciekawszych rozdziałów i odbiegających od dotychczasowych ustaleń literatury przedmiotu zaliczamy obszerniejszy od innych rozdział VII, w którym M. Bogucka charakteryzuje miejsce kobiet w ówczesnej kulturze (s. 167–207). O ile do tej pory mówiło się zazwyczaj o nich jako konsumentkach dóbr kultury, o tyle Autorka zwraca uwagę i na udział kobiet w ich współtworzeniu. Pisząc o skromnych na ogół formach kształcenia młodych dziewcząt w dobie renesansu, M. Bogucka zauważa wzrastającą od końca XVII w. świadomość edukacyjną kobiet wśród magnaterii, zamożniejszej szlachty i bogatszego mieszczaństwa. Paradoksalnie, w dobie saskiej, w okresie znacznego upadku szkolnictwa męskiego, Autorka konstatuje początek wzrostu miejsca kobiet w kulturze polskiej (s. 171 i n.).

<sup>11</sup> Por. A. Wyrobisz, *Staropolskie wzorce rodziny i kobiety – żony i matki*, „Przegląd Historyczny”, t. 83, 1992, z. 3, s. 405–421; idem, *Kobiety w społeczeństwie staropolskim: wzorce i rzeczywistość*, w: *Pamiętnik XV Powszechnego Zjazdu...*, s. 17–22.

<sup>12</sup> J. K. Haur, *Skład albo skarbiec znakomitych sekretów oekonomii ziemiańskiej*, Kraków 1693, s. 434 i n.; por. C. Kuklo, *Czy społeczeństwo polskie w dobie oświecenia regulowało liczbę dzieci w rodzinach?*, „Roczniki Dziejów Społecznych i Gospodarczych”, t. 51/52, 1990/1991 (1992), s. 37–46.

Rozwój horyzontów intelektualnych kobiet dokonywał się równoległe z rosnącą ich ruchliwością terytorialną, która w XVIII stuleciu była zjawiskiem powszechnym.

Sporo uwagi Autorka poświęciła kobietom piszącym, także tym z kręgów klasztornych, które w większości wywodziły się z elity szlacheckiej. Nie zabrakło również przykładów kobiet podejmujących wysiłki naukowe, choć przy boku mężów, gdyż ich całkowita samodzielność naukowa w tym czasie była jeszcze niemożliwa. Ponadto pojawiały się one w różnorodnych obszarach twórczości artystycznej, szerzej i częściej w śpiewie i muzyce, teatrze, rękodziele artystycznym, już znacznie rzadziej w malarstwie. Tutaj także M. Bogucka zaprezentowała szeroką gamę mecenatu kulturalnego, uprawianego przez mieszcanki, szlachcianki i magnatki.

W oddzielnym, ostatnim rozdziale, Autorka zasygnalizowała sprawy udziału kobiet w życiu politycznym. Wspominając o Bonie, Annie Jagiellonce czy Ludwice Marii przywołuje ona postacie szlachcianek (Kunicką, wdowę po hetmanie Gosiewskim, trzy krewne z rodziny Hieronima Radziejowskiego) czynnie występujących w drugiej połowie XVII w. na forum parlamentu, choć tylko w sprawach rodzinnych. Czasy saskie i stanisławowskie, które przyniosły z jednej strony wzrost roli politycznej kobiet (głównie magnatek reprezentujących różne postawy od poparcia dążeń niepodległościowych po romanse i przyjaźnie z dyplomatami zaborców), z drugiej większą aktywność gospodarczą i samodzielność kobiet z innych grup społecznych, M. Bogucka określa już mianem „stulecia kobiet”.

Na koniec należy zauważyć, że Autorka swoją uwagę w całej pracy skoncentrowała bardziej na kobiecie dorosłej, na uboczu pozostawiając nieco dzieciństwo i młodość (chciałoby się poznać na przykład relacje między rodzeństwem czy stosunek emocjonalny do rodziców), a jeszcze bardziej na tej zamożnej, wywodzącej się z kręgów elity mieszczańskiej i szlacheckiej. Pod względem chronologicznym w pracy dominują stulecia XVI i XVII, lepiej znane M. Boguckiej z racji jej własnych zainteresowań. Oczywiście pełne poznanie bogatej problematyki życia kobiet w przedrozbiorowej Polsce i ich miejsca we wczesnonowożytnej ekonomice, strukturach społecznych czy kulturze wymagać będzie jeszcze różnokierunkowych studiów monograficznych. Przedstawione powyżej uwagi i spostrzeżenia nie wpływają na naszą ogólną ocenę recenzowanej pracy. Ich większość bierze się niewątpliwie z ograniczonej objętości.

Reasumując należy stwierdzić, iż czytelnik, zwłaszcza mniej obeznany z problematyką feministyczną, otrzymał pracę interesującą i rzetelną, opartą na bogatych i różnorodnych źródłach. Autorce udało się w ciekawy i komu-

---

nikatywny sposób przybliżyć problemy związane z miejscem i rolą kobiet w społeczeństwie staropolskim, nie izolując ich przy tym od szerszego kontekstu europejskiego. Praca wzbogaca i porządkuje naszą dotychczasową wiedzę o różnych stronach życia i działalności mieszkanek wsi i miast, ale też zachęca do dalszych badań, do czego zresztą namawia sama Autorka w paru miejscach swojej najnowszej książki.

*Cezary Kukło*

*Uniwersytet w Tartu a Polacy. Rola dorpatczyków w polskiej nauce, kulturze i polityce XIX i XX wieku,*  
red. Siergiej G. Isakow i Jan Lewandowski,  
Wydawnictwo Uniwersytetu Marii Curie-Skłodowskiej, Lublin 1999, ss. 214.

Wkład Uniwersytetu w Dorpacie w różne dziedziny szeroko rozumianej polskiej kultury w wieku XIX nie zawsze był zauważany i właściwie doceniany. Zwłaszcza po powstaniu listopadowym i likwidacji uniwersytetów w Wilnie i Warszawie stała się uczelnia nad Embachem jedynym właściwie miejscem w rozległym cesarstwie rosyjskim, gdzie młodzież polska (i nie tylko) z obszarów Królestwa Polskiego, Litwy, Ukrainy i Białorusi mogła zdobywać solidne, utrzymane na wysokim poziomie wykształcenie, ale też i cieszyć się takim marginesem swobody (pod każdym względem), jaki był nie do pomyślenia w innych zakładach naukowych Rosji. Warto tu powiedzieć, że wśród studentów tej uczelni była też młodzież z Białostoczczyzny – wychowankowie gimnazjum białostockiego. Absolwenci Dorpatu cieszyli się znakomitą opinią i zajmowali w społeczeństwie odpowiednio wysoką pozycję – samo określenie „dorpatczyk” było niejako biletem wizytowym wywołującym niemal natychmiastowe pozytywne reakcje. Uczelnia ta nie tylko nie wynaradawiała swych słuchaczy, ale odwrotnie, sprzyjała umacnianiu uczuć patriotycznych, a nieraz i ich budzeniu.

To dobrze, że w ostatnich latach obserwujemy wyraźny wzrost zainteresowania tematyką „dorpacką”, to dobrze, że biorą w tym udział nie tylko badacze polscy, ale również uczeni z Uniwersytetu w Tartu. Prezentowany tom jest znakomitą przykładową przydatnością płynących z takiej współpracy.

Na tom składa się wprowadzenie i osiem tematycznych rozdziałów, które postaram się pokrótce omówić.

„Wprowadzenie” (s. 7–19), pióra współredaktora tomu, zasłużonego badacza tematyki „polsko-dorpackiej” S. G. Isakowa, poświęcone jest syntetycznemu omówieniu dziejów uczelni. Autor charakteryzuje kolejne etapy jej rozwoju (okresy wzlotów i upadku), zaczynając od „prehistorii” – szkół jezuickich, jakie powstały w okresie panowania tu Rzeczypospolitej w ostatnim ćwierćwieczu XVI w., aż po czasy dzisiejsze. Taki szeroki zasięg chronologiczny przekracza wprawdzie ramy tematu, któremu tom jest poświęcony, obejmując i te okresy, w których Polacy w uczelni tej byli praktycznie nieobecni, umożliwia jednak prezentację podstawowych informacji o jej funkcjonowaniu, zwalniając z tego obowiązku autorów kolejnych rozdziałów.

Dwie kolejne części tomu, przygotowane przez Arkadiusza Janickiego, wszechstronnie omawiają najważniejsze aspekty obecności polskiej w uniwersytecie dorpackim. Rozdział I (*Studenci polscy na uniwersytecie w Dorpacie*, s. 21–45), zbyt chyba szeroko zakrojony, bowiem poruszana w nim problematyka mogłaby zapełnić obszerną monografię, rozpoczyna się od przeglądu istniejącej, rzeczywiście obfitej bazy źródłowej. Sporo uwagi poświęcił autor omówieniu literatury pamiętnikarskiej, uzupełniając ją o pozycje do tej pory nie wykorzystywane (wspomnienia B. Szachno, C. Czarnowskiego i W. Graby-Łackiego). Listę tę należałoby wzbogacić o niezauważone teksty wspomnieniowe Konstantego Kaszyca<sup>1</sup>, Michała Minkiewicza<sup>2</sup>, Józefa Weysenhoffa<sup>3</sup>, Adama Bonasewicza<sup>4</sup> i Stanisława Mianowskiego<sup>5</sup>. Dalej autor dokonuje przeglądu literatury poświęconej tematowi oraz podejmuje problem ilości młodzieży polskiej na uniwersytecie w Dorpacie. Nie jest to łatwe, bowiem oficjalne wykazy studentów nie wyszczególniają ich narodowości. Ani polskie nazwiska studentów pochodzących z obszarów etnicznej Rosji nie muszą świadczyć, że byli oni Polakami, ani

---

<sup>1</sup> K. Kaszyc (studiował w Dorpacie w l. 1838–1842), pamiętnik fragmentarycznie zachowany i dotąd uchodzący za anonimowy, Bibl. Nar. rps. 2981, k. 134–149 v.

<sup>2</sup> M. Minkiewicz (studiował w l. 1879–1887), *Figle, zdarzenia, sylwetki*, w: *Konwent Polonia. Historia – ludzie czyni*, Wilno 1939, s. 337–352. Archiwum Archidiecezjalne Warszawskie.

<sup>3</sup> J. Weysenhoff, *1879–1884*, w: *Konwent Polonia. Historia – ludzie – czyni. ...*, s. 321–326 (= K. M. Górski i J. Weysenhoff, *Z młodych lat. Listy i wspomnienia*, Warszawa 1985, s. 404–422 – wersja nieco krótsza od poprzedniej).

<sup>4</sup> A. Bonasewicz (studiował w l. 1902–1910), *Wspomnienia z Dorpatu o odrodzeniu K! Polonia i powstaniu nowej estońskiej korporacji Fraternitas Estica*, Biblioteka Litewskiej Akademii Nauk rps F. 160–76.

<sup>5</sup> S. Mianowski (studiował w l. 1909–1913), *Świat który odszedł. Wspomnienia Wilnianina 1895–1945*, Warszawa 1995.



nazwiska niemieckie studentów z Królestwa Polskiego nie świadczą o „niemieckości” ich nosicieli. Był to problem niejednokrotnie ogromnie skomplikowany dla samych studentów, czego świadectwem może być wypowiedź jednego z absolwentów Dorpatu (ewangelika, podpisującego się literką R.), zamieszczona w niemieckojęzycznym *St. Petersburger Zeitung* (nr 39 z 20 lutego 1898), a którą tu w polskim tłumaczeniu za „Zwiastunem Ewangelicznym” (1898 nr 3 s. 66) ze względu na jej wagę przytaczam: „Ponieważ urodziłem się w Polsce, ojczyzną moją nie są Niemcy (gdyż tam byłbym obcym), lecz Rosja, a moją bliższą ziemią rodzinną jest Polska. Dzielę z Polakami smutek i radości, w modłach serca mego przytomną jest myśl o powodzeniu Polski i moich polskich ziomek i w Dorpacie miałem stosunki częściej nawet z Polakami, aniżeli z Niemcami, nie przez obojętność dla swoich współwyznawców, lub współplemienników, lecz postępowałem tak z natury rzeczy, ponieważ łączyło nas więcej punktów styczności krajowych i więcej wspólnych właściwości. Musi to być fizyczna konieczność, iż czujemy się pociągnięci do tych, z którymi oddychaliśmy wspólnym powietrzem.” Widać tu wyraźnie, że wobec takich problemów statystyka musi pozostać bezradna. Zdając sobie sprawę z tego typu trudności, autor w ślad za obliczeniami S. G. Isakowa i P. Sigałowa, uściślonymi przez C. J. Keneza, podaje, iż w Dorpacie w latach 1802–1914, było 2372 studentów polskich i z Polski pochodzących. Jest to liczba wymownie pokazująca skalę problemu. W dalszej części rozdziału autor zajmuje się szeregiem spraw takich, jak zasady przyjmowania kandydatów, organizacja studiów, atmosfera życia uczelni, obyczaje i rozrywki studenckie, materialne warunki bytowania.

Rozdział II (*Polskie organizacje studenckie w Dorpacie*, s. 47–70), dotyczy sprawy, która najpełniej ukazuje i podkreśla specyfikę i wyjątkowość tej uczelni na tle innych na terenie państwa rosyjskiego. Istniało tu bujne i właściwie nieskrępowane studenckie życie organizacyjne, zwłaszcza w jego formie korporacyjnej. Mimo wszystkich trudności, okresów, gdy korporacje działały w formalnym utajeniu (choć wszyscy o ich istnieniu wiedzieli) – to one określały i egzekwowały zasady życia i postępowania studentów, tak że w jakiejś mierze uzasadnione było mówienie o „dorpacim państwie burszowskim” (*Dorpater Burschenstaat*). Najważniejszą i absolutnie dominującą wśród polskich studentów była założona w 1828 r. „Polonia” i słusznie autor większą część rozdziału jej właśnie poświęca. Ponieważ nie powstała do tej pory naukowa monografia tej zasłużonej organizacji, autor musiał pokonać wiele trudności, by z postawionego przed sobą zadania wyjść obronną ręką i trzeba przyznać, że się mu to w pełni udało. Kilka jednak

spraw wymaga wyjaśnienia czy uściślenia. Autor pisze (s. 49), że „walka »Polonii« o równouprawnienie zakończyła się w 1843 roku porażką i rozwiązaniem korporacji”. W rzeczywistości mamy do czynienia z samorozwiązaniem. „Polonia” uznawana była za korporację, lecz Chargiertenconvent nie dopuszczał do swych działań i decyzji polskich delegatów. Była to sytuacja nie do zniesienia – dążąca do uczestniczenia w pracach Chargiertenconventu „Polonia” musiała podporządkowywać się wszystkim jego decyzjom (skoro chciała należeć), nie mając na nie żadnego wpływu. Samorozwiązanie (oczywiście wyłącznie formalne) dawało „Polonii” znaczną swobodę w kształtowaniu swoich celów, zadań i form życia. Trudno tu więc mówić o porażce. Wymaga komentarza również sprawa nadania „Polonii” („Ogółowi”) praw filisterskich. Autor stwierdza (s. 51): „faktem jest, że 24 października 1851 roku przyznano »Ogółowi« tak zwane »prawa filisterskie«, znacznie poprawiające sytuację Polaków w Dorpacie.” Dla ścisłości trzeba powiedzieć, że prawa filisterskie otrzymali nie tylko członkowie „Polonii” („Ogółu”), ale wszyscy studiujący na uniwersytecie Polacy. Tu trzeba wyjaśnić, że prawa filisterskie to nie tylko możliwość zwracania się do burszów per „ty” czy prawo do honorowej satysfakcji. To cały zespół praw, ale i obowiązków, jakie posiadali wszyscy ci korporanci, którzy opuszczając uczelnię (i stając się filistrami), nie tracili związków ze swoimi korporacjami. Zwróćmy też uwagę, że to nie tyle „Polonia” wywalczyła te prawa, ile one zostały jej nadane. W dziejach Dorpatu wydarzenie z roku 1851 miało precedens. Otóż w 1821 r. (wtedy jeszcze „Polonia” nie istniała), gdy na uniwersytecie trwała walka o koncepcję i kształt ruchu korporacyjnego między *Burschenschaftem* (organizacją skupiającą, a raczej mającą ambicje skupiać wszystkich studentów uczelni) a *Landsmanschaftami* (ziomkostwami grupującymi swych członków według zasady terytorialnej) i gdy będąca w opozycji do dominującego *Burschenschaftu* liczna grupa Kurlandczyków opuściła organizację, tworząc samoistny związek („Curonia”), po pewnym okresie walk i napięć otrzymała ona prawa „filistrów honorowych”<sup>6</sup>. Ta sytuacja powtórzyła się w 1851 r. „Polonia” (czy „Ogół”) nie została uznana za równorzędną korporacją, ale wszyscy studenci Polacy zostali objęci tymi prawami i obowiązkami. Zbyt duża ilość studentów pozostających poza obszarem wpływów Chargiertenconventu osłabiała jego pozycję na uczelni. Autor słusznie pisze (s. 60), „że »Polonia« była najważniejszą, ale nie jedyną organizacją skupiającą Polaków studiujących w Dorpacie”, należy jednak być bardzo tu ostrożnym

<sup>6</sup> B. Wydzga, *Dorpat, w: Konwent Polonia. Historia – ludzie – czyny. ...*, s. 20.

i nie mnożyć tych organizacji nad miarę. Większość z nich to w gruncie rzeczy efemeryczne grupy o charakterze towarzyskim, grupujące się według różnych kryteriów (upodobań), ale istniejących wewnątrz „Polonii”. Nawet powstała po 1889 r. wyraźnie lewicująca „Kuchnia”, do której wchodziłi również ludzie do „Polonii” nie należący, zachowała cały czas ścisłe związki z „Polonią”, korzystała z jej bogatej i zawierającej również nielegalne druki biblioteki itd. Jeden z jej liderów, S. Czekanowski, kończąc studia, otrzymał od „Polonii”, która go najwyraźniej nadal uważała za swego członka, prawa i pierścień filisterski, o czym on sam z wyraźną satysfakcją pisze w swych wspomnieniach. Inny z liderów „Kuchni”, socjalista Bronisław Kułakowski, przebywający później w Stanach Zjednoczonych, rozporządził, by po jego śmierci urna z jego prochami została przekazana Konwentowi „Polonia” w Wilnie. Obaj zresztą, jak i wielu innych „kucharzy”, figurują w *Album Polonorum*. Należałoby również usunąć z omawianego rozdziału kilka błędów, będących zapewne efektem jakiegoś nieporozumienia lub małej precyzji sformułowania. Nie jest prawdą, że „Polonia” to „pierwsza na świecie polska korporacja studencka” (s. 47). To prawda, że w okresie międzywojennym traktowana była – i słusznie – jak najstarsza istniejąca polska korporacja, miała ona jednak swoje poprzedniczki (m.in. we Wrocławiu), które jednak długo nie przetrwały. Nie sposób wytłumaczyć informacji, jakoby „Polonia” działała w Krakowie do roku do 1978! Ten oczywisty błąd pojawił się chyba po raz pierwszy w artykule D. Kielak<sup>7</sup>.

Kolejne rozdziały poświęcone są omówieniu osiągnięć i karier absolwentów uniwersytetu w Dorpacie w różnych dziedzinach i na różnych polach aktywności (III. *Nauki przyrodnicze i ścisłe* – Jan Lewandowski, s. 71–89; IV. *Nauki medyczne* – Leokadia Patyra, Teresa Zawajska, s. 91–115; V. *Nauki medyczne, myśl społeczna i ruchy społeczno-polityczne* – J. Lewandowski, s. 117–139; VI. *Literatura i sztuka* – J. Lewandowski, s. 141–154). Mamy tu do czynienia z szeroką i bogatą dokumentacją tezy, iż uniwersytet w Dorpacie odegrał istotną rolę w polskiej nauce i kulturze. Nazwiska takich ludzi, jak Benedykt Dybowski, Aleksander Czekanowski, Tytus Chałubiński, Ludwik Karol Teichmann, Bronisław Kader, Józef Brudziński, Edward Jurgens, Aleksander Jabłonowski (absolwent gimnazjum w Białymstoku), Adolf Pawiński, Gustaw Manteuffel, Bolesław Limanowski, Wincenty Lutosławski, Marian Gabriel Karaffa-Korbutt, Marian Zdziechowski, Bronisław Zaleski,

---

<sup>7</sup> D. Kielak, *Konwent Polonia w Dorpacie – polski model korporacyjny*, „Przegląd Humanistyczny” 1993, z. 1.

Józef Weysenhoff, Andrzej Niemojewski – to tylko niewielka część prezentowanych w wymienionych rozdziałach luminarzy polskiej nauki, kultury i polityki. A są jeszcze inni, którzy czekają na przypomnienie.

Rozdział VII (*Teologia protestancka*, s. 155–156), pióra znanego badacza dziejów Kościoła ewangelicko-augsburskiego w Polsce, Tadeusza Stegnera, zasługuje na szczególną uwagę. Wydział teologiczny na uniwersytecie w Dorpacie, to jedyny wydział teologii protestanckiej w całym imperium rosyjskim. Według obliczeń T. Stegnera, wydział ten ukończyło w latach 1830–1918 156 przyszłych pastorów z Królestwa i II Rzeczypospolitej i do 30 z „ziem zabranych”. To tu w Dorpacie kształtowało się oblicze protestantyzmu w Polsce. Jak podkreśla autor, studenci teologii pochodzący z Kongresówki, choć wielu z nich to byli Niemcy, wstępowali nie do niemieckich korporacji, ale do polskiej („Polonii”) – „tego typu kontakty sprzyjały zacieśnianiu się więzi przyszłych pastorów wywodzących się z rodzin niemieckich z Polakami, a nawet ich polonizacji. [...] Stopniowo stawali się częścią społeczności polskiej w Dorpacie i tak byli przez nią traktowani” (s. 171–172). Tu tylko tytułem przykładu warto przypomnieć, że wieloletni, zasłużony dla Białegostoku pastor Teodor Zirkwitz (1863–1945), absolwent Dorpatu, członek „Polonii”, był gorącym zwolennikiem polskości kościoła luterńskiego.

Ostatni rozdział prezentowanej książki (VIII. *Związki uniwersytetu w Tartu ze sprawami polskiej kultury i państwowości w latach 1919–1940* – Siergiej G. Isakow, Tatiana K. Szor, s. 175–193) poświęcony jest mało znanemu w Polsce okresowi aktywności uniwersytetu w Tartu w epoce międzywojennej. Mówi się tu między innymi o studentach Polakach (było ich w tym okresie zaledwie 55), o stałym, lecz skromnym zainteresowaniu kulturą polską – lektorat języka polskiego, wykłady z literatury polskiej. Przypomina się ludzi związanych z polską kulturą i związki Uniwersytetu Tartuskiego z polskimi uczelniami. W zasadzie każdy z podjętych w tym rozdziale wątków kończą tragiczne dla Polski i Estonii wydarzenia lat 1939–1941 i związane z nimi represje radzieckie.

Prezentowany tom niewątpliwie wyznacza pewien etap w badaniach nad tematyką „dorpacką” – podsumowuje dotychczasowe ustalenia i osiągnięcia (a jeśli porównamy je z ostatnią polską monografią Dorpatu<sup>8</sup>, to uznamy, że są znaczne), a jednocześnie pokazuje, co jeszcze w tej dziedzinie należy

---

<sup>8</sup> G. Manteuffel, *Z dziejów Dorpatu i byłego uniwersytetu dorpackiego*, Warszawa 1911.

zrobić. Z pewnością zbadania wymaga udział polskich studentów Dorpatu w powstaniach listopadowym i styczniowym, bo nasza wiedza w tej dziedzinie jest niezadowalająca a być może i zmitologizowana, konieczna jest gruntowna monografia Konwentu „Polonia”, potrzebne są badania nad zbiorowym portretem wychowanków Dorpatu.

Podkreślmy, że prezentowany tom jest starannie wydany – zaopatrzony w indeksy, tak osobowy jak i geograficzny, oraz trafnie dobrane ilustracje.

*Jan Trynkowski*

Patrick J. Maney,  
*The Roosevelt Presence. The Life and Legacy of FDR*,  
University of California Press, 1998, p. 255.

Kolejne książki o Franklinie Delano Rooseveltcie potwierdzają fakt, że ten wybitny, acz kontrowersyjny, polityk był bez wątpienia indywidualnością, która wciąż wywołuje ożywione i namiętne dyskusje i cieszy się zainteresowaniem kolejnych generacji badaczy. Jego polityka, zwłaszcza reformy Nowego Ładu, pozostawiły trwałe ślad w życiu Ameryki i w jakimś sensie są nadal obecne w polityce kraju. Nawet republikańscy adwersarze Roosevelta, nie podzielający jego poglądów ani taktyki, nie kwestionowali jednak szczególnej pozycji i roli prezydenta w dwudziestowiecznej historii USA. Współcześni wspominali, że nikt nie był obojętny wobec FDR (bo tak go powszechnie nazywano i to określenie utrwaliło się także w historiografii amerykańskiej). Rodacy go kochali albo nienawidzili, ale nie mogli być wobec niego obojętni.

Książka profesora z Tulane University, Patricka J. Maneya, składa się z 10 rozdziałów ujętych chronologicznie. Trzy pierwsze dotyczą życia i działalności politycznej Roosevelta sprzed prezydentury. Kolejne zaś traktują o latach w Białym Domu. Warto dodać, że oprócz rozbudowanych rozważań o Nowym Ładzie (co zwykle ogniskowało uwagę badaczy i znalazło należyte opracowanie w historiografii), sporo uwagi poświęcił Autor (trzy kolejne rozdziały) genezie II wojny światowej i polityce administracji Roosevelta w jej trakcie.

Maney ma już doświadczenie w pisaniu prac biograficznych (napisał m.in. biografię Roberta M. La Follette'a), co niewątpliwie okazało się przydatne przy niniejszej pracy. Jego niekwestionowanym atutem i sprzymierzeńcem jest też dobra orientacja w źródłach z epoki i rozległej literaturze przedmiotu.

Bardzo cenne i użyteczne dopełnienie książki stanowi esej bibliograficzny (s. 225–244). W pierwszej części Autor wymienia biografie i prace o FDR, o którym powstało ich więcej nawet niż o cieszącym się dużą popularnością i zainteresowaniem historyków Abrahamie Lincolnie. Do klasyki już przeszły biografie autorstwa Franka Freidela, Arthura M. Schlesingera, Jamesa MacGregora Burnsa, Rexforda G. Tugwella oraz Kennetha S. Davisa.

Spuścizna pisarska samego FDR, zwłaszcza jego prywatna korespondencja, a także orędzia, pisma oraz konferencje prasowe prezydenta, to znakomite źródło dla każdego historyka podejmującego ten temat, zaś bogate zbiory archiwalne w Bibliotece Prezydenckiej w Hyde Parku są szczególnie użyteczne i cenne. W dużym stopniu wykorzystane były również przez Autora pamiętniki i dzienniki współpracowników Roosevelta.

Dalsza część bibliografii jest zorganizowana według struktury rozdziałów, co daje pełniejsze rozeznanie w podejmowanej przez badaczy tematyce z poszczególnych okresów życia Roosevelta. Okazuje się bowiem, że mimo tak licznych prac o tym polityku nadal stosunkowo słabo są opracowane niektóre aspekty jego działalności publicznej. Trudno odmówić słuszności uwadze Maneya (s. 229), że o dzieciństwie, młodości i prywatnym życiu Roosevelta wiemy znacznie więcej niż o niektórych aspektach jego prezydentury, relacjach z Kongresem czy poglądach ekonomicznych.

Już we wprowadzeniu Autor zastrzega, że ma świadomość, iż jego bohater jest w gruncie rzeczy kimś innym, niż stworzona przez apologetów legenda o nim i jego polityce, ale nie oznacza to bynajmniej, że odrzuca wielkość FDR. Stara się przedstawić rzeczowe, wyważone i obiektywne sądy o nim, choć nie jest to zadanie łatwe.

W szkicu, biograficznym o młodości Roosevelta Autor podkreśla rolę środowiska, zwłaszcza elitarnej i wpływowej społeczności Hudson Valley, w kształtowaniu jego osobowości i poglądów. Mottem życiowym młodego Franka, jak go wtedy nazywano, stało się „duty first”, choć jego temperament i upodobania towarzyskie zdawały się początkowo osłabiać wagę tego aspektu. W przyszłości i one okazały się wielkim sprzymierzeńcem w jego działalności publicznej.

Autor, jak większość biografów Roosevelta, wskazuje na dużą rolę arbitralnej matki Sary, zarówno w jego w życiu prywatnym, jak i publicznym. Sporo uwagi poświęca również chorobie polio, która kompletnie odmieniła życie niespełna czterdziestoletniego polityka, pełnego optymizmu i ambitnych planów na przyszłość. W niemałym też stopniu wpłynęła (choć trudno określić precyzyjnie jak) na jego dalszą karierę polityczną. Niektórzy bada-

cze wręcz podkreślają, że zmagania z chorobą zahartowały i uszlachetniły nie tylko charakter Franklina, ale wręcz przesądziły o jego nieodwołalnej decyzji zajmowania się „wielką polityką”. I ta determinacja doprowadziła do sukcesu politycznego, jakim było zwycięstwo wyborcze w 1928 roku na urząd gubernatora stanu Nowy Jork, co stało się trampoliną do Białego Domu. Ale ryzykowne wydaje się stwierdzenie, że polio było „politycznym błogosławieństwem” i gdyby nie choroba, to Roosevelt mógłby nigdy nie być prezydentem USA (s. 27).

Fakt kalectwa Roosevelta był przez lata skrzętnie ukrywany przed opinią publiczną i współcześni Amerykanie początkowo nie wiedzieli, że jest on sparaliżowany. Obowiązywała swego rodzaju umowa dżentelmeńska z dziennikarzami, którzy tego wątku po prostu nie poruszali<sup>1</sup>. Pod koniec lat dwudziestych i w kampanii wyborczej w 1932 roku wprawdzie jego przeciwnicy polityczni – republikanie sygnalizowali fakt kalectwa Roosevelta, ale robili to raczej rzadko (choć zachowały się takie ulotki wyborcze)<sup>2</sup>.

Wielkim sprzymierzeńcem Roosevelta, jak wykazała w 1928 roku kampania na stanowisko gubernatora stanu Nowy Jork, była cechująca go łatwość nawiązywania kontaktów, kordialność i bezpośredniość, pomagające wykreować jego pozytywny image. Wykorzystywał on do tego celu także radio (miał świetny głos radiowy), a zwłaszcza kontakty z prasą, które rozbudowywał i udoskonalał w kolejnych latach.

W 1932 roku kandydat demokratów do Białego Domu przekonał rodaków, że jest właściwą osobą do zwalczania kryzysu gospodarczego. W marcu 1933 roku objął władzę, znakomicie wczuwając się w nastroje rodaków, poznając ich oczekiwania i potrzeby. Zapoczątkowane reformy gospodarczo-społeczne w ramach tzw. sesji stu dni przeobraziły na zawsze życie Ameryki, choć mimo tych wysiłków rządu sytuacja milionów Amerykanów i ich rodzin nadal była trudna. W 1935 roku co piąty Amerykanin nie miał pracy (s. 68).

Rozległy program pomocy rządowej i interwencjonizm państwowy spotkały się z powszechną aprobatą zdesperowanych Amerykanów. Popularność prezydenta rosła, co znajdowało odzwierciedlenie m.in. w ogromnej korespondencji do niego. Otrzymywał on dziennie 5–8 tys. listów, w których ro-

---

<sup>1</sup> Ciekawy też jest sam fakt, że w źródłach ikonograficznych pozostały tak znikome ślady świadczące o kalectwie Roosevelta. Jedynie dwa zdjęcia z olbrzymiej kolekcji z Biblioteki Prezydenckiej Roosevelta z Hyde Parku pokazują go na wózku inwalidzkim.

<sup>2</sup> Herbert C. Hoover Presidential Library (HPL), West Branch (Iowa), Post-Presidential Subject, Box 279, f. Roosevelt Franklin D. Disability.



dacy dzielili się z nim troskami i radościami dnia codziennego, dziękowali za pomoc i wyrażali nadzieję na dalsze wsparcie. Czytając tę korespondencję – jak pisze Autor – ma się wrażenie, że ludzie ci znali prezydenta, a co więcej, że on też ich znał i osobiście odpowiadał na ich listy. Amerykanie przysyłali mu ciasteczka, własnoręcznie zrobione pamiątki i rozmaite upominki, wzmacniając w ten sposób wrażenie osobistej znajomości, a nawet zażyłości, z mieszkańcem Białego Domu. Ponadto słynne potem „pogawędki przy kominku”, a także regularne spotkania prezydenta z dziennikarzami (zazwyczaj dwa razy w tygodniu) stawrzały wrażenie osobistego kontaktu i bezpośredniej znajomości z milionami Amerykanów. Ten fenomen utrwalił się w kolejnych latach, ugruntowując jego popularność (s. 71–75). Wykreowany „optymistyczny wizerunek” prezydenta był szczególnie użyteczny w warunkach kryzysu gospodarczego, stając się źródłem nadziei i inspiracji dla milionów rodaków.

Ale istnieli też zagorzali krytycy i wrogowie Roosevelta. Ich nienawiść towarzyszyła mu do końca życia. Jak pokazywała jedna z karykatur, już nawet jego nazwisko było dla nich czymś obelżywym, „brzydkim słowem”, którego należało unikać.

Sporo uwagi poświęca Autor żonie Roosevelta, Eleanor, choć chyba nie w pełni docenia jej faktyczną rolę, zwłaszcza w latach prezydentury. Jej zaangażowanie w reformy Nowego Ładu i wpływ na politykę męża wydaje się rzeczą bezsporną. Większość badaczy też już dzisiaj tego nie kwestionuje, choć – w odróżnieniu od jej biografów, którzy to przedstawiają szerzej – raczej ogólnikowo (i tak uczynił również Maney) pisze o tym. A warto podkreślić, że jej działalność społeczna, bezpośrednie zaangażowanie w program reform Nowego Ładu i śmiałe wypowiedzi na temat praw obywatelskich różnych, dyskryminowanych grup odegrały dużą rolę w administracji Roosevelta. Jej poglądy oraz przekonania były bardziej radykalne niż prezydenta i jego otoczenia i niejednokrotnie wykraczały znacznie poza program społeczno-polityczny męża. Eleanor Roosevelt stała się nie tylko zaangażowaną działaczką klubów kobiecych w partii demokratycznej, ale i oddaną rzeczniką praw ludności murzyńskiej. W drugiej połowie lat trzydziestych z równą pasją krytykowała, zwłaszcza w swojej publicystyce, dyktatury oraz faszyzm i hitleryzm, zagrażające pokojowi na świecie. Rozległa aktywność publiczna i wielce zaangażowana postawa First Lady przyniosły jej uznanie w oczach Amerykanów i wzrastającą popularność (co wykazywały badania Gallupa pod koniec lat trzydziestych).

W latach II wojny światowej pani Roosevelt poszerzyła pole własnej aktywności, zastępując czasem małżonka w inspekcjach i podróżach wojen-

nych. Przez rodaków okrzyknięta została „Pierwszą Matką USA”, dzielącą podobne troski jak miliony amerykańskich żon i matek.

Zaangażowanie przez Roosevelta w 1940 roku dwóch republikanów do rządu uznano za śmiałe posunięcie, które zresztą krytykowano z wielu stron. Henry L. Stimson, sekretarz stanu w czasie prezydentury Herberta Hoovera, został ministrem wojny, a Frank Knox – ministrem marynarki. Obaj powszechnie uchodzili za zwolenników pomocy Wielkiej Brytanii, a ich wejście do rządu uznano za wzmocnienie postawy interwencyjnej (s. 121).

W 1940 roku, jak pokazuje Autor, bossowie partyjni (m.in. Ed Kelly i Frank Hague) oraz współpracownicy FDR (Harold Ickes, Henry Wallace, Thomas Corcoran i in.) naciskali na niego, by kolejny raz kandydował. Ponoć sam prezydent miał wątpliwości, a zdecydowana większość Amerykanów nie popierała tego pomysłu. Tradycyjnie utrwał się zwyczaj dwóch kadencji, choć jeszcze nie było konstytucyjnych ograniczeń w tym względzie. Pogarszająca się sytuacja międzynarodowa i obawy o losy demokratycznego świata były bodaj decydującym czynnikiem, który zmienił nastawienie amerykańskiej opinii publicznej do ewentualności trzeciej prezydentury FDR. Po przegranej Francji, jak wykazały badania Gallupa, większość Amerykanów zaczęła popierać ewentualność trzeciej kadencji Roosevelta (s. 122).

Mimo że podjęto liczne przedsięwzięcia świadczące o przygotowaniach USA do wojny, zdecydowana większość Amerykanów (aż 4/5) – jak wykazały badania opinii publicznej w 1941 roku – była przeciwna natychmiastowemu wejściu kraju do wojny. Ale podobna liczba Amerykanów uważała też, że kraj tak czy inaczej znajdzie się w końcu w stanie wojny. Nie łączono wszak tego z powszechnym przeświadczeniem o konieczności pokonania Hitlera. Pewnie dlatego nawet po wypowiedzeniu wojny Japonii FDR (mimo nacisków m.in. sekretarza Stimsona) nie zdecydował się na podobny krok względem jej sojuszników, Niemiec i Włoch, które niejako go „wyręczyły”, wypowiadając 11 grudnia 1941 wojnę USA. Autor nie podziela podejrzeń i spekulacji, głoszonych także przez niektórych historyków, że FDR wiedział o mającym nastąpić ataku na Pearl Harbor. Oczywiście spodziewano się, jak pisze, japońskiego uderzenia, ale raczej na brytyjskie lub holenderskie posiadłości. Sam zaś atak na amerykańską bazę wojenną był wielkim zaskoczeniem, które spowodowało natychmiastową zmianę nastawienia Amerykanów do wojny i zjednoczyło naród. I był to niezwykle, nadzwyczajny efekt, którego inaczej by nie osiągnięto (s. 134–139). Od początku zwłaszcza wrogowie Roosevelta doszukiwali się w tym makiawelizmu politycznego, stąd m.in. spekulacje o jakoby prowokowanym przez USA ataku, o którym wiedziano.

Kolejne miesiące, a potem lata, po Pearl Harbor FDR zajmował się dwoma kompleksowymi problemami – strategią wojskową oraz mobilizacją ekonomiczną, choć temu pierwszemu poświęcał więcej czasu (s. 146). Z roku na rok prezydent coraz bardziej odchodził od reform Nowego Ładu, ogniskując działania administracji na głównej sprawie – dokończeniu wojny i zwycięstwie aliantów. Wcześniejszy slogan „Dr. New Deal” zastąpiono nowym, „Dr. Win the War”, nadając mu wręcz doktrynalne uzasadnienie (s. 156).

Autor zdawkowo wypowiada się na temat stosunku FDR do problemu Amerykanów japońskiego pochodzenia i hysterii antyjapońskiej w Stanach Zjednoczonych (s. 160–162). Pisze, że prezydent zostawił tę kwestię do rozwiązania swoim współpracownikom i bezpośrednio się nią nie zajmował. Od stycznia 1942 roku głównie Departament Wojny i niektórzy wojskowi zajęli się sprawą, zyskując powszechne poparcie amerykańskiej opinii publicznej dla idei obozów przesiedleńczych. Do dziś jest to swego rodzaju „wstydlivy temat” dla Amerykanów, niezbyt chętnie wspominających te niechlubne praktyki z czasu wojny.

Wybory prezydenckie w 1944 roku Roosevelt wygrał po raz czwarty. Było to bezprecedensowe zwycięstwo, co należy przypisać zarówno osobowości polityka, jak i wyjątkowości sytuacji międzynarodowej. Niestety, stan zdrowia Roosevelta w 1944 roku był zły, co stanowiło zresztą jedną z najpilniej strzeżonych tajemnic. Pogarszająca się kondycja fizyczna prezydenta od początku 1945 roku nie rokowała większych nadziei. W każdej chwili można się było spodziewać czegoś najgorszego, jak wspominali potem współpracownicy. Dla nich śmierć prezydenta 12 kwietnia 1945 nie stanowiła zaskoczenia, choć na pewno życzyliby sobie, by dożył on upragnionego dnia zwycięstwa, do którego tak usilnie dążył i do którego przyczynił się swoją polityką.

Omawiana książka jest ciekawą lekturą, która pobudza do refleksji nad Rooseveltem, jego polityką i epoką. Jego zaangażowanie w zwalczanie najpierw kryzysu ekonomicznego, a potem determinacja w zmaganiach wojennych aliantów, mimo kontrowersyjnych sądów na ten temat, zasłużyły na pamięć nie tylko rodaków. Pozostał on na stałe w panteonie amerykańskich prezydentów.

*Halina Parafianowicz*

„Almanach Historyczny”,

t. 1, Kielce 1999, ss. 300; t. 2, Kielce 2000, ss. 284.

Instytut Historii Wyższej Szkoły Pedagogicznej im. Jana Kochanowskiego w Kielcach.

W przeciągu zaledwie kilku miesięcy na rynku księgarskim pojawiły się dwa kolejne tomy nowego interesującego periodyku naukowego zatytułowanego „Almanach Historyczny”, który – jak sądzimy – warto przybliżyć także czytelnikom „Studiów Podlaskich”. Jego wydawcą jest dynamicznie rozwijające się w ostatnich latach środowisko historyków zatrudnionych w Instytucie Historii WSP w Kielcach. Przypomnijmy, że przez wiele lat wizytówką wydawniczą tego środowiska były „Kieleckie Studia Historyczne” (w latach 1976–1999 opublikowano 15 tomów), w dużym stopniu poświęcone jednak historii regionalnej – przede wszystkim dziejom regionu świętokrzyskiego. Jednakże wraz z napływem wielu nowych naukowców do ośrodka kieleckiego następowało systematyczne poszerzanie pola dotychczasowej obserwacji przeszłości, co wpłynęło na decyzję zaniechania publikowania dotychczasowego wydawnictwa instytutowego. Jak pisze redakcja nowego periodyku „[...] »Almanach Historyczny« będzie czasopismem, w którym będą zamieszczane artykuły, materiały, źródła oraz recenzje dotyczące historii Polski i powszechnej”.

Dwa pierwsze tomy zredagowali Jacek Wijaczka (przewodniczący), Wiesław Caban i Beata Wojciechowska (sekretarz). Radę Redakcyjną „Almanachu Historycznego” tworzą historycy o uznanym dorobku i reprezentujący przy tym różne ośrodki naukowe: Stanisław Bylina (Warszawa), W. Caban (Kielce), zmarły przed kilku miesiącami Andrzej F. Grabski (Łódź), Edmund Kizik (Gdańsk), Czesław Łuczak (Poznań), Jarema Maciszewski (Warszawa), Janusz Mańtek (Toruń), Tadeusz Radzik (Lublin) i Andrzej Szwarz (Warszawa).

Układ nowego czasopisma jest, można rzec, tradycyjny dla tego typu periodyków naukowych, a więc zawiera artykuły, źródła i recenzje. W tomie drugim pojawił się ponadto nowy dział – kronika naukowa.

Na tom pierwszy składa się aż 11 artykułów, w większości pióra miejscowych historyków, choć znalazła się w nim także rozprawka Arthura H. Williamsona, profesora California State University (Sacramento), poświęcona bardzo modnej ostatnimi czasy problematyce „gender studies”. Autor śledzi w niej zmiany systemu wartości w rodzinie, zwłaszcza dotyczące erotyki i miłości od czasów rewolucji amerykańskiej i francuskiej po dzień dzisiejszy.

„Almanach Historyczny” otwiera studium Katarzyny Justyniarskiej, która na podstawie kronik średniowiecznych (Galla Anonima, Wincentego Kadłubka, Jana Długosza) podjęła próbę określenia naszego narodowego charakteru oraz postaw wobec „obcych” – cudzoziemców. W opinii autorki wspomniane kroniki traktują z jednej strony sąsiadów Polski jako wrogów i wyśmiewają ich wady, z drugiej, widać w nich dumę z osiągnięć przodków, zachowanej we wspólnej, zbiorowej pamięci. Beata Wojciechowska zajęła się wyobraźnią Słowian o otaczającym ich świecie w konfrontacji z ekspansją chrześcijaństwa. Z kręgu demonicznych wyobrażeń przyrody dokładniej scharakteryzowała ona potwory i demony wodne oraz przedstawiła wysiłki Kościoła mające na celu przekształcenie tradycyjnych praktyk (np. związanych z cudownymi właściwościami wody) w kult chrześcijański konkretnych świętych katolickich.

Jacek Pielas w swoim esejku zrekonstruował dzieje kariery Jana Oleśnickiego, podkomorzego sandomierskiego, jednego z typowych działaczy samorządowych wojewódzkich w XVII w., postaci wybitnej i aktywnej, choć aktora drugiego planu. W odróżnieniu od ojca Mikołaja, senatora, właściciela 3 miast i 16 wsi (trzykrotne korzystne małżeństwa z magnatkami), Jan pozostał działaczem szlacheckim realizującym własne aspiracje polityczne przede wszystkim na forum lokalnego sejmiku sandomierskiego (dziesięciokrotny jego marszałek, wielokrotny poseł na sejmy).

Okres staropolski zamyka szkic Waldemara Kowalskiego poświęcony dziejom Chmielnika, miasta prywatnego lokowanego w 1551 r. na gruncie wsi o tej samej nazwie, której początki sięgają co najmniej XIII w. U schyłku XVI stulecia miasto było jednym z najważniejszych ośrodków arianizmu (gościło aż siedem synodów), zaś w stuleciu następnym już kalwińskiej prowincji małopolskiej. W tym czasie Chmielnik należał do ludniejszych wśród 15 miast powiatu wiślickiego. W 1789 r. liczył prawie 1 tys. mieszkańców, z czego połowę stanowili Żydzi. Wśród chrześcijan dominowali rzemieślnicy, wśród wyznawców religii mojżeszowej – gospodarze.

Sześć pozostałych artykułów historyków z Kielc, Lublina i Radomia zasadniczo dotyczy już okresu XX wieku. I tak Izabela Krasińska w obszernym studium omówiła złożone uwarunkowania społeczne, polityczne i gospodarcze powstania i rozwoju kuratoriów trzeźwości na obszarze Królestwa Polskiego w latach 1898–1914 oraz ich wpływ na życie kulturalno-oświatowe mieszkańców miast i miasteczek guberni radomskiej. Uważna analiza wielu różnorodnych źródeł skłoniła autorkę do stwierdzenia, że w walce z alkoholizmem poniosły one klęskę, natomiast odnotowały znaczne sukcesy w upowszechnianiu czytelnictwa i oświaty.

Z kolei Konrad i Nina Zielińscy przedmiotem artykułu uczynili działalność żydowskich instytucji ekonomicznych i zawodowych na Lubelszczyźnie w latach 1900–1918. Pomimo niedostatków źródłowych lubelscy historycy już na tym etapie badań podkreślają wpływ żydowskich organizacji gospodarczych, stowarzyszeń branżowych i instytucji kredytowych na życie społeczno-gospodarcze poszczególnych miast Lubelszczyzny. Co więcej, działalność wielu z nich nie ograniczała się jedynie do spraw ekonomicznych, ale obejmowała również działalność kulturalno-oświatową, a także dobroczynność – szczególnie ważną w trudnych latach wojny światowej.

„Goniec Częstochowski”, podstawowy dziennik miasta, reprezentujący pravicową opcję polityczną, oraz zasoby lokalnych archiwów stały się podstawą dociekań Marioli Niteckiej na temat wzajemnych stosunków i relacji pomiędzy społecznościami polską a żydowską w Częstochowie (w której ludność wyznania mojżeszowego stanowiła prawie 25% ogółu mieszkańców) w okresie międzywojennym. Stosunki polsko-żydowskie w całym okresie dalekie były od wzajemnej tolerancji i zrozumienia, ale podstawową rolę antagonizującą obie społeczności odgrywał czynnik ekonomiczny. To właśnie w latach kryzysów gospodarczych (po zakończeniu działań wojennych, w okresie wielkiego kryzysu) owe stosunki szczególnie się zaogniały. M. Nitecka podkreśla jednak bardzo wyraźnie, że winę za ten stan rzeczy ponosiły obie strony – i Polacy, i Żydzi. Co więcej, w godzinach próby dla częstochowian wyznania mojżeszowego – likwidacji getta w 1941 r. – ich los był obojętny tylko nielicznym Polakom.

Do losów diaspory żydowskiej w kończącym się stuleciu nawiązuje również Sebastian Piątkowski. Autor podjął próbę spojrzenia na masowe deportacje Żydów dystryktu radomskiego do obozów pracy przymusowej na Lubelszczyźnie pod kątem ich roli w procesie holocaustu. Szczególną uwagę zwrócił przy tym na stronę techniczną przebiegu deportacji oraz rolę żydowskich rad starszych (Judenratów) we wspomnianych wywózkach. Opisuując straszliwe warunki życia i pracy młodzieży, autor podkreśla, że jakaś

część deportowanych powróciła do domów wskutek zabiegów Judenratów. Z drugiej strony wcześniejszy udział rad starszych w organizowaniu wywózek wzbudził nieufność, a nawet falę oskarżeń pod ich adresem ze strony miejscowej społeczności żydowskiej.

Mariusz Nowak scharakteryzował działalność gospodarczą Jana Zamojskiego w gospodarstwie wiejskim na Spiszu w Słowacji w latach 1926–1944. Autor ukazał wysiłki właściciela dążącego do unowocześnienia kompleksu rolno-leśnego liczącego ponad 1,6 tys. ha (mechanizacja uprawy zbóż i roślin okopowych) czy niekonwencjonalne utrzymywanie dochodowego uzdrowiska w Družbakach. Jednakże forsowne tempo modernizacji majątków, wydatki związane z odrestaurowaniem zamku w Lubowli, połączone z wystawnym trybem życia i hazardem, doprowadziły do znacznego kryzysu finansowego, który arystokrata usiłował początkowo przezwyciężyć sprzedażą części majątku. Ostatecznie w 1942 r. majątek leśny i rolny Zamojski odsprzedał grupie obywateli Družbaków, choć nadal prowadził działalność gospodarczą aż do opuszczenia Słowacji w dwa lata później.

Jedną z bardziej interesujących prac zamieszczonych w tomie pierwszym „Almanachu Historycznego” jest artykuł Ryszarda Gryza, w którym autor rekonstruuje system instytucji sprawujących kontrolę nad całokształtem polityki wyznaniowej w województwie kieleckim w latach 1945–1956, zbudowany przez miejscowe władze partyjno-państwowe. Podobnie jak w całym kraju był on najbardziej rozbudowany w latach 1953–1956. Metody stosowane wobec duchowieństwa i społeczności wierzących w praktyce miały służyć osłabieniu roli Kościoła, jedynej po rozbięciu PSL siły opozycyjnej w PRL. W artykule nie zabrakło przykładów urzędników, którzy nie zawsze zachowywali się w swej pracy zgodnie z ogólnymi instrukcjami i poleceniami, albowiem nie wszyscy z nich byli przekonani co do słuszności walki z Kościołem katolickim.

Tom drugi kieleckiego „Almanachu Historycznego” został dedykowany z okazji 70. rocznicy urodzin wybitnemu historykowi Jaremu Maciszewskiemu, który od 1990 jest także profesorem Instytutu Historii WSP w Kielcach. Obok wykazu prac doktorskich (20) i publikacji Jubilata za lata 1990–2000 zawiera on w dziale pierwszym siedem artykułów.

I tak Krzysztof Bracha swój przyczynek poświęcił modelowi misji chrześcijańskich, w których sztuka perswazji misjonarzy (św. Wojciecha i Ottona z Bambergu) zastępowała przymus i fizyczną przemoc w ewangelizacji świata pogańskiego. Autor przypomniał pokojowe założenia teologii misyjnej Kościoła (w tym instrukcję i dwa listy papieża Grzegorza Wielkiego, 590–604), przeszedł wyprawy i postępowanie obu wymienio-

nych wyżej misjonarzy w Prusach i na Pomorzu, a także odtworzył program katechezy w okresie pierwotnej ewangelizacji.

Sylwia Konarska-Zimnicka zajęła się szerzej złożonym problemem stosunku profesorów Akademii Krakowskiej do astrologii i jej zwolenników u schyłku późnego średniowiecza. Niektórzy z nich, jak np. Stanisław ze Skarbimierza, Jakub z Paradyża i Stanisław z Zawady, uznawali astrologię za naukę zakazaną i wrogą Kościołowi i jego doktrynie. W środowisku akademickim nie brakło jednakże i postaw odmiennych. Autorka przypomniała sylwetkę wybitnego uczonego Jana z Głogowa, który wspólnie z innymi potrafił wytworzyć u schyłku XV w. atmosferę przychylną astrologii, m.in. poprzez opublikowanie dzieła *Persuasio brevis quomodo astrologiae studium religioni christiane non est adversum*, uznanego za apogeum nauk astralnych.

Barbara Szymczak przedstawiła dzieje nieudanej próby zawarcia sojuszu wielkopolskiej opozycji magnackiej z dworem brandenburskim w przededniu drugiej wojny północnej. Pomysł roztoczenia przez elektora „opieki” nad Wielkopolską w obliczu zagrożenia szwedzkiego wyszedł od czołowych miejscowych magnatów – Krzysztofa i Łukasza Opalińskich oraz Jana Leszczyńskiego (luty 1655 r.) i był poważnie traktowany przez dwór berliński. Ostatecznie na przeszkodzie realizacji wspomnianych planów stanęły stany wielkopolskie, które w decydującym momencie zmieniły zdanie (czerwiec). Sami zaś opozycyjni magnaci przedłożyli nad sojusz z potencjalnym, ale mocno niepewnym sprzymierzeńcem Fryderykiem Wilhelmem (afery Holsta, systematyczne kontakty ze Szwedami, żądanie udostępnienia twierdz, w tym Poznania, Brandenburczykom), bezpośrednie porozumienie z Karolem Gustawem, kapitulując pod Ujściem 25 lipca 1655 r.

Stosunków międzysąsiedzkich Rzeczypospolitej w XVII stuleciu, ale tym razem z Rosją, dotyczy rozprawka Wojciecha Polaka. Autor przedstawił cele, przebieg i rezultaty misji wysłannika nowego cara Michała Romanowa (oficjalnie reprezentanta tylko soboru ziemskiego) – Denisa Oładina, rozpoczętej wiosną 1613 r. w Rzeczypospolitej. Misja gońca moskiewskiego zakończyła się całkowitym fiaskiem, albowiem Oładin nie doprowadził do uwolnienia posłów rosyjskich z 1610 r., metropolity Filareta (ojca cara) i kniazia Wasyla Golicyna, wskutek zdecydowanie niechętnej postawy zarówno samego króla Zygmunta III, jak i jego doradców. Autor jedyny efekt wspomnianego pobytu postrzega w dostarczonych Moskwie informacjach szpiegowskich (uzyskanych od informatorów polskich za sumę zaledwie 10 zł i trzynastu par sobolowych skórek!), wskazujących na słabość militarną i finansową Rzeczypospolitej.



Wśród sygnalizowanych artykułów tomu drugiego znajdujemy także i akcent podlaski. Mianowicie Zenon Guldon wraz z Henrykiem Rucińskim zaprezentowali zarys najważniejszych zagadnień z dziejów Koprzywnicy w XVI–XVIII w., jednego z większych miast powiatu sandomierskiego doby staropolskiej. Kielecko-białostocka para historyków omówiła zatem potencjał demograficzny ośrodka (ok. 1200 mieszkańców w latach pomyślnej koniunktury i dotkliwe straty w połowie XVII w.), strukturę zawodową mieszkańców oraz wybrane instytucje kościelne (klasztor cystersów, kościoły, szpital-przytułek).

Anna Śmietańska zwróciła uwagę na kieleckie tradycje księgarskie, które sięgają pierwszej połowy XIX w. Mimo wielu utrudnień społeczno-politycznych i ograniczeń ekonomicznych księgarnie powstawały i odgrywały istotną rolę w życiu kulturalnym Kielc także w latach następnych. Największy rozkwit tego rodzaju placówek w guberni kieleckiej – zdaniem autorki – nastąpił do 1885 r.

Nina Zielińska w ciekawy sposób przedstawiła strukturę organizacyjną i pierwsze lata działalności (1918–1927) Towarzystwa Straży Kresowej, polskiej organizacji społeczno-politycznej, która, jak dotąd, nie doczekała się osobnego i szerszego opracowania. Powstało ono w lutym 1918 r. na fali protestów społeczeństwa polskiego przeciwko traktatowi brzeskiemu, a dokładniej przejęciu Ziemi Chełmskiej i Podlasia przez stronę ukraińską. Po odzyskaniu niepodległości objęło swoim zasięgiem całość ziem wschodnich, a jego głównym zadaniem (do 1921 r.) była działalność społeczno-polityczna, w latach następnych – prace samorządowe, kulturalne, oświatowe i gospodarcze. Dodajmy za autorką, że rola Towarzystwa w umacnianiu i krzewieniu kultury polskiej na Kresach wymaga jeszcze dalszych studiów.

Tom drugi zamyka rozprawka Jadwigi Płusy i Barbary Szabat, w której autorki śledzą działalność Kieleckiego Koła Stowarzyszenia byłych Więźniów Politycznych w okresie rządów sanacji. Przypomnijmy, że podstawowym celem organizacji było niesienie pomocy materialnej i duchowej byłym uczestnikom rewolucyjnych zmaganiań z caratem sprzed 1914 r.

Ponadto w dwu pierwszych tomach „Almanachu Historycznego” obok 16 recenzji opublikowano również 5 bardzo krótkich tekstów źródłowych (w tomie 1 – List Marcina Kromera i Jana Dymitra Solikowskiego do króla Zygmunta Augusta, opr. W. Polak; Akt komisarski o stanie ekonomii koziennickiej z 1709 roku, opr. Lech Łoboda; Lustracja kuźnicy żelaza w Cedzynie z 1789 roku, opr. Z. Guldon i w tomie 2 – Pośmiertny inwentarz gdańskiego kramarza korzennego mennonity Hendrika van Dührena z 1694 roku, opr.

E. Kiezik; Zabezpieczenie praw majątkowych Anny Stanisławskiej w intercyzie przedślubnej z 1669 roku, opr. J. Pielas).

Dwa pierwsze tomy nowego kieleckiego periodyku naukowego wydanego w poręcznym formacie A-5 mają skromną, ale estetyczną szatę graficzną. Z drobniejszych zastrzeżeń trzeba wymienić nie do końca konsekwentne przestrzeganie przez redakcję chronologii (wydaje się bowiem, że taki układ przyjęli wydawcy?) w kolejności zamieszczonych prac. W tomie drugim artykuł W. Polaka, traktujący o wydarzeniach z 1613 r., powinien poprzedzać pracę B. Szymczak dotyczącą przedednia „potopu”.

Dwa tomy zawierające 19 większych i mniejszych objętościowo studiów i artykułów nie może być podstawą do ferowania poważniejszych ocen poziomu prezentowanego czasopisma. Prawie połowa z nich dotyczy historii Polski i powszechnej, co dobrze świadczy o wysiłkach wydawców konsekwentnie dążących do nadania „Almanachowi Historycznemu” daleko szerszej formuły treściowej, w stosunku do wcześniejszych „Kieleckich Studiów Historycznych”. Redakcji chcemy życzyć, aby obejmując całokształt problematyki historycznej, jak najszybciej w następnych tomach czasopisma doprowadziła do zaopatrzenia tekstów artykułów w abstrakty wraz ze spisem treści wydrukowane w jednym z języków kongresowych (najlepiej chyba w angielskim), co może być pomocne w staraniach o umieszczenie na liście rankingowej naukowych czasopism historycznych KBN i dotację finansową. Dwa pierwsze tomy „Almanachu Historycznego” zostały bowiem wydane ze środków własnych kieleckiego Instytutu Historii.

*Cezary Kukło*

**KONFLIKT O WILNO W 1919–1920 ROKU:  
KONFLIKTY NARODOWOŚCIOWE, DYPLOMACJA,  
DZIAŁANIA WOJENNE**  
(KONFLIKTAS DEL VILNIAUS 1919–1920 METAIS:  
TAUTINIAI PRIEŠTARAVIMAI, DIPLOMATIJA, KARO WEIKSMAI)  
KONFERENCJA NAUKOWA  
WILNO, 5 PAŹDZIERNIKA 2000 R.

Na początku października 2000 r. Wydział Historyczny Uniwersytetu Wileńskiego zorganizował międzynarodową (w zasadzie dwustronną) konferencję naukową poświęconą konfliktom o Wilno w latach 1919–1920, z uwzględnieniem problematyki narodowościowej, dyplomatycznej i oczywiście działań wojskowych. Obrady skupiły spore grono pracowników naukowych i młodzieży studenckiej.

Otwarcia konferencji dokonał docent Algirdas Jakubčionis. Nawiązał on do dziejów stosunków polsko-litewskich, które układały się różnie, zwłaszcza w XX stuleciu. U progu nowego tysiąclecia historycy polscy i litewscy prowadzą jednak rzeczowy dialog naukowy, dotyczący nawet problemów spornych i konfliktowych. Następnie powitał zebranych Prorektor profesor Benediktas Juodka. W swym wystąpieniu (w języku angielskim) podkreślił on położenie Litwy i Polski oraz szczególną rolę wzajemnych stosunków między obu narodami i państwami. Mówił on o wspaniałych tradycjach Uniwersytetu Wileńskiego i jego współpracy z uczelniami polskimi, zwłaszcza Uniwersytetem Jagiellońskim. Na zakończenie życzył uczestnikom pomyślnych obrad.

Pierwszy referat wygłosił przedstawiciel gospodarzy i zarazem jeden z głównych organizatorów konferencji, docent Algis Kasperavičius. Mówił on o stosunku władz litewskich i opinii publicznej do wojny polsko-sowieckiej 1920 roku. Najogólniej nie był on najlepszy. Cały rząd i opinia publiczna były

niefne wobec Polski i traktowały ją jako przeciwnika niepodległego państwa litewskiego. Litwa chciała nade wszystko pokoju z Rosją Radziecką, co miało też przyczynić się do uznania tego państwa *de jure*. Ponadto na realną walkę ze wschodnim przeciwnikiem nie było żadnych szans. Po początkowych sukcesach ofensywy Tuchaczewskiego na Litwie zapanowało wręcz przekonanie, że Polska upadnie. Stąd między innymi brał się zły stosunek do internowanych żołnierzy polskich czy zajęcie Suwalszczyzny. Była to dość ryzykowna polityka, obliczona na poparcie Rosji Radzieckiej. Z państwem tym Litwa zawarła 12 lipca 1920 r. porozumienie pokojowe, ale nie uchroniło to jej od przygotowań komunistycznego powstania obliczonego na pomoc Armii Czerwonej.

Kolejny referat przedstawił doktor Krzysztof Buchowski z Uniwersytetu w Białymstoku. Dokonał on gruntownej analizy stosunku Polaków „kowieńskich” do niepodległego państwa litewskiego w latach 1918–1920, a także polityki władz litewskich do tamtejszej społeczności polskiej. Ogromny wzrost napięcia we wzajemnych relacjach wywołała próba zamachu stanu przez Polską Organizację Wojskową. Doprowadziło to do licznych aresztowań i represji wobec Polaków oraz ugruntowało antypolskie nastroje w społeczeństwie litewskim.

Następnie doktor Rimantas Miknys z Instytutu Historii Litwy mówił o tajnych rozmowach między politykami litewskimi i polskimi na temat przyszłości Wilna i regionu w latach 1920–1921. Na ten temat nie ma zbyt wielu przekazów źródłowych, poza nielicznymi wzmiankami w prasie i dziennikami Michała Romera. Inicjatywa rozmów wyszła z litewskiego MSZ, które zaproponowało M. Romerowi i S. Kairysowi wyjazd do Wilna i przeprowadzenie rozmów z miejscowymi politykami polskimi oraz sondaże w środowisku żydowskim i białoruskim. Delegaci litewscy rozmawiali w lutym 1921 r. z Witoldem Abramowiczem, Tadeuszem Wróblewskim i innymi działaczami. Rozmowy te nie przyniosły jednak żadnych konkretnych rezultatów, gdyż na przeszkodzie stały głównie kwestie terytorialne oraz niechęć Litwinów do jakiegokolwiek formy federacji z Polską.

Kwestie związane z ofensywą wileńską wojsk polskich w kwietniu 1919 r. przedstawił doktor Jan Snopko z Uniwersytetu w Białymstoku. Nakreślił on sytuację na północno-wschodnim odcinku frontu polsko-bolszewickiego, stan sił oraz zamierzenia operacyjne strony polskiej. Operacja była bardzo ryzykowna, zakończyła się jednak pełnym sukcesem. Zadecydowała o tym znakomita postawa oddziałów polskich, prowadzonych przez doświadczonych oficerów legionowych, oraz pomoc samych wilanian i szybkie wykorzystanie kolei do transportu wojsk. Wielki sukces militarny nie został jednak

zdyskontowany na niwie politycznej, gdyż niepowodzeniem zakończyły się próby rozmów w Kownie z politykami litewskimi.

W kolejnym wystąpieniu docent Vytautas Lesčius (Uniwersytet Wileński) mówił o wojskowych aspektach konfliktu polsko-litewskiego. Przedstawił on w zarysie rozwój sił zbrojnych polskich, podkreślając przy tym ich dynamiczną rozbudowę. Natomiast Litwini początkowo nie przykładali większej wagi do tworzenia własnego wojska, żyli iluzjami, że międzynarodowe instytucje zapewnią im niepodległość. Stracono cenny czas, który lepiej wykorzystywała strona polska. Litwini próbowali zająć Wilno już na początku kwietnia 1919 r., a więc jeszcze przed ofensywą polską, jednak bez powodzenia. Natomiast opanowanie Wilna przez wojska polskie było wstrząsem dla społeczeństwa litewskiego, wzmogła się kampania prasowa pełna gromkich haseł antypolskich.

Trudny i kontrowersyjny temat podjął w swym referacie profesor Adam Dobroński (Uniwersytet w Białymstoku). Mówił on o akcji gen. Lucjana Żeligowskiego z 8–9 października 1920 r., jej uwarunkowaniach i realizacji. Nieco miejsca poświęcił samej nazwie podjętych działań; za nieodpowiednie uznał określenia „bunt” czy „ofensywa”. W trakcie działań gen. Żeligowskiego Litwini nie stawiali większego oporu, większość ich wojsk znajdowała się na Suwalszczyźnie. Zresztą w konfrontacji militarnej nie mieli większych szans.

Stosunek dyplomacji szwedzkiej i opinii publicznej do konfliktu polsko-litewskiego o Wilno przedstawił doktor Saulius Pivoras. Do Szwedów informacje o konflikcie polsko-litewskim docierały szerzej od jesieni 1920 r. Kraj ten był zwolennikiem rozwiązań plebiscytowych. Przygotowywał nawet kompanię wojska do wysłania na obszar plebiscytowy. Charakterystyczne, że sympatia prasy szwedzkiej była po stronie litewskiej, natomiast elity polityczne i dyplomacja były raczej propolskie. Słusznie postrzegano jednak, że spór polsko-litewski popycha Litwę w objęcia Rosji.

Funkcjonowanie władz miejskich Wilna w latach 1919–1920 gruntownie przedstawił doktor Jan Jerzy Milewski z Uniwersytetu w Białymstoku. Omówił on stan ludności i powierzchnię miasta, jego kondycję finansową i stan gospodarki miejskiej. Z oczywistych względów nie były one w stanie kwitującym. W tym okresie dochody miasta zaledwie w połowie pokrywały wydatki. Przykładowo ogromnym obciążeniem dla miejskiego budżetu było utrzymanie pięciu szpitali. Zmieniające się władze miejskie starały się jednak lojalnie regulować zobowiązania swoich poprzedników.

Echa konfliktu polsko-litewskiego w mniejszych krajach europejskich (konkretnie w Szwajcarii) przedstawił doktor Arunas Vyšniauskas (Uniwer-

sytet Wileński), analizując dysertację M. Hanoko. Szwajcarzy szerzej zektnęli się z „problemem wileńskim” w związku z planami plebiscytu i przejazdu przez ten kraj oddziałów wojskowych (pod patronatem Ligi Narodów) na obszar plebiscytowy. Obawiano się, że żołnierze ci mogą stać się uczestnikami konfliktu. To z kolei wywołało dyskusję nad tak fundamentalnymi kwestiami, jak neutralność i suwerenność państwa szwajcarskiego.

Ostatni referat, poświęcony obrazowi Polaka na Litwie w latach 1919–1920, przedstawił Audrius Abromaitis z Uniwersytetu Wileńskiego. Generalnie w okresie tym następowało wzmacnianie obrazu wroga, którego upatrywano w Polakach. Obawiano się polskich „legionów”, polskich dworów, polskiej propagandy i postulowano jak najdalej idący rozdział od Polaków. Po ofensywie kwietniowej 1919 r. psychoza zagrożenia jeszcze wzrosła, a Polak był uważany za najgorszego wroga.

Na zakończenie rozwinęła się ożywiona dyskusja, w toku której pogłębiono i wyjaśniono wiele wątków militarnych i politycznych. Gospodarze zainteresowani byli celami tworzenia dywizji litewsko-białoruskiej oraz stosunkiem głównych polskich ugrupowań politycznych do niepodległości Litwy. Polacy z kolei dociekali przyczyn tak „miękkiej” obrony Wilna w październiku 1920 r.

Konferencja udowodniła, że nawet na trudne, „konfliktowe” tematy można rozmawiać konstruktywnie, prowadzić rzeczowy dialog naukowy. Sprzyjała temu przyjacielska, życzliwa atmosfera, stworzona przez organizatorów.

*Jan Snopko*

**ZIEMIE DAWNEGO KSIĘSTWA LITEWSKIEGO  
I PODLASIA. ŹRÓDŁA, STAN BADAŃ**  
MIĘDZYNARODOWA KONFERENCJA ŹRÓDŁOZNAWCZO-HISTORYCZNA  
BIAŁYSTOK, 28 I 29 WRZEŚNIA 2000 R.

W dniach 28 i 29 września 2000 r. obradowała w Białymstoku konferencja źródłoznawczo-historyczna z udziałem historyków i archiwistów z Białorusi (z Mińska, Grodna i Brześcia), Litwy (z Wilna), Łotwy (z Rygi) i Polski (z Białegostoku, Suwałk, Warszawy). Temat konferencji: „Ziemie dawnego Księstwa Litewskiego i Podlasia. Źródła, stan badań”.

Była to już piąta konferencja naukowa zorganizowana przez miejscowe środowisko naukowe na podobny temat. Tak jak poprzednio organizatorami konferencji byli: Białostockie Towarzystwo Naukowe, Archiwum Państwowe w Białymstoku, Instytut Historii i Katedra Kultury Białoruskiej Uniwersytetu w Białymstoku oraz Katedra Humanistyki Instytutu Zarządzania i Marketingu Politechniki Białostockiej.

W imieniu organizatorów konferencję otworzył dr J.J. Milewski (Instytut Historii Uniwersytetu w Białymstoku) a kolejno przewodniczyli obradom: dyrektor Marek Kietliński (Archiwum Państwowe w Białymstoku), prof. dr hab. Aleksander Krawcewicz (Uniwersytet w Grodnie), dr hab. Tamara Bairasauskaite (Instytut Historii Litwy w Wilnie) oraz doc. dr Bolesław Woszczyński (Naczelna Dyrekcja Archiwów Państwowych).

Dwa pierwsze referaty stanowiły wprowadzenie do tematyki konferencji. Doc. B. Woszczyński przedstawił informację o aktualnym stanie współpracy między Naczelną Dyrekcją Archiwów Państwowych a archiwami Rosji, Białorusi, Litwy i Łotwy. Natomiast dr H. Majecki mówił o dziejach ziem Wielkiego Księstwa Litewskiego oraz kresów północno-wschodnich II Rzeczypospolitej w badaniach i publikacjach Białostockiego Towarzystwa Naukowego. Łącznie wygłoszono 26 referatów i informacji. Zdecydowanie przeważała pro-

blematyka źródłoznawcza. Tylko cztery referaty poświęcone były stanowi badań. Dr Jury Hardziejew (Uniwersytet w Grodnie) przedstawił stan badań nad dziejami Grodna w II połowie XIX w. i do I wojny światowej, zaś prof. A. Krawcewicz z tegoż uniwersytetu zobrazował stan badań i źródeł nad początkami państwa litewskiego. Dr Rimantas Miknys (Instytut Historii Litwy) wygłosił referat na temat: *Sytuacja etnokulturalna i etnopolityczna Polaków na Litwie w II połowie XIX w. i w początkach XX w. Ogląd źródeł i badań*. Problemy badań i źródeł podjął też Michał Gnatowski (Uniwersytet w Białymstoku), który przedstawił stan badań i źródeł o polskim podziemiu niepodległościowym na ziemiach północno-wschodnich Polski w latach 1939–1941.

Problematyce *sensu stricto* historycznej poświęcony był referat prof. Barbary Sępniewskiej-Holzer (Uniwersytet w Białymstoku) o miastach i miasteczkach Witebszczyzny w XIX w. i do I wojny światowej. Pozostałe referaty dotyczyły problematyki źródłoznawczej. Zakres terytorialny omawianej tematyki był szeroki. Obejmował on obszar Podlasia oraz Litwy i Białorusi. Tylko dwa referaty obejmowały źródła spoza tego obszaru. I tak: dr Józef Maroszek (Uniwersytet w Białymstoku) przedstawił źródła rękopiśmienne do dziejów północno-wschodniej Polski w archiwach i bibliotekach Moskwy i dr Eriks Jakobson (Łotewskie Państwowe Archiwum Historyczne w Rydze) prasę i druki polskojęzyczne na Łotwie w latach 1918–1940.

Trzy referaty wybitnie wzbogaciły stan wiedzy o źródłach dotyczących naszego regionu. Dr Igor Lalkow (Państwowy Komitet do spraw Archiwów i Biurowości Republiki Białoruś) przedstawił informację o spuściźnie epistolarnej Jana Klemensa Branickiego w Departamencie Rękopisów Francuskiej Biblioteki Narodowej. O źródłach tych wiedzieli dotąd nieliczni. Korespondencja hetmana jest rozproszona i znajduje się w wielu archiwach i zbiorach rękopiśmiennych bibliotek. Spora jej ilość znajduje się w Archiwum Akt Dawnych w Warszawie i ona była głównie dotąd wykorzystywana przez badaczy (m.in. dr Alinę Sztachelską).

Ważne informacje zawierał też referat dr hab. Tamary Bairauskaite (Instytut Historii Litwy) – *Materiały dotyczące Instytutu Panien Szlacheckich w Białymstoku (1843–1918)* w zbiorach Litewskiego Państwowego Archiwum Historycznego w Wilnie. Dotąd za podstawowe źródło do dziejów instytutu uchodziły akta tegoż instytutu przechowywane w Archiwum Państwowym w Białymstoku. Akta te są jednak daleko niekompletne. Z referatu dr hab. T. Bairauskaite wynika, że duża ilość materiałów dotyczących instytutu znajduje się w aktach Gubernatora Wileńskiego, sprawującego nadzór nad jego działalnością.



Nie mniej ważne informacje zawierał referat dr. Edmunda Jarmosika (Uniwersytet w Grodnie) o aktach Zarządzającego Obwodem Białostockim z lat 1807–1842, przechowywanych w zbiorach Narodowego Archiwum Historycznego w Grodnie. Zespół ten nie był dotąd udostępniany badaczom. Obecnie znajduje się w stadium opracowywania i po pewnym czasie badacze będą mogli z niego korzystać. Zespół ten był w archiwum w Grodnie do wojny, lecz nie był wykorzystywany przez badaczy. Po wojnie z nieoficjalnych źródeł było wiadomo o jego istnieniu, lecz nieznanne były jego rozmiary.

Pod względem chronologicznym tematyka referatów mieści się w kilku okresach: przedrozbiorowym, rozbiorów, międzywojennym, II wojny światowej oraz powojennym. Okresowi przedrozbiorowemu poświęcone były referaty dr. Henadzia Siemiańczuka (Uniwersytet w Grodnie) – *Akta do dziejów wyznań chrześcijańskich do końca XVIII w. w zasobie Archiwum Historycznego w Grodnie*; dr Lidii Kowkiel (z tejże uczelni) o materiałach do dziejów księgozbiorów prywatnych na Grodzieńszczyźnie w I połowie XIX w. w archiwach i bibliotekach Białorusi, Litwy i Polski oraz dr Ireny Matus (Uniwersytet w Białymstoku) – *Źródła do dziejów szkolnictwa parafialnego na Białostocczyźnie w latach 1884–1915* oraz referat Ryhora Żaunierkiewicza (Państwowy Komitet do spraw Archiwów i Biurowości Republiki Białoruś) o materiałach dotyczących sufragistyki parafii rzymskokatolickich w zbiorach Narodowego Archiwum Historycznego Białorusi (od XVII w. do 1917 r.)

Dwa referaty związane były z obszarem Suwalszczyzny. Sławomir Filipowicz (Archiwum Państwowe w Suwałkach) mówił o źródłach dotyczących Suwalszczyzny w archiwach państwowych Wilna, Grodna i Mińska. Natomiast dyrektor Tadeusz Radziwonowicz (Archiwum Państwowe w Suwałkach) przedstawił informację o źródłach dotyczących obszarów znajdujących się obecnie w granicach Białorusi a przechowywanych w kierowanej przez niego placówce.

Siedem referatów dotyczyło źródeł wytworzonych w okresie międzywojennym (wśród nich również przedstawiony już wcześniej referat dr. E. Jakobsona). Trzy z nich dotyczyły białoruskiego ruchu narodowego. Doc. dr Iryna Bahdanowicz (Instytut Literatury Białoruskiej Akademii Nauk) przedstawiła referat – *Działalność białoruskich organizacji społecznych w Wilnie w okresie międzywojennym w świetle akt Jana Sztowicza w Dziale Rękopisów Centralnej Biblioteki Narodowej w Mińsku*; prof. Jan Kowkiel (Uniwersytet w Grodnie) mówił o losie archiwów Białoruskiej Rady Narodowej, zaś dr Helena Głogowska (Uniwersytet w Białymstoku) przedstawiła

informację o źródłach do biografii białoruskich działaczy społecznych w zbiorach prywatnych.

Trzy referaty dotyczyły obszarów Polesia. Tematem referatu prof. Zofii Tomczonek (Politechnika Białostocka) były źródła do historii polskich organizacji społeczno-gospodarczych na Polesiu w okresie międzywojennym, zaś Andrzej Smolarczyk (z tejże uczelni) przedstawił stan źródeł do dziejów szkolnictwa podstawowego na Polesiu w tym samym okresie. Problematykę powyższą zamykał referat dyrektor Anny Terebuń (Archiwum Państwowe Obwodu Brzeskiego) o źródłach archiwalnych do dziejów szkolnictwa podstawowego na Polesiu w tym samym okresie.

Dwa referaty dotyczyły okresu II wojny światowej a właściwie jej pierwszego okresu. Wojciech Sleszyński (Uniwersytet w Białymstoku) przedstawił informację o źródłach dotyczących Białostoczczyzny lat 1939–1941 w zasobach Archiwum Dokumentacji Audiowizualnej w Dzierżyńsku (Kajdanie). Tego okresu dotyczył też wymieniany już referat prof. M. Gnatowskiego.

Dyskusja dotyczyła problemów podjętych w referatach. Wzięli w niej udział: prof. A. Krawcewicz, dr hab. T. Bairasauskaite, doc. dr B. Woszczyński, doc. dr I. Bahdanowicz, dr H. Majecki i prof. J. Kowkiel.

Obrady konferencji podsumował dr H. Majecki, występujący w roli jej koordynatora. Stwierdził on, że konferencja spełniła swoje zadania. Choć tematyka jej była dość rozproszona, to jej dorobek należy rozpatrywać łącznie z dorobkiem czterech poprzednich konferencji, których tworzy ogniwo. Materiały poprzednich konferencji były publikowane na łamach kwartalnika „Białostoczczyzna”, począwszy od numeru 1 z 1997 r. i są dostępne badaczom. Materiały z obecnej konferencji będą publikowane w trzech kolejnych numerach kwartalnika za 2000 r.

Dr H. Majecki uznał, że ideę konferencji należy kontynuować i złożył deklarację podjęcia się roli koordynatora konferencji o podobnej tematyce w 2001 r.

*Henryk Majecki*

## SPIS TREŚCI

<b>I. Studia i rozprawy</b> . . . . .	3
<i>Jean-Pierre Bardet</i> , Former les jeunes esprits . . . . .	5
<i>Ks. Witold Jemielity</i> , Współistnienie narodowości i wyznań we wschodnim rejonie Królestwa Polskiego . . . . .	39
<i>Michał Gnatowski</i> , Kulisy radzieckich starań o ponowne włączenie regionu białostockiego w skład ZSRR (1942–1944) . . . . .	59
<i>Hanna Konopka</i> , Nauczanie religii w szkołach Polski Ludowej (1944–1950) . . . . .	89
<b>II. Miscellanea</b> . . . . .	107
<i>Tomasz Wesotowski</i> , „Sztrafniki” – jednostki karne Armii Czerwonej w latach 1940–1945 . . . . .	109
<i>Adam Lachowicz</i> , Laicyzacja opieki społecznej w województwie białostockim w latach 1945–1948 . . . . .	129
<i>Janusz Stefaniak</i> , Duchowieństwo katolickie wobec władz państwowych w woj. białostockim w latach 1945–1956 (przegląd problemu) . . . . .	147
<b>III. Biografie</b> . . . . .	165
<i>Halina Parafianowicz</i> , Eleanor Roosevelt: amerykańska First Lady i jej wojenna służba . . . . .	167
<b>IV. Warsztat badawczy historyka</b> . . . . .	191
<i>Dorota Guzowska</i> , Problem husycki w Polsce w pierwszej połowie XV wieku w świetle najnowszych badań . . . . .	193

<i>Andrzej Stępnik</i> , Między teorią a praktyką. Dylematy regionalistyki historycznej w II Rzeczypospolitej . . . . .	213
<b>V. Źródła i materiały</b> . . . . .	231
<i>Adam Miodowski</i> , Sprawozdanie z I Ogólnego Zjazdu Delegatów Wojskowych Polaków w Rosji (7.06–22.06.1917 r.) . . . . .	233
<i>Mieczysław Wrzosek</i> , Dokumenty dotyczące politycznych zmaganiań Józefa Piłsudskiego i sprawy polskiej podczas pierwszej wojny światowej (sierpień 1914 – styczeń 1916). Część I . . . . .	281
<i>Michał Gnatowski</i> , Radzieckie dokumenty o staraniach ZSRR w celu ponownego zajęcia ziem regionu białostockiego . . . . .	339
<b>VI. Recenzje</b> . . . . .	381
Anatol Citoï, <i>Gerał'dyka belaruskich mestaï (XVI – pačatak XX st.)</i> – Zbigniew Romaniuk . . . . .	383
Heinz-Dieter Heimann, <i>Wprowadzenie do historii średniowiecznej</i> – Piotr Guzowski . . . . .	387
Maria Bogucka, <i>Białogłowa w dawnej Polsce. Kobieta w społeczeństwie polskim XVI–XVIII wieku na tle porównawczym</i> – Cezary Kukło . . . . .	392
<i>Uniwersytet w Tartu a Polacy. Rola doradczyków w polskiej nauce, kulturze i polityce XIX i XX wieku</i> , redakcja Siergiej G. Isakow i Jan Lewandowski – Jan Trynkowski . . . . .	400
Patrick J. Maney, <i>The Roosevelt Presence. The Life and Legacy of FDR</i> – Halina Parafianowicz . . . . .	407
„Almanach Historyczny” – Cezary Kukło . . . . .	413
<b>VII. Informacje</b> . . . . .	421
<i>Konflikt o Wilno w 1919–1920 roku: konflikty narodowościowe, dyplomacja, działania wojenne</i> , konferencja naukowa, Wilno, 5 października 2000 r. – Jan Snopko . . . . .	423
<i>Ziemie dawnego Księstwa Litewskiego i Podlasia. Źródła, stan badań</i> , Międzynarodowa Konferencja Źródłoznawczo-Historyczna, Białystok, 28 i 29 września 2000 r. – Henryk Majecki . . . . .	427